

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'ÉMIR ABD AL-QÂDIR ET LES OTTOMANS :  
L'ITINÉRAIRE DU DERNIER GRAND AYAN DE DAMAS (1832-1865)

THÈSE  
PRÉSENTÉE  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DU DOCTORAT EN HISTOIRE

PAR

SYLVAIN HENRY CORNAC

AVRIL 2018

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

J'aimerais commencer par rendre hommage à Sidi Hamza (1922-2017) et exprimer toute ma gratitude pour son enseignement. Tout au long de cette thèse j'ai constaté les nombreux liens qui unissent l'histoire de l'Émir avec celle de la famille Boutchichi : le partage de l'espace transfrontalier entre le Maroc et l'Algérie, le lien à la confrérie Qadiriyya, l'ascendance chérifienne, la participation commune dans la lutte contre l'invasion française. Ce n'est qu'au moment où j'approfondissais l'investigation sur cette « autre histoire de la résistance en Algérie » que j'appris que l'aïeul de Sidi Hamza avait accueilli Abd al-Qâdir dans la zawiya de Madagh alors qu'il se repliait vers le Maroc (un territoire où leurs descendants respectifs, Sidi Moukhtar et l'Émir Abd al-Malik, affronteraient le Maréchal Lyautey), un lieu où j'ai eu la chance de me trouver et de pénétrer dans l'enceinte de sa bibliothèque. Il est certain que ce genre de fonds privés sont les garants d'une histoire qui contribueront à remettre en question une perception parfois très monolithique de l'histoire du Maghreb, produite par les prismes de la période coloniale ou forgée par les récits nationalistes.

Au terme de cette thèse, qui a pris sept années de ma vie, je réalise à quel point la formation d'un historien de l'Empire ottoman est longue et laborieuse, mais qu'elle est à la fois tellement riche. Je dois beaucoup à Stefan Winter qui n'a pas fait que de me former dans la discipline. Il m'a aussi donné la possibilité d'enseigner cette histoire, me donnant ainsi l'opportunité de parfaire mes connaissances et de saisir sa singularité avec plus d'acuité. De plus, il m'a permis de pouvoir publier mes écrits et m'a toujours relu avec beaucoup de sympathie et de rigueur qui m'ont fait évoluer dans mon travail. Je tiens aussi à remercier particulièrement Christopher Goscha qui s'est toujours tenu disponible pour discuter de mon sujet et pour me relire.

Nos discussions ont grandement influencé mon travail et m'ont permis de saisir tout le potentiel novateur de mes perspectives sur la carrière de l'Émir.

Karim Ben Driss est aussi un contributeur très important de cette thèse et il ignore peut-être jusqu'à quel point. C'est après avoir suivi son cours sur la mystique musulmane à l'Université de Montréal que j'ai réalisé l'idée centrale de mon sujet. En tant qu'étudiant dans le domaine de l'histoire ottomane, j'ai constaté, en présentant un exposé sur l'Émir, le poids des biais de l'histoire coloniale et surtout de l'absence d'une perspective non occidentale sur le personnage. De plus, c'est par son intermédiaire que j'ai pu participer au colloque « L'émir Abd el-Kader et l'Occident : Leçons d'un dialogue des civilisations d'hier pour aujourd'hui », qui se tint à Montréal en 2011 et dans lequel j'ai pu mesurer la richesse des perspectives nouvelles que j'entrevois déjà.

En matière de soutien financier je remercie sincèrement le Fonds Québécois de la Recherche – Société et Culture – qui a financé deux années de cette thèse au cours desquelles j'ai beaucoup avancé. Je remercie également les donateurs de la Bourse FARE de l'UQÀM et la Faculté des sciences humaines qui m'ont octroyé la bourse de fin d'étude.

En tant que collègues et amis je dois souligner le soutien de Phi Vân Nguyen, grâce à laquelle je n'ai pas seulement réalisé qu'on pouvait être père tout en achevant sa thèse, mais qu'on pouvait aussi le faire avec passion et la plus sérieuse rigueur. Elle a été pour moi un exemple jusque dans la forme de ma thèse. Je veux remercier aussi Khaled al-Yahya pour son aide pour mes traductions de documents en arabe, mais aussi pour les discussions sur le passé et son lien au présent à travers un esprit mûr et aiguisé. Je remercie chaleureusement Brahim Kerroumi que j'ai eu la chance de rencontrer lors de la dernière année de ce travail. Il a été d'une aide patiente et dévouée à travers la traduction de nombreux documents inédits des lettres de l'Émir

en arabe vers la Sublime Porte, mais aussi de nombreux passages de la biographie du fils d'Abd al-Qâdir (le *Tuhfat*). Brahim compte donc parmi les contributeurs les plus importants dans cette relecture historique. Nos longues discussions n'ont fait que me conforter dans l'idée que le croisement des perspectives locales et ottomanes sur le Maghreb inaugure un véritable renouvellement de ce champ spatio-temporel. Un remerciement spécial à Fazlı Sayım et à Renaud Cyr pour m'avoir transmis des documents ottomans importants alors qu'ils étaient en Turquie.

J'ai reçu les conseils et les remarques de nombreux chercheurs qui m'ont permis de faire des avancées déterminantes dans mon travail. Je pense particulièrement à François Pouillon qui m'avait, en 2012, demandé la relecture d'un article (*Du témoignage...*) qui a directement influencé ma thèse. J'ai beaucoup aimé nos discussions et sa posture franche et décalée par rapport au mythe de l'Émir. Je remercie aussi Olivier Bouquet pour ses précieuses remarques. Ses réflexions sur les titres, les noms et sa connaissance de la culture de l'État ottoman m'ont également beaucoup éclairé. J'ai le sentiment que ce renouvellement des perspectives sur l'Émir et ses héritiers auront beaucoup à gagner à travers les travaux d'O. Bouquet. Dans cette veine, je remercie Edhem Eldem et ses conseils sur le matériel photographique sur Abd al-Qâdir. Son travail sur les décorations ottomanes a soutenu ma réflexion et confirmé plusieurs de mes hypothèses. Bien des questions pourraient trouver des réponses grâce à ses investigations. Enfin, je tiens à remercier Odile Moreau pour avoir témoigné beaucoup d'intérêt pour mon travail, pour ses conseils et ses encouragements. Nos perspectives croisées alimenteront, je le crois, ce renouvellement des perspectives sur l'histoire du Maghreb grâce aux archives ottomanes. N'oublions pas James McDougall, que j'ai rencontré à la Mesa 2016 à Boston, qui m'a fait l'honneur de me demander de relire son dernier article mettant en scène des personnages comme Hamdan Hoca et Ahmed Boudarba avec le souci de la rigueur et du détail. Nos échanges m'auront beaucoup profité.

Parmi mes professeurs de l'UQÀM, je remercie chaleureusement Pascal Bastien et Magda Fahrni. Ils ont été des acteurs passionnants et passionnés lors de ma scolarité de doctorat. J'ajouterai feu Jean Marie Fecteau et Piroska Nagy qui m'ont ouvert à de nouvelles perspectives et remis en cause mes certitudes en matière de méthodologie. Un grand merci à Micheline Cloutier pour sa gentillesse, son écoute et ses conseils.

Mes parents ont été d'un soutien sans faille et d'une patience à toute épreuve. Ils ont cru de bout en bout dans mon cheminement et ont bien souvent constitué autant des mécènes que des cobayes pour tester mes compétences en terme de vulgarisation de mon sujet. Qu'ils soient vivement remerciés!

Enfin, *last but not least*, mon épouse Zehra Şahin est la plus importante contributrice de ce travail. Elle est la mère de nos deux enfants qui sont tous les deux nés pendant ces sept années de labeur, d'épreuves et de joies. Elle a aussi largement contribué au travail de relecture et de traduction de l'ottoman ou de texte en turc. Si ce travail apporte de quelconques bienfaits, c'est à elle que doivent revenir tous les honneurs !

## TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	xi
LISTE DES TABLEAUX.....	xiii
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	xiv
RÉSUMÉ.....	xv
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
SUR LES MARGES DE L'EMPIRE : L'ALGÉRIE OTTOMANE ET LA FAMILLE D'ABD AL-QÂDIR AVANT L'INVASION FRANÇAISE .....	32
1.1 La marginalité de la province d'Algérie provoqua-t-elle son autonomie ?.....	33
1.2 De la confrérie spirituelle au pouvoir politique : l'itinéraire de la famille d'Abd al-Qâdir .....	44
1.3 Conclusion du chapitre.....	56
CHAPITRE II	
LA NAISSANCE D'UN ÉTAT CHÉRIFIEN DANS L'ALGÉRIE EN GUERRE : ABD AL-QÂDIR ET LA CONSTRUCTION D'UN POUVOIR RIVAL DES OTTOMANS (1830-1837) .....	58
2.1 Un paradoxe de l'invasion française : Abd al-Qâdir parvient à remplacer les Ottomans dans une partie de l'Algérie.....	59
2.2 L'opposition locale au projet d'État d'Abd al-Qâdir : la diplomatie de Hamdan Hoca.....	66
2.3 1837 : le Traité de Tafna met fin à l'Algérie ottomane.....	79
2.4 Une révolution antiottomane : le rôle de la propagande dans l'avènement de l'État chérifien d'Abd al-Qâdir .....	92
2.5 Conclusion du chapitre.....	98

CHAPITRE III	
L'ORIENTATION D'ABD AL-QÂDIR	
VERS LES OTTOMANS (1838-1843)..... 100	
3.1	Les limites de la paix : les tensions entre Abd al-Qâdir et la France entraînent une reconfiguration de la diplomatie algérienne..... 101
3.2	La nouvelle offensive française en Algérie pousse Abd al-Qâdir à se faire le partenaire des Ottomans ..... 109
3.3	L'influence des Britanniques sur l'issue de la guerre en Algérie : l'Angleterre précipite la perte de l'État chérifien ..... 121
3.4	La rupture entre Moulay Abd al-Rahmân et Abd al-Qâdir : la solidarité musulmane change de registre ..... 128
3.5	Conclusion du chapitre..... 138
CHAPITRE IV	
MAGHRÉBINS OU ALGÉRIENS ? LA FORMATION D'UNE	
COMMUNAUTÉ D'ÉMIGRÉS EN SYRIE OTTOMANE (1847-1855)..... 141	
4.1	Des « Maghrébins » au service des Ottomans ..... 142
4.2	La noblesse soufie émigre à Damas ..... 150
4.3	L'État ottoman s'occupe de ses émigrés : la sédentarisation des Algériens ..... 157
4.4	« Une colonie française dans le cœur de la Syrie » : la communauté algérienne et l'ingérence européenne ..... 163
4.5	Conclusion du chapitre..... 172
CHAPITRE V	
LE LIEUTENANT D'ABD AL-QÂDIR À DAMAS :	
LA RECOMPOSITION DE L'AUTORITÉ D'AHMED	
BEN SÂLEM EN SYRIE OTTOMANE (1847-1855)..... 175	
5.1	Du service du Dey à celui d'Abd al-Qâdir..... 177
5.2	La prise de pouvoir d'Ahmed Ben Sâlem en Syrie ottomane..... 183
5.3	Rompre avec la France : l'affaire des pèlerins algériens dépouillés..... 188
5.4	L'ombre d'Abd al-Qâdir à Damas ..... 198
5.5	Conclusion du chapitre..... 204

CHAPITRE VI	
BURSA ET LE DÉBUT DE LA CARRIÈRE	
OTTOMANE D'ABD AL-QÂDIR (1852-1855) .....	206
6.1 Abd al-Qâdir rencontre le Sultan .....	208
6.2 Bursa pour résidence : la consécration de la carrière d'un <i>ayan</i> .....	216
6.3 Abd al-Qâdir Efendi se construit un réseau local .....	221
6.4 Le petit Maghreb de Bursa : le regroupement de vétérans et de compatriotes autour d'Abd al-Qâdir .....	232
6.5 Conclusion du chapitre.....	244
CHAPITRE VII	
L'IMPLANTATION D'ABD AL-QÂDIR À DAMAS (1855-1860) .....	
248	
7.1 Le transfert à Damas : l'initiative d'Abd al-Qâdir, la responsabilité des Ottomans.....	250
7.2 Un notable en quête d'autonomie .....	257
7.3 L'intensification d'une influence spirituelle .....	262
7.4 Le pouvoir économique d'Abd al-Qâdir .....	271
7.5 Abd al-Qâdir comme chef de la communauté des émigrés algériens .....	276
7.6 Conclusion du chapitre.....	283
CHAPITRE VIII	
LES MASSACRES DE DAMAS ET L'INTERVENTION D'ABD	
AL-QÂDIR : LA CONSOLIDATION D'UN POUVOIR LOCAL .....	
286	
8.1 Abd al-Qâdir en héros ottoman des événements de Damas.....	290
8.1 Les débuts de l'« émirisation » d'Abd al-Qâdir.....	301
8.3 L'État ottoman face aux « Maghrébins ».....	306
8.4 Conclusion du chapitre.....	314
CHAPITRE IX	
AU CENTRE DE L'EMPIRE : LE DERNIER	
GRAND NOTABLE DE DAMAS (1860-1865) .....	
316	
9.1 La famille d'Abd al-Qâdir et sa fidélisation à l'État ottoman.....	317

9.2 Favoriser ses partenaires : le cas de Saïd al-Quwwatli .....	329
9.3 Abd al-Qâdir et le canal de Suez.....	334
9.4 Le retour de l'Émir : la recherche d'une solution diplomatique pour l'Algérie .....	341
9.5 Conclusion du chapitre.....	350
CHAPITRE X	
CONCLUSION GÉNÉRALE .....	352
ANNEXE A	
TABLEAU GÉNÉALOGIQUE DE LA FAMILLE D'ABD AL-QADIR.....	369
ANNEXE B	
« TABLEAU GÉNÉALOGIQUE DE LA FAMILLE D'ABDELKADER À SA MORT EN 1883 ».....	371
ANNEXE C	
CHRONOLOGIE DES ÉVÈNEMENTS MAJEURS INTÉRESSANTS LES AXES DE LA THÈSE .....	373
ANNEXE D	
DES RENSEIGNEMENTS DE HAMDAN EFENDI SUR ABD AL-QÂDIR APRÈS LE TRAITÉ DE TAFNA .....	382
ANNEXE E	
LE SOUTIEN D'ABD AL-QÂDIR DISCUTÉ A LA SUBLIME PORTE APRÈS SON ALLÉGEANCE.....	383
ANNEXE F	
SUBSTANCE D'UNE DÉPÊCHE DU CONSUL BRITANNIQUE DE DAMAS EN DATE DU 5 JANVIER 1848 .....	387
ANNEXE G	
BEN SÂLEM DEMANDE UNE ATTENTION SPÉCIALE POUR LES CHEIKHS QUI L'ACCOMPAGNENT .....	391
ANNEXE H	
DE LA VALETTE A « FOUAD EFFENDI » SUR LA TRANSALTION D'ABD AL-QADIR À BURSA .....	392
ANNEXE I	
ABD AL-QÂDIR DEMANDE À VENIR À ISTANBUL POUR RENCONTRER LE GRAND VIZIR ET NAPOLÉON III .....	394

ANNEXE J	
QUESTIONNEMENT SUR LA LÉGALITÉ DE L'ACQUISITION PAR ABD AL-QÂDIR DE CERTAINES TERRES AUTOUR DE DAMAS .....	396
ANNEXE K	
ÉVALUATION OTTOMANE DE LA PARTICIPATION D'ABD AL-QÂDIR DANS LES ÉVÈNEMENTS DE DAMAS .....	398
ANNEXE L	
ABD AL-QÂDIR DOIT RECEVOIR LA MÉDAILLE <i>OSMANIYE</i> DE PREMIÈRE CLASSE .....	400
BIBLIOGRAPHIE .....	401

## LISTE DES FIGURES<sup>1</sup>

Figures.....	Pages
I.1 Abd al-Qâdir à Damas (1862), par Bedford.....	2
I.2 Abd al-Qâdir à Istanbul (1865), par les frères Abdullah.....	2
I.3 Abd al-Qâdir... et des anonymes, photographiés le même jour, par les frères Abdullah.....	4
I.4 Abd al-Qâdir à cheval, en France (par Delton, 1865).....	6
I.5 La tente et des effets de l'Émir au musée du Château de Chantilly.....	7
I.6 Portrait d'Abd al-Qâdir à « Constantinople », par Chlebowski (1865).....	8
I.7 Abd al-Qâdir vue par la presse française dans les années 1830.....	9
I.8 Le retour d'Abd al-Qâdir en Algérie (1966).....	11
I.9 La statue du Maréchal Bugeaud devenue Abd al-Qâdir, à Alger (avant l'Indépendance et après).....	12
2.1 Le recul de l'Empire ottoman au XIXe siècle.....	79
4.2 Carte composée en 1905 comptant l'Algérie (et la Tunisie) parmi les Domaines bien protégés !.....	171
6.1 Le Prince Président rend la liberté à Abd-el-Kader au Château d'Amboise le 16 octobre 1852, par Tissier, 1861.....	206
6.2 Mohammed Ben Abdallah, dit « Bou Maza », dans l' <i>Illustration</i> (mai 1847)	241
7.1 Le mausolée d'Ibn Arabî à Damas.....	263
8.1 Quartier chrétien à Damas détruit ; photographie de Pierre Nau de Champlois (1860).....	287

---

<sup>1</sup> Les numéros des figures commençant par la lettre « I » plutôt que par le chiffre « 1 » indiquent que ces figures apparaissent dans le chapitre *Introduction*.

8.2	Médaille Osmaniye de 1re classe (or et diamant) .....	298
8.3	Abd al-Qâdir médaillé, par Étienne Carjat (1865).....	299
8.4	L'ambassadeur de France De Moustier et la médaille osmaniye, par les frères Abdullah (1865) .....	299
8.5	Sultan Abdülaziz et la même médaille, par les frères Abdullah (1865) .....	300
8.6	Le Patriarche grec Sophronios III, par les frères Abdullah (1865).....	300
8.7	Un exemple de signature après 1860 .....	304
9.1	Huseyn, Saïd et Mustafa Bin Muhyiddîn, Bône (1856).....	319
9.2	Hassan Ben Bou Tâleb et Ahmed Bin Muhyiddîn, Bône (1856).....	320
9.3	L'émir Mohammed, médaillé, BnF, 1865.....	327
9.4	Muhyiddîn et la médaille <i>osmaniye</i> , par les frères Abdullah, BnF, 1865.....	328
9.5	Abd al-Qâdir, ses proches et Mac Mahon (1865) .....	344
10.1	Un autre Émir Abd al-Qâdir (1915).....	354
10.2	« Emir Ali Paşazâde Emir Abdülkâdir Bey, Şâm, sene 33 ».....	354
10.3	L'émir Saïd à Damas (1920), BnF .....	356
10.4	L'émir Saïd devant le portrait de son grand-père (P. Seale).....	357

## LISTE DES TABLEAUX

Tableaux .....	Pages
7.1 Évolution de la titularisation d'Abd al-Qâdir par les Ottomans.....	227
8.1 Évolution de la signature d'Abd al-Qâdir de lettres destinées aux Ottomans .....	303

## LISTE DES ABRÉVIATIONS

AE	Archives du ministère des Affaires étrangères
BOA	<i>Başbakanlık Osmanlı Arşivi</i>
CADN	Centre des archives diplomatiques de Nantes
DEO	Dictionnaire de l'Empire ottoman
DIA	<i>Diyanet Islam Ansiklopedisi</i>
EI	Encyclopédie de l'Islam
FLN	Front de libération national
FO	<i>Foreign Office</i>
IJMES	<i>International Journal of Middle East Studies</i>
REMMM	Revue d'étude du monde musulman et de la Méditerranée
RHM	Revue d'histoire maghrébine

## RÉSUMÉ

Abd al-Qâdir al-Jazâ'irî (1807-1883), souvent nommé « l'émir Abd el-Kader », est un personnage célèbre du XIX<sup>e</sup> siècle. Sa réputation de chef de guerre contre l'invasion française en Algérie, mais aussi du sauveur des chrétiens à Damas, a fait de lui une icône. La production de biographies, pendant la période coloniale, a généré un mythe durable que même le nationalisme algérien a utilisé après l'Indépendance, en 1962. Selon ce mythe Abd al-Qâdir n'aurait jamais accepté d'être le sujet de l'Empire ottoman. Pourtant, hormis la période des conflits en Algérie lors de laquelle la province était en transition politique (qui déboucherait sur l'occupation française), et la détention de quatre ans qu'il a connue en France (1848-1852), sa carrière se déroulait dans cet empire. Abd al-Qâdir y occupa une place importante à partir de son installation à Bursa, en 1852, mais surtout à Damas, à partir de 1855. Quelles sont les implications de l'État ottoman dans la carrière d'Abd al-Qâdir ?

L'invasion française de l'Algérie a permis à Abd al-Qâdir de rompre avec la souveraineté ottomane au moment où il prit les commandes d'un État en guerre contre la France. Alors qu'il prenait des mesures pour remplacer les Ottomans en Algérie, l'intensification de l'offensive française au tournant de 1840 l'a forcé à se redéfinir comme un sujet de l'Empire et d'appeler à l'aide le Sultan. Ces contacts déterminèrent une partie de la façon dont il se présenta plus tard aux Ottomans : comme un héros de la guerre sainte et plus particulièrement comme un « émir », après son intervention en faveur des chrétiens en 1860.

L'installation d'Abd al-Qâdir dans les territoires ottomans, après sa détention en France, propulsa sa carrière d'*ayan*, de notable de l'Empire. Favorisé par un statut hors du commun, les Ottomans, intégrèrent rapidement Abd al-Qâdir, mais aussi sa famille et les partenaires qu'il désignait, dans un processus de fidélisation à travers des subsides, des récompenses et des terres. Ainsi, Abd al-Qâdir parvint à décupler son autorité dans différentes sphères de la société dans lesquelles il s'investit. À Bursa mais surtout, à Damas, Abd al-Qâdir faisait partie de l'élite de la société ottomane à travers la construction de réseaux locaux et transrégionaux qui lui permettait d'intervenir dans les affaires de l'Empire ottoman et même en Algérie.

Mots clés : Abd al-Qâdir al-Jazâ'irî (Abdelkader), Empire ottoman, Maghreb, Syrie, France coloniale, diaspora, Tanzimat, Damas, Algériens

## INTRODUCTION

Abd al-Qâdir al-Jazâ'irî (1807-1883), souvent nommé « l'Émir Abd el-Kader », est un des personnages les plus célèbres du XIXe siècle. Il est essentiellement connu pour sa carrière militaire : il était à la tête d'un mouvement de résistance qui combattit, pendant quinze ans, l'invasion française en Algérie (1832-1847). Abd al-Qâdir est aussi reconnu pour s'être porté à la défense des chrétiens de Damas, alors que la ville avait sombré dans des massacres à caractère confessionnel en juillet 1860. De son vivant, sa renommée internationale le transformait déjà en icône. C'est ce qu'indique la surprise de Baptistin Poujoulat quand il rencontra Abd al-Qâdir à Damas, trois mois après les violences qui secouèrent la ville. Le voyageur et journaliste français raconte qu'il avait une idée toute faite sur l'apparence de l'homme qu'il allait rencontrer.

J'avais le plus grand désir de voir Abd-el-Kader. Je me le figurai d'avance magnifiquement drapé dans son burnous blanc ; je l'ai trouvé, à mon grand désappointement, vêtu à la manière des cheikhs ou des ulémas de Damas, tarbouche rouge, orné d'un gland de soie bleue, entouré d'un turban blanc bigarré dont le bout flotte sur l'épaule gauche ; longue robe de soie rayée, serrée à la ceinture par un foulard de même couleur ; bas blancs et babouches jaunes. Mais ce costume, quoique moins pittoresque que celui des Arabes africains, n'enlève rien à Abd-el-Kader de sa dignité grave, de parfaite distinction<sup>2</sup>.

Le désappointement du journaliste, venu enquêter sur les « massacres de Damas », à propos duquel il réclamait une intervention rapide et ferme de la part de la France, se trouvait, non pas en face d'un émir algérien « drapé dans son burnous blanc », mais d'un notable de Damas, d'un riche ayan... Deux ans après la visite de Poujoulat, le

---

<sup>2</sup> Baptistin Poujoulat, *La Vérité sur la Syrie et l'expédition française*, Paris, Gaume frères et J. Duprey, 1861, p. 359.

Britannique Bedford immortalisa Abd al-Qâdir à Damas, accoutré, d'après un Français en mal d'exotisme, d'une façon si peu authentique... Abd al-Qâdir s'était fondu dans le paysage et ne se distinguait plus « des cheiks ou des ulémas de Damas ». Derrière la déception de Poujoulat, il faut aussi considérer ses attentes de voir jouer Abd al-Qâdir, un rôle en faveur de la France en « Syrie ». Ainsi, pour agir, Abd al-Qâdir devait y garder les marques du chef d'une Algérie qui était devenue française. L'icône coloniale française ou nationaliste algérienne lui dénierait tout autant son intégration, réussie d'après la photographie de Bedford, dans un environnement bien différent de celui de l'Algérie, situé au cœur des territoires arabes de l'Empire ottoman.



Figure I.1 – Abd al-Qâdir à Damas (1862), par Bedford



Figure I.2 – Abd al-Qâdir à Istanbul (1865), par les frères Abdullah

Pourtant, Poujoulat aurait été moins contrarié s'il avait croisé Abd al-Qâdir dans les studios des frères Abdullah au printemps 1865. Cette fois, le burnous blanc était de rigueur. Un des clichés des photographes officiels du Sultan Abdülaziz est évocateur. La scène a quelque chose d'officiel. Photographiée dans le studio stambouliote des trois frères arméniens, la photographie présente l'un des personnages historiques les

plus célèbres du XIXe siècle : Abd al-Qâdir al Jazâ'irî (1807-1883)<sup>3</sup>. Bien reconnaissable dans son burnous blanc, trônant de face, le regard droit, la barbe noire soignée. Sa poitrine est décorée de plusieurs médailles dont la disposition ne semble pas avoir été laissée au hasard. Alors qu'à Damas il apparaissait en notable raffiné, ce qui le confondait, selon Poujoulat, avec n'importe quel personnage de l'élite de la ville, Abd al-Qâdir était redevenu « l'Émir » à Istanbul. Abd al-Qâdir jouait sur les apparences, sans répondre à une quelconque essentialisation identitaire à travers un vêtement<sup>4</sup>. Il se distinguait dans la capitale de l'Empire ottoman par un vêtement typiquement maghrébin, celui par lequel il s'était distingué comme un héros de guerre. C'est cette image qui resterait célèbre, l'icône même du chef algérien alors qu'on le photographiait dans un studio à Istanbul après lui avoir remis la plus prestigieuse médaille qu'il arborait d'ailleurs à côté du Grand-croix d'honneur, remis par Napoléon III. Dans ce contexte, ces insignes faisaient de lui un homme important de l'Empire ottoman, un notable qui se caractérisait pour le rôle qu'il joua dans la protection d'une province contre l'invasion française. Même si ces médailles récompensaient le rôle qu'il joua dans la protection des chrétiens de Damas, le vêtement algérien renforçait l'aspect de serviteur de l'État que prenait Abd al-Qâdir.

---

<sup>3</sup> La photo est intitulée « Abdülkadir Bey (1807-1883). Emir of Algiers », Abdullah Frères, 1865. Öztuncay, Bahattin. 2011. *Hanedan ve kamera : Osmanlı sarayından portreler*, Ömer M. Koç Koleksiyonu. İstanbul, Aygaz, p. 377 (figure I.2).

<sup>4</sup> François Pouillon « Du témoignage : à propos de quelques portraits d'Abd el-Kader en oriental », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 132, 2012, p. 205 (la figure I.1 est tirée de son article).



Figure I-3 – Abd al-Qâdir... et des anonymes, photographiés le même jour, par les frères Abdullah<sup>5</sup>

Les photographes arméniens signèrent un autre cliché bien moins connu d'Abd al-Qâdir, pris cette fois accompagné. Contrairement à « l'Émir », qui était déjà célèbre en son temps, les hommes qui l'entourent sont frappés par l'anonymat. L'un d'eux, un Européen rasé de près, a fière allure. Il est le seul à avoir la tête nue et à esquisser un demi-sourire. Il semble dominer la scène, comme s'il était l'instigateur de cet étrange portrait de famille. À côté de lui, un homme porte un fez caractéristique des réformateurs ottomans. Barbu, plus âgé, il semble un peu en retrait de l'élégant jeune homme. Il a l'air un peu moins investi dans l'initiative du portrait, mais c'est comme s'il tenait à être tout de même présent. À sa droite, un autre homme porte un fez, mais aussi un nœud papillon, ce qui donne au personnage un air d'entre-deux, de la négociation, du pont entre Orient et Occident. Bref, il a tout d'un traducteur. Le reste des protagonistes du tableau a quelque chose de plus oriental, dans l'accoutrement et même dans les manières. La simplicité de la plupart d'entre eux contraste avec la noblesse d'un autre homme vêtu de blanc, le seul à être habillé d'un burnous tout comme Abd al-Qâdir. La ressemblance entre les deux tend à voir entre eux un lien de parenté certain. Capuche tombante sur son visage, la noblesse du personnage est teintée d'une attitude énigmatique, presque défiante qui contraste avec la mine

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 211.

franche et posée d'Abd al-Qâdir. Un autre personnage, qui pourrait facilement faire aussi partie de la famille du patriarche maghrébin, est ce jeune homme au regard droit, juste derrière l'Émir. Portant le fez et vêtu de noir recouvert de blanc, il appartiendrait à la jeune génération pas forcément née en Algérie comme plusieurs des fils d'Abd al-Qâdir, et donc peu accoutumée aux traditions vestimentaires typiquement maghrébines. Le reste de la troupe est partagée entre turbans et fez dans une attitude soumise et humble. Ils ont l'air prêts à servir, à exécuter des ordres variés, mais les plus proches de l'Émir ont bien l'air d'être sa garde rapprochée, ses secrétaires ?

Accompagné sur des photographies, l'Émir en burnous blanc le serait également en France, Istanbul n'étant qu'une étape sur la route de Paris et de Londres. Il faut croire que cette tenue avait quelque chose de diplomatique, de cérémonial, puisqu'on le voit aux côtés de ses hommes dans le costume algérien. Photographié devant un trompe-l'œil<sup>6</sup> qui ressemble à l'imitation de la végétation nord-africaine, Abd al-Qâdir se prêtait à jouer son propre rôle d'émir algérien. Véritable chevalier, il portait toujours ses médailles qui étaient pourtant les récompenses de son geste en faveur des chrétiens de Damas. Dans ce contexte, ces insignes ne faisaient que renforcer le symbole d'un éternel chef algérien dont on attendait le soutien dans l'aventure coloniale.

---

<sup>6</sup> Le trompe-l'œil semble convaincant puisqu'on a osé intituler cette photographie « L'Émir Abdelkader en Kabylie, 1838-1839 » dans la notice de Wikipédia... La photographie est prise à Paris, quelques trente ans plus tard.



Figure I.4 – Abd al-Qâdir à cheval, en France (par Delton, 1865)<sup>7</sup>

### *Une icône de la France coloniale dans la littérature*

Il est fondamental de constater que l'iconographie sur Abd al-Qâdir prend racine dans la littérature coloniale<sup>8</sup>. Plusieurs biographes ont figé, à la manière des musées, la représentation d'Abd al-Qâdir afin d'en faire des justifications utiles pour assoir et conserver le contrôle d'un appareil politique impériale. Cette dimension muséologique caractérise beaucoup la perception que l'on a d'Abd al-Qâdir jusqu'à aujourd'hui, celle d'un chef de guerre algérien. Comme l'écrit Agathe Larcher :

Le volet colonial de l'histoire de France offre de nombreuses perspectives de recherche sur les processus de la légitimation politique déterminant la construction des lieux de mémoire. Comme les autres puissances coloniales, la France chercha à justifier ses conquêtes et sa souveraineté outre-mer, pour se convaincre elle-même de son bon droit, rallier à la « Plus Grande France » les détracteurs métropolitains des « aventures

<sup>7</sup> *fr.muzeo.com*, portrait d'Abd el-Kader devant un paysage de palmier et d'agaves, par Jean Louis Delton, Musée de l'Armée, Paris.

<sup>8</sup> Achrati, Nora. 2007. « Following the Leader: A History and Evolution of the Amir "Abd al-Qadir al-Jaza'iri" as a Symbol », *The Journal of North African Studies*, 12 (2), p. 139-152.

lointaines », et bien sûr, tâcher de faire accepter sa présence aux populations locales dominées<sup>9</sup>.

Le Duc d'Aumale (le fils du roi Louis Philippe, r. 1830-1848), qui a combattu Abd al-Qâdir, exposa longtemps ses prises de guerre dans son château qui devint un musée (le musée Condé). Fier de « la prise de la Smala d'Abd-el-Kader » dont Horace Vernet achèverait l'illustration par un tableau magistrale en 1850, le Duc d'Aumale figeait ce que l'on retint longtemps de la carrière d'Abd al-Qâdir : son rôle militaire et, surtout, sa défaite contre la France.



Figure I.5 – La tente et des effets de l'Émir au musée du Château de Chantilly<sup>10</sup>

Le Duc d'Aumale contribuait aussi à isoler la figure d'Abd al-Qâdir à une représentation d'un émir qui devait rester un « Arabe ». Lors du passage à Istanbul en 1865 déjà évoqué, le peintre polonais Chlebowski avait représenté Abd al-Qâdir dans l'intimité d'un moment de recueillement, dans sa chambre. Chapelet à la main, il portait le ruban du Grand-croix d'honneur sur le cœur, récompense que lui avait

<sup>9</sup> Agathe Larcher-Goscha, « L'inauguration du Musée d'Adran : Retour commémoratif sur l'Indochine d'avant la conquête », *Outre-mers*, tome 93, n° 350-351, 1er semestre 2006. Sites et moments de mémoire, p. 119.

<sup>10</sup> Nicole Garnier Pelle (éd.), *Abd el-Kader et l'Algérie au XIXe siècle dans les collections du musée de Chantilly*, Somogy, éditions d'Art, 2003, p. 76.

décerné Napoléon III pour son intervention en faveur des chrétiens de Damas en 1860. Quand D'Aumale en fit l'acquisition pour l'exposer dans son château qu'il transformait en musée, il fit effacer, sur le tableau la représentation de la prestigieuse médaille. Il se serait écrié, en réprochant l'insigne sur la poitrine de son ancien adversaire algérien : « Ah non ! Pas ça ! Il a fait tuer trop de mes soldats, sans parler de massacres de prisonniers qui sentaient le barbare »<sup>11</sup>. Pour d'Aumale, il fallait conserver l'idée d'un chef arabe authentique qu'il avait soumis. C'est exactement ce que feraient les biographies coloniales quand elles gommeaient des éléments de la vie d'Abd al-Qâdir qui cadraient mal avec l'utilisation politique que l'on voulait faire du personnage, dépendamment des contextes dans lesquels se trouvait la France coloniale.



Figure I.6 – Portrait d'Abd al-Qâdir à « Constantinople », par Chlebowski (1865)

---

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 50. On trouve le portrait de la figure I.6 à cette page.



Figure I.7 – Abd al-Qâdir vue par la presse française dans les années 1830

Le mythe construit sur le personnage a bien commencé de son vivant. Le témoignage de Poujoulat en est une vive illustration. La réalité ne correspondait pas avec l'image qu'il avait dû se faire à travers les médias de l'époque. L'Émir était populaire pendant la guerre : On le représenta la mine patibulaire quand il était encore l'ennemi déclaré de la France<sup>12</sup>. Il apparut sous des traits bien plus sympathiques après sa reddition en 1847, puis sa libération par Louis Napoléon en 1852. Quand il intervint en faveur des chrétiens en 1860, sa renommée devenait internationale. Elle consacrait les espérances de le voir jouer un rôle politique dans une province ottomane convoitée par la France. C'était l'objectif même de la première biographie importante sur Abd al-Qâdir : celle d'Alexandre Bellemare, publiée en 1863. Ce militaire bonapartiste,

<sup>12</sup> Bruno Étienne et François Pouillon, *Abd el-Kader le magnanime*, découverte Gallimard, 2003, p. 40 (figure I.7).

engagé dans l'administration algérienne, soutenait fermement l'idée que l'aboutissement de la « carrière politique et militaire » d'Abd al-Qâdir était le service de la France. Son ouvrage nourrirait la plupart des biographies écrites jusqu'à aujourd'hui. Comme l'écrit Claude Bontems : « Certes l'ouvrage de Bellemare a été reproduit par ses successeurs [...], mais il est également possible de dire que, sans l'œuvre de Bellemare, la quasi-totalité des livres consacrés à l'émir n'aurait pas vu le jour [...] »<sup>13</sup>. Pourtant aucun biographe qui s'en inspirerait ne souligna le poids des objectifs politiques qui orientent sa biographie ni même le style romantique des mises en scène qui ont façonné l'image d'un émir gagné à l'idéal français.

Soixante ans plus tard, un autre militaire dévoilait davantage l'axe du mythe visible grâce à son titre tendancieux : *Abd el-Kader, du fanatisme musulman au patriotisme français*<sup>14</sup>. Écrit en 1925, Paul Azan sonnait le rassemblement d'une armée française mise en difficulté tant au Maroc qu'en Syrie. Le récit reprenait exactement le même schéma que Bellemare, mais pour viser un but plus contemporain. Le plus illustre des musulmans aurait été un patriote français. Sa carrière, divisée en deux phases, était dépeinte en clair-obscur. De l'obscurantisme religieux, il était passé à la civilisation au travers de sa soumission à la France. Il devenait le symbole de cet acte. Malgré les tentatives d'élargir les perceptions, les biographies françaises et même britanniques ne se départiraient pas d'une vision manichéenne sur le personnage, très influencée par les ouvrages de Bellemare et d'Azan. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, alors que les empires coloniaux étaient secoués par la contestation anti-impérialiste des indigènes, les biographies gardaient le même attachement pour un héros

---

<sup>13</sup> Alexandre Bellemare, *Abd el Kader, sa vie politique et militaire*, éditions Bouchène, (1863) 2003, Claude Bontems écrit en présentation (p. vii).

<sup>14</sup> Paul Azan, *L'Émir Abd el Kader 1808-1883. Du fanatisme musulman au patriotisme français*, Coulommiers ; Paris, Hachette, 1925.

romantique et « magnanime », dont la guerre en Algérie et le geste en 1860 étaient le résumé de la carrière<sup>15</sup>.

*L'icône nationale de l'Algérie indépendante  
et le projet de décoloniser l'Histoire*



Figure I.8 – Le retour d’Abd al-Qâdir en Algérie (1966)

Le portrait d’Abd al-Qâdir, issu de la séance de photographie à Istanbul en 1865, est véritablement devenu une icône. Il servit de modèle pour un tableau représentant cet émir drapé dans son burnous blanc, médaillé pour des raisons qui cadraient mal avec le symbole du guerrier nationaliste qu’il était appelé à représenter en Algérie. L’un de ces tableaux déambula de Damas exactement cent ans plus tard, à Alger, à l’occasion du « second enterrement » d’Abd al-Qâdir<sup>16</sup>. L’Algérie naissante avait besoin d’une grande figure pour incarner l’épreuve et la fierté après 130 ans de présence coloniale française. Les cadres du F.L.N (Front de Libération Nationale) firent déterrer Abd al-

<sup>15</sup> Philippe D’Estailleur-Chanteraine, *L’émir magnanime, Abd el-Kader, l’Europe et l’Islam au XIXe siècle*, Paris, J.B Janin 1947; Wilfrid Blunt, *Desert Hawk : Abd el Kader and the French Conquest of Algeria*. London, Methuen, 1947.

<sup>16</sup> La photographie se trouve dans F. Pouillon, « Du témoignage », p. 208.

Qâdir du mausolée du grand théosophe Ibn al-Arabi à Damas, pour l'inhumer, en 1966, au « cimetière des Martyrs » à Alger.

Plus de cent ans après son départ définitif de la province algérienne, Abd al-Qâdir revenait en héros national, en l'incarnation d'un mythe, celui de l'éternel guerrier de la foi. Sabre levé, la statue qui le représentait là où était celle du Maréchal Bugeaud – son implacable adversaire qui ruina les bases de son État naissant - avant lui, le fige pour toujours dans cette posture guerrière.



Figure I.9 – La statue du Maréchal Bugeaud à Alger, devenue Abd al-Qâdir après l'Indépendance

Au sortir d'une rude guerre de décolonisation contre la France, les militants du FLN firent de l'Émir le héros de l'Algérie indépendante. Il était la figure de la résistance, celui qui avait montré la voie à suivre, celle de la libération d'une nation éternelle. Dans ces circonstances, les historiens fabriquèrent un héros en surinvestissant sur la carrière militaire d'Abd al-Qâdir. Pour faire l'histoire d'Abd al-Qâdir, il fallait

d'abord « décoloniser l'histoire ». Après s'être libéré de la tutelle de la France en 1862, il fallait libérer aussi la mémoire du peuple. Il était nécessaire pour des historiens nationalistes comme Mohammed Chérif Sahli, d'ôter tout ce que les Français avaient pu écrire pour soutenir son joug en Algérie<sup>17</sup>. Quand il fit l'histoire de la vie d'Abd al-Qâdir, l'historien donnait à la période des combats en Algérie sa vocation authentique. Toute la seconde moitié de sa vie, de la France jusqu'à la Syrie devenait exil, aliénation et ce n'était que justice que de le ramener chez lui, dans la capitale algérienne... Décoloniser l'histoire, ne revenait pas, dans cette perspective, à apporter des sources nouvelles pour apporter d'autres éléments que les sources françaises avaient véhiculé, surenchérit, surinterprété<sup>18</sup>. Cela revenait en fait, sous la plume d'un des plus célèbres historiens nationalistes, à trier le vrai du faux, à dénoncer les falsifications colonialistes, à suspecter et à dire la vérité contre les mythes français sur une sacro-sainte figure.

*Les biographies contemporaines dans  
l'impasse de la répétition et du dogmatisme*

Depuis une trentaine d'années, les biographies qui paraissent sur Abd al-Qâdir butent sur le même écueil : elles ne se basent pas sur un travail historique critique. Elles répètent le récit des versions coloniales sans les mettre à distance et, surtout, elles n'enrichissent pas le débat sur la carrière du personnage à travers de nouvelles sources primaires. Par contre, l'intérêt porté à Abd al-Qâdir a évolué. Depuis les années 1980, c'est surtout la dimension spirituelle d'Abd al-Qâdir qui est mise en avant. L'édition de ses écrits, notamment son œuvre, Le « livre des haltes » (*Kitâb al-mawâqif*), permet de s'intéresser au personnage sous un nouvel angle : celui d'un soufi. Ainsi, les biographies prennent toutes un tournant spiritualiste dont les titres

<sup>17</sup> Mohammed Chérif Sahli, *Décoloniser l'histoire : introduction à l'histoire du Maghreb*, Paris, François Maspéro, 1965.

<sup>18</sup> Mohammed Chérif Sahli, *L'Émir Abd el-Kader, mythes français et réalités algériennes*, Alger, Entreprise algérienne de presse, 1988.

indiquent déjà qu'elles ne sont pas engagées dans une relecture de sa carrière par des sources nouvelles, mais plutôt pour mettre l'accent sur la figure d'un saint : Abd al-Qâdir est un « Isthme des isthmes » (une expression puisée dans le Coran), « l'harmonie des contraires »<sup>19</sup> (celle-ci tirée d'un poème de Victor Hugo!), « un spirituel dans la modernité », « Commander of the Faithful », « Hero and Saint of Islam », pour ne citer qu'eux. Malgré les tentatives d'élargir les perceptions, les biographies contemporaines ne parviennent pas à se départir d'une vision coloniale sur le personnage, car les ouvrages de Bellemare et d'Azan restent, sans même être cités, les pierres angulaires de ces travaux. Occupés à faire d'Abd al-Qâdir la figure du « bon musulman » instruit, ouvert, tolérant, un « ami de la France »<sup>20</sup>, les biographes n'ont pas besoin de remettre en question le postulat de départ des biographies coloniales, car elles ont fait de lui un grand personnage de l'histoire et le chantre de la tolérance. Par exemple, deux biographies furent publiées la même année en 1994, au moment où l'Algérie sombrait dans la guerre civile, une guerre meurtrière et choquante<sup>21</sup>. Une autre était publiée en 2003, comme pour contrebalancer la vision manichéenne de l'axe du mal et du choc des civilisations<sup>22</sup>. On semblait chercher à rappeler que le fanatisme, devenu « terrorisme », devait être combattu par une figure de l'islam éclairée. Abd al-Qâdir est considéré comme le porteur d'un islam pacifique<sup>23</sup>, un modèle à suivre. La logique restait assez similaire à celle du XIXe siècle, après qu'Abd al-Qâdir soit intervenu dans les massacres de Damas. Jusqu'à aujourd'hui, la prégnance d'un certain dogmatisme empêche une réflexion d'auteurs plus intéressés par la dimension spirituelle et le legs soufi d'Abd al-Qâdir. La tension qui en émerge réduit certains de ces auteurs à écarter certains

<sup>19</sup> Ahmed Bouyerdene, *Abd el-Kader : l'harmonie des contraires*, Paris, éditions du Seuil, 2008.

<sup>20</sup> Louis Lataillade, *Abd el-Kader, adversaire et ami de la France*, Pygmalion, 1984.

<sup>21</sup> Smail Aouli, Ramadan Rejala, Philippe Zoummeroff, *Abd el-Kader*, Fayard, Paris, 1994.

<sup>22</sup> Bruno Étienne et François Pouillon, *Abd el-Kader le magnanime*, découverte Gallimard, 2003,

<sup>23</sup> John W.Kiser, *Commander of the Faithful : the Life and Time of Emir Abd el-Kader*. Rhinebeck, N.Y., Monkfish Book Pub., 2008 ; Ahmed Bouyerdene et Éric Geoffroy, *Emir Abd el-Kader : Hero and Saint of Islam*, Bloomington, World wisdom, 2012.

témoignages qui ne correspondraient à une éthique spirituelle qu'ils prêtent à Abd al-Qâdir. Pouillon conclut d'ailleurs que ce genre biographique bute sur des témoignages à propos d'Abd al-Qâdir que les auteurs jugent « non conformes » à l'éthique supposée du personnage. Derrière ce tri du vrai et du faux (qui rappelle la tendance à vouloir décoloniser l'histoire) Pouillon montrait que même en voulant faire apparaître Abd al-Qâdir sous l'aspect du plus sympathique chevalier de la tolérance et d'une spiritualité universelle, des biographes excluaient le renouvellement des perspectives sur la carrière d'Abd al-Qâdir : « Le point final est que la figure d'Abd el-Kader, ci-devant "héros des deux rives" se referme sur une icône, celle de l'identité algérienne. Exclusivement. Et sans doute inexorablement »<sup>24</sup>. À travers ces biographies contemporaines, il faut souligner la particularité du travail de Bruno Étienne qui demeure le seul à avoir utilisé une variété de sources issues de divers fonds d'archives françaises pour écrire la biographie d'Abd al-Qâdir. Cela lui permet d'embrasser de manière plus large la carrière du personnage à un niveau local comme sur le plan international. Toutefois, quand il s'agit de mettre en rapport le personnage avec le contexte de Bursa, de Damas ou d'autres points de l'Empire ottoman, l'auteur verse dans des clichés des autorités françaises dont il rapporte les commentaires à travers les sources qu'il utilise<sup>25</sup>.

#### *Les subaltern studies et le renouvellement de la perception d'Abd al-Qâdir*

Ce n'est pas à travers de nouvelles biographies sur Abd al-Qâdir qu'un renouvellement des perspectives sur sa carrière s'est produit depuis une trentaine

<sup>24</sup> François Pouillon « Du témoignage », p. 224.

<sup>25</sup> Bruno Étienne, *Abdelkader : isthme des isthmes (Barzakh al-barazikh)*, Paris, Hachette, 1994. Le projet de l'auteur était de produire une biographie « totale » qui mettait en perspective les actions des personnages tout autant que son monde intérieur (perceptions, sentiments, expériences mystiques, etc.). Le résultat paraît douteux et finalement perd de sa consistance à vouloir donner un aspect réel à des suppositions en plaquant des conclusions morales et philosophiques sur des faits historiques (à travers l'utilisation récurrente de sourates du Coran, etc.). On frise souvent l'orientalisme et une perspective franco-centrée reste très prégnante.

d'années. C'est davantage à travers la multiplication d'études dans lequel il n'est pas le sujet principal. Dans d'autres cas, ce sont des articles dont les auteurs se sont interrogés sur un aspect précis de sa vie, de ses relations, de son idéologie. Dans ces perspectives, Abd al-Qâdir n'est pas ce que l'on avait longtemps dit : le premier nationaliste algérien. Il apparaît, contrairement à comment il avait été dépeint, comme un personnage bien plus enraciné dans la vie politique et économique locale à Damas.

C'est tout d'abord la remise en cause d'Abd al-Qâdir comme une icône coloniale que le révisionnisme issu des *subaltern studies* a générée. La charge la plus virulente et directe sur la mythification d'Abd al Qâdir n'est pas celle qui a fait le plus de bruit. C'est l'introduction de Michel Habart du livre de Charles Henry Churchill, un des biographes célèbres d'Abd al-Qâdir. Le texte « coup de poing » d'Habart sortait pour de bon l'émir des rangs des *beni oui-oui*<sup>26</sup> complaisants et tricolores pour en faire un personnage doté d'un génie politique aiguisé. Il ne faisait pas de doute, pour Habart, qu'Abd al-Qâdir avait manœuvré pour maximiser son influence, pendant la guerre, mais aussi pendant cette soi-disant retraite spirituelle à Damas que l'historiographie coloniale avait dépeint. De plus, Habart était le premier à affirmer qu'Abd al-Qâdir n'était pas le père de la nation algérienne, mais plutôt « l'expression de sa nation »<sup>27</sup>. Restait donc à définir quelle était donc cette nation...

Grâce à un brillant article de John King, il était désormais visible que le personnage, sa carrière et son legs, intéressait des historiens au niveau international. Son texte, publié en 1992, comparait les conditions de l'apparition du nationalisme avec le

---

<sup>26</sup> Ce fut le nom qu'on donna aux chefs arabes trop empressés à recevoir des gratifications de la part autorités de l'Algérie française. Bruno Étienne et François Pouillon, *le magnanime*, p. 90.

<sup>27</sup> Charles Henry Churchill *La vie d'Abdel Kader*, (Traduit par M. Habart), Alger, Société nationale d'édition et de diffusion, 1974. Michel Habart écrivait (p. 38), « non, l'émir n'a ni créé ni révélé la nationalité algérienne, comme tiennent à nous l'enseigner tant d'historiens trop zélés aux conclusions trop attendues (Sans conquête française, pas d'Abdel-Kader, et sans Abdel-Kader, pas de nation algérienne, donc sans la France pas d'Algérie...et voilà pourquoi votre fille est muette). C'est lui, tout au contraire qui fut l'expression de sa nation, et la plus prodigieuse, la plus évidente ».

contexte politique dans lequel évoluait le personnage et les discours qu'il mobilisait. Malgré la permanence du mythe, les preuves permettent d'écarter l'anachronisme d'un émir nationaliste<sup>28</sup>. La même année (celle du déclenchement de la guerre civile en Algérie), paraissait un livre important dans lequel Jean François Guillaume déconstruisait comment Abd al-Qâdir fit partie des mythes fondateurs de l'Algérie française qui marquaient encore les consciences de la société contemporaine. Comme pour exorciser un passé qui refaisait surface dans une explosion de violence, Guillaume démontra ce qui avait façonné toutes les représentations coloniales sur l'Algérie : la psychologie de « l'indigène », la structure des pouvoirs locaux, la place de la religion musulmane et les motivations à résister à l'envahisseur ne se réduisaient qu'à une dichotomie manichéenne entre barbarie et civilisation, entre fanatisme ou obscurantisme et modernité. L'ampleur de la résistance d'Abd al-Qâdir posait bien plus de problèmes que les historiens coloniaux n'avaient voulu le montrer, que ce soit au niveau des motivations psychologiques, des réformes politiques et technologiques ou encore, de la gestion des ressources agricoles<sup>29</sup>.

Au sujet de la période des combats en Algérie, plusieurs auteurs ont enrichi les perspectives sur la diplomatie d'Abd al-Qâdir et sur ses réseaux locaux. Dans un livre important d'Abd al-Jalîl Temimi, Abd al-Qâdir partageait la direction de la guerre contre la France avec une autre figure beaucoup plus tournée que lui vers les Ottomans<sup>30</sup>. Temimi montrait ainsi que la guerre en Algérie avait aussi été un conflit local dans lesquels les Ottomans avaient une marge de manœuvre. Temimi montrait aussi, à travers des sources britanniques et ottomanes, que la guerre d'Abd al-Qâdir en Algérie avait été faite de séquences dans lesquelles il prit une position différente

---

<sup>28</sup> John King, « Abd el-Kader and Arab Nationalism », in J. P. Spagnolo (Ed.) *Problems of the Middle East in Historical Perspective. Essays in Honour of Albert Hourani*, Oxford Ithaca Press, 1992.

<sup>29</sup> Jean François Guillaume, *Les mythes fondateurs de l'Algérie française*, l'Harmattan, 1992, p. 104-106.

<sup>30</sup> Abdeljalil Temimi, *Le Beylik de Constantine et Hadj Ahmed Bey (1830-1837)*. Tunis, Publications de la Revue d'histoire maghrébine, 1978.

selon les rapports de force avec la France. L'indépendantisme d'Abd al-Qâdir était battu en brèche. À ce sujet, Abd al-Qâdir apparaît dans une perspective plus globale dans un ouvrage d'Amira Bennison. À travers ses investigations dans les archives royales du Maroc, l'auteure a montré que le conflit contre la France avait généré la participation beaucoup plus importante de tribus marocaines dans les conflits, mais aussi une rivalité croissante entre Abd al-Qâdir et le Sultan. En révélant la source du pouvoir politique d'Abd al-Qâdir, basée sur le modèle d'un État charismatique proche du modèle marocain et sur l'extension de réseaux confrériques soufis, l'auteure a permis de réévaluer ses intentions et ses actions dans un cadre normatif cohérent<sup>31</sup>. La légitimité de son rôle comme chef du djihad, à travers sa subordination au Sultan du Maroc, permet de comprendre la dimension transrégionale du conflit, mais aussi sa répercussion sur le contexte international. L'analyse de sa légitimité permet aussi de mettre à jour l'autonomie politique à laquelle il aspirait, mais aussi les limites de son autorité à travers la rivalité qui l'opposa de manière croissante au Sultan du Maroc. Pour assurer la puissance de son État en formation, Bennison a également montré qu'Abd al-Qâdir s'est rangé du côté des plus audacieux réformateurs du monde musulman dans le domaine militaire. Largement inspiré du modèle européen et des innovations dont il était témoin dans l'Empire ottoman (dans l'Égypte de Mehmed Ali Paşa), le chef tribal faisait de son État une structure moderne aux influences multiples, mais toujours traduites dans un registre religieux<sup>32</sup>.

La période de sa vie après sa remise en liberté par la France - puisqu'il avait passé quatre ans en prison après sa reddition en 1847 - est longtemps demeurée la plus

---

<sup>31</sup> Amira K. Bennison, « Abd al-Qadir's Jihad in the Light of Western Islamic Jihad Tradition », *Studia Islamica*, 106, 2011, p. 196-213. De la même auteure, *Jihad and its interpretations in Pre-Colonial Morocco. State-Society Relations during the French conquest of Algeria*, Routledge Curzon, 2002.

<sup>32</sup> Amira K. Bennison, « The New Order and Islamic Order: the Introduction of the Nizami Army in the Wester Maghrib and its Legitimation (1830-1873) », *International of Middle East Studies*, 36/4, 2004, p. 591-612.

pauvre en termes de connaissances sur des éléments de sa carrière. À part son intervention pour sauver les chrétiens en 1860 à Damas, qui marquait sa différence, rien ne motivait les biographes à s'attarder sur une période perçue comme une longue retraite spirituelle. Pourtant, Abd al-Qâdir passait presque la moitié de sa vie hors de l'Algérie. Sa vie à Damas, entre 1855 et 1883 intéressa plusieurs historiens dont le sujet d'étude dépassait toujours le personnage. Ces études ont des sujets aussi variés que la carrière d'Abd al-Qâdir s'était déployée au cours de son établissement en Syrie ottomane : dans la vie sociale, dans la vie économique ou vis-à-vis d'une communauté algérienne qui s'était installée quelques années avant lui pour fuir le joug de la France en Algérie. Dans tous ces secteurs, Abd al-Qâdir apparaissant bien plus investi dans son nouvel environnement, jouissait de prestige, d'influence spirituelle, de moyens économiques conséquent qui en faisait une autorité locale importante. À travers les écrits des oulémas de Damas, Itzhak Weismann montre Abd al-Qâdir comme un personnage incontournable pour comprendre les connexions idéologiques entre l'élite religieuse de la ville dans laquelle le personnage s'était rapidement intégré<sup>33</sup>. Quant à Linda Schilcher, elle remarque, à travers des archives variées de la ville de Damas, à quel point Abd al-Qâdir bénéficiait d'une position privilégiée quand il arrivait pour s'établir en ville. Elle mettait en évidence ses nombreuses connexions avec des notables investis dans le commerce local autant qu'avec les grandes familles issues de l'élite religieuse<sup>34</sup>. Pierre Bardin, insiste sur l'autorité d'Abd al-Qâdir sur la diaspora algérienne, quand il était établi en Syrie<sup>35</sup>. L'auteur traçait l'origine de ce rapport à la période de guerre en Algérie à travers la figure d'un lieutenant d'Abd al-Qâdir qui s'était mis à la tête des réfugiés à son arrivée à Damas. Pierre Bardin faisait

---

<sup>33</sup> Itzhak Weisman, *Taste of Modernity : Sufism and Salafiyya in Late Ottoman Damascus*, Boston, Brill, 2000. voir les chapitre: « The Akbariyya » et « Abd al-Qadir al Jaza'iri's circle ».

<sup>34</sup> Linda S. Schilcher, *Families in Politics: Damascene Factions and Estates of the 18th and 19th Centuries*, Wiesbaden, F. Steiner, 1985.

<sup>35</sup> Pierre Bardin, *Algériens et Tunisiens dans l'Empire Ottoman de 1848 à 1914*, Paris, Éditions du Centre National de la Recherche Scientifique, 1979.

cette lecture à travers les archives françaises et plus particulièrement à travers le fonds du ministère des Affaires étrangères.

*Les archives ottomanes et Abd al-Qâdir :  
la réévaluation d'un itinéraire*

Si l'on considère le parcours d'Abd al-Qâdir à travers une perspective historique consciente de l'extension de l'Empire ottoman dans le temps et dans l'espace un constat s'impose : le personnage n'a quitté les territoires du Sultan que pendant ses quatre années de détention en France et des quelques voyages qu'il y fit (1855, 1865). C'est donc que sa jeunesse en Algérie et sa carrière militaire se sont déroulées dans l'Empire ottoman autant que son séjour à Bursa et sa résidence plus longue à Damas. Étant donné l'importance des événements historiques dans lesquels ont participé Abd al-Qâdir, comme la guerre contre la France en Algérie, ou bien son installation à Bursa et à Damas en notable aisé et influent, sa carrière s'insérait dans l'administration impériale de l'État ottoman.

Les biographes de la période coloniale ont, jusqu'à aujourd'hui, une influence importante sur la production des écrits à propos d'Abd al-Qâdir. Dans ces perspectives, le personnage est coupé de son contexte : en Algérie, il haïrait les « Turcs » ; et à Bursa et Damas, il n'aurait eu, avec les autorités ottomanes, que des relations superficielles, car son sort aurait dépendu, à ce moment de sa vie, que de l'État français. Le contexte historique construit dans les biographies coloniales présente toujours le cours d'évènements de manière téléologique : l'avènement de la France en Orient et la décadence programmée de l'Empire ottoman. Au milieu de ces deux phénomènes historiques, il y aurait eu l'autorité locale d'Abd al-Qâdir. En Algérie, il aurait constitué la transition politique qui permettait à la France d'évacuer la question de la souveraineté ottomane sur la province. À Bursa, mais surtout à Damas, ses rapports privilégiés avec la France étaient conçus comme les prémisses de

la présence française qui adviendrait à travers le Mandat. Ses rapports avec les autorités ottomanes auraient été quasi nuls et toujours marqués par la défiance et l'hostilité. Pour faire d'Abd al-Qâdir un patriote, il fallait nécessairement défaire ses liens avec la réalité historique dans laquelle l'État ottoman comptait pour beaucoup.

La perception d'Abd al-Qâdir est restée longtemps quasiment ahistorique puisqu'on l'a coupé d'un rapport avec une autorité politique fondamentale qu'était l'État ottoman. Les sources issues de celui-ci n'ont été que trop peu utilisées pour faire l'histoire du personnage. Peu d'auteurs ont relevé l'existence de ce lien qui, pourtant, est prouvé par l'existence de nombreux documents issus des archives du Premier ministre (*Başbakanlık Devlet Arşivleri*) à Istanbul, autrefois la capitale de l'Empire ottoman. Le premier ouvrage, et le seul à ce jour, à avoir utilisé plus systématiquement les archives ottomanes pour faire la biographie d'Abd al-Qâdir date de 2011<sup>36</sup>. Cette utilisation nouvelle concerne essentiellement la période de l'installation à Bursa puis à Damas. On constate que les rapports entre Abd al-Qâdir et l'État ottoman existaient, mais aussi que le personnage faisait partie intégrante de l'Empire à travers les privilèges qu'il obtenait de son statut. Il est important de dire que Ramazan Muslu écrit surtout une hagiographie, car il vise surtout, dans la deuxième partie de son livre, à discuter de l'apport philosophique et spirituel du travail d'Abd al-Qâdir. Il tend, tout comme les Français l'ont fait des Ottomans, à isoler le personnage dans un contexte historique qui ne fait pas apparaître suffisamment la position trans-impériale du personnage, à savoir que celui-ci avait la capacité de développer des liens dans plusieurs empires. Toutefois, Muslu a restitué le personnage dans un rapport qui apparaît comme étant normal entre un notable et l'État ottoman dans la deuxième moitié du XIXe siècle.

---

<sup>36</sup> Ramazan Muslu, *Emir Abdülkadir El-Cezairi, Hayatı ve Tasavvufî Görüşleri*. Istanbul, İnsan Yayınları, 2011.

Un grand nombre de documents ottomans que nous utilisons dans le cadre de la relecture de la carrière d'Abd al-Qâdir n'ont pas été utilisés jusqu'à aujourd'hui. Ces documents permettent d'inscrire le personnage dans les débats sur les réformes de l'Empire ottoman au XIXe siècle et sur la place des notables, notamment sur celle d'un notable maghrébin qui, même quand il s'installa à Bursa ou en Syrie ottomane gardait des liens étroits avec l'Algérie. Ainsi, le soi-disant quiétisme d'Abd al-Qâdir dans un empire moribond doit être revu au profit de la participation active d'un notable dans un Empire travaillé par des réformes modernisatrices depuis au moins le XVIIIe siècle. Au siècle suivant, ces réformes prirent la forme d'un projet plus standardisé et déterminé de la part des autorités de l'État ottoman à travers les *Tanzimat* (1839-1876), terme qu'on traduit par « réorganisations » dans l'Empire. Comme l'écrit Odile Moreau :

L'historiographie coloniale a véhiculé une image selon laquelle les sociétés maghrébines, en particulier, auraient été transformées de l'extérieur, sans dynamique réformatrice interne, postulat qui a généré un fort scepticisme chez les historiens maghrébins, d'où le constat d'échec qui domine souvent les recherches. Or, nous pouvons aussi considérer les réformes du XIXe siècle – notamment les *Tanzimat* – comme l'aboutissement de transformations institutionnelles qui ont marqué, de l'intérieur, les différents pays méditerranéens depuis la Révolution française et les dernières décennies du XVIIIe siècle<sup>37</sup>.

Au XIXe siècle, les notables apparaissent plus étroitement encadrés par un État de plus en plus centralisé et interventionniste. Dans cette montée en puissance d'une structure de pouvoir impérial moderne, le pouvoir des notables était à la fois borné, mais aussi potentiellement décuplé par le rapport qu'ils entretenaient directement avec l'État. Les remises en question de la légitimité de l'Empire à travers les échanges avec des Européens, mais également par l'organisation provinciale plus efficace des autorités locales donnaient aux notables la capacité d'intervenir d'une

---

<sup>37</sup> Odile Moreau, « Circulation des hommes et circulation des idées “comment se réformer pour réformer” », dans Odile Moreau (dir.) *Réformes de l'État et réformismes au Maghreb (XIX-XXe siècle)*, l'Harmattan, 2009, p. 12.

manière nouvelle dans les affaires de l'État. C'est ce qui nous amène à considérer le degré de réciprocité entre Abd al-Qâdir et l'État ottoman tout en prenant en compte le fait que les réformes engagées par le centre étaient une tentative de conserver le pouvoir dans un empire menacé. Deringil définit la « délicate mise au diapason » (*fine tuning*) des individus ou des groupes comme étant le rapport entre un État impérial faible militairement, mais très actif sur le plan diplomatique et doué d'instruments de contrôle de plus en plus élaborés à l'intérieur de ses frontières. Ce rapport de force impliquait « l'inculcation, l'endoctrinement, l'appât, la peur, des flatteries, des interdictions, des encouragements, des récompenses, le tout en doses étudiées »<sup>38</sup>. Les rapports entre Abd al-Qâdir et l'État ottoman sont en mesure de révéler le caractère de l'autorité, plus globalement, l'importance du personnage au sein de l'Empire à travers son pouvoir de négociation. Cette relation a des aspects qui relevaient du partage d'une « culture diplomatique » commune<sup>39</sup>. Elle se caractérisait par des référents similaires, un même vocabulaire pour qualifier certaines situations comme le cas des événements de 1860. À ce sujet, Abd al-Jâdil Temimi a traduit les lettres d'Abd al-Qâdir qui répondait au Sultan en formulant les faits sous les termes de la jurisprudence musulmane<sup>40</sup>. Ce genre d'exemple contrebalance un rapport exclusif qu'aurait eu Abd al-Qâdir avec la France après les événements de 1860. Partant du principe que la titulature désignant les acteurs dans les sources ottomanes

<sup>38</sup> L'auteur précise plus loin : « Ces procédures ne sont pas forcément anodines et inoffensives; elles peuvent faire appel à la force et à la brutalité, mais seulement comme derniers recours ». Selim Deringil, *The Well-Protected Domains : Ideology and the Legitimation of Power in the Ottoman Empire, 1876-1909*. Londres-New York, I.B. Tauris, 1998. p. 10.

<sup>39</sup> C'est-à-dire « l'ensemble des attitudes à l'égard du système politique et de ses composantes, de même qu'aux attitudes à l'égard du rôle que l'être à dans le système », cité dans Abderrahmane el-Mouden, « les relations maroco-ottomanes : quelques grands traits d'une culture diplomatique » dans A. el Mouden (ed.) *Le Maghreb à l'époque ottomane*, Publication de la Faculté des Lettres et Sciences humaines de l'Université Mohammed V, 2003, p. 14.

<sup>40</sup> A. Temimi, « Trois lettres de l'émir Abd el-Kader aux hommes d'État ottomans » (en arabe), *Revue d'Histoire Maghrébine*, 33-34, juin, 1984, p. 177-181.

est un indice du rapport qu'ils entretenaient avec la Sublime Porte<sup>41</sup>, il est possible de reconstituer les séquences et les transitions du pouvoir détenu par Abd al-Qâdir en fonction de l'évolution politique du gouvernement impérial. Son statut flou pendant la guerre puis celui beaucoup plus affirmé de notable après son installation entre Bursa et Damas demande de situer dans quel environnement évoluait le personnage et quelles questions soulèvent son autorité dans l'Empire.

### *Problématique et structure de la thèse*

- Quelles sont les implications de l'État ottoman dans la carrière d'Abd al-Qâdir ?

Les trois premiers chapitres sont consacrés à la carrière d'Abd al-Qâdir dans la province d'Algérie. Jusqu'à aujourd'hui, les biographies d'Abd al-Qâdir tendent à présenter les conflits en Algérie comme étant *sa* guerre contre la France. C'est bien ce qui se cache derrière l'insistance que les Français ont à l'appeler « Émir ». C'est pourtant un titre complètement absent dans les sources ottomanes et ce n'est pas non plus de cette manière qu'il se présentait aux Ottomans. Son autorité dans la guerre est rarement pensée comme étant pragmatique, elle était faite de contradiction entre la diplomatie internationale et la politique intérieure qu'il appliquait dans l'État qu'il mit en place. Ceci s'explique par les carences, voire l'absence du point de vue des États sur lesquels Abd al-Qâdir s'appuya ou tenta de le faire pour soutenir la guerre sainte. Ainsi, à travers un retour sur l'histoire de l'Algérie ottomane et de l'imbrication avec l'histoire familiale d'Abd al-Qâdir, nous mesurerons les éléments qui rapprochaient ce dernier avec le pouvoir ottoman contre lequel il développa un autre modèle politique (chapitre I). À travers l'analyse des conditions d'émergence du nouveau type d'État typiquement maghrébin - un État chérifien - dont il prit les

---

<sup>41</sup> L'utilisation de l'ouvrage d'Olivier Bouquet, *La Noblesse du nom, essai d'Anthroponymie ottomane*, Brepols, 2013 est judicieuse pour mettre en relief la construction d'une élite ottomane et son évolution dans le temps.

commandes pour lutter contre l'invasion française, nous verrons comment la révolution politique mise en place par Abd al-Qâdir en Algérie se heurtait à l'opposition de pouvoirs locaux, mais aussi par l'élite ottomane algérienne qui réclamaient le retour de la souveraineté ottomane. La prise de pouvoir d'Abd al-Qâdir et la montée en puissance de son État était observée par les Ottomans. Ils se rendirent compte qu'il n'était pas un partenaire et même qu'il était un rebelle, étant donné la propagande antiottomane qu'il véhiculait : c'est lui qui mit véritablement fin au règne des Ottomans en 1837, et non les Français en 1830 (chapitre II). Dernier pouvoir en position de résister à la France dans les années 1840, Abd al-Qâdir finit par appeler le Sultan ottoman à l'aide face à une armée française déterminée à l'évincer d'Algérie. Le moment où il est en passe de perdre le soutien essentiel du Maroc, est aussi le moment de l'entrée en rapport du chef algérien avec la diplomatie ottomane. Dans ce chapitre, nous verrons qu'Abd al-Qâdir et les Ottomans se rapprochèrent dès les premières tensions du premier avec la France, après 1837, et comment Abd al-Qâdir agit pour obtenir le soutien des Ottomans grâce à des diplomates algériens. Nous verrons aussi que les Ottomans ne lui vinrent pas en aide essentiellement à cause de l'influence britannique sur leurs relations extérieures. Ainsi, les Britanniques sont les véritables fossoyeurs de l'État naissant d'Abd al-Qâdir en Algérie puisqu'ils ont aussi empêché les Marocains de lui venir en aide (chapitre III).

Les trois chapitres suivants présentent un moment charnière de la carrière d'Abd al-Qâdir : la transition d'un rôle de chef de guerre au statut d'*ayan*, c'est à dire d'un notable typiquement ottoman. L'observation de cette transition, dans l'itinéraire d'Abd al-Qâdir, passe d'abord par l'étude rapprochée de la diaspora algérienne en Syrie ottomane. Cette diaspora a des précédents avant le XIXe siècle, mais elle s'intensifia à cause de la participation d'Algériens qui se battaient aux côtés d'Abd al-Qâdir mais qui préférèrent se retirer vers la Syrie, face à l'invasion française. Une meilleure connaissance de la formation d'une communauté d'émigrés qui retrouva Abd al-Qâdir plusieurs années après donnera des perspectives nouvelles sur

l'implantation d'Abd al-Qâdir à Damas car il gardait un lien avec la France une fois établi. Pourtant, la menace d'une protection juridique française sur les Algériens, même en Syrie, forçait les Ottomans à adopter une position spéciale vis-à-vis de ces nouveaux arrivants. Sur quelles bases se forma la communauté algérienne dans ce nouveau contexte ? Quels étaient les moyens d'intégration utilisés par l'État et les autorités locales pour les attacher à l'Empire et réduire la menace française sur sa souveraineté (chapitre IV) ? La présence dans les rangs des migrants algériens d'un des plus fidèles lieutenants d'Abd al-Qâdir est l'élément permettant de constater le prolongement de l'autorité d'Abd al-Qâdir lui-même en Syrie ottomane et des soubassements de celle-ci avant son installation définitive en 1855. Nous verrons comment les Ottomans, mais aussi les Français et les Britanniques percevaient ce lieutenant, qui se réclama rapidement être le chef des réfugiés algériens qui le suivaient en Syrie ottomane. Quelle autorité lui prêtaient-ils ? Comment lui-même définissait-il son pouvoir et comment se positionnait-il face aux autres Algériens, aux autorités locales et aux Puissances avec lesquels il était en rapport ? De quelle nature étaient ses liens avec son chef et quelles étaient les implications de leurs contacts en diaspora ? Nous verrons qu'Ahmed Ben Sâlem joua un rôle déterminant dans la construction d'une autorité locale et maintint la cohésion du groupe d'Algériens avec lesquels Abd al-Qâdir se joignait en 1855 (chapitre V). En résidence surveillée à Bursa, Abd al-Qâdir se trouvait dans une position nouvelle de statut de Protégé de la France, ce qui le mettait dans une position d'intermédiaire entre l'État français, les Ottomans, notamment au sujet des Maghrébins qui l'accompagnaient. La protection française était susceptible de donner un caractère extraterritorial à l'autorité de l'Émir avec lequel les Ottomans devaient composer. Dans ce chapitre, nous verrons quels ont été les rapports entre les deux États au sujet du statut d'un personnage qui avait joué un rôle si important en Algérie, comment les Ottomans ont-ils reçu Abd al-Qâdir et de quelle manière a-t-il pu jouer un rôle politique et social à Bursa. Cette nouvelle résidence est un moment charnière de sa carrière qui peut être lue comme le début de son ottomanisation. Cela se voit à travers ses relations avec le Sultan et les autorités

ottomanes, à travers la construction de réseaux multiformes. De plus, Abd al-Qâdir gardait le contact avec l'Algérie et des Algériens à Bursa, mais aussi à Damas, ce qui donne à son autorité une dimension extraterritoriale (chapitre VI).

Les trois derniers chapitres se concentrent sur dix années de présence à Damas. Cette séquence se subdivise en deux phases, l'une étant celle de l'intégration (1855-1860), qui s'achève sur la rupture provoquée par les massacres de Damas en 1860. L'autre étant celle de l'amplification de son influence. L'implantation à Damas d'Abd al-Qâdir correspond à l'expansion de son pouvoir politique du personnage au niveau local. Dès son installation à Damas, Abd al-Qâdir eut accès aux activités économiques qui le mettaient en rapport avec des notables locaux, des représentants tribaux et des Européens largement investis dans le commerce dans la moitié du XIXe siècle. Il retrouvait également ses compatriotes, dont d'anciens vétérans qui l'avaient servi. Nous verrons, dans ce chapitre, comment les Ottomans perçurent son arrivée à Damas et quels aspects de la légitimité du pouvoir ils ont mobilisé pour faire de lui un notable loyal de l'Empire. Nous nous intéresserons aussi à ses rapports avec la France dans ce nouveau contexte, mais également avec la société locale damascène et les nombreux émigrés algériens qui s'étaient déjà établis autour d'un de ses lieutenants. Ainsi, Abd al-Qâdir apparaît en position de force à Damas, jouit de privilèges et de prestige notoire qui facilite son intégration. L'État ottoman en est un des acteurs à travers le pouvoir économique auquel ils lui font accéder, mais aussi pour la reconnaissance de son autorité spirituelle (chapitre VII). Le chapitre suivant évalue la portée des événements de 1860 à Damas vis-à-vis d'Abd al-Qâdir. Son intervention en faveur des chrétiens a consolidé son pouvoir non seulement à travers la renommée internationale qu'il a acquise ensuite, mais aussi par le prestige supplémentaire dont il bénéficiait auprès des Ottomans. Cela lui permit d'entrer dans un rapport beaucoup plus étroit avec l'État ottoman. De plus, son ascendant sur une véritable petite armée maghrébine, qu'il rassembla pour sauver les chrétiens, lui resterait et servirait les Ottomans. Il devenait ainsi une autorité locale douée de pouvoir à tous les niveaux

(chapitre VIII). Enfin, dans le dernier chapitre, nous montrerons qu'Abd al-Qâdir était devenu un des plus puissants notables de Damas. Pourtant, son autonomie rime avec une ottomanisation plus intense. Les liens plus forts avec l'État ottoman impliquent l'intégration du notable et de sa famille à travers l'accès à la propriété, mais aussi des pensions et des récompenses, l'octroi de postes clés illustrent un rapport à l'État dont le service aurait présenté suffisamment d'avantages pour le ralliement quasi unanime de la famille d'Abd al-Qâdir après son décès. À Damas, ses rapports privilégiés qu'il avait avec les autorités ottomanes lui permettaient d'intercéder favorablement avec des partenaires afin qu'ils accèdent à des positions sociales auxquelles ils n'auraient sans doute pas eu accès sans le soutien de cette nouvelle figure damascène bien pourvue et favorisée. Une nouvelle génération de notables a pu naître sous l'égide d'Abd al-Qâdir. Enfin, nous verrons que son pouvoir et son prestige lui permettaient d'intervenir sur des questions politiques auxquelles il était lié par les origines et la carrière. C'est le cas de l'Algérie pour laquelle on le voit tenter d'engager une solution diplomatique en faveur de l'amélioration des conditions de vie des musulmans pris sous l'étau de l'armée française et des colons (chapitre IX).

#### • *Sources primaires*

Les sources ottomanes collectées sur Abd al-Qâdir sont les documents qui offrent une nouvelle perspective sur la carrière du personnage. Ces documents offrent des renseignements par la manière dont ils sont classés. Sur près de trente années de carrière d'Abd al-Qâdir les classements suivent les réformes de l'État. Ainsi, sur la période des combats en Algérie, il était question d'Abd al-Qâdir dans un type de correspondance propre aux réformes du Sultan Mahmud (r. 1808-1839), les *Hatt-ı hümayün*, un moyen de s'informer sur les provinces de l'Empire pour y reprendre le contrôle. La deuxième partie des conflits en Algérie est relevée par des documents issus des réformes Tanzimat. Les différents organes créés et la production de documents qui relevaient de ces organes d'État, ordres, rapports de conseils,

demandes de renseignements, sont autant d'indices sur les affaires dans lesquelles était impliqué Abd al-Qâdir avec l'État ottoman. Ainsi, les type de cas concernant Abd al-Qâdir pendant les combats à partir de 1839 jusqu'à son arrivée à Bursa est une phase lors de laquelle ces cas relèvent de la politique extérieure. Nous pourrions considérer que son intégration dans l'État, son « ottomanisation » devenait une réalité au moment où il était le centre de question au sujet de la politique plus intérieure (mais aussi extérieures) de l'Empire, voire dans l'application des réformes.

Les sources françaises sont surtout utilisées, dans cette thèse, à partir de l'installation d'Abd al-Qâdir à Bursa. Les deux fonds utilisés se complètent. Le fonds du ministère des Affaires étrangères à la Courneuve et les Archives diplomatiques de Nantes offrent des informations essentielles sur le séjour d'Abd al-Qâdir à Bursa et à Damas. Le premier fonds donne davantage des perspectives sur la position de l'État français vis-à-vis d'Abd al-Qâdir, notamment sur ses liens avec la province d'Algérie. Le fonds donne aussi une bonne idée des relations interétatiques entre la France et l'État ottoman au sujet d'Abd al-Qâdir (comme son transfert à Bursa par exemple). Les archives diplomatiques font, quant à elles, apparaître la perspective des consuls qui ont côtoyé Abd al-Qâdir. Ils connaissent bien son implication sociale et politique et ont souvent été des médiateurs avec les autorités ottomanes locales.

Enfin, dernier fonds consulté en lice, les documents du *Foreign Office*, qui nous ont très souvent frappés par leur importance. La période qui nous intéresse est le moment de l'ascension anglaise sur le pouvoir ottoman. Les observations des ambassadeurs (Istanbul) ou des consuls locaux (Bursa, Damas, mais aussi en Algérie et au Maroc pour une moindre part) sont très précieuses pour faire apparaître la position interstitielle des acteurs en question. Ils font apparaître de manière directe les problèmes que posent Abd al-Qâdir ou les Algériens qui s'installaient en Syrie. Les Britanniques sont tout à fait conscients des problèmes de souveraineté que provoque la présence d'Abd al-Qâdir et des siens dans l'Empire. Pendant la guerre en Algérie,

ils ne cesseront d'avoir cette position de pivot entre Abd al-Qâdir et le Maroc, mais aussi entre Abd al-Qâdir et les Ottomans. Leurs rapports sont donc capitaux d'autant plus qu'ils n'ont pas été beaucoup utilisés jusqu'à aujourd'hui.

• *Mémoires et dictionnaires biographiques*

D'une autre nature que les biographies coloniales, celle composée par le propre fils d'Abd al-Qâdir<sup>42</sup> est importante pour la place qu'il occupait auprès de son père. Légataire testamentaire désigné par Abd al-Qâdir, l'Émir Mohammed « Pacha », écrivit son œuvre dans la période d'Abdülhamid II, sous les auspices d'un Sultan très soucieux de gagner et de conserver le soutien des prestigieuses familles arabes dans un empire menacé. Il comporte bien des éléments enjolivés et gagnés aux ottomans dans le texte, mais qui seront sûrement là pour faire contrepoids à l'antiottomanisme patent de l'Émir dans les biographies et même les archives françaises. N'oublions pas non plus que l'émir Mohammed est aussi le témoin oculaire de beaucoup des scènes et des événements qu'il relate. Il fait apparaître également bon nombre de personnages qui n'ont pas ou trop peu retenu l'attention des Français pour des raisons politiques ou religieuses.

Les récits de voyageurs, les mémoires d'administrateurs qui ont côtoyé Abd al-Qâdir ont bien des éléments nouveaux à apporter quand on renouvelle les perspectives. Dans toutes les phases que nous avons définies, de la guerre en Algérie jusqu'à Damas (hormis la période de détention en France que nous ne discutons pas), l'Émir croisa un lot d'interlocuteurs soucieux de coucher par écrit leurs rencontres avec un personnage déjà célèbre en son temps. Pour ne citer qu'eux, les observations d'Eugène Daumas, un cours moment consul dans la capitale de l'Émir de 1837 à

---

<sup>42</sup> Muhammed Ben 'Abd al-Qâdir. *Tuhfat al-zâir fî târîkh al-Jazâir wa-al-amîr 'Abd al-Qâdir*, Beirut, Dâr al-yaqzah al-'arabîyah, 1964.

1839, les récits des voyageurs l’approchant à Bursa, l’entretien de Baptistin Poujoulat évoqué plus haut, sont des témoignages qui illustrent la place d’Abd al-Qâdir dans la vie politique de l’Empire ottoman de manière vive.

Deux types de dictionnaires biographiques apportent des éléments essentiels pour la relecture envisagée. Le *Sicill-i Osmanî*, composé par l’historien d’État Mehmed Süreyya (1845-1909) est un outil important pour connaître les personnages ottomans qui ont joué un rôle dans la vie d’Abd al-Qâdir (ou des Algériens avant qu’il ne s’installe à Damas). On y trouve des éléments biographiques sur les ambassadeurs à Paris, à Londres pendant la guerre et qui relayaient l’information sur le personnage vers Istanbul. Il est aussi question des nombreux gouverneurs ottomans (*vali*) à qui il eut à faire entre Bursa et Damas, mais aussi les ministres et les grands vizirs avec qui il entretenait des rapports plus ou moins privilégiés. Cette source donne une dimension plus ottomane à la carrière d’Abd al-Qâdir, car elle permet de comprendre son intégration dans l’administration ottomane en faisant apparaître dans quels réseaux du pouvoir son autorité s’imbriquait.

Enfin, une source importante concerne uniquement le contexte damascène : le *Tarikh ‘Ulama Dimashq*. Comme son nom l’indique, ce dictionnaire biographique fait “l’Histoire des Savants de Damas au XIV<sup>e</sup> siècle de l’hégire”<sup>43</sup> (soit à partir de 1883, mais beaucoup des entrées concernent des personnages morts un peu avant). On y trouve plusieurs membres de la famille d’Abd al-Qâdir, de ses collaborateurs considérés comme des acteurs de la vie académique, sociale et religieuse de Damas. L’élargissement des perspectives - sur non pas seulement le personnage, mais également son milieu et la place occupée par sa famille dans la société ottomane - est sans aucun doute le garant d’une compréhension nouvelle de sa carrière.

---

<sup>43</sup> Muhammad Muti al- Ḥāfiẓ, *Tārīkh ‘Ulama’ Dimashq : fī ‘l-qarn ar-rabi ash-r al-hiġrī*, 1 1. Damas, Dār al-Fikr, 1986.

## CHAPITRE I

### SUR LES MARGES DE L'EMPIRE : L'ALGÉRIE OTTOMANE ET LA FAMILLE D'ABD AL-QÂDIR AVANT L'INVASION FRANÇAISE

Abd al-Qâdir est né dans la province ottomane la plus à l'ouest de l'Empire. En plus de cela, sa famille était installée dans le Beylik d'Oran, le territoire le plus occidental de la province d'Algérie. Cette famille noble par son ascendance chérifienne, tirait son autorité de son rapport avec les autorités ottomanes locales, mais aussi à travers un réseau de confréries religieuses transrégionales. La famille d'Abd al-Qâdir était largement influencée par le modèle politico-religieux du pays voisin, le Maroc, qui résistait à l'emprise ottomane et qui fondait son pouvoir sur la noblesse chérifienne et l'influence des confréries soufies. Abd al-Qâdir a évolué sur les marges de l'Empire ottoman jusqu'à l'invasion française. Cela ne l'empêcha pas d'être au contact du pouvoir ottoman. Ainsi il fit l'expérience d'un modèle politique et religieux distinct de celui auquel il aspirait et qu'il voulut imposer quand la guerre lui permit d'entrer dans une carrière politique. Ce chapitre propose de revisiter la genèse de la carrière de ce personnage historique, souvent présenté comme un héros national algérien. Afin de dégager la nature des rapports d'Abd al-Qâdir avec l'État ottoman sous un jour nouveau, il est justifié de faire l'archéologie des relations entre l'histoire politique de sa province natale et l'itinéraire de sa famille qui y évoluait.

Si l'on se fie à l'historiographie coloniale française, l'émergence de l'État d'Abd al-Qâdir ne pourrait se comprendre que par le prisme du nationalisme. Selon cette perspective, Abd al-Qâdir était un chef arabe qui libérait son peuple du joug turc pour

lequel il avait une haine transmise de génération en génération. L'acception paraît en fait banale si l'on sait que toutes les histoires nationales des territoires sur lesquels s'était établie l'autorité des Ottomans ont la même rhétorique<sup>44</sup>. Abd al-Qâdir ne serait alors qu'un héros de plus parmi d'autres figures nationalistes permettant de justifier la construction d'un pays sur les ruines d'un empire. De nouvelles perspectives sont désormais possibles. Celles que nous proposons prennent à contre-pied la prégnance de la vision coloniale. Ces nouvelles perspectives remettent en question l'indépendance de l'Algérie et de sa dimension unique vis-à-vis des autres provinces ottomane. Elles remettent aussi en cause l'opposition séculaire la famille d'Abd al-Qâdir et des « Turcs » en Algérie. Ce chapitre entend donc présenter la dimension politique de la province algérienne qui présentait des aspects normaux, mais aussi typiques parmi les autres provinces de l'Empire ottoman. Parvenir à dresser un contexte historique plus centré sur les recherches des spécialistes de l'Empire ottoman permettra de mieux saisir la place de la famille d'Abd al-Qâdir dans la société algérienne du début XIXe siècle, de considérer l'attraction du modèle marocain voisin et son rapport au statut particulier de chérifs de ladite famille, de l'influence de celle-ci qui s'étendait au niveau local pour finalement perturber les relations avec les autorités ottomanes. Ainsi nous serons à même de qualifier les véritables ruptures, mais aussi les continuités entre le projet d'État d'Abd al-Qâdir et les autorités ottomanes après l'invasion française en Algérie.

### 1.1 La marginalité de la province d'Algérie provoqua-t-elle son autonomie ?

Lorsqu'il s'agit de dresser le tableau du paysage politique de l'Algérie à l'arrivée des Français, l'historiographie coloniale montre systématiquement la domination

---

<sup>44</sup> Jane Hathaway, *The Arab Land under Ottoman Rule, 1516-1800*. Harlow, Pearson Professional Education. p. 244-245. Voir son sous chapitre « the question of nationalist historiographies ».

ottomane comme une période noire. Les historiens construisent leurs analyses sur des clivages sociaux et ethniques. C'est ce qui explique qu'en 1952, Marcel Émerit concevait les guerres intestines qui prédataient l'arrivée des Français sous le signe d'une « lutte des races »<sup>45</sup>. Cette conception reste, au sujet de la relation d'Abd al-Qâdir avec les « Turcs » en Algérie, très dominante dans les biographies qui le concernent. Il est montré comme un chef à la tête d'une nation arabe revivifiée, combattant l'obscurantisme et le despotisme.

Soixante ans après Émerit, le texte d'une auteure algérienne traduit bien toute l'ampleur de l'historiographie française dans ses représentations au sujet de la période ottomane. Dans la conclusion du premier chapitre de son livre récent dédié aux « hommes de l'Émir », Meriem Mahmoudi évoque une domination honnie par la population. Ce joug étranger aurait pris fin dès l'entrée de la France sur la scène algérienne :

[...] La colonisation turque dure trois longs siècles. Cependant, elle cède, sous les coups de bouloir répétés des puissances européennes. L'Empire ottoman, vieilli, usé par les iniquités de ses souverains, la piraterie, les fréquentes révoltes, réprimées dans le sang, s'écroule sous les boulets fournis du Maréchal de Bourmont [...] La population reproche aux Turcs de n'avoir jamais essayé de se rapprocher de leurs administrés, les livrant sans vergogne, aux mains rapaces de leurs chefs féodaux et religieux. Elle les blâme de n'avoir jamais tenté de l'éduquer, de l'enrichir ou de l'apaiser [...] n'utilisent-ils pas les tribus maghzen, avec l'appui des janissaires, pour collecter le maximum d'impôts ou procéder à des razzias? L'accaparement des richesses et du pouvoir par les deys, sans que ceux-ci daignent améliorer le sort de leurs sujets, fait que la population est hostile aux Turcs qui ne sèment que haine et mépris sur leur passage<sup>46</sup>.

Le ton est bien le même que celui de tout bon historien de la période coloniale. Pour cause, l'auteure se sert essentiellement de *la Revue Africaine* comme source

<sup>45</sup> Marcel Émerit, *L'Algérie à l'époque d'Abd-el-Kader*, éditions Larose, 1951. Voir le chapitre premier « les luttes de races dans l'Ouest algérien ».

<sup>46</sup> Meriem Mahmoudi, *Les hommes de l'Émir Abdelkader : ces héros qui ne meurent jamais*, Alger, Thala éditions, 2012, p. 12.

principale... un pur produit scientifique de la présence française en Algérie. Pour justifier celle-ci, il fallait montrer la période ottomane sous les pires aspects. Pour les Français cela rendait le règne d'Abd al-Qâdir plus flamboyant, sa soumission plus superbe. Pour les Algériens, le récit est encore aujourd'hui efficace. En faisant de la période ottomane une autre « colonisation », le règne d'Abd al-Qâdir apparaît plus révolutionnaire et sert les besoins d'une icône nationale. Il faut aussi rappeler que rappeler que les Français (dont les Algériens sont les héritiers) ont toujours lu les rapports entre les peuples dont ils convoitaient le territoire sous le signe de la nationalité, un concept dont ils étaient les inventeurs à travers leur expérience politique révolutionnaire qu'ils tentaient d'exporter. Cette lecture du fonctionnement des sociétés dans lesquels ils entraient en contact avait aussi des aspects pratiques. L'administration coloniale s'inspirait largement du mot d'ordre « diviser pour régner ». Néanmoins, même si l'Algérie en connaissait l'expression la plus vive sous la domination de la France, les autorités ottomanes jouaient avant eux sur la variable ethnique pour contrôler la province. L'envahisseur français ne fit souvent qu'accentuer des divisions socioethniques existantes, sa domination consacrant une rupture essentiellement basée sur une différence religieuse. D'un autre côté, les Français insistèrent sur la présence superficielle des Ottomans, l'État qui s'y était développé comme une entité faible et coupé de sa base. Cela permettait de se présenter comme les successeurs légitimes d'un pouvoir moribond. L'Algérie est donc conçue de toute manière comme un territoire isolé, difficile à gouverner, un repaire de pirates et d'esclavagistes<sup>47</sup>.

Les spécialistes de l'histoire de l'Empire ottoman ont été les premiers à remettre en cause les impasses qu'entraîne la césure du Maghreb avec l'État central ottoman. C'est essentiellement à travers leur connaissance de la dimension transrégionale du

---

<sup>47</sup> Pour une mise en perspective de ces clichés voir Lemmouar Merouche, *Recherches sur l'Algérie à l'époque ottomane : la course, mythes et réalités*, éditions Bouchène, 2007.

pouvoir ottoman et des circulations des hommes, des idées et des marchandises qu'ils ont mis en doute beaucoup des mythes nationaux dans les pays au sud de la Méditerranée. Depuis plusieurs décennies, les ottomanistes remettent aussi en question une approche évolutionniste selon laquelle l'État ottoman n'aurait eu aucune initiative dans la diffusion de réformes modernisatrices. Ce n'est que récemment que cette tendance s'applique aussi à la révision l'histoire du Maghreb<sup>48</sup>, ce qui concerne notamment les réformes de l'armée, réformes dans lesquelles Abd al-Qâdir prendrait une part active<sup>49</sup>.

L'utilisation des documents ottomans à propos du Maghreb permet d'évaluer l'influence d'un État engagée dans un processus de réformes que l'on situe entre la fin du XVIIIe siècle et le début du XXe siècle. Selon cette lecture, il est possible de parler de l'émergence d'une modernité « à l'ottomane », où non seulement l'État central eut un rôle prépondérant dans son essor, mais dans lequel le rapport d'interdépendance avec les autorités présentes dans les provinces contribua à façonner la gouvernance de l'Empire. Définir un autre contexte dans lequel on replacera la genèse politique d'Abd al-Qâdir permettra ensuite de comprendre où sont les véritables ruptures avec le passé ottoman vis-à-vis de l'État qu'il mit en place dans la guerre.

L'histoire de l'Algérie ottomane commence au moment où l'Empire était en pleine expansion territoriale. Au début du XVI<sup>e</sup> siècle, les armées du Sultan Selim Ier avaient défait les Perses Safavides, leurs plus dangereux rivaux, mais surtout, elles s'étaient rendues maîtres d'une grande partie des territoires arabes en mettant fin à la dynastie mamelouke. Auréolé du prestige d'être le réel défenseur des territoires musulmans (en repoussant les Portugais qui pénétraient dans la Mer Rouge), le

---

<sup>48</sup> Odile Moreau, *Circulation*, p. 12.

<sup>49</sup> Amira K. Bennison, « New Order », p. 591-612.

gardien des Deux Sanctuaires (la Mecque et Médine), Selim Ier était reconnu comme le champion de l'islam, digne de se voir confier la tâche d'étendre le *Dâr 'ül-islâm*, les domaines musulmans. Le territoire côtier, qui allait devenir une province ottomane, revint au Sultan Selim Ier par l'intermédiaire de deux aventuriers grecs musulmans : les frères Barberousse, en 1519. En chassant les restes de monarchies berbères installées sur les côtes, les deux frères, dont le plus célèbre fut Hayreddin<sup>50</sup>, firent du territoire algérien une base stratégique pour lancer des opérations de guérilla contre l'Espagne. La monarchie espagnole s'était lancée dans une « reconquête » (la *Reconquista*) aussi militarisée et volontaire que l'expansion ottomane<sup>51</sup>. Située sur les marges de l'Empire, la province garda les marques d'un territoire stratégique au service de la religion musulmane, garant de l'expansion cet empire voire de sa défense<sup>52</sup>.

L'administration ottomane ne plaça l'Algérie dans les rouages de sa gestion territoriale que plusieurs décennies après le rattachement de cette province à l'Empire. Durant ce laps de temps, Alger s'imposa comme étant la capitale de ce territoire aux frontières peu définies. Son influence était large sur le littoral nord-africain. Les successeurs algériens de Hayreddin Barberousse (issus de son propre « foyer », *ocak* en turc, qui a un sens de famille et d'organisation politique) acceptaient mal de ne plus régner sur la totalité du Maghreb ottoman. À partir de 1587, date de la création formelle des provinces (*beylerbeylik*) de Tunisie et de Libye, les chefs successifs de l'Algérie lancèrent plusieurs expéditions navales afin de dominer leur entourage,

---

<sup>50</sup> Né à Mytilène (Lesbos) vers 1466, mort à Istanbul en 1546, commandant de la flotte ottomane depuis 1533. Il était le fils d'un janissaire qui servit sous Mehmed II et d'une femme grecque. Il combina le titre de *Kapudan Paşa* (Grand Amiral) et de « gouverneur des îles (de la Méditerranée) », soit *Cezayir Beylerbeyisi*. S. Soucek, « Hayreddin Barbaros », *Dictionnaire de l'Empire Ottoman*, Fayard, 2015, p. 553.

<sup>51</sup> Andrew Hess, *The Forgotten Frontier, a History of the Sixteenth-Century Ibero African Frontier*, University of Chicago Press, 1978. Voir son chapitre « the clash of Empires », p. 71-100.

<sup>52</sup> Daniel Panzac, « Alger », *DEO*, p. 72.

visant essentiellement Tunis, mais aussi le Maroc, qui résistait à l'emprise ottomane<sup>53</sup>. Les gouverneurs de l'Algérie continuèrent à dominer la région jusqu'au XVIIe siècle, notamment parce que la province fournit plusieurs des plus grands amiraux ottomans (*Kapudân Paşa*) à l'État central, une position qui leur donnait directement accès à une place au divan impérial. Circonscrite, la province prendrait le nom de « *Cezâyir-i Garb* », pour la distinguer des nombreuses autres provinces insulaires de l'Empire ottoman dans la Méditerranée<sup>54</sup>.

Contrairement au cliché véhiculé par les historiens de la période coloniale, d'une province se détachant inéluctablement de l'Empire jusqu'à l'arrivée des Français en 1830, l'interdépendance entre la province et le siège du pouvoir ottoman se maintint malgré la mer et la distance importante qui les séparait. La capitale bénéficia longtemps de l'expertise d'amiraux algériens. Le Sultan tirait parti de la province en utilisant les talents des marins qui s'étaient illustrés dans la guerre navale tout autant que des connaisseurs de l'administration algérienne. Ceci est encore visible au tournant du XIXe siècle. Avant d'occuper les plus hautes fonctions en Algérie, Cezayirli Hasan Dey (m. 1790) connut d'abord la marine impériale dont il fut le restaurateur après la bataille de Çeşme contre la flotte russe en 1770<sup>55</sup>. Une part de la flotte algérienne prit part à la répression des rebelles grecs entre 1821 et 1829<sup>56</sup>. Certains marins algériens s'illustraient encore en participant à la célèbre bataille de Navarin en 1827. Bien qu'elle ait été une cuisante défaite pour les Ottomans, elle

<sup>53</sup> André Raymond, « Les provinces arabes XVI-XVIIIe siècle », *Histoire de l'Empire ottoman*, Fayard, 1989, p. 409.

<sup>54</sup> Kemal Kahraman, « Cezâyir », *Türkiye Diyanet Vakfı İslam Ansiklopedisi*, Istanbul, 1988-. (*Cezâyir-i sebâa*, *Cezâyir-i bahr-i sefid*, étaient le nom de provinces ottomanes incluant diverses îles ou péninsule grecques ou au Sud de l'Anatolie.)

<sup>55</sup> Mahir Aydın, « Cezâyirli Gazi Hasan Paşa », *DIA* 7, p. 502-503. Notons que le dernier Dey d'Alger, Hüseyin (1765-1838) était né à Denizli, en Anatolie, avant d'être intégré à l'*ocak* des janissaires en 1818. Atilla Çetin « Cezâyirli Hüseyin Dey », *DIA* 19, p. 503.

<sup>56</sup> Daniel Panzac, « Alger », *DEO*, p. 72.

avait mis en action l'armée réformée de Mehmed Ali Paşa, le gouverneur d'Égypte (r. 1805-1848) qui fournit d'important service à la dynastie ottomane jusqu'en 1830<sup>57</sup>.

Alger, la capitale de la province, se développa sous la période ottomane. Sous le contrôle de cette ville, l'Algérie fut divisée en trois entités territoriales (*beylik*) commandées par des Beys chargés d'administrer ces sous-divisions de province. Les *beylik* encadraient leur territoire d'est en ouest. Ils étaient concentrés autour de capitales (où siégeaient les Beys) qui administraient la région : Constantine à l'est, le *beylik* du Titteri au centre par la ville de Médéa et enfin Oran à l'ouest dont le *beylik* était administré jusqu'à la reconquête de la ville portuaire par Mascara<sup>58</sup>. L'autorité du Bey s'appuyait sur des garnisons tenues par des détachements de janissaires<sup>59</sup>.

Le recrutement des janissaires, ces soldats qui firent la force de l'Empire ottoman lorsqu'il était en expansion, est un autre élément qui maintenait la province algérienne en relation avec le pouvoir ottoman. Armée régulière de la province, elle était régénérée au moyen de prélèvements ponctuels en hommes dont les bassins étaient principalement l'Anatolie, et, dans une moindre mesure, de Roumélie, les territoires européens à l'ouest de la capitale. Ce phénomène constituait donc une différence marquée avec l'État central qui ne recruta que très peu en Anatolie jusqu'au tout début du XVIIIe siècle. Des recherches récentes ont montré que les missions visant à ramener cette manne militaire dans la province algérienne se faisaient sous l'étroite supervision du Sultan jusqu'au XIXe siècle, ce qui exclut que l'Algérie était devenue

---

<sup>57</sup> « Gouverneur général ottoman d'Égypte (1805-1848), né en 1769-70 dans une famille turque de Kavala en Macédoine », il s'illustra dans la défense des intérêts ottomans face aux révoltes grecques et aux invasions des Bédouins wahhabites. Il accéléra la modernisation de la province d'Égypte grâce à un long règne. B. Abu Manneh, « Mehmed Ali Paşa », *DEO*, p. 781-782.

<sup>58</sup> Daniel Panzac, « Alger », *DEO*, p. 71.

<sup>59</sup> « Corps d'infanterie de l'armée ottomane » les janissaires sont « restés fameux par leur excellence militaire qui fit l'admiration et la terreur du Sultan ». Le mode de recrutement classique à travers le recrutement d'enfants chrétiens de l'Empire à travers leur statut servile (*devşirme*) en faisait le fer de lance de la conquête ottomane jusqu'au XVIIe siècle. G. Veinstein, « Janissaire », *DEO*, 631-633.

autonome avant de tomber sous la domination des Français<sup>60</sup>. Ainsi, les structures politiques de la province dépendaient beaucoup de la rotation régulière de l'armée janissaire et garda les moyens de maintenir la suprématie de l'élite ottomane. Tal Shuval a montré que l'apport de cette manne turcophone permettait de conserver une certaine distinction vis-à-vis de la société locale en excluant les éléments indigènes qui prétendaient à l'exercice du pouvoir<sup>61</sup>. L'élite de la société algérienne était donc en phase avec un modèle calqué sur le centre politique de l'Empire ottoman. Elle prit les aspects d'une classe vouée aux plus hautes fonctions dans la province. Ce phénomène est celui qui explique le plus comment l'Algérie a maintenu un lien avec le centre de l'Empire, ce qui est visible par la présence de ses symboles clés - la monnaie et le prône du vendredi (*hutbe* en turc) par exemple - qui restèrent des domaines de représentation du pouvoir sultanien<sup>62</sup>. Il est donc possible de concevoir que les autorités étaient perçues par la population locale comme une entité extérieure, étrangère et, dans les moments de crise, illégitime. Par contre, on ne peut appliquer en aucun cas la notion de « colonisation » pour définir la présence ottomane en Algérie. Jean-Claude Vatin considère que l'État ottoman, dans sa formule algérienne, n'était peut-être pas « l'État de la société », mais qu'il n'était pas non plus « l'État contre la société »<sup>63</sup>. La religion musulmane contribuait beaucoup à limiter le clivage des autorités ottomanes vis-à-vis des populations de la province. Toutefois, la distinction ottomane, préservée par les membres de l'État provincial grâce à l'élément turc, subissait en quelque sorte la pression du système discriminatoire mis en place pour conserver le pouvoir. Normalement écarté de l'administration et même de l'armée

---

<sup>60</sup> Daniel Panzac, « Alger », *DEO*, p. 71.

<sup>61</sup> Tal Shuval, « The Ottoman Algerian Elite and its Ideology », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 32, no. 3, Août 2000, p. 324-326. Jusqu'au XIXe siècle, le recrutement des janissaires quasi-exclusivement anatolien « peut s'expliquer par l'éloignement de la Régence par isolement de la minorité dominante turque et par sa volonté de garder la haute main sur le pouvoir en écartant les éléments locaux », André Raymond, *op. cit.*, 354.

<sup>62</sup> Daniel Panzac, « Alger », *DEO*, p. 71.

<sup>63</sup> Jean-Claude Vatin, « Les examens contradictoires. Esquisse de bilan des recherches sur les formations étatiques et identités nationales au Maghreb, XIXe-début XXe siècle », *Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée*, no. 36, 1983, p. 177-200.

régulière, les *kuloğlu-s*, les fils de « Turcs » et de femmes indigènes, en dominaient certains secteurs clé et fournissaient aux hommes forts du gouvernement un appui conséquent en cas de révoltes. Les luttes entre janissaires et *kuloğlu* s'établissaient donc sur des lignes ethniques tout autant que sur une opposition entre nouveaux venus et locaux. Le système n'évitait pas non plus le népotisme et la reproduction du pouvoir<sup>64</sup>.

Plusieurs éléments expliquent l'autonomisation de l'Algérie vis-à-vis de l'État central ottoman et en caractérisent son développement historique. C'est un processus qui commença à partir XVIIe siècle et qui se renforça même au XVIIIe siècle. Il faut néanmoins exclure l'idée que l'autonomie était l'aboutissement inexorable du statut de la province. Les villes côtières, essentiellement tournées vers la Méditerranée, connurent, à partir du XVIIe siècle une ascension économique grâce au commerce avec un vaste réseau intérieur protégé par les Ottomans. De plus, bien qu'officiellement en guerres contre les Puissances de l'Europe, les transactions commerciales se multiplièrent, favorisées par le *statu quo* entre l'Empire austro-hongrois des Habsbourgs et les Ottomans<sup>65</sup>. Ce succès économique n'entraîna pas pour autant la rupture avec Istanbul : il n'y eut jusqu'à l'invasion française que des consuls, non des ambassadeurs, pour représenter les puissances européennes à Alger. Par contre la densité de ses échanges en était doublée par les activités des corsaires (dont le mot anglais « privateers », indiquant leur engagement auprès d'un maître, d'une Puissance, donne une meilleure idée du français pour les distinguer les corsaires des pirates, agissant pour leur compte personnel) dont la province algérienne demeura le principal foyer dans l'Empire ottoman<sup>66</sup>. Les plus célèbres corsaires ottomans furent algériens, en étaient issus, au même titre que les Grands Amiraux qui

---

<sup>64</sup> Tal Shuval, *Algerian Elite*, p. 327.

<sup>65</sup> *Ibid.*, p. 72.

<sup>66</sup> Lemmouar Merouche, *Recherches sur l'Algérie à l'époque ottomane : la course, mythes et réalités*, éditions Bouchène, 2007.

y étaient en poste quand ils étaient appelés à leur fonction suprême. Le pouvoir des *Taifas* (partis ou corporations) des corsaires pesait lourd dans les villes portuaires, au point où le fonctionnement classique de la rotation fréquente des Pachas s'arrêta un temps à partir de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Cette rotation systématique se changea en reconnaissance *de facto* par l'État central de l'homme élu par le divan local algérois : le Dey. Seul le pouvoir de cet homme était effectif, mais le pouvoir plus symbolique du Pacha, régulièrement envoyé par Istanbul, révélait l'existence d'un cordon ombilical qu'on refusa toujours de couper<sup>67</sup>.

Très tournée vers la mer, l'élite n'en tenait pas moins la campagne par un système qui s'était épanoui au Maghreb. Le recours à des opérations ponctuelles, la *mehalla*, visait à lever l'impôt sur les populations intérieures majoritairement tribales<sup>68</sup>. Le gouvernement provincial recourait à l'armée pour effectuer une tâche qui lui attirait spontanément une hostilité évidente. C'est pourquoi le recours à d'autres tribus pouvait s'avérer judicieux. L'opposition entre des tribus policières, les « tribus *makhzen* » inféodées à l'État et des tribus taxées s'avéra de plus en plus conflictuelle quand l'économie de la province se dégrada. Pour dominer l'intérieur de la province, l'élite ottomane recourut aussi au moyen du clientélisme visant les cheikhs de tribus qui répondraient du Dey d'Alger<sup>69</sup>.

L'Europe exerça une pression croissante dans la Méditerranée à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ce déséquilibre dans les rapports de force ramena la province algérienne dans le giron de l'État ottoman. Ce phénomène limite donc l'argument d'une autonomie achevée juste avant l'invasion française. Toutefois, ce phénomène

---

<sup>67</sup> André Raymond, « provinces arabes », p. 409-410.

<sup>68</sup> Daniel Panzac, « Alger », *DEO*, p. 71. Voir également Jocelyne Dakhli, « Dans la mouvance du prince : la symbolique du pouvoir itinérant au Maghreb », *Annales. Économie, Sociétés, Civilisations*, 43<sup>e</sup> année, 1988, p. 747.

<sup>69</sup> Panzac, « Alger », *DEO*, p. 71.

prit du temps avant de devenir une réalité. En 1792, les Ottomans célébraient la reprise d'Oran sur les Espagnols (qui l'avaient perdu puis regagné à plusieurs reprises entre le XVIe et le XVIIIe siècle). Cette victoire rappelait à la capitale ottomane le caractère guerrier de la province algérienne et sa résilience face à la menace européenne<sup>70</sup>. Profitant des guerres napoléoniennes pour exporter son blé vers l'Europe, l'Algérie connut aussi une brève éclaircie qui coïncidait avec l'arrivée au pouvoir du Sultan Mahmoud II. Peu d'historiens, excepté Abd al-Jalil Temimi, ont prouvé à quel point la province, au début du XIXe siècle, faisait partie des rouages d'une administration en plein processus de recentralisation du pouvoir. La présence de questions locales détaillées dans la correspondance sultaniennne au début du XIXe siècle en est un indice<sup>71</sup>.

Procéder à une réévaluation du développement des structures politiques de la province d'Algérie nous a permis de remettre en question deux clichés importants au sujet de la période ottomane : l'historiographie coloniale française, et plus tard les historiens nationalistes algériens, a tantôt présenté le lien avec l'Empire comme étant un rapport de subordination (la « colonisation turque ») pour en fait minimiser le poids des structures ottomanes dans la province ; paradoxalement, ils ont montré le territoire comme une entité autonome (une « république barbaresque »), qui se détachait inexorablement de la capitale ottomane et de son influence. Or il convient de dire que des chercheurs mieux avertis sur les sources de l'État central ont montré

---

<sup>70</sup> Le document qui publicisait la victoire d'Oran prévient que trois mosquées seront érigées dans la ville libérée et que le prône (*hutbe*) sera fait au nom du Sultan, C.EV. 1354 dans *Osmanlı Belgelerinde Cezayir*, T.C Başbakanlık, Devlet Arşivleri Genel Müdürlüğü, Ankara, 2010, p. 238-239.

<sup>71</sup> En rapportant avec détail l'expédition punitive de Lord Exmouth, un amiral anglais qui s'attaquait aux restes de la course en 1816, le Dey Omar rappelait avec force le lien de vassalité au trône ottoman. Bien que le Sultan Mahmoud II voulut forcer le Dey à abandonner la course, il n'en obtenait pas moins un état des lieux précis dans cette province qui l'avait appelé à son secours. HAT 31210 T, dans Temimi, *Recherches et documents d'Histoire maghrébine. L'Algérie, la Tunisie et la Tripolitaine (1816-1871)*, 2<sup>e</sup> édition, Publications de la revue d'Histoire maghrébine, vol. 3, Tunis, 1980, p. 111.

que le lien perdurait jusqu'à l'invasion française. Plus que cela, l'élite ottomane algérienne préféra instaurer un modèle ottoman pour dominer les structures de l'État local qui s'est étendu sur la province. Ensuite, nous avons montré que le développement historique des structures politiques de la province algérienne n'était pas si particulier, que ce n'est pas sa marginalité géographique qui l'écarta du centre. Bien d'autres provinces connurent une période d'émancipation vis-à-vis de l'élite centrale, qui prit différentes formes. Les réformes du XIXe siècle ne faisaient pas que de faire perdurer le lien de l'État ottoman avec une de ses provinces, mais bien que ce lien fût reconfiguré sur un mode nouveau : celui de la centralisation administrative.

## 1.2 De la confrérie spirituelle au pouvoir politique : l'itinéraire de la famille d'Abd al-Qâdir

Dans un ouvrage publié en 1925, Jean Serres supposait l'existence d'une opposition ethnico religieuse au sein de la population de l'Algérie avant l'arrivée des Français. Cette opposition avait, selon l'auteur, des ramifications dans des inspirations spirituelles s'incarnant dans des modèles politiques rivaux. Ces modèles étaient personnifiés par le « sultan de Constantinople » et celui de « Fès ». Ces deux modèles, l'un ottoman et l'autre marocain, étaient ceux qui auraient influencé le milieu d'origine d'Abd al-Qâdir. Le modèle marocain, « maraboutique », aurait alors prédominé quant à l'origine de son influence politique en Algérie :

Les Arabes de Barbarie n'appartenaient pas, au point de vue religieux, au même rite que les Turcs. Ils étaient malékites et les Turcs étaient hanafites. De plus, alors que les Turcs avaient comme calife le sultan de Constantinople, les musulmans du Maroc avaient leur sultan à Fès. Il y avait en fait dans les tribus arabes d'Algérie, deux partis, deux *sofs* : le *sof* turc fidèle au Maghzen d'Alger et à la milice, et le *sof* maraboutique, qui regardait vers les personnages religieux lesquels puisaient dans les groupements du Maroc. Si un fils de marabout, personnage religieux et non plus militaire, se soulevait,

il avait pour lui toutes les tribus où l'influence maraboutique et religieuse primait l'influence turque. C'est là l'origine de l'influence d'Abdelkader.<sup>72</sup>

La dichotomie mise en lumière ici fait se superposer, dans le Maghreb précolonial, une origine ethnique, une frontière géographique et une idéologie religieuse. L'auteur figeait deux populations bien distinctes et opposées : l'une tribale et arabe à l'autre, citadine et turque. Bien que Serres force le trait pour des raisons politiques propres au contexte politique très tendu au sujet de la présence française en Afrique du Nord dans laquelle il écrivait<sup>73</sup>, l'auteur fait apparaître deux modèles politico-religieux distincts caractérisant le Maghreb à la période ottomane : l'un que l'on appellera chérifien (qualifié de « maraboutique » par Serres, ce qui n'est pas la même chose), l'autre ottoman. Les historiens français de la période coloniale montrèrent principalement les antagonismes qui résultaient de ces modèles d'inspiration bien distincte. Les biographes firent de l'exemple d'Abd al-Qâdir, l'expression vive de cette opposition séculaire.

Le modèle politique chérifien se caractérise, au Maroc, par la mise en place de dynasties arabes et non plus Berbères qui avaient y prédominé dans la région pendant plus de sept siècles<sup>74</sup>. Le modèle chérifien s'imposa à partir du XVIIe siècle, au même moment que l'installation des Ottomans dans l'Algérie voisine. La dynastie des sultans saadiens légitimait son autorité par l'alliance de la noblesse du sang et la sainteté<sup>75</sup>. Elle profita d'un vif mouvement de résistance à la *Reconquista* qui se prolongerait sur le territoire maghrébin après la chute de Grenade en 1492. Ce mouvement s'appuyait en grande partie sur la solidarité des confréries soufies. Le

---

<sup>72</sup> Jean Serres, *La politique turque en Afrique du Nord sous la monarchie de Juillet*. Paris, P. Geuthner, 1925, p. 85.

<sup>73</sup> La présence française était fois combattue autant sur le terrain, avec la rébellion d'Abdelkrim al-Khattabi dans le Rif Marocain, que sur le terrain politique en Algérie, avec des revendications égalitaristes très franches dont fit partie d'ailleurs un des petits fils d'Abd al-Qâdir (l'émir Khaled).

<sup>74</sup> Daniel Rivet, *Histoire du Maroc, de Moulay Idris à Mohammed VI*, Fayard, 2012 p. 183.

<sup>75</sup> Voir à ce sujet le livre de Vincent Cornell, *Realm of the Saint. Authority and Power in Moroccan Sufism*, University of Texas Press, 1998.

soufisme est une composante importée de la civilisation islamique. William Chittick comprend ce mouvement comme étant « la quête de Dieu par l'Homme à travers l'extinction de l'égo »<sup>76</sup>. Apparue vers le VIII<sup>e</sup> siècle en Iraq, ce mouvement se caractérisait au départ par l'aspiration personnelle pour le divin. Dans son développement, la pratique du soufisme s'est de plus en plus définie par sa multiplication et sa diversification de méthodes spirituelles qui impliquaient leur regroupement en ordres ou en confréries (*tariqa*, pl. *туруq*), certaines plus importantes que d'autres. La ramification des confréries et leur diffusion dans un espace parfois très large est une particularité importante du soufisme<sup>77</sup>. Ces fraternités spirituelles, formées autour de l'enseignement d'un personnage charismatique, ont pour beaucoup d'entre elles peu à voir avec le quietisme des moines chrétiens. Les confréries comme la Jazûliya, née au XV<sup>e</sup> siècle au Maroc, étaient engagées dans la lutte contre l'envahisseur chrétien et gagnées à l'idée que la défense des territoires musulmans passait par un renforcement spirituel du pouvoir, un retour aux sources qui mettait l'accent sur l'obéissance à la lignée du Prophète. Cette confrérie permit aux Saadiens d'affermir leur pouvoir pour leur investissement dans le djihad mais aussi dans leur soutien à la mise en place d'un nouveau paradigme politique<sup>78</sup>. Pourtant, la dynastie des Saadiens s'enracina aussi dans le paysage politique maghrébin grâce à leur opposition à un adversaire aussi musulman et certainement plus puissant qu'elle : les Ottomans, qui se mirent à dominer la région vers la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. La logique sur laquelle s'appuyait la reformulation politique du pouvoir par les rois chérifiens au Maroc était de former une sorte de monarchie de « droit divin ». Toute la légitimité du Roi à être le successeur du Prophète était d'appartenir à sa famille, excluait ouvertement le Sultan ottoman à cette prestigieuse position, celle de calife (qui veut

---

<sup>76</sup> William C. Chittick, « Sufism and Islam » in Jean-Louis Michon and Roger Gaetani (eds.), *Sufism: Love & Wisdom*, Bloomington, Ind., World Wisdom, 2006, p. 21.

<sup>77</sup> Jamil M. Abun-Nasr, *Muslim Communities of Grace: The Sufi Brotherhoods in Islamic Religious Life*, New York: Columbia University Press, 2007, p. 80.

<sup>78</sup> Daniel Rivet, *Histoire du Maroc*, p. 184.

dire en successeur). Stefan Cory explique qu'au cours du règne du plus célèbre sultan saadien, Ahmed al-Mansour, le sultan chérif et le sultan ottoman se livrèrent une véritable guerre de propagande. L'enjeu en était la reconnaissance d'un califat légitime aux yeux des musulmans des territoires arabes<sup>79</sup>. C'est en cela que les remarques de Jean Serres ont du sens, car elles font apparaître une lutte d'influence à la fois politique et spirituelle. Cependant, elles excluent la complexité des liens qui se tissèrent entre les tribus arabes et le pouvoir ottoman en Algérie. Ceci invite d'abord à reconnaître l'existence d'une antipathie croissante de la part des populations habitants l'intérieur de la province à mesure que la situation économique se modifia vers la fin du XVIIIe siècle. Il faut ensuite se concentrer sur le rapport de la famille d'Abd al-Qâdir avec les autorités ottomanes de la province.

Le fief familial d'Abd al-Qâdir faisait partie du *beylik* de Mascara, situé à l'ouest de la province algérienne. Remplaçant Oran en tant que capitale pendant l'interlude espagnol (la ville avait été reprise entre 1732 jusqu'à 1792), Mascara était un lieu important de l'administration locale, comptant des garnisons tenues par des détachements janissaires<sup>80</sup>. Formé sur les marches d'une ville importante tombée aux mains des Espagnols, le *beylik* faisait face à une menace qui forçait les autorités à rester sur le pied de guerre. La famille d'Abd al-Qâdir se distingua à Mascara comme la représentante de la confrérie *Qâdiriyya*<sup>81</sup>. Dans la région, elle constituait un

<sup>79</sup> Stefan Cory, *Reviving the Islamic Caliphate in Early Modern Morocco*, Ashgate Publishing, 2013. Voir son chapitre "Propaganda Wars : Challenging the Ottoman Empire".

<sup>80</sup> Panzac, « Alger », *DEO*, p. 71.

<sup>81</sup> La biographie du fils d'Abd al-Qâdir mentionne que Mustafa al-Mukhtar, le grand père d'Abd al-Qâdir, fut formellement initié à la *Qâdiriyya* par le Syndic du Prophète (*Naqib al-ashraf*) de Bagdad. Il retourna ensuite consolider la position de la confrérie dans la plaine de Gharis, où se trouve Mascara. Installée à la Guetna, dans le beylik de Mascara, la famille avait fondé un centre qui combinait des fonctions religieuses, sociales mais aussi politiques. Muhammed Bin Abd al-Qâdir, *Tuhfat el-Zaer fi tarikh al Jazâ'ir wal-Amir 'Abd al-Qâdir*, Dâr al-Yagaza al-Arabiyya, Beirut, 1964, p. 929. Thierry Zarccone note d'ailleurs une deuxième expansion de la *Qâdiriyya* dans les territoires du Maghreb au XIXe siècle. Thierry Zarccone, « la Qâdiriyya », dans Alexandre Popovic et Gilles Veinstein, *les voies d'Allah, les voies mystiques de l'Islam des origines à aujourd'hui*, Fayard, 1996, p. 73, p. 465.

véritable point de convergence où l'on venait autant chercher l'aumône et les conseils que les bénédictions<sup>82</sup>. Situé sur la frontière du Maroc, le territoire en subissait l'influence la plus forte. La confrérie de la famille d'Abd al-Qâdir était bien implantée de part et d'autre du royaume du Maroc et de la province algérienne.

Le modèle politique marocain exerçait un appel puissant en Algérie, surtout dans la partie occidentale de la province<sup>83</sup>. La famille d'Abd al-Qâdir se trouvait justement dans ses territoires, exposée à ce genre d'influence politique et religieuse. Elle était elle-même rattachée à la Maison du Prophète (les « gens de la maison », *ahl al-bayt*, sont autant les membres du foyer de Mohammed que sa descendance). La famille d'Abd al-Qâdir faisait remonter ses origines chérifiennes à travers la dynastie des Idrissides de Fès (établie au VIIIe siècle) au Maroc<sup>84</sup>.

Il ne faudrait pas, bien que le modèle marocain n'ait pas d'équivalent en matière de politique chérifiennne, convenir que le statut n'était pas considéré en Algérie. Le manque de données sur le rapport des autorités locales nous pousse à considérer que, selon les observations d'O. Bouquet, l'honneur de ce statut (à travers des exemptions fiscales, des privilèges, etc.) fut une constante dans l'Empire ottoman de manière générale<sup>85</sup>. C'est ce qui explique peut-être que concernant la famille d'Abd al-Qâdir,

---

<sup>82</sup> Selon le fils d'Abd al-Qâdir, le Bey de Mascara, Mohammed Bey al-Kabîr, aurait lui aussi reçu les enseignements de cette influente famille avant de s'établir à Oran. B.G. Martin, "Opposition to French Colonialism in Algeria : 'Abd al-Qadir, His Predecessors and Rivals". *Muslim Brotherhood in Nineteenth Century Africa*. Cambridge University Press, 1976, p. 44-45.

<sup>83</sup> Auguste Cour, *L'Établissement des dynasties des Chérifs du Maroc et leur rivalité avec les Turcs de la Régence d'Alger*, (1904), éditions Bouchène, 2004.

<sup>84</sup> Selon McDougall la famille jouissait, par cette appartenance d'un prestige spirituel et généalogique considérable dans la région. James McDougall, « Abd al-Qâdir al-Jazâ'îrî », *EI3*.

<sup>85</sup> « Si le Sultan n'appréciait guère de reconnaître des noblesses différentes de la sienne, le padichah de l'islam devait faire cas des sadas ; il lui fallait honorer le hadith qui commandait à ses fils d'enseigner « trois vertus : l'amour pour votre Prophète, l'amour pour les *Ahl al-Bayt*, la lecture du Coran » Il lui fallait obéir à une idéologie anciennement enracinée dans l'islam possédât des titres dont étaient dépourvus les convertis récents. Le résultat fut que, dans l'espace ottoman, aucune noblesse n'égalait jamais celle que conférait la descendance du Prophète ». Olivier Bouquet, *Les noblesses du nom. Essai d'anthroponymie ottomane*, Brepols, 2013, p. 202.

le lien avec le pouvoir local ottoman n'ait pas rompu malgré les turbulences du début du XIXe siècle.

Pendant les décennies qui précédaient l'invasion française, les Ottomans en Algérie firent face à la multiplication de révoltes armées motivées par des confréries soufies. La lettre du Dey Omar au Sultan Mahmoud II, en 1813, est évocatrice. La demande par le Dey de fournir des armes et des troupes pour mater un mouvement de rébellion obéissant à une autorité spirituelle indique l'importance de la menace qui pesait sur son autorité<sup>86</sup>. B.G. Martin a montré comment, dès le XVIIe siècle, les confréries maghrébines étaient de plus en plus organisées en centres de pouvoir qui tendaient à l'autonomie dans les milieux ruraux. Ces centres formaient des leaders charismatiques de plus en plus gagnés par des courants religieux qui appelaient à un renouveau politique<sup>87</sup>. De plus, des perturbations économiques importantes dans la province algérienne contribuèrent à approfondir une scission entre les autorités ottomanes des villes côtières et les campagnes majoritairement tribales. La course, entravée par la protection accrue des navires commerciaux, aggravée par les expéditions punitives des Européens pour mettre fin aux attaques, contraignit les autorités des villes littorales algériennes à se tourner vers l'intérieur du pays avec une intensité redoublée<sup>88</sup>. Un observateur américain évoque, à la fin du XVIIIe siècle, la violence de « soldats turcs » qui « tyrannisent les Maures à travers tout le pays », un récit qui concorde bien avec l'analyse d'Ibn Abu Ziyaf, un historien tunisien

---

<sup>86</sup> HAT 31210 T. « Aussi nous vous demandons de nous envoyer des soldats et des munitions de guerre, car cela est un devoir qui nous incombe, du fait que depuis cinq ou dix ans, est apparu à l'Est et à l'Ouest du pays un faux Mahdi, il s'est révolté ; sa bande ne reconnaît pas Dieu ; ses gens de montagne ont la tête nue et ils n'ont plus la foi », dans Temimi, *Recherches et Documents d'Histoire Maghrébine. L'Algérie, la Tunisie et la Tripolitaine (1816-1871)*, 2<sup>e</sup> édition, Publications de la revue d'histoire maghrébine, vol. 3, Tunis, 1980, p. 111.

<sup>87</sup> B.G. Martin, *Predecessors and Rivals*, p. 41-43, 48. Sur les transformations du modèle confrérique et du réformisme soufie dans le Maghreb du XIXe siècle voir Marc Gaborieau et Nicole Grandin, « le renouveau confrérique (XVIIIe-XIXe siècle) », dans Alexandre Popovic et Gilles Veinstein (dir.), *Les voies d'Allah*, p. 73.

<sup>88</sup> Lemnour Merouche, *Recherches sur l'Algérie à l'époque ottomane, vol. 1 Monnaies, prix et revenus*, éditions Bouchène, 2002, p. 273-276.

contemporain de cette époque<sup>89</sup>. Les conséquences de cette pression fiscale et de cette présence redoublée de l'État en furent la multiplication des soulèvements populaires et tribaux. Les révoltes prirent un caractère essentiellement religieux qui s'appuyait sur des revendications réformatrices et millénaristes. Elles visaient de plus en plus à chasser les « Turcs » du pouvoir, considérés comme des oppresseurs impies. Ainsi, les mouvements de révolte portaient principalement de confréries soufies (*Darqawiyya, Tayyibiyya, Tijâniyya, Rahmâniyya...*) qui s'étaient structurées en Algérie tout au long du XVIIIe. Pour certaines d'entre elles, elles avaient pour foyer le Maroc voisin dont le Sultan ne manquait pas l'occasion de soutenir les mouvements armés. Certaines confréries, comme les disciples de la *Tijâniyya*, ne cesseraient plus de diriger des attaques contre les autorités en place<sup>90</sup>.

L'existence de ces conflits politiques, qui avaient un aspect religieux puisqu'ils concernaient des confréries spirituelles, nous amène à considérer les relations de la famille d'Abd al-Qâdir avec les Ottomans. Contrairement à la confrérie *Tijâniyya*, qui multiplia les révoltes armées en Algérie, la confrérie familiale en question fit preuve de modération. Elle n'est pas connue pour avoir combattu les autorités provinciales. Au contraire, la bataille pour reprendre Oran aux Espagnols en 1792 constitua un bon moyen d'unir, dans une cause commune, des populations hétérogènes. Dans la lutte, le Bey de Mascara, Mohammed al-Kabir, reçut l'appui d'auxiliaires tribus issues des confréries soufies comme le grand-père d'Abd al-Qâdir, qui fut tué dans les combats. Pour certains auteurs, certes influencés par l'historiographie française comme B.G Martin, l'événement de la prise d'Oran est la prémisse des crispations entre la famille

---

<sup>89</sup> James Wilson Stevens, *An Historical and Geographical Novel Land Interesting Details of Events Relatives to the American Captives*, Philadelphia 1797, p. 142. L'historien tunisien Abu Diyaf écrit au milieu du XIXe siècle que « le peuple d'Alger et les nomades, qui forment la majorité, étaient irrités par l'arrogance des troupes turques. Ce fait atteint son paroxysme (autour de 1830), ils étaient profondément détestés pour cela dans le pays ou pour leur esprit étroit et leurs abominables actes d'oppression qui menaient parfois à des violations de la charia ». Ibn Abi Diyaf, *Ithâf ahl-al Zamân*, vol. III, Tunis, 1963, p. 167

<sup>90</sup> André Raymond, « Provinces arabes », p. 410.

d'Abd al-Qâdir et les autorités ottomanes, car elle en attribua la responsabilité à la négligence des « Turcs »<sup>91</sup>. Comme pour confirmer la rupture que cette accusation laisse entendre, Mohammed al-Kabir quitta la capitale du *beylik* de l'ouest de la province algérienne. Il fut le dernier Bey de Mascara, une ville dans laquelle il aurait même fréquenté la zawiya de la famille d'Abd al-Qâdir. Après 1792, il s'installa à Oran pour y dominer la région encore quatre ans<sup>92</sup>.

Les tensions s'accroissaient entre la famille chérifienne, dotée d'une autorité à la fois tribale et spirituelle et Mohammed Bey al-Kabir, le héros de la reconquête. Ce fait est visible dans une source originale : un manuscrit écrit au XIXe siècle par le savant et historien damascène Abd al-Rezzaq Bîtar, un proche d'Abd al-Qâdir. Selon cette source, les dissensions qui apparurent entre Mohammed al-Kabir marquent un point de rupture dans la mémoire familiale. Abd al-Rezzaq Bîtar, qui s'inspirait probablement des récits et des souvenirs mêmes d'Abd al-Qâdir, rapporte le clivage qui séparait désormais deux types d'autorités à travers un récit riche en détail. Ils mettent en scène des miracles et rêves prémonitoires de Muhyiddîn, le propre père d'Abd al-Qâdir. Le récit rapporte la confiance souveraine de Muhyiddîn qui porte miraculeusement secours à des étrangers poursuivis par les soldats de Muhammed al-Kabîr, surnommé « Bu Qabûs » (le « père du pistolet »). Quatre hommes mettent ainsi en déroute une troupe nombreuse et la taille en pièce. Après un rêve prémonitoire, Muhyiddîn est averti de la fin tragique de Mohammed al-Kabîr. Plus tard, celui-ci tenta de prendre possession de la région à son compte alors qu'il devait

---

<sup>91</sup> BG. Martin, *Predecessors and Rivals*, p. 46. Jean Serres affirme, quant à lui, que la famille avait toujours été l'ennemi des Beys d'Oran, Serres, *Politique turque*, p. 85.

<sup>92</sup> Mohammed Bey al-Kâbir administra donc Mascara de 1779 à 1792. Par son importance et sa durée, il fait partie selon Raymond des facteurs qui « donna à l'Algérie un calme et une prospérité réels ». D'autres Beys ou Deys marqueraient la période par leur exceptionnelle longévité politique, contribuant à l'essor des villes. A. Raymond, *op. cit.* p. 408-409.

participer à une opération militaire avec le Dey d'Alger. Battu par les troupes du Dey, il est exécuté et ses membres sont exposés dans la capitale algérienne<sup>93</sup>.

Le récit apologétique de Bîtar, un personnage très proche d'Abd al-Qâdir lors de sa vie à Damas, après 1855<sup>94</sup>, fait apparaître la fin souhaitée d'un règne. Le récit donne l'impression que quelque chose se préparait et qu'une nouvelle autorité prenait le dessus sur les Ottomans. Le récit de Bîtar rappelle les prophéties qui concerneraient le propre fils de Muhyiddîn, Abd al-Qâdir. Plus concrètement, le récit montre l'émergence du modèle chérifien comme capable étant d'exercer un rôle politique dans l'Algérie ottomane.

Bien que la confrérie *Qâdiriyya* n'eut pas fait l'objet de la répression d'État contre les confréries soufies (comme la *Tijâniyya*), des autorités ottomanes et son chef local Muhyiddîn finirent par être visés par les suspicions du Bey d'Oran Hasan. Celui-ci maintint un moment le Muhyiddîn et son fils en résidence surveillée, tant il s'en méfiait. Selon le *Tuhfat*, « une personne hostile et envieuse » dénonça Muhyiddîn qui fût placé avec sa famille en résidence surveillée pendant deux ans à Oran<sup>95</sup>. On ignore jusqu'à quel point la renommée du jeune Abd al-Qâdir fut la cause de leur détention : des prophéties commençaient à circuler dans la région au sujet des visions de Muhyiddîn lors de son premier pèlerinage à la Mecque, entrevoyant le destin politique extraordinaire de son fils. Ce thème de l'avènement du « Sultan de l'ouest » mettant fin au « règne des Turcs » a été rapporté par écrit après les faits, ce qui invite

<sup>93</sup> Abd al-Razzâq al-Baytâr, *Hilyat al-Bashâr fi Tarîkh al-Qarn al-thalith 'ashar*, Al-Galmî al-ilmî al-arabî, Damas, 1961-63, p. 1489-1491.

<sup>94</sup> Beşşar el Melâzi, « Baytâr », *DIA* 5, p. 227.

<sup>95</sup> L'arrestation de Muhyiddîn et sa détention à Oran est rapporté par un témoignage du cousin d'Abd al-Qâdir qui note qu'après avoir demandé l'autorisation d'effectuer un deuxième pèlerinage, « ceux qui administraient le pays sous le contrôle des Turcs, dirent méchamment à ceux-ci : Vous avez permis à Mahieddin de se rendre dans l'est alors qu'il a l'intention de se soulever contre vous et d'abattre votre puissance ». A. Delpéch, « Histoire d'Abd al-Qâdir par son cousin el-Hosin ben Ali », *Revue Africaine*, Volume 20, 1876, p. 420.

à la prudence<sup>96</sup>. Néanmoins, il est possible d'y prêter une attention particulière si l'on considère que le seul fait de les mentionner et de les voir se répéter dans plusieurs types de sources a un sens et une valeur que l'on peut analyser. Comme l'écrit Cemal Kafadar, ce genre de récits donnent une idée de la mentalité et de l'idéologie d'un milieu précis dans une période de transition politique<sup>97</sup>. En l'occurrence, ce genre de prophéties montre la prégnance du soufisme dans l'organisation politique de l'Ouest algérien et du Maghreb en général. C'est une période où l'autorité ottomane algérienne était face à une crise de légitimité, pour les raisons que nous avons mentionnées plus haut. Face à cela, la famille chérifienne multipliait les marques du pouvoir par le sang, la sainteté et la bravoure. L'existence desdites prophéties montre que la famille avait bien des prétentions à gouverner. L'apparition, dans différentes versions, d'Abd el-Qâdir al-Jilânî (m. 1166, le saint éponyme de la confrérie) dans ces prophéties montre que les pouvoirs spirituel et temporel se confondaient pour ne faire plus qu'un, qu'il était porteur de changement, de revivification comme la position que le pôle spirituel (*qutb*) qui, dans le soufisme, est une fonction que le saint peut être appelé à remplir<sup>98</sup>.

---

<sup>96</sup> Georges Yver, *Correspondance du Capitaine Eugène Daumas, consul à Mascara (1837-1839)*, Alger, Adolphe Jourdan, 1912, p. 303-304. N'oublions pas qu'à la faveur de la paix en 1838, l'État d'Abd al-Qâdir est en pleine ascension et il est l'interlocuteur favori des Français. Notons que ces prophéties sont reprises dans l'historiographie française sans dire ou savoir qu'elle provienne de la plume d'un consul aussi gagné aux réalisations politiques de l'Émir. C'est quasiment la même version que celle du cousin d'Abd al-Qâdir ce qui fait penser qu'un récit « standard » a pu être produit après les événements en question ou pendant la guerre (1830-1847). Voir le récit du cousin d'Abd al-Qâdir dans A. Delpech, *op. cit.*, p. 421.

<sup>97</sup> Cemal Kafadar, *Between two Worlds: The Construction of the Ottoman State*, The University of California Press, 1995, p. 13.

<sup>98</sup> Voir Delpech, *op.cit.* p. 421. Le récit du cousin de l'Émir met en scène un vieillard qui demande à Muhyiddîn de bien traiter le « Sultan » qui se trouve là. Quand le père s'étonne en expliquant que les Turcs sont les maîtres de leur pays, le vieillard de répondre : « Par Dieu, Par Dieu ! Un Sultan va se lever d'entre les sujets des Turcs ! ». Marcel Émerit écrit que les Hachems (la tribu d'Abd al-Qâdir) de la plaine d'Éghris croyaient avoir reçu du Prophète la mission de dominer l'Afrique., Émerit, *op.cit.*, p. 16.

Provoqué directement par la méfiance grandissante du Bey d'Oran envers eux, le départ de Muhyiddîn et de son fils pour la Mecque, vers 1825, prit la dimension d'un exil. Ce voyage fut, pour Abd al-Qâdir, celui des grandes découvertes et des réalisations importantes qui marquaient durablement sa carrière. Ils rencontrèrent Mehmed Ali Paşa qui aurait demandé à les voir lors de leur passage au Caire<sup>99</sup>. Les profondes réformes administratives et militaires dont le jeune maghrébin était témoin dans la province égyptienne en laisseraient des marques qui se manifesteraient plus tard dans sa manière de diriger son État et de faire la guerre.

À travers son pèlerinage, Abd al-Qâdir se trouva en relation avec un moteur important de l'histoire de l'État ottoman du début du XIXe siècle : le cheikh Khâlîd al-Baghdâdî (connu aussi sous le nom d'*al-Kurdî* pour être né dans la partie kurde de de l'Irak actuelle), une des plus grandes figures de la confrérie *Naqshbandiyya*. Selon le fils d'un disciple contemporain aux événements, Abd al-Qâdir avait personnellement rencontré Cheikh Khalid lors de son passage à Damas et en avait reçu l'initiation<sup>100</sup>. Réformiste, la *tariqa* ciblait principalement les élites ottomanes pour provoquer un véritable mouvement de masse. À la mort du cheikh en 1827, la confrérie avait largement imposé son influence sur le pouvoir ottoman. Le Sultan Mahmoud II s'en servit pour venir à bout des Janissaires, un puissant frein aux réformes militaires. La confrérie suivait cet objectif clair : purifier la tradition de toutes innovations religieuses et réformer l'élite politique sur des bases spirituelles, car le recul de l'islam s'expliquait par la corruption des dirigeants qui corrompaient à leur tour la

<sup>99</sup> Bruno Étienne, *Isthme*, p. 84-85. Si c'est bien Mehmed Ali Paşa qui demanda à s'entretenir avec les Maghrébins alors ses prétentions sur la province algérienne formulée à partir de 1827 peut y être liée. Avant de se lancer dans les projets d'invasion, les autorités militaires françaises avaient considéré la possibilité de faire intervenir le gouverneur d'Égypte. Voir Georges Douin, *Mohamed Aly et l'expédition d'Alger*, Publications spéciales de la société Royales de Géographie, le Caire, 1930.

<sup>100</sup> Abd al-Majîd al-Khâni, *al-Kawâkib al-durriyya 'alâ al-Ĥadâ'iq al-wardiyya fî aġillâ' al-sâda al-Naqshbandiyya*. Damas, Maṭba'at al-Şabâh. (réed.)1998, .p. 281 ; voir aussi Albert Hourani, « Shaykh Khâlîd and the Naqshbandi Order », dans A.Hourani,R.Walzer, S.Stern et V.Brown (eds), *Islamic Philosophy and the Classical Tradition*, University of South Carolina Press, 1972, p. 178.

population musulmane<sup>101</sup>. Enfin, ce long pèlerinage de deux ans Abd al-Qâdir et son père amena à Bagdad, où les deux hommes reçurent les garanties formelles de leur illustre ascendance et de leur lien à la confrérie *Qâdiriyya*<sup>102</sup>. Les prophéties couronnaient cet investissement long et onéreux et s'ajoutaient à la sainteté, la noblesse et la bravoure acquise autrefois dans la lutte contre l'Infidèle pour construire le socle d'un pouvoir nouveau.

Lors de leur retour en Algérie, Muhyiddîn et son fils, âgé alors d'une vingtaine d'années, ne manquèrent pas de passer par Alger pour saluer le Dey. Passèrent-ils par la capitale algérienne au moment où ce Dey assénait le coup d'éventail devenu célèbre puisqu'il était adressé au consul de France ? La courte mention du passage à Alger du père et de son fils dans la biographie de l'émir Mohammed permet de percevoir les contours de la hiérarchie du pouvoir provinciale. S'attirer les bonnes grâces du Dey pouvait s'avérer utile face à une autorité aussi hostile que Hasan Bey, qui les avait forcés à accomplir le Pèlerinage dans des conditions qu'ils n'avaient pas choisis. Toutefois, le retour des deux hommes, même s'il fut fêté, fut possiblement assez discret car le *beylik* d'Oran était la proie d'une violente lutte armée dans laquelle une confrérie célèbre attaquait frontalement le pouvoir en place. Confortée par le soutien du Maroc voisin, la confrérie *Tijâniyya* livrait un combat sans merci aux autorités d'Oran. Le *Tuhfat*, mentionne qu'à son retour du Pèlerinage, Muhyiddîn avait appris que le célèbre cheikh de la confrérie *Tijâniyya* avait été impitoyablement exécuté par le Bey d'Oran. Pour montrer que la capitale de la province devait partager le résultat de cette prise valeureuse avec le Sultan, le fils d'Abd al-Qâdir mentionne

---

<sup>101</sup> Butrus Abu-Manneh, "The Naqshbandiyya-Mujaddidiyya in the Ottoman Lands in the early 19<sup>th</sup> Century", *Die Welt Des Islams*, Vol.22, no.1, p. 1-36. Voir aussi Hamid Algar, « Hâlid el-Bağdâdî », *DIA* 15, p. 282-283.

<sup>102</sup> Abd al-Razzâq al-Baytâr *Hadâ'iq*, p. 1491. C'est à Bagdad, où repose le fondateur éponyme de la confrérie, que le père d'Abd al-Qâdir reçut la certification de son rattachement à la confrérie de *Qâdiriyya* par Mahmoud al-Kilâni (ou Jilâni) et la confirmation officielle de leur ascendance chérifienne.

que « sa tête fut envoyée à Alger et accrochée sur une des portes de la ville et qu'« on envoya son épée au Sultan Mahmoud Khan »<sup>103</sup>.

Les changements de perspectives sur l'autorité politique en Algérie pendant la période ottomane vont nous permettre de redéfinir l'émergence du pouvoir d'Abd al-Qâdir. Comme ce moment constitue un élément du discours colonial visant à démontrer que l'Algérie n'était que superficiellement liée à l'Empire ottoman, il nous fallait saisir les étapes précédentes l'avènement du pouvoir d'Abd al-Qâdir. Nous voyons ce dernier évoluer dans un contexte dont les implications de la rivalité de sa famille avec l'élite ottomane locale n'ont pas la même portée ni la même signification. Les Français ont présenté le règne d'Abd al-Qâdir comme une parenthèse indigène préparant à leur propre domination, car il se présentait en tant que pouvoir nouveau dans la région. Pourtant, la lente émergence de pouvoirs locaux issus des confréries soufies donne une autre image de la rivalité entre la famille d'Abd al-Qâdir avec l'élite ottomane. Cette opposition rappelle la lutte séculaire entre le pouvoir chérifien du Maroc avec le pouvoir local algérien qui se rangeait du côté du sultan ottoman.

### 1.3 Conclusion du chapitre

Les institutions ottomanes fondamentales marquèrent bien plus la province d'Algérie que l'historiographie coloniale française ne l'a montré. Cela a des conséquences sur la lecture qui a été faite jusqu'à aujourd'hui sur l'itinéraire politique de la famille d'Abd al-Qâdir. La permanence du Sultan comme étant la référence d'une autorité souveraine, la position frontalière et guerrière de la province, la centralité d'une élite reproduisant le modèle de la cour ottomane, l'utilisation de la force des janissaires toujours systématique au XIXe siècle mais aussi les réformes centralisatrices

---

<sup>103</sup> *Tuhfat*, p. 125. Notons tout de même que la *Tijâniyya* avait été la confrérie qui causa le plus de difficulté à Abd al-Qâdir au cours de la guerre.

engagées par l'État ottoman au début de ce siècle exerça une influence déterminante sur les structures politiques de la province algérienne. Ce constat permet de remettre en cause l'idée d'un processus inexorable de décentralisation aboutissant à l'indépendance de la province. Quand on analyse les sources du pouvoir politique de la famille d'Abd al-Qâdir, un pouvoir essentiellement charismatique basé sur le prestige et la connaissance religieuse et jouissant de réseaux confrériques transrégionaux, nous pouvons mieux comprendre pourquoi cette famille rentra progressivement en conflit avec l'élite ottomane locale. La relation qui était faite de collaboration et d'alliance prit les accents d'une rivalité ethnique que les Français relayèrent allègrement comme illustration du bien-fondé de l'invasion, soit la tyrannie des Turcs sur la population arabe. L'itinéraire d'Abd al-Qâdir montre qu'il était au fait des réformes au sein de l'Empire ottoman et que si l'on fait le rapprochement avec les prophéties qui lui prêtait une autorité acquise au détriment des Ottomans, la formulation, mais aussi les origines du succès de l'État chérifien qu'il parvint à mettre en place pendant la guerre se trouve dans la pluralité de ces influences.

## CHAPITRE II

### LA NAISSANCE D'UN ÉTAT CHÉRIFIEN DANS L'ALGÉRIE EN GUERRE : ABD AL-QÂDIR ET LA CONSTRUCTION D'UN POUVOIR RIVAL DES OTTOMANS (1830-1837)

La chute d'Alger, en 1830, est communément considérée comme la fin de la période ottomane en Algérie et l'avènement de la domination française. Cent ans après l'événement historique, on en ferait l'anniversaire de l'Algérie française. En 1930, Abd al-Qâdir était un des plus importants symboles des festivités, incarnant le défi d'une résistance locale qui rendit la « Conquête » plus valeureuse. Selon les représentations coloniales, les « Turcs » avaient été rapidement chassés par la France et auraient permis à Abd al-Qâdir d'exprimer une identité nationale jusqu'alors étouffée<sup>104</sup>.

Or, selon nous, c'est Abd al-Qâdir, et non les Français, qui porta un coup fatal à la domination des Ottomans en Algérie. La période ottomane dans la province s'y étend donc jusqu'en 1837, date d'un traité de paix déterminant entre Abd al-Qâdir et les Français, car il sonna le glas du seul pouvoir local capable de résister pour le compte des Ottomans. Nous verrons, dans ce chapitre, comment Abd al-Qâdir a en fait bénéficié d'une violente intrusion étrangère pour contrôler une partie de plus en plus importante des territoires ottomans. La rupture politique produite par Abd al-Qâdir,

---

<sup>104</sup> Voir le chapitre de John King, « Abd el-Kader and Arab Nationalism », in J. P. Spagnolo (Ed.) *Problems of the Middle East in Historical Perspective. Essays in honour of Albert Hourani*, Oxford Ithaca Press, 1992.

en favorisant l'établissement d'un État nouveau d'inspiration proche du modèle marocain, met Abd al-Qâdir bien plus en rapport avec l'État ottoman que ce qui avait été dit jusque là. Même si cette relation a tendance à être négative, elle est cruciale pour comprendre les nouveaux rapports de force qui émergeait sur le champ de bataille, tout autant que dans les salons des ambassades au sujet du sort de l'Algérie. Nous verrons qui sont les acteurs de la lutte pour défendre l'intégrité d'un territoire menacé à la fois par les Français et par le pouvoir grandissant d'un chef arabe pas moins intransigeant que les envahisseurs vis-à-vis des « Turcs ». Enfin, nous verrons de plus près quels sont les actes politiques fondateurs d'Abd al-Qâdir et la manière dont il inaugura un pouvoir nouveau en Algérie en mettant ouvertement fin à l'hégémonie ottomane.

### 2.1 Un paradoxe de l'invasion française : Abd al-Qâdir parvient à remplacer les Ottomans dans une partie de l'Algérie

L'invasion française profita à Abd al-Qâdir. Elle lui permit de s'emparer rapidement d'une partie d'un territoire en remplaçant les Ottomans défaits par les Français dans la province d'Oran. Les Français lui donnèrent l'ingrédient qui manquait : c'était « l'esprit de guerre sainte », pour reprendre la formule de Claude Cahen. Les envahisseurs contribuèrent directement à donner, en matière d'autorité régionale, un surcroît de légitimité à la famille. Celle-ci pouvait espérer, dans la guerre qui débutait, soulever l'ensemble de la population musulmane pour combattre. En provoquant, dès 1831, la chute rapide des autorités ottomanes dans les villes côtières comme Oran, elle consacrait l'avènement du pouvoir d'une famille prestigieuse, qui jusqu'ici était entravée. Il s'agit donc de comprendre ici, comment se sont positionnées les autorités concernées par la reconfiguration du pouvoir dans la région, de savoir comment Abd al-Qâdir justifia la prise de contrôle d'une province ottomane.

La nouvelle de la chute d'Alger en provoqua des mouvements de troupes du côté du Maroc. Alarmé par l'intrusion d'une puissance étrangère redoutable, Moulay Abd al-Rahmân<sup>105</sup> envoya son cousin pour tenter de contenir la menace française. La déstabilisation de l'autorité ottomane était aussi l'opportunité d'étendre le royaume chérifien sur la partie occidentale de la province algérienne. Une grande partie de la population manifesta son enthousiasme devant l'arrivée des troupes marocaines. Elle espérait un retour à l'ordre rapide grâce à l'intervention de l'armée de Moulay Abd al-Rahman, perçu comme le nouveau souverain du territoire face à l'absence des Ottomans<sup>106</sup>. Son influence s'y était toujours manifesté à travers les relations économiques, l'aspect transrégional des confréries soufies, mais aussi parce que la frontière demeurait floue entre la province algérienne et le royaume chérifien<sup>107</sup>. Une délégation de notables de Tlemcen, capitale intérieure de l'Oranais (la région d'Oran) et très dépendante de l'économie du royaume voisin, s'était rapidement rendue à Fès pour faire allégeance à Moulay Abd al-Rahmân, peu de temps après la chute d'Alger en juillet 1830. Les propos des notables, rapportés au XIXe siècle par un historien de la dynastie marocaine, traduisent toute la reconfiguration du pouvoir face au vide que les Ottomans laissent dans la province. Selon la pétition qu'ils adressaient au Roi, les notables algériens faisaient du trône ottoman une puissance lointaine qui avait été usurpée par le Dey :

[le Sultan ottoman] n'était purement qu'un nom là-bas. Le gouverneur d'Alger prit le pouvoir pour lui même et tourna sa religion en dérision donc Dieu le punit pour sa tyrannie. Son manque de considération pour le [Sultan] ottoman démontre son usurpation du pouvoir et son indépendance.

---

<sup>105</sup> Moulay 'Abd al-Rahmân bin Hisham (r. 1822-1859), Sultan de la dynastie des Alaouites, il s'assit sur le trône sans difficulté mais dû faire face à de nombreuses révoltes tribales en plus des turbulences dans l'Algérie voisine qui menaça son autorité. Après s'être ravisé d'une politique expansionniste il développa davantage une position ouverte aux commerces avec l'Occident. Philippe de Cossé Brissac, « 'Abd al-Rahmân bin Hisham », *EI2*, p. 87.

<sup>106</sup> Amira K. Bennison, *Jihad*, p. 50-51.

<sup>107</sup> Panzac, « Alger », *DEO*, p. 71.

Les notables de Tlemcen rapportaient comment la sédition (la *fitna*, ce qui menace la communauté musulmane et lui nuit le plus) s'était répandue partout en Algérie. Ils faisaient référence à la désobéissance de « ceux qui détiennent l'autorité » et au châtement divin qui frappa le Dey d'Alger en lui faisant connaître une défaite retentissante. Toutes ces descriptions servaient à mieux mettre en valeur la légitimité d'un souverain lointain, le sultan ottoman, auxquels ils disaient obéir, mais dont ils ne pouvaient plus obtenir protection. Ainsi, les notables n'apparaissaient pas comme des traîtres et des rebelles. C'était la distance qui était le véritable obstacle qui contrastait avec une menace grandissante. Cette stratégie rhétorique visait à mettre en valeur la proximité du Roi du Maroc :

Ses [le Sultan ottoman] terres sont éloignées de nous et son règne ne nous apporte rien à cause des déserts, des villes et des villages qui s'étendent entre nous. Peut-être que sa résidence est plus près de nous par la mer, mais l'Infidèle lui a interdit d'y mouiller. Dans ces circonstances comment pourrait-il défendre nos terres et nos foyers ?<sup>108</sup>

Toutes ces raisons invoquées ne suffirent pas à convaincre les oulémas de Fès. Considérée par le pouvoir marocain comme les autorités capables de légitimer les actes de la monarchie, la position des oulémas permettait de trancher sur des questions juridiques importantes. L'occupation de l'Algérie par le Maroc constituait un problème de souveraineté. Ils rappelèrent que la province algérienne restait ottomane jusqu'à preuve du contraire en donnant des raisons religieuses à l'impossibilité de répondre à l'appel des notables de Tlemcen. Il existait toutefois des raisons diplomatiques pour que le Royaume chérifien s'en tienne au *statu quo* avec la province algérienne. Les rapprochements de la fin du XVIIIe siècle entre les deux

---

<sup>108</sup> Mohammad al Mashrafî, *al Hulal al Bâhiyya fî tarîkh mulûk al-dawla al-'Alawîyya*, D1463, Bibliothèque Générale, Rabat, dans Bennisson, *Jihad*, p. 50-51, la traduction originale est en anglais)

États musulmans avait donné lieu au renouvellement d'une entente basée sur une solidarité religieuse consciente de la croissance d'un danger commun<sup>109</sup>.

Malgré la chute d'Alger en juillet 1830, l'annihilation des autorités ottomanes n'était pas totale et définitive partout dans la province. Il demeurait aussi des forces militaires locales disséminées dans de nombreux bastions et prêtes à faire front. L'occupation par les troupes marocaines de l'ouest de la province algérienne donna lieu à des échanges diplomatiques entre le Sultan du Maroc et Hasan, le Bey d'Oran qui, nous l'avons vu, constituait le pouvoir rival à la famille d'Abd al-Qâdir. En matière de réponse à donner à l'irruption des Français dans la province, les positions de Moulay Abd al-Rahman et du Bey ottoman divergeaient radicalement. Malgré l'avis des oulémas entourant le pouvoir, les autorités royales expliquaient que le contexte rendait l'occupation marocaine indispensable, vu la menace que l'invasion française faisait peser sur la population musulmane. Cependant, Hasan Bey considérait l'intervention de l'armée marocaine comme une intrusion. Pour Hasan Bey, cette intervention du Roi était une grave violation de l'intégrité d'un territoire ottoman<sup>110</sup>. D'ailleurs, dans l'Oranais, l'appel pour la tutelle marocaine n'était pas unanime. Des forces loyales aux Ottomans, disséminées dans des villes-garnisons et des places fortes de l'intérieur des terres n'entendaient pas abandonner leurs positions. Les troupes marocaines occupèrent Tlemcen, mais ne purent accéder à sa forteresse (*meshwâr*) dans lequel se retranchèrent des *Kuloğlus* déterminés à résister<sup>111</sup>. Enfin, les Français eux-mêmes mirent un zèle certain à démontrer aux Marocains qu'ils étaient en Algérie pour y rester. Les envahisseurs commencèrent à avancer des justifications légales pour empêcher Moulay Abd al-Rahman d'intervenir dans la

---

<sup>109</sup> M. Oualdy, « Maroc », *DEO*, p. 762. L'auteur évoque que Mohammed III (r. 1757-1790), le grand-père d'Abd al-Rahmân avait travaillé au rapprochement avec l'État ottoman. Les liens diplomatiques se renforçaient au moment où les Ottomans subissaient de cuisants revers face aux Russes.

<sup>110</sup> Bennison, *Jihad*, p. 54.

<sup>111</sup> Danziger, *Abd al-Qadir*, p. 39.

région. L'argument majeur des Français était que, faute d'autorités en place, ils devenaient *de facto* la puissance régnante sur l'Algérie.

Face à cette menace extérieure, c'est une puissance locale bien implantée dans l'Ouest algérien qui pouvait relever le défi de l'invasion française. La résistance la plus sérieuse provint d'un mouvement de coalition tribale, de mobilisation confrérique et d'appel général à la guerre sainte. Le chef de ce mouvement n'était autre que Muhyiddîn, le père d'Abd al-Qâdir. Bien qu'il disposait du charisme suffisant pour diriger la confédération tribale qui l'avait mise à sa tête, Muhyiddîn prit le soin de se mettre sous l'autorité du souverain alaouite. Le père d'Abd al-Qâdir se fit reconnaître *khalifat* (ou « lieutenant » en arabe) de Tlemcen par Moulay Abd al-Rahman lui-même<sup>112</sup>. Par son allégeance rapide au pouvoir chérifien, le nouveau chef régional révélait ainsi toute l'ampleur des similitudes politiques qui les caractérisaient par leur base confrérique commune et leur attachement à la noblesse de leur lignée. L'autorité de Muhyiddîn, tout comme celle d'Abd al-Rahmân, se construisait selon un vocabulaire inspiré de la réforme soufie née pendant la *Reconquista*. Les Saadiens en firent leur crédo et leurs successeurs, les Alaouites (qui règnent depuis le XVIIIe siècle à aujourd'hui), en reprirent toute la structure. En se rattachant directement au trône marocain, Muhyiddîn concrétisait par l'allégeance, le rattachement au modèle chérifien dont nous avons parlé plus haut. En tant que chérif lui aussi, il bénéficiait de la légitimité nécessaire acquise au modèle politique marocain. De plus, Muhyiddîn voulait aussi disposer d'un vaste champ d'action pour mobiliser les tribus situées bien au-delà de la frontière.

Muhyiddîn transmit ses pouvoirs à son fils en 1832 et mourut l'année suivante. Malgré une situation politique et économique chaotique, le chef de famille était parvenu à maintenir, deux ans après la chute d'Alger, l'existence d'une autorité locale

---

<sup>112</sup> Marcel Émerit, *L'Algérie*, p. 16 ; Bennison, *Jihad*, p. 54-55.

dans la région d'Oran. Chef de confrérie, il était également à la tête d'une confédération de tribus arabes coalisées face à l'envahisseur français. Muhyiddîn mit beaucoup d'importance à faire de l'allégeance des tribus à Abd al-Qâdir un moment politique fondateur, en concentrant un pouvoir à la fois spirituel et temporel sur des bases religieuses<sup>113</sup>.

Peu avant de prendre la succession politique de son père, le jeune chef se positionna très rapidement pour mettre un terme aux liens qui unissaient le territoire avec les autorités ottomanes de la province d'Algérie. L'historiographie coloniale, et les biographies sur le personnage (les plus récentes y comprises) en fait le moment clé de la genèse de sa carrière politique. Son affirmation comme leader intransigeant et révolutionnaire est marquée par son opposition à donner l'asile au Bey d'Oran. Selon Daumas, qui prit les fonctions de consul auprès d'Abd al-Qâdir en 1837, lors de cet événement : « Tout le monde opina pour le [Hasan Bey] recevoir excepté le jeune Abd al-Qâdir qui s'y refusa obstinément et qui ramena tout le monde à son avis en prouvant qu'ils n'étaient pas assez forts pour maintenir les Arabes, qu'on insulterait et pillerait le Bey et que ce serait une tâche éternelle pour la famille »<sup>114</sup>. Pour accentuer la dimension exceptionnelle de cette position, Daumas montre Abd al-Qâdir comme étant le seul à plaider pour qu'on refuse l'aman<sup>115</sup> à Hasan Bey, dans une assemblée qui n'était pourtant pas opposée à accueillir l'ottoman. Ainsi, Abd al-

---

<sup>113</sup> L'accent était mis sur le caractère sacré de la guerre dont l'autorité Abd al-Qâdir tirait sa légitimité. Le pacte d'allégeance, dont il invitait le plus grand nombre à contracter, traçait les lignes claires et strictes de son autorité autant politique que religieuse dans toute la dramaturgie rejouée des premiers moments de l'islam. Peshah Shinar, « Abd al-Qadir and Abd al-Krim, Religious Influences on their Thought and Actions » *Asian and African Studies*, I, 1965. p. 145.

<sup>114</sup> Cet événement est rapporté par Daumas. Son récit met en scène le jeune Abd al-Qâdir face aux chefs tribaux entourant Muhyiddîn. Yver, *op.cit.*, p. 304-305. Voir le récit repris sur un mode libre dans l'ouvrage bien plus récent de B. Étienne, *Isthme des Isthme*, p. 118-119

<sup>115</sup> Selon une coutume arabe ancestrale qui aurait été reprise par la tradition musulmane l'*amân* est un droit d'asile engageant légalement l'hôte. C'est aussi la garantie à un adversaire qui se soumet d'avoir la vie sauve ou d'être pardonné. Elle peut également constituer un sauf-conduit. J.Schacht, "Aman", *EI2*, p. 441-442.

Qâdir rappelait l'hostilité de Hasan envers sa famille et insistait sur l'impuissance du Bey à agir dans la guerre. Chassé par les Français un an après la chute d'Alger<sup>116</sup>, Hasan Bey avait espéré trouver refuge chez les tribus arabes de l'intérieur du pays. Il avait appelé Muhyiddîn à l'aide en lui demandant sa protection<sup>117</sup>. En lui fermant la porte, Abd al-Qâdir montrait qu'il tournait une page historique. C'était le geste qui marquait le début d'un règne annoncé par les prophéties antiturques que nous avons déjà évoqué, voulant qu'un chérif prenne le pouvoir dans l'Occident musulman. Déroger à l'obligation de donner l'aman était un geste qui apparaissait impossible pour les membres sans doute plus âgés de l'assemblée, accoutumée à la puissance des « Turcs ». Il était envisageable, pour un jeune homme de vingt-quatre ans, de donner les signes de sa détermination et les marques de la guidance divine. L'État qu'Abd al-Qâdir mettait en place était fondé sur l'unification des musulmans dans la guerre sainte<sup>118</sup>. En cela, cette guerre était à livrer contre la France, mais le jeune chef arabe profitait des circonstances pour faire de ce moment fort la consécration d'une rupture avec une période d'ignorance (la « *jâhiliyya* », considérée comme la période précédent celle de la Révélation coranique, équivalent à une sorte de « préhistoire »). Selon Bennison, Abd al-Qâdir avait le projet qu'un authentique ordre islamique remplacerait le règne corrompu des « Turcs »<sup>119</sup>.

<sup>116</sup> Oran tombait aux mains des Français le 4 janvier 1831 qui en chassèrent les autorités ottomanes. Ahmet Kavas, « Vehrân », *DIA*, p. 618-619. Hasan Bey connut le même sort que Hüseyin Dey. Il quitta Oran et s'exila à Alexandrie en emportant une partie des richesses que les Français ne purent lui retirer. Il mourut sur la route du Pèlerinage. Voir Marcel Émerit, *L'Algérie.*, p. 31-32 ; 305 ; Danziger, *Abd al-Qadir*, p. 270.

<sup>117</sup> Yver, *op. cit.*, p. 304.

<sup>118</sup> Abd al-Qâdir établissait une ligne rouge qui lui permettait s'en prendre aux Musulmans récalcitrants à son autorité : Selon Bennison, les termes désignant des opposants par Abd al-Qâdir : *khawârij, murtaddûn, ahl al-fasâd* (« sécessionnistes, apostats, rebelles ») font référence aux temps premiers de l'Islam, quand la dissidence politique relevait de l'écart de foi. Cela montre la prétention du projet de mettre en place un État chérifien centralisé et fondé sur le djihad. Bennison, *Jihad*, p. 79.

<sup>119</sup> Bennison, « New Order », p. 594.

L'invasion française produisit donc une recomposition du pouvoir en Algérie. Dans la région de la famille d'Abd al-Qâdir cette recomposition était conditionnée par l'influence du Royaume du Maroc. Le champ d'action de Moulay Abd al-Rahman en Algérie était limité par des raisons légales, mais aussi par un appui local direct insuffisant et menacé en plus par la France qui s'imposait grâce à la force militaire. Seul Muhyiddîn, le père d'Abd al-Qâdir, parvient à engager un mouvement de résistance locale s'appuyant sur la guerre sainte et sur le trône marocain. Son fils n'eut qu'à poursuivre ces démarches. Autorité à la fois tribale et religieuse, Abd al-Qâdir consolida son assise en rompant ouvertement avec les anciens leaders de la région. Très vite après sa prise de pouvoir, il montra qu'il mettait en place un nouveau type de pouvoir dans la région, un pouvoir de type chérifien en opposition avec le modèle ottoman qui avait cours depuis plusieurs siècles.

## 2.2 L'opposition locale au projet d'État d'Abd al-Qâdir : la diplomatie de Hamdan Hoca

Une figure algérienne permet de donner un point de vue original et contrasté sur la construction de l'État d'Abd al-Qâdir. Notable algérois issu de la société ottomanisée, Hamdan Hoca s'opposa très tôt au projet politique du jeune chef de guerre. Les nombreuses lettres de ce notable bien au courant de l'administration de la province permettent de mieux comprendre la position de l'élite ottomane algérienne atteinte par les changements politiques provoqués par l'invasion et l'occupation française. Cette occupation, dans la période qui nous intéresse, était loin d'être totale. Les perspectives de Hamdan Efendi, sur les territoires qui restent hors du contrôle des Français, permettent de mieux cerner l'articulation de la diplomatie ottomane au sujet des conflits en Algérie. En nous centrant sur la figure de Hamdan, qui circule entre Paris et l'Algérie avant qu'il ne s'installât à Istanbul à partir de 1836, nous verrons que la lutte n'est pas uniquement entre la population locale et les envahisseurs, mais entre des segments rivaux de la société locale entre eux. Nous verrons aussi comment

Hamdan alerta les Ottomans sur les agissements d'Abd al-Qâdir qu'il désapprouvait, car ils rentraient en contradiction avec ses propres intérêts et ceux des Ottomans. De plus, nous montrerons que la lutte pour la souveraineté en Algérie se jouait aussi entre des membres de l'élite sociale algéroise. Cette lutte s'incarna dans le soutien de figures locales de la résistance, l'une au visage plus ottoman et l'autre incarnant un combat pour une souveraineté plus indépendante.

Né à Alger vers 1770, Hamdan Hoca (se prononce « Hodja » en turc) était le fils d'un savant et professeur de Burdur en Anatolie de l'Est, venu s'installer dans la province d'Algérie dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ce dernier devint un *defterdar* (trésorier) distingué à Alger et travailla pour le Dey. Il donna à son fils une éducation solide (qui reçut le titre de *hoca*, « maître », par l'héritage du statut de son père) que Hamdan paracheva par plusieurs voyages à Istanbul, en France, en Angleterre, en Italie et à Tunis. Son succès dans le commerce fit de lui l'un des plus riches personnages de la province, parlant le français et l'anglais en plus du turc et de l'arabe, car il était le fils d'une mère indigène<sup>120</sup>. À l'arrivée des Français, Hamdan Hoca était un des proches du Dey Hüseyn et négocia, pour ce dernier, la reddition d'Alger<sup>121</sup>. Sa position et sa connaissance des langues lui donnaient une position privilégiée dans l'administration de la province algérienne. Cet atout lui permit de donner à sa carrière une dimension internationale, car, dès le début de l'invasion française, il joua un rôle de diplomate dont il ne se départit plus jusqu'à sa mort à Istanbul vers 1842.

---

<sup>120</sup> Abdeljelil Temimi, *Beylik*, p. 118-119 ; p. 283.

<sup>121</sup> James McDougall, « A World No Longer Shared: Losing the *Droit de Cité* in Nineteenth Century Algiers », *Journal of the Economic and Social History of the Orient*. 60 (1-2) : 2017, p. 11. (Je n'ai eu accès qu'à la version primaire (paginée de 1 à 45 disponible sur academiAedu) que l'auteur a bien voulu partager avec moi avant la publication de l'article. Je l'en remercie chaleureusement).

En plus de le convier à participer à la délégation chargée de négocier la capitulation avec les Français, la nouvelle administration des envahisseurs, qui se mettait en place à Alger, tenta d'utiliser Hamdan comme un négociateur pour engager des pourparlers avec Ahmed Bey, un chef local basé à Constantine prêt à tenir tête aux Français<sup>122</sup>. Toutefois, ce rôle de *go-between* fut vite déçu. Hamdan se trouva confronté à une occupation très brutale qu'il ne pouvait soutenir. Il ne tarda pas à se plaindre lui-même des spoliations que l'administration française exerçait sur lui, car il passait pour être l'un des plus riches marchands de la province<sup>123</sup>.

Hamdan se rendit à Paris en janvier 1833<sup>124</sup>. Il y venait spécialement pour dénoncer l'oppression du nouveau régime qui se mettait en place à Alger, sous De Bourmont, mais surtout sous Clauzel, le nouveau gouverneur de l'Algérie qui devint son ennemi mortel. En arrivant dans la capitale française, Hamdan était convaincu qu'il saurait montrer au Roi les contradictions entre l'idéal républicain de la France et l'effroyable oppression par l'armée française dont lui et son peuple étaient victimes. Il écrivit rapidement un livre sur la situation de son pays à Paris (dont le titre raccourci est le *Miroir de l'Algérie*)<sup>125</sup>, lui-même ou aidé par des amis qu'il se fit au gouvernement

---

<sup>122</sup> Voir Temimi, *Beylik*, p. 218.

<sup>123</sup> Pour Hamdan, l'oppression de la France était bien pire que celle des Ottomans. Il était choqué de la brutalité avec laquelle la conquête s'opérait sous ses yeux : spoliations, exterminations de tribus ou de villages entiers, destructions de lieux saints, de cimetières... 1832 fut une année de répression très brutale qui choqua profondément en Algérie. Les massacres de Blida en 1830 et celui de Ouffia en 1832 relevaient de l'extermination totale d'une communauté villageoise pour le premier cas et de celles de plusieurs tribus pour le second. Benjamin C. Brower, « Just War and Jihad during the French Conquest of Algeria » dans Sohail al Hashimi, *Just Wars, Holy Wars and Jihads, Christians, Jewish and Muslims Encounters and Exchanges*, Oxford University Press, 2012, p. 229.

<sup>124</sup> Selon A. Temimi, *Recherches*, p. 23, il y a un lien entre sa venue à Paris et sa demande d'aide aux Ottomans. Selon nous, Hamdan choisit l'option ottomane plus par dépit que par choix. De plus cette option prit plusieurs mois à devenir viable pour lui.

<sup>125</sup> Jennifer Pitts, « Liberalism and Empire in a Nineteenth Century Algerian Mirror », *Modern Intellectual History*, no. 2 (Août 2009), 287-313. Dans son plaidoyer, Hamdan faisait appel à l'idéal révolutionnaire de la France et insiste sur le contraste avec la réalité : pendant la bataille pour prendre Alger les Français avaient pris soin de distribuer des tracts en arabe à la population, l'exhortant à se soulever car la France venait la libérer du joug turc !... preuve que les envahisseurs

ou qu'il avait déjà à travers son réseau commercial. Il faut rappeler que bien des politiciens ne croyaient pas en l'aventure algérienne et étaient prêts à monnayer son rachat. L'idée de la colonisation prit du temps à être prise au sérieux. La seule permanence de l'armée française était un sujet âprement discuté dans les milieux politiques parisiens<sup>126</sup>. Hamdan faisait spécialement appel à ces groupes d'opposition à la Chambre des Députés et dans l'opinion publique, à travers la presse<sup>127</sup>.

En 1832, une commission organisée par le cabinet du Roi devait s'enquérir des problèmes de l'administration militaire en Algérie. Hamdan, s'y exprima et constata que cette initiative française ne servirait pas ses intérêts. Déçu par la position de l'immobilisme du gouvernement français, Hamdan commença alors à écrire au Sultan ottoman, au mois d'août 1833, pour renseigner son souverain de la situation inique, dont lui-même était témoin, dans une partie des « Domaines bien protégés ». Depuis Paris, l'administrateur et commerçant algérois démontrait une connaissance aigüe des principaux enjeux de la question algérienne. À ce sujet, il proposait des solutions pour parvenir diplomatiquement et militairement à reprendre la province<sup>128</sup>.

En juin 1834 Hamdan écrivit une lettre à Mahmoud Amin al-Sikka, l'un de ses proches à Alger, qui s'était établi à Izmir<sup>129</sup>. Au travers de cette longue lettre, qu'il rédigea initialement en arabe, nous pouvons comprendre que ses appels n'avaient pas eu de retour de la part des Ottomans, ce qui le décevait beaucoup. Il en accusait le

---

avaient étudié le terrain avant l'assaut. Voir le tract reproduit dans Jean François Guillaume, *Les mythes fondateurs de l'Algérie française*, l'Harmattan, 1994, p. 292-294.

<sup>126</sup> James Mcdougall, *Losing the droit de cité*, p. 15. Selon Jacques Berque Hamdan était mêlé, de concert avec « certains français libéraux ou oppositionnels à des intrigues visant à substituer au régime du sabre un système mixte ou de compromis. Qui sait ? Une sorte de Protectorat avant la lettre... » Jacques Berque, *L'intérieur du Maghreb : XVe-XIXe siècle*. Paris, Gallimard, 1978, p. 412.

<sup>127</sup> Sur ces groupes d'opposition et leur visibilité dans la presse, voir le livre de Jennifer Sessions, *By Sword and Plow : France and the Conquest of Algeria*. Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 2011.

<sup>128</sup> BOA, Dossier 78. Lettre de Hamdan Hoca au Sultan Mahmud. 16 août 1833. Dans Temimi, *Recherches*, p. 79-83.

<sup>129</sup> Izmir, port de la côte égéenne en Anatolie, était la destination privilégiée de l'élite ottomane algérienne chassées par les Français. Atilla Çetin, « Garp ocakları », *DIA* 13, p. 384.

destinataire de cette lettre de laisser la province abandonnée à son sort<sup>130</sup>. La position de Hamdan sur les événements en Algérie témoigne des larges connaissances qu'il avait de la politique locale acquises avant l'invasion française, mais aussi au moment où il travaillait pour le Duc de Rovigo. Sa manière d'évoquer le début des combats d'Abd al-Qâdir mérite une analyse qui n'a jusqu'à aujourd'hui pas été faite. C'est pourtant la première fois, selon nos recherches, que le nom d'Abd al-Qâdir est mentionné dans une source ottomane. Il est frappant de remarquer que, contrairement à la vision mythifiée du combat d'Abd al-Qâdir, son nom n'est cité pour les Ottomans que seulement quatre ans après l'invasion française, et seulement deux ans après qu'il ait été désigné comme le successeur de son père pour mener le djihad. Par la richesse de la description qu'elle apporte sur le début de la guerre dans laquelle sont investies les forces d'Abd al-Qâdir, la lettre de Hamdan de juin 1834 constitue un autre apport original de sources non occidentales à la suite des travaux d'Amira K. Bennison, qui a fait sur le sujet avec les sources royales du Maroc<sup>131</sup>. De plus, Hamdan ne fait pas que de décrire les premières actions militaires d'Abd al-Qâdir, il en révèle les répercussions à travers la diplomatie internationale qui se jouait à Paris.

Au sujet de la situation locale en Algérie, Hamdan montre comment Abd al-Qâdir prit rapidement le contrôle de la province d'Oran, accompagné de son père. Bien que l'administrateur algérois semble minimiser l'importance de la coalition tribale et du mouvement confrérique dont Abd al-Qâdir était à la tête, Hamdan le nomme par son

---

<sup>130</sup> Il écrivait en fin de lettre « C'est à vous maintenant d'agir ; votre silence est une honte. Tenez compte du sang versé par les Musulmans. Mettez notre Sultan au courant de l'affaire ; attirez son attention, sa pitié ; pour ma part, avec mes idées, les habitants avec leurs glaives avons combattu les infidèles, c'est à vous maintenant d'agir ». HAT 831.37528-D.

<sup>131</sup> Ce que Temimi ne dit pas sur ce document précieux c'est que la lettre en arabe de Hamdan est finement et proprement traduite en ottoman. Rassemblé dans un dossier composé de documents liés entre eux par leur relation à la résistance algérienne, il relève de la correspondance impériale mise en place sous Mahmud II (qui seront plus tard classés *hatt-ı hümayun*, les « rescrit impériaux »). Nous avons déjà évoqué l'importance de ces documents destinés à renseigner directement le Sultan et les plus hautes autorités, s'inscrivant ainsi dans un processus de recentralisation du pouvoir sans précédent.

nom : « il s'agit d'Abd al-Qâdir Bin Muhyiddîn », écrit-il en toutes lettres. Hamdan en savait plus à propos du jeune chef : « il était à Oran et dans ses environs du temps de l'Islam, et a prétendu à (la direction de) la province avec son père. Et lorsque les Français sont arrivés, Abd al-Qâdir et d'autres musulmans ont encerclé Oran dans le but de faire le djihad ». Cette remarque montre que Hamdan avait bien conscience qu'« un de ces Bédouins » (*wahed min el 'Arab* : une expression qui a une connotation péjorative de gens incultes et voleurs) se battait au nom de la guerre sainte. Toutefois, il savait aussi que son pouvoir était contesté par des chefs locaux qui demeurèrent fidèles aux Ottomans avant de se rallier aux Français. Abd al-Qâdir apparaît dans cette lettre alarmante comme un personnage capable de pactiser avec les Français pour éliminer des adversaires locaux, ce qui n'allait pas dans le sens d'une alliance générale, une union sacrée au profit du djihad. Hamdan écrivait qu'Abd al-Qâdir, un simple Bédouin qui n'avait pas de fonction diplomatique officielle, entrait directement en contact avec les Français. Selon Hamdan, qui écrivait sa lettre en juin 1834, Abd al-Qâdir venait de signer la paix avec eux<sup>132</sup>. Selon ses propres mots, Abd al-Qâdir

[...] a entamé des négociations avec les Français ; ils se sont entendus. Abd al-Qâdir a levé le siège d'Oran, a accepté de recevoir des consuls chrétiens, car le but de ces derniers est d'être lié aux Bédouins (*al 'Arab*), de connaître leurs habitudes et savoir le chemin qui mène à Tlemcen et d'autres villes. Et lorsque les habitants de Tlemcen et l'Ağa des *Dawâ'ira* Mustafa Bin Ismaïl ont pris connaissance de ce traité ils ont déclaré que le djihad contre ce dissident primait sur celui des Infidèles. Ils se sont tournés contre lui et l'ont battu ; celui-ci s'est réfugié avec un petit groupe à Mascara<sup>133</sup>.

---

<sup>132</sup> Deux ans furent nécessaires à Abd al-Qâdir pour établir un pouvoir nouveau dans l'Oranais. Au terme de cette période, marquée par des combats contre les Français mais aussi avec les tribus réfractaires à son autorité, il parvint à devenir un interlocuteur officiel vis-à-vis des envahisseurs. En 1834, le traité Desmichels (du nom du Général français avec qui il passait cette alliance) accordait au « Commandeur des croyants » (*Emîr al-Muminîn* dans la version arabe) des territoires, des droits et stipulait les obligations mutuelles entre les deux pouvoirs nouveaux en Algérie. Danziger, *Abd al-Qadir*, p. 242-243.

<sup>133</sup> HAT 831.37528-D.

Au moment où écrivait Hamdan au Sultan Mahmoud, Tlemcen, à l'ouest de la province d'Oran, demeurait un rempart contre les Français. Abd al-Qâdir l'avait investi au début de l'été 1833. Sous contrôle d'un nouveau chef, la ville restait tout de même sous l'influence du Maroc, dont nous avons vu les tentatives de la délégation venue faire allégeance à Moulay Abd al-Rahman et celles de l'armée de ce dernier pour occuper les villes. Les notables de Tlemcen réclamaient cette fois d'Abd al-Qâdir qu'il fasse allégeance au Sultan marocain, qu'ils considéraient comme leur souverain naturel après la chute des autorités ottomanes<sup>134</sup>. Bien qu'il se déclarait lieutenant d'Abd al-Rahman, avec une verve qui traduit bien la culture islamique classique et raffinée dont il était l'héritier, Abd al-Qâdir n'avait pas reçu la bénédiction immédiate du Sultan du Maroc. Malgré l'envoi d'une délégation à Fès, plusieurs mois s'écoulèrent avant que le contact ne s'établisse entre les deux hommes<sup>135</sup>.

La prise de Tlemcen par Abd al-Qâdir provoqua des plaintes de la part de leaders de tribus proéminentes comme les *Dawa'ir* (*Dawâ'ira* dans le texte de Hamdan, les Douairs), que Hamdan connaissait bien pour les nommer de la sorte. Ces tribus *makhzen*, autrefois au service des Bey ottomans, s'étaient ralliées au souverain du Maroc au début de la guerre. Le pouvoir de ces tribus était dans la ligne de mire d'Abd al-Qâdir, une nouvelle autorité locale qui entendait asseoir fermement son pouvoir dans la région. Les Français apparaissent alors au deuxième plan d'une lutte régionale en train de voir apparaître un nouveau type de pouvoir. Selon Danziger, ce n'était pas tant le traité Desmichels, le premier traité de paix entre Abd al-Qâdir et les Français, qui avait motivé Mustafa ben Ismaïl à attaquer les forces d'Abd al-Qâdir.

---

<sup>134</sup> Bennison, *Jihad*, p. 81.

<sup>135</sup> *Ibid.* p. 81. La correspondance chérifienne montre que, malgré les signes de rapprochement entre Abd al-Qâdir et Moulay Abd el-Rahmân, ce dernier se défiait d'un chef de guerre en pleine ascension aux portes de son royaume. La signature d'un traité de paix avec les Français sans son consentement en février 1834 inquiéta Abd al-Rahmân.

Dans un contexte de guerre, la nouvelle taxe de guerre (appelée *ma'ûna*) que celui-ci imposa avait créé des dissensions entre les tribus. Son adversaire, Mustafa Ben Ismaïl, qui obéissait à Abd al-Qâdir depuis la prise de Tlemcen, s'était permis d'attaquer une tribu qui refusait de payer cette nouvelle taxe. Pourtant, Abd al-Qâdir choisit de porter secours aux tribus attaquées, mais il fut surpris et battu par Mustafa le 12 avril 1834<sup>136</sup> Mustafa Ben Ismaïl avait aussi l'appui d'un allié important pour intervenir. La correspondance royale montre que, d'un côté Moulay Abd al-Rahmân soutenait Abd al-Qâdir. De l'autre, il encourageait Mustafa Ben Ismaïl à contrebalancer l'influence d'Abd al-Qâdir<sup>137</sup>... Cette défaite ébranla sérieusement le pouvoir d'Abd al-Qâdir et confortait une opposition grandissante de la part de tribus locales. Ce revers le motiva à demander une aide plus insistante pour du soutien militaire français et surtout à construire une armée moderne<sup>138</sup>.

L'autre aspect fondamental de la lettre de Hamdan de juin 1834 relève de la diplomatie internationale. Cet aspect important tient dans la conscience qu'a Hamdan de la popularité du combat d'Abd al-Qâdir en France. Alors qu'il était Paris, il se montrait contrarié des tentatives d'Ahmed Boudarba de faire passer Abd al-Qâdir comme une autorité capable de représenter l'Algérie et les Algériens face à l'envahisseur français. Bien que ce choix d'appuyer Abd al-Qâdir comme chef local en Algérie les divisait, beaucoup de similarités rapprochaient les deux personnages.

Algérois de naissance tout comme Hamdan, Ahmed Boudarba fit aussi partie de la délégation qui négocia la capitulation d'Alger en 1830. Boudarba était également polyglotte et connaissait la métropole française avant la conquête. Voyageur et commerçant, il s'était marié avec une Française dans la ville de Marseille. Après

---

<sup>136</sup> Bellemare, *Abd el-Kader*, p. 84-85.

<sup>137</sup> Bennison, *Jihad*, p. 82.

<sup>138</sup> Danziger *Abd al-Qadir*, p. 96-97.

avoir occupé des fonctions dans l'administration d'Alger,<sup>139</sup> Ahmed Boudarba se rendit en France un peu avant Hamdan, car il fut chassé par le Duc de Rovigo<sup>140</sup> (la même personne qui tenta d'utiliser Hamdan pour négocier avec le Bey de Constantine en 1832). C'est après cet évènement qu'il s'installa à Paris et commença son combat pour transformer la face du pouvoir dans la province algérienne.

L'ouverture d'une commission par le cabinet royal visant à s'enquérir de la situation politique en Algérie à partir de 1832, montre que la solution politique pour le futur de la province occupée ne faisait pas l'unanimité en France. L'élite algéroise pouvait donc encore espérer négocier avec le gouvernement français. L'enjeu des négociations relevait de qui devait remplacer l'élite ottomane, balayée par les Français dans les grandes villes portuaires. Hamdan s'était rendu compte le premier de l'impossibilité de discuter avec les Français, en échouant à engager des pourparlers entre la figure plus ottomane de Ahmed Bey, qui résistait à De Rovigo depuis Constantine, à l'est de la province algérienne<sup>141</sup>. Après 1833, Hamdan se mit à soutenir le Bey en réclamant pour lui toute la reconnaissance de la part des Ottomans. Ahmed Boudarba, au contraire, se fit le porte-parole d'Abd al-Qâdir, qui se battait dans l'Ouest de la province. Pourtant, les deux notables avaient tous deux bien appris le vocabulaire de la Révolution française. Ils pointaient subtilement les contradictions de l'idéal républicain, très libertaire, avec l'oppression du régime militaire français qu'ils subissaient en Algérie dès le début de l'invasion française. Toutefois, pour échapper à ce régime aliénant, Boudarba insistait, auprès de l'opinion publique

---

<sup>139</sup> Benjamin Claude Brower, « Ismaïl Boudarba », *Dictionnaire des orientalistes de langue française*, Karthala, 2012, p. 132-133. La notice sur son fils indique qu'Ahmed Boudarba devint « président de la municipalité d'Alger, *oukil* des biens *habous* de la Mecque et de Médine avant d'être expulsé par le Duc de Rovigo qui l'accuse d'intrigue ». Son fils, Ismaïl fait ses études au Collège Louis le Grand à Paris et s'engage en 1853 dans le corps des interprètes en Algérie.

<sup>140</sup> Le Duc de Rovigo fut commandant en chef des troupes françaises en Algérie de 1831 à 1833.

<sup>141</sup> Boudarba considérait la résistance d'Ahmed Bey comme un obstacle à un véritable changement dans la province. Il expliquait à Hamdan Hoca que le Bey de Constantine devait se soumettre aux Français. HAT 831.37528-D.

française, sur l'envergure politique d'Abd al-Qâdir, un homme digne d'être considéré comme un véritable « revivificateur de la nation arabe », un « second Mehmed Ali », un thème sur lequel il théorisait encore en 1837<sup>142</sup>.

À travers les accusations lancées par Hamdan à l'endroit de son rival, Boudarba, nous voyons que ce dernier voulait obtenir des pouvoirs pour Abd al-Qâdir. Ainsi, si la France conférait de l'autorité à son favori, c'est à dire reconnaître Abd al-Qâdir comme chef local de la province algérienne, Boudarba serait le relais de ce nouveau pouvoir. Il est donc possible que Boudarba ait vu dans l'intervention d'une puissance européenne qu'il connaissait bien, un moyen efficace de se débarrasser de l'élite ottomane algérienne. Sa rivalité avec Hamdan, qui lui était *devenu* (face à la fermeture des Français) plus « pro-ottoman », en témoigne. Un envahisseur suffisamment puissant pour déloger une élite bien campée par ses réseaux de pouvoir locaux était conçu comme une aubaine selon Boudarba. Le même phénomène est d'ailleurs visible dans d'autres contextes dans lequel invasion française rime avec impérialisme, mais aussi avec républicanisme et réformisme<sup>143</sup>.

Si leurs fins – accéder à plus d'autonomie dans leur province – les rassemblaient, les moyens utilisés par Hamdan et Boudarba pour y parvenir divergeaient profondément. Dans la lettre de Hamdan, celui-ci explique que Boudarba présentait Abd al-Qâdir aux Français comme étant le « Commandeur des Croyants », l'équivalent du titre de Calife. « À Paris, Boudarba fit l'éloge d'Abd-al Qâdir dans les journaux, il l'appela le

<sup>142</sup> Henry Laurens, « les incertitudes du principe de nationalité : l'Algérie » dans H. Laurens, J. Tolan, G. Veinstein, *L'Europe et l'Islam*, ed. Odile Jacob, 2009, p. 303,

<sup>143</sup> Je remercie Christopher Goscha pour avoir attiré mon attention sur ce genre de phénomènes qui se produisirent lors des conquêtes françaises du XIXe siècle et lors de l'occupation. Il faut se garder, selon lui, de concevoir le terme de collaboration des notables locaux avec l'envahisseur de manière manichéenne mais plutôt de la penser à travers l'opportunité de réformes et de changements. Souvent les élites, bien avertis des idées républicaines deviennent ensuite les adversaires les plus tenaces de l'administration coloniale française. Voir son article : Christopher Goscha, « Aux origines du républicanisme vietnamien. Circulations mondiales et connexions coloniales », numéro spécial : Les gauches et les colonies, *Vingtième siècle*, n° 131, (2016/3), p. 17-35.

*Commandeur des Croyants*. Je l'ai entendu moi-même dire cela »<sup>144</sup>. Le titre donné à un chef des Bédouins par un parvenu était de la pure usurpation, selon Hamdan. Elle était réservée au souverain ottoman. Hamdan faisait un point d'honneur à dénoncer cette imposture. Il rappelait ainsi : « Le pays est une province ottomane, comment peut-on vouloir se dégager de cette tutelle et présenter la dîme aux infidèles sans son accord préalable ? ». Hamdan comprenait que la publicisation de cette titulature par Boudarba faisait partie d'une stratégie échafaudée pour empêcher le retour de la souveraineté « turque » en la remplaçant.

Cet apostat de Boudarba vient de faire l'éloge d'un des Bédouins et le recommande aux Français pour qu'ils annoncent qu'ils lui ont rendu le pays, il s'agit d'Abd al-Qâdir bin Muhyiddîn [...]. Boudarba lui a écrit : « les Français quitteront l'Algérie, conclus la paix et contracte un traité, car à leur départ ils te la délivreront et le Turc n'y rentrera pas.<sup>145</sup>

Hamdan qualifiait d'« apostat » (*murtad*) Boudarba, un terme de la jurisprudence islamique réservé à ceux qui reniaient la foi musulmane et passible de mort, car il voulait présenter l'acte de son rival comme une grave trahison. L'usurpation, que Boudarba soutenait, engageait non seulement la province algérienne, mais aussi le trône ottoman et l'islam tout entier. Selon Hamdan, Boudarba s'était mis en contact avec Abd al-Qâdir et préparait un plan qui inaugurerait une nouvelle ère en Algérie : « les Français quitteront l'Algérie, conclus la paix et contracte un traité et à leur départ ils te la délivreront (la province) et le Turc n'y entrera pas ». Selon Hamdan, la stratégie de Boudarba était de faire passer son champion comme le représentant de tous les musulmans aux yeux des Français, en l'appelant par le titre de « Commandeur des Croyants ». Présenté à Paris comme le leader de tous les musulmans, par un titre califal, revenait à dire qu'il était l'autorité principale en Algérie. Grâce à Boudarba, Abd al-Qâdir pouvait dès lors jouer dans l'arène

<sup>144</sup> HAT 831.37528-D. C'est nous qui soulignons.

<sup>145</sup> HAT 831.37528-D.

diplomatie internationale. L'utilisation du titre de calife par lui-même a beaucoup à voir avec ses relations diplomatiques avec les Puissances occidentales, mais ses ambitions à construire un État chérifien le poussaient à l'utiliser même auprès des populations musulmanes, à l'exclusion évidente du Sultan du Maroc<sup>146</sup>. Le Traité Desmichels de 1834 et ses pétitions qu'il écrivait aux puissances dont il demanderait l'aide<sup>147</sup>, mentionne bien ce titre califal qu'il utilisait essentiellement à des fins de légitimité. Conforté dans sa position, il s'engageait franchement sur la voie de l'indépendance vis-à-vis des Ottomans et vers une large autonomie par rapport au Sultan marocain.

Bien que Hamdan soulignait qu'un mouvement de résistance s'était dressé à l'ouest de la province algérienne, il en montrait toute la menace à travers la division qu'il provoquait. Sa manière de montrer le problème en utilisant des terminologies ethniques précises : « Arabes » (Bédouins) et « Turcs » (Ottomans) pour paraphraser les propositions d'Ahmed Boudërba, indiquent l'intensité des tensions qui existaient entre des groupes peu soudés à l'État local algérien et ceux qui se considéraient comme les souverains légitimes en Algérie. L'opposition entre Arabes et Turcs, que les Français souligneraient avec force dans l'historiographie coloniale, était donc un problème conçu par un personnage bien placé dans l'administration algérienne ottomane comme Hamdan comme étant politique. Il en apportait les nuances.

---

<sup>146</sup> Daumas écrit pourtant, en 1838, qu'Abd al-Qâdir ne changerait pas « la dénomination de Sultan que lui donnent les Arabes, contre celle de Pacha ». Il ajoute plus loin : « on dit, du reste, qu'il affectionne beaucoup celle d'*emir al-mouminine* ou commandeur des Croyants » Yver, *Correspondance*. Daumas à Rapatel, 11 février 1838, p. 99-100. Bennison a montré que l'utilisation du titre de calife par Abd al-Qâdir est la preuve que malgré la déférence qu'il témoignait au Sultan du Maroc, ses ambitions allaient au-delà de son alliance avec le souverain. « Although 'Abd al-Qâdir was deferential in his correspondance with Mawlay Abd al-Rahmân, his use of symbol of sharifian sovereignty such as the imperial parasol and his adoption of the title « amir al mu'minin » in correspondance with non-Muslim powers suggested ambitions beyond the bound of his alliance with the sultan ». Bennison, *Jihad*, p. 93

<sup>147</sup> Voir Raphaël Danziger, « Abd Al-Qadir's first overtures to the British and the Americans (1835-1836) ». *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, 1974, p. 45-63.

Hamdan est donc un personnage historique qui éclaire la carrière d'Abd al-Qâdir pendant le conflit en Algérie d'une nouvelle manière. Ses perspectives apportent des nuances à la genèse de la construction de l'État d'Abd al-Qâdir, souvent présentée dans les biographies, jusqu'à aujourd'hui, comme une ascension irrésistible. Selon le notable algérois, le combat du jeune chef, présenté comme un simple Bédouin, est illégitime puisqu'il n'est pas fait au nom des Ottomans. Quand il évoque Abd al-Qâdir, Hamdan Efendi fait apparaître le problème de souveraineté en Algérie au moment où les Français écrivent déjà au passé tout ce qui touche à la période ottomane. À Paris, Hamdan Efendi donne d'importants indices sur la politique de rupture d'Abd al-Qâdir avec les Ottomans. Il faut noter tout de même le temps que le notable algérois met pour se mettre en contact avec les autorités ottomanes. Le rôle de *go-between* qu'il endossa jusqu'en 1834, moment où les sources ottomanes évoquent pour la première fois Abd al-Qâdir, montre Hamdan comme un acteur politique qui se résout à l'option ottomane comme seule valable pour reconquérir un pouvoir qui'il a totalement perdu en Algérie. Ses détails sur les dissensions au sein de la société algérienne sont révélateurs des tensions qui existaient avant l'invasion française. Il révèle un conflit entre des tribus arabes gagnées par le modèle chérifien du Maroc et l'élite ottomane, plus citadine et détenant les clés de l'administration de la province. Hamdan Hoca révèle également l'existence de tensions entre les élites algériennes elles-mêmes. Sa rivalité avec Ahmed Budarba, qui défend une Algérie autonome, avec « l'Émir des Croyants » comme figure de proue, est significative. Hamdan choisit au contraire une figure de résistance au visage ottoman. À travers les nombreux rapports de Hamdan, nous pouvons voir à quel point l'ascension de l'État chérifien est longue, combattue, et que son issue était incertaine.

### 2.3 1837 : le Traité de Tafna met fin à l'Algérie ottomane

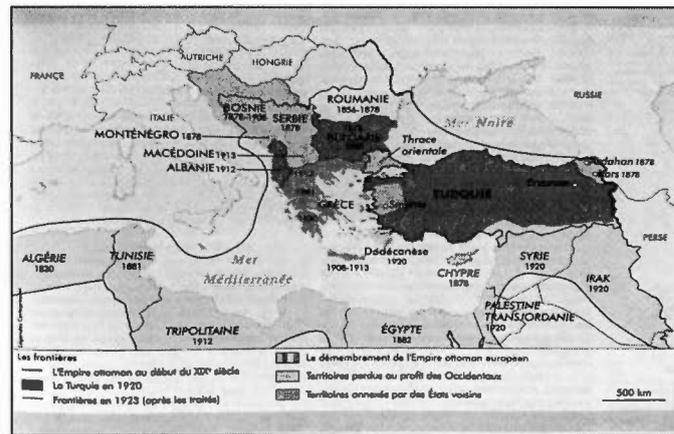


Figure 2.1 – Le recul de l'Empire ottoman au XIXe siècle<sup>148</sup>

Comme le montre cette carte présentant le recul de l'Empire ottoman au XIXe siècle, l'Algérie est communément montrée comme la première province à être retranchée de l'ensemble territorial. Selon cette carte, l'Algérie n'était plus une province ottomane dès 1830, date du début de l'invasion française. Or, la chute d'Alger et de quelques autres grandes villes du littoral (comme Oran en 1831) suffisait-elle à faire de la province un territoire définitivement français ? Les Ottomans ne renoncèrent pas un seul instant à cette province et, bien qu'ils n'avaient pas les moyens suffisants pour la reprendre *manu militari*, ils sondaient les moyens pour en reprendre le contrôle. L'arrivée de Hamdan « Efendi » à Istanbul en 1836 donnait des moyens plus concrets pour réaliser ce but. En soutenant Ahmed Bey, qui menait une lutte contre la France au nom du Sultan Mahmoud II, Hamdan contribua à orienter la politique ottomane visant à replacer la province sous tutelle impériale. Or, la chute de Constantine en octobre 1837 donna un coup d'arrêt à cet élan. La défaite d'Ahmed Bey était la conséquence directe du traité de Tafna, une paix signée entre la France et Abd al-

<sup>148</sup> Carte tirée de la revue *L'histoire*, « La Turquie : de la splendeur ottomane au défi de l'Europe » numéro spéciale no. spécial 65, 2009, p. 55.

Qâdir. En ce sens, le traité marquerait la véritable fin de la période ottomane en Algérie et Abd al-Qâdir serait le fossoyeur de l'autorité du Sultan. Nous verrons que les accusations d'Ahmed Bey, chassé de Constantine par les Français et menacé directement par l'expansion politique et territoriale d'Abd al-Qâdir, sont l'illustration d'un tournant politique dans la province. À la fin de l'année 1837, le jeune État chérifien remplaçait, sur la majorité du territoire algérien, une souveraineté impériale âgée de trois siècles.

Dans les années cinquante, un historien turc, Ercüment Kuran, remit profondément en question l'inactivité des Ottomans devant l'invasion française en Algérie. Selon l'auteur turc, l'ignorance des archives ottomanes avait mené Jean Serres, un historien français de la période colonial, à des conclusions hâtives<sup>149</sup>. Au contraire, l'ampleur des tractations diplomatiques de l'État ottoman avec la France menait Kuran à défendre l'idée que l'Algérie comptait pour le Sultan Mahmoud II et qu'il souhaitait en reprendre le contrôle. Kuran a montré que la Sublime Porte ne cessa d'adresser des protestations officielles aux Français, en rappelant que les « Algériens » étaient des sujets ottomans<sup>150</sup>. Toutefois, l'invasion du gouverneur d'Égypte Mehmed Ali Paşa, à partir de 1832, mobilisa toute l'attention du Sultan. Il ne put manifester sa désapprobation aux Français qu'en laissant vacant le poste de gouverneur (*Beylerbeyi*), un poste fantôme, mais qui permettait de maintenir un lien symbolique avec la province. Le « *takvîm-i Vekâ'i* », premier journal de l'État ottoman, publiait officiellement le 7 mars 1832 (presque deux ans après la chute d'Alger) que la Sublime Porte demandait la restitution de la province d'Algérie et était dans l'attente de remédier à cette situation sans faire directement référence à l'invasion française<sup>151</sup>.

---

<sup>149</sup> Ercüment Kuran avait remis en cause l'ouvrage de Jean Serres qui, très bien renseigné avec des sources diplomatiques et militaires françaises, ignorait complètement les sources des principaux intéressés : les Ottomans. Ercüment Kuran, *Cezayir'in Fransızlar tarafından işgali karşısında osmanlı siyaseti*. Istanbul, I.U.Edebiyat F., 1957, p. 1.

<sup>150</sup> *Ibid.*, p. 27.

<sup>151</sup> *Ibid.*, p. 34.

Tant que l'invasion égyptienne menaçait directement la propre survie de l'Empire et mobilisait l'attention du gouvernement pour riposter, la question algérienne passa au second plan, laissant la porte ouverte aux initiatives locales.

Ce n'est qu'à partir de 1835, date qui correspond au moment où la situation avec Mehmed Ali Paşa d'Égypte se stabilisait, que les Ottomans s'intéressèrent d'un peu plus près au combat d'Abd al-Qâdir. La lettre de Hamdan, riche en détail que nous avons commenté plus haut, n'avait pas dû attirer l'attention de la Sublime Porte. L'Algérois était à ce moment-là un inconnu à Istanbul. Par contre les ambassadeurs ottomans en France et en Angleterre avaient vent de certains des succès militaires du chef « bédouin ». Ils en rapportaient les faits, relevés parfois dans la presse. Certains d'entre eux, comme Nûri Efendi, l'ambassadeur ottoman de Londres (entre 1834 et 1836). Selon Ercüment Kuran, Nurî Efendi fut un ambassadeur actif au sujet de la question algérienne<sup>152</sup>. Ce dernier disposait même d'informateurs maghrébins bien au courant de la situation en Algérie. Il recevait des renseignements par le Tripolitain Hassuna Daghis<sup>153</sup> qui se trouvait à Londres à cette période, mais également par Hamdan, qui était alors à Paris<sup>154</sup>. Les informations de ce dernier avaient donc plus d'écho à travers ce canal que lorsqu'il communiquait directement avec la Sublime

---

<sup>152</sup> Kuran, *op. cit.*, p.42. Nurî Efendi fut reçu, très tôt dans sa carrière, des responsabilités vis-à-vis des relations extérieures de L'État ottoman. Après avoir assumé des fonctions relatives aux Lieux Saints (*Harameyn mukataacısı*) et à l'administration de Chypre, il fut ambassadeur à Londres de décembre 1834 à août-septembre 1836. Ses deux mandats d'ambassadeur à Paris (jusqu'en juin 1837) sont entrecoupés par différents postes diplomatiques, et de 1839 à 1841. « Nurî Mehmed Efendi », *SOY*, p. 1272.

<sup>153</sup> Hassuna Daghis se trouvait dans la capitale française au moment du séjour parisien de Hamdan. Originaire de la Tripolitaine, ce lettré avait largement contribué à la traduction de l'ouvrage de Hamdan « le Miroir de l'Algérie » qui avait tant gêné le Maréchal Clauzel pour les révélations sur l'armée française en Algérie. Il affirmait également pouvoir toucher les partis anticolonialistes et obtenir la sympathie de l'opinion publique française. HAT 55522, en 1836. Temimi indique que Hassuna Daghis est mort le 17 décembre 1836. Temimi, *Recherches*, p. 170. Jean Serres le considère comme un « ministre du Pacha de Tripoli » et « un ami de la France », *Politique turque*, p. 89.

<sup>154</sup> HAT 37510 E-F et G. Toutes ces rapports montrent que Hamdan Efendi informait directement Nûri Efendi à Londres sur la situation locale en Lybie et en Algérie sur une période de temps très rapproché.

Porte. D'ailleurs, la façon dont Abd al-Qâdir est mentionné dans le rapport d'un message de Nûrî Efendi rappelle celle de Hamdan dans sa lettre de juin 1834. L'ambassadeur ottoman présente Abd al-Qâdir comme un chef tribal qui avait imposé son autorité sur une partie du territoire algérien.

Abd al-Qâdir, un des cheikhs des tribus des Bédouins qui s'était autrefois mis du côté des Français, s'est séparé d'eux ne pouvant plus s'entendre avec eux. Il s'est mis à la tête d'un contingent de soldats prélevé parmi les tribus et les Bédouins et s'est porté au-devant des Français tuant des officiers de valeurs, cinq cents soldats et s'emparant de beaucoup de canons et d'un peu de munitions.<sup>155</sup>

Cette fois, les informations reçues à la Sublime Porte donnaient une image favorable du chef arabe, le montrant comme un leader audacieux, tuant des officiers ennemis et s'emparant d'armes modernes. Nûrî Efendi décrivait en fait, le résultat de la bataille de la Macta, une des défaites françaises en Algérie les plus retentissantes infligées par Abd al-Qâdir. Les forces du Général Trézel, estimées à 2500 hommes, s'étaient fait surprendre par l'armée d'Abd al-Qâdir. L'événement s'était produit alors que le contingent français marchait vers Mascara pour s'emparer de cette ville, capitale du nouvel État d'Abd al-Qâdir<sup>156</sup>. Disposant d'une armée efficace, le chef arabe tailla en pièce ses adversaires, signant ainsi sa rupture de la paix avec les envahisseurs contractée un an auparavant. Dans la suite de la lettre, Nûrî Efendi précisait que les pertes étaient occultées dans la presse française. Le diplomate savait qu'il était très embarrassant pour les Français qu'elles soient rendues publiques dans les journaux

---

<sup>155</sup> HAT 1230.47966, vers juillet 1835. Nûrî Efendi désigne Abd al-Qâdir par « l'un des cheikhs des tribus des Bédouins » (*aşâir-i Urbani meşayihinden Abdülkadir*), ce qui n'est pas sans rappeler, une fois de plus, comment Hamdan qualifiait le personnage.

<sup>156</sup> Danziger, *Abd al-Qadir*, p. 117. Cette bataille serait qualifiée dans l'histoire militaire française comme le « désastre de la Macta ». Trézel, le commandant des forces françaises à Oran, venait de signer la « convention du Figuier ». Cette entente faisait des pires ennemis d'Abd al-Qâdir, les *Zmalah* et des *Dawâ'ir*, des clients de la France. Trézel agit sans le consentement d'Alger car la paix devait être préservée. (Voir p. 116).

anglais<sup>157</sup>. L'ambassadeur ottoman était aussi conscient des dispositions politiques (qu'on pourrait qualifier d'indépendantiste) d'Abd al-Qâdir, puisqu'il savait qu'il avait pactisé avec les Français (à travers le Traité Desmichels de 1834 qui l'avait reconnu comme autorité locale dans l'ouest algérien). Le retournement de position d'Abd al-Qâdir et le succès de ses forces poussaient l'ambassadeur à Londres à le considérer comme un meneur à part entière dans la lutte contre les envahisseurs. Dans la suite de son rapport, Nûri Efendi faisait d'ailleurs le compte des forces d'Ahmed Bey de Constantine, qu'il considérait comme le plus puissant leader de la résistance. En faisant le calcul des forces en présence, Nûri Efendi faisait des troupes d'Abd al-Qâdir une force potentiellement mobilisable si les deux hommes parvenaient à s'entendre :

Selon les affirmations de Hassuna Efendi, Hadj Ahmed Bey de Constantine dispose de 30 000 soldats réguliers formés à l'européenne et le susmentionné Abd al-Qâdir au moins 8 000 cavaliers, 4 000 fantassins et 1 200 soldats réguliers à l'européenne. Bien qu'il existe une rivalité entre eux deux leur alliance en un bloc contribuerait à ce que la Sublime Porte ne débourse pas un sou. Le Maréchal susmentionné [Trézel] a fait savoir qu'il mobiliserait une force dépassant les 100 000 soldats en cas d'échanges de ce type et espionne ceux qui sont concernés.<sup>158</sup>

Comme nous l'avons vu, c'est le défi posé par des forces tribales ennemies d'Abd al-Qâdir (comme les *Dawâ'ir* et les *Zumalah*, qui servaient autrefois les forces ottomanes en Algérie) qui l'avait poussé à accélérer les réformes militaires. Abd al-Qâdir se servit abondamment des modèles ottomans pour réformer l'armée et mettre en place un système de taxes efficace<sup>159</sup>. Une fois aux rênes d'un État, il envisagea de former ses forces militaires sur le modèle du Pacha d'Égypte, mais son inspiration

<sup>157</sup> Le 15 juillet 1835, le consul à Tanger, Drummond Hay, rapportait le résultat de cette bataille et la prise de « douze canons » après trois jours de combat. Il rapportait comment Abd al-Qâdir avait publicisé cet événement et comment il fut célébré au Maroc, scellant ainsi son alliance avec Moulay Abd el-Rahmân, Bennison, *Jihad*, p. 85.

<sup>158</sup> HAT 1230.47966.

<sup>159</sup> Danziger, *Abd al-Qadir*, p. 82.

principale restait l'armée moderne de ses adversaires français<sup>160</sup>. Le traité Desmichels lui avait assuré l'envoi d'officiers et d'experts dans ses rangs pour moderniser le matériel des troupes et les techniques de combat. La bataille de la Macta avait donc été le premier essai de ses nouvelles forces contre les Français. Ce succès faisait croire à Nûri Efendi à une alliance à peu de frais entre les deux pôles de résistance, malgré sa conscience de leur opposition déclarée. Le document montre néanmoins une force inégale entre les deux chefs. Ces forces se mesuraient essentiellement au poids des unités organisées « à l'européenne » (*Avrupa nizamı*). Nûri Efendi rapportait l'importance des forces irrégulières du chef bédouin comme pour faire contrepoids aux 30 000 soldats réguliers de Hadj Ahmed Bey<sup>161</sup>. Pourtant, Abd al-Qâdir avait mis sur pied une armée recourant à une organisation rationnelle et des méthodes industrielles. C'était le signe du même élan réformateur que les Ottomans souhaitaient maintenir dans l'administration de l'État dans ses provinces. Abd al-Qâdir apparaissait dès lors comme interlocuteur viable dans la lutte contre les Français. Le document montre donc que l'ambassadeur avait pris des initiatives pour donner à la Sublime Porte les moyens d'intervenir en Algérie. Il se passait donc des conseils de Palmerston (le secrétaire principal du Foreign Office) qui ne l'avait pas encouragé à soutenir Abd al-Qâdir, quelques semaines plus tôt. Encore hésitant sur la politique à suivre avec l'Empire ottoman, le *Foreign Office* préconisait à l'ambassadeur de la Sublime Porte de patienter sur cette question, promettant une intervention bienveillante des Anglais quand le moment viendrait<sup>162</sup>.

<sup>160</sup> Bennison, « New Order », p. 595. Le modèle français était transmis par des officiers français qui passaient à l'ennemi ou des officiers européens contractuels. C'était également grâce à la formation des troupes et dans l'expertise que pouvait apporter des ingénieurs militaires que l'armée d'Abd al-Qâdir gagna en puissance. Un de nos documents indique que des déserteurs français (*fransız firâri*) formaient des Bédouins à la guerre à l'européenne à travers des bataillons rangés et organisés. Voir HAT 961.4196.

<sup>161</sup> 30 000 est bien le chiffre que Hadj Ahmed donne lui-même au Sultan dans le document qui suit. Pour Abd al-Qâdir, les chiffres correspondent également à ce que rapporte Danziger sur la bataille de la Macta, Danziger, *Abd al-Qadir*, p. 117.

<sup>162</sup> HH 46440 B, 3 mai 1835, dans Kuran, *Osmanlı siyaseti*, p. 43.

À partir de 1836, Ahmed Bey consolida sa position auprès de la Sublime Porte, donnant à Abd al-Qâdir un rôle mineur voir hostile aux yeux du gouvernement. Les demandes d'aide répétées du Bey se trouvèrent appuyées par l'arrivée de Hamdan Efendi à Istanbul en 1836. Son séjour parisien de trois ans l'avait mis en contact avec Mustafa Reşid Paşa alors que ce dernier était ambassadeur dans la capitale française. Il devint, pour Mustafa Reşid Paşa, un informateur des plus avertis au sujet de la crise algérienne, mais aussi pour toutes les questions touchant au Maghreb. Cet atout lui servirait lorsqu'il rentra à Istanbul et y occupa quelques mois plus tard les fonctions de ministre des Affaires étrangères (*Hariciye nezâreti*). Ce fut lors de son séjour à Paris que Hamdan commença à être désigné par le titre d'Éfendi par la Sublime Porte. Cela indique la reconnaissance de sa science, faisant de lui une notabilité respectable. Pensionné de l'État, il prit d'ailleurs à Istanbul les fonctions de traducteur au service de la Sublime Porte et écrivit des traités sur les bienfaits de la quarantaine<sup>163</sup>. Son fils, Ali Rıza, l'avait suivi dans son exil qui l'avait mené de Paris à Istanbul. Occupant des postes militaires et civiles importants, il resta, tout comme son père, au service de l'État ottoman jusqu'à la fin de sa vie<sup>164</sup>.

---

<sup>163</sup> Plusieurs documents ottomans montrent que le savant algérois fut très rapidement pensionné par l'État et qu'il reçut même les faveurs du Sultan Mahmud. Hamdan Efendi fut reçu à Istanbul en tant que traducteur et correcteur pour le *Takvîm-i Vekâyî*, le premier journal ottoman. Il fut également l'auteur d'un ouvrage important sur les conditions sanitaires de la quarantaine (*Ithafül'l munsîfin*). Le gouvernement ottoman l'employa comme traducteur jusqu'au début du règne d'Abdülmeçid. « Hamdan Efendi », *SOY*, p. 590. La date de sa mort est inconnue mais mes recherches indiquent qu'il meurt après 1842.

<sup>164</sup> Ali Rıza Paşa, étudia dans la plus prestigieuse école militaire française (à Saint-Cyr) après avoir suivi son père (Hamdan) à Paris. Il mit cette formation au profit des Ottomans puisqu'il intégra l'armée à son arrivée à Istanbul grâce à l'entremise de Mustafa Reşid Paşa. Véritable polyglotte, il poursuivit sa carrière dans la capitale ottomane où il devint officier à Tophane. Il eut ensuite une longue carrière alternant entre les fonctions civiles et militaires tout au long des Tanzimat, détenant par trois fois le poste de gouverneur de Bursa (où il mourut en 1876) ou encore celui de Tripoli de Lybie (1870). « Ali Rızâ Paşa », *SOY*, p. 301-302. Dans les archives ottomanes, on peut voir par exemple que, dès, son arrivée à Istanbul en 1836, il s'était déjà distingué comme un officier d'artillerie d'élite (*Topçu Yüzbaşı*). HAT 312.18445, 1252 / 1836. Dans un autre document, on souligne qu'il a été « éduqué en France ». İ.DH 28.1334 (2 décembre 1840).

Grâce à la présence de Hamdan Efendi dans la capitale ottomane, la Sublime Porte disposait de moyens efficaces et fiables d'obtenir des informations précises sur les conditions locales de la province d'Algérie. Hamdan Efendi n'avait de cesse d'attirer l'attention des Ottomans sur la précarité du combat d'Ahmed Bey. Son intervention remporta un certain succès. En novembre 1836, Ahmed Bey parvint à résister à un assaut français sur Constantine. Le Bey avait reçu l'appui de L'État central quelque mois auparavant pour préparer la défense de la ville. Au printemps 1836, les Ottomans dépêchèrent un officier de l'artillerie pour procéder à une évaluation des troupes d'Ahmed Bey. Hamdan Efendi était le véritable parrain de cette opération en faveur du Bey de Constantine. Kâmil Bey, un officier d'artillerie (*humbaracı*) au service de la Sublime Porte se rendit auprès d'Ahmed Bey vers le mois d'avril 1836. Son expertise technique visait surtout les défenses de la ville et de sa région<sup>165</sup>. Étant donné le succès de la résistance d'Ahmed Bey contre les Français quelques mois plus tard, on peut penser que cette mission ottomane eut une part d'influence dans l'issue du combat. De toute manière, il est intéressant de constater qu'au milieu d'une guerre qui menaçait directement la souveraineté ottomane, l'État central s'était rapproché de la province algérienne d'une manière nouvelle en introduisant des réformes basées sur une expertise militaire modernisée.

L'officier d'artillerie, Kâmil Bey, ramena de sa mission un résumé des rapports qu'il avait établi sur la province algérienne ainsi que des messages du Bey de Constantine, destinés à la Sublime Porte. Si l'on se fie aux informations de l'officier en juin 1836, il est possible de penser que les autorités de l'État central devaient avoir une conscience floue des motivations politiques et des actions d'Abd al-Qâdir dans

---

<sup>165</sup> Kâmil Bey (m. 1876) fut colonel dans l'artillerie impériale (*topçu miralayı*). Il fut aussi membre de la commission des défenses du Ministère de la Guerre (*Bab-ı Seraskerî*), « Kâmil Mehmed Bey », *SOY*, p. 861. Jean Serres l'identifie comme un « colonel du 2<sup>e</sup> Régiment de la Garde ». Même si cela reste très douteux, Serres écrit qu'il était en déplacement pour promettre « formellement » à Hadj Ahmed et à Abd al-Qâdir « les Beylick d'Alger et de Constantine s'ils parvenaient à en expulser les Français », Serres, *Politique turque*, p. 165.

l'ouest algérien. Les rapports de la mission de Kâmil Bey ne mentionnent à aucun moment ce que les fonctionnaires ottomans détachés à Londres et à Paris ou les informateurs comme Hamdan Efendi avaient mis à jour au sujet d'Abd al-Qâdir. Il n'était question, lorsque Kâmil Bey évoquait l'ouest algérien, que de Bédouins à la solde du Roi du Maroc qui perturbent les populations frontalières.<sup>166</sup>

Plus que cela, après les succès de 1835 qui avaient fait connaître le nom d'Abd al-Qâdir aux Ottomans, l'image d'un puissant bédouin capable de libérer la province se changea en l'aspect d'un chef rebelle. Ahmed Bey manifestait une loyauté sans faille pour le Sultan et le contraste entre les deux chefs algériens était désormais visible. Tant qu'il n'était pas inquiété par les forces d'Abd al-Qâdir, Ahmed Bey ne nomma jamais son adversaire par son nom dans ses lettres à la Sublime Porte. Ainsi, Ahmed amoindrissait l'importance de son rival et pouvait se prévaloir d'être le seul combattant pour libérer l'Algérie. Pourtant, Ahmed Bey aurait souhaité se tourner très tôt vers l'ouest de la province pour marcher contre les forces d'Abd al-Qâdir<sup>167</sup>. Quant à ce dernier, les Français lui avaient prêté l'intention de s'emparer de Constantine et de renverser Ahmed Bey dès l'automne 1834<sup>168</sup>. Contrairement à Abd al-Qâdir, Ahmed Bey entraînait avec l'État souverain des rapports constants qui laissèrent apparaître un contraste frappant entre un sujet fidèle et un « usurpateur et un rebelle »<sup>169</sup>.

---

<sup>166</sup> HAT 1230.47965-B.

<sup>167</sup> BOA, dossier 78, lettre de Hadj Ahmed au Sultan Mahmoud II, 16 août 1833, dans Temimi, *Beylik*, p. 226. Les documents compilés par Marcel Émerit, montrent que Hadj Ahmed constituait une menace pour l'État naissant d'Abd al-Qâdir qui le contraignit à signer le traité de paix avec le Général Desmichels en 1834. Émerit, *op. cit.* p. 38 et 45

<sup>168</sup> Temimi, *Beylik*, p. 187. Jean Serres écrit que la Sublime Porte avait « songé, en particulier en 1834, à offrir à Abd al-Qâdir le beylik d'Alger s'il en expulsait les Français. » Serres, *Politique turque*, p. 213. L'auteur français avance que les relations entre les deux chefs étaient des « rapports de courtoisie » (p. 214) avant comme après l'occupation de Constantine. Ce la montre bien qu'il n'avait pas accès aux documents ottomans. Temimi, au contraire, soutient qu'Abd al-Qâdir « n'avait jamais essayé de s'allier à lui ». *Beylik*, p. 187.

<sup>169</sup> HAT 40955. Le document évoque les préparatifs de Hadj Ahmed pour repousser l'attaque des Français à laquelle se joindrait le Duc de Nemours (le fils du roi Louis Philippe). Un certain Yusûf

La victoire d'Ahmed Bey sur les Français rouvrit l'éventualité d'une union pour libérer la province envahie. St John, le consul britannique à Alger, prédisait au lendemain de défaite française l'union des forces de Hadj Ahmed et de celles d'Abd al-Qâdir.<sup>170</sup> Pourtant, c'est bien l'inverse qui se produisit. Abd al-Qâdir comprit qu'il devait se servir des Français pour éliminer un dangereux adversaire local. Au début de l'année 1836, il se contentait de renforcer sa position autour de Tlemcen, une ville qu'il perdit dans les premiers mois face au Maréchal Bugeaud. Il perdit aussi sa capitale, Mascara, bien qu'il ait aussi remporté plusieurs batailles et obtenu un soutien significatif (en matériel et en hommes) du Sultan du Maroc. Les préparatifs de Clauzel pour s'emparer de Constantine firent baisser la pression sur l'ouest algérien et Abd al-Qâdir en profita pour consolider son État en éliminant des tribus réfractaires ou en les soumettant<sup>171</sup>. En 1836, Abd al-Qâdir cherchait les moyens de signer une paix avec les Français qui lui permettrait de consolider les fondations d'un État encore mal assurées. Même si la défaite française à Constantine, en novembre 1836, avait été l'occasion de célébration dans les territoires d'Abd al-Qâdir, ce dernier prit l'initiative de conclure la paix avec la France dès le mois suivant<sup>172</sup>. Ses premières tentatives se révélèrent infructueuses, mais le Maréchal Bugeaud, qui avait conscience que la France nécessitait de concentrer ses forces sur Constantine, entra en contact avec Abd al-Qâdir pour lui proposer une paix bilatérale. Bugeaud espérait permettre à l'armée française de s'emparer de l'est de l'Algérie dont le verrou était la

---

Bey désigné comme étant le propre gendre de Hadj Ahmed Bey (*Kostantinli Hacc Ahmed Bey'in damâdi*) affirmait dans sa lettre que « le sus-dit (Hadj Ahmed Bey) était en aucun cas comparable ou ressemblant à Abd al-Qâdir car Abd al-Qâdir est un usurpateur et un rebelle ».

<sup>170</sup> FO 3.38, St John à Palmerston, 9 décembre 1836. « Hadj Ahmed will [...] communicate with Abdelkader and with his assistance will be able to take offensive measure ».

<sup>171</sup> Danziger, *Abd al-Qadir*, p. 128-129.

<sup>172</sup> *Ibid.*, p. 129.

ville de Constantine<sup>173</sup>. Le traité fut signé à Tafna, dans l'ouest de l'Algérie le 30 mai 1837. Il ne devait entrer en vigueur qu'un mois plus tard.

Le traité de Tafna excluait les Ottomans des pourparlers et ne les considérait même pas dans les termes de l'entente. Les autorités ottomanes n'eurent connaissance des articles exacts du traité entre Abd al-Qâdir et le Maréchal Bugeaud qu'à travers la traduction d'un article de presse du « Moniteur », qui publiait le document officiel le 18 juillet 1837<sup>174</sup>. Le premier article du traité entraînait en contradiction directe avec ce que les Ottomans avaient toujours refusé d'admettre depuis le début de l'invasion française. La traduction ottomane du traité, qui reprenait textuellement les termes de celui-ci, il était stipulé que : « L'Émir Abd al-Qâdir confirme et reconnaît la souveraineté de l'État de la France en Afrique »<sup>175</sup>. C'était la première fois qu'un document ottoman qualifiait Abd al-Qâdir avec le titre d'« émir »... un terme si présent dans l'historiographie sur Abd al-Qâdir, toutes périodes confondues. Ceci n'était dû qu'à la traduction littérale du traité de Tafna. Si l'on rappelle l'utilisation à des fins diplomatique de l'expression complète d' « Émir (ou « Commandeur ») des Croyants », on peut affirmer qu'Abd al-Qâdir n'était alors « émir » qu'au regard des Français, voire d'autres puissances occidentales avec lesquelles il a communiqué<sup>176</sup>.

Pour les autorités ottomanes, ce traité bilatéral confirmait les impressions qui s'étaient formées sur Abd al-Qâdir depuis 1836, le faisant apparaître comme un rebelle, un usurpateur du pouvoir en Algérie. Nûri Efendi, qui avait crû un temps dans

---

<sup>173</sup> Bennison, *Jihad* p. 93.

<sup>174</sup> Un article dans la « Revue des deux Mondes » précise que, même en France, le traité ne fut publicisé que deux mois après sa signature, soit avant mi-juillet, *La revue des deux mondes*, tome 11, Paris, 1837, p. 372.

<sup>175</sup> HAT 46427-C. *Emir Abdülkadir Fransa Devleti'nin Afrika'da olan hükümdâriyetini tasdik ve i'tirâfeder.*

<sup>176</sup> Il est d'ailleurs frappant de constater l'absence systématique de toute titulature dans les documents ottomans. Il est rare de rencontrer dans les sources un individu nommé sans spécifier un quelconque statut ou fonction.

l'utilisation des troupes du chef « bédouin », se chargea d'alerter la Sublime Porte de la catastrophe diplomatique que le Traité de Tafna annonçait : la perte définitive de la souveraineté ottomane sur la province d'Algérie. L'ambassadeur ottoman était bien placé pour être le témoin des échanges diplomatiques au sujet de la province en guerre puisqu'il venait d'être nommé à Paris après l'avoir été à Londres jusqu'à 1836. Dès le 11 juin 1837, Nûri Efendi, alertait Mustafa Reşid Paşa qu'« un sujet de l'auguste sultanat se faisant passer pour un souverain a conclu un traité avec l'État de la France et cet individu se mettant entre la Sublime Porte et la France affecte et aliène leurs relations »<sup>177</sup>. Mustafa Reşid Paşa, le protecteur de Hamdan Efendi, avait été promu cette année-là ministre des Affaires étrangères (*Hariciye Nezâreti*) et l'on peut penser qu'il avait une bonne compréhension de ce que le Traité de Tafna soulevait en terme de problèmes territoriaux. Toutefois, il buta devant le refus de ses interlocuteurs français d'engager toutes négociations au sujet du statut de l'Algérie. Leur réponse restait la même : la France ne répondait de personne dans ce qu'elle considérait désormais comme étant un territoire sous sa souveraineté<sup>178</sup>.

Nûri Efendi reçut des ordres de son gouvernement pour faire capoter l'entente entre Abd al-Qâdir et les Français. Ce qui offusquait en premier lieu les Ottomans c'était le l'exclusion dont ils étaient l'objet dans la négociation du traité de paix. Cela les forçait à redoubler d'efforts pour rappeler que le traité conférait des terres ottomanes à un tiers sans l'accord des autorités ottomanes tout en légitimant la présence de la France en Algérie. Nûri Efendi mentionnait que, malgré le traité de paix, « les terres d'Abd al-Qâdir font partie des Domaines bien protégés (*Memâlik-i Mahruse*) et, relevant de l'intégrité de la Sublime Porte, ne peuvent être indépendants »<sup>179</sup>. Ce qui

---

<sup>177</sup> HAT 37529, dans Ercüment Kuran, *Osmanlı Siyaseti*, p. 53. La traduction d'un article de journal publié début juin 1837, les autorités ottomanes se mirent très vite au courant de l'existence du traité de Tafna sans qu'elles en connaissent les termes exacts. Voir HAT 46433-A.

<sup>178</sup> Kuran, *Osmanlı Siyaseti*, p. 53-55.

<sup>179</sup> HAT 46708, 7 septembre 1837.

dérangeait aussi et par-dessus tout, les diplomates ottomans, était la publicité qui était faite du traité de Tafna à travers la presse. Ils craignaient surtout que le traité en question ne prenne la place des gros titres, notamment dans les journaux anglais, car les Britanniques pouvaient encore agir en la faveur du Sultan en l'aidant à récupérer la province. Les diplomates ottomans insistaient sur le fait que le traité « brisait la réputation » (*üni kesdirilmiş*) de la France<sup>180</sup>, un pays avec lequel des relations pacifiques étaient recherchées. Le Gouvernement britannique manifesta son mécontentement. Les Ottomans retinrent le désaveu de Palmerston, ministre du *Foreign Office*, face à un traité « illégitime » (*layıksız*)<sup>181</sup>. Les Anglais craignaient de se retrouver perdants à ce qu'Abd al-Qâdir se rapproche des Français. Leur fructueux commerce qui tirait profit de la guerre en Algérie allait ralentir, car ils étaient, depuis le début de la guerre, un des principaux fournisseurs d'armes d'Abd al-Qâdir.<sup>182</sup> De plus, consuls et ambassadeurs britanniques avaient de plus en plus le sentiment que si l'État d'Abd al-Qâdir se renforçait considérablement aux portes du Maroc l'influence anglaise qui s'exerçait sur le royaume chérifien en serait réduite.

Avant 1837, qui est à notre sens l'année d'une véritable rupture politique de la province d'Algérie, les Ottomans avaient eu connaissance du combat d'Abd al-Qâdir par l'entremise de leurs ambassadeurs en Europe. Les succès militaires de ce dernier avaient même fait croire à son appui pour reprendre un territoire auquel le Sultan Mahmoud ne renonçait pas. Avec le traité de Tafna, tout devenait clair pour les Ottomans : Abd al-Qâdir était un usurpateur, un chef qui pactisait avec la France sans se prévaloir de l'autorité du Sultan sur la province algérienne. Ainsi, c'est le

---

<sup>180</sup> HAT 1184.46711 ; HAT 1181.46662 I, 23 juillet 1837.

<sup>181</sup> HAT 1181.46662 I, 23 juillet 1837.

<sup>182</sup> Ces armes étaient délivrées via les routes commerciales qui unissaient le Maroc à l'Algérie et sous couvert des relations de Moulay Abd al-Rahmân avec Abd al-Qâdir. Des clauses secrètes du traité de Tafna prévoyaient un contrat de vente d'armes et de matériel de militaire en plus de clauses officielles qui obligeait Abd al-Qâdir à acheter ses fournitures de guerre aux Français. Bennisson, *Jihad* p. 93. Ces clauses prévoyaient la vente de 3000 fusils et baïonnettes et de 100 000 livres de poudre ; voir également les clauses secrètes du traité de Tafna dans Danziger, *Abd al-Qadir*, p. 256.

Traité de Tafna qui marque la fin de la période ottomane en Algérie et non la chute d'Alger en 1830. Grâce à son installation à Istanbul en 1836 et la protection de l'influent Mustafa Reşid, Hamdan Efendi était devenu le médiateur principal de la situation en Algérie. Il défendait avec vigueur le combat mené par le Bey de Constantine, Ahmed Bey, qui lui, fit très tôt appel au Sultan.

#### 2.4 Une révolution antiottomane : le rôle de la propagande dans l'avènement de l'État chérifien d'Abd al-Qâdir

Le traité de Tafna ne fit pas que de donner à Abd al-Qâdir le répit dont il avait besoin. En lui conférant l'autorité reconnue par les Français sur l'essentiel de l'hinterland algérien, son pouvoir décuplait. Il ne tarda pas à se tourner vers Constantine, en laissant aux Français le soin de briser la résistance d'Ahmed Bey à Constantine. Toutefois, Abd al-Qâdir devait obtenir le soutien des nombreuses tribus qui faisait allégeance au Bey. Il choisit d'utiliser des méthodes de persuasion pour les rallier à sa cause. En se présentant comme le chef légitime du djihad à travers ses origines nobles, il annonçait parallèlement à cela qu'il mettait fin au règne des Ottomans dans la province. En s'attaquant aux symboles de ce qui avait marqué la souveraineté de la dynastie, Abd al-Qâdir révélait les aspects du lien qui avait perduré entre l'Algérie et le centre du pouvoir ottoman avant d'en précipiter la disparition.

Ahmed Bey avait bien compris les motivations qui se trouvaient derrière la paix entre Abd al-Qâdir et les Français. Peu après la signature du traité de Tafna, au cours de l'été 1837, il avait prévenu la Sublime Porte des dangers que cette entente représentait pour la présence ottomane en Algérie. Ahmed Bey estimait que ce rapprochement était en fait un moyen de le faire plier. À la fin du mois d'août 1837, il écrivait à Kâmil Bey, l'officier qui s'était rendu à Constantine pour y enquêter en 1836, pour l'informer d'une attaque imminente qui pouvait rayer son pouvoir, et celui du Sultan

par la même occasion, de la carte. Avec amertume, le Bey écrivait depuis Constantine :

[...] l'ennemi a conclu la paix avec Hadj Abd al-Qâdir ; ils se sont mis d'accord pour être tous deux contre moi. L'une des conditions de leur traité de paix c'est qu'Abd al-Qâdir, pleinement d'accord avec l'ennemi, agira pour chasser toute trace de notre maître ottoman (*mawlânâ al-'Uthmânî*) dans la province et créer un esprit de méchanceté parmi le peuple qui vous appartient<sup>183</sup>.

Bien conscient qu'il touchait à une corde sensible, Ahmed Bey accusait son rival de vouloir éradiquer les vestiges de l'État ottoman de la province. Cette stratégie rhétorique visait à provoquer un sursaut chez les autorités auxquelles il s'adressait. Selon Temimi, les archives militaires françaises révèlent qu'à la fin du mois d'août 1837 « Abdelkader prétendait recevoir des lettres de chefs de Constantinois qui l'invitaient à envoyer son frère et lui promettaient une nombreuse armée et tout ce qui était nécessaire à son entretien »<sup>184</sup>. Sa propagande était donc efficace. La chute de la ville le 13 octobre 1837, tombée aux mains d'une armée française nombreuse et mieux préparée, ne plaça pas pour autant le *beylik* sous le contrôle d'Abd al-Qâdir aussi facilement. Dans une lettre au Grand Amiral (*Kapudân Paşâ*) écrite en début d'année 1838, on peut lire que le Bey déchu de Constantine devait faire face à des assauts répétés depuis la perte de Constantine. Une fois de plus, il montrait toute sa frustration face au peu d'aide qu'il avait reçue des Ottomans. Il s'en prenait surtout à son rival algérien qui s'était imposé depuis peu dans la région :

De plus, un autre hypocrite, Abd al-Qâdir bin Muhyiddîn qui se prétend chérif, est apparu du côté de l'Ouest. Il s'est rallié aux Français en leur disant : « si vous me livrez Constantine et sa province, je vous amènerai vivant Hadj Ahmed Bey ». Les Français ont répondu : « lorsque vous livrez Ahmed Bey, nous vous donnerons Constantine et sa province »<sup>185</sup>.

<sup>183</sup> HAT 47970-A, 27 août 1837.

<sup>184</sup> Temimi, *Beylik*, p. 189.

<sup>185</sup> HAT 47971-A, 16 janvier 1838. La lettre est traduite par Hamdan Efendi.

Ahmed Bey avait eu connaissance de la propagande d'Abd al-Qâdir qui visait légitimer son autorité politique à travers le charisme religieux dont il bénéficiait : celui d'avoir le statut de chérif, de descendant du Prophète. Ce détail relevé montre que cette politique chérifienne pouvait constituer un argument valable pour rallier des tribus séduites par le messianisme contenu dans la propagande de l'État d'Abd al-Qâdir<sup>186</sup>. Ahmed Bey ajoutait plus loin :

Depuis Oran, il s'est approché d'Alger avec ses soldats réguliers, il est allé partout en mentant et prétendant qu'il était chérif : « je vais reprendre Constantine aux Français et faire disparaître toute trace des Turcs de la province et si vous me présentez Hadj Ahmed Bey je le tuerais devant vous »<sup>187</sup>.

En brandissant la menace de l'effacement complet de « toutes traces des Turcs de la province », Ahmed Bey agitait le spectre de la fin de la souveraineté ottomane en Algérie pour mieux demander des renforts avec lesquels il pourrait se défendre. Il illustre davantage l'idée d'un changement de pouvoir brutal, d'une véritable révolution politique qui passait par la destruction des symboles ottomans dans la dernière lettre dans laquelle il montrait une vive antipathie pour Abd al-Qâdir. Ahmed Bey y avance une information capitale pour comprendre des transformations qu'opérait Abd al-Qâdir dans les territoires dont il prenait le contrôle après le Traité de Tafna. Au début de l'année 1840, l'ex-Bey de Constantine s'adressait une énième fois au Grand Amiral (*Kapudân Paşa*) pour en obtenir des renforts. La puissance de

---

<sup>186</sup> Un officier français écrivait dans ses mémoires que c'est après le traité de 1837 que l'on commença à entendre dans la province d'Ahmed Bey qu'un puissant chef musulman allait chasser les Français : « Ses émissaires avaient partout répandu la nouvelle que Dieu venait de susciter dans l'ouest un grand chérif pour chasser les chrétiens et vengeaient les affronts qu'ils avaient fait subir depuis quelques années aux musulmans, que déjà le chérif avait forcé les chrétiens à une paix honteuse, à le reconnaître pour sultan et à lui payer un tribut. Cet envoyé céleste c'était el Hadj Abd al-Qâdir bin Mahiddine auquel des signes miraculeux avait révélé sa mission ». Commandant Seboka, « Le Sud Constantinois de 1830 à 1855 », *Revue Africaine*, 1912, p. 400.

<sup>187</sup> HAT 47971-A. L'annihilation des Turcs et l'élimination d'Ahmed Bey apparaît ainsi : Türklerin asârini ol eyaletinden yok iderim eğer Hacc Ahmed Beyi döküb yediye verdiniz gelüb yanızda taktîl iderim.

son rival était dévoilée à travers la mention du matériel dont disposait Abd al-Qâdir, mais aussi par ses décisions politiques qui en faisait à la fois un chef rebelle, mais aussi un agent des Français :

Bin Muhyiddîn [Abd al-Qâdir] a semé le désordre dans le pays et parmi les musulmans ; il a des canons ; il a levé une armée. Il a fait décapiter les musulmans et s'est emparé de leurs troupeaux et de leurs biens qu'il a donnés aux Français ; c'est au profit de ces derniers qu'il a mâté le pays, a fait interdire la secte hanafite et a donné la mort à tous ceux qu'il a trouvés. Il a fait transformer la *khutba* qui lui est désormais adressée. Cela est une infamie. Il s'est adressé aux gens du pays en leur disant : « Pouvez-vous accepter parmi vous Ahmed bey qui agit de façon déloyale et qui ne pense qu'à vous faire massacrer ? »<sup>188</sup>.

La lettre donne une idée des transformations qu'Abd al-Qâdir mettait en place selon ses inspirations politico-religieuses. Abd al-Qâdir est montré comme un chef qui saisi, conscrit, élimine, redistribue, interdit et s'adresse au peuple, même s'il est dépeint comme un tyran qui se prétend souverain légitime. On peut voir ainsi apparaître les traits d'un véritable réformateur. Les changements majeurs imposés passaient par l'éradication des restes de la culture d'État qui avait distingué l'élite ottomane d'Algérie. Cela prit la forme d'un ban sur son école juridique officielle de la dynastie ottomane, le rite (*mezheb* en turc) hanafite<sup>189</sup>. C'était aussi la reconnaissance même de la souveraineté du Sultan à travers le prêche du vendredi (*hutbe*), qui restait un signe important du rattachement de la province algérienne à l'État ottoman. C'est justement à ses symboles qu'Abd al-Qâdir s'attaquait pour mettre en place son propre pouvoir. Selon le Bey, on ne nommait plus du souverain ottoman lors du prêche du

<sup>188</sup> BOA, Mesaili Mühimme Cezayir 955, pli no. 4. Muharrem 1256 / 4-14 mars 1840. Lettre en arabe de Hadj Ahmed Bey au Kapudan Pacha, dans Temimi, *Beylik*, p. 266.

<sup>189</sup> École d'interprétation juridique parmi les quatre écoles les plus célèbres du sunnisme. Colin Imber, écrit la chose suivante : « Les Ottomans adoptèrent l'école hanéfite comme « école officielle. Ils fondèrent des tribunaux hanéfites dans tous l'empire, nommèrent un mufti hanéfite et créèrent des écoles pour enseigner la doctrine hanéfite. Mais les autres écoles continuèrent à fonctionner dans les régions où elles étaient établies précédemment : les Malékites étaient puissants en Afrique du Nord et les Chafrites en Égypte et en Syrie, mais leur statut demande encore à être étudié de plus près ». C. Imber, « écoles juridiques », *DEO*, p. 390.

vendredi, mais celui d'Abd al-Qâdir<sup>190</sup>. Les propos déjà cités et quelque peu tranchés de Jean Serres, pour qualifier les affinités politico-religieuses des populations maghrébines sur toute la période ottomane<sup>191</sup> trouvaient, dans les réformes de l'Émir, une illustration plus entière et plus adéquate. La césure, qui s'opérait entre Istanbul et la province d'Algérie sous la pression conjuguée de l'invasion française et de la naissance l'État chérifien d'Abd al-Qâdir, était plus profonde que jamais après le traité de Tafna.

Le rapprochement avec les Français donna aussi à Abd al-Qâdir l'impulsion dont il avait besoin pour parachever à l'ouest ce qu'il commençait tout juste à l'est : assurer la suprématie d'un nouveau type d'État dont il était aux commandes en se débarrassant des oppositions internes. Déjà en 1834, la paix qu'il contracta avec les Français lui avait permis d'éliminer de très gênants ennemis locaux comme les *Dawâ'ir* ou les *Zumalâ*, des grandes tribus makhzen qui travaillaient pour les Ottomans avant l'invasion française. Dans son propre territoire, son pouvoir se renforçait grâce au Traité de Tafna. Il eut l'occasion de se débarrasser de ceux qui pouvaient encore recourir à des réseaux de pouvoir locaux ou contracter des alliances avec l'occupant. La restitution de Tlemcen à « l'Émir », qui constituait l'article 8 du Traité de Tafna, lui permit de remodeler le paysage sociopolitique du Beylik d'Oran. Le renforcement de sa position provoqua l'exil de l'élite ottomane qui avait subsisté dans la ville. Dans son rapport qu'il soumettait à la Sublime Porte, Hamdan Efendi

---

<sup>190</sup> L'ascension du chef d'État, traduite par un symbole aussi fort que sa nomination pendant le prêche du jour sacré des Musulmans, est aussi relevé par le sous-intendant Massot en 1841. Le commandant Massot qui avait pu approcher de près Abd al-Qâdir pour avoir été son prisonnier entre 1840 et 1841 affirmait : « dans toutes les tribus, même celles qui ne paient l'impôt que depuis deux ans environ, on fait la prière pour le *Sultan* hadje (sic) Abd al-Qâdir », Paul Fournier, « L'État d'Abd al-Qâdir et sa puissance en 1841 d'après le rapport du sous-intendant militaire Massot », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, Avril-Juin 1967, p. 137.

<sup>191</sup> « Les Arabes de Barbarie n'appartenaient pas, au point de vue religieux, au même rite que les Turcs. Ils étaient malékites et les Turcs étaient hanéfites... », Jean Serres, *Politique turque*, p. 85.

identifiait les groupes concernés et les étapes provoqués par la mise en application du Traité de Tafna.<sup>192</sup>

Les Français qui se trouvent à Tlemcen se sont déplacés à Oran et les Turcs et les *kuloğlus* n'acceptant en aucune manière d'être à la disposition d'Abd al-Qâdir ont abandonné leurs propriétés ; ils sont arrivés à Oran en ayant désigné un homme à la tête d'un contingent franc et vingt personnes sont arrivés avec leur famille à Alger en incommodant ses habitants et faisant les dépenses pour ce dont ils demandaient, ils ont cédé la province de Tlemcen à Abd al-Qâdir<sup>193</sup>.

L'article en question du Traité de Tafna ciblait très précisément Tlemcen, comme aucune autre ville algérienne. Les Français, qui l'avaient prise à l'Émir au début de l'année 1836, l'évacuèrent. Abd al-Qâdir put l'investir en juillet 1837. Nous voyons que la garnison française se déplaça alors vers Oran, mais qu'ils étaient suivis par les « Turcs » et les *Kuloğlus*, les « fils de Turcs » (*Türklerin evladları*), comme l'écrit textuellement Hamdan Efendi. Refusant d'être sous l'emprise d'Abd al-Qâdir, ces derniers allaient jusqu'à abandonner leurs propriétés pour lui échapper, ce qui laisse à penser qu'un tel sacrifice était motivé par la menace de vivre sous la tutelle d'un chef hostile à leur présence<sup>194</sup>. La clause du traité qui devait leur conférer la liberté de rester librement à Tlemcen était donc caduque. Les « Turcs » et les *kuloğlu* se rendaient avec leur famille à Oran ou à Alger qui étaient sous l'autorité de la France. Les éléments les plus compromis et les plus influents « cédaient » ainsi Tlemcen à l'Émir<sup>195</sup>.

<sup>192</sup> Celui-ci stipulait que « les Kulouglis qui voudront rester à Tlemcen ou ailleurs y posséderont librement leurs propriétés et y seront traités comme les Hadâr. Ceux qui voudront se retirer sur le territoire français pourront vendre ou affermer librement leurs propriétés ». Danziger, *Abd al-Qadir*, p. 249. Les « Hadâr » sont les citoyens de Tlemcen (ceux qui y sont « présents »).

<sup>193</sup> HAT 46427-B sans date (annexe E), entre fin juillet et mi-août 1837.

<sup>194</sup> Daumas signale qu'il restait encore des *kuloğlu* à Tlemcen en 1839. Ils n'étaient donc pas tous partis en 1837. Pourtant, Daumas note qu'Abd al-Qâdir se méfiait beaucoup d'eux. Yver, *op. cit.* p. 542. Il indique qu'à son arrivée en ville, à l'automne 1839, l'Émir les a désarmés et en a envoyé une partie dans les « nouveaux établissements, d'autres sont transportés à Oujda, au Maroc. La fraction la plus résistante est passée par les armes.

<sup>195</sup> Après le départ de 500 français de la garnison de Tlemcen, Abd al-Qâdir conscrivit 300 *kuloğlus* dans son infanterie régulière. Cette élite *kuloğlu* dans ses rangs accrut considérablement la puissance de son armée dans l'Ouest algérien Yver, *op. cit.* p. 152. En 1838, Daumas relevait qu'un

Les lettres alarmantes d'Ahmed Bey envoyées à la Sublime Porte confirmaient le tournant politique inauguré par le Traité de Tafna : la consécration d'un État chérifien qui avait longuement muri dans l'ouest de la province algérienne. Cet État se construisait par opposition aux Ottomans. Abd al-Qâdir ne faisait pas que de gouverner en faisant fi de l'autorité du Sultan Mahmoud II. Il fit des Français le levier lui permettant d'accéder à une autorité sur des territoires qu'il ne pouvait contrôler tant qu'Ahmed Bey était en place. Le traité de Tafna lui permit donc de venir à bout d'un adversaire tenace sans le combattre directement. De plus, il publicisa l'avènement de son règne en annonçant la fin de celui des Ottomans. Pour le faire, il s'attaquait aux symboles du pouvoir qui avait caractérisé l'autorité d'une élite identifiée par la population algérienne comme étant turque. Il marquait les esprits en remodelant la démographie de la province, mais aussi pour éloigner le danger de sédition de la part d'une partie de la population qui pouvait ne pas se sentir concernée par l'État révolutionnaire qu'il mettait en place.

## 2.5 Conclusion du chapitre

L'émergence et l'expansion du pouvoir de l'État chérifien d'Abd al-Qâdir, une structure politique basée sur le charisme, dépendante des confréries soufies, mais aussi historiquement opposées à la domination ottomane au Maghreb, a consacré la rupture de liens qui perduraient entre l'Algérie et l'État ottoman depuis le XVII<sup>e</sup> siècle. Cette rupture est le produit de deux facteurs clés. Le premier est le fruit d'un processus sur la longue durée. Il concerne les rapports de force à l'intérieur du territoire ouest-algérien dans lequel le Maroc chérifien exerçait une influence importante sur les confréries soufies du territoire algérien ce qui constituait une

---

chef des Kuloğlu de Tlemcen venait à Mascara pour apporter des présents à l'émir Yver, *op.cit.*, Daumas à Rapatel, 4 mars 1838, p. 124.

menace constante pour la souveraineté ottomane. Cette influence s'est manifestée lors de la chute rapide des élites ottomanes face à l'invasion française, lors de laquelle des populations de l'Ouest algériens, privées de chef, se sont tourné vers le Sultan du Maroc. Abd al-Qâdir parvint à donner une expression locale à cette allégeance. En se déclarant le lieutenant du Sultan du Maroc, il parvint à utiliser l'influence marocaine et à consolider rapidement les bases d'un État chérifien en Algérie. L'autre facteur clé est une conséquence directe de l'invasion française. Abd al-Qâdir parvint à imposer un pouvoir local grâce à la reconnaissance de son autorité par la France. Il avait conscience d'inaugurer une sorte de révolution dans la province. Cette révolution du pouvoir en Algérie est traduite par le relais dont il disposait dans la capitale française par Ahmed Boudarba et par Hamdan Hoca, qui tenta d'alarmer les Ottomans dès 1834. Hamdan Hoca montre à quel point l'intervention française produisit une crise politique dans la province algérienne dont Abd al-Qâdir, mais aussi ceux qui relayait ses actions dans la capitale française, espérait tirer parti. Au fait de son autorité grandissante et de ses actions militaires plus ou moins fructueuses, les Ottomans eurent la preuve qu'Abd al-Qâdir leur tournait le dos quand il signa le traité de Tafna, en mai 1837. L'éradication des restes des structures politiques ottomanes et de ceux qui s'en réclamaient encore était double. D'un côté le traité donnait la majeure partie de la province à un chef capable de pactiser avec les Français. De l'autre, il laissait la possibilité aux envahisseurs d'extirper la résistance d'Ahmed Bey, le dernier bastion d'un pouvoir légitimement accepté par Istanbul. Ignorant d'abord la montée en puissance du pouvoir d'Abd al-Qâdir, Ahmed Bey dénonça à plusieurs reprises la politique de son rival. Témoin de la fin du pouvoir des Ottomans sur l'Algérie, il dépeignait avec des couleurs bien sombres ce qu'accomplissait Abd al-Qâdir : la mise en place d'un nouvel État indépendant construit par opposition aux Ottomans.

### CHAPITRE III

#### L'ORIENTATION D'ABD AL-QÂDIR VERS LES OTTOMANS (1838-1843)

Grâce au Traité de Tafna, conclu en 1837 avec les Français, Abd al-Qâdir était parvenu à s'emparer d'une grande partie de la province algérienne en faisant fi de l'autorité des Ottomans. Ce tour de force n'avait pas été possible sans l'appui du Maroc et sans celui des Anglais. Il n'avait pas été possible non plus sans la reconnaissance de son autorité par la France. Pourtant, malgré sa position de leader incontesté dans la province, il se trouva progressivement isolé de ses appuis extérieurs. Quand en 1840, la France lança une sérieuse offensive pour s'emparer de toute l'Algérie, ce qui constitua un tournant dans la guerre, Abd al-Qâdir n'était pas en position de force pour résister très longtemps. Ce tournant correspond aussi au moment où la diplomatie internationale changeait de visage. Le soutien essentiel, qu'il obtenait de ses alliés marocains et anglais, s'amenuisait. Abd al-Qâdir avait donc de bonnes raisons de faire de nouvelles alliances pour continuer le combat et conserver son autorité. Cette période de la guerre en Algérie est le moment précis de ses plus importants contacts avec les Ottomans.

L'objectif de ce chapitre est de répondre à plusieurs des questions que posent les changements diplomatiques qui surviennent en Algérie au tournant de la guerre. Celui-ci se situe après le traité de Tafna, dont les litiges à son sujet entraînèrent la rupture entre les deux parties qui l'avaient contracté. Cette rupture mena à l'offensive française en 1840. Nous bornerons nos observations à 1843, qui correspond au

moment où Abd al-Qâdir n'a plus d'État digne de ce nom et était réduit à pratiquer la guérilla. Dans ce chapitre, nous mettrons à jour les antécédents des liens d'Abd al-Qâdir avec la Sublime Porte. Ce sont les émissaires de cette relation nouvelle qui, peu après le Traité de Tafna, révèlent les dimensions souterraines de l'intérêt des Ottomans à reprendre l'Algérie. Ces relations mettront mieux en évidence les circonstances des contacts officiels d'Abd al-Qâdir avec les Ottomans entre 1840 et 1843, et comment Hamdan Efendi se fit le plus important porte-parole du dernier combattant de taille à affronter la France dans une province toujours considérée par Istanbul comme ottomane. Nous verrons que cet appel à l'aide visait à contrer l'offensive des Français qu'Abd al-Qâdir n'arrivait plus à soutenir. Après s'être emparée d'une province ottomane sans se mettre en relation avec les Ottomans, sa rhétorique pour faire de son combat une guerre au nom du Sultan Abdülmeçid est significative quant à sa manière de légitimer ses actes et informe sur ses représentations politiques. La nouvelle stratégie diplomatique d'Abd al-Qâdir est aussi due à un changement du contexte géopolitique au niveau international. L'intervention anglaise est, après 1840, déterminante. Le rapprochement franco-anglais constitua une entrave majeure dans son combat contre la France, ce qui explique comment sa guerre était en fait perdue dès 1843. Ainsi, nous expliquerons pourquoi c'est l'influence anglaise sur la politique ottomane et marocaine vis-à-vis de la lutte d'Abd al-Qâdir qui causa l'échec de la guerre d'Abd al-Qâdir. Puisqu'il n'était plus un interlocuteur viable selon les Anglais - nous verrons pourquoi - tout en gardant le contact avec l'Émir, le Maroc et la Sublime Porte cherchèrent une alternative pour régler l'épineuse question algérienne sans son intermédiaire.

### 3.1 Les limites de la paix : les tensions entre Abd al-Qâdir et la France entraînent une reconfiguration de la diplomatie algérienne

Dans son ouvrage sur l'implication politique des Ottomans dans la question algérienne, Ercüment Kuran clôt son étude en 1847. Toutefois, il ne donne aucune

information sur la politique ottomane en Algérie après le traité de Tafna en 1837. L'auteur turc donne ainsi l'impression qu'après le Traité de Tafna signé en mai 1837, les Ottomans n'avaient plus d'information sur l'Algérie ni de rapports avec Abd al-Qâdir<sup>196</sup>. S'il donne comme date de fin de la politique ottomane en 1847, c'est qu'il fait un parallèle avec le combat d'Abd al-Qâdir qui s'acheva justement par la reddition du chef algérien cette année-là<sup>197</sup>. D'après nos recherches, les Ottomans continuaient de s'intéresser à cette province après 1837. Ils s'intéressaient aussi à Abd al-Qâdir qui commença, à partir de 1838, à leur apparaître comme un partenaire potentiel, notamment pour Hamdan Efendi, qui était devenu le porte-parole de l'Algérie à la Sublime Porte. Néanmoins, cet intérêt n'est pas très visible dans les sources ottomanes puisque les Ottomans n'avaient plus de prise réelle sur l'Algérie depuis qu'Ahmed Bey avait perdu Constantine en 1837. Les litiges entre Abd al-Qâdir et les Français, au sujet du partage du territoire, invitaient les Ottomans à reconfigurer leur diplomatie au sujet de l'Algérie. Même si Abd al-Qâdir ne leur avait manifesté aucune obéissance jusque-là, il était désormais le dernier opposant à la France dans une province qu'ils revendiquaient toujours comme étant leur possession. Dans les ambassades européennes et à la Sublime Porte, des agents ottomans bien informés du dossier algérien étaient soucieux de mieux connaître les motivations d'Abd al-Qâdir pour en gagner l'appui en Algérie. Du côté d'Abd al-Qâdir, certaines personnalités commençaient aussi à se tourner vers le soutien des Ottomans.

Les Français se montraient divisés sur la conduite à tenir auprès de leur adversaire. Partagés entre avoir une attitude agressive et une autre plus mesurée et pacifique, ils cherchaient à comprendre les intentions d'Abd al-Qâdir et de connaître ses alliés dans le cas de la reprise des hostilités avec lui. Ils avaient envoyé Eugène Daumas, un

---

<sup>196</sup> Kuran, *Osmanlı siyaseti*, voir le dernier chapitre.

<sup>197</sup> Kuran connaît bien la biographie d'Abd al-Qâdir pour être l'auteur de sa notice bibliographique. E. Kuran « Abdülkâdir el-Cezâyiri », *DIA* 1, p. 232-233.

militaire doté des fonctions de consul ans la capitale d'Abd al-Qâdir à Mascara<sup>198</sup>. Selon lui, le danger pour la France venait de l'alliance entre Abd al-Qâdir et le roi du Maroc, certainement pas d'une alliance avec les Ottomans. À son sens, la rupture entre les « Arabes » et les « Turcs » était totale. En s'entretenant avec des membres influents de la famille de l'Émir, Daumas expliquait en recevoir quotidiennement des preuves<sup>199</sup>.

La chute de Constantine révéla pourtant que la paix demeurerait fragile entre Abd al-Qâdir et les Français. Cette instabilité laissait la place à une reconfiguration des alliances au sujet du futur de la province algérienne. Malgré un traité de paix bilatérale qui concédait à « l'Émir Abdelkader » la plus grande partie de la province, Abd al-Qâdir ne pouvait pas prendre possession de Constantine, ce qui lui aurait permis de contrôler tout l'hinterland algérien d'est en ouest. St John, le consul britannique à Alger, rapporte qu'Abd al-Qâdir fit la demande pressante de contrôler le Beylik de Constantine dès novembre 1837<sup>200</sup>. L'insistance d'Abd al-Qâdir indique que les Français avaient pris les devants pour asseoir leur autorité dans une région que l'Émir revendiquait pourtant. En décembre de la même année, l'ambassadeur ottoman à Vienne avertit la Sublime Porte qu'Abd al-Qâdir se trouvait dans la région disputée de Constantine. Selon Mavroyani, Abd al-Qâdir ne « tenait pas compte du traité de paix » et « avec une quantité d'hommes disponible s'étaient emparés des territoires

---

<sup>198</sup> Selon le dernier article du traité de Tafna, il était prévu que « la France pourra entretenir des agents auprès de l'Émir et dans les villes soumises à son administration, pour servir d'intermédiaires près de lui aux sujets français, pour les contestations commerciales ou autres qu'ils pourraient avoir avec les Arabes. L'Émir jouira de la même faculté dans les villes et ports français » (art.15), Danziger, *Abd al-Qadir*, p. 250.

<sup>199</sup> Daumas à Bugeaud, 30 novembre 1837. Yver, *op.cit.*, p. 7. Le consul évoque que l'Émir fait envoyer les cadeaux qu'il reçoit de la France à Moulay Abd al-Rahmân. Daumas indique qu'un cousin » de l'Émir, lui affirme (p. 9) que les Français valent mieux que « les Turcs qui nous pillaient et nous massacraient ». (en janvier 1838, p. 60). Le consul se réjouit que ce cousin propage sa position francophile par les tribus (en mars 1838, p. 126).

<sup>200</sup> FO 3.40, 18 novembre 1837.

des environs de Constantine ». Il précisait que le traité était devenu une cause de litige et que la paix en était déjà menacée<sup>201</sup>.

Les Ottomans savaient qu'Abd al-Qâdir était capable de briser les alliances qu'il contractait avec la France. Nous avons vu Nûri Efendi mentionner Abd al-Qâdir rompant le Traité Desmichels quand il attaqua les Français à la Macta en 1835. Deux ans plus tard, alors qu'il était ambassadeur à Paris Nûri Efendi écrivait à la Sublime Porte qu'Abd al-Qâdir refuserait finalement les termes du Traité de Tafna<sup>202</sup>. Plus que cela, les Ottomans étaient au courant qu'une partie du gouvernement français était hostile à l'occupation algérienne. Cette fraction politique pouvait inverser le cours des choses. En 1838, des informations codées concernant la province occupée transitaient entre la Sublime Porte et ses agents à l'étranger. Rifat Bey, l'ambassadeur ottoman à Vienne<sup>203</sup>, mentionnait, le 5 juin 1838, les grands traits de son entrevue avec le chancelier d'Autriche, le Prince Metternich, au sujet de l'avenir de la province algérienne<sup>204</sup>. Le prince autrichien avait fait remarquer à l'ambassadeur ottoman l'absence de consensus des États européens sur la souveraineté française en Algérie. Le coût financier et en pertes humaines faisaient l'objet de critiques virulentes en France par les adversaires de l'occupation algérienne<sup>205</sup>.

<sup>201</sup> HAT 41196, 30 décembre 1837.

<sup>202</sup> HAT 46740-A, 19 juin 1837.

<sup>203</sup> D'après Süreyya, Rifaat Paşa (1807-1857) fut élevé au Palais et occupa essentiellement des postes administratifs avant d'être nommé ambassadeur à Vienne en septembre 1837. Sa carrière est ensuite celle d'un poids lourd parmi les réformateurs des Tanzimat. « Rifaat Mehmed Sadık Paşa » *SOY*, p. 1396.

<sup>204</sup> La diplomatie de Metternich se distingue par sa position marginale dans la « Question d'orient ». En supporter de l'intégrité ottomane (surtout face à la Russie), il entravait ce qui pouvait former un consensus européen (France, Angleterre, Russie) au détriment de l'Empire ottoman. Voir J. Béranger, « Habsbourg », *DEO*, p. 542. Voir aussi J. Thobie, « Question d'Orient », *DEO*, p. 1006.

<sup>205</sup> HAT 46752, 5 juin 1838. La presse présentait, selon le rapport ottoman, les « projets malsains » des Français en Algérie. Ces projets faisaient suite à « l'affaire des relations de l'État français avec Abd al-Qâdir »

Les dissensions entre Abd al-Qâdir et les Français, suite au Traité de Tafna, constituaient l'occasion pour l'État ottoman de s'informer de plus près sur les moyens de reprendre la province. Talaat Efendi, Ambassadeur ottoman à Paris en 1838<sup>206</sup> informait la Sublime Porte qu'un certain Tevfik Paşa était arrivé à Paris. La mission de ce Tevfik<sup>207</sup> a un rapport avec la délégation algérienne, car on apprend dans le message de l'ambassadeur qu'il s'était mis en rapport avec Ahmed Boudierba et « l'homme envoyé en France par Abd al-Qâdir »<sup>208</sup>. Ce dernier n'était autre que Miloud Ben Arrach, désigné par Abd al-Qâdir pour négocier avec le Roi<sup>209</sup>. La mission en question s'était déroulée de mars à mai 1838<sup>210</sup>. La négociation devait régler des problèmes territoriaux qu'engendrait la traduction du traité de Tafna, ce qui rendait floue la délimitation des frontières entre l'autorité des deux États. Sous couvert d'apporter des cadeaux au Roi des Français, les intentions d'Abd al-Qâdir visaient à réduire l'emprise de la France en Algérie. Léon Roches, qui espionnait Abd al-Qâdir à cette période pour le compte des Français, expliquait que cette mission diplomatique était une tentative d'approcher des députés de la chambre pour les faire renoncer à l'Algérie par des offres financières attractives<sup>211</sup>. Quant à Daumas, le consul en poste à Mascara, il était au courant qu'Ahmed Boudierba faisait partie de la

---

<sup>206</sup> Talaat Efendi a longtemps évolué comme secrétaire au divan impérial jusqu'à devenir chargé de l'enregistrement des affaires importantes du gouvernement (*mühimmenüvis*). Sa longue carrière à l'intérieur et à l'extérieur de l'Empire est marquée par un mandat de haut secrétaire de l'Ambassade de Paris, de chargé d'affaire à Berlin et de haut secrétaire de la province de Roumélie. « Tal'at Mehmed Efendi », *SOY*, p. 1622.

<sup>207</sup> Tevfik Mehmed Bey eut des fonctions de secrétaires à la Sublime Porte partir de 1835 et ses postes dans les Affaires étrangères plus tardifs qui permet de penser qu'il pouvait être en relation avec Hamdan Efendi. "Tevfik Mehmed Bey", *SOY*, p. 1631.

<sup>208</sup> HAT 1230.47971.

<sup>209</sup> Miloud Ben Arrache était l'*ağa* du Cherg, une région appartenant au beylik central de la province de Titteri avant d'être rattaché à l'État d'Abd al-Qâdir après le Traité de Tafna. Ce dernier le confirma à son poste en en faisant son *khalifa*. Rentré tardivement au service de l'Émir, il prit rapidement une place importante auprès de lui, ce qui est visible à travers cette mission diplomatique. Danziger, *op. cit.*, p. 271.

<sup>210</sup> Yver, *Correspondance.*, Daumas à Auvray, 23 décembre 1837, p. 45.

<sup>211</sup> Danziger, *Abd al-Qadir*, p. 156. Selon les calculs de Miloud Ben Arrache, c'était avec le Roi et le gouvernement qu'il fallait négocier et non avec des autorités françaises à Alger, qui étaient prêtes à bien moins de concession. Voir Bellemare, *op.cit.*, p. 110.

délégation algérienne. Néanmoins, il ignorait les motifs de la présence de Boudarba et la raison de la prolongation de son séjour dans la capitale française. Daumas confiait en juillet 1838 : « Le maure d'Alger qui était parti pour la France (sic) avec Miloud Bennarrache n'est pas revenu avec lui, on ne sait trop pourquoi. »<sup>212</sup>.

Si Boudarba restait à Paris c'était pour nouer des relations nouvelles qui pouvaient permettre de trouver des alternatives, limiter, sinon mettre fin à l'occupation de la France (c'est ce dont une partie des autorités françaises en Algérie l'accusait). Les informations de Talaat Efendi laissent croire que les Ottomans pouvaient être des interlocuteurs qui intéressaient justement Boudarba. Ce dernier avait donc changé de position envers l'intervention ottomane en Algérie, passant d'une hostilité et une opposition au retour des autorités traditionnelles, à une ouverture à des échanges avec les Ottomans afin d'obtenir du soutien pour Abd al-Qâdir. Souvenons-nous des dissensions de 1834 où l'on vit Hamdan se plaindre du rôle qu'avait pris Boudarba en faveur du « Commandeur des croyants », qui devaient représenter une Algérie indépendante sous protection française. L'attitude de l'administration française en Algérie contribua à lui faire oublier ce genre d'idéal. Le Maréchal Clauzel, gouverneur général de l'Algérie, fit emprisonner Boudarba et le fils de Hamdan (ainsi que d'autres membres algériens de l'administration française à Alger) qu'il accusait de complot visant à renverser les Français et à les chasser de la province. Les notables algériens étaient accusés, selon le consul britannique à Alger d'avoir signé « a petition to the French Government complaining of the Marshal »<sup>213</sup>. Clauzel les envoya tous en détention à Bône, car il savait, en plus, que Hamdan était à Paris et

---

<sup>212</sup> Yver, Correspondance, Daumas à Montpezat, 15 juillet 1838., p. 250. Alexandre Bellemare mentionne la présence d'un autre proche d'Abd al-Qâdir en la personne de « Ben Durand », l'émissaire juif qui avait participé à la signature du traité de Tafna. Bellemare, *Abd-el-Kader*, p. 110. Paul Azan, *Conquête et pacification de l'Algérie*, Paris, Librairie de France. 1931, p. 205, identifie les trois hommes (Boudarba, Ben Durand, Ben Arrache) et qualifie cette mission d'échec.

<sup>213</sup> FO 3.38, St John à Palmerston, 25 juin 1836.

pouvait témoigner contre lui auprès du gouvernement<sup>214</sup>. C'est donc le durcissement de la France envers les notables les plus avertis de la politique algérienne qui poussa ces derniers à faire cause commune. Au moment du départ de Hamdan pour Istanbul en 1836, il est visible que ses relations avec Ahmed Boudarba s'étaient largement améliorées et laissaient envisager une coopération pour favoriser la libération de l'Algérie.

De meilleures relations avec Hamdan Efendi incitèrent Boudarba à influencer Abd al-Qâdir en faveur d'une reconfiguration diplomatique. Cette nouvelle position devait intégrer les Ottomans comme partenaire potentiel dans la guerre. C'est donc Boudarba qui est l'instigateur du réchauffement qui eut lieu entre Abd al-Qâdir et la Sublime Porte. Ceci est visible dans une lettre d'Abd al-Qâdir, spécialement adressée à Hamdan Efendi. Dans cette lettre, écrite en 1841, Abd al-Qâdir fait référence à ses liens avec Ahmed Boudarba. Ce dernier avait demandé à Abd al-Qâdir s'il avait eu des contacts avec la Sublime Porte. Abd al-Qâdir lui répondit par la négative et lui dit qu'il ne l'avait pas fait, par crainte de ne pas obtenir de réponse. En somme, un beau prétexte pour expliquer près de dix années de silence... Par contre, Abd al-Qâdir précisait que c'était bien Boudarba qui l'avait poussé à prendre contact avec l'État ottoman<sup>215</sup>.

La réconciliation entre Hamdan Efendi et Ahmed Boudarba transformait les perspectives de la résistance en Algérie. Car, si Boudarba avait changé de position et considérait le soutien des Ottomans comme envisageable, Hamdan Efendi changea de

<sup>214</sup> McDougall, *Losing the droit de cité*, p. 30.

<sup>215</sup> İ.HR 17.821, Dans la traduction (par Hamdan Efendi) de la lettre d'Abd al-Qâdir en avril 1841 on peut lire : *Cezâyirli Ahmed Bu Darbe nâm icâbımızın aynesiyle rasâd ittiğimizde noks ve muhakdan adî oldığı tahakkuk olunmuş ise de Devlet-i Al-ı Osmân hazratına olarak ârıza-ı abidanemizin isra ve irsâlına îşarat olunmuşdur. Halbuki Devlet-i Al-ı Osmân hazratın adem kabul itmelerinden yahud adem ittifatlarından hazıran asla arzuhal-i ubûdinem vâkı olmamış iken tarafınızdan îşârât filiye oldığına haml olunmuşdur ki tedbir ve ihtibar inkita itmiş ruhm ve karabati vasl itmeğe irsaldır.*

position sur Abd al-Qâdir. La chute d'Ahmed Bey, le favori de Hamdan dans la guerre en Algérie, influença les changements d'opinion du meilleur informateur sur la résistance ottomane et favorisa de meilleures dispositions envers Abd al-Qâdir. Ce changement se produisait au moment où Abd al-Qâdir devenait le dernier chef de guerre à lutter contre la France. Hamdan était aux premières loges de l'expansion territoriale d'Abd al-Qâdir à travers les lettres catastrophistes d'Ahmed Bey qui appelait désespérément les Ottomans à l'aide même après sa défaite en 1837. La position de force d'Abd al-Qâdir s'accompagnait des problèmes nouveaux avec la France : deux ingrédients qui montraient à Hamdan Efendi qu'Abd al-Qâdir était le nouvel homme fort de l'Algérie qui pouvait combattre la France et restituer la province aux Ottomans. Hamdan Efendi était très tôt conscient des premières dissensions entre Abd al-Qâdir et les Français. Il stipulait que le roi des Français, Louis Philippe, n'allait pas accepter de ratifier le traité de Tafna<sup>216</sup>, qui avait largement été le fruit de l'initiative du Maréchal Bugeaud. Dans un document écrit seulement quelques jours après la signature du traité de Tafna, Hamdan Efendi écrivait qu'un ministre français avait envoyé un agent pour se rendre à Oran et contracter un nouveau traité. Il assurait qu'Abd al-Qâdir « n'accepterait pas [cette offre] et resterait de toute évidence ennemi comme auparavant » (*Ve Hacc Abdülkadir kabul etmeyeceği ve ke'l-evvel düşman kalacağı ihtimâl galibdir*). Le document montre que le fonctionnaire algérien considérait, envers et contre tout, qu'Abd al-Qâdir restait un leader de la résistance antifranaïaise et que ses menées politiques devaient être prises en considération. Dans le document, Hamdan Efendi montrait d'ailleurs du respect et de la déférence à Abd al-Qâdir en le nommant pour la première fois du titre honorifique de « Hadj » (celui qui a accompli le Pèlerinage). Ce détail est l'indice de l'intégration favorable d'Abd al-Qâdir dans le jeu diplomatique ottoman. Il révèle un intérêt certain de Hamdan pour le pouvoir grandissant d'Abd al-

---

<sup>216</sup> HAT 46419, 6 juin 1837.

Qâdir, si l'on en juge sa manière à constamment désigner par le même titre Ahmed Bey, son favori jusqu'à la chute de Constantine<sup>217</sup>.

Au moment où les tensions entre la France et Abd al-Qâdir se renouvelaient, les Ottomans se mirent à envisager la reprise de la province algérienne. Ces derniers étaient au courant des litiges qui apparurent après le Traité de Tafna. Les Ottomans savaient aussi qu'une partie du Gouvernement français considérait l'aventure algérienne trop coûteuse en hommes, en argent et en matériel. La réconciliation entre Hamdan et d'Ahmed Boudarba changeait les perspectives entre Abd al-Qâdir et les Ottomans. La présence de Boudarba à Paris accompagné d'un diplomate au service d'Abd al-Qâdir chargé de discuter des frontières, appuie l'idée d'un changement d'alliance provoqué par les litiges au sujet du traité de Tafna. Ce phénomène est illustré par les propos même d'Abd al-Qâdir qui font de Boudarba, le moteur de l'entrée en contact du chef algérien avec la Sublime Porte. Hamdan Efendi devint, quant à lui, une personnalité ottomane favorable au combat d'Abd al-Qâdir, voyant en lui un chef qui barrait la route aux Français. De plus, l'agent ottoman qui entra en contact avec la délégation d'Abd al-Qâdir à Paris, est un indice de plus annonçant les changements d'alliances en faveur d'un rapprochement d'Abd al-Qâdir avec la Sublime Porte.

### 3.2 La nouvelle offensive française en Algérie pousse Abd al-Qâdir à se faire le partenaire des Ottomans

Malgré une synthèse brillante, douée d'une approche critique sur le combat du Abd al-Qâdir, Raphaël Danziger céda aux préjugés de l'historiographie coloniale sur certains points de la carrière du personnage, par manque de connaissance des archives

---

<sup>217</sup> Hamdan le nommait le plus souvent *Konstantinli Hacc Ahmed Bey*, Le Bey Hadj Ahmed de Constantine

ottomanes. Il écrit : « Although the Sultan regarded Abd al-Qadir as a mere subject of the Ottoman Empire, he was never recognized by the Amir as his master »<sup>218</sup>. Or, la reprise des hostilités avec la France en 1839 consacra une nouvelle phase dans la carrière d'Abd al-Qâdir. Cette phase modifia l'orientation antiottomane que le chef algérien donnait à son État. Nous avons vu qu'une certaine ouverture entre Abd al-Qâdir et les Ottomans est visible quand le traité de Tafna montrait les limites de la paix. Décidés à mener une guerre sans compromis, les Français forcèrent Abd al-Qâdir à choisir le camp des Ottomans. Son vibrant appel à l'aide à la fin de l'année 1841 en est l'illustration la plus magistrale. Pourtant, nous avons vu que le chef algérien avait été clairement identifié comme un chef rebelle. Quelle était la stratégie rhétorique qu' Abd al-Qâdir employa pour légitimer sa prise de pouvoir en Algérie et demander de l'aide aux Ottomans afin de continuer le combat contre la France ?

En octobre 1839, le Maréchal Valée et le Duc d'Orléans traversèrent le territoire d'Abd al-Qâdir sans son autorisation pour rejoindre Constantine depuis Alger. En guise de représailles, l'Émir attaqua les colons de la plaine de Mitidja (au sud d'Alger) avec son armée régulière<sup>219</sup>. Le traité de Tafna était désormais caduc. Les hostilités entre les deux parties inauguraient un conflit nouveau qui ne faisait plus de place aux compromis. Confronté à un déficit de légitimité, Abd al-Qâdir voulait la guerre pour rallier des populations qui contestaient son autorité sous sa bannière. La prise difficile de Ayn Mahdi, le fief de la confrérie *Tijâniyya*, avait entaché son prestige de leader du djihad. D'autres tribus kabyles lui opposaient encore de sérieuses résistances. Chasser les « infidèles » d'une terre musulmane redevint l'objectif qui primait sur les autres. Les Français ne se montrèrent pas moins intransigeants envers leur adversaire. L'idée de la colonisation du territoire algérien

---

<sup>218</sup> Danziger, *Abd al-Qadir*, p. 196.

<sup>219</sup> Bennison, *Jihad*, p. 97.

avait progressé au sein du gouvernement français. Abd al-Qâdir apparaissait comme le plus grand obstacle à ce projet. En 1841, le retour du Maréchal Bugeaud en Algérie pour devenir Gouverneur Général marquait un tournant dans l'affrontement avec Abd al-Qâdir. Le Maréchal, l'instigateur même du traité de Tafna, revenait dans la province avec la détermination de soumettre la résistance par la technique de la terre brûlée. Dans cette nouvelle phase de la guerre, les Français procédèrent à la prise de toutes les villes importantes d'Abd al-Qadir, à la destruction systématique de ses moyens d'approvisionnement, mais également à l'extermination des populations qui persistaient à le soutenir<sup>220</sup>.

Dans cette phase difficile des conflits en Algérie, Abd al-Qâdir se tourna vers les Ottomans pour les appeler à l'aide. Les premiers contacts de sa part sont limités. De plus, nous n'avons que le résumé en ottoman de ses premiers messages qu'il écrivit au mois d'octobre 1840. Ceux-ci donnent l'impression d'un chef voulant sonder l'opinion du gouvernement ottoman à son sujet sans trop se compromettre. Il déclarait tout de même qu'il avait été « jusqu'à présent le serviteur de l'auguste sultanat » « *öteden beri Saltanat-ı Seniyye'nin abd-i kadîm* »<sup>221</sup>. Il donnait des explications sur les raisons de son attitude pendant la guerre. Abd al-Qâdir était conscient que les traités de paix qu'il contracta avec les Français avaient dû contrarier les Ottomans. C'est pourquoi il se présentait comme un stratège militaire capable de s'allier « sans être sincère » (*samîmî olmayub*) avec ses ennemis, mais il plaidait qu'il était « légalement faisable d'utiliser des stratagèmes face aux impératifs de la guerre » (*emr-i harbde meşrû' olan hud'a ve sani'a kabilinden olduđu*). Pour cela, il nommait explicitement Ahmed Bey de Constantine, car Abd al-Qâdir supposait que le Bey avait « présenté des pétitions stipulant de l'alliance et de l'entente avec les Français » (*bundan akdem Kostantine Beyi Ahmed Bay tarafından takdîm kılınan ma'rûzâtında*

<sup>220</sup> Henry Laurens, « impérialisme européen et transformation du monde musulman », dans Henry Laurens et al, *L'Europe et l'islam*, p. 309.

<sup>221</sup> İ.HR 8.386, 24 octobre 1840.

*kendisinin Fransalu ile uyuşub ittifâk ve ittihâd üzere*). Abd al-Qâdir savait qu'il était obligatoire de contrebalancer ce puissant effet qu'avaient produit les témoignages de son rival. Toutefois le rapport de force en Algérie lui était favorable.

Suite aux premiers messages d'Abd al-Qâdir, Hamdan Efendi devait « féliciter et gratifier » le chef algérien pour ses actes de bravoure<sup>222</sup>. La position encourageante de la Sublime Porte poussa Abd al-Qâdir à aller de l'avant afin d'obtenir un soutien substantiel. Pour cela, il en disait davantage sur la diplomatie qu'il mettait en place dans la guerre. Abd al-Qâdir évoquait un curieux rapprochement diplomatique : la tentative par Mehmed Ali Paşa , le gouverneur d'Égypte, de jouer l'intermédiaire entre les Français et lui-même. Abd al-Qâdir évoquait ces faits essentiellement pour donner plus de poids à son repositionnement en faveur de « l'État sublime » duquel il devait « recevoir des ordres royaux pour agir » car il en était le « serviteur » (*Ziraa Devlet-i Aliye'nin bir hizmetkâri olduğum haysiyetinden evâmîr-i şahânenein mücebiyle hareket etmek vacibatımdandır*).<sup>223</sup> Il mettait donc de plus en plus d'emphase sur une loyauté qu'il aurait eu de toujours envers les Ottomans. De plus, en insistant sur les demandes répétées des Français à vouloir signer la paix avec lui, Abd al-Qâdir se présentait sous l'aspect d'un chef puissant qui pouvait accepter ou refuser des alternatives politiques qui se présentaient à lui. En s'en remettant aux autorités de l'État après avoir refusé toutes les propositions des Français, même par l'intermédiaire d'un personnage aussi important que Mehmed Ali Paşa , il se plaçait, sans avoir été nommé officiellement, à la tête de la guerre en Algérie. Il espérait ainsi obtenir la confiance des Ottomans et leur soutien dans une guerre qui devenait de plus en plus difficile. C'était aussi accentuer la pression sur un partenaire potentiel qui

<sup>222</sup> İ.HR 8.386 17 janvier 1841. *taraf-ı Devlet-i Aliyye'den hakkında bir gûna infî'âl olmayarak tevcihât-ı kudsiyye-i seniyye der-kâr olduğuna dâir Hamdan Efendi vâsıtasıyla merkûma lisânen celb-i kulûbı mûcib bazı kelîmât-ı telîfî ye ve taltîfî ye ifâde ve tefhîm etdirilmesi*

<sup>223</sup> İ.HR 11.533, fin mars à mi- avril 1841.

tardait à fournir une aide concrète. Il rappelait d'ailleurs souvent que ses lettres à la Sublime Porte n'avaient pas eu de réponse.

Seul le témoignage de Léon Roches donne des informations sur des rapports entre Abd al-Qâdir et Mehmed Ali Paşa . Léon Roches était un interprète et espion français qui avait approché de près Abd al-Qâdir en se faisant son secrétaire entre 1838 et 1839. Il se mit ensuite au service du Maréchal Bugeaud à partir de mai 1841<sup>224</sup>. C'est au cours de ses fonctions pour ce Maréchal, déterminé à détruire la résistance algérienne, que Roches eut pour mission de saper la légitimité d'Abd al-Qâdir à l'étranger. Ainsi, il devait empêcher tout soutien qui alimentait le combat en Algérie. Dans ses mémoires, Roches évoque un entretien qu'il eut avec Mehmed Ali Paşa au Caire en septembre 1841. L'agent français constatait un grand intérêt de Mehmed Ali Paşa pour Abd al-Qâdir, voulant tout connaître du chef algérien<sup>225</sup>. Ce qui étonne dans les propos de Roches est que, selon lui, Mehmed Ali Paşa montrait, par ses questions, qu'il ne connaissait pas Abd al-Qâdir à l'automne 1841 alors que la lettre d'Abd al-Qâdir évoquant l'intermédiaire du Pacha d'Égypte date du printemps 1841. Il est possible que Mehmed Ali ait préféré camoufler son rôle dans le dossier algérien vis-à-vis d'Abd al-Qâdir. Il est possible aussi que Léon Roches inventait de toute

---

<sup>224</sup> Alain Messaoudi, *Arabisants*, p. 310.

<sup>225</sup> L'espion français évoque le grand intérêt du premier Khédivé pour Abd al-Qâdir et s'étonne qu'un bédouin parvienne à résister à la puissance de l'armée française. « Il paraissait étonné de la longue résistance qu'opposaient des Arabes mal armés, sans cohésion, aux soldats disciplinés de la France, et il semblait croire qu'avec son armée, il serait venu à bout facilement de cette résistance », ce à quoi l'agent français lui rétorque (en arabe, dit-il) qu'il est difficile de combattre des ennemis « sans leur fournir l'occasion d'une bataille rangée » ... Lors d'une autre entrevue Léon Roches écrit que Mehmed Ali lui « adressa de nouveau mille questions au sujet de l'émir : quel était son caractère rivé, ses moyens d'influence sur les Arabes, ses projets, quelles étaient les résolutions de la France à l'égard de l'Algérie, etc. etc., ? Je répondis à toutes ces questions. J'appuyai surtout la détermination prise par le gouvernement français d'étendre sa domination sur toute l'Algérie. J'ajoutai que la France, toute en étant prête à la guerre, n'en était pas moins disposée à recourir à des moyens de conciliation, pour amener à elle les populations musulmanes attachées encore à la cause d'Abd al-Qâdir ». Léon Roches, *Trente-deux ans à travers l'Islam*, Paris, Frimin Didot, 1884-85, tome 2, 29-p. 31.

pièce ce genre de rencontres<sup>226</sup>. Toutefois, même si la médiation de Mehmed Ali Paşa , dont parle Abd al-Qâdir dans cette lettre, n'est pas un fait historique établi, évoquer cette médiation dans sa lettre était un instrument de persuasion pour rallier les Ottomans à sa cause. Ces échanges diplomatiques avaient de quoi légitimer son pouvoir en donnant à celui-ci une dimension internationale. Étant donné le prestige du pacha d'Égypte dans l'Empire ottoman et la menace qu'il avait fait peser sur la dynastie ottomane en s'emparant de la Syrie pendant près de dix ans, le truchement de Mehmed Ali Paşa entre Abd al-Qâdir et les Français avait de quoi alarmer les Ottomans et les pousser à s'occuper de l'Algérie.

Comme ses lettres n'entraînèrent aucune action en sa faveur de la part de l'État ottoman, Abd al-Qâdir se résolut à marquer les esprits par un acte d'allégeance solennelle. Le 10 décembre 1841, il rédigea une longue lettre au Sultan Abdülmeçid et aux plus influentes personnalités de l'État qui pouvaient le soutenir, comme le Grand-Vizir et à Hamdan Efendi. Il signait ces lettres depuis la ville portuaire de Mostaganem. À cette époque de l'année, ce qu'il restait des territoires d'Abd al-Qâdir était ravagé par la politique de la terre brûlée de Bugeaud. Dès le début de son nouveau mandat au printemps 1841, le Maréchal prit à Abd al-Qâdir ses principales places fortes : Taza, Boghar, Tagdempt et Mascara. Pour montrer sa détermination à éradiquer son ennemi, Bugeaud alla jusqu'à détruire en octobre la « Guetna », la zawiya du père d'Abd al-Qâdir dans laquelle ce dernier avait grandi<sup>227</sup>. Pour aggraver la situation au cours de cette année difficile, Abd al-Qâdir était désavouée par plusieurs cheikhs de grandes confréries soufies, notamment la sienne : le cheikh Mahmoud al-Kilani, représentant de la tariqa *Qâdiriyya* de Bagdad et descendant de

---

<sup>226</sup> Alain Messaoudi note que Roches rédige pendant sa retraite des « souvenirs romancés », et aussi qu'il « prétend avoir pénétré à la Mecque ». Messoudi, *Arabsiants*, p. 310.

<sup>227</sup> Bellemare, *Abd-el-Kader*, p. 144-146.

l'illustre fondateur de la confrérie familiale<sup>228</sup>. L'alliance avec les Ottomans n'était plus une option parmi d'autres pour Abd al-Qâdir. Cette alliance était devenue primordiale pour redonner à son combat tout le prestige et à son autorité toute la légitimité que les Français étaient en train de saper<sup>229</sup>. D'ailleurs, si, dans ses messages précédents, Abd al-Qâdir avait demandé de ne pas se fier aux rumeurs à son sujet ni aux intrigues du « chef des infidèles » (*seyis-i küfriyeden*)<sup>230</sup>, c'est qu'Abd al-Qâdir se rendait compte de l'efficacité de la propagande faite par Bugeaud pour le décrédibiliser dans le monde musulman. Il tentait ainsi d'en prévenir les méfaits.

Dans la longue lettre qu'il écrivit au Sultan, Abd al-Qâdir se présentait comme le « serviteur des combattants de la foi », (*hâdim-i mucâhidîn*) qui s'adressait au « Commandeur des croyants et Successeur du Messager du Seigneur des mondes » (*emîrû'l-mü'minîn ve Halife-i Resûl-i Rabbi'l-Âlemîn*). Abd al-Qâdir considérait l'autorité ottomane comme la seule légitime, comme l'unique califat apte à diriger les musulmans (dont lui-même) au prix de sa reconnaissance par le Sultan comme un chef de la guerre sainte. Il y avait donc cet acte d'allégeance une place pour la négociation puisqu'Abd al-Qâdir savait qu'il était désormais le seul à pouvoir agir militairement dans une province ottomane envahie par les Français.

<sup>228</sup> Benjamin Claude Brower tiend d'une source française envoyée au Général Bedeau en novembre 1841 que des Pèlerins algériens avaient questionnés le cheikh Mahmoud sur la route du Hijaz. Il leur aurait alors exprimé sa désapprobation concernant la guerre d'Abd al-Qâdir considérée comme vaine et illégitime. Brower, *Just War*, p. 238. Dans sa jeunesse, l'Émir avait rencontré personnellement Mahmoud al-Kilani lors de son passage à Baghdad. Abd al-Razzâq al-Baytâr dans *Hilyat*, p. 1491.

<sup>229</sup> Nous avons évoqué la mission de Léon Roches qui s'était mis au service de Bugeaud à partir du mois de mai 1841. Selon lui, Roches devait amener toutes les plus grandes autorités religieuses de l'islam à délégitimer le combat de l'Émir. On le voit en août 1841 actif du côté de la Tunisie puis au Caire en Égypte. Il se dit satisfait de sa mission auprès des cheikhs de la *Tijâniyya*, de la *Qâdirîyya*. Il obtient des juriconsultes la production de fatwas en faveur de la paix. Léon Roches, *Trente deux ans.*, tome 2., p. 10-14.

<sup>230</sup> Ī.HR 11.533.

La lettre d'allégeance d'Abd al-Qâdir est surtout composée d'un récit historique. Il y relatait les actions valeureuses de sa famille dans la guerre, surtout celles de son père Muhyiddîn. Il enracinait ainsi son pouvoir en Algérie dans la durée. Puis, il narrait ses premiers succès militaires jusqu'aux plus violents combats auxquels il faisait face au moment où il écrivait à son sultan. Abd al-Qâdir insistait sur sa mission à la fois spirituelle et militaire d'unifier les musulmans dans le djihad. Cette partie surprend par la longueur et la richesse des détails apportés qui concordent avec ce que rapporte l'historiographie sur Abd al-Qâdir ou la guerre en Algérie. Sa position sur les raisons de l'invasion est frappante : il prétend que les Français ont été l'instrument de Dieu pour punir l'oppression « des janissaires rebelles » (*tâife-i usât-ı yeniçeriyân*)<sup>231</sup>. Ces justifications ne sont pas sans rappeler la manière avec laquelle la délégation des notables de Tlemcen présentait le Dey quand ils voulurent faire allégeance au Roi du Maroc. Comme eux, Abd al-Qâdir faisant une différence entre des autorités locales corrompues en Algérie et l'État souverain légitime. Il se présentait donc comme le bras armé du Sultan Abdülmecid ayant le pouvoir de reprendre aux Français une province ottomane.

Pour montrer toute la difficulté de son combat et de son besoin pressant de secours, il faisait part de la force écrasante des Français, contre lesquels les limites de la résistance locale avaient été atteintes. Il ne faisait ressortir la puissance de l'adversaire que pour rehausser le prestige de ses *mujâhidîn*, inférieurs en nombre et pauvrement équipés. Le constat n'en était pas moins alarmant. Ses armées et la population, qui avaient déjà tant souffert de la tyrannie des « gouverneurs d'Alger », étaient épuisées par des années de guerre contre un ennemi qui renouvelait sans cesse

---

<sup>231</sup> İ.HR 17.821, novembre-décembre 1841. *Cezayir'de bulunan tâife-i usât-ı yeniçeriyân emîrû'l-mü'minîn ve Halîfe-i Resûl-i Rabbi'l-Âlemin olan cennet-mekân-ı merhûmun itâ'at-i bâsa'âdetlerinden hurûc ve bâb-ı isyâna vülûc etdiklerinin mucâzâtı olarak vâcibü'l-vücûd-ı sübhânehû ve te'âlâ hazretleri tâife-i merkûme kâfi r-i bî-dîni musallat kılıp karye ve emsâr ve hazâin ve iddihârı istilâ birle kâffe-i eyâlet ve ahâlî-i vilâyet-i İslâm'ı gâh hadî'a ve mekr ve gâh kahr u cebr ile zabt ve esîr ederek*

ses forces<sup>232</sup>. Toutes ces considérations amenaient Abd al-Qâdir à faire du Sultan ottoman le seul refuge et la seule alternative pour mener la résistance contre les Français. Il finissait sa lettre par un puissant appel à l'aide en rappelant que de nombreuses lettres de sa part étaient restées sans réponses...

Pour comprendre la réception de ces appels d'Abd al-Qâdir aux Ottomans il faut s'intéresser à ceux qui ont relayé ses messages et quelle en était la raison. En premier lieu, c'est Hamdan Efendi qui occupa la place de médiateur déterminante entre Abd al-Qâdir et la Sublime Porte. Hamdan se chargea de transmettre aux assemblées spéciales du gouvernement réuni sur les questions extérieures. Toute la correspondance d'Abd al-Qâdir lors de cette période à l'exception d'un document est d'ailleurs traité comme relevant des affaires étrangères (*hariciye*). C'est un indice sur la manière dont le cas d'Abd al-Qâdir et la guerre qu'il menait étaient considérés comme un phénomène éloigné voir étranger, du moins, qu'il fallait traiter par la diplomatie comme relevant d'un problème de frontière. Hamdan Efendi se sentait très concerné par le dossier algérien et il se mit à appuyer franchement le combat d'Abd al-Qâdir en le faisant apparaître aux autorités de l'État comme tout à fait légitime et digne d'être encouragé pour le bien de l'Empire. Cela est perceptible par la manière dont Abd al-Qâdir lui-même communiquait avec Hamdan, lui demandant de traduire au mieux ses idées. De plus, on s'aperçoit d'une relation entre les demandes des Ottomans à Abd al-Qâdir et la manière dont ce dernier formule ses lettres. Cela suggère que Hamdan renseignait Abd al-Qâdir en matière de protocole et sur la conduite qu'il devait tenir. Quand, répondant pour la première fois à Abd al-Qâdir, les Ottomans lui demandèrent de camoufler le sens de ses lettres futures « en nous

<sup>232</sup> *Zirâ işbu memâlikin ahâlisısâbık Cezâyir valilerinin zulmleri ve adem-i insâfl arı sebeben nihâyet za'f ve nefr derecesinevarmışlar iken bu gâile-i mezkûre ile kâr u kesbden ve hars u zirâ'atden kaldıkları ecildencümlesi suâl mertebesine fakîrû'l-hâl oldular ve kalmış mâl ve eşyaları ve ekser ricâl- i muktedirlerimuhârebelerde şehîden telef olunmuşdur ve cünd-i küffârın orduları telef oldukdakralları daha büyüğünü göndermekde ve hazîne ve mühimmâtları zâyi' olsa da ziyâdesiyletekrâr irsâl etmekde*

envoyant une lettre chiffrée »<sup>233</sup>. Abd al-Qâdir s'exécuta. Hamdan Efendi était tout désigné pour décoder et traduire en langue ottomane le sens caché des lettres d'Abd al-Qâdir dont nous avons présenté plus haut la substance (celles au sujet de la médiation de Mehmed Ali Paşa ). Ces réponses de l'Émir étaient composées par une combinaison de lettres et de chiffres arabes dont seul Hamdan Efendi semblait connaître la clé<sup>234</sup>. Abd al-Qâdir signait trois lettres adressées au Sultan, au Grand Vizir et au ministre des Affaires étrangères Reşid Paşa par le même sceau bien lisible : Abd al-Qâdir bin Muhyiddîn *al wâthiq al matîn* (le confiant solide »)<sup>235</sup>. La formule était originale et laisse croire qu'elle marquait la singularité de cette correspondance<sup>236</sup>. Enfin, dans la fameuse lettre d'allégeance de décembre 1841, il est visible que c'est Hamdan Efendi qui a réalisé toutes les traductions des lettres d'Abd al-Qâdir en arabe. Concernant celle qui était adressée au Sultan, Hamdan Efendi commençait sa traduction par des précisions sur l'auteur de la lettre originale. Cette fois Hamdan mettait beaucoup d'emphase sur le prestige du guerrier algérien en le désignant par le « Chérif Abd al-Qâdir fils du Chérif Muhyiddîn » qui « a encerclé les soldats de l'État français ». D'emblée, comme pour résumer toute la longue lettre,

---

<sup>233</sup> BOA, Bab-ı Asafı Evrağı, Mesail-i Mühimme, Cezayir'de Kostanta Ahmed Bey'e dair, doc. 13, Temimi, *Recherches*, p. 105. À cause d'une connaissance partielle de la correspondance ottomane, Martin conclut que le dernier message des Ottomans est celui qui l'incitait à communiquer par message codé : « The Turks merely commended him for resisting France and requested him to communicate with in future by cipher ! », Martin, *Predecessors and Rivals*, p. 54-55.

<sup>234</sup> Déjà en 1836, le consul britannique à Alger évoquait les rapports de Hamdan avec Abd al-Qâdir sous forme de message codés. Il évoque la prise par le Maréchal Clauzel « of some letters in cypher from Hamdan, the father who has been in Paris for three years which are supposed to contain communication with Abdelkader... FO 3.38 St John à Palmerston, 25 juin 1836.

<sup>235</sup> İ.HR 11.533, mars-avril 1841. Plusieurs *irade* classés sous la rubrique des affaires extérieures et regroupés sous la forme d'un dossier relatif à des affaires similaires indiquent qu'Abd al-Qâdir intensifiait ses contacts avec les Ottomans en 1841. Cette terminologie semble avoir été utilisée uniquement pour ces messages codés et ne se retrouvent pas dans sa correspondance publiée jusqu'à aujourd'hui

<sup>236</sup> De tout notre corpus, la formule est singulière. Elle n'apparaît à aucun autre moment dans la correspondance écrite par l'Émir. Faisait-elle partie du message codé lui-même ?...

Hamdan Efendi annonçait que le vénérable mujahid présentait son allégeance au Sultan ottoman<sup>237</sup>.

Hamdan Efendi fit plus que cela pour soutenir Abd al-Qâdir. Il parvint aussi à faire changer la position d'Ahmed Bey, le rival algérien qui avait donné si mauvaise presse à Abd al-Qâdir. Nous avons vu que jusqu'à 1840, le tableau qu'Ahmed Bey dressait de la politique antiottomane d'Abd al-Qâdir avait de quoi provoquer l'antipathie de la Sublime Porte. Cependant, c'est justement au moment où Abd al-Qâdir présentait ses premières demandes aux Ottomans qu'Ahmed Bey changea de position. Son soutien à Abd al-Qâdir était d'abord moral. Il est visible à travers la mission de trois agents d'Ahmed Bey venus à Istanbul pour présenter les pétitions de leur chef. Ahmed Bey, lui, était resté dans la province algérienne pour combattre les Français en menant la guérilla depuis le Sahara, dans l'est de la province. Bien que les messagers décrivaient Ahmed Bey comme celui qui demeurait le pilier de la résistance face aux envahisseurs, ils faisaient un constat montrant le changement d'attitude du rival algérien d'Abd al-Qâdir. Les messagers avançaient que leur chef souhaitait reconsidérer ses liens avec Abd al-Qâdir puisqu'il s'était déclaré le sujet fidèle des Ottomans, ce qui situe la mission entre 1841 et 1842 :

Quant à Abd al-Qâdir lui aussi, grâce à Dieu, est fort et a montré de la fidélité à la Sublime Porte ; il est utile que celle-ci envoie ses ordres au moyen d'une lettre écrite en arabe chiffrée sans signature et sans cachet, demandant à Hadj Ahmed d'oublier ses malentendus avec Abd al-Qâdir et d'unir leurs efforts pour attaquer efficacement les Français et les chasser du pays<sup>238</sup>.

<sup>237</sup> *Cezayir'de olan Fransız Devleti'nin asâkirini muhâsara etmekde bulunan Şerif Abdülkadir bin Şerif Muhyiddîn tarafından hâk-pây-ı şâhâneye takdim kılınarak tebrik-i cül.s-ı hüm.y.n ve zımnında cennet-mekân vâlid-i emced hazretlerinin intikâl-i dâr-ı bekâ ta'zîyetini hâvî ve izhâr-ı rûy-i itâ'atle istirhâmı*

<sup>238</sup> BOA, Bab-ı Asafi Evrağı, Mesail-i Mühimme, Cezayir'de Kostanta Ahmed Bey'e dair, doc. 13, Temimi, *Recherches*, p. 105. L'auteur ne donne pas de date mais le *Başbakanlık Osmanlı Arşivi Rehberi*, Istanbul, 2000, p. 327 situe le document entre 1256-1257 soit entre mars 1840 et février 1842. Les autorités ottomanes concevaient donc encore Hadj Ahmed Bey comme un interlocuteur plus important qu'Abd al-Qâdir car il continuait d'ailleurs de communiquer régulièrement avec la

Cette position contrastait complètement avec celle que prenait l'ex-Bey de Constantine quelques mois auparavant lorsqu'il s'adressait à Hamdan Efendi. Hadj Ahmed avait été mis au courant des contacts d'Abd al-Qâdir avec la Sublime Porte ce qui, très probablement, a été fait par l'intermédiaire de Hamdan Efendi, car les deux hommes étaient toujours en contact. Selon les émissaires d'Ahmed Bey, cela constituait une raison pour s'unir, mais nous n'avons pas de preuves si cette alliance a été effective ou non<sup>239</sup>.

Abd al-Qâdir avait profité de l'invasion française pour s'emparer d'une partie de la l'Algérie ottomane pendant la première phase de la guerre. La France constitua l'un des principaux appuis pour mettre fin au règne des Ottomans. Un nouveau paradoxe apparaît dans la deuxième phase de la guerre. Au moment où les Français intensifiaient leur offensive pour conquérir les territoires d'Abd al-Qâdir, celui-ci se tourna vers l'assistance des Ottomans. Cette fois, la France poussait Abd al-Qâdir à faire allégeance au Sultan Abûlmeçid. Fort de ses relations avec Ahmed Boudarba et Hamdan Efendi, Abd al-Qâdir parvint à attirer l'attention des autorités ottomanes. Il sondait les dispositions d'un État à pouvoir le soutenir, soucieux de réparer l'image d'usurpateur dont il était conscient qu'il s'était fait auprès des Ottomans par l'intermédiaire d'Ahmed Bey. Cependant, l'intensification de la guerre par les Français força Abd al-Qâdir à déclarer formellement son allégeance au Sultan en

---

Sublime Porte et notamment avec Hamdan Efendi. Temimi note qu'Ahmed Bey s'était finalement rallié à la lutte d'Abd al-Qâdir. On voit qu'il avait communiqué avec Hamdan Efendi qui lui révéla que l'Émir avait fait allégeance à la Sublime Porte. Temimi, *Beylik*, p. 269. Mentionner qu'Abd al-Qâdir est « fort » au moment où les messagers font leur rapport suggère que son État est encore stable donc entre le moment où les Ottomans répondirent à Abd al-Qâdir et celui où son État sous sa forme la plus statique est gravement menacé à partir de l'automne 1841.

<sup>239</sup> Jean Serres soutient qu'il y eut bien une alliance entre Ahmed Bey et Abd al-Qâdir. Serres avance même qu'Abd al-Qâdir aurait transmis des messages aux Ottomans par l'intermédiaire d'Ahmed Bey jusqu'en 1846. Étant donné toute fermeté permettant une liaison directe avec la Sublime Porte, des agents d'Abd al-Qâdir auraient transmis des messages au Bey qui les faisaient passer au Pacha de Tripoli lesquels les envoyait vers Istanbul. Serres, *Politique Turque*, p. 217.

déployant une stratégie rhétorique bien élaborée. Sujet ottoman aux prises avec les Français, il était légitime qu'il demande le soutien des Ottomans pour défendre une province de l'Empire. D'un autre côté, il faisait le récit de la guerre depuis le début de l'invasion française, depuis la prise de pouvoir par son père jusqu'aux violents combats que lui-même menait contre les Français. Ainsi, il montrait qu'il détenait une autorité légitime que les Ottomans n'avaient plus qu'à adouber.

### 3.3 L'influence des Britanniques sur l'issue de la guerre en Algérie : l'Angleterre précipite la perte de l'État chérifien

Très centré sur la figure d'un héros national arabe, Temimi est un des historiens qui a le plus montré l'étendue de la diplomatie d'Abd al-Qâdir alors qu'il était le chef d'un État en formation. L'historien tunisien fait apparaître un parallèle déterminant : la relation entre les Britanniques et la Sublime Porte dans la diplomatie d'Abd al-Qâdir. Néanmoins, il n'en fait pas apparaître toutes les implications dans le tournant de la guerre en Algérie<sup>240</sup>. En mettant en perspective les sources ottomanes nous allons montrer que le rôle clé des intermédiaires comme Hamdan ou Fuad Paşa, donne tout le relief de ces échanges au tout début de la période des Tanzimat. Car Abd al-Qâdir avait des alliés influents à la Sublime Porte. Son allégeance y était connue au début des années 1840. Nous verrons que Mustafa Reşid Paşa le considérait comme le commandant des opérations militaires en Algérie. Toutefois au début de la période des Tanzimat, il en fallait davantage pour espérer voir les Ottomans agir en sa faveur. L'avis des Anglais était désormais incontournable en matière de politique extérieure. Même si Abd al-Qâdir parvint à rallier à sa cause une partie de l'État ottoman, l'opposition au soutien d'Abd al-Qâdir par les Britanniques fut déterminant. Abd al-Qâdir était bien conscient de cette réalité et chercha à tirer parti de l'influence

---

<sup>240</sup> Temimi, *Recherches*, voir précisément son article « Réflexions sur les relations d'Abd el-Kader avec la Sublime Porte et l'Angleterre en 1840-1841 ».

anglaise en usant de stratégie dans sa diplomatie avec les Ottomans. L'histoire qui entoure son acte d'allégeance au Sultan, les choix d'Abd al-Qâdir pour le faire parvenir à la Sublime Porte à travers l'ambassade ottomane à Londres permettent de révéler l'importance de la politique anglaise dans la guerre en Algérie. Nous verrons que ce sont en fait les Anglais qui ont porté un coup fatal à l'État chérifien d'Abd al-Qâdir en empêchant les Ottomans de lui porter secours.

D'après nos recherches, Abd al-Qâdir n'est plus mentionné dans les sources ottomanes après 1843. Il n'intéresserait de nouveau les Ottomans qu'une dizaine d'années plus tard, lors de son retour dans l'Empire. Cela suggère que le jeune État chérifien avait été tellement mis à mal par l'offensive française menée contre celui-ci par Bugeaud qu'il n'avait plus la capacité de mobiliser d'appuis extérieurs. Après la prise de la Smala, en 1843, Abd al-Qâdir mena essentiellement des attaques sporadiques contre la France<sup>241</sup>. La guerre était perdue. Cependant, avant de tomber dans le silence des archives ottomanes, il est visible que des membres influents de l'État ottoman avaient reconnu son acte d'allégeance bien que, pour d'autres, la suspicion quant à la loyauté d'Abd al-Qâdir demeurait<sup>242</sup>. La Sublime Porte n'était donc pas unanime sur la manière de considérer l'Émir et de traiter avec lui après ses premières tentatives d'obtenir du soutien<sup>243</sup>. Suite à la réception des lettres codés

---

<sup>241</sup> Poussé dans ses retranchements par l'Armée d'Afrique, Abd al-Qâdir transforma la capitale de son État en structure mobile composée de milliers de personnes et de bêtes : c'est la « Smala » (en arabe *zumalâ*). Le fils du Roi de France s'en empara le 16 mai 1843. Bellemare, *Abd el-Kader.*, p. 144-146.

<sup>242</sup> Jean Serres écrit que le célèbre réformateur ottoman Ali Paşa disait ne rien savoir des rapports entre « l'Émir » et les Ottomans. Quand il apprit la reddition d'Abd al-Qâdir en 1847, Ali Paşa aurait dit l'ambassadeur de France à Istanbul : « - C'est singulier [...] que directement ou indirectement Abd el-Kader n'ait jamais essayé la moindre démarche pour nous intéresser à sa cause. Pendant ses quatorze ans de lutte, il ne nous a pas même écrit une lettre. Il n'y a que l'ancien Bey de Constantine qui se soit adressé à nous, cela lui à peu réussi. »<sup>242</sup>. Jean Serres, *Politique turque*, p. 217.

<sup>243</sup> I.HR 11.533. Hamdan Efendi écrivit en substance ce qu'il avait exprimé dans sa lettre personnelle. Il rapportait la satisfaction des membres du gouvernement à la lecture des lettres d'Abd al-Qâdir. Comme pour éviter les écueils du Traité de Tafna, Hamdan insistait surtout sur le fait qu'il était interdit pour les musulmans de faire la paix avec les Français. Il expliquait que c'était contraire au

d'Abd al-Qâdir, reçues à Istanbul en avril 1841, les membres du ministère des Affaires étrangères, dans laquelle assistait Hamdan Efendi, ne parvenaient pas à se mettre d'accord sur ses intentions et ses dispositions dans la guerre. Malgré les demandes de soutien d'Abd al-Qâdir à la Sublime Porte, une partie de l'assemblée le considérait toujours comme un « rebelle » (*şakî*). Néanmoins, après son allégeance de la fin 1841, valut à Abd al-Qâdir d'être considéré comme un sujet du Sultan. Nous pouvons constater que ses démarches forcèrent les Ottomans à prendre acte de son changement d'attitude. Son obéissance est, selon Fuad Efendi, manifeste, celle-ci a été « constatée » (*meşhud*)<sup>244</sup>. Mustafa Reşid Paşa allait même plus loin que cela. À travers un rapport d'un des plus grands réformateur de la période des Tanzimat, c'était la première (et la dernière) fois du vivant d'Abd al-Qâdir qu'il était désigné avec le titre d'« Émir » et de « Bey »<sup>245</sup>. La lettre rapporte ses opérations militaires en le qualifiant même par « *Devletlü* », un qualificatif réservé aux détenteurs de hautes fonctions dans l'État<sup>246</sup>. Pourtant, malgré cette reconnaissance ultime, qui est l'indice de l'intégration d'Abd al-Qâdir dans l'administration ottomane, ce dernier ne reçut du Sultan aucune assistance concrète en Algérie. L'alignement de la diplomatie ottomane sur la politique extérieure anglaise est un facteur déterminant qui explique pourquoi l'allégeance d'Abd al-Qâdir n'eut pas les bénéfices que celui-ci escomptait.

---

droit religieux et que personne ne consentait à ce qu'il la fasse avec eux « car comme la satisfaction avec l'impiété est proche d'un abysse d'impiété abandonner et délaissier toute autre chose que le combat dans le chemin de Dieu est adoration ». Hamdan finissait le message en s'excusant de ne pas pouvoir développer davantage

<sup>244</sup> HR. ŞFR 3, 17 janvier 1843 : *Abdülkadir ise tebaa-i saltanat seniyeden olarak şimdiye kadar meşhûd olan gayret ve sadakatı nezd i ulyayı alyayı hazret hülafetpenahide tahsin ve takdir olunmakda vusul mütemesatin vakt-ı mesaid.*

<sup>245</sup> HR.SYS 6.27 Le document évoque les fuites de populations vers le côté des Français : *Devletlü Abdülkâdir Bey hazretlerinin askerinden hayli mikdâr neferât firâr ve eslahalarıyla Fransalu tarafına iltica eyledikleri.* Il évoque aussi des échauffourés qui ont eu lieu entre Abd al-Qâdir et des tribus ralliées aux Français en rappelant Abd al-Qâdir par : « l'Émir susmentionné » (*Emir-i müşarun ileyh*) ce qui renverrait donc à Bey.

<sup>246</sup> Le *Redhouse* traduit *Devletlü* par : « illustrious or excellent » et ajoute : « formelrly applied to first and highest class ». *Redhouse*, p. 291. Olivier Bouquet note que *Devletlü* est attribué aux ministres, aux anciens ministres et vali, Olivier Bouquet, *Les pachas du Sultans, Essais sur les agents supérieurs de l'État ottoman (1839-1909)*, Peeters, 2007, 189.

Jusqu'au Traité de Tafna, en 1837, l'Angleterre appuya le mouvement de résistance d'Abd al-Qâdir. Cette aide n'était pas officielle. Elle concernait surtout la vente de matériel militaire qui transitait par le Maroc. Le soutien anglais à Abd al-Qâdir avait des allures de guerre froide avec la France dans la Méditerranée, au point que le Maréchal Bugeaud accusait Abd al-Qâdir d'être « le lieutenant de l'Angleterre »<sup>247</sup>. Abd al-Qâdir n'obtint jamais d'engagement clair de la part des Britanniques pour l'aider dans la guerre. Ceux-ci étaient trop soucieux de ne pas mettre en danger la paix qui tenait bon avec les Français depuis les guerres napoléoniennes. La consolidation du rapprochement franco-anglais, à partir de 1840, prit la dimension d'un *statu quo* clairement établi qu'on désigne par « l'Entente cordiale ». Dans le contexte géopolitique méditerranéen, la France et l'Angleterre se partageaient des zones d'influence sur le long terme qui entraînaient que les deux puissances s'abstiennent d'être à l'origine de conflits l'une pour l'autre<sup>248</sup>.

Le *statu quo* avec la France entraîna la fermeture des Anglais vis-à-vis des demandes de plus en plus pressantes d'Abd al-Qâdir, qui souffrait d'une offensive française d'une ampleur inédite à partir de 1840. Face à la destruction des assises de son État, Abd al-Qâdir n'avait pas d'autre alternative que de chercher à impliquer davantage les Anglais dans la guerre en Algérie. Il offrit le port de Ténès aux Britanniques en l'échange de leur soutien matériel dans la guerre. Abd al-Qâdir fit aux Anglais cette proposition de céder un de ses ports pour faciliter la circulation des armes anglaises dans ses territoires. Il pouvait éviter ainsi le transit par le territoire du Sultan du Maroc qui tenait à les faire livrer, mais avec lequel de graves tensions commençaient à empêcher la collaboration<sup>249</sup>. En septembre 1840, Abd al-Qâdir essuya le refus de

<sup>247</sup> Michel Habart, *Vie d'Abd el-Kader*, p. 7.

<sup>248</sup> Sur « l'Entente cordiale » voir Philippe Chassaing, *La Grande-Bretagne et le Monde, de 1815 à nos jours*, Armand Colin, 2009.

<sup>249</sup> Bennison, *Jihad*, p. 100.

Palmerston (le secrétaire du Foreign Office), qui ne souhaitait guère s’immiscer dans le conflit entre la France et leur adversaire algérien aussi directement<sup>250</sup>. C’est après cet espoir déçu de rallier plus directement les Anglais qu’Abd al-Qâdir décida de contacter les Ottomans. Sa première lettre fut écrite quelques semaines après la réponse négative de Palmerston, soit à la fin du mois d’octobre 1840<sup>251</sup>. L’allégeance d’Abd al-Qâdir au Sultan, une année plus tard, apparaît comme une ultime tentative de mobiliser l’appui des Britanniques. Dans sa manière de transmettre son allégeance au Sultan ottoman, tout laisse à penser qu’Abd al-Qâdir voulait absolument mettre au courant les Britanniques de son nouveau statut. Il tenait à signifier qu’il faisait désormais la guerre au nom des Ottomans. Pour y arriver, il utilisa les services d’un agent anglais acquis à sa cause, le colonel Scott<sup>252</sup>. Scott délivra les messages à destination de la Sublime Porte en les confiant au gouvernement anglais sans se rendre directement à l’ambassade ottomane à Londres. Cette stratégie indique qu’Abd al-Qâdir souhaitait le consentement des Britanniques en s’adressant à la Sublime Porte. Pourtant, la politique extérieure anglaise empêcha les Ottomans d’intervenir en faveur d’Abd al-Qâdir. Cette influence caractéristique de la période des Tanzimat se traduit, notamment, par l’ascendant de Stratford Canning, l’ambassadeur britannique à Istanbul sur l’État ottoman au sujet du conflit algérien. Consultés sur les demandes d’Abd al-Qâdir par le ministre des Affaires étrangères de la Sublime Porte en juin 1842, Stratford Canning répondit qu’il :

[...] semblait au gouvernement de Sa Majesté que la Porte agirait très sagement en rejetant la demande d’Abdelkader. Il n’est pas douteux que toute assistance que la Porte pourrait donner à Abdelkader soit bientôt connue et que des discussions

---

<sup>250</sup> FO 3.43. Voir aussi Temimi, *Recherches*, p. 29-30.

<sup>251</sup> I.H.R 8.386.

<sup>252</sup> Joelle Redouane précise que le Colonel Scott avait reçu d’Abd al-Qâdir le droit d’exploiter des mines dans ses territoires. Contrairement à la manière dont il est parfois présenté, Scott était donc un peu plus que le militaire romantique qui soutint l’Émir dans son combat contre la France. Joelle Redouane, « la présence anglaise en Algérie de 1830 à 1930 », *Revue de l’Occident Musulman et de la Méditerranée*, no. 38, 1984, p. 15.

embarrassantes puissent en résulter entre la Porte et le gouvernement français qu'il semblait très désirable à tous les points de vue que la Porte évitât<sup>253</sup>.

La sollicitation des Ottomans par Abd al-Qâdir via les Britanniques s'explique par les nouveaux rapports entre l'Angleterre et les l'Empire ottoman au tournant de 1840. Contrairement à l'État d'Abd al-Qâdir, l'État ottoman avait, à cette période, le soutien des Britanniques. Ceux-ci venaient de tirer le Sultan Abdülmecid d'un faux pas en intervenant militairement contre Mehmed Ali Paşa, le gouverneur d'Égypte qui avait envahi les territoires syriens pendant près de dix ans. La fin de l'occupation égyptienne correspond d'ailleurs aux débuts des Tanzimat : les réformes modernisatrices dans l'Empire ottoman qu'on pourrait qualifier par une « révolution par le haut ». Şükrü Haniöğlü considère que « la pierre angulaire de la politique extérieure des Tanzimat était cette alliance informelle avec la Grande Bretagne ». Haniöğlü relève des passages des mémoires de Fuad Pacha, qui fut ministre des Affaires étrangères pendant les Tanzimat (et que l'on a vu s'occuper de l'ambassade de Londres en 1842). L'homme d'État considérait le soutien britannique si vital contre la Russie, l'ennemi mortel de l'Empire ottoman à cette époque, qu' « il apparaissait préférable de renoncer à plusieurs de nos provinces que de voir les Anglais nous abandonner »<sup>254</sup>. Abd al-Qâdir paya le prix de cette alliance défensive.

Dans les rapports de Fuad Efendi (le futur Fuad Paşa que nous venons de citer), il est visible qu'il connaissait l'objet de la mission de Scott dans la capitale anglaise. Deux lettres de Fuad, alors chargé d'affaire (*maslahatgüzar*) à l'ambassade ottomane de Londres<sup>255</sup>, montrent qu'il connaissait les demandes d'Abd al-Qâdir et la mission de

<sup>253</sup> FO Turquie, dépêche confidentielle 111 et 72 de Sir Stratford Canning, 21 juin 1842 dans Serres, *Politique turque*., p. 216.

<sup>254</sup> Ş. Haniöğlü, *Brief History*., p. 77.

<sup>255</sup> Fuad Paşa (1815-1869) est entré dans la diplomatie grâce au parrainage de Mustafa Reşid Paşa et pour sa bonne connaissance des langues européennes. Avant d'occuper de hautes fonctions dans l'administration ottomane, il travaillait à la chambre de traduction (*tercüme odası*) puis fut chargé

son agent, le colonel Scott, venu dans la capitale anglaise pour y conclure de nouvelles alliances. Fuad écrivait qu'il ne savait pas si les messages destinés aux Ottomans, mais délivrés aux gouvernements anglais allaient être laissés à l'ambassade ottomane ou bien si quelqu'un les ferait porter à Istanbul. De plus, il avait conscience que le « Cheikh Abd al-Qâdir »<sup>256</sup> cherchait le soutien des Britanniques bien qu'il cherchait à se faire discret sur cette question. Fuad Efendi pensait que la question algérienne passait par une bonne compréhension des relations anglo-françaises. Il concluait que les relations cordiales qui existaient entre les deux États ne permettaient pas d'intervention ottomane dans cette affaire<sup>257</sup>. Néanmoins, il considérait que l'allégeance d'Abd al-Qâdir pouvait être utile, car elle était la preuve que l'Algérie n'était pas la possession des Français. Abd al-Qâdir maintenait, sur la province, suffisamment d'emprise pour que les Ottomans puissent en faire un instrument dans la diplomatie internationale.

Les divisions au sein du gouvernement ottoman sur la loyauté d'Abd al-Qâdir sont donc l'expression d'une tendance des Tanzimat : elles relèvent de l'influence britannique sur la politique extérieure de l'Empire. Bien qu'Abd al-Qâdir avait obtenu la reconnaissance d'une partie de la Sublime Porte, c'est la parti anglophile qui s'imposa. Le *Foreign Office* et l'ambassadeur britannique contraignirent les autorités de l'État ottoman à se garder d'agir en faveur d'Abd al-Qâdir. Cela s'explique par la recomposition de la politique extérieure des Britanniques, « l'Entente cordiale », qui

---

de mission dans plusieurs capitales européennes comme Saint Petersburg, Madrid ou Londres, comme on le voit ici dans le document. O. Bouquet, « Fuad Paşa », *DEO*, p. 478.

<sup>256</sup> « Cheikh » s'appliquait particulièrement pour les leaders tribaux arabes dans la période ottomane. Il pouvait aussi désigner une personne douée de science particulière ou à la tête d'une confrérie ou d'une guilde. Casim Avcı, « Şeyh », *DIA*, 39., p. 49. Bien que le terme soit assez générique, son utilisation montre tout de même que Fuad Efendi lui accordait une autorité légitime dans un contexte où les Ottomans étaient partagés entre le considérer comme un bon moudjahid ou comme un rebelle.

<sup>257</sup> İ.HR 17.821, 12 mars 1842, de Fuad Efendi à la Porte ottomane. Une lettre du même expéditeur daté de 12 jours plus tard (24 mars 1842) indique que Fuad Efendi avait reçu « Foreign Office » (*Umur-i Ecnebiye*) les lettres destinées à la Porte ottomane. Les chargé d'affaire s'était lui-même enquit des demandes du chef algérien et les transmettait à son gouvernement.

allait dans le sens du *statu quo* avec la France. Dans cette mesure, il fallait éviter de contrarier un allié en soutenant, même indirectement, l'adversaire de ce même allié. Abd al-Qâdir voulut contourner cette prise de position qui lui était tellement nuisible en offrant des territoires aux Britanniques, mais surtout en faisant connaître le plus possible son allégeance à Abdülmeçid. En faisant transiter ses lettres destinées aux Ottomans par le gouvernement britannique à Londres, grâce à l'agent Scott, Abd al-Qâdir espérait être perçu comme l'allié de l'allié des Anglais... Cependant cette stratégie buta sur la fermeture du Foreign Office, notamment de Palmerston, qui n'entendait pas sacrifier la paix avec la France. En obstruant les liens d'Abd al-Qâdir avec de potentiels alliés, les Anglais sont les véritables fossoyeurs du jeune État chérifien qui s'était progressivement étendu en Algérie avant de disparaître sous les coups de boutoir du Maréchal Bugeaud.

### 3.4 La rupture entre Moulay Abd al-Rahmân et Abd al-Qâdir : la solidarité musulmane change de registre

Nous avons vu que le Royaume du Maroc et la province d'Algérie partageaient une frontière disputée pendant la période ottomane. Nous avons vu également que l'invasion française provoqua des tentatives de la part de Moulay Abd al-Rahman, le souverain alaouite, pour étendre son autorité vers l'est malgré l'opposition d'une partie des oulémas. La montée en puissance de l'État d'Abd al-Qâdir avait résolu le problème de souveraineté entre les Ottomans et le Maroc puisque le nouvel État faisait tampon entre les deux territoires. Or, une fois qu'Abd al-Qâdir ne fut plus en position de force en Algérie, la guerre contre la France devint, pour Moulay Abd al-Rahman, un motif de rapprochement avec les Ottomans. De plus, Abd al-Qâdir, qui parvint à fonder son État Algérie grâce au soutien important du Roi du Maroc, devenait une menace sérieuse pour ce souverain, au début des années 1840. Tout comme Abd al-Qâdir, Moulay Abd al-Rahman devait reconfigurer ses alliances pour faire face aux changements de la diplomatie française et anglaise. Nous verrons

comment il se mit en rapport avec le Sultan ottoman pour créer une solution alternative pour régler le problème du conflit algérien en minimisant le poids de l'autorité d'Abd al-Qâdir.

Abd al-Qâdir et Moulay Abd al-Rahman écrivirent au Sultan Abdülmecid exactement le même mois du calendrier de l'hégire. Tandis qu'Abd al-Rahman ne faisait pas une seule fois référence à Abd al-Qâdir dans sa lettre, les témoignages de ce dernier que l'on trouve dans la sienne dressaient un portrait défavorable du souverain du Maroc. Abd al-Qâdir évoquait les tribulations politiques de l'Oranais au début de la guerre comme le moment où le neveu de Moulay Abd al-Rahman échoua à rattacher la région au royaume chérifien. Ainsi, Abd al-Qâdir apparaissait davantage comme un sujet ottoman qui avait réussi à défendre la province envahie. Plus loin, il insistait sur l'abandon des moudjahidines par les « royaumes voisins » qui brisait l'élan de la résistance<sup>258</sup>. Sans le nommer, Abd al-Qâdir accusait Moulay Abd al-Rahmân de ne pas remplir ses devoirs religieux en se retirant de la guerre sainte.

Si l'on retrace l'histoire de leurs relations, il est important de rappeler que le soutien du Sultan du Maroc à Abd al-Qâdir n'avait fait que prendre de l'importance depuis que ce dernier s'était fait reconnaître comme le lieutenant du Maroc, en 1833. Ce soutien atteignit son paroxysme entre 1839 et 1840, le moment de la rupture entre Abd al-Qâdir et la France. Le transit soutenu des armes vers les effectifs du chef algérien intensifia en même temps les menaces françaises sur le Royaume du Maroc. De plus en plus virulentes à l'endroit de Moulay Abd al-Rahman, les interventions de la France le poussaient à vouloir limiter l'aide apporté à Abd al-Qâdir et à trouver des alternatives. À mesure que les ressources d'Abd al-Qâdir s'amenuisaient, ses

---

<sup>258</sup> İ.HR 17.821, novembre-décembre 1841. *Cünûd-ı mücâhidîn kullarının dîn karındaşları ise bütün bütün terk-iuhuvvet-i dîniyye edip cümle İslâmîyân bir vücûd demek değil gibi herkes istirâhatinde olarak cümlemizi esîr gibi bıraktılar ve civârımızda bulunan mülûk-i tavâifden imdâd-ı asker istedik vermediler. Ülkelerinden akçemiz ile zahâir matlûb eyledik revâ görmediler*

demandes se faisaient de plus en plus pressantes. L'ingérence française contraignait le Sultan à arrêter l'approvisionnement en munition. Toutefois, l'opinion populaire, très en faveur de la cause de l'Émir, ramenait Moulay Abd al-Rahman à devoir reprendre l'envoi de convois qui transitaient entre Fès et Tlemcen<sup>259</sup>. En se réfugiant de plus en plus au Maroc et en appelant les populations locales à la guerre sainte, Abd al-Qâdir faisait risquer au Roi son trône de deux manières. Moulay Abd al-Rahman était menacé par la guerre civile s'il arrêtait de soutenir le djihad et par l'intervention étrangère s'il continuait de le faire<sup>260</sup>. De plus, les Britanniques, qui avaient pleinement orchestré le commerce des armes destinées à Abd al-Qâdir via le royaume chérifien, commençaient à en réduire le volume, vu le risque de représailles de la part des Français sur un territoire épargnée par la guerre avec lequel le commerce était très lucratif. De plus, le soutien d'Abd al-Qâdir générerait de mauvaises relations diplomatiques que les Britanniques voulaient désormais éviter à tout prix. La logique est en cela la même que nous avons décrite dans le cas des relations ottomano-britannique vis-à-vis du combat de l'Émir. Au même moment qu'ils le faisaient avec les Ottomans, les Britanniques invitaient formellement à Moulay Abd al-Rahman à cesser de soutenir Abd al-Qâdir. Le *Foreign Office* ordonnait à Drummond Hay, consul à Tanger, d'éviter que la guerre ne s'étende au Maroc « en demandant de désapprouver formellement toute mesure qui tendrait à jeter un doute sur ses sentiments amicaux avec la France »<sup>261</sup>.

Moulay Abd al-Rahman espérait une alternative aux problèmes que lui posait Abd al-Qâdir, qui devenait *persona non grata* sur le territoire marocain. Un événement qui arriva au début de l'année 1840 illustre bien tournant dans les relations entre Moulay Abd al-Rahman et Abd al-Qâdir. Un certain Nâdir Bey arriva à Tanger, se prétendant

---

<sup>259</sup> Bennison, *Jihad*, p. 104-105.

<sup>260</sup> *Ibid.* p. 133.

<sup>261</sup> FO, Maroc, dépêche no. 1 du 5 mai 1842 à M. Drummond Hay, dans Serres, *op. cit.*, p. 216 ; Bennison, *Jihad*, p. 106.

membre de la famille ottomane. Bien que l'homme soit rapidement identifié comme un imposteur polonais, le Roi du Maroc ne manqua pas d'utiliser son arrivée en lui donnant les allures officielles d'un rapprochement diplomatique avec l'Empire ottoman<sup>262</sup>. Selon Amira K. Bennison, Moulay Abd el-Rahman voulait utiliser cet événement pour montrer à sa population qu'il avait conclu une alliance musulmane de grand style contre les Français. Ainsi, il aurait pu se passer des services d'Abd al-Qâdir qui était devenu pour lui un allié dangereux, car, se sentant abandonné, il pouvait aller jusqu'à déposer le Sultan et prendre sa place au nom de la guerre sainte (ses origines idrissides, la dynastie fondatrice du Maroc, auraient légitimé un tel acte). Les consuls étrangers crurent, quant à eux, à une tentative ottomane de trouver de l'aide auprès de Moulay Abd al-Rahman contre l'usurpation de son autorité par Abd al-Qâdir. Quelques mois plus tard, une véritable ouverture diplomatique entre les souverains marocains et ottomans confirma des dispositions à trouver une solution commune face au conflit algérien.

L'ouverture diplomatique du tournant de la guerre entre le Maroc et l'Empire ottoman montre que la situation était suffisamment grave pour que les deux parties oublient d'anciennes rivalités. Dans la première phase des conflits, jusqu'au traité de Tafna, les Ottomans n'avaient pas eu d'échos très favorables sur la participation du Maroc dans la guerre. Malgré le soutien de la construction d'un l'État, celui d'Abd al-Qâdir, qui avait repoussé les assauts de la France, les rares évocations qui avaient été faites sur le Maroc par les informateurs de la Sublime Porte sont négatifs. Ils tendaient à représenter le royaume à leur frontière comme une entité ennemie qui cherchaient à profiter de la situation par l'intermédiaire des tribus bédouines frontalières pour s'emparer de l'ouest de la province. En 1836, le rapport de la mission de Kâmil Bey mentionnait la tentative d'occuper l'ouest de la province par des imposteurs et de le

---

<sup>262</sup> Bennison, *Jihad*, p. 101.

faire au nom du « gouverneur de Fès »<sup>263</sup>. Le titre, qui réduisait le souverain du Maroc à une simple autorité sur la ville impériale de Fès. Cette appellation avait été communément adoptée depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, car les Ottomans dénigraient la légitimité de l'État chérifien que construisirent les Saadiens dont les Alaouites étaient les successeurs.<sup>264</sup>

Hamdan Efendi, qui connaissait davantage le terrain et les problèmes politiques que la proximité du Maroc avec la province d'Algérie, évoquait le rôle de Moulay Abd al-Rahman dans la guerre, sur un registre différent de celui utilisé à la Sublime Porte. Dès 1833, Hamdan conseillait à Sultan Mahmoud II à se mettre en contact avec le voisin direct de la province algérienne. Il évoquait le souverain par son nom et titre propre aux souverains chérifiens (Moulay, pour « maître », *Mevlay Abdürrahmân*), un détail qui traduit sa connaissance des enjeux locaux dans la région maghrébine<sup>265</sup>. De plus, contrairement au rapport de Kâmil Bey qui ne faisait d'Abd al-Rahman qu'un gouverneur de province, Hamdan utilisait le titre de « Roi du Maroc » (*Fâs Pâdişâhî*), ce qui donnait au souverain en question la stature d'un homologue pour le Sultan Mahmoud. La déférence et le respect de Hamdan allaient davantage dans le

<sup>263</sup> HAT 47965-B, 11 juin 1836. « De même que le gouverneur de Fâs dans le voisinage immédiat encouragé par un groupe de Bédouins les corrompt en leur disant « la Sublime Porte vous a soumis aux Français » et s'emparèrent d'un certain nombre de terre en apprêtant une petite quantité de soldats (*ve hem-civârları bulunan Fesü'l-Kasi hâkimi bir takım urbânî teşvik ile Devlet-i Aliyye sizi Fransaluya teslim eyledi deyü ifsâd ve biraz asker tedârikiyle biraz mahallerini kabza-i tasarrufuna almış*).

<sup>264</sup> La compétition qui s'exerçait entre les deux États plonge ses racines dans la formation des deux empires frontaliers au XVI<sup>e</sup> siècle. Elle avait donné lieu, à une véritable bataille diplomatique dans laquelle l'État ottoman prétendait avoir fait du sultan marocain son vassal. Dès la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, l'historien de la cour ottomane Mustafa al-Janâbî écrivit qu'Ahmad al-Mansûr avait porté allégeance au Sultan Murad III. Le Maroc était donc considéré comme une sorte de territoire vassal de l'Empire. Stefan Cory, *op. cit.*, p. 61.

<sup>265</sup> «Le nouveau Pacha que vous allez désigner a pour voisin le Roi du Maroc Mawlay Abd el-Rahmân (*Fâs Pâdişâhî Mevlay Abdü'l-Rahmân*) ; il est nécessaire que la Porte lui recommande le bon voisinage avec l'Algérie et de considérer les individus qui sont sur la frontière du Maroc comme dépendant de l'Algérie ; si ces Bédouins refusent d'obéir au gouverneur de l'Algérie, il faut par tous les moyens les faire céder ». BOA, dossier 78. Lettre en turc ottoman de Hamdan Hoca au Sultan Mahmoud. 16 août 1833 dans Temimi, *Recherches*, p. 79-83.

sens du rapprochement que les deux États marocains et ottomans à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle. Aux prises avec la menace de l'impérialisme européen dans la Méditerranée, Ottomans et Alaouites se rapprochèrent sur la base d'une solidarité religieuse. Elle entraînait, en plus d'une alliance défensive et d'échange d'expertise surtout militaire, la reconnaissance de son autorité royale à travers le titre de « Mâlik » ou « Pâdişah »<sup>266</sup> (« Roi » en arabe et en persan), un titre qu'employait justement Hamdan pour désigner Moulay Abd al-Rahman.

C'est au nom du rapprochement diplomatique entre le Maroc et l'Empire ottoman, inauguré à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, que Moulay Abd al-Rahman prit l'initiative de relancer le dialogue avec le Sultan ottoman. En décembre 1841, la longue lettre qu'il écrivit au Sultan Abdülmeçid insistait sur cette période d'échanges diplomatiques inaugurée, selon ses mots, par son grand-père<sup>267</sup>. Moulay Abd al-Rahman voulait montrer qu'il y avait eu un précédent entre les deux États, malgré son silence pendant toute la première phase de la guerre et aussi parce que les efforts de son grand-père n'avaient pas eu de suites faute d'initiatives. Les relations s'étaient distancées puisque les deux États étaient affairés à leurs propres réformes intérieures. Nous avons vu qu'en 1836, les autorités à la Sublime Porte nommaient encore le roi du Maroc du titre flou d'un simple gouverneur (*hâkim*). Il est d'ailleurs visible que, même lors des échanges qu'entraînaient la lettre de Moulay Abd al-Rahman au Sultan ottoman fin 1841, les administrateurs ottomans continuaient à hésiter sur la titulature à employer<sup>268</sup>.

---

<sup>266</sup> Les Ottomans concédait parfois leur voisin par le titre royal (*Mâlik* ou *Pâdişâh*), signe d'une certaine détente. À la mort des deux souverains qui inaugurèrent ce rapprochement, les relations se distancèrent, chacun des deux étant concentrés sur ses propres réformes intérieures. De plus, les Ottomans avaient compris que les Marocains pesaient de moins en moins dans la Méditerranée, se tournant davantage vers les britanniques qui avaient pris pied à Gibraltar. M. Oualdy, « Maroc », *DEO* p. 762.

<sup>267</sup> İ.DH 57.2829, 24 novembre 1841.

<sup>268</sup> HR. ŞFR 3. Dans le rapport, on voit clairement le terme de « souverain » barré ainsi : Fâs ~~Pâdişâh~~ hâkimi.

La lettre d'Abd al-Rahman parvenait, grâce à beaucoup de subtilité, à s'adresser à son homologue le plus respectueusement possible, sans toutefois se trahir lui-même. Contrairement à Abd al-Qâdir, qui faisait allégeance au Sultan ottoman en le déclarant son calife, c'est-à-dire son chef spirituel, Moulay Abd al-Rahman ne renonçait pas à se prétendre le calife universel, l'unique. Dans sa lettre à Abdülmecîd, le Roi du Maroc s'adressait donc au « Commandeur des musulmans »<sup>269</sup> ( et non au « Commandeur des croyants »), titre califal qu'il se réservait pour lui. Ce qui apparaît comme une simple nuance constituait le socle de l'autorité et de la légitimité de Moulay Abd al-Rahman<sup>270</sup>. Si les Ottomans réduisaient les souverains Marocains à de simples gouverneurs, ces derniers déniaient aux Ottomans le droit de se prétendre calife. Cette « objection de nature juridico-religieuse », écrit Gilles Veinstein, était d'ailleurs partagée par de nombreux oulémas dans l'Empire ottoman, surtout arabe, et « ne sera jamais totalement levée »<sup>271</sup>.

Moulay Abd al-Rahmân ne faisait pas que de rappeler à son homologue les démarches que son grand-père Moulay Muhammed III, un règne dans lequel, écrivait-il « notre correspondance s'est démultipliée ». Il se déclarait tout disposé à les poursuivre et s'entretenir d'une affaire importante « parce que nos États sont liés ». Il évoquait par là la mission de son envoyé spécial auprès du gouvernement ottoman :

<sup>269</sup> Au même moment où Abd al-Qâdir s'adressait au « Commandeur des Croyants » (*Emîr al-Muminîn*) et signifiait son allégeance en reconnaissant Abdülmecid pour calife, la lettre du Roi du Maroc nommait son homologue le « Commandeur des Musulmans » (*Emîr al-Muslimîn*), se réservant, sans le dire, la fonction suprême. Bennison écrit qu'Abd al-Qâdir nommait Moulay Abd al-Rahmân par le titre califal usuel, tout en l'utilisant aussi pour lui-même dans certaines circonstances : « Although 'Abd al-Qâdir was deferential in his correspondance with Mawlay Abd al-Rahmân, his use of symbol of sharifian sovereignty such as the imperial parasol and his adoption of the title « Amîr al mu'minîn » in correspondance with non-Muslim powers suggested ambitions beyond the bound of his alliance with the sultan ». Bennison, *Jihad*, p. 93.

<sup>270</sup> Les rois chérifiens, saadiens puis alaouites, rétorquèrent en insistant sur l'impossibilité des Ottomans à prétendre au califat, refusant toute satellisation de leur royaume au profit de l'empire voisin, tout démembrément de leur sultanat. M. Oualdi, « Maroc », *DEO*, p. 761.

<sup>271</sup> G. Veinstein, « Califat », *DEO*, p. 212.

Seyyid Yusûf bin Badr al-Dîn. Porteur d'une lettre royale, l'homme semblait être accoutumé à des séjours dans l'Empire d'Abdûlmecid, car, selon le Roi, son envoyé lui avait toujours dit du plus grand bien de la politique ottomane et des réformes engagées. Moulay Abd al-Rahman demandait à son homologue de porter attention à la mission de Yusûf Badr al-Dîn et de le traiter avec considération<sup>272</sup>.

Peu de temps après l'avoir reçu, les Ottomans répondirent à la lettre du Roi du Maroc comme s'ils avaient senti qu'ils retireraient des bénéfices de la mission diplomatique. D'abord, ils donnèrent des marques de respect certaines à l'illustre Yusûf Badr al-Dîn, décrit comme un savant « reconnu comme étant perspicace » (*Fakih Yusûf sözanlar bir zât görinerek*)<sup>273</sup>. À la réception de la lettre royale, un ordre était émis pour loger Yusûf Badr al-Dîn dans la villa (*konak*) du Chérif Abd al-Muttalib, connu pour avoir occupé plusieurs fois le poste d'Émir de la Mecque<sup>274</sup>. Pendant ce temps, la Sublime Porte préparait une réponse appropriée. Hamdan Efendi reçut l'ordre de se renseigner sur les relations entre le roi du Maroc et Abd al-Qâdir. Le traducteur algérien était chargé d'envoyer à Yusûf Badr al-Dîn un document impérial comme gage d'une solidarité musulmane concernant le problème algérien. Nous voyons donc que malgré que les Ottomans décidaient de ne pas intervenir directement en Algérie sous l'emprise des Britanniques, ils s'intéressèrent de près à l'option marocaine pour s'occuper du sort de leur province menacée. Considéré comme un homme de confiance, le diplomate marocain s'était fait entendre par le Sultan. La mission de Yusûf Badr al-dîn avait obtenu la promesse que la Sublime Porte « s'entendrait »

<sup>272</sup> İ.DH 57.2829, 24 novembre 1841.

<sup>273</sup> İ.DH 57.2829.

<sup>274</sup> Né en 1813 à la Mecque d'un père qui en était l'Émir, Abdûlmuttalib bin Galib s'installa à Salonique quand son père fut destitué. Il occupa lui-même la fonction en 1827 mais dû se réfugier à Istanbul car Mehmed Ali Paşa voulait l'éliminer. Après avoir été en résidence surveillée à Bursa il fut nommé de nouveau Émir de la Mecque en 1832 mais ne put prendre son poste car Mehmed Ali établit son autorité sur la Syrie et contrôlait les décisions sur ce qui se passait au Hijaz. Abdûlmuttalib Efendi serait tout de même Chérif de la Mecque deux fois (1851 et 1883) DIA, « Abdûlmuttalib b. Galib », DIA, p. 273 ; Abd al-Muttalib Efendi (Şerif), SOY p. 128-129.

avec le souverain du Maroc sur la question de l'Algérie<sup>275</sup>. De ce fait, les deux États se rapprochaient sous la pression des puissances européennes qui s'ingéraient dans la Méditerranée. En cherchant une solution basée sur de la solidarité musulmane, ils faisaient aussi preuve d'initiative en matière de diplomatie.

Le diplomate marocain était de retour dans son pays à l'été 1842. Il était porteur d'un document officiel de la Sublime Porte contenant un message du Sultan Abdülmeçid lui-même. Le sultan ottoman proposait à Moulay Abd el-Rahman toute l'assistance qu'il avait en son pouvoir dans la question algérienne. Le souverain chérifien s'empressa de publiciser cette nouvelle alliance<sup>276</sup>. Apparaître comme un chef soutenu par le plus grand empire musulman de son époque avait de quoi redorer le blason du Roi du Maroc. Toutefois, Bennison soutient que cette tentative n'eut guère de succès. C'était Abd al-Qâdir qui jouissait toujours des meilleures considérations parmi la population marocaine en septembre 1842.

Bien que la médiation de Yusuf Badr al-Dîn n'ait pas eu de retombées décisives dans le triangle diplomatique entre le Maroc, la Sublime Porte et Abd al-Qâdir, il est néanmoins avéré que les relations entre les deux États musulmans étaient de nouveau ouvertes. Le dernier document ottoman qui mentionne Abd al-Qâdir alors qu'il faisait la guerre en Algérie s'intéresse d'assez près à la politique marocaine vis-à-vis du chef de la résistance. Le document montre à quel point l'opinion des Britanniques était déterminante dans cette question, mais on peut voir qu'il se dégage quand même une

---

<sup>275</sup> İ.HR 17.821 (voir Annexe E). *taraf-ı Devlet-i Aliye'den muâvenet olunması politikaya mugâyir olduğına fahametlû Fâs hâkimi hazretleri tarafından bu kere name ile vurud iden Fakih Yusûf sözânlar bir zât görünerek kendüsüyle mülakât Hâkim-i müşarun ileyh tarafından Cezâyir hakkında bazı mertebe muâvenet husûsı emr ü irade Devlet-i Aliye'ye tevâfuk ider ise icrasında tereddüd olunmayacağını mumâileyh ifâde idüb*

<sup>276</sup> Bennison, *Jihad*, p. 108-109. Bennison suppose que Yusuf Badr al-Madani est un envoyé ottoman. Elle tire cette information d'un rapport consulaire français (De Nion à Guizot, 22 août 1842). Cette supposition provient du fait qu'elle ignore que l'affaire déjà en cours se prolonge au Maroc où Yusuf revient pour rapporter le document ottoman à son Roi.

volonté de comprendre les enjeux locaux et d'agir dans la mesure du possible. Les Ottomans avaient conscience que la France était en train de séparer pour de bon les deux chefs maghrébins et que Moulay Abd el-Rahman se devait même d'officialiser cette rupture<sup>277</sup>. Néanmoins, la fermeture de la frontière algérienne, après la bataille d'Isly en 1844, inaugura une nouvelle étape dans la conquête française en Algérie. En battant l'armée du Sultan du Maroc sur son propre territoire, le Maréchal Bugeaud fermait la porte à un accès essentiel pour la résistance transrégionale. La fermeture de la frontière mit fin à toutes initiatives diplomatiques en les Ottomans et le Maroc<sup>278</sup>. Hamdan Efendi emportait dans sa tombe, l'Algérie ottomane, quand il décédait vers 1842.

Le rôle du Sultan du Maroc est donc très important dans la guerre en Algérie et pour comprendre l'influence qu'il a exercé sur la carrière d'Abd al-Qâdir. Il a donné à Abd al-Qâdir les moyens de combattre la France avec une marge de manœuvre suffisante vis-à-vis des Ottomans. L'offensive militaire française au début des années 1840 changea les rapports de force. La France forçait le Sultan à stopper le soutien qu'il apportait à Abd al-Qâdir. Les Anglais lui conseillaient de faire de même, d'autant plus qu'Abd al-Qâdir se réfugiait de plus en plus au Maroc à mesure qu'il était pourchassé par l'armée française. L'opposition de la population et d'une partie de la famille du Sultan faisait courir de grand risque à ce dernier d'être déposé. Cette situation l'amena à chercher une alternative auprès des Ottomans pour cesser de soutenir Abd al-Qâdir. En envoyant un diplomate pour s'entendre sur la question algérienne, il poursuivait les efforts d'un rapprochement ottomano-marocain inauguré à la fin du XVIIIe siècle. Le soin des Ottomans à favoriser cette ouverture diplomatique nouvelle au même moment où Abd al-Qâdir faisait allégeance au Sultan ottoman est un indice que le Maroc représentait pour eux un partenaire viable pour

---

<sup>277</sup> HR.ŞFR 3, 17 janvier 1843.

<sup>278</sup> A.DVN 6.72 Le document mentionne l'établissement de la frontière franco-marocaine après la bataille d'Isly en août 1844 sans en faire un enjeu politique vis-à-vis de sa souveraineté.

trouver une solution aux conflits d'intérêt avec la France au sujet de l'Algérie. Néanmoins, la fermeture de la frontière algérienne, après la bataille d'Isly en 1844, inaugura une nouvelle étape dans la conquête française en Algérie mais aussi dans l'emprise française sur la politique marocaine<sup>279</sup>. Ce phénomène nouveau mit fin à toutes initiatives diplomatiques en les Ottomans et le Maroc<sup>280</sup>.

### 3.5 Conclusion du chapitre

Malgré le revers diplomatique que constitua le Traité de Tafna en 1837, les Ottomans continuèrent de surveiller la situation en Algérie. Ils furent rapidement au courant des litiges au sujet du partage des territoires algériens que le traité de paix devait définir. La présence d'un agent ottoman auprès des diplomates d'Abd al-Qâdir à Paris est un indice que l'Algérie gardait de l'importance pour les Ottomans malgré qu'ils n'avaient plus de prise sur la province. L'épisode de la délégation parisienne en 1838 constitua la prémisse d'un rapprochement qui survint en 1840. Les deux figures maîtresses de ce renouvellement étaient des Algériens très au courant des enjeux locaux et internationaux autour de la province occupée par la France. Ahmed Boudierba, qui soutenait Abd al-Qâdir depuis plusieurs années en se faisant diplomate en France, finit par envisager le soutien des Ottomans. Hamdan Efendi changea également de position. Ce changement intervint peu après la chute d'Ahmed Bey de Constantine. Après avoir été hostile au projet d'État d'Abd al-Qâdir, Hamdan s'occupa de faciliter les relations entre la Sublime Porte et celui qui était devenu le dernier chef algérien capable de chasser les Français de la province.

<sup>279</sup> Abu Nasr, *History of Maghrib*, p. 299.

<sup>280</sup> A.DVN 6.72 au sujet de l'établissement de la frontière franco-marocaine après la bataille d'Isly en août 1844. Le document, écrit trois mois après les faits, indique que la province n'était plus au centre des intérêts des Ottomans.

Quand les Français intensifièrent l'offensive en 1841 Abd al-Qâdir se précipita dans les bras des Ottomans. Il se fit plus pressant à demander du soutien en allant jusqu'à formuler une sorte d'acte d'allégeance. Sa stratégie rhétorique consistait à désigner qui était les vrais responsables du triste sort de l'Algérie, à justifier pourquoi il n'avait pas fait appel au Sultan depuis le début des combats, mais aussi d'obtenir des Ottomans la reconnaissance du pouvoir acquis au cours de la guerre. Il avait pour l'appuyer, les talents de traducteurs et de diplomates de Hamdan Efendi. Installé à Istanbul et travaillant pour la Sublime Porte, ce dernier montrait beaucoup de zèle à faire passer Abd al-Qâdir pour un chef légitime et à obtenir pour lui le soutien dont il avait besoin pour mettre fin à l'occupation française.

Toutefois, Abd al-Qâdir constituait un allié gênant pour la Sublime Porte. Il n'y avait pas, au sein de l'État, de consensus quant à la légitimité de son combat. Abd al-Qâdir n'avait pas montré suffisamment de bonne volonté envers les Ottomans pour qu'on puisse croire à sa loyauté. Cette défiance s'expliquait aussi par la diplomatie internationale. Un problème majeur était, pour une partie des autorités de l'État, de connaître la position anglaise sur la question de la guerre menée par Abd al-Qâdir. Vu la capacité croissante des Britanniques d'intervenir dans les affaires ottomanes, la Sublime Porte comprit que leurs alliés anglais se montraient de plus en plus réticents à donner son consentement pour soutenir Abd al-Qâdir en Algérie. Nous avons aussi relevé, au sujet de l'intervention britannique, une ambiguïté importante. Ou bien Abd al-Qâdir considérait que faire passer des lettres destinées aux Ottomans par Londres était la seule option possible pour atteindre de nouveaux alliés musulmans. Ou alors cette tentative entraînait dans une stratégie plus large dans laquelle c'était le soutien des Britanniques qui étaient en fait visé. Le rôle du colonel Scott semble bien être celui d'un *go-between* entre plusieurs puissances, paré à plusieurs éventualités.

La fermeture anglaise vis-à-vis du combat de l'Émir fut peut-être le plus gros revers de la résistance algérienne. Elle priva Abd al-Qâdir non seulement du soutien des Ottomans, mais surtout, de son allié marocain qui le soutenait matériellement et moralement, en plus de lui offrir des bases de repli face à l'armée française déterminée à l'extirper de la province. Paradoxalement, cette fermeture provoqua un rapprochement entre deux États musulmans aux prises avec la menace française dans la Méditerranée. Elle occasionna la réouverture des relations diplomatiques entre la Sublime Porte et le royaume marocain, passablement inexistantes depuis 1830. La mission du diplomate marocain Yusuf Badr ad-Din à Istanbul montre la manière dont les deux États se rapprochèrent pour régler la question algérienne. Les deux États cherchaient une alternative à devoir passer par l'intermédiaire d'Abd al-Qâdir. Ainsi, ils pourraient continuer de nier le fait accompli : que la France s'emparait bel et bien d'un territoire qu'ils s'étaient autrefois disputé, mais aussi partagé. Néanmoins, la césure qui s'approfondissait, à mesure que la présence coloniale s'affirmait, fit basculer le Maghreb dans un rythme dicté par les puissances européennes. À partir de 1843, Abd al-Qâdir ne menait plus une guerre, mais bien une guérilla sans l'appui d'aucune puissance.

## CHAPITRE IV

### MAGHRÉBINS OU ALGÉRIENS ? LA FORMATION D'UNE COMMUNAUTÉ D'ÉMIGRÉS EN SYRIE OTTOMANE (1847-1855)

Décembre 1847 marque à la fois la reddition d'Abd al-Qâdir à l'armée française en Algérie et l'arrivée à Damas d'un de ses lieutenants, Ahmed Ben Salem « avec 442 de ses gens, grands et petits, femmes et enfants et un chef religieux, le cheikh el Mubarek »<sup>281</sup>. Sept ans plus tard, en 1855, Abd al-Qâdir s'installait lui-même à Damas. Sa relation avec cette communauté en formation, qui l'a précédée de sept ans, est comprise dans les plus importantes biographies sur Abd al-Qâdir, à travers le prisme d'une autorité absolue : à son arrivée à Damas, « l'émir » retrouvait, en quelque sorte, ses sujets. Dans cette perspective, la France jouerait un rôle tutélaire vis-à-vis de la relation entre Abd al-Qâdir et les Algériens, comme si Abd al-Qâdir avait eu un pouvoir accru grâce à la position de force de la France en Syrie. Or, cette vision des choses fait l'impasse sur l'histoire et les motivations de l'immigration algérienne. Les Algériens avaient quitté, par choix, une terre devenue française. Ce n'était pas la première fois que des Maghrébins venaient s'établir en Syrie pour fuir une occupation étrangère. Il est donc nécessaire de se pencher en détail sur la manière dont les « immigrés » d'Algérie firent de la Syrie leur nouvelle patrie, passant ainsi d'une province ottomane à l'autre. Son organisation, ses stratégies et son intégration dans la société d'accueil seront particulièrement observées. Des éléments nouveaux

---

<sup>281</sup> Pierre Bardin, *Algériens et Tunisiens*, p. 6.

reconfigureront ainsi le lien de cette population avec Abd al-Qâdir à son arrivée à Damas.

#### 4.1 Des « Maghrébins » au service des Ottomans

La formation de la communauté algérienne en Syrie ottomane ne peut se comprendre qu'en prenant en considération l'immigration de populations maghrébines au sens large vers ces territoires de l'Empire. Il faut aussi prendre en considération que cette immigration précède la période ottomane. Jusqu'à présent, les études de cas sur les Algériens de Syrie se sont concentrées sur l'arrivée plus massive des populations qui fuyaient l'invasion française et essentiellement celle du lieutenant Ben Sâlem, qui arriva fin 1847. À travers ces perspectives, on ne peut qu'aboutir à la conclusion que la formation de la communauté algérienne est déterminée par la densification du flux de population fuyant devant conquête française en Algérie. Or, avant d'être identifié comme des « Algériens » par les Ottomans sous la pression de facteurs liés à l'occupation française, les populations de cette région de l'Empire étaient d'abord des « Maghrébins », ce qui correspond à la région la plus à l'ouest des territoires de la période classique de l'Islam, allant de la Libye jusqu'au Maroc.

Le terme de Maghrébins (*Maghârîba* en arabe, *Magribli* en ottoman) correspond également à une unité de force irrégulière composée d'hommes issus de ces territoires occidentaux. C'est exactement à travers ce médium que les Algériens qui suivaient Ahmed Ben Sâlem viendraient proposer leur service aux autorités ottomanes. Dès le début de la période ottomane, c'est précisément par leurs talents militaires que les populations maghrébines se firent connaître en Syrie. Leur recrutement dans les forces irrégulières fut monnaie courante et leur importance alla croissante tout au long

du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>282</sup>. Le siècle des « notables » (*ayân*), dans lequel des familles localisées s'accaparèrent de l'essentiel des manœuvres politiques et militaires au détriment de l'État central, profita aux Maghrébins. Servant partout là où on avait besoin d'eux, ils constituaient un réservoir de force déterminant pour tous ceux qui étaient prêts à se payer leurs services<sup>283</sup>. Selon Rafeq, les *Maghârîba* (à ne pas confondre avec « Marocains ») constituaient un corps militaire en lui-même et s'organisaient à Damas par solidarité d'origine (par ville cela donnait la *Fâsiyya*, de la ville de Fès, la *Marrakishiyya*, de Marrakech, mais aussi par province comme celle d'Algérie, de Tunisie, de Libye). Ils étaient regroupés autour d'une autorité supérieure : le *Shaykh al-Mashayikh*. Cette appellation a une connotation soufie qui indique que ce personnage possédait aussi une autorité spirituelle puisque les Maghrébins avaient leur propre *zawiya* dans la ville. Les différentes factions s'organisaient en corps militaires bien distincts sous la direction d'un chef de troupe (*baş ağa*) et étaient généralement logées dans un khan qui leur était dédié nommé le *khân al-Maghârîba*<sup>284</sup>. Ces mercenaires remplissaient des fonctions diverses dans la cavalerie et l'infanterie (comme la protection du pèlerinage) et pouvaient tantôt être utilisées par les forces ottomanes régulières, tantôt utilisées pour les combattre. Dick Douwes soutient que la « gestion fragmentée de la violence », à savoir la permanence d'unité de combat distincte les unes des autres, était maintenue à dessein par les notables locaux pour mieux contrôler l'ensemble des forces locales rivales entre elles.

<sup>282</sup> Dick Douwes, *The Ottomans in Syria, a History of Justice and Oppression*, I.B Tauris, 2000, p. 111.

<sup>283</sup> Thomas Philipp relève à plusieurs reprises leur utilisation par ceux qui illustrèrent le plus cette période des notables en Syrie soit Zahir al-Umar, Cezzar Ahmed Paşa et Abdallah Paşa. Thomas Philipp, *Acre, the Rise and Fall of a Palestinian City*, Columbia University Press, 2001, p. 36, 62, 137-139, 141, 152.

<sup>284</sup> Abdul Karim Rafeq, « The Local Forces in Syria in the Seventeenth and Eighteenth Centuries », dans V.J Parry and M.E. Yapp (dir.) *War, Technology and the Society in the Middle East*, Oxford University Press, 1975., p. 286-287. Abd al Karim Rafeq, *The Province of Damascus 1723-1783*, khayats, Beyrouth, 1966., p. 41.

En ce sens, les groupes paramilitaires retenaient nécessairement des caractères ethniques<sup>285</sup>.

Les *Maghârîba* constituent un exemple saillant de division des forces militaires fondée sur l'origine, qui existait dans l'Empire ottoman. Dans les territoires syriens, il existait également d'autres groupes comme les « *Dalatiyya* » (*Deli* en turc, surtout constitué d'Anatoliens et de Rouméliotes) ou encore les « *Lawand* » (majoritairement kurdes, mais aussi albanaises)<sup>286</sup>. Toutefois, A. Rafeq précise que, tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'accroissement de la dépendance des gouverneurs sur les troupes privées les contraignait à demander toujours plus de Maghrébins à leur service. Ainsi ces soldats formaient le groupe paramilitaire dont la croissance était la plus importante au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>287</sup>.

Malgré la tendance à unifier un système très fragmenté, à travers la conscription d'inspiration napoléonienne, les Égyptiens avaient toujours recours à des groupes paramilitaires organisés sur une base ethnique<sup>288</sup>. Connu comme un des grands réformateurs de l'Égypte ottomane à partir de 1805 et d'avoir même annexé les territoires syriens pendant dix ans (1831-1841), Mehmed Ali Paşa se servit quand même des outils qui fonctionnaient pour l'administration des provinces sous son contrôle. Les archives égyptiennes, répertoriées par Asad Rustum, montrent que l'armée du Pacha d'Égypte utilisait les *Maghârîba* dans sa province, mais aussi des éléments récupérés en Syrie pour les besoins de l'occupation (notamment dans la

---

<sup>285</sup> Dick Douwes, *Ottomans in Syria*, voir le passage « The fragmented management of violence », p. 111-115.

<sup>286</sup> A. Rafeq, « The Local Forces », p. 285-287. Rafeq explique que la facilité des Maghrébins (surtout algériens) provenaient du fait qu'ils avaient facilement accès aux provinces syriennes par la mer, notamment par le port de Sidon, mais parvenait aussi à Damas en suivant les caravanes du Pèlerinage. Souvent issus de la piraterie en Méditerranée ou des armées du Dey d'Alger, on ignore si les *Maghariba* étaient tous vraiment d'origine maghrébine.

<sup>287</sup> A. Rafeq, *The Province of Damascus 1723-1783*, Khayats, Beyrouth, 1966. p. 39.

<sup>288</sup> Dick Douwes, *Ottomans in Syria*, 114.

collecte des impôts)<sup>289</sup>. La dénomination dans les sources égyptiennes des « Maghrébins », qui revient à évoquer des unités cavalières d'élite, suggère qu'il existait un puissant esprit de corps au sein de ces forces qui devaient se caractériser par des traits singuliers (pratique de *mezheb* malékite, tenue vestimentaire, idiome arabe particulier, sachant que tous ne venaient pas forcément du Maghreb). Cette fragmentation de la gestion de la violence était toujours à l'ordre du jour après la restauration ottomane puisque l'imposition de la conscription et la mise en place d'une importante armée régulière prirent du temps à être effectif en Syrie<sup>290</sup>.

Quand Ahmed Ben Sâlem arrivait à Damas avec de nombreux Algériens en 1847, les forces paramilitaires, les *başıbozuk*<sup>291</sup>, étaient encore largement utilisées par les Ottomans en Syrie comme partout dans l'Empire. Ce phénomène profita aux immigrés algériens. Dès leur arrivée en Syrie, des notables algériens se firent volontaires pour offrir leurs talents guerriers dans les unités des « Maghrébins ». L'un d'eux, Ali Ben 'Amâra al-Zawâwî se distingua des immigrants pour avoir écrit lui-même au Sultan Abdülmeçid. Il écrivait vouloir obtenir du commandement dans la cavalerie et servir l'État ottoman. Comme son nom l'indique, Ali était issu de la tribu des Zouaoua et présent dans la caravane de Ben Sâlem en 1847. Son nom figure

---

<sup>289</sup> Sur l'emploi de cavaliers Maghrébins dans l'armée égyptienne voir *Mahfûzât*, 5/137, Mehmed Ali Paşa à Ibrahim Paşa, 23 avril 1820. Voir également sur leur résistance aux Égyptiens à Haifa, *Mahfûzât* 231/2324 novembre 1831. Khaled al Yahya a également montré comment les Égyptiens utilisaient les auxiliaires maghrébins pour la collecte d'impôt, parallèlement aux unités cavalières bédouines. Khaled al-Yahya, « les Bédouins de Syrie sous les Égyptiens de Mehmed Ali : Histoire d'une relation de complémentarité utilitaire (1831-1840), (mémoire de maîtrise), Université du Québec à Montréal, 2014, p. 83-84.

<sup>290</sup> En 1860, les troupes ottomanes n'étaient que 10 000 quand les troupes égyptiennes avaient atteint les 70 000 en 1839... Dick Douwes, « Reorganizing Violence: Traditional Recruitment and Conscription in Ottoman Syria », dans Erik J. Zürcher, *Arming the State: Military Conscription in the Middle East and Central Asia 1775-1925*, IB Tauris, 1999, p. 123.

<sup>291</sup> Selon F. Georgeon, « Bashi Bozuk », qui signifie « dont la tête est cassée » est appliquée dans l'empire à des troupes se retrouvant sans chef et de ce fait indiscipliné. C'est l'affaiblissement de l'armée qui contraint Mahmoud II à s'appuyer plus systématiquement sur des irréguliers recrutés localement. Les *başıbozuk* sont aussi « admis dans l'organisation de l'armée en plus de la réserve dans la loi de recrutement de 1843 ». F. Georgeon, « Bashibozuk », *DEO*, p. 153.

parmi les premières signatures du sened signé par les pères de famille algériens présents au côté du lieutenant d'Abd al-Qâdir. Cela indique qu'il faisait partie des plus importants notables de la communauté des réfugiés algériens<sup>292</sup>.

Rompus aux techniques de combats dans les montagnes, par plusieurs années de guerre contre une armée moderne, les Algériens qui arrivaient en Syrie en 1847 tenaient aussi leur expérience militaire des combats contre l'armée française, mais également des conflits internes qui avaient ravagé l'Algérie avant et pendant l'invasion. Ali Ben Amara rappelait le caractère sacré de son rôle et de celui des siens dans la guerre contre la France. Il précisait le rôle de protecteur qu'avait joué le Sultan dans l'émigration qui s'imposait pour son peuple. Ali montrait sa loyauté qui sous-entendait, selon lui, la poursuite de ses services pour l'empereur. Il justifiait ainsi ses demandes afin d'obtenir facilement un poste de commandement dans l'armée comme c'était le cas « dans notre pays ». Il s'engageait à rassembler les Maghrébins réduits à l'inaction, tels des « misérables tournant en rond dans leurs foyers »<sup>293</sup>.

La lettre écrite en arabe comporte une traduction en ottoman. La signature d'Ali Ben Amara après cette traduction suggère que celle-ci a été faite avant la réception de la lettre par la Sublime Porte. Des éléments très précis concernant les autorités militaires et civiles (les noms des valis et des maréchaux de l'armée ottomane par exemple) n'apparaissent pas dans la lettre d'Ali, ce qui pousse à croire qu'une personne plus au courant que lui a écrit cette traduction pour obtenir rapidement l'approbation de la

<sup>292</sup> İ.MSM 72.2072, doc. 4 (son foyer est fait de 6 hommes, 6 enfants et 11 femmes) et doc. 9 (en 6<sup>e</sup> position sur 200 signatures).

<sup>293</sup> *bir taraftan vakt ü hale nazran bunca ümmet-i Muhammediye-i magribiyye kulları hezar kimesneler olduğumuz duacıyan fakirler haniyet-Şam'da birleşiyen oldukları ve cülmemiz vatanlarımızda Derebey ve Serdar olduğumuz ve bunca adam magribiler han köşelerinde sefil sergerdan kaldık.*

demande<sup>294</sup>. Une fois de plus, la traduction en ottoman était beaucoup plus précise et visait explicitement le corps des « Maghrébins ». Il appelait donc les autorités à lui fournir armes et montures et pourvoir au salaire de ses hommes<sup>295</sup>.

À l'arrivée d'Ali Ben Amara, fin 1847, le service militaire était en train d'être appliqué méthodiquement, sandjak après sandjak, pour éviter les révoltes<sup>296</sup>. Le consul britannique conseillait au *Vali* de Damas que ce dernier exige des Algériens qu'« ils lui offrent leurs services militaires » comme gage de leur loyauté et pour les contrôler de plus près<sup>297</sup>. Toutefois, la satisfaction de la demande d'Ali indique que les Ottomans n'étaient pas décidés à faire entrer les migrants algériens dans les rouages de la conscription qu'ils peinaient à appliquer. En mars 1849, soit seulement quelques semaines après sa lettre au Sultan, le « Maghrébin Seyyid Ali Ağa » (*Magribli Seyyid Ali Ağa*) avait pris le commandement d'un régiment de cavaliers (*süvari*) en tant que *yüz başı*<sup>298</sup>. Le titre d'« Ağa » qu'on lui attribuait dans le registre évoquait des fonctions militaires reconnues par l'État. Bien que le rôle d'un *ağa* soit flou, Faruk Sümer note qu'il était généralement au service d'autorités supérieures<sup>299</sup>.

<sup>294</sup> MVL 31.52 (14 décembre 1848). Comme le sceau d'Ali bin 'Amâra succède directement à la traduction en dessous de la partie en arabe, cela laisse à penser qu'il paraissait important d'être directement traduit pour être compris tout de suite par les autorités ottomanes et sans que les sens en soient altérés.

<sup>295</sup> *rükub huyul ve kullarınızı askere kaydımız için ferman-i ali-i sami verilmesi Şam-ı Şerif Valisi Nûr Osman Paşa'ya ve dahi Müşir-i Arabistan Mamık (Namık) Paşa'ya serkere emr-i Ali buyurulması magribiyan kullarınızı başıbozuk askeriyle kabul idüb esb ve silahımızla mahiye versün.*

<sup>296</sup> Alexander Schölch, *Palestine in Transformation, 1856-1882: Studies in Social, Economic, and Political Development*, Washington, D.C., Institute for Palestine Studies, 1993, p. 261. Voir aussi Moshe Maoz, *Ottoman Reform in Syria and Palestine 1840-1861, The Impact of Tanzimat on Politics and Society*, Oxford at the Clarendon Press, 1968, p. 82.

<sup>297</sup> HR.TO 211.23, 5 janvier 1848. Richard Wood craignait pourtant que Safveti Paşa ne veuille les « envoyer dans le Yémen », ce qui provoquerait ainsi l'établissement d'un consulat français à la Mecque et faciliterait l'intervention de cette puissance dans un point névralgique de l'Empire ottoman.

<sup>298</sup> Comme son nom l'indique, le *yüz başı* est à la tête d'une centaine d'hommes, ce qui est le cas selon le répertoire des forces d'Ali Ağa.

<sup>299</sup> Faruk Sümer, « Ağa », *DIA* 1, 451-452. Bouquet note que l'Ağa est associé à plusieurs grades. « Il est porté par les sous-officiers sortis du rang et qualifiés d'illettrés », Bouquet, *op. cit.*, p. 114-115. La traduction de la lettre d'Ali évoque l'autorité militaire du Maréchal d'Arabie Namık Paşa dont

Le registre dans lequel on trouve l'unité commandée par Ali fait apparaître que ses hommes étaient exclusivement « Maghrébins » (*Mağribli*). Plusieurs sont même identifiés comme appartenant à la même vague migratoire qu'Ahmed Ben Sâlem, le lieutenant d'Abd al-Qâdir, et d'Ali ben 'Amâra lui-même<sup>300</sup>. Le regroupement ethnique contraste avec les autres régiments *başibozuk* de Damas à la même période, dont l'origine des soldats est beaucoup plus hétérogène. Le document classé par Cevdet Paşa au registre des affaires policières (*zabtiye*), composé au mois de juillet 1849, est un véritable tableau référençant précisément le nombre et l'identité des recrues par unité de combat. Dans l'année suivant ce recensement, on constate qu'un régiment de Maghrébins est, une fois de plus, tout à fait homogène. Ceci contraste avec les autres régiments référencés dans le document. Le régiment des Maghrébins est alors composé d'à peu près le même groupe d'homme, à la différence qu'il est dirigé par un certain Kâsim Ağa<sup>301</sup>. La satisfaction de la demande d'Ali illustre bien l'idée que les Ottomans laissaient des unités irrégulières s'organiser à travers une solidarité ethnique. La « gestion fragmentée de la violence », qu'évoque Dick Douwes au sujet de la Syrie ottomane était au début des réformes Tanzimat, le modèle qui perdurait<sup>302</sup>.

En mars 1849, c'est à dire à la même date du registre confirmant Ali ağa au poste de commandant des Maghrébins, le gouverneur de la province de Damas, Osman Nuri Paşa, communiquait à la Sublime Porte des informations sur les Algériens. Ces informations illustrent la nature du pouvoir d'Ali, une autorité cooptée par les

---

répondent les Maghrébins. N. Vatin précise que le terme est d'origine mongole et qu'il désigne le grand frère, le chef ou le maître. Il ajoute qu'il pouvait être donné aux officiers ne pouvant prétendre au titre de pacha et de bey. N. Vatin « Agha », *DEO*, p. 48.

<sup>300</sup> C.ZB 45.2235, juillet 1849. On peut voir l'origine (*memleket*) des hommes enrôlés. Le nom du fils d'un des oulémas cités par Ahmed Ben Sâlem apparaît : Mahfûz bin aş-şeykh Tayyib. Le propre fils d'Ali Ben 'Amâra fait partie du régiment.

<sup>301</sup> C.ZB.54.2267, juillet 1850.

<sup>302</sup> Linda Schilcher écrit que jusqu'à 1860, les tentatives ottomanes de remplacer les forces irrégulières contrôlées par les chefs de factions (*aghâwât*) avaient largement échouées. Voir *Families in Politics*, p. 52.

Ottomans, mais aussi la cohésion d'un groupe qui se maintenait malgré l'émigration. Le *Vali* (ledit gouverneur) rapportait au gouvernement qu'il procédait à l'installation à Damas d'immigrés d'Algérie ayant refusé le lieu désigné par le conseil consultatif de la ville. Le *Vali* mentionnait la rigueur de l'hiver et surtout l'éloignement de Damas comme motif de leur refus. Ceux-ci préféraient s'installer auprès de leurs compatriotes et avaient déjà commencé à investir des villages abandonnés des alentours de la ville. Le *Vali* indiquait que leurs cheikhs et leurs chefs étaient venus au conseil pour confirmer leur allégeance à la Sublime Porte. Le *sened* traduit de l'arabe confirme ces affirmations et renforce bien l'idée d'un regroupement sur une base communautaire. Les auteurs estimaient qu'au moins « 300 personnes provenant des montagnes d'Algérie ne sachant pas faire autre chose que le service militaire puisque l'origine de leur patrie était montagnaise continuaient à mettre à profit leur art de la guerre »<sup>303</sup>. Ensuite, ils pointaient du doigt la présence d'Ali Ağa à Damas qui venait de recevoir de la Sublime Porte le commandement d'un groupe de cavaliers choisi par lui et prêt à être armés et dotés de chevaux. Ils mentionnaient sa confortable installation en ville, mais plaignaient les familles des soldats menacées par le besoin. En réclament la prise en compte et l'élargissement de l'octroi des salaires aux membres des familles des guerriers algériens, les responsables de ce nouveau groupe d'immigrants montraient à la fois la connexion entre les montagnes des Zouaouas en Algérie et Damas, leur lieu d'installation favori en Syrie ottomane. Leur pétition montrait également qu'en s'attachant à la souveraineté ottomane par la production d'un serment d'allégeance, les nouveaux arrivants intégraient une nouvelle société avec une certaine autonomie vis-à-vis de l'État. Cette autonomie

---

<sup>303</sup> MVL 32.31, doc. 3 (27 mars 1849). üç yuz nefer kadar Cezayir'in cibal taraflarından bulduklarına mebni askerlik sanatından gayri bir başka ceyşat (?) olmayub asıl vatanları cebel bulunmak hasbiylebi'd-devam sanatları muharabeye olmus idüğinden şimdi emirleri olan Ali Ağa kulları kendüsi için bir hane istira idüb sakin olmus ve asiretinden dahi birkaç neferleri kendülerine muhasas hane işтира itmişler ise de.

politique n'existait toutefois qu'à travers la médiation d'autorités algériennes cooptées par le gouvernement.

Le cas d'Ali Ben Amara, devenu Ali Ağa peu de temps après son arrivée, est un bon exemple pour atténuer le caractère particulier de la communauté algérienne en Syrie ottomane. Ali a bénéficié d'une position de force par son statut pour communiquer avec les autorités ottomanes et obtenir du commandement dans une unité militaire qui lui était réservée. Tout autre individu doué pour le combat et provenant d'une autre région du Maghreb aurait pu agir comme il l'a fait. Le combat contre la France n'était qu'un argument de plus qu'il mobilisait pour obtenir satisfaction du gouvernement. Ainsi, la cooptation d'Ali, doublée de la cohésion du groupe des immigrés algériens, donne à la formation de la communauté algérienne un aspect moins conditionné par une identité nationale. Cette cooptation est davantage le fruit d'une relation de pouvoir entre l'État ottoman, une autorité évoluant dans une institution locale et une population liée par une expérience commune.

#### 4.2 La noblesse soufie émigre à Damas

Dans la continuité de l'exemple qui vient d'être donné, l'existence d'un autre type d'institution en Syrie a permis aux immigrés algériens de 1847 de facilement s'intégrer dans la société d'accueil. Une fois de plus, c'est en remontant le fil de l'histoire d'institutions réservées aux Maghrébins à Damas que l'on réalise que la formation de la communauté algérienne en Syrie n'est pas déterminée totalement par l'invasion française. Cette fois c'est par la présence d'institutions religieuses accueillant des savants maghrébins qui contribuaient à la vie religieuse locale, œuvrant tout de même dans un cadre communautaire, que l'on trouvera une illustration importante à travers l'arrivée du groupe réuni autour du lieutenant d'Abd al-Qâdir, Ahmed Ben Sâlem.

Depuis la période médiévale, Damas n'avait cessé d'exercer une puissante attraction sur les savants et les mystiques maghrébins. Il est d'ailleurs possible de parler d'une « colonie maghrébine » établie à Damas dès le XIII<sup>e</sup> siècle. La Reconquista, qui s'intensifia à cette époque précise, poussa de nombreux Maghrébins à venir s'installer à Damas, souvent via l'Égypte, qui était un terminus du commerce parti d'Andalousie et avec lequel des liens familiaux existaient. Des manuscrits de la mosquée des Omeyyades, transférés à Istanbul, montrent que la communauté maghrébine contribua à la vitalité des sciences religieuses de Damas, mais aussi à la mystique<sup>304</sup>. Les Maghrébins de Damas avaient leurs madrasas (écoles consacrées aux sciences classiques de l'islam) et de zawiyas (lieux de pratique du soufisme) qui leur ont été propres. Dans le paysage musulman damascène ces institutions religieuses se distinguaient par l'application du rite malékite<sup>305</sup>. Au Moyen-Âge et pendant la période ottomane, les « Maghrébins au Machreq » se caractérisèrent par la recherche assidue de connaissance auprès des savants orientaux (les Maghrébins disposaient d'un pavillon spécial à la prestigieuse mosquée *al-Azhar* au Caire) et par l'impulsion certaines confréries soufies<sup>306</sup>. Leur pratique religieuse était considérée, par les Orientaux, comme étant plus stricte. L'application du rite malékite, considéré comme l'école juridique (*mezheb* en turc) sunnite la plus exigeante, mais aussi par la permanence de mœurs bédouines dans tout l'Occident musulman explique pourquoi les Maghrébins étaient perçus par leurs coreligionnaires orientaux comme plus violents et agressifs, mais aussi plus sincères et plus pieux. Contrairement aux

---

<sup>304</sup> Louis Pouzet, « Maghrébins à Damas, VIIe/XIIIe siècle », *Bulletin d'études orientales*, T.28, 1975, p. 167. Dans son *Damas au XIIIe siècle, vie et structures religieuses dans une métropole islamique*, Librairie Orientale, 1986.

<sup>305</sup> Eyyüp Said Kaya « Mâlikî Mezhebi », *DIA* 27, p. 521. Pouzet précise que le rite malékite était largement minoritaire, mais était tout de même reconnu et encadré par des institutions.

<sup>306</sup> Mohamed el-Mansour, « Maghribis in the Mashriq During the Modern Period: Representations of the Other within the World of Islam », dans Julia Clancy Smith (ed.), *North Africa, Islam and the Mediterranean World. From the Almoravids to the Algerian War*, Frank Cass Publishers, 2001, p. 81-103.

provinces arabes orientales, marquées par sa pluralité de la pratique de l'islam (par la présence du chiisme et des sectes dérivées) et des confessions en générale (surtout par la présence d'un christianisme alors qu'il était quasi absent au Maghreb), la relative homogénéité religieuse du Maghreb, est sans doute le facteur déterminant qui y singularisa la culture et les mentalités. Plusieurs témoignages montrent que les pèlerins et les savants Maghrébins cultivèrent un sentiment d'exception face à leurs coreligionnaires orientaux. Ils n'approuvaient pas d'eux nombre de pratiques, critiquant le « jonglage » entre les écoles juridiques dans les questions litigieuses, l'utilisation jugée outrancière du tabac voir du café, l'importante participation des non-musulmans (notamment des Européens) dans la vie sociale et l'absence de leur distinction vestimentaire, en sont des exemples saillants. Réciproquement, les habitants des provinces orientales eurent tendance à percevoir les Maghrébins à la fois comme un modèle de piété, mais aussi comme une population au tempérament violent, agité, imprévisible. C'est ce que révèlent les propos du chroniqueur égyptien al-Jabarti au sujet de Maghrébins qu'il dit toujours prêts à défendre violemment la religion. Entre d'autres exemples, il relève le cas de deux leaders maghrébins organisant le jihad contre les Français lors de l'invasion de l'Égypte à partir de 1798. Toutefois, al-Jabarti tend à les présenter comme des Bédouins impulsifs qui ne mesurent pas les conséquences de leurs actes<sup>307</sup>.

Le « cheikh el-Moubarek », est évoqué par Pierre Bardin comme un « chef religieux » faisait partie du groupe qui arrivait à Damas à la fin de l'année, au même titre que le lieutenant d'Abd al-Qâdir. Dans ses premières lettres à la Sublime Porte, ce dernier faisait connaître le nom des plus valeureux oulémas que comptait son groupe. Il intercédait pour les « grands cheikhs, nos seigneurs de la confrérie Bakriyya », dont le cheikh el-Moubarek, mais aussi le cheikh Ahmed, le cheikh Sadiq et surtout le cheikh Mehdi. Ce dernier est celui qui s'est fait un nom autant dans l'histoire religieuse de

---

<sup>307</sup> *Ibid.*, 96-98.

Damas que dans l'histoire politique de l'Algérie. Cela indique que son autorité s'est prolongée d'une province ottomane à l'autre, que cette autorité s'est recomposée dans un autre contexte.

Le cheikh Mehdi al-Seklawi (1783-1862) était l'un des successeurs d'Ali Ben 'Isa, qui hérita de la direction de la *Rahmaniyya* juste après fondateur éponyme de cette confrérie soufie : Cheikh Abdurrahman Abou Qobreyn<sup>308</sup>. La confrérie « *Bakriyya* », évoquée par Ahmed Ben Sâlem pour plaider en faveur de l'élite religieuse de son groupe, était en fait une sous-branche de la *Rahmaniyya* qui était elle même une ramification de l'une des plus importantes confréries de la période ottomane : la *Khalwatiyya*<sup>309</sup>. Dans la province algérienne, la *Rahmaniyya* (qui est la confrérie davantage retenue par l'historiographie sur ces cheikhs algériens en Syrie) avait été supportée par les autorités ottomanes d'Alger. Au moment de l'invasion française, les membres de cette confrérie s'engagèrent dans la lutte pour défendre la province et se rapprochèrent pour cela d'Abd al-Qâdir<sup>310</sup>.

C'est en véritable *muhâjirîn*, c'est-à-dire en « émigrants » avec une connotation religieuse qui désigne ceux qui quittent leur patrie pour les besoins de la foi<sup>311</sup>, que les cheikhs les plus influents de la *Rahmaniyya* partirent d'Algérie. Juste après son arrivée à Damas, le cheikh Mehdi s'employa à convaincre ses compatriotes restés

<sup>308</sup> D.S Margoliouth, « *Rahmaniyya* », *EI3*.

<sup>309</sup> Nathalie Clayer, « la *Khlawatiyya* », dans A.Popovic et G.Veinstein, op.cit., p. 486. Sur l'influence de la *Khalwatiyya* sur l'État ottoman voir John Curry,

<sup>310</sup> Ahmed Kavas, « *Rahmaniyye* », *DIA* 34, p. 418.

<sup>311</sup> Sur l'importance symbolique de « l'immigration » dans la pensée religieuse, Pierre Lory, « L'expatriation dans la pensée musulmane classique, dans Dominique Avon et Alain Messaoudi (dir.), de L'Atlas à l'Orient musulman. Contribution à l'œuvre de Daniel Rivet, Karthala, 2011. p. 201-204. Voir aussi Charles Robert Agéron dans *les Algériens musulmans et la France 1871-1919*, T.2 éditions Bouchène, 2005, p.1080, qui revient à la fois sur les racines religieuses de l'immigration, mais y précise les raisons politiques.

sous le joug des Français à venir les rejoindre en Syrie, après 1847<sup>312</sup>. Si l'on observe le nombre de cas qui traitent de l'arrivée des Algériens dans les sources ottomanes, on constate bien une augmentation. Cela suggère que les appels à émigrer de la part d'autorités religieuses algériennes auraient influencé le départ de populations concernées par ces appels. Rien jusque là ne semblerait distinguer ce genre de phénomène d'autres cas similaires observables à la période classique.

Si les chefs religieux algériens établis en Syrie appelaient leurs compatriotes à émigrer, nous sommes en mesure de croire que leur situation dans leur nouvelle patrie était suffisamment satisfaisante et que les autorités ottomanes leur firent un accueil favorable<sup>313</sup>. C'était le cas de l'accueil du *vali* de la province de Damas. Vattier de Bourville, le consul de France à Damas en décembre 1847, écrivait que « Safeti Paşa a été le premier à se montrer charitable et empressé pour ses coreligionnaires émigrés. Son exemple est imité par tous les grands du pays, et en général par tous ceux qui ont les moyens de les secourir »<sup>314</sup>. Dans la correspondance ottomane, c'était aussi Safvetî Paşa qui insistait pour que l'État pourvoie « les oulémas et les cheikhs » de

---

<sup>312</sup> Plusieurs historiens français, comme Jacques Berque, Charles Robert Agéron, Alain Mahé ou algériens, comme Kamel Chachoua ou Sohayl al-Khâlidî, sont d'accord pour dire que Mehdi al-Seklawî est l'instigateur d'un vaste mouvement d'immigration vers la Syrie après 1847. Jacques Berque, *l'intérieur du Maghreb*, p. 414 ; Robert Agéron *Algériens musulmans et la France 1871-1919*, T.2 éditions Bouchène, 2005, p. 1080, qui revient à la fois sur les racines religieuses de l'immigration, mais y précise les raisons politiques. Enfin, Alain Mahé l'identifie comme l'instigateur de « l'appel de nombreuses familles religieuses » qui « allèrent grossir les rangs de la première colonie de Damas » Alain Mahé, *Grande Kabylie*, p. 170. L'historien kabyle Kamel Chachoua en fait une figure de l'identité kabyle. Il lui prête une autorité très large et le présente comme le responsable de l'émigration vers Damas en 1847. Kamel Chachoua. *L'islam kabyle : XVIIIe-XXe siècles. Religion, état et société en Algérie*. Paris, Maisonneuve et Larose., 2001, p. 87. Sohayl al- Khalidi, l'historien algérien qui commente l'ouvrage d'Abu Yu'la, présente cette immigration religieuse comme étant provoquée par des ordres donnés par Abd al-Qâdir.

<sup>313</sup> Sohayl al-Khalidi précise aussi que les cheikhs algériens en question eurent la bénédiction des autorités « turques » en les pourvoyant de salaires et de terres Abou Yu'la, *Tarikh al-Zwâwa*, introduction de Sohayl al-Khalidi, p. 22-23.

<sup>314</sup> AE, CPC Beyrouth 9, Vattier de Bourville au ministre des Affaires étrangères, Damas, le 13 décembre 1847. Bassera ou Bosra dans son appellation moderne, est une localité syrienne située au sud de Damas dans le Hauran et plus largement dans la province de Daraa.

revenus décents<sup>315</sup>. Cette aide « empressée pour ses coreligionnaires » évoquée par le consul de France suggère des rapports fondés sur une solidarité de foi. Safveti Paşa était lui aussi un adepte du soufisme<sup>316</sup>. Il avait été initié à la *Naqshbandiyya-Mujaddidiya* par Muhammed al-Khani au début des années 1840<sup>317</sup>. Cette tendance prenait parfois sa source dans des mouvements soufis comme la confrérie connue pour son engagement militant pour protéger les territoires musulmans et son influence sur le gouvernement ottoman à partir de 1820<sup>318</sup>. Rappelons d'ailleurs qu'Abd al-Qâdir, lui-même un exemple de cette quête des Maghrébins pour l'Orient, avait rencontré cheikh Khâlid au cours de son Pèlerinage vers 1824-5 (voir chapitre I) et initié à son ordre soufi alors que la confrérie était en pleine ascension dans les coulisses du pouvoir à Istanbul.

Peu de temps après l'arrivée de son groupe, Ahmed Ben Salem intercédait pour grands cheikhs qui l'accompagnaient. Il désirait obtenir pour eux un traitement de faveur en les distinguant des nombreux migrants algériens qui « n'ont pas d'autres savoir-faire que le travail de la terre ». Ben Sâlem incitait les autorités à leur attribuer un « autre endroit à habiter », comme pour singulariser leurs activités. Damas était l'endroit le plus à même de recevoir des personnalités de leur calibre. Les cheikhs algériens se mirent à enseigner à « *Dâr al-khaydariyya* », qui devint un important lieu

<sup>315</sup> İ.MSM 72.2079 rapport signé le 12 janvier 1848. *Ulemâ ve meşayihden baki dâiyân Saltanat Seniye'den olarak kendülere taraf-i müstacmi-i Şeref cenâb Şehensâhi'den mikdâr vakı maaş ve mâhiye tahsîs istidaada bulunmuş.*

<sup>316</sup> Sa notice dans le *Sicill-i Osmânî* indique que Safvetî Paşa était: « *muhâsip, münşi, uzun boylu, dindâr, nakşbendî* » (économiste, poète, grand de taille, pieu et disciple *naqshbandî*). La mention de son appartenance à une confrérie spécifique est un fait rare dans le *sicill*, ce qui indique qu'il était connu pour en être le disciple. Mûsâ Safvetî Paşa, *SOY*, p. 1435.

<sup>317</sup> Butrus Abu-Manneh, *Studies on Islam and the Ottoman Empire in the 19th Century (1826-1876)*, the Isis Press, Istanbul, 2001, p. 108-109. C'est le fils de ce même al-Khâni qui rapporte la rencontre du Cheikh Khalid avec Abd al-Qâdir dans son *al Hada'iq al-Wardiyya* évoqué dans le chapitre I. Nous reviendrons sur l'importance des relations de la famille al-Khani avec Abd al-Qâdir.

<sup>318</sup> Voir l'article de Butrus Abu Manneh, "The Naqshbandiyya-Mujaddidiyya in the Ottoman Lands in the early 19<sup>th</sup> Century", *Die Welt des Islams*, 1982, p. 1-36.

de réunions soufies de la communauté algérienne, mais aussi des notables damascènes issus des oulémas et des chérifs attirés par le charisme du maître algérien<sup>319</sup>. Ainsi, l'installation à Damas était bien plus attractive que d'autres lieux suggérés par les autorités ottomanes, surtout pour les autorités religieuses qui pouvaient y pratiquer leur fonction dans des conditions gratifiantes. Les chefs « responsables » (*mükellef*) d'un nouveau groupe d'immigrants remarquaient que dès 1849, la communauté s'était séparée entre ville et campagne. Ils estimaient d'ailleurs la communauté algérienne à mille cinq cents personnes. Leur groupe ayant refusé la proposition d'être installé près d'Ajlûn « à cinq jours de distance de Damas », le groupe avait préféré s'installer à Damas<sup>320</sup>. Les responsables y soulignaient la présence d'éminentes autorités religieuses, « les cheikhs, les oulémas et les maîtres de confrérie » avaient « acheté des maisons à Damas et y habitent »<sup>321</sup>. Ceci montre l'attachement des cheikhs algériens pour une ville qui leur offrait ce que les savants du Maghreb venaient chercher déjà pendant la période médiévale.

À travers ce second exemple de l'intégration de populations « maghrébines » en Syrie ottomane, au moment où ces populations fuyaient le joug des Français, nous constatons un phénomène similaire au cas de l'intégration des Algériens à travers la cavalerie : cette fois, ce sont des autorités religieuses qui parviennent à obtenir la

---

<sup>319</sup> Muhammed Muti' al-Hafiz *Tarikh 'ulama Dimashq fi l-qarn al rabi' 'ashar*, Dâr al-Fikr, Damas, 1986 p. 122-123 ; p. 274-275. La vague d'émigration dans laquelle se trouvait le cheikh Mahdi al-Seklawi y est appelée « la première immigration maghrébine » (*al-hijrat al-maghribiyya al-ûla*). Notons que tous les cheikhs de renom qui sont mentionnés comme le Cheikh al-Tayyib, le Cheikh al-Mubarek entre autres, sont des chérifs descendant de Moulay Idris, conçu comme le fondateur du Maroc. Cela constituait un point commun non négligeable avec l'émir Abd al-Qâdir. Ils sont identifiés comme des Arabes qui se sont installés auprès des Berbères pour leur enseigner l'islam, apprenant leur langue et se liant aux tribus par des alliances matrimoniales.

<sup>320</sup> A. Toumarkine, « muhacir », *DEO*, p. 824, indique que les institutions vouées à la prise en charge des immigrés « donnent parfois le sentiment d'une gestion bien pilotée par la seule administration ottomane. La réalité est plus complexe. L'implantation des *muhacir* fait l'objet de négociations, en particulier concernant les lieux d'établissement, et les immigrés se montrent parfois indociles ».

<sup>321</sup> MVL 32.31 12, doc. 1, 9 janvier 1849, *Ve şeyhleriyle ulama ve tarikat-i erbâbı dahi Şam-ı Şerif'de hâneler iştirâ idüüb sakinler ise de*

reconnaissance des autorités locales et de la Sublime Porte et parviennent à recomposer leur autorité dans un contexte nouveau. Le cheikh Mehdi est l'exemple même du savant et chef spirituel qui bénéficiait à Damas d'une position facilitée par des institutions réservées aux Maghrébins, qu'il était respecté voire vénéré par les savants locaux et même par les autorités de l'État. L'accueil attentionné de Safvetî Paşa donne l'impression d'une convivialité et de connivences entre des autorités ottomanes sensibles au charisme des cheikhs algériens, reconnues pour leur science, leur piété et, il faut croire, admirés pour leur participation dans la guerre sainte et capable de maintenir l'intensité de la vie religieuse à l'intérieur de la communauté.

#### 4.3 L'État ottoman s'occupe de ses émigrés : la sédentarisation des Algériens

L'arrivée des Algériens à Damas de décembre 1847 a fait date dans l'histoire de la province (histoire de Damas). Comme nous l'avons avancé dans l'introduction de ce chapitre, des historiens turcs comme français ont vu dans ce moment un événement fondateur. Il existe pourtant une différence fondamentale entre Pierre Bardin, qui voit essentiellement les rapports des Algériens avec la France comme déterminants dans la formation de la communauté et Sebahattin Semur ou Tufan Buzpınar, pour qui le rapport des Algériens avec la Sublime Porte a permis aux premiers de s'établir dans la province. L'utilisation des sources, françaises pour Bardin, ottomanes pour les auteurs turcs, conditionne leurs conclusions, bien que tous voient dans la figure d'Abd al-Qâdir, la figure tutélaire qui prit en charge le destin de la communauté à partir de 1855.

À travers les deux exemples d'intégration rapide de notables algériens dans des institutions syriennes réservée aux Maghrébins, nous avons voulu atténuer le caractère polarisant et absolu de la « caravane de 1847 » comme moment fondateur de la communauté algérienne en Syrie. Nous allons maintenant considérer d'une

nouvelle manière des facteurs qui ont bien contribué à singulariser la population algérienne d'un ensemble de population maghrébine en Syrie ottomane. Avant de considérer ultérieurement l'influence de l'ingérence européenne sur la formation de la communauté algérienne, nous allons d'abord traiter de facteurs internes qui ont contribué à cette formation : la gestion nouvelle de l'installation de migrants algériens par l'État ottoman à partir de 1847. En ce début de période des Tanzimat, l'installation des Algériens est un indicateur intéressant pour étudier le rapport entre l'État central et la province syrienne. Nous verrons particulièrement les considérations de la Sublime Porte dans la gestion du territoire vis-à-vis de l'installation des migrants, des initiatives des gouverneurs de la province et de leurs rapports avec des organes d'administration locale issue directement des Tanzimat.

Jusqu'à une période récente, les Tanzimat, les réformes de l'État ottoman dans l'Empire au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>322</sup> étaient principalement conçues comme une réponse à des défis extérieurs. Selon ce schéma, puisque l'Empire connaissait une série de défaites graves contre les puissances européennes, les autorités s'employaient à maintenir l'intégrité du territoire, à « sauver l'État »<sup>323</sup>. Même si l'intervention extérieure est une tendance majeure qui explique le projet de réforme de l'État ottoman, obligé de se mettre au diapason des puissances européennes dans toutes une série de domaines (militaires, économiques, législatifs...), des auteurs ont montré que les Tanzimat étaient aussi une réponse à des défis intérieurs. L'occupation égyptienne des territoires syriens par le gouverneur rebelle Mehmed Ali Paşa avait un visage ottoman. La proclamation des réformes de 1838 (traité de Gülhane), alors que la menace de sécession du Pacha planait encore sur la Sublime Porte, indique que la

---

<sup>322</sup> Les Tanzimat sont couramment bornées à la période allant de 1839, date de la proclamation de la charte de Gülhane à 1876, soit le début du règne du Sultan Abdülhamid, en 1876.

<sup>323</sup> Hamit Bozarslan, *Histoire de la Turquie, de l'Empire à nos jours*, Talandier, 2013, p. 145. L'expression est attribuée à Fuad Paşa, personnage que nous avons déjà croisé lors de son mandat d'ambassadeur à Londres.

maîtrise du territoire était au cœur du nouveau projet d'État. Le sursaut provoqué par la perte des territoires syriens a engendré un paradoxe que Donald Quataert fait remarquablement apparaître : lors du XIX<sup>e</sup> siècle, plus l'Empire ottoman rétrécissait face aux conquêtes européennes, plus l'emprise de l'État sur le territoire et sur les populations se renforçait.

During the nineteenth century, the central Ottoman state structure became more powerful, more rational, more specialized and more capable of imposing its own will on society in part because this was a shared goal of the bureaucrats and the Great Powers. And in part, this greater strength may have derived from the reduced territory that the bureaucrats now managed. However, the terrible financial blow suffered from the loss of wealthy provinces, once this rebellious units were gone, the bureaucracy more readily could focus on problems of state building to survive<sup>324</sup>.

Dans les provinces syriennes, les effets des réformes nouvelles sont atténués dans l'historiographie par l'impression qui se dégage des rapports des consuls européens. Ceux-ci se firent souvent les chantres de l'incapacité ottomane à administrer correctement... selon leurs propres agendas<sup>325</sup>.

Contrairement à l'image d'un État en décrépitude incapable de réformer et de satisfaire les besoins des populations dans les provinces, le cas de l'accueil des populations algériennes démontre, au contraire, des connaissances précises et une capacité à agir de la part des autorités ottomanes face au défi que les nouveaux arrivants posaient. Il faut tout de même indiquer que les proportions de l'immigration algérienne sont loin de celles qu'atteindront les réfugiés des provinces balkaniques ou

---

<sup>324</sup> Donald Quataert « The Age of Reforms, 1812-1914 » in Suraiya Faroqhi, Bruce MacGowan, Donald Quataert and Şevket Pamuk, *An Economic and Social History of the Ottoman Empire, 1600-1914*, Vol. 2, Cambridge University Press, 1994, p. 762.

<sup>325</sup> Les plaintes du consul Anglais Richard Wood sont significatives concernant ses rapports difficiles avec Necib Paşa, le gouverneur général de la Syrie au sortir de l'occupation égyptienne. Le consul l'accuse à la fois d'avoir servi Mehmed Ali et de revenir aux restrictions limitant les libertés des chrétiens. Il ne demandait pas moins le renvoi du gouverneur, *House of Commons Papers*, vol. 60., p. 4-6.

des Circassiens qui déferleront sur les provinces syriennes, à partir de la guerre de Crimée (1853-1856)- migrations qui provoquèrent la mise en place d'une « commission des réfugiés » (*Muhâcir komisyonu*) en 1860<sup>326</sup>. L'arrivée du groupe de décembre 1847, avec ses 500 personnes en un seul coup, était une affaire suffisamment sérieuse pour que la Sublime Porte envoie rapidement deux maréchaux, c'est-à-dire deux des plus hautes autorités militaires de l'Empire, à Damas, pour s'occuper des questions de l'installation des ces nouveaux venus. De plus, nous avons évoqué plus haut l'accueil « charitable et empressé » de Safvetî Paşa, le gouverneur de Damas, qui proposa tout de suite aux migrants des terres au sud de Damas. Derrière la rapidité de ces mesures, il faut voir des précautions prises pour le contrôle et la gestion du territoire syrien par l'État ottoman. La reconnaissance de l'autorité des représentants de la communauté et la volonté de leur faciliter l'installation (notamment par des exemptions d'impôts) n'excluait pas pour autant une certaine suspicion des autorités ottomanes envers ces « Algériens », nommés comme tels dans les rapports des deux maréchaux. Au gouvernement, on ignorait les véritables intentions de ces nouveaux venus. Les Algériens n'étaient pas considérés comme des « hommes de confiance » (*sedidü'l-kavl adamlar*, des « hommes de parole juste »)<sup>327</sup>. Certes, il fallait accueillir ces « émigrants » (*muhacirîn*) en bonne et due forme, car ils répondaient à un impératif religieux et demandaient asile. Cependant, il fallait aussi maintenir sur eux la surveillance et continuer de renseigner les autorités tout en

---

<sup>326</sup> Frédérique Hitzel, *Le dernier siècle de l'Empire ottoman*, Les belles lettres, Paris 2014, 69-70. Voir aussi Reşat Kasaba dans son ouvrage *A Moveable Empire: Ottoman Nomads, Migrants, and Refugees*, Seattle, University of Washington Press, 2009. Il n'existe pas de données précises sur le nombre d'Algériens avant l'arrivée d'Abd al-Qâdir dont on sait qu'ils étaient près de 4000 à graviter autour de lui après son arrivée à Damas, Brigitte Marino, *Le faubourg du Midân à l'époque ottomane : espace urbain, société et habitat (1742-1830)*, Damas, Institut Français de Damas, 1997.

<sup>327</sup> İ.MMS 72.2079 Le rapport du *Meclis-i Ahkam-i Adliye* (doc 12, 5 février 1848) et le rapport destiné au Grand Vizir (doc. 13, 11 mars 1848) du premier dossier sur le cas des Algériens, stipule qu'on ne peut pas leur faire confiance (*işbu Cezâyirluler sedidü'l-kavl adamlar olmadıklarından sözlerine itimad olunamayarak*). Le passage précise ensuite que c'est le consul anglais qui alimente également les soupçons ottomans.

trouvant les moyens de tirer des bénéfices de leur installation<sup>328</sup>. Dès le mois de mars 1848, face à de nouvelles arrivées de migrants algériens, des ordres de la Sublime Porte visaient à éloigner ces populations influençables « hors d'atteinte de sujétions étrangères » donc il fallait veiller à ce que ces immigrants demeurent loin des « côtes », là où proliféraient le plus les activités des Européens<sup>329</sup>. Une année plus tard, en 1849, les gouverneurs de Damas et de Sayda, provinces dans lesquelles se trouvaient les premières colonies algériennes comme à Aclun et à Safed<sup>330</sup>, évoquaient leurs efforts pour rassembler les migrants, mais aussi les placer « hors des sentiers battus » (*sapa*).<sup>331</sup>

Des organes administratifs locaux, qui s'inscrivaient dans le projet modernisateur des Tanzimat, tentaient aussi de donner des réponses cohérentes au défi que représentait l'arrivée des migrants algériens. Ainsi, l'État ottoman qui « ne pouvait ni ne voulait prendre seul en charge les *muhacir* » pouvait « partager le fardeau avec la population locale »<sup>332</sup>. C'est le cas du conseil de consultation des notables de Damas (*Meclis-i Şûra*). Leurs membres constituaient d'importants alliés pour les agents du gouvernement sur des questions locales et permettaient d'éviter l'intervention des

<sup>328</sup> A. Toumarkine note que « La compassion naturelle des musulmans de l'Empire pour les *muhacir*, souvent avancée, ne suffit pas pour expliquer cet accueil. L'État ottoman a considéré que ces immigrations avaient des avantages certains. Le premier était de l'ordre démographique : renforcer l'élément musulman dans l'Empire. L'implantation de *muhacir* dans les zones frontalières ou le long d'axes de communications vitales a également servi une fonction stratégique et militaire. L'auteur évoque des bénéfices dans l'agriculture par sa mise en valeur dans certains secteurs inexploités. A. Toumarkine, « Muhacir », *DEO*, p. 823.

<sup>329</sup> İ.MMS 72.2079 (doc. 13, 11 mars 1848). Le rapport viziriel mentionne : « *sahil olan yerlerde muamelat-ı efrenciyye ziyadece olduğundan bu suret pek de matlube muvafik görünmeyerek taraf-ı cibalisinin burudetine dahi anlar dayanamayacaklarından ve zikrolunan Aclun sancağı ise sapa olarak tebaa-i ecnebiyye uğrağı yer olmadığından*. Voir également MVL 29.82 ( 24 décembre 1848)

<sup>330</sup> Ajlûn situé au Nord Ouest de la Jordanie et Safed, sur le lac de Tibériade au nord-Est d'Israël étaient deux communes de la province de Sayda.

<sup>331</sup> A.MKT.MVL 12.45 (9 janvier 1849) ; A.MKT 181.78 (9 février 1849) ; MVL 32.31 (27 mars 1849).

<sup>332</sup> A. Toumarkine, « Muhacir », *DEO*, p. 822.

Européens auprès des communautés dans la province<sup>333</sup>. Au début de l'année 1848, les membres de ce conseil (fait de personnalité civile et militaires), réunis à Damas, se montraient en faveur d'une sédentarisation dans des endroits reculés en Syrie<sup>334</sup>. Ainsi, les conceptions modernes, coloniales, d'occuper les espaces frontaliers, de contrôler le nomadisme et de mieux ponctionner les impôts traduisaient les préoccupations des membres du conseil de consultation d'assurer la sécurité en ville. Peu après leur arrivée, les Algériens ne tardèrent pas à inquiéter les autorités, compte tenu de leur manque de ressources financières. La désignation rapide de Basra, dans la région au sud de Damas, par Safvetî Paşa et la nomination de Ben Sâlem comme chef d'un projet de colonie de peuplement dans le sandjak d'Ajlûn dès mars 1848<sup>335</sup>, s'inscrit dans cette dynamique. Grâce à l'articulation des pouvoirs civils et militaires et une meilleure communication avec les notables locaux, l'intervention croissante de la Sublime Porte permettait de repousser les frontières de l'autorité ottomane dans le territoire même de l'Empire. Pour cela, l'utilisation de populations réfugiées qui pouvait poser des problèmes de sécurité, pouvait aussi faire office de police dans les endroits qui échappaient souvent au contrôle des Ottomans. Ce phénomène permet de parler d'une « colonisation intérieure » au sein même de l'Empire<sup>336</sup>. Eugen Rogan indique néanmoins qu'au départ, les premières mesures d'étatisation eurent tendance à avorter dans les régions les plus reculées de la province syrienne ou sur des populations jusque-là insoumises. Le processus gagna en puissance par l'intermédiaire de l'armée ottomane et relayée par des politiques de sédentarisation visant les nombreux réfugiés qui choisissaient de s'établir en Syrie<sup>337</sup>.

---

<sup>333</sup> Elizabeth Thompson, « Ottoman Political Reforms in the Provinces: The Damascus Advisory Council », 1844-45, *IJMES*, vol. 25, no. 3, août 1993, p. 457-475. Hamit Bozarslan, *Histoire de la Turquie*, p. 150.

<sup>334</sup> İ.MMS 72.2079. Le document est sigé par 20 personnes le 12 janvier 1848.

<sup>335</sup> A.MKT.MVL 8.47. Le document précise que la colonie sera exemptée d'impôt et que les membres les plus prestigieux de la communauté toucheront un salaire.

<sup>336</sup> Timothy Mitchell, *Colonizing Egypt*, Cambridge University Press, 1988.

<sup>337</sup> Eugene, L. Rogan, *Frontiers of the State in the Late Ottoman Empire: Transjordan, 1850-1921*, New York, Cambridge University Press, 1999. Rogan nuance ce propos en écrivant: "early efforts

Au tournant du XIXe siècle, plusieurs facteurs ont provoqué la formation d'une communauté typiquement algérienne en Syrie ottomane. À partir de 1847, les Algériens ont rejoint la province de manière plus massive, ce qui les a singularisé au regard des autorités ottomanes. Par nécessité d'identifier ces nouveaux arrivants afin de mieux les contrôler, l'État ottoman a déployé des instruments issus des classifications ethniques de l'Empire. On retrouve ici la rhétorique concernant un type de groupe marginale, des individus peu dignes de confiance. Cette attitude contraste avec l'action de Safvetî Paşa qui a agi dans l'intérêt des Algériens, mais qui répondait aussi aux objectifs des réformes dans les provinces de l'Empire. Ainsi, les premières mesures de sédentarisation s'articulent entre des directives de l'État central et les nécessités locales, sur lesquelles de nouveaux organes comme les conseils de consultations émettaient des avis sur l'installation des Algériens. La communauté algérienne est donc le produit des Tanzimat puisque l'installation des migrants est une question à laquelle se mêlent autant les plus hautes autorités de l'administration ottomane, mais aussi, sur un plan local, des notables de Damas. Cette articulation entre les pouvoirs permet de cerner un groupe de population désigné désormais comme les « émigrés algériens » quand il s'agissait spécialement de leur installation.

#### 4.4 « Une colonie française dans le cœur de la Syrie » : la communauté algérienne et l'ingérence européenne

Par un rapport alarmant, daté du 8 janvier 1848, le consul britannique à Damas Richard Wood prévenait son gouvernement du risque que les Algériens ne constituent une « une colonie française dans le cœur de la Syrie ». Ce danger potentiel met en

---

to incorporate frontier zones to the direct rule of the Ottoman state failed because they were over-reliant on military power to force submission”, p. 16.

exergue la complexité des rapports de force qui se jouaient dans la province syrienne et dans lesquels les Algériens devaient se positionner. Il est nécessaire de comprendre que le statut de la province d'Algérie n'était pas considéré de la même façon entre les puissances pour lesquelles les Algériens comptaient, soient les Français, les Ottomans et les Anglais. Ce fait engendrait une bataille juridique entre les autorités françaises et ottomanes en Syrie au sujet du statut des Algériens eux-mêmes, sommés de définir de qui ils répondaient. Ainsi, nous allons voir que c'est aussi l'influence des puissances européennes qui ont, en partie, déterminé la formation de la communauté algérienne en Syrie ottomane. Ce facteur a d'ailleurs conditionné la position de la Sublime Porte face au statut de la province d'Algérie.

Ce que craignait le consul anglais à l'arrivée des Algériens en Syrie c'était l'ingérence de la France dans la province. Les Algériens auraient été, dans cette logique, l'instrument de cette ingérence à travers un régime de protection extraterritorial. Dans les provinces arabes, la France faisait partie des premières Puissances européennes à y avoir établi des comptoirs commerciaux et des consulats, s'imposant progressivement comme acteur politique incontournable au « Levant »<sup>338</sup>. Grâce aux capitulations, la France offrait des droits spéciaux à des communautés non musulmanes (les *zimmi*s) avec lesquelles elle avait des intérêts<sup>339</sup>. Ces droits spéciaux prenaient la forme d'une protection consulaire, ce qui faisait d'eux des « Protégés » (*Berathli* en ottoman) et ôtait, en théorie, une partie de la souveraineté des Ottomans dans leur propre empire.

<sup>338</sup> Gilles Veinstein, « les failles de l'affrontement », dans *L'Europe et l'islam*, p. 245-247.

<sup>339</sup> Voir Bruce Masters, *Christians and Jews in the Ottoman Arab World, The Roots of Sectarianism*, Cambridge University Press, 2001. Notons que Linda S. Schilcher omet l'exemple algérien lorsqu'elle prétend que les Puissances n'accordaient pas de protection aux communautés musulmanes. Elle écrit "The European protégés of Damascus were without exception, members of the Christians and Jewish minority communities. It is difficult to establish why the Europeans did not grant protection to Muslims. It seems quite likely that the Ottomans would not have tolerated it". Linda S. Schilcher, *Families in politics*, p. 82.

Ce qui changeait singulièrement, avec le cas des Algériens en Syrie, c'est que les consuls de France cherchaient à étendre le régime des protections à une communauté musulmane. Ils croyaient pouvoir le faire en vertu de l'occupation française en Algérie. Nous avons vu plus haut (chapitre 2.1) que la chute du Dey équivalait, pour les Français, à la domination de la France sur des populations de la province qu'ils envahissaient. Pour cette raison, les consuls de France en Syrie considéraient *de facto* les Algériens qui arrivaient dans la province ottomane comme des sujets français, sauf dans le cas prouvé d'une absence de volonté de retour vers leur patrie d'origine<sup>340</sup>. Des Algériens vinrent s'installer en Syrie alors occupée par Mehmed Ali Paşa. Quelques documents égyptiens montrent que l'administration du Pacha rebelle facilita l'entremise de consuls français dans cette question. Ces derniers considéraient les migrants algériens comme des sujets de la France. À travers la protection consulaire, les Algériens bénéficiaient officiellement du statut de protégé de la France et d'avantages fiscaux<sup>341</sup>. Ils pouvaient prétendre à ces droits spéciaux au même titre que certaines communautés non musulmanes ayant des affinités avec les puissances européennes. Les Algériens constituaient donc la première communauté musulmane à pouvoir bénéficier de privilèges extraterritoriaux dans l'Empire ottoman<sup>342</sup>. Toutefois, les autorités ottomanes annulèrent certains des avantages que de nouveaux protégés avaient acquis lors de l'occupation. Contrairement à Mehmed Ali Paşa qui

---

<sup>340</sup> Pierre Bardin prête aux autorités françaises une posture assez radicale sur leur droit à protéger les Algériens. Pierre Bardin, *Algériens et Tunisiens*, p. 35.

<sup>341</sup> *Al-Mahfūzāt al-Malikiyyah al-Misriyyayyah bayyān bi-wathā'iq al-Shamiyyah*, ed. Asad Rustum (Beyrouth: American Press, 1940-43), Mehmed Ali Paşa à Ibrahim Paşa, 211/302. 31 août 1834. Quatre ans plus tard, les autorités égyptiennes s'engageaient à ce que les commerçants maghrébins soient exemptés de l'impôt sur la soie, au même titre que les commerçants européens. Mohammed Şerif à Hüseyin Paşa, 7 décembre 1838. 256/240. Pierre Bardin, qui a mis à jour la question algérienne en Syrie à travers les archives du Ministère des Affaires étrangères, soutient que la circulaire de 1834, émise par le gouvernement français était si restrictive qu'aucun algérien n'aurait dû être inscrit.

<sup>342</sup> James Meyer relève le même phénomène concernant les musulmans de Russie qui s'installèrent dans l'Empire ottoman, mais cela se produisit au moins vingt ans après le cas des Algériens, voir James Meyer, « Immigration, Return and the Politics of Citizenship : Russian Muslims in the Ottoman Empire », 1860-1914, *IJMES*, no. 39, 2007, p. 15-32.

accommodait les puissances comme la France pour s'en faire une alliée, les *valis* ottomans de la période de la reprise de la Syrie rappelaient aux Français que la protection consulaire ne pouvait s'appliquer à des sujets musulmans de l'Empire . Une dispute entre le *Defterdar* (chargé des finances de la province) de Damas et le consul de France, qui réclamait le droit de protection sur les Algériens en juillet 1842 est révélatrice :

Après une forte discussion avec le Defterdar, celui-ci consent à maintenir le *statu quo* en attendant d'avoir reçu des instructions de la Porte qui va se saisir de la Porte. Le consul lui fait remarquer qu'il y avait non seulement les juifs, « mais aussi beaucoup de Turcs de notre colonie d'Alger que je regardais comme sujets français. À cette remarque de ma part, le fanatisme se réveilla : il me dit que les juifs peut-être, il me les accorderait, mais des Turcs sous protection française, jamais ! »<sup>343</sup>

Les premiers réfugiés algériens, ceux qui quittaient l'Algérie du fait même de l'invasion française, étaient arrivés en Syrie pendant l'occupation égyptienne, ce qui en limitait complètement l'intervention des Ottomans dans cette question. Lors de la reprise ottomane, le flux des migrants algériens vers la Syrie n'était pas suffisamment important pour générer un conflit important entre la France et les Ottomans. Une liste de protégés, dressée par le Consulat de France à Damas quelques mois avant l'arrivée du groupe de Ben Sâlem, ne présente que des Algériens d'origine juive. Exception faite à un « Algérien turc » enregistré pendant la période égyptienne<sup>344</sup>.

En fait, c'est la densification du flux des migrants algériens vers la province syrienne qui a forcé les autorités ottomanes à réclamer les preuves de leur allégeance. Rappelons que l'arrivée des Algériens de décembre 1847 équivalait à 500 personnes arrivant d'un seul coup à Damas. Dans les mois suivants, d'autres groupes arrivèrent. Tous les pères de famille durent, dans les premiers temps, signer une pétition

---

<sup>343</sup> Bardin, *Algériens et Tunisiens*, p. 34.

<sup>344</sup> AE, CPC Damas, 2. « Tableau des protégés qui se sont présentés à la Chan. (sic) du consulat de France en Syrie ».

affirmant qu'ils obéissaient au Sultan et se réfugiait sous la protection de l'État ottoman. Sans le savoir, les Algériens répondaient en tous points à ce que le consul britannique avait fait remarqué à Safvetî Paşa.

J'ai représenté au Pacha que l'établissement des Algériens en Syrie était une question qui nécessite une sérieuse considération, et dangereuse pour la Sublime Porte, à moins qu'on ne fasse des mesures propres à empêcher la possibilité ou que le gouvernement français les réclame plus tard comme ses sujets, ou qu'eux-mêmes réclament sa protection quand ils la trouveront utile pour éviter de payer les taxes ou les exactions des gouverneurs, que rien ne prouve que ces Algériens soient exempts de toute allégeance envers le gouvernement français. J'ai engagé le Pacha à ne prendre aucune résolution avant d'avoir demandé et reçu des instructions de la part de son gouvernement<sup>345</sup>.

C'était les craintes exprimées dans un document anglais écrit au début du mois de janvier 1848, traduit en ottoman par la *tercûme odası* (la « chambre de traduction »), organe essentiel de la diplomatie des *Tanzimat*<sup>346</sup>, qui transforma le rapport de la Sublime Porte avec les Algériens. Auparavant, il n'y a nulle trace de problème occasionné par l'arrivée plus massive des Algériens dans les archives ottomanes... Seul le consul Vatier de Bourville avait remarqué, comme nous l'avons vu, l'attitude solidaire de Savetî Paşa pour ses coreligionnaires, dans une lettre du 13 décembre 1847. Ce même consul n'était pas, d'ailleurs, disposé à réclamer tant que ça de droit sur des vétérans de la guerre contre la France ! Un mois plus tard, il signalait du danger des abus de la protection française sur les Algériens et préconisait une protection restrictive qui ne pouvait pas s'adresser à une communauté si nombreuse<sup>347</sup>.

<sup>345</sup> HR.TO 211.23, 5 janvier 1848. La dépêche est en français, langue de la diplomatie au XIXe siècle, ce qui montre que le destinataire n'était pas uniquement le *Foreign Office*, mais bien la Sublime porte. (annexe F)

<sup>346</sup> La « chambre de traduction » a permis la centralisation du traitement des affaires extérieures autrefois monopolisées par des familles chrétiennes d'Istanbul. Elle devint un organe essentiel de la diplomatie dans laquelle sont passés quelques-uns des grands réformateurs des *Tanzimat*. Ali Akyıldız, « Tercûme odası », *DIA* 40, 504-504.

<sup>347</sup> AE, CCC, Damas 2, l'ambassade de France à Constantinople au consul de France à Damas Vattier de Bourville, 14 janvier 1848.

Le fait que les Algériens apparaissent dans les sources ottomanes, à travers le caractère alarmant de la dépêche, illustre à quel point les Britanniques s'ingéraient de plus en plus dans la gestion politique des communautés de l'Empire, surtout quand la France y était mêlée. Le célèbre consul Richard Wood<sup>348</sup>, qui est de toute évidence l'auteur de la dépêche, cherchait à identifier les moyens à la disposition des Français pour y exercer de l'influence sur une communauté musulmane en Syrie. Il en définissait jusqu'à l'outil qui permettrait à la Sublime Porte de reconnaître les Algériens ottomans de ceux qui se réclameraient de la France. Ainsi, quand Safvetî Paşa faisait remarquer à Wood que « si l'on ne leur donne pas à présent même quelques terres, ils mourraient de faim », Wood écrivait qu'il lui avait fait cette réponse :

Alors j'ai dit que dans ce cas, il faudrait leur faire dire dans leur pétition par laquelle ils demanderaient des terres, que comme le Sultan, leur souverain légitime, n'a jamais renoncé à la souveraineté sur Alger, ils sont ses sujets, ils doivent payer des taxes, et lui offrent leur service militaire.<sup>349</sup>

Partie de Damas l'alarme anglaise résonna dans la capitale de l'Empire pour revenir de là où elle était partie. Très vite après la réception de ce message, les autorités centrales et locales se mobilisèrent pour définir les démarches pour régler ce qui apparaissait comme une menace à l'intégrité de l'Empire. L'installation des « émigrants » (*muhâcirîn*) passait par la concession de terres dans des endroits choisis pour la sédentarisation ainsi que des salaires à pourvoir aux chefs de la communauté<sup>350</sup>. Sommés de répondre aux exigences qu'avait formulées le consul

<sup>348</sup> Bardin rappelle que Wood « combattit avec acharnement l'influence française » en Syrie puis en Tunisie. Bardin, *op.cit.*, p. 35. Le recueil de la Chambre des Communes (*House of Commons Paper*) no. 60, montre actif qu'il était déjà en poste à Damas en 1841.

<sup>349</sup> HR.TO 211.23, 5 janvier 1848.

<sup>350</sup> İ.MMS 72.2079 doc. 10, 5 S 1264 / 12 janvier 1848. Deux types d'acteurs contribuent à statuer sur les décisions à prendre vis-à-vis des migrants, les autorités ottomanes représentés par deux hauts gradés militaires, les maréchaux (*müşir*) d'Arabie et d'Anatolie Mehmed Namık Paşa et Mehmed Reşid Paşa accompagné du *vali* Safveti Paşa, ce qui contribue à montrer l'importance de l'affaire

britannique<sup>351</sup>, les Algériens présentèrent leurs requêtes en bonne et due forme. Ils exprimèrent explicitement leur fidélité à la Sublime Porte sous la forme d'un document signé par tous les chefs de famille des nouveaux arrivants. Les immigrants qui suivirent la première vague arrivée en Syrie fin 1847 se soumièrent aux mêmes exigences que leurs prédécesseurs. Ils fournirent un document officiel qu'on réclamait « cacheté et signé » (*memhûr* ou bien *kavi ve mûmza*) pour en préserver l'authenticité, déclarant leur allégeance à l'État souverain. Ces mesures de protection contre l'ingérence française contribuèrent à étouffer les tentatives des consuls qui visaient à faire des populations algériennes des sujets fidèles qui pourraient servir leurs intérêts dans la province syrienne. En fait, la prétention française à protéger la communauté algérienne variait d'un consul à l'autre. Nous avons vu, avec le cas de Vattier de Bourville au début de l'année 1848, qu'il resta prudent à l'arrivée de la caravane de Ben Sâm. Il se garda de réclamer des droits de souveraineté dans un contexte peu favorable. Toutefois, à la fin de l'année 1849, un commerçant algérien venant de Damas décéda à Beyrouth. Malgré les récriminations des autorités françaises sur place, Vamık Paşa, le *vali* de Sayda avait ordonné l'apposition des scellés sur les biens du défunt<sup>352</sup>. Au sens du consul de Beyrouth, c'était une violation du droit français. La Sublime Porte ne montra aucune disposition pour négocier avec le consul. La fermeté du gouvernement ottoman face à la France était de rigueur, car d'autres Puissances comme l'Angleterre et la Russie pouvaient elles aussi réclamer la protection de communautés musulmanes<sup>353</sup>.

---

algérienne. L'autre partie prise en considération est l'avis du conseil consultatif, le *Meclis-i Şura* composé de grands notables de Damas.

<sup>351</sup> İ.MMS 72.2079, doc. 8 Toutefois, contrairement à l'avis de Wood, les Ottomans exonérèrent les Algériens de taxes à leur arrivée et ne les soumièrent pas aux contraintes de la conscription, réservant leur service dans la cavalerie des Maghariba.

<sup>352</sup> C'était le premier mandat de Vamık Paşa en tant que *vali*, ce qui laisse à penser que le gouvernement le plaça sur un point « chaud » de l'Empire compte tenu de la présence des Européens. Il se montra très efficace puisqu'il demeura en poste jusqu'à octobre 1851 pour y être renommé un an plus tard, cette fois pour 5 ans. « Vâmık Sâlih Paşa », *SOY*, p. 1650.

<sup>353</sup> İ.HR 60.2928, 6 janvier 1850.

De plus, le statut des Algériens en Syrie était à la fois un problème local et intérieur, mais relevait aussi d'un problème de politique étrangère. Pour conserver l'autorité sur les Algériens, la Sublime Porte devait toujours nier le fait accompli en Algérie, considérer que la province était toujours ottomane. Reconnaître l'Algérie comme partie de la France c'était reconnaître que les Algériens étaient ses sujets partout où ils se trouvaient. Si le consul britannique avait conscience que les Algériens devaient être loyaux envers le Sultan, leur souverain légitime, qui n'avait « jamais renoncé à la souveraineté sur Alger », c'est que le statut de la province occupée par la France avait un rapport avec le statut des Algériens de Syrie. Ceci explique en partie pourquoi les atlas ottomans représentèrent toujours la province d'Algérie comme un territoire de l'Empire, refusant ainsi de reconnaître le fait accompli jusqu'à la fin de la période ottomane.

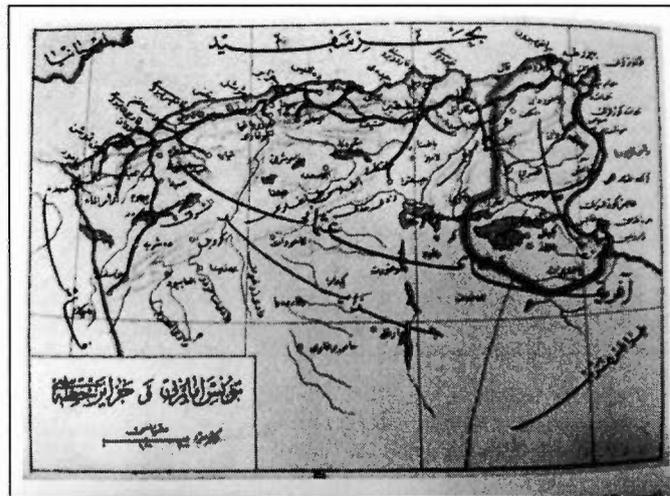


Figure 4.2 – Carte composée en 1905 comptant l'Algérie (et la Tunisie) parmi les Domaines bien protégés !<sup>354</sup>

<sup>354</sup> La figure 4.2 représente le Maghreb selon le géographe du Sultan Abdülhamid II, composé en 1905 et qui témoigne du refus de reconnaître après des années d'occupation, la souveraineté française. (Hanioglu, Brief History p. 10).

La résistance des autorités ottomanes passait à la fois par le rappel du caractère religieux de l'immigration en soustrayant les Algériens à l'influence française. Toutefois, pour court-circuiter les revendications françaises à administrer les Algériens, il fallait toujours que les Ottomans rappellent aux Français qu'ils ne reconnaissaient pas leur souveraineté sur la province algérienne. Les Anglais l'avaient bien compris et insistèrent précisément sur ce point.

La communauté algérienne est le produit des Tanzimat, étant donné le processus de centralisation administrative dans lequel ce groupe de population était entraîné en s'établissant en Syrie ottomane. Néanmoins, la communauté algérienne se forme aussi sous la poussée de l'ingérence européenne. Ce phénomène est à mettre en rapport avec l'invasion française en Algérie et l'intensification de l'arrivée de réfugiés algériens en Syrie à partir de décembre 1847. Des migrants d'une province ottomane sont devenus « Algériens » surtout à travers leur relation avec l'État français et indirectement avec l'Angleterre. Le problème du statut de l'Algérie est, dans la question de l'installation des Algériens en Syrie ottomane, un problème fondamental. Ce problème conditionne le rapport des migrants avec l'État ottoman. Puisque les Français considéraient l'Algérie comme leur possession dès le début de l'invasion et que les populations qui s'y trouvaient étaient leurs sujets, ils étendaient cette subordination aux Algériens en Syrie. Le relais diplomatique et consulaire que la France avait en Syrie ottomane permettait à cette puissance d'espérer soutenir l'implantation des Algériens que soutiendrait l'intérêt des Français dans le territoire. C'est cette idée que ne pouvaient accepter les Britanniques qui avaient aussi d'importants intérêts dans la province syrienne. Ils ne pouvaient tolérer que l'ingérence française s'intensifie grâce à leur emprise sur une communauté nombreuse. Nous avons vu que ce sont bien les autorités anglaises qui ont influencé l'État ottoman à prendre des mesures obligeant les Algériens à « refaire » en quelque sorte l'allégeance au Sultan. La Sublime Porte sommait ces nouveaux arrivants de se déclarer ottomans, de s'identifier comme Algériens, une province ottomane que le

pouvoir ottoman considérait toujours comme partie intégrante de l'Empire. Ainsi, le statut de l'Algérie était une question diplomatique qui dépassait largement la perte d'un territoire, mais qui concernaient le statut de populations issues de la province. Par intérêt, mais aussi sous la pression des Britanniques, la Sublime Porte ne reconnaissait pas le fait accompli en Algérie, car le faire, c'était perdre sa souveraineté sur les Algériens venus se réfugier en Syrie.

#### 4.5 Conclusion du chapitre

La carrière d'Abd al-Qâdir en Syrie ottomane est marquée par ses relations avec la communauté algérienne qui s'y trouvait avant lui. Mieux connaître la formation de cette communauté éclairera les conditions dans lesquelles Abd al-Qâdir est arrivée à Damas à la fin de l'année 1855, mais aussi les liens que le personnage tissa avec la province syrienne dès avant son arrivée. L'histoire de la diaspora algérienne s'est singularisée avec la conquête française de l'Algérie. Celle-ci a provoqué, en Syrie ottomane, une densification de la population venant de cette province. Toutefois, il existait en Syrie des institutions dédiées spécialement aux populations du Maghreb, dont les Algériens constituaient une partie à côté d'autres populations de la même région. La mobilisation des Algériens expatriés lors de l'invasion française à l'intérieur de ces institutions est un phénomène qui atténue l'aspect national de la communauté algérienne arrivée à partir de 1847.

L'armée et l'éducation religieuse sont deux exemples que nous avons relevés pour illustrer l'installation rapide des Algériens en Syrie ottomane. Plusieurs des notables de la diaspora algérienne ont laissé des traces qui permettent d'identifier leur parcours. Ali Ben Amara, devint le chef d'un régiment de cavaliers des « Maghrébins ». Il réussit aisément à obtenir ce poste en mobilisant les autorités ottomanes et parvenant à les convaincre qu'il devait poursuivre le métier des armes, rôle qu'il avait déjà en

Algérie. Sa rhétorique au sujet de sa participation dans la guerre contre la France et le soutien du lieutenant d'Abd al-Qâdir, Ben Sâlem, renseignent à la fois sur les représentations des Algériens vis-à-vis de l'État ottoman, mais aussi de leur connaissance du contexte syrien dans lequel ils s'identifiaient comme "Maghrébins". Ils assuraient ainsi la permanence de ce groupe militaire irrégulier fondé sur une appartenance ethnique très homogène (contrairement à d'autres, beaucoup plus hétérogènes en Syrie). Le parcours d'« Ali Ağa », renforce l'idée que le groupe des Algériens conservait une certaine cohésion grâce des institutions d'une part, mais aussi à travers une expérience collective commune : celle d'avoir participé à la guerre en Algérie. Cette expérience leur conférait un prestige supplémentaire et la légitimité d'occuper des postes dans des forces ottomanes en pleine reformation dans la province syrienne.

Le chef spirituel Mehdi al-Seklawi a, quant à lui, bénéficié du soutien de notables syriens et algériens pour occuper un rôle important au sein d'une institution religieuse réservée aux Maghrébins. D'un côté ce personnage conservait une autorité fondée sur le charisme et la science qu'il avait en Algérie, ce qui permettait à la communauté de garder une certaine cohérence. De l'autre, le bon accueil que lui firent les savants locaux indique que les cheikhs maghrébins étaient accueillis favorablement par une partie de l'élite religieuse de Damas qui bénéficiaient. Une fois de plus l'intégration rapide d'Algériens était possible grâce à la présence d'institutions préexistantes à Damas. Ces institutions maghrébines, dédiées à la transmission des sciences religieuses, ont facilité une intégration rapide de la communauté. La participation de ces leaders religieux dans le paysage social damascène transcendait les catégories strictement ethniques, et leur faisait un nom dans l'histoire académique de la ville de Damas.

Les immigrés tirèrent parti d'un étatisme qui se renforçait dans la province de Damas. Cet étatisme, en plein essor après l'occupation égyptienne, est visible à travers

l'intervention directe du *Vali*, des Maréchaux envoyés par la Sublime Porte et le truchement du conseil des notables de Damas dans la gestion de leur installation. La présence de l'État dans la question algérienne a aussi été accentuée par l'intervention des Anglais qui craignaient l'ingérence française en Syrie par l'intermédiaire des nouveaux arrivants. La question de l'allégeance des Algériens n'était donc pas seulement une question locale, ni une stricte compétition entre Ottomans et Français, mais bien une question aux dimensions internationales qui impliquait même jusqu'à la définition du statut de la province algérienne. Jamais reconnue officiellement par le pouvoir central comme possession française jusqu'à la fin de l'Empire ottoman, l'Algérie prenait, dans le contexte syrien, une autre dimension. Forcés de jouer sur le terrain juridique préparé par les Français, les Ottomans reconnaissaient officieusement l'Algérie comme possession française pour revendiquer le statut de sujets ottomans aux immigrants algériens.

## CHAPITRE V

### LE LIEUTENANT D'ABD AL-QÂDIR À DAMAS : LA RECOMPOSITION DE L'AUTORITÉ D'AHMED BEN SÂLEM EN SYRIE OTTOMANE (1847-1855)

Une figure se distingue plus nettement dans la genèse de la communauté algérienne en Syrie ottomane. Les liens étroits de ce personnage, noués avec Abd al-Qâdir dans la guerre en Algérie, et le prolongement de cette relation dans un contexte nouveau, celui de la Syrie ottomane, nous amène à lui consacrer un chapitre entier. Il s'agit d'Ahmed Ben Sâlem, « l'ancien khalifat d'Abd el-Kader » comme le désigne, début 1848, l'alarmant message du consul britannique à Damas, Richard Wood, qui craignait les répercussions de l'installation des Algériens. Ahmed Ben Sâlem joua un rôle prépondérant dans l'intégration de la communauté maghrébine en Syrie, de sa reddition en 1847 jusqu'à l'arrivée de son chef en 1855. Il est même la pièce maitresse de la formation d'une communauté algérienne en Syrie ottomane.

Si certaines biographies sur Abd al-Qâdir font état de ses retrouvailles avec Ahmed Ben Sâlem<sup>355</sup>, très peu est dit sur la carrière que ce dernier avait menée jusque-là en Syrie ottomane. Contrairement à la bonne volonté et le pacifisme d'Abd al-Qâdir à son arrivée à Damas, Pierre Bardin a montré la figure de Ben Sâlem comme un

---

<sup>355</sup> « Ben Salem, his old and devoted khalifa and some hundreds of Algerians, who had already obtained permission to settle in Damascus and who proudly swelled his suite as he entered the city, now thronged around him day and night [...] ». Churchill, *Life of Abd-el-Kader*, p. 306. Ajoutons deux biographies plus tardives, publiées la même année, qui mentionnent ces retrouvailles : Celle sûrement inspiré de Churchill, Wilfrid Blunt, *Desert Hawk: Abd el Kader and the French Conquest of Algeria*, London, Methuen, 1947, p. 264. D'estailleur-Chanteraine, *Abd el-Kader, l'Europe et l'Islam au XIXe siècle*, Paris, J.B Janin, 1947, p. 268.

rebelle aux yeux des Français. Reconnu par les Ottomans, dont il avait reçu la direction sur les migrants algériens, il était le principal obstacle à la protection consulaire que les Français voulaient conférer aux Algériens dans le contexte syrien. Bardin est toutefois muet sur d'éventuels contacts entre Abd al-Qâdir et son lieutenant. L'existence avérée de leur correspondance alors même que l'Émir résidait à Bursa (après sa reddition et sa détention en France, entre 1853 et 1855) amène à reconsidérer les dispositions communes des deux hommes au sujet de l'immigration algérienne vers la Syrie.

Il s'agit, dans ce chapitre, de revenir sur le pouvoir que revendiquait Ben Sâlem en arrivant à Damas. Nous verrons de plus près quelles sont ses références et ses stratégies pour redéfinir son autorité auprès des Algériens qui l'accompagnaient. Il s'agira d'identifier les fonctions que les Ottomans lui accordèrent et dans quelles dynamiques elles s'inscrivaient au niveau local, mais aussi international, puisque l'allégeance des Algériens était discutée et disputée. Cela nous mènera à situer le pouvoir de Ben Sâlem dans le jeu politique des Puissances européennes investies dans les affaires ottomanes en Syrie. Les représentants en Syrie de Puissances rivales comme la France et l'Angleterre ont toutes deux eu des rapports avec le lieutenant d'Abd al-Qâdir (qu'elles reconnaissaient comme tel). Ce dernier déploya, auprès des consuls français et anglais, un sens de la négociation aiguisé et un pragmatisme certain qui dévoilent des objectifs politiques concrets.

Enfin, il sera question de définir la nature des rapports qui se prolongèrent entre Ben Sâlem et son chef interné en France puis transféré à Bursa. Ben Sâlem manifesta une propension à endosser des rôles variés et contradictoires qui laisse entrevoir un sens pratique dans la recomposition de son pouvoir en Syrie ottomane. Nous nous demanderons si cette propension visait à maintenir le contrôle sur les migrations algériennes vers la Syrie dans lesquelles Abd al-Qâdir aurait été investi. L'influence

de ce dernier dans des questions directement liées à région Damas précédait donc sa propre arrivée en 1855.

### 5.1 Du service du Dey à celui d'Abd al-Qâdir

Ahmed Ben Sâlem eut une carrière politique avant son arrivée à Damas. Quand il arriva en décembre 1847, il était connu par les consuls français et britanniques pour les services qu'il rendit à Abd al-Qâdir. Par contre, rien dans les archives ottomanes ne laisse croire que la Sublime Porte connaissait Ahmed Ben Sâlem et moins encore identifiait ce personnage comme un serviteur d'Abd al-Qâdir. La seule mention d'un lien entre les deux personnages n'apparaît que dans la lettre (et surtout dans sa traduction en ottoman) de Wood qui évoquait, au passé, le rapport de subordination de Ben Sâlem envers Abd al-Qâdir : il était son « ancien califat »<sup>356</sup>. Pourtant, Ahmed Ben Sâlem tenait, quand il écrivait au gouvernement ottoman dès son arrivée en Syrie, à être reconnu comme un serviteur de l'État ottoman de longue date. De plus, la guerre menée avec « Hadj Abd al-Qâdir » avait été, selon lui, le prolongement du service qu'il rendait à l'Empire.

Pour convaincre les autorités ottomanes de ses qualités de chef, Ahmed ben Sâlem rédigea une longue lettre en ottoman qui exposait sa version des faits. Il expliquait ce qui l'amena, lui et de nombreux algériens, à émigrer vers Damas. Bien que la langue ottomane qu'il utilisait avait quelque chose d'approximatif, la capacité d'Ahmed Ben Sâlem à communiquer dans cette langue témoigne d'une partie importante de sa carrière. Avant que la guerre n'éclate en Algérie, Ahmed Ben Sâlem avait servi les autorités ottomanes d'Alger. De telles fonctions expliqueraient, en partie, pourquoi il

---

<sup>356</sup> HR.TO 211.23, 5 janvier 1848 ; İ.MSM 72.2079, doc. 7, hormis la traduction de la dépêche de Wood qui mentionne qu'Ahmed Ben Sâlem est l'ancien « kethüda » d'Abd al-Qâdir (*Abdülkadir'in sabık kethüdasi*), une expression qui peut se traduire par « majordome », voir « attaché » ou secrétaire.

se proclamait « Bey »<sup>357</sup>, un rôle politique dont nous avons vu l'expression en Algérie. Le pouvoir de la famille d'Ahmed Ben Sâlem dans la région montagneuse au sud-est d'Alger s'étendit, car les autorités ottomanes qui y avaient éprouvé des difficultés à maintenir le contrôle sur les populations de cette région<sup>358</sup>. Originaire de la région du Sous au Maroc la famille s'était installée dans la région du Hamza<sup>359</sup> (en Algérie) au début du XVI<sup>e</sup> siècle. Avant l'invasion française, c'était déjà la famille d'Ahmed Ben Sâlem qui servait d'intermédiaire avec les autorités d'Alger pour assurer cette tâche, jouissant de privilèges de la part des Ottomans d'Algérie. Le Colonel Robin soutient également que les autorités d'Alger recoururent à la famille des Ben Sâlem comme relais de leur pouvoir, en leur accordant divers privilèges et une certaine autonomie quant à l'imposition des tribus sur lesquelles s'exerçait leur influence à travers la *zawiya* familial<sup>360</sup>. Le propre père d'Ahmed, Mohammed Ben Sâlem aurait particulièrement reçu les faveurs du dernier Dey, le malheureux Hüseyin, déchu en 1830. La famille maraboutique tirait parti de son alliance avec le Dey et parvint à structurer le pouvoir dans la région<sup>361</sup>. Bourjade précisait que la famille Ben Sâlem assurait le contrôle de tribus berbères pour le compte d'Alger et qu'à la mort de Mohammed c'est Ahmed qui prit le commandement de la famille et « des populations

---

<sup>357</sup> Î.MSM 72.2079. Ses deux lettres non datées sont toutes deux signées : *Bende Ahmed Bey Bin Sâlim Cezâyirli*.

<sup>358</sup> John Ruedy, *Modern Algeria: the Origins and Development of a Nation*. Bloomington, Indiana University Press, 1992, p. 37. L'Émir lui-même connut les plus fortes expressions du rejet de son autorité par les Kabyles, voir p. 61. Pourtant, Alain Mahé réfute l'idée qu'il partit en guerre contre eux pour leur imposer son autorité. Selon l'auteur, l'éclatement du pouvoir était telle en Kabylie que l'émergence d'un rival coalisant les tribus contre lui était impossible, A. Mahé, *Grande Kabylie*, p. 164.

<sup>359</sup> La région est parfois appelée « Sebaou » dans les sources coloniales. Elle se situe au sud-est d'Alger, dans la région montagneuse comprise dans l'actuelle Wilaya de Bouira. Sur ses origines familiales, voir le Colonel Robin « Notes historiques sur la grande Kabylie de 1838 à 1851 », *Revue Africaine*, vol. 46, 1902, p. 45. L'auteur précise que leur installation dans la province aurait « précédé de quelque temps l'occupation d'Alger par les Turcs ».

<sup>360</sup> Colonel Robin, *Notes*, p. 45.

<sup>361</sup> Comme le montre Alain Mahé, la confrérie *Rahmaniyya* a été l'intermédiaire privilégié des Ottomans d'Algérie et l'influence de ces derniers s'exerça sur des tribus « Makhzen » comme celle de la famille Ben Sâlem au point d'en adopter les mœurs et les modes. Alain Mahé, *Grande Kabylie*, p. 50-51.

qui obéissaient à son père »<sup>362</sup>. Danziger mentionne que plusieurs khalifats d'Abd al-Qâdir étaient autrefois au service des « Turcs » avant de le servir, ce qui montre qu'il existait des continuités entre son autorité politique et celles des Ottomans. Pour le cas d'Ahmed Ben Salem, l'auteur ne s'en tient qu'à évoquer que sa famille obtenait de « grands privilèges » par les autorités algéro-ottomanes<sup>363</sup>. Le père d'Ahmed Ben Sâlem fut assassiné dans la période qui suivit la chute des Ottomans d'Algérie, révélant les antagonismes qui existaient dans cette portion de la Kabylie. Toutefois, l'autorité de la famille était suffisamment établie pour qu'Abd al-Qâdir considère Ahmed Ben Sâlem comme un allié qui pouvait lui venir en aide bien que selon Daumas, l'Émir réprouvait certaines des habitudes « turques » que son lieutenant aurait prises<sup>364</sup>.

Dans la lettre qu'il écrivait au gouvernement ottoman, fin 1847, Ben Sâlem fit le récit de la longue guerre contre la France (il la faisait bien commencer en 1245 *hijri* donc en 1830). Il évoquait son engagement dans les combats auprès d'Abd al-Qâdir et les raisons de l'échec de leur combat. Dans ce récit épique, Abd al-Qâdir avait une position dominante sans pour autant que Ben Sâlem n'en fasse un chef d'État. Abd al-Qâdir n'y était pas calife, émir ou Sultan, mais simplement désigné par « Hadj » (*Hacc*). Ben Sâlem donnait une version des faits logique, cohérente et se plaçait toujours du côté des Ottomans quand il évoquait, dans son récit, des personnalités qui eurent plus ou moins d'importance dans la lutte contre la France en Algérie. L'impossibilité de poursuivre la guerre était due, selon lui, au retrait de l'émir « dans

---

<sup>362</sup> G. Bourjade, *Notes*, p. 257.

<sup>363</sup> Danziger, *Abd al-Qâdir*, p. 266.

<sup>364</sup> Daumas, *Kabylie*, p. 144. Peu de temps après avoir été nommé khalifat du Hamza, Ahmed Ben Sâlem vint rencontrer l'émir à Miliana pour se plaindre du manque d'obéissance des tribus berbères sous son autorité. Il obtint satisfaction dans la promesse d'une prochaine intervention d'Abd al-Qâdir. Avant de se retirer, Ahmed et son lieutenant sont toutefois invectivés par l'émir: « Vous portez leur dit-il sur vos visages le cachet des hommes impurs. Comment se fait-il que vous laissiez croître à ce point vos moustaches, quand vous savez que la loi maleki le défend. Loin de moi! Vous ressemblez à des Turcs ou à des Courouglis ». Daumas, *Kabylie*, p. 189.

les montagnes, vers les territoires du Sultan Abdurrahman », ce qui eut pour conséquence de briser le moral des *Mujâhidîn*<sup>365</sup>. Ben Sâlem mentionnait également la « dispute » (*münâzaa*) entre son chef et le Sultan du Maroc qui donna l'avantage aux Infidèles<sup>366</sup>. C'était à peu de chose près le même argument explicatif que la lettre d'allégeance de son chef, écrite à la fin de l'année 1841 (voir 3.2). Ben Sâlem évoquait aussi qu'il avait contacté Mehmed Ali Paşa, en vain puisque celui-ci ne répondit pas à ses demandes. Il prétendait même que ce dernier « déchira le message que nous lui avons envoyé » (*bizim yazdığımız kağıd Mehmed Ali Efendimiz'e vusûlunda şakk idüb...*). C'est un autre parallèle à faire avec la stratégie rhétorique d'Abd al-Qâdir quelques années plus tôt (voir 3.2) : évoquer des relations avec un personnage aussi important que Mehmed Ali Paşa – gouverneur de l'Égypte depuis quarante ans et qui avait été jusqu'à annexer pendant dix ans les territoires syriens - semble relever d'une tentative de se placer comme un chef capable d'entreprendre des initiatives diplomatiques de grand style. Surtout, Ahmed Ben Sâlem insistait sur ses nombreuses tentatives d'obtenir l'attention du Sultan par des lettres<sup>367</sup> comme gage de son obéissance. Ainsi, malgré les entraves qui avaient empêché la Sublime Porte d'intervenir en Algérie pendant la guerre, Ahmed Ben Sâlem réussit, par son récit, à faire de ce combat une lutte menée pour le Sultan ottoman.

La manière de présenter la lutte contre la France par Ahmed Ben Sâlem contraste singulièrement avec celle dont est présenté son rôle dans l'historiographie française.

<sup>365</sup> Alain Mahé, *Grande Kabylie*, p164, écrit qu'Ahmed Ben Sâlem avait opté pour la reddition dès 1845, soit deux ans avant qu'il ne se rende vraiment. Le retour sur la scène algérienne d'Abd al-Qâdir en 1846 l'en aurait dissuadé. Feredj ne mentionne pas cette première reddition, mais indique que le combat était devenu quasiment impossible en l'absence de son chef. C'est Ben Sâlem qui a l'idée de faire revenir l'Émir en Kabylie pour « relever le moral des moudjahidines », Mohammed Seghir Fredj, *Histoire de Tizi-Ouzou et de sa région : des origines à 1954*, Alger, Éditions Hammouda, 1999, p. 85.

<sup>366</sup> Î.MSM 72.2079, doc 7.

<sup>367</sup> Î.MSM 72.2079, *Şevketlü Padişah-i Alempenâh Abdülmecîd Efendimizin nusretü'l-Rahmân Rahîm'inden olub ve bendelerine husn musâmaha ihsân buyurub zirâ Efendimiz'e çok ziyâde tahrîr etdük.*

Ahmed Ben Sâlem y apparaît comme le prototype des agents de la révolution chérifienne que mettait en place Abd al-Qâdir lors de la lutte contre la France. Un militaire français témoigne des conflits au sein desquels l'alliance de Ben Sâlem et Abd al-Qâdir consacra pour les « Arabes », l'avènement de « l'ère des Cheurfa (pl. chérif). Dans ce cadre politique, la souveraineté était alors exercée par l'Émir et ses lieutenants qui, pour la plupart, faisaient remonter leur origine au Prophète »<sup>368</sup>. Ben Sâlem rencontra l'Émir la première fois lors de la tournée de ce dernier dans l'est du pays après la chute de Constantine en 1837<sup>369</sup>. Reconnu par Abd al-Qâdir pour le pouvoir qu'il exerçait localement dans la région montagneuse au sud-est d'Alger, Ahmed Ben Sâlem devint l'un de ses plus fidèles lieutenants en menant le combat contre la France, jusqu'à sa reddition en février 1847. Il n'est pas sûr pour autant qu'Ahmed Ben Sâlem ait renoncé être désigné par le titre de Bey (ni qu'Abd al-Qâdir l'en ait interdit), si l'on en croit le frère du Maréchal Clauzel qui désigne Ben Sâlem par « Bey du Sebaou »<sup>370</sup>. Publié seulement un an avant l'arrivée des Algériens en Syrie, cette référence montre l'utilisation du titre de *Bey* par Ben Sâlem lui-même dans la signature de deux lettres rédigées en ottoman et adressées au gouvernement a quelque chose de cohérent.

Bien qu'Ahmed Ben Sâlem clamait aux Ottomans qu'il ait les attributs d'un chef, son importance dans la lutte contre la France ne fait pas l'unanimité parmi les témoignages qui le concerne. D'un côté, le fils d'Abd al-Qâdir lui consacre un passage qui lui est spécialement dédié dans la biographie de son père. Il y loue ses qualités de savant et d'homme de guerre accompli. Le fils biographe fait d'ailleurs de la reddition de Ben Sâlem une des causes mêmes de la fin de la guerre contre la

---

<sup>368</sup> G. Bourjade, « Notes chronologiques pour servir à l'histoire de l'occupation française dans la région d'Aumale, 1855-1887, *Revue Africaine*, no. 190, 1888, p. 257.

<sup>369</sup> Voir notre chapitre II. Sur la désignation d'Ahmed Ben Sâlem comme khalifat d'Abd al-Qâdir voir Daumas, *La Grande Kabylie : études historiques*. Paris, Hachette., 1847, p. 180.

<sup>370</sup> Camille L. Clauzel, *Histoire de l'Algérie française*, T.2, 1846, p. 86.

France<sup>371</sup>, ce qui rejoint les explications des historiens coloniaux. Contrairement à cette description du parfait saint guerrier qui illustre le projet politique de l'Émir, Léon Roches prêtait à Ben Sâlem une influence quasi nulle sur les populations dont il avait la charge en 1839<sup>372</sup>. Daumas, consul pendant deux ans dans la capitale d'Abd al-Qâdir, prétendit que ce dernier ne désigna son nouveau lieutenant que sur la base de ses origines chérifiennes. « Ben Salem au pouvoir avait médiocrement brillé » écrivait-il en 1847<sup>373</sup>. En 1925, Paul Azan reprenait la thèse d'une élection sur la base de ses origines nobles comme unique critère lui conférant son autorité. Contrairement à Léon Roches, l'écrivain militaire concédait à Ben Sâlem une influence réelle sur les populations locales pour le déclenchement du djihad, mais il nuancait ses propos en expliquant la chose suivante :

La religion, sur laquelle l'Émir avait basé son gouvernement, faisait ainsi à la fois sa force et sa faiblesse. Sa volonté d'écarter les Turcs et les nobles militaires (djouad) pour se faire représenter uniquement par des marabouts ou des descendants du Prophète (cheurfa), l'amena parfois à faire des choix médiocres, comme celui de Ben Salem, son Khalifat du Hamza<sup>374</sup>.

Azan soutenait que l'émir ne trouvait que très rarement des chefs combinant le charisme avec l'efficacité et l'expérience militaire. Plus récemment, Danziger alla

---

<sup>371</sup> *Tuhfat*, p. 482. La description d'Ahmed Ben Sâlem faite par le fils d'Abd al-Qâdir (qui avait 3 ans lors de la rencontre entre l'émir et son lieutenant en Algérie (1838), mais 21 lors de leurs « retrouvailles » à Damas) est fort proche de celle de Daumas qui y ajoutait une description physique appréciable : « C'est un homme de taille moyenne ; il a la barbe et les yeux noirs, la peau blanche, les dents belles ; son âge doit être aujourd'hui (en 1847) quarante à quarante-cinq ans. On le dit sage et très bon musulman ; il a prouvé longtemps par des sacrifices de tout genre son attachement à ses principes religieux. Les Tolbas le citent comme un homme instruit, laborieux et plein de dignité dans ses manières ; les guerriers vantent sa prudence au conseil, sa bravoure dans le combat, et les Arabes même son habileté à manier un cheval ». Daumas, la *Grande Kabylie*, p. 143.

<sup>372</sup> Léon Roches, la situation du Sultanat en 1839, dans Marcel Émérit, *l'Algérie*, p. 279. Dôté d'une force de 4350 hommes aux dires de Roches, le khalifat avait un nombre de guerriers de moindre importance comparé à ceux de Tlemcen (10 000 hommes) ou encore de Mascara (15 000).

<sup>373</sup> Eugène Daumas, *Kabylie*, p. 256.

<sup>374</sup> Azan, *Fanatisme*, p. 131. Azan note que la famille avait établi une zawiya au sud-est d'Alger et que pendant la guerre elle constituait une place forte comptant parmi une série d'autres qui traversaient le pays en large (p. 137).

jusqu'à prétendre que Ben Sâlem échoua partiellement dans sa tâche d'imposer l'autorité de « l'Émir » dans le territoire qui lui était échue, précisément en ce qui concernait le contrôle et la taxation des Berbères des montagnes<sup>375</sup>.

En arrivant en Syrie, Ahmed Ben Sâlem avait de l'expérience autant dans le domaine militaire que dans l'administration. Son service pour la cause d'Abd al-Qâdir était précédé d'une position avantageuse qu'il disposait grâce à son rôle d'intermédiaire pour les autorités ottomanes à Alger. Dans sa manière de présenter la lutte contre la France, il faisait d'Abd al-Qâdir le rôle le plus important tout en faisant de leur lutte commune une guerre pour les Ottomans. De cette façon, même si l'importance d'Ahmed Ben Sâlem dans la guerre contre la France ne fait pas l'unanimité dans l'historiographie, le personnage était doté d'atouts majeurs pour convaincre les autorités ottomanes de lui donner les moyens de poursuivre sa carrière de chef dans la position prestigieuse d'un émigré qui a quitté son pays pour se mettre sous la protection du Sultan Abdülmeçid.

## 5.2 La prise de pouvoir d'Ahmed Ben Sâlem en Syrie ottomane

Grâce à ses demandes, Ahmed Ben Sâlem se positionna rapidement comme un leader des migrants algériens en Syrie ottomane. Ses capacités et son expérience politique le firent participer à des initiatives mises en place par les autorités ottomanes dans la province. Désigné comme le chef des Algériens, il acquit un pouvoir à un niveau local qui avait une dimension transrégionale puisque l'immigration algérienne vers la Syrie se poursuivait toujours après son arrivée.

---

<sup>375</sup> Danziger, *Abd al-Qadir*, p. 186. « In Hamza the Khalifa, Ahmad bin Salim, who was able to govern effectively in his province's plains failed completely in his efforts to establish his authority and institute taxation among the numerous and wealthy Kabylie Berbers ».

À peine Ahmed Ben Sâlem se désignait lui-même comme le chef des Algériens, quand il utilisait le titre de *Bey* dans sa signature, que déjà, il était désigné de la sorte par les plus importantes personnalités de l'État qui s'occupaient des Algériens arrivés à Damas à la fin du mois de décembre 1847. Les deux maréchaux (*müşir*) Mehmed Nâmîk et Mehmed Reşid Paşa, le *vali* Safvetî Paşa lui-même, les membres du conseil consultatif de Damas, tous le désignaient comme le chef d'une communauté dont ils traçaient les contours en utilisant spécialement le terme d'« émigrés algériens ». Ainsi, Ahmed Ben Sâlem répondait au problème de la direction d'un groupe nouveau et sur lequel les autorités n'avaient que peu d'emprise. Pour s'assurer de sa loyauté, les autorités ottomanes donnèrent à Ben Sâlem un salaire fixe, mais aussi les moyens de travailler des terres sur lesquelles il pouvait contribuer à installer les populations algériennes. Le chef algérien était désigné, dès le mois de mars 1848, le *kaymakâm*, l'équivalent de sous-gouverneur du district (*sancak*) d'Ajlûn. À la fin du mois de mars 1848, les revenus que Ben Sâlem recevait régulièrement par l'État s'élevaient à 500 *kuruş* et devait prendre ses fonctions à Ajlûn afin d'employer ses compatriotes à l'agriculture<sup>376</sup>.

Plusieurs raisons peuvent expliquer que ce n'est seulement qu'à la fin de l'année 1851 que la Sublime Porte nommait le « cheikh des cheikhs »<sup>377</sup> (*şeyhü'l-meşâyih*) Ahmed Ben Sâlem le nouveau *kaymakâm*<sup>378</sup> d'Ajlûn. Jusqu'à 1851, le

<sup>376</sup> C.DH 284.14153, 31 mars 1848.

<sup>377</sup> *şeyhü'l-meşâyih* est un titre honorifique qui ne correspond pas à une fonction dans les rouages de l'État. La dénomination a une dimension tribale puisqu'il désigne le représentant de plusieurs chefs de familles ou de tribus réunis. Par contre, Rafeq note qu'elle était utilisée plus spécifiquement pour désigner l'autorité supérieure de toutes les factions de combats des Maghrébins (*Maghârîba*) avec une dimension juridique voir spirituelle. Abdul Karim Rafeq, « Local Forces », p. 286-287.

<sup>378</sup> Dans ce contexte, *kaymakâm* renvoie clairement à un chef ou gouverneur de *kaza* (district) et non à un poste militaire. Il s'applique bien à la dénomination propre aux *Tanzimat*. Voir Bouquet, *op. cit.*, p. 152. Le titre remplace à partir de 1842 celui de *muhassıl* ce qui dénote bien le rôle de collecteur d'impôt du *kaymakâm*. Toutefois, au cours du XIXe siècle, la fonction est de plus en plus liée à celle du gouverneur et des conseils des capitales des provinces Yücel Özkaya, « Kaymakam », *DIA* 25, p. 84-85. Nicolas Vatin précise qu'à partir de 1842, des *kaymakâm* nommés par le ministère de l'Intérieur, mais responsables devant le *vali*, sont chargés au niveau du *sancak* avec un conseil qu'ils

consul de France indique qu'Ahmed Ben Sâlem était à Damas avec ses compatriotes. Nous avons vu que les nouveaux arrivants avaient décliné l'offre d'une première tentative de sédentarisation à Basra (dans le Hawran, au sud de Damas), faute de conditions adéquates. Ahmed Ben Sâlem n'aurait pas trouvé l'appui nécessaire dans sa propre communauté pour partir s'installer dans un endroit reculé de la Galilée, qui n'était pas moins aride que Basra. L'autre explication est que les autorités ottomanes avaient nommé Ahmed Ben Sâlem dans un district qui était sous l'autorité d'un chef qui s'y était établi depuis plusieurs années et qui posait des problèmes pour céder sa place. Jusqu'à la nomination d'Ahmed Ben Sâlem en 1848, le *sancak* avait été confié à Muhammed Şamdin Ağa, un chef militaire kurde dont le document précise qu'il était muté à une autre fonction. Muhammed Şamdin Ağa était un commandant de troupes irrégulières appointé par le conseil consultatif de Damas (*Meclis-i Şûra*) dès 1844 à Ajlun. Même si ce chef éprouvait des difficultés à administrer la zone avec ses forces armées, il se cramponnait au pouvoir sur ce territoire. Assisté de 600 à 700 hommes, il avait fait renoncer les autorités ottomanes au projet de le faire remplacer par un autre agent plus compétent, Muhammed Şamdin Ağa resta en place jusqu'à l'arrivée de Ben Sâlem<sup>379</sup>. En 1848, disposait donc toujours d'une autorité locale suffisamment puissante pour que le gouvernement n'y envoie pas Ben Sâlem avant 1851.

Ce qui a aussi décidé les autorités à envoyer des Algériens sous la direction de Ben Sâlem à Ajlûn relevait aussi de la sécurité à Damas. Selon les documents écrits par le conseil consultatif (*Meclis-i Şûra*) de Damas, la situation des immigrants préoccupait les notables de la ville. Le nombre important et croissant des Algériens inquiétait les

---

président, des questions administratives, financières ou du maintien de l'ordre. N. Vatin, « Kaymakam », *DEO*, p. 686.

<sup>379</sup> Rogan, *Frontiers*, p. 45-46. Voir aussi Schilcher, *Families in Politics*. p. 147-149 notamment sur sa participation dans les événements de 1860. Après une période d'exil il revint dans la région et prit de nouveau la direction de la région.

autorités locales. Elles préféraient les voir servir de police du désert (*çöl tarafına nazır ve güzergâh*) en défendant les axes routiers où sévissaient des tribus bédouines. La nomination de Ben Sâlem au poste de *kaymakam* fut l'occasion de consolider les liens avec le chef de la communauté algérienne et d'augmenter son salaire qui passait de 500 à 1500 *kuruş*<sup>380</sup>. Cette augmentation est aussi le reflet de la tâche à accomplir. Le territoire hostile confié au chef des Algériens était la proie de razzias régulières qui faisaient fuir les populations locales. Selon les informations du consul de France à Damas, l'expérience de colonisation algérienne d'Ajlun rencontra des difficultés importantes (notamment des attaques de Bédouins) et une partie de la communauté dut fuir vers Jérusalem pour s'installer finalement à Jaffa<sup>381</sup>.

Dès 1852, Ahmed Ben Sâlem était déjà de retour à Damas<sup>382</sup>. Ce retour rapide donne à croire que, comme les chefs religieux algériens dont nous avons parlé plus haut, Ben Sâlem préférait la vie damascène à celle de petit soldat dans des endroits hostiles. Nous avons vu que la préférence des cheikhs algériens pour la ville de Damas avait pu être un facteur de polarisation. Leur attachement entrava les projets ottomans de sédentarisation des Algériens qui tentaient de les en éloigner pour des raisons de sécurité ou motivés par des initiatives coloniales. Il est d'ailleurs intéressant de voir que l'assemblée qui évoquait Ben Sâlem en 1851 le désignait par *Efendi*, qui a plus à voir avec un notable, que Bey qui peut avoir une connotation militaire et qui rimait bien avec le rôle qu'il avait à son arrivée. Toutefois, Ahmed Ben Sâlem gardait un rôle de médiateur dans la sédentarisation des Algériens qui arrivaient en Syrie. En 1855, les Français se plaignaient de son rôle auprès de ses compatriotes restés au pays, rôle qui consistait à les encourager à l'émigration.

---

<sup>380</sup> I.MVL 227.7796, 23 mars 1851. Les confirmations à ces demandes suivent de plusieurs mois, 17 novembre 1851 et 30 novembre 1851.

<sup>381</sup> Rogan, *Frontiers*, p. 47.

<sup>382</sup> FO 78.910, 30 avril 1852.

Grâce à sa position de leader, Ahmed Ben Sâlem intercédait pour des membres importants de la communauté algérienne. Ainsi, sa position était celle d'un pivot entre l'État et ses compatriotes. Nous avons évoqué qu'il prévenait, dès son arrivée, de la présence dans son groupe d'éminents cheikhs de la confrérie Rahmaniyya. Il avait demandé pour eux des moyens honorables pour s'installer à Damas selon leur rang. De plus, quand se plaignait qu'un seul salaire ait été octroyé « à notre frère en Dieu Ahmed Tayyib Ben Sâlem *seulement* » (*ila akhinâ fi'l-Llah teâla Ahmed at-Tayyib bin Sâlim faqat*)<sup>383</sup>, Ali Ben Amara ne faisait pas que de montrer la position centrale de Ben Sâlem dans les relations entre l'État ottoman et les Algériens. Il est très probable que ce soit Ahmed Ben Sâlem qui ait écrit la traduction attendue juste en dessous de la lettre en arabe du futur Ali Ağa, qui prendrait le commandement de la cavalerie des *Maghâriba*.

Les Ottomans donnèrent satisfaction à toutes les demandes d'Ahmed Ben Sâlem, que ce soit dans la reconnaissance rapide de son autorité, que vis-à-vis des demandes qu'il faisait pour d'autres notables algériens. Ainsi, au regard des Ottomans, Ahmed Ben Sâlem était le chef des Algériens en Syrie. Sa participation dans des projets de sédentarisation donne à sa carrière l'aspect d'un agent des réformes ottomanes. Toutefois, les succès mitigés de ces entreprises et la disparition d'Ahmed Ben Sâlem des sources ottomanes dès 1853 laisse place à deux hypothèses : ou bien elle atténue l'idée que le personnage avait une position incontournable auprès des Ottomans quand il s'agissait des Algériens ou alors la communauté n'était pas mêlée à des affaires qui nécessitaient l'intervention des autorités ottomanes. En quelques sortes, Ahmed Ben Sâlem aurait alors gagné la confiance des Ottomans et disposait d'une autonomie large pour s'occuper de l'installation de migrants algériens qui continuaient d'affluer vers la Syrie ottomane.

---

<sup>383</sup> MVL 31.52, 14 décembre 1848. C'est nous qui soulignons.

### 5.3 Rompre avec la France : l'affaire des pèlerins algériens dépouillés

À la fin de l'année 1852, un groupe de pèlerins algériens qui traversait le territoire entre Beyrouth et Damas fut attaqué et dépouillé par des brigands<sup>384</sup>. Quand les malheureux crurent trouver du secours auprès du consul de France à Beyrouth, ils ne savaient pas qu'ils déclenchaient la colère du *vali* de Damas et forcerait Ahmed Ben Salem à devoir justifier, une fois de plus que, les Algériens en Syrie ne pouvaient pas être les sujets de la France. Aşkar Paşa demanda à Ben Sâlem de prouver par écrit de qui les Algériens répondaient. Le vali transmit cette lettre au consul de France à Damas et lui écrivit qu'il considérait Ben Sâlem comme le « seul chef de tous les Algériens musulmans sans distinction fixé en Syrie »<sup>385</sup>. Les tentatives des pèlerins dépouillés de réclamer l'assistance de la France afin de récupérer leur bien ou obtenir une compensation étaient mises en échec. Le *vali* avait néanmoins préparé un solide dossier de preuve pour contrecarrer<sup>386</sup> l'influence française. Autant de précautions montrent qu'il craignait que le consul ne parvienne à justifier son intervention auprès des Algériens.

Pour Aşkar Paşa, la lettre d'Ahmed Ben Sâlem constituait la preuve irréfutable que les Algériens n'étaient pas des protégés de la France. Dans cette lettre, Ben Sâlem faisait apparaître l'émigration vers la Syrie comme un départ définitif, comme faite « à tout jamais ». Ben Sâlem rattachait le destin des émigrés aux autorités ottomanes d'Algérie qui avaient, elles aussi, quitté le territoire. Cela permettait de poser un jalon de plus pour présenter les membres de la communauté algérienne comme des sujets ottomans de longue date, en reconnaissant « que la province d'Algérie se trouvait précédemment sous la dépendance du gouvernement de notre Maître majestueux (*Mawlânâ al shawkatî*) ». Utiliser une formule faite d'arabe et de turc dans une lettre

<sup>384</sup> CADN, Damas 71 fol. 5, 10 mars 1853.

<sup>385</sup> Bardin, *Algériens et Tunisiens*, p. 34.

<sup>386</sup> HR.MKT 60.71, 23 juin 1853.

en arabe, avait là tout son sens. Il insistait sur la pérennité de l'autorité ottomane en faisant de l'immigration la simple préservation d'un lien qui se transmettait de génération en génération. Ahmed Ben Sâlem multipliait les arguments comme pour défaire, un à un, les arguments des Français. Celui de la migration familiale était sans doute celui qui pesait le plus lourd pour montrer « l'absence l'esprit de retour », critère qui invalidait la possibilité d'être un protégé de la France dans l'Empire. Il ajoutait à cela la pérennité de la souveraineté de l'État ottoman qui se prolongeait, pour les Algériens, dans un nouveau territoire.

Comment quelqu'un qui emmène sa femme et ses enfants peut-il rentrer chez lui alors qu'il se trouve dans des patries nobles et sous l'ombre très clément de l'État Sublime auquel était accoutumé son père, son grand-père et ainsi de suite ? Et rentrer sous la tutelle d'États étrangers ? C'est là l'expression d'un entendement erroné, car qui sort de l'obéissance de celui dont il répond pour la tutelle d'un autre est proscrit par les quatre rites<sup>387</sup>.

Ahmed Ben Sâlem prenait les Français au mot quand il expliquait qu'il avait obtenu ce que les autorités algéro-ottomanes (comme l'élite militaire, les janissaires) avaient obtenu avant lui : l'autorisation des vainqueurs de quitter le pays. Les « émigrants » avaient rejoint *leur* État (*dawlatuhum*). Ben Sâlem s'en faisait le chef en insistant bien qu'il était dans le groupe des premiers à partir. Sa légitimité passait par le fait qu'il ait pris une décision noble, celle de quitter un pays tombé aux mains des infidèles pour rejoindre les Territoires bien protégés, là où l'islam faisait loi. De plus, Ahmed Ben Sâlem rappelait comment, dès son arrivée, il avait fourni aux autorités ottomanes l'engagement formel qui avait scellé le pacte d'obéissance entre lui, sa communauté et le gouvernement du Sultan.

Aşkar Paşa mobilisait des pièces à conviction qui dataient de cinq ans auparavant. Ses preuves sont en fait des copies des plus importants documents fournis par les

---

<sup>387</sup> HR.MKT 60.71, 20 avril 1853.

notabilités algériennes au début de l'année 1848, peu après leur arrivée. Le *vali* se servait donc des mêmes documents (en substance) que ceux qui avaient servi à convaincre les Ottomans de la loyauté des Algériens envers l'État ottoman. En 1853, ces documents servaient surtout à faire taire les revendications des autorités françaises en Syrie. Enfin, Aşkar Paşa transmettait à son gouvernement des informations qui insistaient sur la manière dont Ahmed Ben Sâlem avait participé à cette bataille juridique contre la France.

Selon les informations d'Ahmed Salem Efendi qui fait partie des nobles et des chefs (*eşraf ve rüesasından*) d'entre les susdits immigrants, il a transmis un document en arabe signé par lui, par certains des cheikhs qui arrivèrent ensuite et des suivants. Ils répondirent à la question de savoir s'ils étaient venus pour rester en tant que migrants ou s'ils avaient les desseins de revenir (relevant de l'autorité de la France). Ils ont préféré l'immigration par un engagement auprès du gouverneur de l'Algérie occupée et obéirent à l'ordre impératif de partir. Ils firent connaître leur entrée dans l'ombre très clémentine de l'État Sublime et s'établirent de façon permanente sur les terres sacrées du Sultanat dont ils sont les sujets<sup>388</sup>.

Aşkar Paşa faisait d'Ahmed Ben Sâlem le chef incontesté des Algériens et l'amenait à rompre avec la France dans une bataille engagée sur le terrain de la jurisprudence française et, en même temps, sur le droit musulman. L'argument de l'immigration compulsive était délicat, car elle impliquait, pour le *vali* et pour la Sublime Porte, de reconnaître que l'Algérie n'était plus ottomane. Dans la copie de la lettre du Maréchal Bugeaud, celle qui stipulait trois options données à Ahmed Ben Sâlem lors de sa reddition, nous pouvons voir l'ajout de la signature du Maréchal français traduite par « Gouverneur de la province d'Algérie » (*Vâli-i Memleketü'l-Cezayir*). Pourtant, dans sa lettre, le *vali* rappelait bien que la province était « occupée », bien qu'il avait besoin d'utiliser la position de Bugeaud pour dire que les Algériens avaient pris la posture radicale et sans compromis de rejoindre des terres musulmanes, celles du Sultan ottoman.

---

<sup>388</sup> HR.MKT 60.71, 23 juin 1853.

L'affaire des pèlerins dépouillés précipita la rupture entre Ahmed Ben Sâlem et les autorités françaises en Syrie. De Jouy, le consul de France qui fit traduire la lettre de Ben Sâlem que lui avait transmise Aşkar Paşa , la qualifia de « document curieux d'impertinence »<sup>389</sup>. À partir de 1853, Ben Sâlem devint alors la bête noire des autorités françaises qui se mirent à réclamer son exil. C'était bien une rupture car, malgré la guerre en Algérie, Ahmed Ben Sâlem avait noué des liens avec ses adversaires et ces liens se prolongèrent un temps en Syrie ottomane. C'est surtout après sa reddition, en février 1847 que les contacts entre Ahmed Ben Sâlem et la France s'intensifièrent. Après la paix contractée avec le Maréchal Bugeaud, Ahmed Ben Sâlem aurait contribué à mettre en place les assises de la nouvelle administration dans la région qui était autrefois sous son contrôle. Son frère en aurait été le responsable, ce qui indique que des liens avec la province algérienne et la Syrie ottomane pouvaient se maintenir par ce biais. C'était aussi l'occasion de maintenir les liens avec la France. De plus, le propre fils d'Ahmed Ben Sâlem, nommé « Chérif », avait « fait son éducation en France », comme l'écrivait le consul britannique à l'arrivée de la caravane en 1847<sup>390</sup>, ce qui semblait un motif d'inquiétude au sujet d'une hypothétique « colonie française en Syrie ». Chérif Ben Sâlem avait rejoint la métropole contre la volonté de son père qui se battait toujours contre les Français. Pardonné, Chérif avait pu rejoindre les siens et aurait compté parmi ceux qui influençaient Ahmed Ben Sâlem à contracter une entente avec la France. En arrivant à Damas, ce dernier s'était gardé de rentrer en contact avec le consulat français. L'enquête de la Sublime Porte et les justifications auxquelles devaient se soumettre les Algériens peu de temps après leur arrivée avaient dû largement l'en dissuader.

---

<sup>389</sup> Bardin note que « le Paşa gouverneur joignait à sa réponse une lettre en arabe signée de Ben Sâlem et de plusieurs de ses compagnons ». Bardin, *Algériens et Tunisiens*, p. 34.

<sup>390</sup> HR.TO 211.23, 5 janvier 1848.

Contrairement à Pierre Bardin, qui soutient que Ben Sâlem approcha le consulat de France seulement en 1851, il est possible de croire que le chef algérien tenta une ouverture bien plus tôt, soit dès septembre 1848. Néanmoins, les avances de Ben Sâlem au consul de Ségur en 1851, au moment où l'Algérien était sur le départ pour Ajlûn, pour y prendre les fonctions de *kaymakâm*, étaient très franches. Elles sont la preuve que Ben Sâlem considérait la France comme un interlocuteur avec lequel il pouvait travailler. Averti que le nouveau consul de France considérait avec respect ce chef arabe qui fit à la France « une rude guerre », Ben Sâlem se mit en rapport avec de Ségur. Il le contacta après avoir pris connaissance de l'offre du *sancak* d'Ajlun par les Ottomans. Il espérait obtenir son avis sur les avantages de cette nomination. Ben Sâlem proposa même à de Ségur de l'informer de tout ce qui se passerait sur le territoire dont il aurait la responsabilité et de protéger les Français qui viendraient à y passer. Cette proposition revenait à solliciter l'appui de la France dans une région où il acquerrait assez d'autonomie pour renforcer son pouvoir. De Ségur nourrit alors des espoirs de réaliser enfin ce que les Anglais avaient tant redouté à l'arrivée des réfugiés : l'établissement d'une colonie algérienne en Syrie, cliente de la France<sup>391</sup>.

Après le retour de Ben Sâlem à Damas, qui suivait le demi-échec de la colonie d'Ajlûn vers la fin de l'année 1851, le rapprochement avec la France n'eut pas de suite. Au contraire, Ben Sâlem se mit en rapport avec la puissance rivale de la France en 1852. Il entra en communication avec Richard Wood, le consul britannique à Damas, en lui envoyant « son oncle » pour engager des échanges. Le consul britannique avait bien conscience que Ben Sâlem cherchait à ne pas ébruiter cette visite, car il avait pris le soin d'attendre que le consul de France soit en déplacement. Si Ben Sâlem prenait ces précautions, c'est qu'il était encore en relation avec la France. Ce dernier savait que le consul qu'il avait approché aurait très mal pris tout

---

<sup>391</sup> De Ségur se réjouissait de ce noyau d'une « colonie algérienne qui va se former en Syrie, car Ben Salem amènera sans doute tous ceux qui voudront partager sa fortune ». AE, Damas, Damas à Constantinople, 1 juillet 1851, dans Bardin, *Algériens et Tunisiens*, p. 6.

rapprochement algérien et britannique en Syrie ottomane. La tentative de Ben Sâlem avait de quoi surprendre le consul, qui se disait honorer pour les considérations que ce chef algérien avait pour l'Angleterre. Ahmed Ben Sâlem demandait le soutien de la Couronne pour reprendre l'Algérie aux Français. Le chef algérien prenait les devants pour ne proposer rien de moins que de faire de l'Algérie... un nouveau *dominion* :

Seid Ahmed Salem as the chief of the section of the Kabyles, and a relative of Abdul Kader, offers not only to raise the whole population and wrest Algiers from the French in case of hostilities between the two countries but to assist in placing it under the permanent dominion of England, as he affirms that the insight which he has had into Turkish affairs during his residence in Syria, has convinced him that, it could not be brought again under the authority of the Sultan.<sup>392</sup>

Par une telle proposition, le lieutenant d'Abd al-Qâdir montrait qu'il subsistait une intention de retour au pays, mais pas celle qu'entendaient les Français au sujet des conditions de la protection consulaire des Algériens. Il ne s'agissait pas d'un retour dans un territoire français, mais bien de chasser les envahisseurs et « d'assister » les Britannique pour asseoir l'autorité de ces derniers sur la province. Ce n'était pas la première fois que les rumeurs d'une intervention anglaise circulaient parmi les Algériens. L'une d'elles, relevée par un militaire français mettait même en scène une coalition ottomano-britannique soutenue par Abd al-Qâdir et Ben Sâlem... qui voulaient profiter des remous politiques en France de début 1848<sup>393</sup>. Ben Sâlem affirmait à Richard Wood avoir été en contact permanent et confidentiel avec St John, le consul britannique à Alger. Selon Wood, Ben Sâlem l'avait fait « depuis le moment où les Français prirent possession d'Alger jusqu'à son expatriation », soit quelques mois avant la chute de la monarchie de juillet en février 1848. La rumeur circulant en

---

<sup>392</sup> FO 78.910, 30 avril 1852.

<sup>393</sup> Dans ses mémoires sur la région d'Aumale (celle de Ben Sâlem), le colonel Bourjade écrivait qu'en 1848 « la proclamation de la République et le départ d'Aumale avaient produit dans le pays arabe la plus vive émotion. Nos ennemis disaient que les Turcs, conduits par le Sultan Abd al Mejid, par Abd al-Qâdir et par Ben Salem, étaient en marche pour envahir l'Algérie, que les Anglais se préparaient à effectuer un débarquement et à donner la main au Sultan ». G. Bourjade, *Note.*, p. 273.

Algérie n'était pas sans fondement. Les autorités ottomanes elles-mêmes se posèrent la question de la possibilité d'une intervention dans la province au moment des troubles de l'avènement de la Seconde République<sup>394</sup>. Toutefois, c'est surtout des soulèvements importants dans l'est de l'Algérie, à partir de 1851, qui poussait Ahmed Ben Sâlem à envisager sérieusement une action militaire contre la France en Algérie. Du moins, c'est pendant ces conflits qu'il tenta cette ouverture nouvelle auprès des Anglais. Les soulèvements impliquaient en grande partie des groupes de populations kabyles largement sous l'influence de la Rahmaniyya, la même confrérie dont nous avons vu des membres influents venir s'installer en Syrie ottomane avec Ahmed Ben Sâlem. Ces mouvements de résistance armés étaient l'initiative de Chérif Bou Baghla, un chef issu de la région même d'Ahmed Ben Sâlem. Le gouverneur ottoman basé à Tripoli avait d'ailleurs identifié ce personnage comme le leader d'un mouvement insurrectionnel. Il établissait d'emblée un lien avec les « nombreux immigrés qui viennent d'Algérie »<sup>395</sup>. Richard Wood se disait surtout honoré par la proposition d'Ahmed Ben Sâlem, mais pas intéressé par son plan, bien qu'il en informait son gouvernement.

Richard Wood joua par contre dans l'affaire des pèlerins dépouillés de 1853 le même rôle qu'il joua en 1848 auprès des autorités ottomanes en Syrie : il restait l'adversaire tenace de l'influence française en Syrie. Barbet de Jouy accusait Wood, d'avoir persuadé le *vali* et le *defterdar* « qu'il était de leur devoir de ne pas reconnaître la possession par la France d'un territoire que le gouvernement britannique considère toujours comme une dépendance ottomane où elle entretient des agents avec

---

<sup>394</sup> I.MSM 67.1930, 4 avril 1848 Le document montre que la transition politique de 1848 provoqua dans le gouvernement ottoman un débat à savoir s'il fallait ou non intervenir militairement dans la province.

<sup>395</sup> Alors qu'il était gouverneur de Tripoli de Lybie Ahmed Izzet Paşa, le gouverneur qui sera celui de Damas au moment de l'installation d'Abd al-Qâdir. « Ahmed Izzet Paşa », *SOY*, p. 844. Il renseignait le gouvernement sur les succès de l'insurrection d'un certain « Şerif » dans l'Est algérien. HR.MKT 39.91 (22 novembre 1851). Une fois de plus, c'était un cheikh kabyle issu de la Rahmaniyya, Chérif Bou Baghla, qui tint les Français en échec pendant plusieurs mois.

*exequatur* du Sultan »<sup>396</sup>. Ainsi, le consul britannique contribua à écarter pour de bon Ben Sâlem de l'influence française à travers ses rapports avec le *vali* de Damas.

Après l'affaire des pèlerins dépouillés, plus aucun consul de France ne vit Ben Sâlem comme étant le chef d'une colonie algérienne en Syrie dont ils pouvaient faire profit. À la fin du mois d'août 1853, le consul de Beyrouth rapportait au Ministère que quatre-vingts Kabyles avaient refusé la protection française à leur arrivée. Il mettait ce phénomène en rapport avec la « très fâcheuse présence de ben Salem à Damas ». Il s'expliquait en écrivant que :

Tous les Algériens qui se rendent dans cette ville sainte s'abouchent avec lui et il ne peut que leur donner des conseils qui entretiennent parmi ces hommes l'esprit d'hostilité contre notre domination. Il serait très à désirer qu'il pût être interné à Adana ou à Aintab.<sup>397</sup>

Damas constituait un point de convergence par lequel passaient tous les Algériens présents en Syrie. La ville pouvait bien constituer une plate-forme pour la propagande anti-française. Éloigner Ben Sâlem de ce carrefour pour l'isoler vers des villes plus intérieures de l'Empire situées au Sud est de l'Anatolie, était une solution logique pour les Français. Elle montre bien que la vapeur s'était inversée, car, quelques années auparavant, c'étaient les autorités ottomanes qui tenaient à éloigner les Algériens des centres urbains de la Syrie par crainte de l'ingérence des « consulats étrangers ». Loin des foyers de population maghrébine, Aïntab et Adana auraient bien coïncidé à l'exil politique que destinait le consul de Beyrouth pour étouffer « l'esprit d'hostilité contre notre domination » de Ben Sâlem. Au début du mois d'octobre, le Maréchal de France faisait savoir au ministre des Affaires étrangères qu'il approuvait sa décision de contacter l'ambassadeur à Istanbul pour « provoquer l'internement de

<sup>396</sup> Bardin *Algériens et Tunisiens*, p. 34-35.

<sup>397</sup> AE, CPC Beyrouth 10, du consul de France à Beyrouth au ministère des Affaires étrangères. Le consul de Beyrouth faisait savoir à de Barrère, son homologue à Damas, le cas des Kabyles voulant sortir de la protection sans évoquer Ben Sâlem, CADN, Damas 71, 25 août 1853.

Ben Sâlem dans une ville moins rapprochée du littoral de manière à rendre, sinon impossible, du moins plus rare les visites qu'il reçoit de ses anciens compatriotes d'Algérie »<sup>398</sup>. Le maréchal s'était dit peu surpris d'apprendre l'ingérence de l'ex-khalifat Ben Sâlem, qui persistait dans des « sentiments malveillants » à l'égard de la France. Cela constituait une explication plausible au refus de la quasi-totalité des Algériens à se mettre sous la juridiction française. À travers le cas des 80 Kabyles, qui étaient sortis de la protection dès leur arrivée à Beyrouth, le Maréchal indiquait que les contacts se faisaient à distance et des instructions précises partaient de Damas.

L'intervention de l'ambassadeur auprès de la Sublime Porte en octobre 1853 montre que les moyens de pression envisagés par la France devenaient plus sérieux. Dans sa lettre, l'ambassadeur tenait Ben Sâlem pour responsable de l'agitation des Pèlerins de passage à Damas en « excitant leur hostilité contre la France ». De cette manière, il causait de graves torts « aux liens immémoriaux » entre deux Puissances alliées<sup>399</sup>. Pourtant, deux années après l'intervention de l'ambassadeur de France à la Sublime Porte, Ben Sâlem était toujours à Damas. Les autorités ottomanes n'avaient pas procédé à son internement. Les Français réclamaient toujours son internement en 1855, mais avec moins de détermination. Le ministre des Affaires étrangères écrivait à De Lesseps qu'il réitérerait auprès de la Sublime Porte les demandes « jusqu'à présent restées sans réponse » visant à « l'éloignement ou l'internement » de Ben

<sup>398</sup> AE, CPC Beyrouth 10, du Maréchal de France au ministre des Affaires étrangères, le 6 octobre 1853.

<sup>399</sup> HR.MKT 65.88, 31 octobre 1853. *Cezayirli Bin Selâm[sic]'ın Şam-ı Şerif'de temekkün ve ikametinden dolayı vuku gelmekte olan uygunsuzluklar geçenlerde Fransa sefâreti canibinden taraf-ı eşraf-ı sultaniye'ye beyan ve ifade olunmuş idi şahs-ı merkum Şam-ı Şerif tarihiyle Mekke-i Mükerrreme'ye giden Cezayirli hüccacı daiman tahrik ve igvadan hali olmayub Fransa devleti aleyhinde beynlerine tekraran efkâr-ı hasmane ilkasıçün her türlü esbab ve vesail-i teşebbüs etmekde olduğundan beyn-i devleteyn cari olan münasabat-ı hasanenin münafıçün böyle bir halin def ve ber taraf kalınması lazimedendir. Çünkü merkum Bin Sâlem'in tahrikiyle Şam'da tekevvün iden işbu ahval-i mükeddireyi Devlet-i imparatoriye ledal'istihbar teceddüdiyle Fransa hakkında bir mazarrat-ı müstemirre istilzam idecek*

Salem<sup>400</sup>. La position radicale de ce dernier dans l'affaire des Algériens dépouillés du Mont-liban en avait fait un opposant déclaré à l'ingérence française en Syrie et à cette occasion constituait un représentant loyal des Algériens auprès des Ottomans.

À travers l'affaire des pèlerins algériens dépouillés, Ahmed Ben Sâlem rompit pour de bon ses liens avec la France. Cette rupture était produite par des facteurs externes : le *vali* intimait à Ben Sâlem de se prononcer, au nom des Algériens, contre la protection française. C'était refaire ce qui s'était produit en 1848, ce qui montre que l'influence française était toujours une menace vis-à-vis de la souveraineté ottomane en Syrie. Les liens de Ben Sâlem avec les autorités françaises en Algérie et la prolongation de liens avec le consulat de France à Damas montrent que cette préoccupation était fondée. Ben Sâlem espéra un temps dans une collaboration avec les autorités françaises en Syrie. Toutefois, les soulèvements en Algérie donnèrent l'espoir au chef algérien d'un retour au pays pour en chasser l'occupant. Les rapports de Ben Sâlem avec Wood vont en ce sens. Le consul britannique est d'ailleurs un des agents de la rupture de Ben Sâlem avec la France, suite à l'affaire des pèlerins dépouillés. Une fois de plus, le consul se posait en adversaire de l'ingérence française en Syrie en rappelant au *vali* le statut de la province d'Algérie, un argument sur lequel devait insister Ahmed Ben Sâlem dans sa rhétorique contre la protection française. À partir de 1853, Ben Sâlem était considéré comme l'ennemi de la France à Damas, un individu influent et dangereux qu'il fallait éloigner. Pourtant, malgré les tentatives françaises, Ahmed Ben Sâlem demeurait en place, et ce même si l'on réclamait encore son exil en 1855, l'année même de l'arrivée d'Abd al-Qâdir à Damas.

---

<sup>400</sup> AE, CPC Brousse 1, du ministre des Affaires étrangères au Consul de France à Brousse, le 28 mars 1855.

#### 5.4 L'ombre d'Abd al-Qâdir à Damas

Les relations entre Ahmed Ben Sâlem et Abd al-Qâdir ont continué, même après qu'ils aient déposé les armes en 1847 (le premier, en février, le second, en décembre). Elles se sont poursuivies malgré une longue période de détention en France pour Abd al-Qâdir, de 1848 à 1852 et malgré son installation à Bursa entre 1853 et le moment où il rejoignait Damas pour s'y établir. Comme nous l'avons vu plus haut, ce n'est que deux biographies qui mentionnent les retrouvailles des deux hommes, sans évoquer de rapports quelconques qui se seraient maintenus malgré le temps et la distance. On ne fait qu'évoquer l'accueil chaleureux de Ben Sâlem. Il est assez troublant que la biographie du fils d'Abd al-Qâdir n'en dise pas un mot quand il évoque Ben Sâlem ou l'arrivée de son père à Damas, ce qui a constitué un témoignage déterminant pour établir ces retrouvailles et connaître la nature des liens qui unissaient les deux hommes dans un contexte nouveau. Pourtant, la correspondance consulaire française et britannique qui permet d'affirmer que l'intérêt de Ben Sâlem pour son chef demeurait alors qu'il s'installait à Damas et que les relations entre les deux hommes ont repris à partir de 1853, au moment où Abd al-Qâdir était transféré à Bursa. Ces rapports, au moment où Ben Sâlem était devenu la bête noire des Français à Damas, invitent à reconsidérer le pacifisme et le quiétisme d'Abd al-Qâdir après la guerre contre la France et à se demander si ce dernier n'avait pas déjà une influence politique en Syrie ottomane avant même qu'il ne s'y établisse, fin 1855.

Ahmed Ben Sâlem aurait songé à cesser le combat contre la France dès 1845<sup>401</sup>, alors qu'il ne le fit vraiment qu'en février 1847, soit seulement quelques mois avant Abd al-Qâdir lui-même. C'est le retour de ce dernier dans la région dirigée par Ahmed Ben Sâlem, en 1846, qui aurait différé la reddition définitive de celui-ci. La paix de

---

<sup>401</sup> Alain Mahé, *Grande Kabylie*, p. 164.

Ben Sâlem avec la France ne rompit pas les liens de ce lieutenant avec Abd al-Qâdir, alors que celui-ci se battait encore dans l'ouest de l'Algérie. La propre reddition d'Abd al-Qâdir aurait même été influencée par celle d'Ahmed Ben Sâlem, qui lui aurait garanti que les Français respectaient leur parole dans le cas d'une paix négociée. Il est difficile de savoir si Ahmed Ben Sâlem a donné à Abd al-Qâdir cette confirmation au moment où le lieutenant avait déjà rejoint la Syrie ottomane (au début du mois de décembre 1847). Abd al-Qâdir allait, quant à lui, faire une expérience différente que son lieutenant quand il déposait les armes, puisque l'État français n'honora pas la promesse d'un sauf-conduit : celui de rejoindre une terre musulmane s'il se soumettait. Le choix d'Abd al-Qâdir, lors de sa reddition, se portait pour Alexandrie ou Jaffa. Dans la seconde option proposée à la France, elle semble justifiée par les liens qu'il avait avec Ben Sâlem, arrivée en Syrie le même mois que la propre reddition de son chef. La presse française divulguait d'ailleurs, début 1848, l'existence d'un « oncle d'Abd el-Kader » qui s'était établi dans cette partie des provinces arabes de l'Empire ottoman<sup>402</sup>. Les autorités militaires françaises en Algérie avaient quant à elles demandé très tôt des nouvelles d'Ahmed Ben Sâlem au consul de France à Damas. Ainsi, on voulait savoir depuis Alger quel avait été l'effet de la reddition d'Abd al-Qâdir sur Ahmed Ben Sâlem. Très tôt après son arrivée en Syrie, les autorités militaires françaises avaient voulu savoir quelles étaient les dispositions de Ben Sâlem et des siens après la nouvelle de la soumission d'Abd al-Qâdir, survenue alors qu'ils étaient récemment arrivés à Damas. Le 27 janvier 1848, le ministre de la Guerre écrivait au Ministère des Affaires étrangères :

---

<sup>402</sup> Ahmed Bouyerdene écrit que l'Émir avait demandé son transfert dans cette ville « en raison de la présence de sa famille ». Il cite *La Presse* du 10 janvier 1848, soit peu de temps après sa reddition : « Un oncle d'Abd-el-Kader habite le pachalik d'Acre où il s'est acquis, dit-on par ses pratiques religieuses une certaine influence. L'émir se trouverait donc au milieu des siens, et il pouvait méditer avec eux sur les moyens de rentrer en Algérie lorsque le moment favorable serait arrivé ». A. Bouyerdene, « L'autorisation de pèlerinage à la Mecque pour Abd el-Kader : implication politique et métaphysique, dans Geoffroy, *un spirituel*, p. 232. L'oncle en question pourrait bien être Ben Sâlem.

Je crois en même temps devoir vous prier, Monsieur le Président et cher Collègue, de vouloir bien engager nos agents consulaires à vous rendre compte des changements que la soumission d'Abd el Kader peut amener dans les dires de Ben Salem et des siens vis-à-vis des représentants de la France et des différentes autorités ottomanes et à s'assurer du degré de sympathie que les musulmans de Syrie témoignent à ces Algériens, soit en leur donnant avec mesure des secours en argent, soit en leur procurant des denrées nécessaires à leur subsistance<sup>403</sup>.

Si les autorités militaires sondaient l'opinion du dernier lieutenant d'Abd al-Qâdir qui avait en mesure d'appuyer ce dernier dans la guerre c'est qu'une menace existait toujours sur les intérêts de la France en Algérie. Les soulèvements qui commencèrent en 1851 dans le territoire contrôlé auparavant par Ahmed Ben Sâlem, montrèrent que l'inquiétude des Français vis-à-vis de la position de ce leader algérien installé dans une province lointaine était fondée. Si l'on se fie aux avances de Ben Sâlem au consul britannique, début 1852, et sa nette rupture avec la France quelques mois plus tard, alors on peut penser que la résistance algérienne avait des appuis en Syrie ottomane. Dans sa tentative d'obtenir auprès de Wood le soutien de l'Angleterre dans le cas d'une offensive en Algérie, Ahmed Ben Sâlem avait expressément demandé des nouvelles d'Abd al-Qâdir<sup>404</sup>. Le fidèle lieutenant en appelait à l'intervention de l'Angleterre pour faciliter la libération d'Abd al-Qâdir. Wood lui avait certifié que des efforts allaient dans ce sens en Angleterre. Si l'on en croit les lettres de Lord Londonderry qui s'était pris de passion pour la cause de l'infortuné chef de guerre algérien, Abd al-Qâdir lui devait sa liberté, du moins, l'accélération de sa libération. Dans une période de remous politique dans l'est de l'Algérie, Ahmed Ben Sâlem concevait que la libération de son chef constituerait l'espoir de reprendre l'Algérie par les armes. Plus tard, l'écrasement du soulèvement de Chérif Boubaghla, ne permettrait plus d'imaginer en grand cette reconquête. Toutefois, la fin de la détention

---

<sup>403</sup> AE, CPC Beyrouth 9, du ministre de la Guerre au président du ministère des Affaires étrangères, le 27 janvier 1848.

<sup>404</sup> FO 78.910, 30 avril 1852.

d'Abd al-Qâdir, fin 1852, et son installation à Bursa début 1853 donna à Ahmed Ben Sâlem l'opportunité de reprendre contact avec son chef.

Ahmed Ben Sâlem fit partie des candidats potentiels autorisés par la France à venir rejoindre Abd al-Qâdir à Bursa. Rapidement après son installation dans cette ville ottomane, située au sud d'Istanbul, de nombreux vétérans se mirent à affluer, surtout d'Algérie, mais aussi du Maghreb en général<sup>405</sup>. Certains migrants arrivèrent de Syrie. Ces derniers ont probablement permis de rétablir le contact entre Abd al-Qâdir et Ahmed Ben Sâlem. Abd al-Qâdir se souciait de qui devait impérativement le rejoindre. C'est ce qui explique pourquoi le consul de France à Bursa évoquait la venue potentielle de « Hadj Ahmed Ben Sâlem, un de ses khalifats les plus distingués en Algérie, et qui, au commencement de 1847, s'était retiré vers Damas où il avait été employé au service du Gouvernement turc »<sup>406</sup>. L'affaire des pèlerins dépouillés n'avait pas, en août 1853, encore remonté à l'ambassade de France pour que le consul de Bursa sache que les retrouvailles entre Abd al-Qâdir et Ben Sâlem étaient à proscrire pour des raisons de sécurité. Pourtant, Abd al-Qâdir poursuivait de se mettre en rapport avec les Algériens de Syrie. En octobre 1853, le consul de France à Beyrouth indiquait à son gouvernement qu'Abd al-Qâdir transférait « 350 napoléons », la monnaie française de l'époque dans le but de « les faire passer à Damas »<sup>407</sup>. Il aurait pu s'agir de son lieutenant Ben Sâlem. Dans une lettre au ministère des Affaires étrangères, le consul de France à Bursa annonçait qu'Ahmed Ben Salem rejoindrait bientôt son maître. Or, ce projet n'aboutit pas. La position ouvertement hostile que prit Ahmed Ben Sâlem contre la France en 1853 en est sûrement la raison majeure. Dans la même lettre où le consul de France à Beyrouth évoquait le transfert d'argent d'Abd al-Qâdir vers Damas, le consul se déclarait « bien

---

<sup>405</sup> Voir le chapitre VI.

<sup>406</sup> AE, CPC Brousse 1, du consul de France à Brousse au ministère des Affaires étrangères, 3 août 1853.

<sup>407</sup> AE, CPC Beyrouth 10 fol. 232a, 28 octobre 1853.

aise d'apprendre que le gouvernement de Sa Majesté comptait demander au Divan l'internement de Ben Sâlem dans une ville de l'intérieur ».

La position hostile de Ben Sâlem envers la France n'empêcha pas la reprise de la correspondance avec Abd al-Qâdir, interrompue depuis la période de guerre en Algérie. Au début de l'année 1855, les rapports entre Ahmed Ben Sâlem et Abd al-Qâdir devinrent de plus en plus apparents aux autorités françaises. L'implication de ces liens dans l'immigration algérienne vers la Syrie devenait, elle aussi, manifeste. En février 1855, le consul de France à Beyrouth révélait toute l'influence qu'avait Ahmed Ben Sâlem dans le départ d'Algériens de migrants venus rejoindre leurs compatriotes en Syrie. Un mois plus tard seulement, le même consul évoquait la probable implication d'Abd al-Qâdir dans ces vagues de migrations. Il mettait à jour ses contacts avec Abd al-Qâdir en essayant d'évaluer jusqu'à combien l'émir était mêlé à cette immigration algérienne vers la Syrie :

Mais quel motif le [Ben Sâlem] fait agir ? Il m'est difficile, Monsieur le Ministre, de ne rien préciser à cet égard. Bien qu'il entretienne une correspondance fréquente avec Abdel Kader et qu'il le mette sans aucun doute au courant de ces immigrations, je n'ai aucune preuve d'accuser cet Émir ; jusqu'à nouvel ordre je m'en prendrai donc au fanatisme religieux de Ben Salem, à la haine qu'il a vouée aux dominateurs de son pays.<sup>408</sup>

Le supposé fanatisme de Ben Sâlem expliquait tout selon le consul. Il est frappant de constater qu'il tentait de minimiser l'implication d'Abd al-Qâdir. La foi jurée de l'Émir de ne pas reprendre les armes contre la France, de lui obéir avait-elle autant été popularisée pour que le consul de Beyrouth nie presque son implication ? La « haine » d'Ahmed Ben Sâlem pour la France constituait encore à l'arrivée d'Abd al-Qâdir à Damas en décembre 1855, un motif grave qui incitait le consul de France à prendre des précautions. Pourtant, selon les recherches de Pierre Bardin, nulle

---

<sup>408</sup> AE, CPC Beyrouth 10 p. 339, 20 février 1855.

mention n'était faite explicitement d'Ahmed Ben Sâlem... Il n'est question que des avertissements du consul de France à l'endroit des « Algériens groupés autour d'un chef Kabyle dont le temps n'a pas éteint les passions haineuses »<sup>409</sup>. Comme nous l'avons remarqué plus haut, seules quelques biographies mentionnent les retrouvailles d'Abd al-Qâdir et de Ben Sâlem. Ce n'est que la date de la mort de Ben Sâlem située entre 1856 et 1857, selon le fils d'Abd al-Qâdir, et les avertissements du consul à l'arrivée de l'Émir en 1855 qui sont les rares indices d'un rapprochement entre les deux hommes. Les échanges d'Abd al-Qâdir avec un ennemi de la France à Damas, engagé dans l'attraction d'immigrés algériens fuyant la colonisation, esquissent déjà, au sujet du personnage central de notre thèse, l'aspect d'un chef plus engagé du côté de l'intérêt de ses compatriotes qu'un complaisant Émir des Français.

Les relations entre Ahmed Ben Sâlem et Abd al-Qâdir se sont poursuivies malgré une longue séparation. Même si leurs retrouvailles ne sont pas un fait historique bien établi, l'intérêt d'Ahmed Ben Sâlem pour son chef est manifeste à plusieurs reprises depuis le moment où il arriva à Damas. Nous le voyons à travers la manière dont il s'inquiète de la libération d'Abd al-Qâdir auprès du consul britannique, mais aussi dans la tentative de s'installer auprès de son dernier à Bursa, un lieu qui devenait le point de convergence des vétérans de la guerre en Algérie. Enfin, c'est surtout à travers la correspondance renouvelée entre les deux personnages qui modifie beaucoup le soi-disant quiétisme d'Abd al-Qâdir après la guerre. Si l'on considère la position d'autorité qu'avait Ben Sâlem sur les Algériens en Syrie ottomane alors nous pouvons croire qu'Abd al-Qâdir avait déjà de l'influence sur la communauté avant d'arriver sur place fin 1855.

---

<sup>409</sup> AE, Constantinople à Damas, 2 décembre 1855 dans Bardin, *Algériens et Tunisiens*, p. 7.

## 5.5 Conclusion du chapitre

La carrière d'Ahmed Ben Sâlem éclaire celle d'Abd al-Qâdir. Leur itinéraire ont des similitudes et des liens. Ils ont tous les deux évolué en Algérie, une province ottomane qu'ils virent tous deux devenir française, mais où ils tentèrent ensemble d'installer un pouvoir nouveau dans la transition politique que la guerre a provoquée. Toutefois Ahmed Ben Salêm a précédé Abd al-Qâdir de sept ans à Damas. Il y a bâti un pouvoir dont les conditions d'émergence relèvent de sa position et de son rôle dans la guerre tout autant que de son habileté à entrer en contact avec les autorités politiques effectives en Syrie ottomane. Son itinéraire est donc incontournable pour comprendre les conditions d'arrivée d'Abd al-Qâdir en 1855.

En arrivant à Damas, fin 1847, Ahmed Ben Sâlem venait de jouer le rôle de lieutenant pour Abd al-Qâdir pendant neuf ans en Algérie. Pourtant, avant la guerre contre la France, il avait déjà servi les autorités ottomanes, ce qui en fait un personnage au parcours contrasté. Ben Sâlem s'imposa comme un chef local qui sut mettre son expérience au service de l'élite ottomane d'Algérie au profit de son intégration dans le contexte syrien qu'il intégrait en 1847. Dans sa rhétorique adressée à la Sublime Porte, Ahmed Ben Sâlem réussit à faire le lien entre la guerre contre la France en Algérie, son chef dont il défendait l'intégrité, son propre rôle qu'il joua en Algérie et celui qu'il jouait au service des migrants : il parvint à recadrer toute sa carrière dans le service de l'Empire. Il justifiait ainsi la continuité de son pouvoir en Syrie en se proclamant « Bey », une position d'autorité toute disposée à être exercée sur la communauté algérienne en formation et dont il était la pièce maîtresse.

Les Ottomans lui permirent de conserver le rôle de chef de la communauté des immigrants algériens. Ils l'engagèrent dans les projets de sédentarisation qui s'inscrivaient dans les réformes modernisatrices effectuées dans la province de Damas. Bien que ces entreprises n'aient connu qu'un succès mitigé, l'autorité

d'Ahmed Ben Sâlem constitua l'appui essentiel dont les Ottomans se servirent pour repousser l'influence que la France cherchait à exercer sur les Algériens. Toutefois, en se mettant en contact autant avec le consul de France que celui de l'Angleterre Ahmed Ben Sâlem se montrait prêt à négocier l'étendue de son pouvoir en Syrie ottomane. Il y jugeait les rapports de forces et prit les décisions les plus sûres pour maintenir son autorité sur la communauté algérienne. Sa rupture avec la France est le signe qu'il avait choisi son camp. Les autorités françaises réclamaient son départ dès 1853. C'est exactement le moment où il se remit en contact direct avec Abd al-Qâdir, qui était alors installé à Bursa. L'implication de Ben Salem dans l'encouragement des Algériens restés au pays à venir s'installer en Syrie ottomane doublée par ces liens nouveaux avec son chef, amène à considérer d'une manière différente la position d'Abd al-Qâdir. Les relations entre les deux hommes qui, malgré la détention d'Abd al-Qâdir en France de 1847 à 1852, continuèrent, changent les perspectives sur la vie d'Abd al-Qâdir à Bursa, mais aussi sur son arrivée à Damas en 1855.

## CHAPITRE VI

### BURSA ET LE DÉBUT DE LA CARRIÈRE OTTOMANE D'ABD AL-QÂDIR (1852-1855)

Au terme d'une détention de plus de quatre ans dans les geôles du château d'Amboise, en France, Abd al-Qâdir retrouvait la liberté au mois d'octobre 1852. La scène représentant le futur Napoléon III annonçait la sortie de prison d'Abd al-Qâdir contribua plus tard au mythe d'un émir reconnaissant et francophile. C'était le moment lors duquel Abd al-Qâdir aurait juré de ne plus retourner en Algérie, affirmant solennellement qu'il n'était plus de ceux qui portent le glaive. Louis-Bonaparte se serait alors acquis, pour toujours, la loyauté Abd al-Qâdir à travers un geste magnanime qui corrigeait le parjure de la Monarchie de Juillet.



Figure 6.1 – Le Prince Président rend la liberté à Abd-el-Kader au Château d'Amboise le 16 octobre 1852, par Tissier, 1861.

Ce qui révélait cette loyauté, selon ce mythe, serait le moment de son installation dans l'Empire ottoman puisqu'Abd al-Qâdir avait été autorisé à s'y établir, suivant sa libération. Dans un livre publié en 1863, Bellemare dépeignait très succinctement le séjour d'Abd al-Qâdir à Bursa sous les traits d'un profond isolement, de l'hostilité des autorités et de l'indifférence de la population.

Cependant, la situation d'Abd el-Kader à Brousse, au milieu des Turcs dont l'orgueil s'accommodait peu des honneurs rendus à un Arabe, n'était pas exempt de difficultés. Aimé, respecté par les hommes de science, il était mal vu par les hommes du gouvernement, qui sans doute, lui eussent créé des embarras s'ils n'avaient su quelles mains le protégeaient de loin. Abd-el-Kader était là, d'ailleurs dans un centre étranger pour lui, au milieu d'individus parlant une langue différente, vivant d'une autre vie, ayant d'autres mœurs et surtout un autre rite. Lui, Arabe isolé au sein d'une population composée de Grecs et de Turcs, il se résignait à souffrir, dans la crainte, s'il venait à demander un changement de résidence, de voir sa demande mal interprétée<sup>410</sup>.

Dans les versions qui suivirent comme celle d'Azan (1925) ou bien plus tard comme celle d'Étienne (1994), la vision coloniale de Bellemare est très présente. Bursa est le moment dans lequel le rattachement de l'Émir pour la France se manifeste à travers un repli sur lui-même, de mauvaises relations avec les autorités ottomanes<sup>411</sup>. Selon nous, le séjour de Bursa est, au contraire, celui du début de l'ottomanisation de la carrière d'Abd al-Qâdir.

Par ottomanisation, nous n'entendons pas une espèce de phénomène essentiel. Il ne s'agit pas ici de reprendre la thèse coloniale à l'envers et de faire d'Abd al-Qâdir un « Ottoman », de la même manière que Bellemare, et plus encore Azan, voulaient en faire un Français. Nous pouvons parler d'ottomanisation de sa carrière à Bursa, car de nombreux documents ottomans attestent de son intégration dans les rouages du pouvoir de l'État ottoman. De plus, ottomanisation ne veut pas dire contradiction avec

<sup>410</sup> Bellemare, *Abd-el-Kader*, p. 258,

<sup>411</sup> Paul Azan, *Fanatisme*, p. 267 ; Bruno Étienne, *Isthme*, p. 254-258. On lit par exemple qu'à Bursa, « les choses n'avaient pas bien commencé » [...] « le Pacha n'était pas très coopératif... ».

la France. Abd al-Qâdir arrivait en prisonnier en liberté surveillé à Bursa, doté d'une pension conséquente et suivi par une suite algérienne nombreuse que les Français cherchaient aussi à contrôler. En fait, nous montrerons qu'en s'installant à Bursa, Abd al-Qâdir s'est changé en notable, un notable jouissant d'une position privilégiée autant auprès de l'État français que des Ottomans et que ce phénomène lui a permis de s'intégrer dans la vie publique et politique locale, beaucoup plus profondément à Bursa que ce qu'on avait cru.

### 6.1 Abd al-Qâdir rencontre le Sultan

Le 7 janvier 1853, Abd al-Qâdir débarquait avec ses hommes sur la rive occidentale du Bosphore à Istanbul. L'arrivée de l'ancien chef de guerre dans la capitale du plus grand empire musulman de son temps passait, dans les biographies comme celle de Bellemare, pour une visite obligatoire, une simple formalité. De la même manière que la description de la vie d'Abd al-Qâdir à Bursa, ce dernier était méprisé par les autorités ottomanes, le Sultan lui-même lui aurait été indifférent<sup>412</sup>. Le véritable hôte dans la capitale ottomane, c'était bien l'ambassadeur de France qui reçut Abd al-Qâdir afin de lui donner des instructions sur son installation à Bursa, la ville dans laquelle il devait se rendre avec sa suite.

Sur son arrivée à Istanbul, d'autres perceptions de l'événement donnent un tout autre aspect à sa signification. Si l'on considère déjà qu'Abd al-Qâdir se retrouva en présence du Sultan et de plusieurs des hommes d'État avec qui le chef algérien avait

---

<sup>412</sup> Bellemare écrit : « On aurait pu supposer que la population se serait portée avec empressement sur le passage d'un homme qui, pendant quinze ans, avait illustré l'islamisme [...] il n'en fut rien. Ni le vieux parti fanatique ni les Turcs de la réforme ne daignèrent se déranger, non pas seulement pour saluer, mais même pour voir l'émir, et les plus simples bateliers du port n'éprouvèrent d'autre étonnement que celui du dérangement que l'on imposait aux kawas de l'ambassade pour faire honneur à Abd-el-Kader. En effet, qu'était-ce que l'Arabe, même le plus illustre, par rapport au plus infime représentant de la race d'Osman ! ». Bellemare, *Abd-el-Kader*, p. 213.

communiqué pendant la guerre et desquels son sort dépendait (du moins en partie), on conviendra que l'orientation de cette rencontre eut plus d'importance que cette visite brève et strictement formelle évoquée par Bellemare<sup>413</sup>. De plus, celui-ci se fiait à la perception des Français qui, nous le verrons, n'étaient pas conviés aux entrevues d'Abd al-Qâdir avec les représentants de l'État ottoman, ce qui lui laissait l'opportunité de se présenter d'une autre manière que celle d'un prisonnier docile qui acceptait son sort.

Quand Abd al-Qâdir débarquait à Istanbul, la Sublime Porte était mobilisée sur la question de sa libération depuis plusieurs mois. Le gouvernement de Louis Napoléon Bonaparte (le futur Napoléon III) était entré en contact avec les Ottomans pour déterminer une terre d'accueil convenable pour installer Abd al-Qâdir. L'ambassadeur de France approcha Mustafa Reşid en 1851, alors que ce dernier était le ministre des Affaires extérieures<sup>414</sup>. Ces premières tentatives avortèrent. Le projet était resté lettre morte pendant plus d'une année, car l'ambassadeur avait dû abandonner les démarches à la demande du ministère<sup>415</sup>. Le parti des colons en France considérait le chef algérien comme un danger important et empêchait Napoléon d'agir à sa guise. Néanmoins, au mois de novembre 1852, soit quelques jours après la proclamation de la libération d'Abd al-Qâdir, l'ambassadeur de France à Istanbul communiquait avec Fuad Paşa (qui était alors le ministre des Affaires extérieures) pour l'avertir que son gouvernement attendait de travailler de concert

---

<sup>413</sup> Sur son soi-disant accueil froid, voir par exemple, voir Bellemare, qui ne relève Abd al-Qâdir ayant « obtenu une audience du Sultan » Bellemare, *Abd-el-Kader*, p. 213-214. Paul Azan, *Fanatisme*, p. 266 est bien plus inventif sur une rencontre dont les Français étaient absents. Sur le récit de Mohammed Ben Abd al-Qâdir voir *Tuhfat*, p. 576. Dans la scène de l'audience royale, Mohammed est présenté par son père à côté d'autres vétérans qui l'ont soutenu pendant la guerre. Raccouronné à la porte, Abd al-Qâdir déclame un poème à la gloire partagée des moudjahidines algériens et des conquérants de Constantinople.

<sup>414</sup> AE, CPC Turquie, 305, 24 Mai 1851. De la Valette au ministère des Affaires étrangères.

<sup>415</sup> AE, CPC Turquie, 305, 28 Mai 1851. Ministre des Affaires étrangères à De la Valette.

avec les Ottomans afin de gérer adéquatement la sortie d'Abd al-Qâdir. La lettre de De la Valette est sans équivoque :

Abdel Kader a donné sur sa foi, l'assurance qu'il respecterait désormais les décrets de la Providence, et que, dans aucun cas, il ne reprendrait les armes contre la France. Son Altesse le Prince Président a confiance dans la parole de l'Ex Émir ; il sait d'ailleurs que le Gouvernement ottoman ne négligera rien pour l'entretenir dans ces sentiments, et qu'il saurait au besoin le détourner de toute résolution contraire, à cet égard, le gouvernement français ne saurait désirer d'autre garantie que la loyauté traditionnelle du gouvernement ottoman<sup>416</sup>.

Selon les Français, Abd al-Qâdir était en liberté surveillée. Malgré son engagement solennel de ne plus revenir en Algérie<sup>417</sup>, les Français ne cesseraient pas de l'espionner<sup>418</sup>. Néanmoins, la meilleure manière que le prisonnier en question ait la sensation d'être libre était, selon les Français, qu'il soit surveillé par les autorités souveraines de l'Empire ottoman. Bien que l'Ambassadeur disait le Prince Président confiant dans la parole d'Abd al-Qâdir, des risques potentiels de fuite ou de révolte subsistaient. Selon De la Valette, c'était au gouvernement ottoman que revenait la charge de « garder à œil » (le Hariciye écrit *bundan sarf-ı nazâr olunmak istenilir*) Abd al-Qâdir, c'est-à-dire de contrôler les mouvements du chef algérien<sup>419</sup>. Cette responsabilité entraînait déjà, au sens des Français, la reconnaissance de l'autorité ottomane par Abd al-Qâdir et entraînait des liens de réciprocité.

---

<sup>416</sup> İ.HR 92.4487, de la Valette à Fuad Paşa, 2 novembre 1852.

<sup>417</sup> « Ma conduite répondra de mes paroles : je promets de ne jamais m'éloigner de Brousse, sans votre autorisation, dût le feu m'y atteindre et m'y consumer ». Abd al-Qâdir à Napoléon III, 3 Muharrem 1269 / 17 Octobre 1852. Il est frappant de constater que l'émir connaissait déjà le lieu de sa future résidence dès sa libération. Abd el-Jalil Temimi, «Lettres inédites de l'Émir Abdelkader», no. 10, p. 187.

<sup>418</sup> Notamment à travers la mission du traducteur Bullad, ancien interprète militaire en Algérie, qui avait l'œil sur une bonne part de la correspondance d'Abd al-Qâdir. Bruno Étienne, *Isthme*, p. 256.

<sup>419</sup> İ.HR 93.4556.

La lettre de De la Valette à Fuad Paşa déclencha les préparatifs de l'arrivée d'Abd al-Qâdir à Bursa. Les nombreux rapports du *vali* de Bursa, Halil Paşa et surtout les ordres de la Sublime Porte indiquent qu'Abd al-Qâdir était considéré d'une manière différente que ce que les Français attendaient, soit un prisonnier en liberté surveillée. Bien que Fuad Paşa avait rapidement répondu à De la Valette et assurait des bonnes dispositions de la Sublime pour gérer l'installation et la pacification d'Abd al Qâdir<sup>420</sup>, les documents ottomans présentent le personnage avec un statut qui n'a rien à voir avec celui d'un sujet contrôlé par la France. Dans un document du *Hariciye nezâreti* (l'équivalent du ministère des Affaires étrangères ottoman), Abd al-Qâdir ne venait pas s'installer dans les Domaines bien Protégés « en tant qu'exilé » (*menfiyyen*), mais « de son plein gré » (*kendü isteğile gelüb*)<sup>421</sup>. Bien qu'aucune mention de son rôle dans la guerre contre la France en Algérie n'est faite dans la documentation ottomane portant sur Abd al-Qâdir toute la durée de ces préparatifs (soit de novembre 1852 à début janvier 1853), cette qualification évoquait le statut ambigu de l'Algérie. Nous avons vu, avec le cas de Ben Sâlem, qu'à cette période, les Ottomans (encouragés dans ce sens par les Britanniques) considéraient toujours l'Algérie comme une de leur province, ce qui générait des tensions entre la France et les autorités ottomanes dans d'autres points de l'Empire. Ajouté à cette qualité d'homme libre, Abd al-Qâdir était systématiquement qualifié par son origine géographique : il était désigné et le resterait plusieurs mois sans rien d'autre que comme : « Abd al-Qâdir l'Algérien » (*Cezâyirli Abdülkâdir*). En quelque sorte, ce qui qualifiait Abd al-Qâdir c'était son appartenance à une province disputée de l'Empire...

La rencontre d'Abd al-Qâdir avec les autorités ottomanes à Istanbul relève d'un véritable tournant politique dans sa carrière. Il était tout d'abord obligé de se présenter d'une manière particulière qui ne rimait en rien avec ce que la France le

<sup>420</sup> AE, CPC Turquie 310, 7 novembre 1852. Fuad Paşa à de la Valette.

<sup>421</sup> İ.HR 92.4481, 3 novembre 1852. Voir aussi Muslu, *Emir Abdülkâdir*, p. 58.

réduisait à devenir : un de ses pensionnaires pacifiés. Avant de se montrer comme le chef de la guerre sainte dans une province de l'Empire ottoman, Abd al-Qâdir marquait sa présence à Istanbul d'une visite dans un lieu saint du monde musulman : le tombeau d'un des Compagnons du Prophète, Abou Ayyoub, tombé au VIIe siècle sous les murailles de Constantinople. Selon la biographie du fils d'Abd al-Qâdir, qui accompagnait son père lors du séjour stambouliote, cette visite était la première que fit son père en débarquant<sup>422</sup>. Ce détail contraste singulièrement avec la version de Bellemare pour qui Abd al-Qâdir se contentait de dévotions dans la mosquée moderne de Tophane située sur les bords du Bosphore... comme pour suggérer le caractère superficiel de sa visite à Istanbul : Abd al-Qâdir priant dans une mosquée située juste à côté du palais sans s'aventurer dans la capitale ottomane, et tout près à repartir sur-le-champ. Pourtant, on sait que le séjour à Istanbul dura plusieurs jours<sup>423</sup>. Abd al-Qâdir avait eu le temps de se rendre à « Eyüp Sultan », le lieu du tombeau vénéré. Celui-ci était d'ailleurs un lieu très important de la dynastie ottomane. Il était incontournable pour un Sultan de venir s'y recueillir après son intronisation et de s'y faire ceindre de l'épée d'Osman, le fondateur de la dynastie<sup>424</sup>. Ainsi, par ce premier geste, Abd al-Qâdir répondait à son désir de visiter un haut lieu de l'Islam tout en se trouvant, du même coup, à faire un Pèlerinage dans l'un des lieux les plus sacrés de la dynastie ottomane.

Le séjour à Istanbul, nous l'avons dit, dura plusieurs jours. Cela laissa l'opportunité à Abd al-Qâdir de rencontrer les autorités de l'État en bonne et due forme le lendemain de son arrivée<sup>425</sup>. Celles-ci prirent les devants en ce qui concernait le chef algérien.

---

<sup>422</sup> *Tuhfat*, 575-579.

<sup>423</sup> Arrivé à Istanbul le 7 janvier 1853, Muslu note qu'Abd al-Qâdir était à Bursa le 17 janvier. Muslu, *Emir Abdükâdir*, p. 63.

<sup>424</sup> Voir N. Vatin et G. Veinstein, *le Sérail ébranlé. Essai sur les morts, les dépositions et avènements des sultans ottomans. XV<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle*, Fayard, 2003.

<sup>425</sup> Muslu indique qu'Abd al-Qâdir rencontra le Sultan le 8 janvier et le Sadrazam Mustafa Reşid Paşa et le Seyhül-Islam Arif Hikmet Paşa le lendemain. Muslu, *Emir*, p. 61.

Tout ne reposait pas, comme le suggère Bellemare, sur les épaules de l'ambassadeur de France. En fait, il est même explicite dans un document ottoman, qu'il n'était « pas approprié qu'il fasse la visite avec des hommes de l'ambassade (française) » pendant sa visite au palais. Il était aussi indiqué qu'un certain Hâlis Efendi<sup>426</sup>, un remarquable traducteur arabisant, formé dans la « chambre de traduction » (*tercûme odası*), serait attaché à l'Algérien pour faciliter son séjour<sup>427</sup>. L'isolement d'Abd al-Qâdir dans un univers turc ottoman est un cliché français qui reviendrait sans cesse, nous l'avons vu en introduction, au sujet de sa résidence à Bursa. Par contre, l'absence des Français pendant la visite au palais a une tout autre signification. Cela montre que les Ottomans tenaient à avoir un contact privilégié et confidentiel avec Abd al-Qâdir. Ils désiraient que leur entrevue avec lui ne soit pas conditionnée par la position de la France, à laquelle Abd al-Qâdir devait répondre et obéir. Une fois de plus, la version du fils d'Abd al-Qâdir donne aux relations entre le père de ce dernier et les plus importants hommes de l'État ottoman, un caractère bien différent de cet accueil ottoman tantôt glacial, tantôt indifférent des biographies françaises. Le récit de Mohammed Ben Abd al-Qâdir est celui d'un témoin oculaire. Il met toute l'emphase de la rencontre sur le rôle de son père dans la guerre contre la France. Le Sultan Abdülmeçid, attentif, amical, remerciait « l'Émir » pour ses services rendus au cours de la guerre sainte<sup>428</sup>. Magnanime, il accordait à Abd al-Qâdir la faveur de s'installer à Bursa. Même si ce récit enjolive certainement les faits, et place Abd al-Qâdir en véritable serviteur de l'État ottoman, il est tout à fait possible que le chef algérien se soit présenté sous les traits d'un moudjahid. C'est ce qui le rattachait le plus à la

---

<sup>426</sup> “Hâlis Yusuf Efendi (Tâhir Ömerzâde)”, *SOY* p. 589. Né en 1805. Formé dans la chambre de traduction, ce professeur de langue fut engagé comme secrétaire pour diverses ambassades à partir de 1845. Servant un moment à Tripoli de Syrie, il accéda au poste le plus distingué de traducteur pour la Sublime Porte et mourut la même année qu'Abd al-Qâdir, en 1883.

<sup>427</sup> I.HR 94.4619, 8 janvier 1853.

<sup>428</sup> *Tuhfat*, p. 576. Dans la scène de l'audience impériale, Mohammed est présenté par son père à côté d'autres vétérans qui l'ont soutenu pendant la guerre. Raccouronné à la porte, Abd al-Qâdir déclame un poème à la gloire partagée des moudjahidines algériens et des conquérants de Constantinople.

dynastie et rappelait continuellement qu'avant d'être le prisonnier de la France il en avait été l'ennemi juré.

Les Britanniques relevaient sans détour qu'Abd al-Qâdir avait toujours le statut d'un chef de la guerre sainte quand il arrivait à Istanbul. Contrairement à l'anonymat du personnage auprès de la population présenté dans la biographie de Bellemare, l'ambassadeur constatait qu'il était célébré publiquement comme « a Champion of Islamism »<sup>429</sup>. L'ambassadeur précisait que l'enthousiasme de la population pour le héros du djihad s'était manifesté au cours de ses sorties à la mosquée dès son arrivée. Si ces sorties dont parlait l'ambassadeur se produisirent au tombeau d'Eyüp Sultan, on peut imaginer l'effet démultiplicateur sur le prestige du personnage. Abd al-Qâdir aurait même agi sur sa propre renommée si l'on en croit l'existence d'une rumeur qui était parvenue aux oreilles de l'ambassadeur britannique à Istanbul. Alors qu'il se trouvait à une réception de l'ambassadeur de France, lors de laquelle Abd al-Qâdir était présent, le Britannique avait eu ouï-dire, à travers que le chef algérien s'était vanté auprès d'un valet du Sultan Abdülmecid qu'il avait occis cent mille Français...<sup>430</sup> Ce chiffre, évidemment exagéré, suggère tout de même qu'Abd al-Qâdir se présentait sous un jour différent selon ses interlocuteurs. Les Britanniques, qui se souciaient depuis le début des échanges entre la Sublime Porte et la France au sujet d'Abd al-Qâdir, étaient conscients de son statut double : un protégé de la France et un chef de la guerre sainte qui venait s'établir non loin du Sultan. L'ambassadeur britannique remarquait que la rencontre d'Abd al-Qâdir avec Abdülmecid s'était produite sans l'ambassadeur ni aucun membre de l'administration française<sup>431</sup>. Il relevait ainsi l'opportunité pour Abd al-Qâdir de se présenter au Sultan de la manière qu'il voulait et se donner ainsi l'aspect d'un serviteur zélé de la dynastie ottomane. L'ambassadeur indiquait également, dans un autre rapport, que le passage d'Abd al-

---

<sup>429</sup> FO 195.385, 11 janvier 1853.

<sup>430</sup> FO 195.385, 11 janvier 1853.

<sup>431</sup> FO 195.385, 8 janvier 1853.

Qâdir à Istanbul avait ravivé les tensions entre la Sublime Porte et l'ambassadeur de France au sujet de la question de l'Algérie. Puisque les Britanniques insistaient auprès de la Sublime Porte pour que celle-ci ne renonce pas à l'Algérie (comme nous l'avons vu en Syrie cette même année 1853), Abd al-Qâdir l'Algérien devait demeurer discrètement le symbole de la résistance ottomane, celui d'un chef qui n'abandonnerait pas une terre musulmane.

La visite d'Abd al-Qâdir à Istanbul est un moment fort de sa carrière. Il est celui de son attachement à l'État ottoman. Il est donc compréhensible que Bellemare ait autant négligé le séjour dans la capitale ottomane puisqu'il écrivait sa biographie au moment où l'auteur voulait présenter Abd al-Qâdir comme le serviteur de la France en Syrie. Abd al-Qâdir s'était déjà présenté au Sultan comme un sujet ottoman en 1841, pendant la guerre en Algérie, mais l'échec de son combat et sa détention en France avait laissé l'orientation d'Abd al-Qâdir vers l'État ottoman en suspens. À Istanbul il eut tout le loisir de s'affirmer comme un serviteur du Sultan à l'abri des oreilles françaises qui attendaient de lui la plus parfaite obéissance. En fait Abd al-Qâdir demeurait un homme dangereux pour les Français. Ils souhaitaient obtenir le soutien des Ottomans pour le contrôler. Or ces derniers considéraient Abd al-Qâdir comme un homme libre, mais aussi le chef d'une guerre qu'ils refusaient de perdre : celle qu'ils menaient, même symboliquement, pour récupérer l'Algérie. Les Britanniques, qui rappelaient aux Ottomans la conduite à suivre vis-à-vis de la province algérienne, montraient que la présence d'Abd al-Qâdir à Istanbul avait quelque chose de grave puisque cette présence ravivait les tensions que les États français et ottoman cherchaient à atténuer. Les Britanniques étaient les seuls, par l'intérêt qu'ils avaient à contrer l'influence française dans l'Empire ottoman, à faire le lien entre Abd al-Qâdir et la continuité de son rôle dans la guerre en Algérie. Le rôle qu'il avait joué lui permettait d'avoir auprès des Ottomans, le prestige dont il avait besoin recomposer son pouvoir sur des bases solides à Bursa.

## 6.2 Bursa pour résidence : la consécration de la carrière d'un *ayan*

Bursa était le choix désigné par le Sultan Abdülmecid. Louis Napoléon n'avait pas le pouvoir de laisser Abd al-Qâdir se retirer où il le désirait, comme il est écrit dans une biographie pourtant bien documentée sur « Napoléon III »<sup>432</sup>. Les Français avaient laissé aux Ottomans le choix du lieu de la nouvelle résidence de leur prisonnier. Cela est clairement exprimé dans la lettre de De la Valette quand il s'adressait à Fuad Paşa, le 2 novembre 1852. « Son Altesse le Grand vizir me fit part de l'accueil favorable que Sa Majesté Impériale le Sultan avait bien voulu faire à nos propositions, et qu'Elle avait même désigné la ville de Brousse comme l'endroit qui pourrait convenir sous tous les rapports à la résidence d'Abdel Kader »<sup>433</sup>. En répondant à la demande de la France d'installer Abd al-Qâdir dans un endroit où il serait évident de contrôler celui-ci, le Sultan obéissait aussi à une logique propre à l'administration de l'Empire. Bursa devait être le lieu de l'acclimatation d'un nouveau notable que les Ottomans espéraient fidéliser. En fait, désigner Bursa pour y installer Abd al-Qâdir était la preuve de l'importance de ce personnage pour le pouvoir, mais aussi de son utilité.

D'un côté, la Sublime Porte devait répondre aux attentes de la France qui demandait à ce qu'Abd al-Qâdir puisse avoir, à Bursa, une position « digne de son ancienne fortune ». La célébrité d'Abd al-Qâdir était quelque chose à laquelle les Ottomans devaient s'adapter. C'est pour cela que la plupart des documents concernent la maison dans laquelle il devait habiter et la somme d'argent qui lui serait allouée une fois qu'il s'installerait<sup>434</sup>. Il y eut comme une compétition au sujet de la manière de

---

<sup>432</sup> Louis Napoléon fait savoir à Abd al-Qâdir «qu'il peut se retirer où il le désirera : le gouvernement français lui servira une pension de cent mille francs». André Castelot, *Napoléon III, l'aube des temps modernes*, Librairie Perrin, 1999, p. 208-209.

<sup>433</sup> I.HR 92.4487.

<sup>434</sup> Les documents envoyés au vali de Bursa (*Hüdavendigâr valisi*) par la Sublime Porte sont nombreux sur les modalités de l'installation d'Abd al-Qâdir. A.MKT.UM 117.85 (16 décembre 1852), HR.MKT 53.69 (décembre 1852), C. DH 68.3352 (31 décembre 1852), HR.MKT 54.61, I R 1269 / 12 janvier 1853), etc. Ils concernent essentiellement la préparation d'une grande maison fournie

traiter celui qui viendrait s'installer en notable à Bursa. Les Ottomans cherchaient à savoir comment allait être pourvu le nouvel arrivant<sup>435</sup>. C'est pour cela que le choix de cette ville par le Sultan l'a été pour son prestige. Le Sultan avait béni, en quelque sorte, la ville en y effectuant une visite en 1844<sup>436</sup>. Il effectuait alors un pèlerinage dynastique, car Bursa était considérée par les Ottomans comme la première capitale de l'Empire. Le tombeau du fondateur et de son fils s'y trouve encore. Au XIXe siècle, les Tanzimat s'accompagnaient d'une véritable production de symboles d'État. La visite d'Abdülmeçid à Bursa occasionna des rénovations importantes. À propos de cette visite impériale, Frédéric Hitzel écrit : « Ces déplacements sont importants : ils mettent les sultans en contact direct avec les gouverneurs, les administrateurs provinciaux, les notables, les dignitaires, les représentants des communautés. Les villes qu'ils honorent de leur présence sont décorées, embellies, modernisées »<sup>437</sup>.

Malgré tout, Bursa demeurait aux yeux des voyageurs européens, une ville figée dans le temps, à l'aspect très « oriental »<sup>438</sup>. C'était donc également pour sa dimension

---

adéquatement équivalente à un rang dont ils comprennent l'importance à travers les considérations que les Français ont pour lui. Les documents français complètent ces informations en évoquant parfois que les ordres viennent de Fuad Paşa lui-même. Dans celui-ci, ce dernier indiquait que le Sultan avait désigné qu'une grande maison devait être à la disposition d'Abd al-Qâdir. AE, CPC Turquie 310, 25 novembre 1851, de la Valette au ministre des Affaires étrangères.

<sup>435</sup> İ.HR 92.4504, 20 novembre 1852. Très tôt après la libération d'Abd al-Qâdir les Ottomans ont conscience de la nécessité de le pourvoir eux aussi d'un salaire : *mumaileyh taraf-ı Devlet-i Aliye'den münasib mikdar maaş ihsan buyurularak kendüsünün öte tarafdan alacağı maaşdan istigna halinde bulundurulması*. Voir aussi A.MKT.UM 117.85, 16 décembre 1852 ; HR.MKT 53.69, 29 décembre 1852 ; İ.HR 94.4620, 8 février 1853. Ce document évoque plus clairement que les autres la somme accordée à Abd al-Qâdir : 28465 kuruş et 500 kuruş pour la location de son premier konak.

<sup>436</sup> Béatrice Saint-Laurent, « Un amateur de théâtre : Ahmed Vefik et le remodelage de Bursa dans le dernier tiers du XIXe siècle », dans François Georgeon et Paul Dumont, *Villes ottomanes à la fin de l'Empire*, Paris, l'Harmattan, 1992, p. 106. Voir également Şerif Korkmaz, Sultan Abdülmeçid'in ilk memleket gezisi (26 Mayıs-12 haziran 1844) (First Country Trip of Sultan Abdülmeçid, 26 mai-12 juin 1844), *OTAM*, 25, 2009..

<sup>437</sup> Frédéric Hitzel, *le Dernier siècle de l'Empire ottoman*, éditions des belles lettres, 2014, p. 93.

<sup>438</sup> Albert Gabriel écrit que jusqu'à la fin du XIXe siècle, Bursa « apparaît aux voyageurs comme beaucoup plus oriental que Stamboul ». Il cite Miss Pardoe qui en 1836 note que les hommes ne portent pas le fez, mais le turban et la quasi-absence des femmes dans les rues Albert Gabriel, *Une capitale turque, Brousse/Bursa*, Paris E. De Boccard, 1958, mentionne qu'un auteur allemand (F.

conservatrice que le Sultan choisit Bursa. Il avait apposé son sceau sur une ville historique directement liée à l'histoire de sa dynastie. Il reformait ainsi son propre pouvoir et popularisait ses réformes, notamment à travers le biais de touristes européens de plus en plus nombreux à visiter Bursa au XIXe siècle et à écrire leurs impressions<sup>439</sup>. C'est pourquoi Bursa était pour lui le lieu idéal pour établir de nouveaux notables et les inviter à s'ottomaniser.

Bursa répondait à des critères de sécurité. Situé au sud d'Istanbul, accessible rapidement par le bateau à vapeur, le reste du trajet se faisait par un court voyage à cheval. De la Valette avait expressément demandé à Fuad Paşa de faire surveiller Abd al-Qâdir et de « le détourner au besoin de toutes résolutions contraires » s'il se rebellait. Placer Abd al-Qâdir en résidence à Bursa indique que le Sultan lui-même désirait garder un œil sur un nouveau sujet dont le charisme s'exerçait sur un groupe de population installé au sein même de l'Empire. Abd al-Qâdir se rendait à Bursa avec une suite nombreuse et nous verrons qu'il fut rejoint par un nombre grandissant de compatriotes. Si l'on compare la présence de ce personnage avec celle d'autres chefs de guerre qui avaient aussi été installés à Bursa dans les années 1840, nous pouvons voir dans le choix du Sultan quelque chose de plus systématique qu'un traitement spécial d'un protégé de la France. Le souverain s'adressait davantage à la dimension d'« émigré » d'Abd al-Qâdir, un musulman qui avait quitté une terre envahie par les Infidèles, comme c'était déjà le cas pour d'autres populations. La ville servait de nouvelle demeure pour les émigrés des Balkans à mesure que l'Empire se

---

Taeschner, 1928) et Baptistin Poujoulat qui la traverse en 1837, note que, « malgré les réformes de Stamboul, » « Brousse a religieusement gardée sa physionomie orientale et la poésie du Koran... C'est en réalité une de ces cités fantastiques comme on en trouve dans les Mille et une Nuits ». Baptistin Poujoulat, *Voyage en Asie Mineure, en Mésopotamie, à Palmyre, en Syrie, en Palestine et en Égypte*, Bruxelles, N.J. Wouters et cie, 1841, p. 160-2.

<sup>439</sup> Voir l'index chronologique des récits de voyageurs dans Heath W. Lowry, *Ottoman Bursa in Travel Accounts*, Bloomington, Indiana University Ottoman and Modern Turkish Studies Publications, 2003.

rétrécissait en Europe<sup>440</sup>. Selon nos propres observations, le Sultan désignait Bursa pour d'autres chefs bosniaques ou circassiens après un séjour à Istanbul<sup>441</sup>. C'est ce qui expliquerait pourquoi la population a augmenté entre 1830 et 1860, bien que l'industrialisation de la ville soit un facteur important de sa modification démographique<sup>442</sup>.

Enfin, la présence d'intérêts européens dans la ville, quand Abd a-Qâdir s'y installait en 1853, est l'indice d'une économie dynamique. C'est surtout l'industrie de la soie qui attirait les investisseurs étrangers. Les consuls anglais et français, qui se trouvaient sur place à l'arrivée du chef algérien étaient engagés dans le secteur du textile qui connaissait un certain développement à la moitié du XIXe siècle<sup>443</sup>. La première filature à vapeur date, à Bursa, de 1838. Nicolas Vatin note « qu'elles se multiplièrent ensuite avec des capitaux étrangers puis locaux ; une filature d'État fut fondée en 1852 »<sup>444</sup>. C'était tout juste quelques mois avant qu'Abd al-Qâdir s'installa en ville. La vigueur de l'industrie de soie explique comment il s'est intéressé à cette activité. Nous le voyons même demander des exemptions de taxe sur la soie au gouvernement ottoman. Il demandait également l'avis d'ingénieurs européens pour

---

<sup>440</sup> Albert Gabriel, *Capitale turque*, p. 4.

<sup>441</sup> Sur le cas récurrent d'un bosniaque nommé Mahmud Paşa, installé à Bursa en 1853 voir HR.MKT 64.15 (16 septembre 1853). Sur l'arrivée continue d'immigrés circassiens précédents d'un peu ou dans la même période qu'Abd al-Qâdir quelques exemples : I.MVL 155.4418 (24 novembre 1849), I.MVL 251.9218 (3 novembre 1852), I.MVL 299.12169 (20 mars 1854). La plupart « furent installés » (*iskan ettirilmek*) avant son arrivée.

<sup>442</sup> Béatrice Saint-Laurent fait le constat que la ville se dépeuple en 1830. Elle évoque le témoignage de Texier sur l'état d'abandon du quartier oriental au profit de quartiers en développement, plus industriels. Elle note aussi que les nouveaux recensements introduits un peu avant 1860 montrent que la population recommence à augmenter dans cette période. Béatrice Saint-Laurent, "Ottoman Power and Westernization: The Architecture and Urban Development of Nineteenth and early Twentieth Century Bursa", *Anatolia Moderna-Yeni Anadolu*, Bibliothèque de l'Institut d'Études Anatoliennes d'Istanbul, no. 5, 1994 p. 205.

<sup>443</sup> J. Lewis Fairley, *The Resources of Turkey Considered with Special Reference to the Profitable Investment of Capital in the Ottoman Empire*, Londres, Longman etc., 1862, p. 102-116. Dans le passage sur Bursa écrit par Sandison, celui-ci plaide pour mettre sur pied une banque anglaise dans la ville qui tire parti de l'expansion commerciale en cours

<sup>444</sup> N. Vatin, "Bursa", *DEO*, p. 192.

qu'ils apportent leur expertise en matière d'innovations techniques<sup>445</sup>. Doté d'une pension conséquente autant par l'État français<sup>446</sup> que par la Sublime Porte, Abd al-Qâdir avait de quoi investir dans ce secteur. Le Sultan pouvait donc se réjouir d'avoir installé à Bursa un nouveau notable musulman qui contribuait à faire fructifier l'économie de la ville et de sa région.

Le Sultan avait des intentions précises quand il choisit Bursa comme nouvelle résidence d'Abd al-Qâdir. Abdülmecid devait répondre à l'exigence de son illustre sujet : un notable qui devait être traité avec les honneurs. Bursa répondait à cette exigence à travers le prestige de son histoire. Elle était le berceau de la dynastie ottomane et le Sultan mettait en scène son pouvoir tout en exposant ses performances dans les réformes. La proximité à Istanbul rassurait les Français qui confièrent la surveillance de leur ancien ennemi aux Ottomans. Toutefois le Sultan avait des objectifs propres qui répondaient à une logique interne. Bursa était le lieu où il fidélisait des personnages doués d'influence dans l'Empire. Il installait déjà d'autres chefs de guerre réfugiés dans l'Empire ottoman. Le renouveau économique de la ville produit par la modernisation de l'industrie de la soie qui attirait des Européens dans la ville et contribuait à sa prospérité est aussi un critère qui poussa le Sultan à choisir cette ville pour Abd al-Qâdir. La participation rapide de ce dernier dans les activités reliées à l'industrie de la soie permet de voir dans le choix du Sultan l'intention de dynamiser l'économie en plaçant un notable favorisé dans un endroit stratégique de l'Empire.

---

<sup>445</sup> Bruno Étienne et François Pouillon, *le magnanime*, p. 68-69.

<sup>446</sup> La France lui versait une pension de 100 000 francs par an, soit 38 000 kuruş par mois. On peut voir la quittance de ces montants dans les archives consulaires à partir du mois de mars 1853. Ex : CADN, Brousse, 11 mars 1853, 2 avril 1853, 31 mai 1853 etc.

### 6.3 Abd al-Qâdir Efendi se construit un réseau local

À Bursa, nous avons vu que Bellemare réduisait Abd al-Qâdir à un « Arabe isolé au milieu d'une population de Grecs et de Turcs ». Il vivait replié sur lui-même, mais dispensait parfois le peu qu'il avait au nom du « Sultan Napoléon ». Il ne se serait pas mêlé à la politique locale ni à des activités qui dépassaient le cadre de sa famille ou du cercle des Algériens. La langue était, selon cette perspective un puissant frein à son intégration. L'hostilité du gouverneur ottoman en aurait été un autre. Abd al-Qâdir aurait été coupé du nouveau contexte dans lequel il prenait place. En fait, ce genre de biographie a une dimension tout à fait téléologique puisque les auteurs savaient qu'Abd al-Qâdir serait, plus tard, installé à Damas en décembre 1855. C'est pour cela que les biographes n'avaient pas besoin de comprendre les activités dans lesquelles Abd al-Qâdir s'investissait et les liens qu'il tissait à Bursa, car Damas comptait beaucoup plus pour la France (autant pour Bellemare après 1860 que pour Azan en 1925). En fait, selon nos recherches, la position favorable entre l'État français et la Sublime Porte et l'intérêt que lui vouaient aussi les Britanniques permettait à Abd al-Qâdir d'élargir son pouvoir et de s'investir rapidement dans des activités locales. Certaines de ces activités se prêtaient bien, d'ailleurs à ses compétences. Des relations beaucoup moins hostiles avec les autorités ottomanes permettent d'arriver à d'autres conclusions au sujet de la dimension politique du nouveau notable qu'était Abd al-Qâdir à Bursa.

Abd al-Qâdir n'était pas le premier Maghrébin célèbre à se rendre à Bursa. Ibn Battûta visita la ville alors qu'elle était rentrée récemment sous la domination des premiers Ottomans. Ibn Battuta garderait une impression favorable de la ville et de sa région<sup>447</sup>. Surtout, il avait pour les populations musulmanes et leurs autorités qui

---

<sup>447</sup> Ibn Battûta, *Voyages*. Tome II « De la Mecque aux steppes russes et à l'Inde », traduit par Defemery et Sanguinetti (1858), introduction et notes par Stéphane Yerasimos, La découverte, rééd. 2012. p. 180.

combattaient les Byzantins sur les confins des territoires musulmans, un grand respect et une admiration certaine. Abd al-Qâdir, qui connaissait bien les auteurs classiques du monde musulman, a peut-être lu le passage du voyageur maghrébin sur Bursa. Ce qui est plus sûr c'est qu'il prit connaissance dès sa sortie de détention, d'informations sur la ville. Les autorités françaises lui avaient remis l'ouvrage d'un voyageur français qui avait récemment fait un de ces si populaires voyages en Orient (rendu plus proche par le bateau à vapeur), et dans lequel il décrivait la ville<sup>448</sup>. Abd al-Qâdir n'ignorait pas ce qui se passait dans la ville, ni même comment elle était faite. En quelque sorte, il savait où il mettait les pieds.

Sur place, l'installation d'Abd al-Qâdir était le fruit du travail du *vali* de Hüdavendigâr, la province dans laquelle ce pacha était établi à Bursa. Halil Paşa, le géorgien, un homme à la carrière autant militaire que diplomatique<sup>449</sup>, s'occupa de tous les préparatifs à partir de novembre 1852. Azan écrit que ce *vali* proposa à Abd al-Qâdir, une fois celui-ci sur place, la pension que la Sublime Porte lui réservait, mais que celui-ci refusa<sup>450</sup>. Plusieurs années plus tard, alors qu'il était installé à Damas, Abd al-Qâdir lui-même confirma ce fait dans une lettre adressée au Grand Vizir<sup>451</sup>. Toujours est-il que le *vali* était très investi dans la gestion de l'installation du nouveau notable à Bursa. La question de loger Abd al-Qâdir de manière adéquate ne

<sup>448</sup> AE, CPC Brousse 1, 11 novembre 1852. Le ministre des Affaires étrangères fit traduire pour lui les mémoires d'un voyageur français. Un peu plus haut nous avons vu que seulement quelques jours après l'annonce de sa libération Abd al-Qâdir écrivait à Louis Napoléon qu'il promettait « de ne jamais m'éloigner de Brousse ».

<sup>449</sup> « Halil Mehmed Rifaat Paşa », *SOY*, p. 580-581. La grande carrière de ce géorgien commence par un poste de trésorier (*hazinedâr*) pour Hüsrev Paşa (1827-1828) puis *mutasarrıf* de plusieurs villes moyennes (Nigde, Beyşehir, Kırşehir). Il obtient plusieurs postes militaires Serasker, (*Asakir-i Mansure kumandanı*), mais devient aussi ambassadeur à St Petersburg puis Grand-Amiral (*Kapudan-i Derya*). Avant Bursa, il a obtenu des fonctions dans l'administration des réformes, il est Vali de Bursa en sept.-oct. 1852 puis quitte le 9 décembre 1853. Il meurt en 1856.

<sup>450</sup> « Lorsque le Pacha de la ville lui proposa, de la part du Sultan, un subside mensuel, il remercia et refusa ». Azan, *Fanatisme*, p. 267.

<sup>451</sup> İ.MMS 20.872-3, 14 mai 1860 Abd al-Qâdir écrivait que Halil Paşa lui avait demandé si la subvention française était insuffisante mais l'Émir lui avait répondu que tout allait bien et que si besoin était, il préviendrait.

cessa de l'occuper. Bellemare prête au *vali* une hostilité pour Abd-al-Qâdir sur la base d'un préjugé de race. Cette opinion peut se ressentir dans les observations du consul de France à Bursa. Les deux personnages travaillaient de concert sur l'arrivée imminente du chef algérien et Halil Paşa s'était laissé aller à parler ouvertement de ses considérations. Le consul constatait que le *vali* exécutait les ordres de la Sublime Porte « forcément avec répugnance », visiblement gêné par l'intrusion d'un personnage au lourd passé politique, pendant son mandat à Bursa. « Pendant l'entretien que nous eûmes avec S. A Halil Pacha au sujet de l'Émir, il ne nous a point caché qu'il était d'opinion que l'on ne pouvait point compter sur ses serments et que tôt ou tard il chercherait à s'évader. Il nous a même manifesté un certain déplaisir de le voir installé ici pendant son administration »<sup>452</sup>. Il est difficile de savoir sur quoi se basait Halil Paşa pour émettre une opinion négative sur Abd al-Qâdir avant même de le connaître. Était-ce une stratégie de sa part vis-à-vis du consul ou bien était-ce une opinion qu'il avait pu avoir par son contact avec le gouvernement ottoman ? Ce genre de jugements rappelle les précautions prises par la Sublime Porte après l'arrivée des Algériens en Syrie (influencées par le consul britannique, du moins en partie) et qui considéraient que ces derniers n'étaient pas des hommes de parole. Toutefois, selon le même consul Rousseau, qui avait rapporté les suspicions du *vali*, Halil Paşa s'était rapidement lié d'amitié avec Abd al-Qâdir, au même titre que d'autres représentants de l'État à Bursa. Le consul de France avait constaté les rapports de cordialités entre le *vali* et le chef algérien alors que ce dernier donnait un dîner chez lui. Il écrivait à l'ambassadeur seulement deux mois après l'arrivée d'Abd al-Qâdir, en mars 1853 que les notables venaient le voir souvent et paraissaient avoir « beaucoup de considération pour lui »<sup>453</sup>. Un peu plus tard, Rousseau insistait sur ces bonnes relations en énumérant les dignitaires qui dinaient chez Abd al-Qâdir : « le Vali, le Defterdar, aujourd'hui le juge et quelques notables ». Rousseau concluait que

---

<sup>452</sup> CADN Brousse 1, 29 décembre 1852. Le consul de France à Brousse à de la Valette.

<sup>453</sup> CADN, Brousse 1, 11 mars 1853. Consul de France à Bursa au Marquis de la Valette.

l'on était « fortement revenu sur l'idée qu'on s'est faite de l'Émir et des Arabes qui l'accompagnent ». Il relevait qu'Abd al-Qâdir avait du « talent pour attirer les sympathies de ceux qui le fréquentent et se popularise »<sup>454</sup>. Cet « Arabe isolé », décrit par Bellemare, n'était sûrement pas Abd al-Qâdir à Bursa !

Dans ses rapports avec les autorités ottomanes locales, mais aussi avec la population, la différence de langue ne posait pas de problème. À Bursa, il est vrai que l'on parlait le turc et les langues des minorités grecques, arméniennes (et d'autres). Toutefois, la langue n'isolait pas à la manière des frontières que les pouvoirs coloniaux tentaient de mettre en place au XIXe siècle. Si la langue française ne posait pas de problème pour communiquer avec Abd al-Qâdir pourquoi l'ottoman aurait-il posé un problème ? D'ailleurs, avant de se rendre à Bursa, Abd al-Qâdir avait pris à son service deux frères algériens, Mehmed et Ahmed Medih, qu'il avait rencontrés à Istanbul. Il demanda l'autorisation à l'ambassadeur de France de les garder auprès de lui<sup>455</sup>. Ces derniers étaient les descendants d'un des Deys de la province nommé Hasan Dey (m.1798)<sup>456</sup>. Leur capacité dans la langue ottomane et en arabe<sup>457</sup>, dont avait besoin Abd al-Qâdir à Bursa, était le fruit de la culture politique bilingue de l'élite algérienne qui rappelle celle de Hamdan Efendi, le traducteur de la Sublime Porte. En 1854, les deux frères étaient reconnus comme étant au service d'Abd al-Qâdir par la Sublime Porte<sup>458</sup>. Plus de dix ans plus tard, ils étaient pensionnaires de l'État ottoman, un privilège qui semble avoir un lien avec la position prestigieuse de leur ancêtre qui fut

<sup>454</sup> CADN Brousse 1, 23 mars 1853, le consul de France à Bursa au chargé d'affaires à Constantinople. Le Baron Rousseau successeur de Crespin faisait la même constatation en mentionnant les bonnes relations du Pacha avec Abd el-Kader pour qui il avait de l'« affection » et souhaitait lui être « utile et agréable ». CADN Turquie, Brousse 1, 4 mai 1853.

<sup>455</sup> CADN, Brousse 1, 19 février 1853. Le 2 mars 1853 il semble pressé d'obtenir une réponse au sujet des deux traducteurs : il « en parle tous les jours ».

<sup>456</sup> Hasan Paşa, avait participé à la reprise d'Oran en 1792. Il était caucasien (*dağstanlı*). La reprise d'Oran sur les Espagnols lui valut d'être nommé Dey d'Alger (*Cezâyir Beylerbeyi*), une fonction qu'il conserva jusqu'à sa mort en 1798. "Hasan Paşa", *SOY*, p. 633.

<sup>457</sup> CADN Brousse 1, 5 mars 1853, le consul note que les deux frères savent turc et arabes et peuvent aider l'Émir à communiquer avec les « gens du pays ».

<sup>458</sup> HR.MKT 73.20, 26 mars 1854.

Dey de la province algérienne<sup>459</sup>. Leur aide permit à Abd al-Qâdir de communiquer directement avec le Grand Vizir à plusieurs reprises. Il semble qu'Abd al-Qâdir utilisait ce moyen quand l'affaire était pressante : l'acquisition d'une maison plus grande et en bon état quand celle qu'il avait ne lui convenait plus, ou encore obtenir du Grand vizir l'autorisation de se rendre à Istanbul alors qu'Abd al-Qâdir croyait que Napoléon III lui-même s'y rendait<sup>460</sup>. Les services de ces deux frères ne se limitèrent pas à la traduction de ses lettres, à du secrétariat, et probablement à faciliter la communication verbale d'Abd al-Qâdir avec son entourage sur un niveau local mais aussi avec l'administration à Istanbul. L'un d'eux, Ahmed Medih, avait fait la demande d'obtenir le poste de *kaymakâm* de Kütahya dans la région au sud de Bursa. La Sublime Porte répondait à cette demande par la négative et c'est à Abd al-Qâdir que cette réponse s'adressait<sup>461</sup>. Si c'est Abd al-Qâdir qui tentait d'intégrer ses secrétaires dans l'administration de la province voisine cela serait le signe qu'il avait l'intention d'établir un pouvoir local dans un milieu où il ne connaissait pas la langue, mais où des hommes à son service avaient les compétences pour le faire à sa place.

À Bursa, Abd al-Qâdir participait à la vie publique. Ses connaissances dans les sciences islamiques l'amenèrent à se joindre à la population.<sup>462</sup> Le fils de l'Émir, qui avait une vingtaine d'années pendant le séjour à Bursa, insiste sur la bonne entente de l'Émir avec la population de la ville, des pauvres (*fuqarâ'*) qui jouissent de ses aumônes, aux notables (*a'yân*) et aux savants avec qui ils nouent des relations

<sup>459</sup> A.MKT.MHM 132.67 (26 juin 1858) et plus tard, encore une mention de la prolongation de leur pension A.MKT.MHM 405.47 (16 avril 1868).

<sup>460</sup> Sur les réclamations au sujet d'une maison et d'une bibliothèque : Î.MMS 3.109, 20 décembre 1854. Sur la demande de se rendre à Istanbul pour y rencontrer Napoléon III : Î.HR 120.5915, 4 mai 1855.

<sup>461</sup> A.MKT.UM 174.47, 11 décembre 1854.

<sup>462</sup> Le fils de l'Émir qui avait une vingtaine d'années pendant le séjour à Bursa insiste sur la très bonne entente de l'Émir avec la population de la ville, des pauvres (*fuqara*) qui jouissent de ses aumônes, aux notables (*a'yân*) et aux savants avec qui ils nouent des relations cordiales. Il se rappelle de la petite mosquée proche de leur maison : la « mosquée des Arabes » (*Masjid al 'Arab*, qui existe encore aujourd'hui sous le nom de *Araplar camii*) dans laquelle Abd al-Qâdir donnait des leçons (p. 581). Le consul de Bursa relève la proximité de la maison d'Abd al-Qâdir et sa participation à toutes les prières quotidiennes. CADN, Brousse 1, 29 janvier 1853.

cordiales<sup>463</sup>. Le fils d'Abd al-Qâdir se rappelle de la petite mosquée proche de leur maison : la « mosquée des Arabes » (*Masjid al 'Arab*, qui existe encore aujourd'hui sous le nom de *Araplar camii*). Abd al-Qâdir aurait, selon son fils, pris l'habitude d'enseigner dans cette mosquée dont le nom évoque la division ethnique des quartiers des villes ottomanes. Nous pouvons voir qu'à l'instar d'institutions réservées pour les Maghrébins à Damas (selon leur école juridique), Bursa avait des institutions religieuses qui pouvaient davantage correspondre à la langue d'Abd al-Qâdir.

Les fonctions académiques prises par Abd al-Qâdir à Bursa étaient remarquées par la Sublime Porte. Alors que pendant toute la phase de son installation les Ottomans désignaient Abd al-Qâdir systématiquement par « l'Algérien » (*Cezâyirli*), comme nous l'avons noté, lors de la seconde phase (de 1854 à 1855), nous les voyons le dénommer par *Efendi* mais surtout par *Saâdetlü*<sup>464</sup>. À l'occasion, il est désigné par *Fâziletlü*<sup>465</sup>, une formule proche dans son sens que la précédente. Par *Efendi*, nous l'avons vu avec Ahmed Ben Sâlem, son emploi pour le désigner ainsi par les Ottomans était la marque assez anodine d'un notable citadin voire d'une sorte de gentilhomme provincial<sup>466</sup>. Par contre, les deux autres appellations confèrent à Abd al-Qâdir la dimension d'une autorité savante reconnue et respectée par l'État. Jusqu'à aujourd'hui sa carrière académique était strictement réservée à la période damascène

<sup>463</sup> *Tuhfat*, p. 591.

<sup>464</sup> *Saâdetlü* est donné à partir d'avril 1854 (I.MVL 307.1270). Selon le *Redhouse* « Saadetli-lü » (prospère, heureux, fortuné) est un titre officiel donné aux généraux, etc (p. 966). Ce lakab honorifique montre qu'Abd al-Qâdir possédait une autorité équivalente à celle d'un pacha. Olivier Bouquet, *op.cit.*, p. 189. Un document fait penser que l'utilisation de tel ou tel lakab avait son sens puisque Saadetlü est barré pour être remplacé par Faziletlü. HR.MKT 105.78, 12 avril 1855.

<sup>465</sup> *Fâziletlü* est donné à partir d'avril 1855 (HR.MKT 105.78). Saâdetlü est barré pour écrire Faziletlü (ce n'est pas le cas unique rencontré). Vertueux, gracieux, méritant et affable, ce titre est donné selon le *Redhouse* pour des hauts fonctionnaires religieux (p. 362).

<sup>466</sup> Olivier Bouquet, écrit que « en province, efendi désigne notamment les secrétaires des gouverneurs généraux (*divan efendisi*), les oulémas ou les notables ». O. Bouquet, « Efendi », *DEO*, p. 392.

de sa vie, Bursa n'étant le lieu que d'un ouvrage qu'il composa pour le remettre à une société savante en France, quand il y retourna en 1855<sup>467</sup>.

Tableau 7.1 – Évolution de la titularisation d'Abd al-Qâdir par les Ottomans

Titulature / Année	1852	1853	1854	1855	1856	1857	1858	1859	1860	Total
Aucune titulature	7	3								10
Efendi (seul)			5		1	2		5	4	17
Saâdetlü			3	4	1	1	2			11
Fazîletlü				1			2		1	4
Şeyh		1	1	2						4
										46

Un indice important de l'évolution des rapports d'Abd al-Qâdir avec l'État ottoman est perceptible dans la nature des documents à son sujet. Avant son arrivée à Bursa, alors qu'il est encore en France à la fin de l'année 1852 Abd al-Qâdir est systématiquement évoquant dans les documents du ministère des affaires extérieures (*Hariciye nezâreti*). Ce phénomène se prolonge jusqu'en 1853. Il est significatif que pendant toute la période où il n'est considéré que par le Hariciye, Abd al-Qâdir est « l'Algérien ». Pendant toute la première année de sa présence à Bursa, tous les documents qui le concernent relèvent de ce ministère, à l'exception d'un seul : celui qui concerne l'arrivée d'une lettre provenant d'Angleterre ! Or, dès 1854, au moment où sa titulature s'étoffe et montre qu'il prend de l'importance, Abd al-Qâdir est traité par des ministères différents, dont le *Meclis-i Vâlâ*, le conseil des ministres qui sert essentiellement à faire appliquer les réformes Tanzimat. Dans ces circonstances, Abd al-Qâdir a l'air bien plus intégré dans les affaires intérieures de l'État. Le besoin de le nommer par son origine géographique n'est plus systématique. Toutefois, le ministère des Affaires extérieures reprend de l'importance en 1855. Le séisme de mars à Bursa a provoqué le transfert d'Abd al-Qâdir et des siens à Damas. Il semble donc que cette

<sup>467</sup> Étienne et Pouillon, *le magnanime*, p. 67.

question relevait du ministère des Affaires extérieures pour la bonne raison que la France avait une part des responsabilités pour mener à bien ce transfert.

La France confiait la surveillance d'Abd al-Qâdir à la Sublime Porte, mais demeurait présente à Bursa. En plus d'espionner leur prisonnier en liberté surveillée, les Français se servirent de leur antenne consulaire à Bursa pour gérer toutes les questions qui relevaient de la présence d'Abd al-Qâdir et des Algériens qui l'accompagnaient. À travers le statut spécial que la France conférait à leur prisonnier, en vertu de la protection dont il bénéficiait, la Puissance facilita beaucoup l'implantation et l'extension du pouvoir d'Abd al-Qâdir. Nous avons vu que les préparatifs pour installer Abd al-Qâdir avaient commencé quelques mois avant son arrivée. Ces préparatifs forçaient les Ottomans à travailler avec les Français et à s'adapter à l'attente des seconds en matière de privilèges qu'Abd al-Qâdir devait recevoir. Cela impliquait directement son logement, mais aussi, indirectement les sommes d'argent qu'il pouvait recevoir (si l'on convient que les Ottomans ajustèrent le montant à lui donner selon la connaissance qu'ils eurent du montant donné par la France). Sur place, à Bursa, le consul de France Crespin avait travaillé de concert avec Halil Paşa . La fluidité de leur relation contribuait à ce qu'Abd al-Qâdir obtienne facilement de l'appui dans ses demandes. Plus tard, cette collaboration perdurait. En 1854, quand Abd al-Qâdir demande à envoyer son « harem » pour « changer d'air » à Istanbul, la Sublime Porte traite l'affaire en partenariat avec le consulat de France à Bursa<sup>468</sup>.

L'arrivée d'Abd al-Qâdir provoqua un changement de consul à Bursa. De Rousseau remplaçait Crespin alors que celui-ci était en poste depuis au moins 1849. Ce dernier est mentionné dans les sources ottomanes comme un homme d'affaire actif en rapport

---

<sup>468</sup> HR.MKT 78.28.

étroit avec les diverses populations locales<sup>469</sup>. Ses relations avec De Rousseau, avec qui il devait partager sa place, furent orageuses<sup>470</sup>. Le nouveau consul Rousseau était nommé à Bursa pour sa connaissance de l'Algérie et de la langue arabe. Il avait d'ailleurs servi le Maréchal Bugeaud, pendant la guerre, comme interprète<sup>471</sup>. Son administration à Bursa, totalement lié à la présence d'Abd al-Qâdir, était un atout déterminant pour ce dernier. Abd al-Qâdir pouvait facilement entrer en contact avec les autorités françaises. Durant la période à Bursa, les lettres d'Abd al-Qâdir à la Sublime Porte sont très peu nombreuses, pour la simple raison qu'il préférait communiquer avec les Ottomans par l'intermédiaire de l'ambassadeur de France à Istanbul<sup>472</sup>. Ce phénomène, nous le verrons, se poursuivrait à Damas, jusqu'à 1860.

À Bursa, Abd al-Qâdir semblait beaucoup plus libre que ce qui se dégage des biographies comme celle de Bellemare. Selon lui, l'isolement du chef arabe aurait constitué une sorte de prison le confinant dans la frontière de sa communauté. Ceci est infirmé par ses relations avec les autorités locales et la population. C'est aussi le cas à travers les rapports d'Abd al-Qâdir avec des Européens de passage à Bursa. Ces relations font apparaître une liberté de mouvement à travers les circonstances dans lesquelles ces observateurs étrangers trouvèrent un « Émir » dont la popularité

<sup>469</sup> Les documents ottomans à son sujet sont nombreux, mais le A.MKT 195.48 (29 avril 1849) montre qu'il était consul à Bursa plusieurs années avant l'arrivée d'Abd al-Qâdir.

<sup>470</sup> CADN, Brousse 1, 10 avril 1853. Crespin écrit que Rousseau, prendrait simplement la place de Vice consul. Rousseau décrit Crespin comme "jaloux de la bonne harmonie qui n'a jamais cessé de régner entre Abd el-Kader et moi". CADN, Brousse 1, fol. 167.

<sup>471</sup> Né à Alep en 1811 d'un père consul de France (Basra, Alep, Trablusgarb) Napoléon François Rousseau eut une longue carrière d'interprète dans l'armée d'Afrique notamment au service du Maréchal Bugeaud. Rousseau est nommé "en janvier 1853 consul honoraire à Brousse, en mission auprès de l'émir (avec 10 000 francs). Nommé ensuite consul à Djedda, on lui ordonne de rejoindre Abd al-Qâdir à Damas avant de gagner son poste, mais il meurt avant d'avoir quitté la France". Alain Messaoudi, *Les arabisants et la France coloniale. Savants, conseillers, médiateurs (1780-1930)*. Lyon, ENS Éditions, 2015, p. 316. Ne pas confondre avec son frère Amédée qui effectua une mission auprès d'Abd al-Qâdir à Amboise en 1849.

<sup>472</sup> Par exemple CADN, Brousse 1, fol. 147a-b (19 juillet 1853). Abd al-Qâdir réclame que l'ambassadeur fasse pression de tout son poids sur la Sublime Porte pour obtenir l'exécution de travaux dans sa maison.

contribuait à faire de Bursa une ville plus connue en Occident. Boucher de Pertes ne rencontra pas directement Abd al-Qâdir quand il séjourna à Bursa à l'été 1853, mais l'aperçût « à cheval suivi de quelques cavaliers, se rendant à la mosquée ou à la promenade »<sup>473</sup>. Le voyageur français considérait la visite à l'Émir comme quelque chose d'incontournable. Malheureusement pour lui, il n'avait pas pris le soin de prendre une autorisation auprès des autorités françaises pour s'entretenir avec le chef algérien. Il dut passer sa route. Toutefois, cette autorisation ne semble pas avoir été quelque chose qui ait isolé Abd al-Qâdir des voyageurs européens puisque des Britanniques lui rendirent visite peu de temps après Boucher de Perthes. Plus chanceux, ils obtinrent l'appui du consul Sandison pour visiter Abd al-Qâdir. Cette visite nous donne encore une fois une image bien plus contrastée que celle d'un complaisant chef de guerre à la retraite qui devait tout à la France. Abd al-Qâdir reçut les Britanniques avec faste, leur servant sorbets et pipes en plein mois de Ramadan<sup>474</sup>. Les invités purent même dégainer le sabre qu'Abd al-Qâdir avait reçu de Napoléon III, peu après son arrivée à Bursa<sup>475</sup>. L'ambassadeur britannique avait pourtant prévenu le consul de Bursa dès le 10 janvier 1853, de ne pas attirer la colère des Français en approchant Abd al-Qâdir<sup>476</sup>. Qu'une telle visite, comme celles des voyageurs britanniques, ait pu se produire indique qu'Abd al-Qâdir ne souciait pas trop des attentes de la France en matière de fréquentation (ou bien que le consul britannique ne se souciait pas des répercussions de la visite). Peu après le passage des voyageurs anglais, la Sublime Porte faisait transmettre à Halil Paşa une « lettre venant

---

<sup>473</sup> Sur la popularité de l'Émir en son temps, le voyageur français écrit : « Il ressemble assez au portrait que j'avais vu à Paris ». Boucher de Perthes *Voyage. 1855. Constantinople par l'Italie, la Sicile et la Grèce, retour par la Mer Noire, la Roumélie, la Bulgarie, La Bessarabie russe, les provinces danubiennes, la Hongrie, l'Autriche et la Prusse, en mai, juin, juillet et août 1853*. Paris: Treuttel et Wurtz, Derache, Dumoulin, V. Didron, p. 305-306.

<sup>474</sup> George William Frederick Howard Earl of Crailisle, *Diary in Turkish and Greek Waters*, Boston, Hickling, Swann and Brown, 1855, p. 36. Ici, une fois de plus, la langue arabe ne pose pas de problème à la discussion.

<sup>475</sup> CADN, Brousse 1, 23 février 1853.

<sup>476</sup> FO 78.928, Rose à Sandison.

de Londres » destinée à Abd al-Qâdir<sup>477</sup>. Il s'agissait de Lord Londonderry : les Français avaient bien noté qu'Abd al-Qâdir communiquait, dès le 25 février 1853, avec celui qui a tant fait pour obtenir sa libération<sup>478</sup>. Les voyageurs britanniques s'étaient étonnés de tout le bien que disait l'Émir au sujet du Lord anglais<sup>479</sup>. Autant de considérations pour cette correspondance anglaise – que ce soit de la part des Ottomans ou des Français – indiquent que l'affaire avait plus d'implications politiques que de simples rapports amicaux. Ce fait rejoindrait l'hypothèse faite par Michel Habart, qui soupçonne Charles Henry Churchill, un autre britannique, d'être venu pour voir Abd al-Qâdir à Bursa avec des « instructions précises »<sup>480</sup>. L'auteur n'en dit pas plus, mais compte tenu des révélations de l'ambassadeur Rose à Istanbul, du témoignage de Howard et de la lettre de Londres délivrée par Halil Paşa, ou même encore de la perche tendue par Ben Sâlem à Richard Wood à Damas, il est certain que les Britanniques surveillaient de très près Abd al-Qâdir et cherchaient à s'attirer sa sympathie pour éviter qu'il ne favorise les intérêts de la France dans l'Empire ottoman.

Abd al-Qâdir était tout sauf inactif et reclus dans la sphère privée lors de son séjour à Bursa. Au contraire, il était en contact avec les autorités locales dont il sut s'attirer la sympathie et le soutien. La présence de traducteurs algériens lui permit de communiquer facilement avec son entourage et d'avoir une prise sur son environnement. Ces traducteurs lui permirent aussi d'aller de l'avant pour établir les

<sup>477</sup> A.MKT.NZD 87.49, 11 juillet 1853. *Bursa'da mukîm Seyh Abdülkâdir Efendi'ye olarak Londra'dan gelmiş olan mektûbun Hüdâvendigâr Valisi Devletlü Paşa Hazretleri taraf-i Alilerinden kendüsine ita buyurmak üzere taraf-ı Vâlâlarından müşarun ileyh hazretlerine irsâli lazım gelerek mektûb-ı mezkûr leffen gönderilen olmagla*

<sup>478</sup> Le 26 février 1853, Kara Mohammed, le secrétaire d'Abd al-Qâdir, envoyait une lettre au marquis de Londonderry. CADN, Turquie, Brousse 1. Le contenu de la lettre est publié par Temimi Lettres inédites, no. 10, p. 197, Abd al-Qâdir au marquis de Londonderry, 25 février 1853.

<sup>479</sup> « He spoke with much esteem-highly natural and just on his part-of Lord Londonderry. "I thought he showed great interest to know his inquiries concerning the present Turkish question". »

<sup>480</sup> Churchill, *Vie d'Abd el-Kader*, introduction de Michel Habart, p. 10. Habart écrit : que Churchill « saisit, sur le chemin du retour d'un de ses voyages à Istanbul, la première occasion de réaliser son vœu ». Avait-il reçu, sur ce point, dans la capitale ottomane, des instructions précises ?

bases d'un pouvoir local quand il tenta de faire affecter l'un des frères algériens à des fonctions administratives dans les environs de Bursa. Abd al-Qâdir fréquentait les lieux publics et les institutions religieuses. Son autorité dans le domaine des sciences islamiques contribuait à lui donner une importance rapidement reconnue par la Sublime Porte. Si les Ottomans s'occupèrent de lui assurer un statut de notable à Bursa, les Français lui donnèrent un pouvoir décuplé à travers, non seulement la pension conséquente qu'il obtenait de Napoléon III, mais aussi l'influence qu'il acquérait sur la Sublime Porte à travers ses relations avec l'ambassade de France. Enfin, Abd al-Qâdir communiquait avec l'extérieur à Bursa, en recevant chez lui des voyageurs dont les Français pouvaient se méfier, mais aussi par le courrier. La permanence de sa correspondance avec Lord Londonderry est l'indice qu'Abd al-Qâdir avait des intérêts en Angleterre et que cette Puissance désirait également s'attirer la sympathie d'un chef qui risquait de nuire à leurs intérêts dans l'Empire

#### 6.4 Le petit Maghreb de Bursa : le regroupement de vétérans et de compatriotes autour d'Abd al-Qâdir

Abd al-Qâdir n'était pas seul lors de sa détention de quatre années au château d'Amboise, en France (1848-1852). Il partageait son sort avec une suite nombreuse composée de membres de sa famille (frères, épouses, enfants...) et de ses serviteurs, qui avaient parfois été ses lieutenants pendant la guerre<sup>481</sup>. Ainsi, l'arrivée d'Abd al-Qâdir à Bursa était aussi une question de collectivité. La sortie de prison du chef algérien et son installation sur une terre musulmane entraînèrent la migration de beaucoup de ses anciens lieutenants et de leur famille pour venir le rejoindre<sup>482</sup>. Mohammed Bin Abd al-Qâdir mentionne l'arrivée importante d'immigrants

<sup>481</sup> Temimi, *lettres inédites*, voir la liste intitulée « Famille de l'Émir Abdelkader à son arrivée à Pau » (30 avril 1848), RHM no. 10, p. 163

<sup>482</sup> Lors de son court voyage de mai à août 1853, Boucher de Perthes, le voyageur français évoqué plus haut, croise deux fois des familles algériennes en route pour s'installer auprès d'Abd al-Qâdir, Boucher de Perthes. 1855. *Voyage à Constantinople*, p. 41, 299.

(*muhâjirûn*) algériens qui s'étaient installés en « Tunisie, en Égypte, au Hijaz, en Syrie, se réfugier auprès de l'Émir pour vivre dans ses largesses (*rihâba*) »<sup>483</sup>. En 1854, Abd al-Qâdir lui-même se disait heureux auprès des autorités françaises, de recevoir auprès de lui ses compatriotes du Maghreb oriental à la Syrie<sup>484</sup>. La plupart de ces Algériens étaient des hommes qui l'avaient servi. Ils venaient s'installer auprès de lui avec femmes et enfants. D'un patriarche, ou plus précisément, d'un chef de foyer (au sens politique du terme), Abd al-Qâdir devenait le chef d'une communauté d'émigrés algériens.

À l'arrivée d'Abd al-Qâdir à Bursa, les autorités françaises permettaient aux Algériens qui désiraient rejoindre leur chef de leur faire. Abd al-Qâdir lui-même était l'initiateur de bien des demandes de regroupements qu'il justifiait par un lien de parenté ou par les services que tels ou tels Algériens avaient rendus, ou bien encore par l'état de pauvreté dans lequel ils étaient dus à l'expropriation des terres indigènes par les autorités coloniales en Algérie. Il ne cessait d'insister afin d'obtenir l'autorisation de venir s'établir auprès de lui pour les uns. Auprès des Français, ses demandes étaient tellement récurrentes, que dès le 20 août 1853, il priait le ministre des Affaires étrangères à Paris « de ne pas vous lasser du nombre considérable de nos demandes »<sup>485</sup>. À Bursa, encore plus qu'à Damas, le consul étendait sa protection sur les Algériens comme une évidence. La France qui possédait l'Algérie possédait aussi les Algériens. Ainsi, quand le consul Rousseau prenait ses fonctions à Bursa en février 1853, ils prévenaient les autorités ottomanes des étrangers qu'ils prenaient

---

<sup>483</sup> *Tuhfat*, p. 583.

<sup>484</sup> AE, CPC Brousse 1, 10 juin 1854. « Nous trouvons un bonheur véritable dans la société de nos amis d'Algérie auxquels vous avez permis de nous suivre [...]. Ils sont arrivés de l'Égypte, de Tunis et la Syrie ».

<sup>485</sup> AE, CPC Brousse 1 fol. 184. Dans cette lettre, Abd al-Qâdir demande l'autorisation pour que s'installent trois Algériens et leur famille. Le cas est plus problématique pour l'un d'eux, Mohammed Ben Karrouby résident à Damas depuis une dizaine d'années aux dire du consul. Les Français s'en méfiait pour avoir posé de gros problèmes au Maréchal Bugeaud. CADN, Brousse 1, 4 mai 1853.

sous sa protection. La France représentait à Bursa plusieurs nationalités européennes qui n'avaient pas de consulat dans la ville (comme les Autrichiens, les Belges, les Suisses, etc.). Mais dans une note, il précisait qu'il était « bien entendu que les Algériens sont sous la protection complète de la France »<sup>486</sup>.

Face à l'arrivée de plus en plus fréquente d'Algériens auprès d'Abd al-Qâdir, les autorités françaises commencèrent à vouloir limiter les départs vers Bursa dès le mois de novembre 1853. Le ministre de la guerre tenait ces propos au consul de Bursa :

Jusqu'à présent cette affluence n'a rien d'extraordinaire et ne dépasse pas les prévisions. Il était en effet naturel de penser que les Arabes qui ont quitté l'Algérie, par dévouement pour leur ancien maître, ou par crainte qu'il ne leur fût demandé compte de leur conduite à notre égard seraient empressés et heureux de le rejoindre aussitôt qu'ils pourraient. Cependant, dans l'intérêt même d'Abd-el-Kader il conviendrait de rechercher les moyens d'arrêter ce courant s'il continuait, car l'Émir ne pourrait bientôt plus suffire à tous les besoins qui se produiraient. Vous pourriez lui faire observer, me semble-t-il, que sa situation excellente aujourd'hui serait compromise, attendu qu'en voyant une agglomération considérable se former autour de lui le gouvernement ottoman prendrait ombrage<sup>487</sup>.

Les crispations concernaient surtout la situation financière d'Abd al-Qâdir. Selon la France, si ces regroupements auprès de lui se poursuivaient, il ne pourrait plus subvenir aux besoins des familles qui se mettaient sous sa protection. Répondre aux besoins des Algériens qui l'entouraient (incluant sa famille) était pour Abd al-Qâdir un motif de demandes continuelles aux autorités françaises, qui s'ajoutaient aux demandes concernant la permission d'accueillir d'autres membres de sa famille, ses anciens lieutenants et les leur. Les autorités françaises en Algérie faisaient aussi remarquer que le déplacement des Algériens faisait courir des risques à la sécurité des

---

<sup>486</sup> I.HR 102.4983, Dans le rapport qui suit la demande d'un bérat d'exequatur par Rousseau, il est écrit : *Bursa'da mukîm Fransa Devleti Konsolosı Mösyo Rusu bu tarafda Konsolos ve vekilleri bulunmayan düvel-i ecnebiye-i tebaa ve tüccarıyla Cezâyirlüleri himâyet idaaında bulunarak*. La protection algérienne est mentionnée comme une prétention des Français, pas comme quelque chose qui leur est accordé.

<sup>487</sup> AE, CPC Brousse 1, 18 novembre 1853, le ministre de la Guerre au ministre des Affaires étrangères.

intérêts de la France en Algérie<sup>488</sup>. Enfin, le ministre de la Guerre faisait aussi remarquer que les Ottomans pouvaient prendre ombrage d'une « agglomération considérable » autour d'Abd al-Qâdir.

Les Ottomans pouvaient-ils prendre ombrage de l'établissement d'une communauté d'émigrés algériens à Bursa ? Pour cela, il aurait fallu qu'elle soit perçue comme une colonie française, ce qui n'était pas le cas. La taille du groupe, la courte durée de l'établissement de cette population à Bursa et peut-être l'absence d'une affaire qui aurait mis sérieusement en jeu l'autorité des Ottomans sur les Algériens (comme celles des pèlerins algériens dépouillés de Beyrouth) n'entraînèrent pas de manifestation de la Sublime Porte qui serait allée dans le sens d'une bataille juridique pour faire reconnaître sa souveraineté. Bien avant l'arrivée à Bursa, c'était le *vali* qui s'était chargé de l'arrivée du groupe qui suivait Abd al-Qâdir. La connaissance du nombre d'Algériens par le *vali*, estimé à une quarantaine à une cinquantaine d'hommes est d'ailleurs un chiffre confirmé le ministère de la Marine, qui s'apprêtait à faire transporter ce groupe par bateau. Nous avons vu que le Sultan choisissait Bursa pour les émigrés réunis autour d'un chef de guerre, que la ville permettait de les fidéliser. Le regroupement autour d'un personnage prestigieux qui avait montré un visage loyal auprès du Sultan à Istanbul avait quelque chose d'un test et celui-ci réussissait à Bursa étant donné la paix qui régna pendant les deux années de résidence des Algériens à Bursa. La Sublime Porte était au courant des prétentions du consulat de France à protéger les Algériens. Les autorités ottomanes se renseignaient au sujet des changements opérés par la France au Consulat français, ce qui suggère qu'ils n'avaient pas conjuré la menace de la protection des Algériens par la France.

---

<sup>488</sup> Kamel Kateb, « La gestion administrative de l'émigration algérienne vers les pays musulmans au lendemain de la conquête de l'Algérie », *Population*, 52e année, n° 2, 1997 p. 412-414. Les autorités militaires avaient conscience que l'émigration avait des racines religieuses comme l'un d'eux qui écrivait : « En outre, ce sont les Marabouts qui demandent à partir, ce sont des fanatiques ennemis de notre domination... ».

L'étendue de la protection de Rousseau n'allait pas de soi pour la Sublime Porte. Il se plaint d'ailleurs que le « bérat d'exequatur » (le document qui validait la protection consulaire), que devait délivrer la Sublime Porte, avait tardé lors de sa prise de fonction. Le document ottoman mentionnant la confirmation du nouveau consul à son poste précisait bien que la France n'a qu'une protection limitée sur ses ressortissants : les commerçants et les visiteurs (*tüccar ve zivarlar*)<sup>489</sup>. C'était une manière d'exclure les Algériens de la protection française.

Peu après son arrivée dans la ville, Abd al-Qâdir s'était lancé dans des projets d'agriculture pour répondre à l'augmentation du nombre de personnes qui dépendait de lui<sup>490</sup>. Très intéressé par des techniques modernes dans le domaine agricole, il mettait en valeur la région. Le 12 février 1854, le consul félicitait les progrès de « la colonie arabe algérienne » de Bursa qui menaient à bien ses activités à travers des travaux d'irrigation efficaces<sup>491</sup>. Le même phénomène se produisait dans le secteur de l'industrie de la soie. Nous avons évoqué plus haut l'intérêt d'Abd al-Qâdir pour investir et participer dans ce domaine de l'économie de Bursa qui connaissait un développement certain à son arrivée. Face à la crispation des autorités françaises concernant le nombre de plus en plus important à rejoindre Abd al-Qâdir, ce dernier commença à demander plus directement l'aide des Ottomans. En 1854, il écrivait une lettre au gouvernement pour prévenir de la présence de 80 familles arabes en provenance d'« Afrique » devaient obtenir de quoi se nourrir, ce qui était rendu difficile par leur « ignorance de la langue turque ». Abd al-Qâdir faisait savoir qu'il avait acquis une ferme spécialement pour permettre à ces populations de trouver leur moyen de subsistance. C'est pour cela qu'il demandait de l'aide en obtenant une exemption de taxe. Il demandait explicitement l'exemption de la dîme (*öşür* qui

---

<sup>489</sup> İ.HR 97.4743, 10 avril 1853.

<sup>490</sup> AE, CPC Turquie, Brousse, 14 décembre 1853, du Baron Rousseau au ministre des Affaires étrangères.

<sup>491</sup> AE, CPC Brousse 1, fol. 236.

comme la dîme se rapporte au prélèvement du dixième d'une production) qu'il étendait à ses activités dans le travail de la soie. L'État ottoman encouragea les initiatives d'Abd al-Qâdir à travers les exemptions de taxes qu'il réclama<sup>492</sup>.

Abd al-Qâdir n'utilisa pas le mot « Algérien » (*Cezâyirli*) dans la lettre dans laquelle il demandait l'exemption de la dîme, pas plus qu'il ne l'avait fait dans la lettre qui précède celle-ci d'une année. Quand il écrivit à la Sublime Porte en avril 1853, il avait utilisé le terme de « musulmans » (*ehl-i Islam*, les gens de l'Islam)<sup>493</sup> et dans celle d'août 1854 (la lettre de la dîme), il évoquait « plus de quatre-vingts familles arabes venant d'Afrique » (*Afrika tarafından seksen familyadan ve müteceviz Urban taifesi*). Il n'utilisait pas non plus le terme d'« Algérien » (*al-Jazâ'irî*, en arabe) dans sa signature pendant toute la période de sa résidence à Bursa, même si les lettres originales (et non les traductions en ottoman) sont très peu nombreuses. Si cette absence de dénomination était consciente de sa part, cela impliquerait que le statut ambigu de la province d'Algérie pouvait toujours générer des tensions entre Français et Ottomans à son sujet. Nous avons vu que l'ambassadeur britannique n'évacuait pas ce problème, lors du passage d'Abd al-Qâdir à Istanbul. Hugh Rose avait montré que la présence d'Abd al-Qâdir remettait sur la table un sujet de discorde qu'Abdülmeçid et Napoléon III cherchaient à oublier alors qu'une alliance s'annonçait contre la Russie, en ce début 1853. Si Abd al-Qâdir évitait de rappeler aux Ottomans la provenance de ceux qui le rejoignaient, c'est qu'ils étaient, pour beaucoup, sous l'autorité de la France. Ils pouvaient alors réclamer la protection française et c'était un motif pour que les Ottomans soient réticents à ses demandes.

---

<sup>492</sup> I.MVL 313.13070.

<sup>493</sup> İ.HR 97.4749. En mars 1853, il signe de son nom et de la *kunya* (*Abd al-Qâdir Bin Muhyiddîn*) basique (İ.HR 9749) pour une demande de se rendre en France afin d'obtenir la libération de quatre de ses frères et d'autres individus qu'il ne présente pas comme étant des Algériens.

L'autorité d'Abd al-Qâdir sur les Algériens était une question sensible. Cette autorité le mettait dans une position délicate vis-à-vis des Français et des Ottomans. Cela ne l'empêchait pas de se comporter en véritable chef d'une communauté d'émigrés qui se formait autour de lui. Les Français acceptaient généralement, sauf dans les cas où les vétérans appelés à le rejoindre avaient manifesté beaucoup de zèle dans la résistance contre la France. Leur réticence devant le flux des vétérans à venir s'installer avec leur famille auprès d'Abd al-Qâdir correspond au moment où les autorités sont pleinement conscientes de la position d'Ahmed Ben Sâlem<sup>494</sup>. Plusieurs des hommes d'Abd al-Qâdir avaient toutefois pu venir depuis Damas. Leur venue à Bursa est un autre indice de cet axe qui se formait depuis le début de l'installation d'Abd al-Qâdir dans sa nouvelle résidence. D'autres encore rejoignaient momentanément l'Algérie, au grand dam des autorités françaises sur place. La présence de Kaddour Ben Allal, pour qui Abd al-Qâdir avait plaidé afin que ce lieutenant puisse régler en Algérie des questions testamentaires, avait provoqué le mécontentement du Gouverneur général de la province<sup>495</sup>.

La réticence des Français à accéder à ses requêtes obligeait Abd al-Qâdir à se tourner vers la Sublime Porte et à lui demander directement son appui dans le regroupement algérien à Bursa. En juin 1854, il intervenait pour régler le sort d'un groupe d'Algériens partis de Syrie pour venir le rejoindre et dont il n'avait plus de nouvelles. Une attaque de brigand avait fait tourner court le voyage vers Bursa. Un certain Mohammed Ben Ali croupissait en prison, car il devait payer la dette de sang (*diyyet*) qu'il avait contracté en tuant un homme dans les échauffourées. Selon Abd al-Qâdir, la détention de l'Algérien ne l'avait été qu'à cause de « mensonges et de calomnies » (*ifk ü iftira*). Pour cela, il demandait l'intervention de la Sublime Porte pour que le « vali de Beyrouth » fasse relaxer son compatriote et envoyer les familles, bloquées

---

<sup>494</sup> AE, CPC Brousse 1, fol. 284 (4 janvier 1855). Le Maréchal de France écrit au consul de Bursa qu'il serait inoportun qu'un « ennemi de la France » voyage et se rende auprès de l'Émir.

<sup>495</sup> AE, CPC Brousse 1 fol. 206 (22 septembre 1853)

par ces évènements, à Bursa<sup>496</sup>. Au moins d'août 1854, dans le même rapport qui prévoyait d'exempter « Abdülkâdir Efendi » d'impôt sur sa production agricole, les ministres du *Meclis-i Vâlâ* ordonnaient d'enquêter sur l'affaire de Mohammed ben Ali auprès du *vali* de Sayda (et non de « Beyrouth comme Abd al-Qâdir le croyait) et de faire connaître les résultats à Abd al-Qâdir par l'intermédiaire du *vali* de Bursa (plus justement de « *Hüdavendigâr* »)<sup>497</sup>.

Abd al-Qâdir était très actif dans ces demandes de regroupements de vétérans auprès de lui à Bursa. Toutefois, nous le voyons aussi accepter par devoir pour d'autres. C'est le cas de la mère de ses deux traducteurs algériens que nous avons vu plus haut. Abd al-Qâdir avait accepté de prendre sous son aile la dénommée Nafissa Bin Hasan Paşa qu'il avait rencontrée à Istanbul. Il expliquait lui-même son geste par l'origine noble de cette dame<sup>498</sup>. Nafissa était la fille du Dey Hasan. « Compatriote » (*akar sahabası*) est bien le terme utilisé par les ottomans pour définir ce qui poussait les Algériens à s'entraider. Dans un dossier traitant du cas de l'Algérienne, on constate qu'elle avait vécu un temps aux dépens de l'Émir. Il lui avait fourni un salaire (*maaş*) sur une base régulière. Celui-ci avait fini par la priver de ressources et c'est ce qui l'avait poussé à retourner à Istanbul<sup>499</sup>. Abd al-Qâdir la fit raccompagner par un de ses fidèles lieutenants. Tout comme ses fils, « Nefise Hanım » serait longtemps

<sup>496</sup> I.MVL 313.13070, 12 juin 1854. *Beyrut'da mahbus olan Mehmed Bin Ali mahbesden ihrac ve evlâd ve tyâlî tarafına irsali için Beyrut Valisi Devletlü Paşa hazretlerine hitaben bir kıta emirname sami-i hazret-i nezâretPenahileri inayet ve ihsan buyurılmak.*

<sup>497</sup> I.MVL 313.13070, 16 août 1854.

<sup>498</sup> Abd al-Qâdir écrivait au chargé d'Affaires de l'ambassadeur de France : « je ne pouvais refuser des secours aux descendants d'une grande famille ; et comme j'ai remarqué en eux peu de bon sens et de jugement, je les ai retenus chez moi pour les arracher au vice, et dans la crainte qu'il n'aille voler ou commettre quelque autre faute. J'ai pensé qu'en les gardant deux à trois mois à titre d'essai, je pourrais peut-être les ramener par mes conseils à de bons sentiments, et les mettre dans la bonne voie, pour le repos et leur bonheur. J'espère que Dieu m'en tiendra compte ». Temimi, *Lettres inédites*, RHM 10, lettre no. 73. Abd al-Qâdir à Mr Benedetti, chargé d'Affaires de l'ambassadeur de France, 5 mars 1853.

<sup>499</sup> I.MVL 317.13410 *Cezayirli Abdülkadir ile Cezayir'den bu tarafa gelmiş olan Nefise nâm Hatun dört nefer yetim evlâdı Efendi mumaileyh tarafından verilen iki yüz elli gurus maaş ile geçinmekde oldukları halde bu maaş-ı muahhıran kat olunarak pek muzattır kalmıs...*

pensionnaire de l'État ottoman. Tout comme Ahmed Medih et Mehmed, Abd al-Qâdir fit le lien de ces Algériens avec la Sublime Porte, bien que dans le cas des descendants de Hasan Dey, leur prestigieux aïeul leur conféraient des privilèges<sup>500</sup>.

Lorsque la demande venait des Algériens eux-mêmes, il arrivait qu'elle bute sur le refus d'Abd al-Qâdir. Les Français l'informait de qui voulait le visiter, voire s'installer auprès de lui. Quand un Algérien déclarait avoir fait partie de l'armée de l'Émir en tant que sipahi, Abd al-Qâdir affirmait ne pas connaître cet individu et refusa<sup>501</sup>. Au milieu de l'année 1854, la demande de la part d'un de ses collaborateurs dans la guerre de venir le visiter à Bursa, constituait une affaire délicate qui déboucha sur une réponse négative d'Abd al-Qâdir. L'homme en question était Mohammed Ben Abdallah surnommé Bou Maaza (Le père de la chèvre). Selon le consul de France à Bursa, Bou Maaza mettait dans l'embarras Abd al-Qâdir, car leur lien dans la guerre avait été assez orageux. Finalement, ce dernier révélait au consul qu'il ne pouvait pas l'accueillir, car Bou Maaza pourrait profiter de la situation en étant auprès de lui afin de préparer un de ses mauvais coups contre la France. Le caractère convenu de sa position devant un consul qui se réjouissait du choix raisonnable de son interlocuteur pose question, si l'on prend en considération l'habile diplomatie d'Abd al-Qâdir, mais aussi de l'itinéraire de Bou Maaza, qui finit sa vie au service des Ottomans.

---

<sup>500</sup> Une fois dans la capitale, elle fit ce que son protecteur redoutait quand il décida de la prendre sous son aile : elle se mit sous la protection de religieux français (*fransiz papaslar*). Elle pétitionnait la Sublime Porte pour retourner dans son pays d'origine et elle en obtenait la promesse de rassembler les fonds pour son retour. Pourtant ce projet semble bien avoir été remis en question. Deux ans plus tard, elle revenait à la charge pour attirer l'attention du Gouvernement sur son sort et de ses cinq enfants. Il n'était plus question qu'elle parte, mais de l'installer dans un *hân* vacant et qu'elle serait pourvue d'un salaire décent. I.MVL 354.15468, 13 mai 1856.

<sup>501</sup> Abd al-Qâdir refusa de recevoir un de ses soi-disant « *spahi* » qui s'annonçait depuis Paris. AE, CPC Brousse 1, 22 juin 1854.



Figure 6.2 – Mohammed Ben Abdallah, dit « Bou Maza », dans l'*Illustration* (15 mai 1847)

Le rapport entre Abd al-Qâdir et Bou Maaza date de la dernière phase de la guerre en Algérie (celle pendant laquelle Abd al-Qâdir s'y battait). Dans l'historiographie coloniale française, Bou Maaza est décrit comme un jeune chérif radical, audacieux et qui ne semblait pas prêt à obéir à tous les ordres d'Abd al-Qâdir. Ce serait après une opération de guérilla lancée par Bou Maaza que Pélissier (celui qui se fâchait de la venue en Algérie du lieutenant d'Abd al-Qâdir en 1853!) aurait ordonné les tristement célèbres enfumades des grottes de la Darha. Bou Maaza s'était rendu quelques mois avant Abd al-Qâdir (et seulement deux mois après Ben Sâlem), le 13 avril 1854. Détenu à Paris, il avait fait les manchettes pour sa renommée dans la guerre, mais aussi pour avoir réussi à s'évader de sa prison par deux fois<sup>502</sup> ! Louis Napoléon le laissa finalement rejoindre l'Empire ottoman, peu après Abd al-Qâdir. À ce titre cette tutelle av un précédent dans ce genre d'immigration de vétérans algériens. Ce geste n'était pas de la pure magnanimité de l'Empereur. Quoi de mieux, en pleine guerre de Crimée que de laisser aller combattre un jeune et turbulent

<sup>502</sup> Azan, *Fanatisme*, p. 216-218 ; Danziger, *Abd al-Qâdir*, p. 233-235. Paul Azan, *Conquête et Pacification*, p. 383.

moudjahid contre les Russes. ? Paul Azan, qui connaît le mieux Bou Maaza, rapportait qu'il avait obtenu, après un séjour dans la capitale française, un poste dans l'armée ottomane pendant la guerre de Crimée<sup>503</sup> Quand Abd al-Qâdir expliquait au consul la raison de son refus, il se disait convaincu que Bou Maaza cherchait en fait à obtenir de l'autorité de la part des Ottomans. « Il (Bou Maaza) lui (Abd al-Qâdir) annonce qu'ayant obtenu du Gouvernement français sa mise en liberté pleine et entière, il est venu en Turquie avec la promesse d'avoir du Commandement dans l'armée ottomane que jusqu'à présent, il n'a pu obtenir ». Selon l'Émir, cette « simple demande de pardon du passé » cachait un « but calculé ».

En répondant à Bou Maza, me dit-il, j'ai la certitude qu'il se servira de ma lettre comme appui et garantie pour obtenir ce qu'il désire du Gouvernement turc, et c'est dans cette pensée, et parce que je connais l'instabilité des idées, l'esprit brouillon, et le manque de dévouement de cet homme, que je m'abstiendrai de lui écrire<sup>504</sup>.

Pourtant, au moment de la conversation relevée par le consul, Bou Maaza s'était déjà fait connaître par la Sublime Porte. Un document mentionne sa nomination et le montant de son salaire. Il était sous les ordres d'un des héros ottomans de la guerre de Crimée : Mustafa Paşa<sup>505</sup>. Bou Maaza n'attendait que le signal du départ pour rejoindre le front caucasien de la guerre contre les Russes<sup>506</sup>. Sondait-il son ancien

<sup>503</sup> La guerre de Crimée est la première guerre dans laquelle la France utilisa des contingents algériens comme les célèbres zouaves. Pourtant, l'utilisation d'éléments algériens par les Ottomans n'est pas connue. Leur présence dans les archives du *Başbakanlık* témoigne de l'ampleur de l'immigration algérienne après l'invasion française. Des noms comme Bommos Bey, d'Ebu Musa (ex : HR.MKT 114.10) ou encore de Salim Bin Ammar (ex: HR.MKT 187.37), tous algériens et affectés dans l'armée de Batum sont récurrents dans les sources.

<sup>504</sup> AE, CPC Brousse 1. Baron Rousseau au ministère des Affaires étrangères, 5 septembre 1854.

<sup>505</sup> HR.MKT 84.31, 18 août 1854. Un autre document mentionne l'endroit vers lequel il devait porter la guerre sainte « vers la Circassie » : auprès du Cheikh Chamil dont on fit souvent le pendant d'Abd al-Qâdir dans la lutte contre les Russes dans le Caucase. Candan Badem rapporte la nomination de Mustafa Paşa et des circassiens alliés de Chamil qui l'accompagnèrent. Candan Badem, *The Ottoman Crimean War, 1853-1856*. Boston, Brill, 2010, p. 206-207. Voir aussi Süreyya, *SOS*, "Mustafa Paşa (Aylanak)". Il est nommé maréchal de l'Armée de Batum en juillet 1854.

<sup>506</sup> HR.MKT 84.40, même date 18 août 1854 Bou Maza (*Ebu Maaze*) était identifié par ses origines chérifiennes, il était venu dans la capitale ottomane et se joindre au cheikh Chamil. *Cezâyir-i Garb*

collaborateur pour poursuivre la guerre sainte contre un nouvel adversaire. Avait-il été poussé à le faire par les Ottomans ? Les archives ottomanes indiquent que ce genre de mission d'appui était donc confiée également à d'autres moudjahidines qui avaient fait leur preuve en Algérie. Ils étaient d'ailleurs affectés sur le même front que Bou Maaza, dans l'armée orientale située à Batum, à la frontière avec le Caucase. Abd al-Qâdir pouvait bien servir les Ottomans en reprenant les armes. Le consul de Bursa rapporta que l'Émir avait appris, dans les journaux, que son nom était mentionné pour recevoir du commandement en Crimée, chose dont le principal intéressé se déclara surpris<sup>507</sup>. Auprès du consul, Abd al Qâdir se montrait très intéressé par le mouvement des troupes et anticipait sur l'issue de la guerre. Il avait même vanté les mérites de la France au secours de la protection de la « Turquie » et pour le « salut de l'Islam »<sup>508</sup>. Dans la biographie du fils d'Abd al-Qâdir, sa position est plus tranchée. Le *Tuhfat* mentionne que l'Émir de la guerre sainte souhaitait la victoire au Sultan de tout son cœur. Mohammed Paşa rapporte que la guerre de Crimée poussa son père à communiquer avec le Sultan sous la forme d'un poème qu'il signait en se désignant « le serviteur de la guerre sainte », *khâdim al gâzza wa'l mujâhidîn, Abd al-Qâdir bin Muhyiddîn*<sup>509</sup>. Nous pouvons donc nous demander si son refus de recevoir Bou Maaza était le fruit de sa connaissance de la position des Français qui se seraient affolés du rapprochement entre les deux personnages. Ce rapprochement aurait pu faire perdre à Abd al-Qâdir la confiance des Français, qu'il réussissait patiemment à gagner.

---

*ahâlisi eşrafından olub ifayı emr-i gazza ü cihâd niyetiyle muâhhiran Dersâdet'e gelmiş ve Şeyh Şamuil Efendi'nin bulunduğu mahalle Çerkestan tarafına igrâm olunması niyazında bulunmuş olan şeyh Muhammed Ebu Maâze.*

<sup>507</sup> AE, CPC Brousse 1. 26 juillet 1854.

<sup>508</sup> AE, CPC, Brousse 1, 26 juillet 1854 ; vantant le mérite de l'intervention de la France pour la protection de la « Turquie » et le « Salut de l'Empire de l'Islam » AE CPC Turquie, Brousse 1, 2 février 1855, Consul de Bursa au ministre.

<sup>509</sup> La date de la lettre se situe au tout début du conflit, en octobre 1853, ce qui montre son intérêt pour l'issue du conflit. *Tuhfat*, 571-573.

Quand il s'installait à Bursa, Abd al-Qâdir était accompagné d'une suite nombreuse. Tant que ce groupe était constitué de sa famille et de ses plus fidèles serviteurs, Abd al-Qâdir avait l'aspect d'un patriarche, le chef d'une famille nombreuse ou plus précisément d'un foyer, au sens politique du terme. La relative liberté dont il jouissait à Bursa généra une puissante attraction sur de nombreux Algériens désireux de se réfugier auprès de lui. À mesure que le groupe devenait plus important à s'établir auprès d'Abd al-Qâdir, celui-ci se transformait en chef de communauté. La présence d'un groupe d'Algériens à Bursa pouvait générer de fortes tensions entre les autorités françaises et ottomanes, comme c'était le cas, au même moment avec la présence des Algériens à Damas et de Ben Sâlem. Pourtant, rien n'indique dans les sources françaises et ottomanes (ni même britanniques) que les Algériens constituèrent à Bursa un motif de conflit. Cela s'explique par la brièveté de leur séjour dans la ville (seulement deux ans entre 1853 et 1855), par leur nombre bien moindre que celui dans le contexte syrien. De plus, Abd al-Qâdir était à la tête d'un groupe qui répondait de lui puisqu'ils étaient de ceux qui l'avaient épaulé dans la guerre contre la France. Il était l'initiateur de beaucoup des demandes et pouvait refuser de recevoir des Algériens qui voulaient le rejoindre. Sa position privilégiée entre l'État français et la Sublime Porte lui permit de manœuvrer avec suffisamment de délicatesse pour ne pas faire émerger de conflits à propos du statut des Algériens. Toutefois, quand les Français voulurent stopper le flux de migrations algérien vers Bursa, Abd al-Qâdir se tourna vers le soutien des Ottomans..

## 6.5 Conclusion du chapitre

Le séjour d'Abd al-Qâdir à Bursa est essentiel pour comprendre un tournant majeur dans sa carrière politique. Bien que ce séjour n'ait duré qu'un peu plus de deux ans (1853-1855), il constitue le moment de l'ottomanisation de la carrière d'Abd al-Qâdir. Ce phénomène contraste singulièrement avec la biographie de Bellemare qui, en plus

de faire d'Abd al-Qâdir un étranger isolé à Bursa, ne consacrait qu'une infime partie de sa biographie à cette période charnière.

C'est d'abord à travers une nouvelle lecture du passage d'Abd al-Qâdir à Istanbul, que celui-ci fit juste avant de s'installer à Bursa, que nous relevons les signes d'un rapport privilégié du personnage avec les plus hautes autorités de l'État ottoman. Encore une fois, ce qui avait passé jusqu'ici pour une simple visite sans importance au Sultan, est en fait le moment où Abd al-Qâdir doit se définir en personne (car nous l'avions vu le faire en 1841 pendant la guerre) comme un Ottoman aux yeux de l'État. Comme une partie de son séjour à Istanbul dut se faire sans être accompagné par les autorités françaises, sa manière de se présenter était bien loin de celle d'un sujet de la France en liberté surveillée. Devant le Sultan, il était le guerrier de la foi qui avait combattu la France. On comprend mieux comment une rumeur circula qu'il avait occis 100 000 Français... Ce visage si contrasté est aussi visible à travers la manière dont les Ottomans insistèrent pour considérer Abd al-Qâdir comme un sujet libre. Malgré l'entente franco-ottomane sur la résidence d'Abd al-Qâdir dans l'Empire ottoman, il existait donc des divergences sur son statut. Pour les Ottomans, il y avait un intérêt à traiter Abd al-Qâdir comme autre chose que le prisonnier de la France. C'est pour cela qu'il s'intéressait à la manière dont il serait rétribué par les Français, cherchant toujours à égaliser la somme. L'État ottoman ne faisait pas que de chercher à s'attacher la loyauté d'Abd al-Qâdir à travers un salaire, mais aussi par l'octroi de maisons. Cela constitue d'ailleurs la plus grosse partie des affaires qui concernent Abd al-Qâdir à Bursa. Enfin, nous voyons, à travers la documentation ottomane traite les affaires relevant du personnage comme un problème de politique extérieure, mais que progressivement, Abd al-Qâdir devient le centre de considérations prélevant de la politique intérieure, de gestion administrative. C'est aussi cela le visage de son ottomanisation.

La ville de Bursa n'avait pas été choisie au hasard par le Sultan ottoman, car c'est bien lui qui avait choisi cette ville pour Abd al-Qâdir au terme des échanges avec la France débutés en 1851. Bursa satisfaisait les exigences françaises pour tenir le chef algérien en liberté surveillée. Elle répondait à des critères de sécurité pour sa proximité à Istanbul. Elle était aussi une prestigieuse capitale dans laquelle le Sultan souhaitait marquer l'esprit par son caractère symbolique puisqu'elle était le berceau de la dynastie. La présence de nombreuses communautés qui avaient participé à des luttes sur les marges de l'Empire incite à voir Bursa comme une zone favorable à la transition politique dans laquelle se recomposait l'autorité d'anciens chefs de guerre transformés en notables ottomans.

Nos recherches ont aussi montré que, loin d'être une paisible retraite dans laquelle le personnage se repliait sur lui-même et dans la dépendance des Français, Abd al-Qâdir déploya des efforts dans plusieurs directions. Sa correspondance tout à fait hétéroclite montre à quel point ses relations faisaient de lui un personnage central, capable d'intervenir autant en France, qu'en Algérie ou en Syrie. Contrairement à l'influente biographie de Bellemare, Abd al-Qâdir était en bons termes avec les autorités ottomanes avec lesquelles il communiquait au moyen de traducteurs algériens. Abd al-Qâdir tenta d'ailleurs de placer ceux-ci dans des postes de l'administration locale, ce qui indique qu'il s'investissait dans la vie politique par des moyens variés. Dans la ville de Bursa, on le voit autant préoccupé par les moyens d'accumuler du savoir et de recevoir des savants que par des considérations plus triviales que de pouvoir subvenir aux besoins de sa suite grandissante, essentiellement par la production de ressources agricoles, mais aussi par l'intégration de la production de soie locale qui était en expansion.

À Bursa, Abd al-Qâdir était rapidement rejoint par beaucoup d'anciens combattants qui s'étaient battus à ses côtés et qui cherchaient auprès de lui l'assurance d'obtenir la satisfaction leurs besoins. Ainsi, Abd al-Qâdir avait la dimension d'un chef de

communauté à Bursa. Le regroupement des vétérans algériens autour d'Abd al-Qâdir a également connu une évolution de plusieurs types. Alors que cet afflux de population vers le chef algérien demeurait une question réservée aux Français, pendant la première partie de son séjour à Bursa (jusqu'en 1853), la deuxième partie concerne davantage la Sublime Porte (à partir de 1854) étant donné que les Français voulaient mettre un terme à ces flux d'Algériens incessants vers Bursa, car ils commençaient à poser des problèmes de sécurité. Abd al-Qâdir souhaitait le soutien des Ottomans pour pallier au changement d'attitude des Français.

## CHAPITRE VII

### L'IMPLANTATION D'ABD AL-QÂDIR À DAMAS (1855-1860)

Abd al-Qâdir arriva à Damas en décembre 1855. Toutes les biographies s'accordent pour évoquer l'accueil triomphal qu'il reçut, non seulement par les autorités ottomanes, mais aussi par la population locale et par les Algériens installés depuis peu dans la ville et ses alentours. Damas apparaît donc comme le bout de la piste, la consécration d'une carrière civile, du repos, de la résignation. Pourtant, cet accueil triomphal était la résonance d'une autorité plurielle qui trouvait à Damas, l'occasion de manifester l'intensité de sa puissance. Linda Schilcher énumère bien les diverses facettes qu'avait Abd al-Qâdir lorsque, à son arrivée à Damas, il enthousiasma tant les foules qui se pressèrent pour l'accueillir : « A hero on the field of armed resistance to Europe, a wealthy economic innovator, an acknowledged descendant of the Prophet, an 'alim, a Sufi and a man with contact in high places both in Istanbul and in France, and eventually in Egypt, Abd al-Qâdir seemed destined to play a central political role ». Schilcher résumait tout à fait la stature extraordinaire de ce nouveau notable venu s'installer à Damas et qui explique pourquoi il aurait attiré les foules à son arrivée. Toutefois, Schilcher écrivait plus loin : « That he did not do so remains one of the puzzle of Damascene politics of the late 19th century which deserves further research »<sup>510</sup>. Son propos reprenait celui de Philip Khoury, qui considérait qu'Abd al-Qâdir ne s'intéressa pas (tout comme ses descendants !) à l'administration

---

<sup>510</sup> Schilcher, *Families in Politics.*, p. 217.

locale<sup>511</sup>. Or, prêter à Abd al-Qâdir cette position apolitique et quiétiste revenait à dire ce que les biographes de la période coloniale prétendaient<sup>512</sup>.

Nous soutenons, dans ce chapitre que, son implantation dans la vie politique de la ville a été large, rapide et profonde puisqu'elle s'est jouée sur plusieurs niveaux, qu'ils soient économique, symbolique, ou encore communautaire. De son arrivée en décembre 1855, jusqu'aux sanglants événements de 1860, dans lesquels il se rendit célèbre, nous verrons que son autorité dans ces différents domaines n'est pas toujours définie de manière explicite. Dans cette phase, nous verrons que Damas permit à Abd al-Qâdir de prendre des distances avec l'autorité de la France, tout en bénéficiant des privilèges que la Puissance lui offrait. Combinés avec les avantages qu'il retirait de ses liens avec la Sublime Porte, du prestige avec lequel il était considéré, nous verrons que c'est un puissant notable qui émergeait en se frottant aux différents pouvoirs de Damas et de sa région. Nous remettrons aussi en question un aspect important de cette autorité nouvelle : sa relation avec la communauté algérienne. Considéré comme le chef naturel des Algériens qui se serait imposé directement à son arrivée, nous montrerons que, jusqu'à 1860, cette dimension est complexe et surtout qu'elle n'est pas explicite, que ce soit du point de vue des Français comme celui de la Sublime Porte.

---

<sup>511</sup> À travers une lecture des almanachs (*Salname*) de Damas Philip Khoury, étend ses conclusions à toute la famille d'Abd al-Qâdir, contrairement à Schilcher. Il soutient : « the Amir and his offspring- outsiders who considered themselves socially superior to the local nobility – took little interest in local administration », *Urban Notables and Arab Nationalism: the Politics of Damascus, 1860-1920*, Cambridge ; New York, Cambridge University Press, 1983, p. 34.

<sup>512</sup> Bellemare, *Abd-el-Kader.*, p. 217. « À son arrivée à Damas, l'émir s'attacha à bien prouver qu'il ne s'occupait pas, et ne voulait pas s'occuper, des affaires politiques. » Paul Azan va dans le même sens : « Comme à Brousse, il se tint à l'écart des affaires politiques ». p. 269.

### 7.1 Le transfert à Damas : l'initiative d'Abd al-Qâdir, la responsabilité des Ottomans

Un tremblement de terre secoua la ville de Bursa en mars 1855, ce qui permit à Abd al-Qâdir de demander son transfert à Damas. Quand plusieurs mois plus tard il était installé dans la ville de son choix, le consul britannique à Beyrouth rapportait une conversation qu'il avait eue avec le nouveau *vali* de Damas, Mahmud Nedim Paşa , au sujet de ce transfert. Le *vali* était persuadé qu'Abd al-Qâdir considéra toujours sa résidence à Bursa comme étant temporaire<sup>513</sup>. Ce gouverneur ottoman prétendait donc qu'Abd al-Qâdir était l'acteur principal de son propre établissement à Damas.

Temimi fait surtout ressortir l'isolement d'Abd al-Qâdir à Bursa, ce qui le portait à préférer une terre arabe : « Isolé dans un pays dont il ne comprenait pas la langue, Abdelkâder n'appréciait pas le séjour à Brousse et il sollicita à la suite d'un tremblement de terre, son transfert à Damas, transfert qui lui fut accordé lors de sa visite à Paris en 1855 »<sup>514</sup>. Dans ces perspectives, c'est Napoléon III lui-même qui lui aurait donné l'autorisation de s'installer à Damas<sup>515</sup>. Bîtâr et al-Khâni, qui ont tous deux côtoyé Abd al-Qâdir dès son installation dans la province syrienne, écrivent que c'est Abd al-Qâdir qui sollicita son transfert pour Damas<sup>516</sup>. Rien n'est dit cependant, sur les motivations plus profondes d'Abd al-Qâdir, ni n'ont plus sur la dimension

<sup>513</sup> FO 195.479, 30 décembre 1855, Moore à de Redcliffe. C'est ce que confiera le Pacha au consul britannique de Damas peu de temps après l'installation de l'Émir. Méfiant envers la position d'Abd al-Qâdir, le célèbre réformateur ottoman était persuadé qu'Abd al-Qâdir n'avait considéré Bursa que comme une résidence temporaire. Mahmud Nedîm Paşa s'était trouvé présent pendant les tractations entre la Porte et l'Ambassade de France au sujet du lieu de résidence de l'Émir. Les Français durent insister pour empêcher une installation à Istanbul mais le Pacha ajoutait qu'ils redoutaient aussi les pays arabes de l'Empire comme lieu de vie.

<sup>514</sup> Temimi, *lettres inédites*, p. 308. Étienne et Pouillon, *le magnanime*, p. 69, ont une position similaire : « En 1854, après le tremblement de terre qui ravage Brousse, et dans lequel il voit un signe de Dieu, Abd el-Kader profite d'une invitation en France (son premier retour) pour convaincre Napoléon III de le laisser enfin s'installer à Damas. Il quitte la Turquie sans regrets [...]. ». Petite erreur, c'est en 1855 et non en 1854 qu'eut lieu le séisme de Bursa.

<sup>515</sup> Azan, *Fanatisme*, p. 69.

<sup>516</sup> Al-Khâni, *Hadâ'iq*, p. 280 et Bîtâr, *Hilyât* : 893-896.

plurielle de l'autorisation de s'établir à Damas. Le transfert d'Abd al-Qâdir dans sa nouvelle résidence était largement la prérogative des Ottomans.

Abd al-Qâdir avait, nous avons commencé à l'entrevoir à propos de ses rapports avec son lieutenant, de bonnes raisons de vouloir rejoindre Damas. L'autorisation d'y résider implique de revenir sur ce que nous concevons comme l'initiative d'Abd al-Qâdir pour obtenir le droit de s'installer à Damas, de revenir aussi ce qui a motivé Napoléon III, mais aussi la Sublime Porte de le laisser faire. La période de transition de plusieurs mois après le séisme de Bursa (qui va du mois de mars à décembre 1855), pendant laquelle Abd al-Qâdir alla successivement à Istanbul et à Paris, est l'une des plus floues dans l'historiographie sur le personnage. Pourtant, plusieurs indices nous permettent de croire qu'Abd al-Qâdir avait suffisamment d'influence pour obtenir l'autorisation, non seulement de Napoléon III, mais également de la Sublime Porte, qui avait une grande part de la responsabilité de l'installation à Damas.

Bursa a été le choix du Sultan Abdülmeçid. Damas était celui d'Abd al-Qâdir. En 1854, il écrivait qu'il appréciait son séjour à Bursa, notamment parcequ'il y était bien entouré et que les récoltes de sa ferme étaient abondantes.<sup>517</sup> Le séisme de mars 1855 le conduisit pourtant à justifier facilement de changer de résidence. Le consul Rousseau exprimait son étonnement quand il constatait qu'Abd al-Qâdir se rendait chez lui pour demander l'autorisation de se rendre en France alors que les secousses étaient encore sensibles à Bursa<sup>518</sup>. Le chef algérien semblait donc bien pressé de partir. Quand Rousseau prévenait son gouvernement que la lettre de Napoléon qui autorisait Abd al-Qâdir à se rendre en France, était arrivée à Bursa, le principal intéressé était déjà à Istanbul<sup>519</sup>. Abd al-Qâdir avait pris les devants en communiquant directement au Grand Vizir, Mustafa Reşid Paşa, pour demander l'autorisation de le

---

<sup>517</sup> AE, CPC Brousse 1 fol. 254, 10 juin 1854.

<sup>518</sup> AE, CPC Brousse 1, 18 avril 1855.

<sup>519</sup> AE, CPC Brousse 1, 23 mai 1855.

rencontrer. Dans une lettre en arabe, traduite cette fois par le ministère de l'extérieur (*Hariciye nezâreti*), l'argument des problèmes encouru par le séisme, survenu quelques jours plus tôt, est tout à fait absent. Au lieu de cela, il écrivit au Grand Vizir qu'il savait celui-ci très occupé et c'est ce qui l'avait empêché de venir le visiter<sup>520</sup>. Bien plus que cela, Abd al-Qâdir formulait un curieux prétexte pour espérer rejoindre rapidement la capitale ottomane : il expliquait avoir entendu la venue prochaine de l'Empereur de France. S'il ne s'y rendait pas lui aussi, il disait craindre que son libérateur ne prenne cette absence pour de l'ingratitude et, écrivait-il, « l'honneur de l'islam en entier pâtirait de cette offense »<sup>521</sup>. En pleine guerre de Crimée, la venue de l'Empereur de France auprès d'un souverain allié n'était pas invraisemblable. Cela engagea les Ottomans à vérifier ces dires, car ils étaient conscients des liens qu'entretenait Napoléon III avec Abd al-Qâdir. Toutefois, l'argument ressemble davantage à une demande selon les règles établies par la France au sujet de sa détention surveillée. Abd al-Qâdir mettait en valeur son lien avec Napoléon III pour obtenir l'autorisation rapide de se rendre dans la capitale. Ali Paşa, qui hérita de l'affaire entre temps en devenant le nouveau Grand Vizir, acquiesça à la demande d'Abd al-Qâdir et celui-ci se rendit à Istanbul<sup>522</sup>. Même si nous n'avons aucun document qui traite de ce séjour de deux semaines dans la capitale, la position de Rousseau donne des indices sur les motivations d'Abd al-Qâdir : il y allait pour y demander le droit d'aller en France afin de demander son transfert<sup>523</sup>.

Abd al-Qâdir tenait à s'installer dans les territoires arabes de l'Empire ottoman depuis sa reddition en 1847. Il l'avait clairement indiqué en condition *sine qua non* aux

<sup>520</sup> İ.HR 120.5915, 4 mai 1855. *Hazret-i vekâlet-penâhîlerini ziyâret emeliyle nâil-i şeref-i mülâkat olmak dil-hâh-ı dâ'ileri bulunmuş ve bu esnâda kesret-i meşâgil-i hidvîleri mâni' olmuş ise de.*

<sup>521</sup> *Eğerçi müşârun-ileyh ile görüşmeğe varılmadığın takdirde ahâlî-i İslâm iyilik ve inâyeti ferâmuş ederler demekliği gayr-ı ba'id olmak mülâhazasıyla kâffe-i İslâm'ın şânına dahi bir nâkısâ kabîlinden olacağı.*

<sup>522</sup> HR.MKT 108.93, 16 mai 1855.

<sup>523</sup> AE, CPC Brousse 1, 23 mai 1855.

Français<sup>524</sup>. Quand il comprit qu'il avait été trahi, il continuait à réclamer le droit de se retirer vers l'Est malgré les tentatives des Français<sup>525</sup>. Les rapports avec d'Abd al-Qâdir avec Ahmed Ben Sâlem que nous avons mis à jour, confirment les dispositions qui existaient à Damas pour qu'Abd al-Qâdir s'y établissent facilement et durablement. En entretenant des rapports épistolaires avec son lieutenant, nous pouvons croire qu'Abd al-Qâdir avait de l'autorité sur la question de l'immigration algérienne. À Bursa, il était en rapport avec des réfugiés algériens qui avaient vécu momentanément à Damas. De plus, le consul de Beyrouth se plaignait de la correspondance « fréquente » entre Abd al-Qâdir et Ben Sâlem *après* que le séisme n'ait frappé Bursa, puisque le consul écrivait à la fin du mois de mars 1855<sup>526</sup>. Cela permet de croire qu'Abd al-Qâdir préparait déjà son lieutenant à le recevoir ou discuter de cette éventualité. De plus, Abd al-Qâdir fit le nécessaire pour permettre à plusieurs membres de sa famille de faire le Pèlerinage à La Mecque en partant de Bursa<sup>527</sup>. Ces initiatives, une fois de plus, succédaient directement le séisme. C'est d'ailleurs quand il conduisit sa mère à Istanbul qu'il y resta plusieurs jours. Il revint ensuite à Bursa pour quelques mois et retourna encore une fois à Istanbul à la fin du mois d'août 1855 pour finalement arriver à Marseille le 1<sup>er</sup> septembre 1855<sup>528</sup>. C'est lors de sa visite à Paris que l'historiographie, qui évoque la rencontre entre Abd al-

<sup>524</sup> Les termes de sa demande étaient formels : Nous voulons que vous envoyiez une parole française qui ne puisse être ni diminuée ni changée et qui garantisse que vous nous feriez transporter soit à Alexandrie, soit à Akka, mais pas autre part..." A. Temimi, *Lettres inédites.*, p. 159. D'autres versions le font désigner l'Égypte pour rejoindre ensuite La Mecque, un choix qui ressemble à celui formulé par Ben Sâlem à Bugeaud.

<sup>525</sup> Quand Daumas (qui avaient eu des fonctions diplomatiques importantes auprès de l'Émir entre 1837-39) l'implorait de renoncer à l'immigration en Orient, celui-ci se serait exclamé : « Rester en France ! Nous ne parlons pas votre langue, nous n'avons ni vos mœurs, ni vos lois, ni votre religion. Il n'est pas jusqu'aux vêtements de nos femmes dont les vôtres s'amuseraient à plaisanter. Mais vous ne comprenez donc pas que c'est la mort... » Temimi, *lettres inédites*, p. 193.

<sup>526</sup> AE, CPC Brousse 1, du ministre des Affaires étrangères au Consul de France à Brousse, le 28 mars 1855.

<sup>527</sup> AE, CPC Brousse 1, fol 288. Demandé par Rousseau le 19 mars, De Lhuys, le ministre des Affaires étrangères autorisa la mère de l'Émir à accomplir le Pèlerinage le 3 avril. Abd al-Qâdir précisait que son cousin Ben Thamy, un de ses plus proches conseillers, accompagnerait celle-ci accompagnée de plusieurs serviteurs.

<sup>528</sup> AE, CPC Brousse 1 fol.308, 21 août 1855.

Qâdir et Napoléon III, donne un sens différent à la question de l'installation à Damas. Les initiatives d'Abd al-Qâdir permettent de penser qu'il était largement investi dans la question du choix de Damas. Ces initiatives n'étaient pas seulement le fruit d'une préférence pour une terre arabe, mais bien l'existence d'un réseau maghrébin transrégional qui lui permettait de croire que Damas serait le lieu idéal de sa nouvelle vie de notable.

L'installation d'Abd al-Qâdir à Damas était une question qui concernait la Sublime Porte. Tout comme pour la France, Damas faisait partie des territoires à éviter quand il s'agissait de recevoir Abd al-Qâdir pour la première fois. Dans une note du même consul britannique, du 30 décembre 1855, celui-ci mentionnait les confidences de Mahmud Nedim Paşa . Le *vali* avait été présent lors des débats qui concernaient la première installation d'Abd al-Qâdir (avant que Bursa ne soit désignée) à la Sublime Porte. Le nouveau vali de Damas se souvenait que l'installation d'Abd al-Qâdir en Roumélie, les territoires européens de l'Empire, semblait la meilleure option, mais que son installation dans un territoire arabe, en « *Arabistan* » était à exclure :

When it was debated in the Council as to the place of his residence, it was agreed that the best plan was that he should live in the Capital. But the French opposed this decision and demand that he should be sent somewhere else, one of the member of the Council, not one of the most influential stated that there was no objection to Abdulkader's residing anywhere in Roumelia, but that he should not by any means allowed to live anywhere in Arabistan. This opinion was not contradicted but not adopted<sup>529</sup>.

Mahmud Nedim indiquait que le rejet de l'idée d'installer Abd al-Qâdir dans un territoire arabe n'était pas unanime. Il n'y était donc pas considéré forcément comme une menace à travers l'influence qu'il pouvait y déployer. Son installation à Damas demeurait une option pour certains membres du conseil évoqué par Mahmud Paşa .

---

<sup>529</sup> HR.TO 222.36, 30 décembre 1855 (il est écrit « 1856 » sur le document, ce qui est une erreur évidente).

Plusieurs années plus tard, l'installation à Damas ne posait pas du tout de problème à la Sublime Porte. Au contraire, l'activité des Ottomans pour permettre à Abd al-Qâdir, mais également à ceux qui le suivaient, de se rendre à Damas pour y demeurer montre qu'ils y étaient favorables et qu'ils en avaient donné la permission<sup>530</sup>. Tout d'abord, pendant la période de transition lors de laquelle les Ottomans convenaient qu'Abd al-Qâdir ne resterait plus à Bursa, la manière de considérer celui-ci traduit le prestige que le chef algérien avait acquis auprès d'eux. De plus, il n'y a pas, dans les documents ottomans, la marque de la France dans l'installation d'Abd al-Qâdir à Damas comme cela avait été le cas à Bursa.

Alors qu'Abd al-Qâdir était encore à Paris en octobre 1855, ce fut Ali Paşa (toujours au poste de Grand Vizir) qui s'occupait du transfert d'Abd al-Qâdir à Damas. À travers les ordres qu'il donna au Trésor, au *vali* de Sayda et à celui de Damas, il n'est nulle question d'une autorisation faite par la France à exécuter le transfert. Pour le Grand Vizir, la source de cette autorisation était bien celle de son propre souverain. Le 27 octobre 1855, le grand vizir écrivait au *vali* de Sayda qu'un « membre distingué de la population d'Algérie son éminence l'honoré Abd al-Qâdir Efendi, qui habitait depuis un moment à Bursa, est doté de l'autorisation auguste et royale. Il est sur le point de s'installer avec sa famille à Damas la Noble »<sup>531</sup>. La raison de son transfert était tout simplement qu'il ne « pouvait plus habiter à Bursa dans les circonstances actuelles » (*Bursa'nın hâl-i hâzır oturmayaçağından*). Contrairement à son arrivée à

<sup>530</sup> FO 78.1118, Wood à Clarendon, 8 décembre 1855. Richard Wood écrivait que «The Emir Abd-el-Kader pursuant to the permission which the French and the Turkish government have given him to Reşid permanently at Damascus. (nous soulignons). de More à Clarendon. « It may reasonably exit surprise that the Porte should have permitted a man of this renown, military talent and influence amongst Mahometans of Abd el-Kader to take up residence in this country ». FO 78.1116, 29 novembre 1855.

<sup>531</sup> HR.MKT 125.28, 27 octobre 1855. *Cezâyir ahâli-i müteberesinden bir müdetten berü Bursa'da ikâmet üzere bulunan Saâdetlü Abdülkâdir Efendi hazretleri bu defa şayân buyurulan müsâade-i seniyye-i pâdişâhiye mebnî familyasıyla berâber Şam-ı Şerif'de ikâmet etmek üzere ol tarafa âzimet etmiştir*. La première partie est réellement barrée, une partie où l'on voit apparaître le mot « Algérie »...

Bursa, les ordres d'Ali Paşa font transparaître un respect voire de la vénération pour un homme au statut hors du commun<sup>532</sup>. À la Sublime Porte, on s'activait plusieurs semaines avant l'arrivée d'Abd al-Qâdir à Damas afin de lui trouver la maison idéale, comme l'écrivait le Grand Vizir. Il fallait aussi liquider ses propriétés d'Abd al-Qâdir à Bursa et d'opérer le transfert de sa suite nombreuse. C'était la tâche qui revenait à Namık Paşa, devenu *vali* de Bursa<sup>533</sup>. Prévenu qu'un vapeur français serait à la disposition des Algériens (qu'il ne nomme pas explicitement) il organisait leur transfert vers le port de Gemlik<sup>534</sup>. Namık Paşa avait participé, si l'on se souvient, directement à l'installation des Algériens à Damas en 1848. Il s'était rendu lui même sur place pour régler la situation qui alla dans le sens de la fidélisation des émigrés. La manière dont il évoque Abd al-Qâdir avec dignité et son souci de régler les préparatifs de la suite du nouveau et illustre notable, indique qu'il favorisait ce transfert vers Damas. Bellemare note qu'une partie du groupe rejoignit l'autre (qui l'avait précédé par le bateau à vapeur) par voie terrestre<sup>535</sup>. Dans une lettre à l'ambassadeur de France de la capitale impériale, l'émir insista pour que sa « famille et sa suite », (ses « serviteurs » et ses « domestiques ») au nombre de « 111 » soient transportées avec lui<sup>536</sup>.

<sup>532</sup> *müşârun ileyh kadri-i zâtîsi ve ihtirâmât-ı kâmileye liyâkat-ı sahîhası nezd-i devletlerinde müstağnî-i ta'rîf olduğundan ou au Vali de Damas müşarunileyhin irtifâ-ı kadr u itibârı ve muâmelât-ı ihtiramîyyenin derece-i fâikasına istihkâk-ı kâmilî bedîhî olduğundan*

<sup>533</sup> Il participa ensuite à la Guerre de Crimée et envoyé réprimé plusieurs révoltes bédouines en Irak. Il occupa ensuite le poste de Vali dans différentes provinces dont celle de Bursa, Abdullah Saydam, « Namık Paşa », *DIA* 32, p. 379-380.

<sup>534</sup> A.MKT.UM 216.36, 10 novembre 1855. Namık Paşa évoque les cavaliers et les bêtes qui se préparent au voyage,

<sup>535</sup> Azan, *Du fanatisme*, p. 269. Il note que dans ces 111 personnes, 27 sont de sa famille. « Les autres Algériens, environ une centaine, qui n'avaient pu être embarqués, le rejoignirent par voie de terre. Dans sa biographie, Étienne semble penser qu'Abd al-Qâdir emmène la totalité des Algériens avec lui. Étienne, op.cit., p. 260-261.

<sup>536</sup> Temimi, *Lettres inédites*, lettre 98, 11 novembre 1855.

## 7.2 Un notable en quête d'autonomie

L'entrée d'Abd al-Qâdir à Damas au début du mois de décembre 1855 fut triomphale. Sa correspondance reflète le caractère important de l'événement : des foules venues à sa rencontre, les autorités ottomanes venues le chercher à plusieurs lieues de la ville<sup>537</sup>. Le consul britannique de Beyrouth donne une bonne idée de l'événement en quelques mots : « the Entry of Abd el-Kader in Damascus was that of a Sovereign Prince. The Pasha and all the dignitaries went out of the city with a vast concourse of people went ou to meet him »<sup>538</sup>. Malgré ce prestige local, il était lié aux Français par un rapport d'obligations mutuelles. Les Français ne tardèrent pas à faire sentir ce que Georges Bullad désignait comme la « chaine que l'Empereur lui a passée autour du cou »<sup>539</sup>. Les premières années à Damas sont marquées du sceau de la suspicion des autorités françaises. Observer de plus près les rapports de l'Émir avec ces dernières, donne l'occasion de saisir une autre image de l'installation d'Abd al-Qâdir à Damas. Dès avant son arrivée dans la ville, Abd al-Qâdir ne se comportait pas du tout comme le consul de France l'attendait. Ce protégé au statut si particulier manifesta plusieurs fois les signes de sa désapprobation à tenir le rôle que les Français attendaient qu'il joue. Son pouvoir de contester les règles de sa résidence surveillée par la France était le signe que la nature de son autorité était en train de changer à Damas. En quelque sorte, il secouait le joug de la France à Damas.

<sup>537</sup> Temimi, *Lettres inédites*, lettre 103 à 105, p. 319-320. Toutes les lettres sont du 6 décembre 1855.

<sup>538</sup> HR.TO 222.36

<sup>539</sup> La formule est de Bullad, son interprète-espion. AE, CCC Damas 4, 5 juin 1856. fol. 9 à 12. : Bullad signe dans ses rapports sur Abd al-Qâdir à Damas : « interprète de l'armée d'Afrique ». A. Messaoudi écrit sur Bullad : « En décembre 1852, il est finalement désigné avec Gabeau pour accompagner Abd el-Kader et sa famille. Brousse. De retour en France en juin 1853, il est employé à Sainte-Marguerite (août 1853 - octobre 1855) puis mis à la disposition des Affaires étrangères qui l'envoient comme drogman auxiliaire en mission à Damas près d'Abd el-Kader avec un traitement annuel de 8 000 francs (octobre 1855 - octobre 1857). A. Messaoudi, « Bullad, Georges », *Arabisants*, p. 89.

Le consul britannique de Beyrouth, exprimait son inquiétude à l'arrivée d'Abd al-Qâdir en novembre 1855. Comment la Sublime Porte avait-elle pu se risquer à permettre à Abd al-Qâdir, « a man of this renown, military talent and influence amongst Mahometans, to take up his residence in this country, considering that if he is not a French subject at least under the influence and wholly in the power of France and – a power whose policy it has ever been to acquire a predominant influence in Syria »<sup>540</sup>? Les Britanniques manifestaient une fois de plus, comme ils l'avaient fait à l'arrivée du groupe d'Algériens réuni autour de Ben Sâlem, à voir leurs intérêts contrariés en Syrie par la question algérienne. Avant son départ du consulat de Damas, Wood écrivait des propos sur Abd al-Qâdir, qu'il venait de rencontrer au début du mois de décembre 1855. Il insistait davantage sur la nécessité de le rallier plus que de la prédestination du personnage à jouer un rôle pour la France en Syrie ottomane :

[...] it was therefore suggested that His Excellency should endeavor to gain his confidence that he may obtain an ascendancy over him and thereby be in a more favorable position to watch his conduct. I have exchanged visits of courtesy with the Emir, and he left me with the impression that he is a man of some shrewdness and cunning and designedly playing a part<sup>541</sup>.

La certitude de Wood qu'Abd al-Qâdir intégrerait un rôle politique est la preuve que le contexte de Damas permettait à Abd al-Qâdir de se sentir plus à l'aise pour déployer un pouvoir nouveau. Capitale du monde arabe, qu'il connaissait pour l'avoir visité dans sa jeunesse, elle était aussi le lieu où vivaient d'autres Algériens, dont Ahmed Ben Sâlem. Ce dernier n'était pas en bon terme avec la France à l'arrivée d'Abd al-Qâdir. Outrey, le nouveau consul qui s'établissait peu avant Abd al-Qâdir ne se disait pas satisfait de la conduite de ce dernier. Abd al-Qâdir tenta de partir pour Jérusalem sans avertir le consul au printemps 1856. Celui-ci écrivait « Je savais qu'il faisait des préparatifs dans ce but. Il avait demandé directement au pacha une escorte

<sup>540</sup> FO 78.1116, 29 novembre 1855, de Moore à Clarendon.

<sup>541</sup> FO 78.1118, 8 décembre 1855, de Wood à Clarendon.

et des kawass et les chevaux et même ainsi que les mules avaient été louées avant que le Consulat fût consulté sur l'opportunité de ce voyage ». Outrey avait dû rappeler à Abd al-Qâdir les règles du jeu : il devait obtenir l'autorisation de la France pour se déplacer<sup>542</sup>. Abd al-Qâdir se dit très contrarié par l'attitude du consul qui « ignore apparemment les considérations que m'a témoignées le Gouvernement de France en toutes circonstances »<sup>543</sup>. La tension ne fit que de monter entre les deux hommes. Abd al-Qâdir avait reçu l'autorisation pour se rendre à Jérusalem quelques mois plus tard. Il montra plus clairement encore qu'il ne s'abaissait pas au protocole auquel les autorités françaises en Syrie lui demandaient de se plier. « Arrivé à l'improviste par la route d'Hébron », aux dires du consul de France à Jérusalem, Abd al-Qâdir resta trois jours en ville.

L'Émir, contrairement à ses précédents, a quitté Jérusalem sans mettre les pieds au Consulat de France. Nous avons supposé, ainsi que son drogman Bullad, qu'il ne voulait pas se placer ostensiblement dans une ville sainte sous la protection apparente du drapeau d'une Puissance chrétienne. J'ai trouvé cette susceptibilité assez déplacée<sup>544</sup>.

Abd al-Qâdir était parvenu à éviter la visite au consulat en prétextant une blessure à la jambe. Tandis que le consul de France attendait le célèbre émir, le consul britannique de Jérusalem ne s'était pas privé d'aller voir le visiteur. Le Britannique révélait la déconvenue du consulat français qui hissa le drapeau tricolore le jour de l'arrivée d'Abd al-Qâdir... De plus, ce dernier avait évoqué, en la présence de son traducteur, l'assistance des Britanniques alors qu'il était en guerre avec la France » (*while at war*

<sup>542</sup> CADN, Damas 9, ordre 11 : 19 mars 1856 : Plusieurs jours avant, Abd al-Qâdir a prévenu qu'il se préparait pour un pèlerinage à Jérusalem.

<sup>543</sup> On peut lire dans une lettre à Madame Sheppard, une amie française, comment Abd al-Qâdir caractérisait ce qu'il considérait comme un affront par Outrey : « J'ai été on ne peut plus contrarié par ce contretemps; d'un autre côté les habitants de Damas n'ont pu s'empêcher de faire cette réflexion : que pour agir ainsi il fallait que le consul me considérât comme prisonnier ; ce Consul se conduit mal envers moi; je ne trouve pas chez lui les égards que j'ai trouvés chez les Français, il ignore apparemment les considérations que m'a témoignées le Gouvernement de France en toutes circonstances ». Abd al-Qâdir à Madame Sheppard, Temimi, *Lettres inédites*, lettre no. 110, p. 322.

<sup>544</sup> AE, CPC Jérusalem 5, fol. 160.

*with the French*)<sup>545</sup>. La rivalité des Français et des Britanniques en Syrie faisait bien l'affaire d'Abd al-Qâdir. Elle lui permettait de prendre une distance vis-à-vis de la France en rappelant le poids du passé lors duquel il était lui même l'adversaire de cette puissance.

L'épisode de Jérusalem en était trop pour Outrey. En octobre 1856, il écrivit une longue lettre au gouvernement pour dénoncer la désinvolture d'Abd al-Qâdir, qui venait de revenir à Damas sans lui avoir payé le respect réclamé par le consul. En fait, ce dernier avait, selon le consul, manifesté très peu d'obéissance à l'étiquette française avant même son arrivée à Damas. Selon Outrey, Abd al-Qâdir manifestait des signes de rébellion sinon d'une sorte de résistance passive pendant le voyage : « Déjà l'année dernière lors de son passage à Smyrne il a été chez le Gouverneur Général sans tenir aucun compte du représentant de la France et ce n'est qu'avec difficulté qu'on l'a décidé à faire une visite à S. De Lesseps à Beyrouth et c'est sous pression qu'il s'est résolu à faire une visite à Damas »<sup>546</sup>. De plus, alors que Outrey se trouvait au même moment qu'Abd al-Qâdir à Beyrouth, le Français considérait qu'il avait bien fait d'être parti le premier pour rejoindre Damas, car Abd al-Qâdir ne tenait pas à apparaître à ses côtés en arrivant à Damas.<sup>547</sup> Enfin, Outrey avait aussi constaté qu'autant à Beyrouth qu'à Damas, Abd al-Qâdir se rendait au consulat de France avec beaucoup de réticence. Il agissait donc de manière différente dans son nouvel environnement. Damas inaugurait un nouveau rapport avec les autorités française. Abd al-Qâdir y avait des appuis qui lui permettaient de ne pas dépendre uniquement que des Français.

<sup>545</sup> FO 78.1217, 26 sept. 1856, James Finn à Clarendon.

<sup>546</sup> CADN, Damas 9 fol. 28, 20 octobre 1856.

<sup>547</sup> CADN, Damas 9 : à Thouvenel, fol.1, 10 décembre 1855. « J'ai donc eu lieu de me féliciter d'avoir évité d'entrer à Damas en même temps que lui, comme il semblait le désirer à mon passage à Beirout ».

Abd al-Qâdir semblait ignorer les conflits au sein du gouvernement à son sujet. Il semblait croire que le pouvoir était absolu, concentré dans les mains de son protecteur Napoléon III, non dans celles de plusieurs ministères comme celui de la guerre et des Affaires étrangères qui demeuraient très prudents face à ses faits et gestes. L'épisode de son départ raté de Jérusalem lui fait faire l'expérience du partage du pouvoir de l'Empereur de France. Répondant de l'ambassadeur à Constantinople, le ministre félicita Outrey d'avoir manifesté assez de fermeté pour empêcher l'Émir de partir sur-le-champ pour Jérusalem<sup>548</sup>. Si l'on se fie à l'historiographie, Abd al-Qâdir aurait réussi à persuader Napoléon III de le laisser s'installer dans un territoire arabe de l'Empire ottoman en l'espace d'une visite. La permission de l'Empereur relevait donc d'une décision personnelle. Napoléon III avait des intérêts à laisser l'installation d'un chef influent dont il s'était officiellement acquis la loyauté. Sa tentative de faire d'Abd al-Qâdir un Roi arabe en Syrie, quelques années plus tard irait dans ce sens. La décision de l'Empereur de laisser Abd al-Qâdir s'établir à Damas n'était pas partagée par tous en France. De la même manière que la libération du chef algérien en 1852, Napoléon III avait suscité les critiques du parti colonialiste. Cette permission allait à l'encontre de la position du gouvernement français au sujet d'un chef algérien toujours considéré d'abord et avant tout comme un « homme dangereux »<sup>549</sup>.

Le départ de Bullad en 1857 contribua à limiter encore plus l'emprise de la France sur Abd al-Qâdir. Alors que celui-ci avait accompagné le chef algérien à Bursa (il était même réclamé par Abd al-Qâdir), sa mission tourna rapidement court. Traducteur et espion, Bullad avait réalisé à Damas qu'il avait perdu la confiance d'Abd al-Qâdir. L'agent français accusait surtout la « Deira », les plus proches conseillers de l'émir, les plus « fanatiques », qui l'auraient dénoncé<sup>550</sup> ! À partir du départ de Bullad,

---

<sup>548</sup> CADN, Damas 9 ordre 16 : 16 Mai 1856.

<sup>549</sup> Temimi, *lettres inédites*, p. 309. « Cependant, que ce soit à Brousse ou à Damas, aux yeux du gouvernement, l'Émir demeurait un homme dangereux ».

<sup>550</sup> Temimi, rapport 2 de Bullad, du 12 Octobre 1857.

l'information sur Abd al-Qâdir était de la responsabilité du consul de Damas. Ses observations ne pouvaient pas être aussi larges que celles d'un traducteur qui fréquentait très souvent le chef algérien en l'accompagnant dans ses déplacements (comme c'était le cas à Jérusalem).

L'installation d'Abd al-Qâdir à Damas constitue un tournant dans les relations entre Abd al-Qâdir et la France. Loin de rompre avec cette puissance, Abd al-Qâdir montrait que le nouvel environnement dans lequel il s'établissait lui permettait de prendre ses distances avec le consulat, de ne pas répondre à toutes les exigences en matière de protocole donc de ne pas obéir à la France sur le plan local. À Damas, Abd al-Qâdir négociait beaucoup plus son espace de liberté à travers une capacité accrue de contester les règles. Dans ces circonstances, l'échec de la mission de l'agent qui l'espionnait est la conséquence d'un rapport de force qui allait davantage dans le sens d'Abd al-Qâdir. Il avait, à Damas, plus de pouvoir et plus d'autonomie qu'à Bursa, car moins de contraintes dues à la pression de la France.

### 7.3 L'intensification d'une influence spirituelle

La première visite d'Abd al-Qâdir à Damas est passée inaperçue dans toutes les biographies à son sujet. Seul son fils son fils, évoque qu'Abd al-Qâdir se rendit tout droit au mausolée d'un saint qu'il vénérat<sup>551</sup> : Muhyiddîn Ibn al-Arabi (m. 1240). Né à Murcie en Espagne musulmane au XIIe siècle, Ibn Arabi avait terminé ses jours à Damas en laissant derrière lui de nombreux écrits mystiques, qualifiés de théosophiques. Bien des années après la visite d'Abd al-Qâdir, en 1855, celui-ci sera

---

<sup>551</sup> *Tuhfat*, 575-579. Mohammed Ben Abd al-Qâdir fait lui-même le lien entre l'État ottoman et Ibn Arabi par le Sultan Selim Ier qui est tout à fait surprenant, car elle fait écho à la formule de Riyad Atlagh faisant du *cheikh al-akbar* le « saint patron des Ottomans ».

inhumé dans le mausolée du saint soufi, ce qui témoigne de la filiation spirituelle qui existait entre les deux hommes qui vécurent à près de cinq siècles d'intervalle<sup>552</sup>.



Figure 7.1 – Le mausolée d'Ibn Arabî à Damas<sup>553</sup>

Pourtant, une source britannique évoque une éventuelle filiation par le sang, ce qui aurait donné à Abd al-Qâdir un surcroît de prestige. Peu après son arrivée à Damas, le consul britannique écrivait à son gouvernement qu'il s'était entretenu avec Izzet Paşa, le commandant en chef de l'armée des territoires arabes. Ce dernier craignait, selon le consul, qu'Abd al-Qâdir n'acquière une influence considérable auprès des « Arabes » de la province, car il se proclamait être « le descendant du cheikh Muhyiddîn », c'est à dire d'Ibn Arabi lui-même.

In a conversation with the commander in chief he expressed to me an apprehension that as the Emir pretended to be the descendant of Sheikh Muheddeen, a famous Muslim Saint held in great veneration and whose mausoleum is here, he might possibly avail himself of the circumstance together with the assumption of great sanctity, to asquire a dangerous influence with the Bedouins Arabs.<sup>554</sup>

<sup>552</sup> Sur la relation entre Ibn Arabi et Abd al-Qâdir, voir l'excellente introduction des « écrits spirituels » par Michel Chodkiwicz aux éditions du Seuil, 1982.

<sup>553</sup> <http://mapio.net/pic/p-8652569>. Mühyiddin Ibn-i Arabi hazretleri türbesi.

<sup>554</sup> FO 78.1118, Damas 8 décembre 1855, Wood à Clarendon.

Il paraît étrange qu'une autorité militaire comme Izzet Paşa craigne une influence spirituelle considérable sur des Bédouins, au moment où le wahhabisme avait, auprès des tribus arabes de la région, le vent en poupe<sup>555</sup>. De plus, alors que le consul britannique rapportait que le saint en question exerçait une grande vénération, la population de Damas n'avait pas eu pour lui beaucoup d'estime. Si la visite d'Abd al-Qâdir au mausolée d'Ibn Arabi avait le pouvoir d'influencer quelqu'un, il s'agirait plutôt des autorités ottomanes. Selim Ier (r. 1512-1520) était d'ailleurs le sultan ottoman qui avait fait lui-même retrouver la tombe du saint et avait fait construire un mausolée digne de la vénération que la dynastie ottomane lui vouait<sup>556</sup>. À l'instar de la visite qu'Abd al-Qâdir fit à Istanbul sur le tombeau du compagnon du Prophète, à Eyüp Sultan - un lieu sacré autant qu'un passage clé d'intronisation de la dynastie ottomane - le mausolée d'Ibn Arabi marquait les territoires arabes, ceux de l'islam classique, de l'empreinte du pouvoir des Ottomans. Nombre de *valis* qui moururent en fonction se faisaient inhumés (cela avait encore cours à la moitié du XIXe siècle) dans ce mausolée<sup>557</sup>, tout comme Abd al-Qâdir en 1883, le serait au côté du « saint patron de la dynastie ottomane ».

Réputé pour sa piété et sa connaissance des langues, notamment de l'arabe, Izzet Paşa s'entretenait directement avec Abd al-Qâdir et vouait, au même titre que son

<sup>555</sup> Jane Hathaway, *Arab Lands*, p. 217-219. L'idéologie puritaine nait au XVIIIe siècle a été adopté par les tribus bédouines de la péninsule arabique. Le soufisme était largement décrié par cette idéologie, « L'intercession d'un cheikh soufi », la visite de son tombeau font partie des hérésies à combattre selon les Wahhabites.

<sup>556</sup> Stefan Winter « Ibn al-'Arabi et les Ottomans », dans coll., *Arabitudes : l'altérité arabe au Québec*, Montréal : Fides, 2010, p. 120-127.

<sup>557</sup> « Quelques années avant l'arrivée d'Abd al-Qâdir, un éminent Pacha Mehmed Emin (*mühendis*, l'ingénieur) *SOY*, p. 478, qui fut un des *Müsir-i Arabistan* peu après l'arrivée des Algériens en 1848 se fit inhumé dans le mausolée d'Ibn Arabi en 1851. Ainsi, il allongeait ainsi la longue liste des *valis* ottomans enterrés dans ce périmètre. Gilles Veinstein écrit « de même le cimetière qui se développe, comme il se doit autour du tombeau sacré, devient la nécropole, non de la totalité, mais, du moins, de plusieurs des gouverneurs ottomans morts en exercice. Ils bénéficient, à l'instar d'autres fidèles, de la proximité de la sainte dépouille, en même temps qu'ils entretiennent par leur propre restes, l'ottomanité du lieu ». Gilles Veinstein, « Retour à Salihyya : le tombeau d'Ibn Arabi revisité », *Autoportrait du Sultan ottoman en conquérant*, éditions Isis, Istanbul, 2010, p. 295.

gouvernement, une grande admiration pour Ibn Arabi<sup>558</sup>. Il connaissait, nous l'avons vu avec le rapport du consul britannique, la vénération d'Abd al-Qâdir pour le saint andalou qui reposait à Damas.

Dans une lettre à la Sublime Porte, qui résumait les temps forts de l'arrivée d'Abd al-Qâdir à Damas, Izzet Paşa employait une longue expression. Il désignait Abd al-Qâdir par des accents soufis pleins de révérence « *Cezâyirli Mevlânâ Saâdetlü Abdülkâdir Beyefendi Hazretleri* »<sup>559</sup>. L'emploi rare et prestigieux de « Mevlânâ » : « notre maître » ou, plus communément, « Sa Seigneurie », « Son Excellence »...<sup>560</sup>, était accompagné des marques les plus distinguées d'une autorité dans l'Empire ottoman. Cette titulature était, si l'on peut dire, le summum de celui que l'on pouvait donner à une autorité spirituelle musulmane chez les Ottomans. Sa dimension soufie évoque ce lien avec Ibn Arabi, dont le legs était précieux pour la dynastie ottomane. Il est significatif que le document qui désignait Abd al-Qâdir de la sorte relevait du ministère de l'Intérieur (*dâhiliye*) alors qu'à son arrivée à Bursa en 1852, tous les documents qui le concernaient étaient classés au ministère de l'extérieur (*hâriciye*). En se rapprochant d'Ibn Arabi, Abd al-Qâdir se rapprochait aussi des Ottomans... Ce n'était pas le fruit du hasard si ce même Izzet Paşa, invita Abd al-Qâdir à demeurer chez lui juste après la visite au mausolée d'Ibn Arabi<sup>561</sup>. Mehmed Izzet Paşa lui témoignait les plus grandes marques de sympathie et se vantait auprès de la Porte d'avoir invité chez lui un aussi prestigieux personnage<sup>562</sup>. Abd al-Qâdir était resté

<sup>558</sup> « Ahmed Izzet Paşa », *SOY*, p. 844-845.

<sup>559</sup> İ.DH 336.22059.

<sup>560</sup> Le dictionnaire *Redhouse* définit *Mevlanâ* par "Title of respect applied to great personage of the great hierarchy, His eminence, His excellency, His Lordship, His Worship", p. 2035. Et l'autre édition par "Our Lord, title of respect applied to great religious personages and judges", p. 767.

<sup>561</sup> Le *Tuhfat* p. 597, rapporte l'établissement d'Abd al-Qâdir chez Izzet Paşa juste après la visite au mausolée d'Ibn Arabî.

<sup>562</sup> İ.DH 336.22049, 5 décembre 1855. *Şâm'a' duhûlları günü bendehânelerine nüzûlıyla bir münasib mahall buluncaya kadar müsâferet ikâmet buyurmaları kendülerine işâr olunarak davet olunmuş*

chez Izzet Paşa pendant plusieurs jours et lui témoignait beaucoup d'estime<sup>563</sup>. Pour plaire à Abd al-Qâdir, Izzet Paşa installa Abd al-Qâdir dans la maison où Ibn Arabi finit ses jours des siècles plus tôt<sup>564</sup>.

Alors qu'Abd al-Qâdir s'installait à Damas, la titulature qui le désignait changea de ton à la Sublime Porte. Elle prit plus systématiquement les marques de la noblesse musulmane. Nous avons vu qu'à son arrivée à Bursa, la renommée d'Abd al-Qâdir ne l'était qu'au sens des Français et que les Ottomans devaient en prendre acte. Au fil du séjour à Bursa, Abd al-Qâdir était désigné de plus en plus comme un notable respecté, plus encore, comme une autorité savante de haut rang. Dès 1854, Abd al-Qâdir était reconnu comme un chérif (un descendant du Prophète) par la Sublime Porte. Il avait laissé la marque de son origine noble cette même année quand il s'adressait au Grand Vizir Mustafa Reşid Paşa. Sa signature était de l'ordre du rappel. Cela commençait à dater, mais Hamdan Efendi, qui était l'un des protégés de Mustafa Reşid, avait présenté Abd al-Qâdir sous l'aspect d'un digne chérif qui présentait son allégeance au souverain pour poursuivre la guerre sainte. Abd al-Qâdir était tout à fait conscient que son statut entraînait des obligations mutuelles avec la dynastie ottomane<sup>565</sup>. Ses lettres rappelaient souvent le surcroît de bénédiction que ses prières (celle d'un chérif) pour la dynastie produisaient<sup>566</sup>. Qu'Abd al-Qâdir bénéficie de ces marques de prestige montre qu'il communiquait bien, même s'il communiquait peu, avec la Sublime Porte. À Damas, toutes ses qualités étaient mises en valeur et c'est la raison pour laquelle il fut tellement bien accueilli par la population et les autorités locales. Lors de son transfert à Damas, les marques de son prestige sont sensibles dans les termes du

---

<sup>563</sup> Temimi, *Lettres inédites*, lettre 111, p. 322, (28 décembre 1855) au Consul de Sardaigne, « Nous sommes descendus provisoirement chez Izzet Pasha qui est pour nous très complaisant et plein de prévenances depuis bientôt un mois qu'il nous a chez lui ».

<sup>564</sup> Muslu, *Émir Abdülkadir*, p. 75, Chodkiewicz, Introduction des *Écrits spirituels*, p. 20.

<sup>565</sup> Bouquet écrit : « dans l'espace ottoman, aucune noblesse n'égalait jamais celle que conférait la descendance du Prophète ». Olivier Bouquet, *Les noblesses*, p.202.

<sup>566</sup> İ.MMS 20.872-3, 14 mai 1860.

Grand Vizir Ali Paşa . Il insiste sur le fait qu'Abd al-Qâdir a un statut hors du commun.

À Damas, Abd al-Qâdir exerça rapidement une influence sur l'élite religieuse locale. Son statut de chérif et l'aura de sainteté reconnue dès qu'il arriva par les oulémas, le précédait. À propos d'Abd al-Qâdir, le consul Outrey remarquait, dès le 10 décembre 1855 que : « Son caractère de Saint et de Cherif avait fait accourir à sa rencontre toutes les notabilités religieuses, la plupart des fonctionnaires et un grand nombre de particuliers »<sup>567</sup>. Convaincu de la haine des Arabes pour les Turcs et qui plus est des notables damascènes pour le nouvel arrivant privilégié, les biographes comme Paul Azan ont isolé Abd al-Qâdir dans une sorte de rupture avec les autorités religieuses (les « fonctionnaires du culte ») selon Azan<sup>568</sup>. Ce genre de perspectives ne rendent pas compte qu'un cercle hétérogène se formait autour d'Abd al-Qâdir. Au même titre que les cheikhs algériens de 1847, l'accueil d'Abd al-Qâdir dans des institutions religieuses et spirituelles était facilité. Pour lui, cela était doublé par la présence de personnage important qu'il connaissait déjà et dont les fils seraient des proches. Mohammed al-Khânî, disciple du cheikh *naqshbandî* Khâlid, en est l'exemple majeur<sup>569</sup>. Souvenons-nous, pour poursuivre, que cette confrérie avait hautement à voir avec l'inspiration des réformes Tanzîmat et que nombreux (comme Safveti Paşa qui accueillit les Algériens) furent les administrateurs ottomans qui en étaient adeptes. David Commins, qui travaille à partir des manuscrits de grands oulémas damascènes contemporains d'Abd al-Qâdir, note que ce dernier fut rapidement invité à venir donner des leçons journalières à la célèbre mosquée des Omeyyades, pour commenter

<sup>567</sup> CADN, Damas 9 : à Thouvenel, fol.1, 10 décembre 1855.

<sup>568</sup> Selon P. Azan, « Il fréquentait les moquées, discutait avec les tolba, étudiait et priait; il s'occupait de ses Maghrébins et dirigeait l'instruction de ses fils, Mohammed, Mahi ed Din, Hachemi et Brahim. Il était vénéré en raison de sa piété et de sa science religieuse, des Musulmans désireux de suivre son enseignement; par contre, il était jaloux par les fonctionnaires du culte qui se trouvaient diminués par son influence ». Paul Azan, *du Fanatisme*, (270).

<sup>569</sup> Weismann, *Taste of Modernity*, p. 104.

le Coran et les hadiths<sup>570</sup>. Dès 1857, l'Émir finança la première édition des *Futuhât al-Makkiyya*, l'un des chefs d'œuvre d'Ibn Arabi<sup>571</sup>, ce qui n'était pas pour déplaire aux Ottomans. Le mouvement réformiste qu'impulsait Abd al-Qâdir à travers une relecture de l'œuvre du « Cheikh al-akbar » (le « plus grand des maîtres », surnom d'Ibn Arabî) consacra la collaboration de l'élite réformiste de Damas et de familles maghrébines à travers la pratique du soufisme.

Quand il était en fonction, l'espion-traducteur Bullad évoqua très tôt, après l'arrivée d'Abd al-Qâdir, l'achat et la réfection de ce dernier d'une institution religieuse appelée *Dâr al-Hâdith*. Bullad considérait que l'Émir avait fait une œuvre méritoire qu'il lui avait déconseillé de faire. Abd al-Qâdir avait racheté cette école musulmane transformée par un chrétien orthodoxe en taverne « où des musulmans allaient s'enivrer et perdre au jeu le pain de leur famille »<sup>572</sup>. Ce projet avait été réalisé avec une figure que nous avons déjà croisé à Bursa (et même avant dans l'affaire diplomatique qui devait régler les relations ottomano-marocaines de 1842-3) : le Cheikh Yûsuf Ben Badr al-Dîn. Les deux hommes s'étaient rencontrés à Istanbul quand Abd al-Qâdir y séjourna pour la première fois en 1853. Le cheikh Yûsuf Badr ad-Dîn s'était ensuite rendu à Bursa, auprès d'Abd al-Qâdir, qui le reçut « comme un de ses bons amis »<sup>573</sup>. Le consul de Bursa croyait le cheikh Yûsuf damascène. Nous

<sup>570</sup> David Commins, *Islamic Reforms*, p. 151.

<sup>571</sup> Étienne et Pouillon, *le magnanime*, p. 70. Chodkiewicz en trace le lien avec de hautes figures religieuses ottomanes. En 1870, l'Émir envoya deux de ses disciples à Konya pour comparer l'édition avec la copie de Konya. Sur ce sujet, c'est Itzhak Weismann qui semble être allé sur plus loin au sujet des grandes figures du soufisme damascène et de leur participation aux réformes de la transmission du savoir.

<sup>572</sup> AE, CCC Damas 4, fol. 10. Sohayl al-Kâlidî évoque l'achat et les travaux pour la dâr al-Hadith, qui était devenu une taverne. On sent que l'auteur profite de l'évènement Abd al-Qâdir pour montrer la transition entre la période sombre ottomane qui précédait l'arrivée d'Abd al-Qâdir et sa présence réformatrice (il utilise le mot isti'bad : la mise en esclavage) *Tarikh al-Zwâwa*, p. 64-65.

<sup>573</sup> CADN, Brousse 1, 4 mai 1853. « Il a pris en affection un nommé Sheikh Yousouf. Homme lettré d'origine arabe de Damas qui résidait dernièrement à Constantinople ou il a connu à son passage et qui est venu le rejoindre à Brousse. Ce Sheikh Yousouf que j'ai vu quelques fois chez l'Émir me paraît instruit en matière religieuse, mais je le crois fanatique, il est logé et nourri chez Abd el-Kader et il est logé comme un de ses bons amis ».

avons vu (au chapitre 3.4) que ce dernier était un lettré marocain qui travailla dans la diplomatie. Il s'installa à Damas, témoignage de cette migration maghrébine vers la ville qui n'était pas toujours motivée par l'occupation française. Le savant marocain se trouvait dans les villes saintes quand Abd al-Qâdir fit cet achat et que l'institution transformée en *vakıf* fut convenue ensemble. La biographie consacrée à son fils montre que Yûsuf y enseignait encore à sa mort<sup>574</sup>.

Abd al-Qâdir se mit à enseigner dans les mêmes lieux que les cheikhs algériens dont nous avons parlé plus haut (chapitre IV), ce qui rappelle qu'Abd al-Qâdir pratiquait le malékisme en matière de jurisprudence. L'Émir prit très vite en main les activités de l'école religieuse de la Çakmakiyya, située aux alentours de la Mosquée des Omeyyades et était actif dans plusieurs autres mosquées de la ville<sup>575</sup>. Dans deux documents ottomans, datés de tout juste un mois (pour le plus important des deux) avant les terribles évènements de Damas survenue en juillet 1860, nous voyons que des contacts entre Abd al-Qâdir et la Sublime Porte invitent à reconsidérer le lien entre le monde académique de Damas et les réformes Tanzimat, impulsées par le centre de l'Empire. Ces deux documents portent sur le projet de conversion de la Çakmakiyya, l'école sous la responsabilité d'Abd al-Qâdir, en école réformée : l'équivalent d'un collège (*Mekteb-i rüşdiyye*)<sup>576</sup>. Elle constituait les premiers jalons d'un enseignement basé sur un curriculum européenisé et sous la supervision de l'État

<sup>574</sup> « Mohammed Badr al-Dîn al-Hasanî », *TUD*, p. 483.

<sup>575</sup> Abu Yu'la, *Tarikh al Zwâwa*, p. 21-22. Sohayl al Kâlidî évoque la mosquée Sanâniyya et la mosquée al-'Anâba dans lesquelles Abd al-Qâdir était actif.

<sup>576</sup> A.MKT.MHM 182.89, 12 mai 1860 ; A.MKT.UM 408.72, 4 juin 1860. Pour ce document : *Şâm-ı Şerif'de sâkin Abdülkadir Efendi'ye Şâm-ı Şerif'de Emevi Camii-i şerif civarında kâin Çakmakiyye Medresenin mekteb-i Ruşdiyye ittihaz olunması mahallından ba-mazbat-ı inhâ olunduğundan bahsiyle afvî hakkında bazı ifâdeyi hâvî varud olan tahrirât-ı şerifleri ve melfûf şukka ve bir an sureti meâl ve müzayası malûm mecî olarak maarif ümümiye Nâzırı Devletlü Paşa hazretleriyle leda'l- muhâbere Şam-ı Şerif meclisininbu maddeye dâir mukaddeman tevarid eden bir kıta-i mazbatısında meclis-i mezkûrun tasvib ve ittifakiyle medrese-i mezkûrenin Mekteb-i Rüşdiyye ittihazıyla taamirât lazımda tesviye olunduğı*

ottoman<sup>577</sup>, à travers le ministère de l'éducation de la période (*Maârif-i Umûmiye nezâreti*). On assurait à Abd al-Qâdir que cette conversion n'impliquait pas de bouleversements majeurs et que tous les agents en fonctions (du *vakıf*) poursuivraient leurs activités. Les liens d'Abd al-Qâdir avec des personnalités damascènes influentes dans le domaine de l'éducation expliquent sa participation précoce au projet, notamment le Mufti hanéfite de Damas Mahmud al-Hamzâwi. Selon Randi Deguilhem, « Sayyid Mahmud Efendi Hamzazade », occupa aussi le poste du conseil Provincial d'éducation (*wilayat majlis maârif*) pendant plusieurs années de suite<sup>578</sup>. L'amitié qu'il y avait entre ce personnage et Abd al-Qâdir (*his closest friend* selon Schilcher), qui brigua longtemps le poste de Grand mufti hanéfite de Damas explique pourquoi Schilcher écrit : « Abd al-Qâdir clearly threw in his lot with the group of notables who ascended under the influence of Tanzimat reforms and economic expansion »<sup>579</sup>.

À Damas, Abd al-Qâdir avait des liens profonds avec une figure médiévale vénérée par les Ottomans autant qu'avec les savants les plus investis dans des postes influents en matière de religion et d'éducation. Sa carrière civile n'a rien de cette retraite spirituelle loin du monde que la littérature coloniale a dépeint. Son lien avec Ibn Arabi exerçait une influence sur les Ottomans tout autant que son statut de chérif qui lui donnait accès à des privilèges. À son arrivée à Damas, autant il était considéré comme dangereux par les autorités françaises, autant les Ottomans le considéraient comme une autorité spirituelle respectable de laquelle ils pouvaient espérer la collaboration en matière d'influence spirituelle akbarienne qu'ils considéraient

<sup>577</sup> Cemal Öztürk, « Rüşdiye », *DIA*, 35, 300-303.

<sup>578</sup> Randi Deguilhem, « State Civil Education in Late Ottoman Damascus: A Unifying or a Separating Force? ». dans Thomas Philipp, *The Syrian land : Processes of Integration and Fragmentation : Bilad al-Sham from the 18th to the 20th Century*. Stuttgart, F. Steiner, 1998, p. 233.

<sup>579</sup> Linda. S. Schilcher, *Families in Politics*, p. 217, note que c'est à travers ses relations intimes qu'Abd al-Qâdir s'investissait plus facilement dans les réformes comme avec Mahmud al-Hamzawi R. Deguilhem relève aussi l'amitié entre les deux hommes et précise que le mufti hanéfite de Damas.

comme le socle de la dynastie, et de transmission du savoir d'une autorité religieuse qui avaient fait ses preuves.

#### 7.4 Le pouvoir économique d'Abd al-Qâdir

En 1858, une opération militaire au nord-ouest de Damas mit fin au pouvoir grandissant d'un chef alaouite nommé Ismaïl Khair Bey. La mort d'Ismaïl, défait et tué par l'armée ottomane, déclenchait l'intervention de la France. En effet, les Français réclamèrent au fils du Bey alaouite les « sommes d'argent considérables » que leur père avait empruntées à Abd al-Qâdir. Les Français demandaient aux Ottomans de se saisir de ce dossier pour récupérer l'argent prêté<sup>580</sup>. Cette affaire révèle l'expansion économique rapide d'Abd al-Qâdir. Cette influence s'était rapidement déployée à travers des prêts de grosses sommes d'argent. Le fils d'Abd al-Qâdir écrit que quelque temps avant les événements, Abd al-Qâdir avait acquis une véritable fortune au terme d'un compromis avec la Sublime Porte<sup>581</sup>. Les échanges entre la Sublime Porte et l'ambassade de France sont significatifs quant à la position médiane d'Abd al-Qâdir qui lui donnait un pouvoir accru de négociation. Il devint, à Damas, beaucoup plus riche qu'il ne l'avait jamais été. Il profita de sa nouvelle installation pour retirer des États auxquels il était à la charge, l'État français et l'État ottoman, le maximum d'avantages.

Dès son installation à Bursa, nous avons vu qu'Abd al-Qâdir était pensionnaire de la France. Sa pension en argent liquide lui avait permis de faire l'achat d'une ferme à Bursa dont il retira d'ailleurs une grosse somme d'argent après s'être installé à

---

<sup>580</sup> Stefan Winter, *A History of the 'Alawites. From Medieval Aleppo to the Turkish Republic*, Princeton University Press, 2016, p. 198.

<sup>581</sup> Le fils d'Abd al-Qâdir mentionne qu'un arrangement avec la Sublime Porte fit que son père reçut « 1000 bourses » peu de temps après son arrivée à Damas, *Tuhfat*, p. 618-619.

Damas<sup>582</sup>. L'octroi d'une pension mensuelle à Abd al-Qâdir donnait un droit de regard aux Français sur ses acquisitions et ses dépenses. Tantôt Outrey faisait des commentaires sur les dépenses extravagantes du harem<sup>583</sup>, tantôt Bullad critiquait l'achat de l'école dont nous avons parlé plus haut ou encore la taille d'une suite trop importante qui poussait le chef de famille (ou plutôt de « foyer » au sens ottoman du terme) à s'endetter.<sup>584</sup> À Damas, comme cela avait été le cas à Bursa, les Français s'inquiétaient souvent des trop grosses responsabilités d'Abd al-Qâdir envers son entourage qui le ruinait<sup>585</sup>. Abd al-Qâdir s'enquit rapidement de trouver des terres cultivables, ce qui, selon Bullad était « moins pour augmenter son profit personnel que pour mettre à l'ouvrage les trop nombreux serviteurs à sa charge et aussi fournir au besoin de sa famille, frère, parents et intimes qu'il ne peut plus renvoyer »<sup>586</sup>. Les Français étaient au courant de l'intention de leur protégé d'acquérir des terres autour de Damas. En 1857, le Consul Outrey se demandait quelles seraient les conséquences de voir Abd al-Qâdir devenir propriétaire terrien. « D'un autre point de vue, il ne serait peut-être pas mauvais d'encourager Abd el Kader dans cette nouvelle voie qui l'attacherait définitivement au sol de la Syrie et qui en même temps trouverait un but utile le surcroît d'activité inhérent à sa nature »<sup>587</sup>. Outrey trouvait intéressant qu'Abd al-Qâdir s'investisse si loin de l'Algérie pour mettre définitivement fin à la menace que celui-ci faisait peser sur l'hégémonie française. D'un autre côté, ces activités pouvaient détourner son attention, car même au niveau local, ce « surcroît d'activité » qu'évoque Outrey ne le rassurait pas. Dans ses démarches pour parvenir à obtenir des terres dans la région, Abd al-Qâdir ne se départissait pas de ses appuis français.

<sup>582</sup> Le premier rapport damascène de Bullad (27 mars 1856) stipule que : « La somme nette reçue par l'Émir st de 240 000 piastres » Temimi, *Lettres inédites*, p. 337-338.

<sup>583</sup> CADN, Damas 9 fol.28 (20 octobre 1856).

<sup>584</sup> Bullad écrivait qu'il insister auprès d'Abd al-Qâdir pour ne « pas contracter de nouvelles dettes » et de réduire sa suite qui absorbait « une bonne partie des ressources de l'Émir ». Temimi, *Lettres inédites*, p. 337-338.

<sup>585</sup> Azan, *Du fanatisme*, p. 269. Il note que dans ces 111 personnes, 27 sont de sa famille. « Les autres Algériens, environ une centaine, qui n'avaient pu être embarqués, le rejoignirent par voie de terre.

<sup>586</sup> Temimi, *lettres inédites*, p. 340. 2<sup>e</sup> rapport de Bullad (30 août 1857).

<sup>587</sup> CADN, Damas 9, 7 janvier 1857 (ordre 35).

C'était d'ailleurs valable aussi pour l'achat de maison à Damas. Abd al-Qâdir comptait (comme à Bursa) sur la France pour donner à ses demandes un caractère impératif<sup>588</sup>. Ce dernier cherchait à obtenir l'aval des autorités françaises, car elles pouvaient l'appuyer dans ses démarches auprès de la Sublime Porte.

Loger Abd al-Qâdir à Damas était une question à laquelle les Ottomans tentaient de répondre plusieurs mois avant son arrivée. Les ordres du gouvernement impérial étaient clairs sur un point. Il fallait loger Abd al-Qâdir selon la mesure de son rang. Le jeu de mot est à faire car il traduit bien la situation : on peut dire que les autorités centrales voulaient le loger « comme un pacha ». Avant son arrivée, le célèbre réformateur Ali Paşa s'enquit auprès du *vali* de Damas si on pouvait loger Abd al-Qâdir dans le khân vacant de Şerif Paşa, qui se trouvait alors en Égypte<sup>589</sup>. Depuis Bursa, Namık Paşa s'était spécialement occupé de la vente de la ferme de l'Émir et de l'acquisition d'un autre logement à Damas<sup>590</sup>, logement qui plut beaucoup à l'Émir une fois celui-ci sur place. L'Émir écrivait à l'ambassadeur quelques jours après son arrivée que « S. E Namik Pasha nous a désigné une belle maison qu'il nous destine, mais qui n'est pas encore disponible [...] Il précisait plus loin que la maison est « composée de 30 pièces »<sup>591</sup>. Cela donne une idée de la vaste demeure qui correspondait à Abd al-Qâdir et les difficultés pour les Ottomans de lui en trouver une adéquate. En mars 1856, après trois mois de transition, il demandait d'acquérir un logement cinq à six fois supérieur à ce que la Sublime Porte entendait déboursier. Par

<sup>588</sup> CADN Damas 9, 8 février 1856. Outrey écrit « Il y a quelques jours, Abd el-Kadr m'a prié de demander aux autorités, les titres de la maison qui lui a été fournie par le gouvernement ». Ici l'autorité est le vali : Mahmud Paşa .

<sup>589</sup> HR.MKT 125.28, 27 octobre 1855. Stambouliote de naissance, d'un père qui occupa des fonctions de vali, Şerif Paşa était largement engagée dans la politique égyptienne de Mehmed Ali et de son deuxième successeur, Saïd Paşa. Ses relations avec le gouvernement ottoman, qui se permet d'utiliser une de ses maisons à Damas est un indice des liens entre l'État ottoman et le jeune État égyptien. Il venait d'être nommé à de hautes fonctions militaires en Égypte au moment de l'arrivée d'Abd al-Qâdir. Hilal Görgün, « Şerif Paşa, Muhammed », *DIA*, 39, p. 1-2.

<sup>590</sup> A.MKT.UM 216.36.

<sup>591</sup> Temimi, *Lettres inédites*, p. 319. Toutefois, Abd al-Qâdir ne put emménager rapidement dans un logement qui lui appartenait Sa suite nombreuses et l'état des logements qu'on lui réservait.

le truchement des Français, qui devaient en faire la demande à la Sublime Porte, il demanda la propriété de deux khans. On le voit écrire au ministre des Affaires étrangères de « donner des ordres à Mr l'ambassadeur de Turquie afin de provoquer auprès du Gouvernement ottoman la cession définitive des deux maisons qui m'ont été provisoirement affectées »<sup>592</sup>. Mahmoud Nedim Paşa proposait la maison d'un autre Pacha du même prénom qu'Abd al-Qâdir<sup>593</sup>. Fâché par les exigences d'Abd al-Qâdir, Mahmud Nedim Paşa se plaignit, auprès du consul anglais, d'avoir été contraint de lui céder sa propre maison<sup>594</sup>.

Comme l'affaire s'étendait en longueur parce que les Ottomans n'arrivaient pas à lui trouver une maison qui le satisfasse<sup>595</sup>, Abd al-Qâdir entra en négociation avec eux à travers l'intermédiaire de la France. Outrey écrivait qu'on avait, au lieu de réclamer une maison, « conseillé à Abdelkader de solliciter à la place le don de village ou pour mieux dire d'une propriété rurale où il établirait des fermes. C'est cette nouvelle combinaison qu'il m'a soumise », car beaucoup de « propriétés appartenant à l'État qui sont presque de laissées ou affermées à des prix très inférieurs à cause de leur peu de rapport... » Abd al-Qâdir devait se charger lui-même de trouver une maison et s'occuperait de « grandes cultures »<sup>596</sup>.

---

<sup>592</sup> CADN, Damas 9, 8 février 1856. Le consul prévient que le logement désiré coûte 5 à 6 fois plus que ce que la Porte désirait déboursier. On le voit écrire ministre des Affaires étrangères de « donner des ordres à Mr l'Ambassadeur de Turquie afin de provoquer auprès du Gouvernement ottoman la cession définitive des deux maisons qui m'ont été provisoirement affectées. Temimi, *Lettres inédites*, lettre 108, p. 321.

<sup>593</sup> HR.MKT 148.7, 5 mars 1856. L'Émir se plaignait de l'état des maisons que le gouvernement ottoman lui destinait et du prix des réparations. Temimi, *Lettres inédites*, lettre 108, p. 321.

<sup>594</sup> FO 195.519 More à De Redcliffe, 7 juillet 1856. Abd a-Qâdir écrivait à ce sujet : « Le Pasha de Syrie, n'ayant pu me trouver une maison qui me convint m'a cédé sur ma demande celle où étaient établis les bureaux du Gouvernement et qu'il occupait lui même ». Temimi, *Lettres inédites*, lettre 111, p 323. (28 décembre 1855).

<sup>595</sup> Abd al-Qâdir écrivait à l'Ambassadeur que ses demandes à propos de la maison que lui avait désigné Namık Paşa serait prise en considération vue « la lenteur des Turcs pour la conclusion des affaires. »

<sup>596</sup> CADN, Damas 9, 9 janvier 1856.

Les demandes de terres d'Abd al-Qâdir posèrent problème aux Ottomans. Ils avaient bien saisi les termes de la proposition soit l'échange entre le don d'un logement (un khan) et « l'acquisition de Kefrîn l'un des villages parmi les communes de Marj qui dépend de Damas »<sup>597</sup>. Pourtant, Bullad, le traducteur-espion, soulignait que les autorités ottomanes n'étaient pas disposées à la seconde option de l'échange. « Il me paraît fort douteux que la concession demandée du village de Kofreim soit accordée avant longtemps, si toutefois on ne décide jamais, des difficultés de plusieurs natures y mettent obstacle, et les Turcs, ne voyant pas d'un œil favorable, en créent de nouvelles pour aboutir sans doute à une fin de non-recevoir ». Bullad ajoutait que, pour cette raison, Abd al-Qâdir accusait Izzet Paşa de malveillance<sup>598</sup>. Dans le rapport d'un conseil de ministres, la question de la légalité de l'acquisition des terres demandées par Abd al-Qâdir était un motif pour refuser cette option. Pour honorer leurs responsabilités envers Abd al-Qâdir, les Ottomans choisirent la solution financière. Ils décidèrent de lui offrir la somme de mille bourses (soit l'équivalent de 500 000 kurus donc plus d'une année de pension française). La somme serait prélevée sur les ressources de la province<sup>599</sup>. Le 27 août 1857, Thouvenel, l'ambassadeur de France en informait le consul Outrey à travers les copies de lettres du ministre des Finances Mustafa Reşid à Izzet Paşa, qu'un ordre impérial confirmait.<sup>600</sup> Les réticences des Ottomans de voir Abd al-Qâdir devenir propriétaire terrien n'arrêtèrent pas ce dernier. Abd al-Qâdir bénéficia d'un contexte plus favorable après l'entrée en vigueur de la loi sur la Terre, qui allait dans le sens de la privatisation tout en réaffirmant le droit ottoman<sup>601</sup>. La révision du code foncier lui permit de

<sup>597</sup> A.MKT.NZD 219.3, 30 mars 1857. La commune de "Kafr Batna" (parfois appelée "Batna" dans les sources ottomanes) est située à l'est de Damas, dans ce qui est aujourd'hui sa banlieue.

<sup>598</sup> Temimi, *Lettres inédites*, p. 341.

<sup>599</sup> I.MMS 11.440, 6 octobre 1857 (voir annexe J) Le document indique ; CADN, Damas 66, 27-08-1857. Le fils d'Abd al-Qâdir mentionne aussi ce compromis et évoque une somme identique (1000 bourses). *Tuhfat*, p. 618-619.

<sup>600</sup> CADN, Damas 66, 27 août 1857.

<sup>601</sup> N.Michel, « Terre, statut de la », *DEO*, p. 1135.

renouveler ce genre de demande dès la fin 1858. Ceci est visible dans un document qui indique que ses demandes étaient répétées<sup>602</sup>.

Abd al-Qâdir s'implantait rapidement dans la province de Damas à travers son capital économique. Positionné au milieu de deux États qui prenaient chacun une part de la responsabilité des nécessités d'Abd al-Qâdir, celui-ci maximisa ses intérêts par l'acquisition d'une grosse somme d'argent au terme d'échanges soutenus entre la France et la Sublime Porte. Son intérêt pour les terres des alentours de Damas l'incita à négocier avec les Ottomans. En créancier et en propriétaire, Abd al-Qâdir s'investissait dans la province de Damas avec des capacités plus importantes qu'elles ne l'avaient été à Bursa.

#### 7.5 Abd al-Qâdir comme chef de la communauté des émigrés algériens

L'idée selon laquelle, à son arrivée à Damas, Abd al-Qâdir était si populaire auprès des Algériens qu'il prit spontanément la tête de la communauté d'expatriés est largement acceptée<sup>603</sup>. Pierre Bardin, le mieux informé par la présence des Algériens écrit : « Tant qu'Abdelkader a été en vie, son autorité sur les Algériens de Damas paraît incontestée, elle est un facteur essentiel du maintien de leur cohésion. Les consuls reconnaissent que maints litiges entre Algériens sont réglés par lui »<sup>604</sup>. La présence de nombreux compatriotes à ses côtés, quand Abd al-Qâdir intervint en faveur des chrétiens pendant les événements sanglants de juillet 1860, en ferait foi. La conception d'une autorité absolue supposée de l'Émir sur les Algériens relève, selon nous, d'une position dogmatique qui fait fi des nuances. Malgré les nombreuses preuves qui le montrent en contact avec des Algériens et la position tutélaire qu'il prit

<sup>602</sup> A.MKT.MHM 157.38, 31 mai 1859.

<sup>603</sup> Bellemare, *Abd-el-Kader*, p. 217, fait ce parallèle direct et l'on a déjà montré son influence sur les biographies qui lui succédèrent.

<sup>604</sup> Bardin, *Algériens et Tunisiens*, p. 11.

auprès d'eux, il est possible de remettre en question l'étendue de cette autorité locale sur une communauté établie avant son arrivée. Si Abd al-Qâdir était le chef des Algériens, qui le considérait comme tel ? D'après nous, s'il l'était clairement pour les Britanniques, il ne l'était ni pour les Français, ni pour les Ottomans pendant la période de son installation qui nous intéresse ici. Dans cette période précise (décembre 1855 à juin 1860), son autorité sur la communauté algérienne n'est pas explicite. Elle a quelque chose de souterrain et ne s'observe donc que par recoupement.

Pour les Britanniques, Abd al-Qâdir était clairement le chef des Algériens. Une fois de plus, les consuls de cette puissance montante analysaient le jeu pouvoir dans l'Empire ottoman avec une lumière crue. L'arrivée d'Abd al-Qâdir à Damas leur posait problème. Il était le prisonnier de la France, leur protégé : l'installer sur une terre arabe où de nombreux compatriotes résidaient déjà était une menace grave pour leurs intérêts. Alors qu'Abd al-Qâdir se trouvait à Beyrouth, à la fin du mois de novembre 1855, et ne tarderait pas à arriver à Damas, le consul britannique écrivait :

There is already established at or near Damascus a numerous colony of Algerians who were the most faithful adherents of Abd-el-Kader, in the days of his power, who also obtained permission from France to settle in Syria. It may reasonably excite surprise that the Porte should have permitted a man of this renown, military talent and influence amongst Mahometans of Abd el-Kader to take up residence in this country<sup>605</sup>.

Le consul Moore s'étonnait de voir qu'à Damas, la France et la Sublime Porte laisseraient Abd al-Qâdir retrouver sa position de leader d'une communauté d'Algériens qui lui avaient obéi pendant la guerre. Or, sur toute la période de son installation, nous n'avons trouvé qu'un seul indice clair dans les sources qui indique un lien d'autorité entre Abd al-Qâdir et les Algériens qui s'étaient établis dans la province avant lui. Il est vrai qu'Izzet Paşa évoquait, les démonstrations de

---

<sup>605</sup> FO 78.1116, 29 novembre 1855, de Moore à Clarendon.

« sympathie et de familiarité » d' « un grand nombre d'émigrés algériens » envers Abd al-Qâdir quand celui-ci arriva à Damas<sup>606</sup>. Qu'une autorité comme le commandant en chef de l'armée fasse un tel lien entre Abd al-Qâdir et les Algériens de Damas sous-entendait un rapport d'autorité. Toutefois, malgré la méfiance des Britanniques, les Ottomans ne considéraient pas l'autorité d'Abd al-Qâdir sur les Algériens comme étant une menace, et ce, malgré qu'ils connaissent le lien que l'Émir gardait avec la France à Damas. À aucun autre moment le nom d'Abd al-Qâdir n'est mêlé à celui des dits-émigrés comme le nom de Ben Sâlem l'avait été sur la période de 1847 à 1853 (puisqu'il n'y pas de référence à lui jusqu'à 1855). Néanmoins, les rapports des deux personnages étaient tout de même évoqués dans une affaire qui concernerait le salaire de Ben Sâlem en 1858<sup>607</sup>. Dans le document, Ahmed Ben Sâlem était désigné par des fonctions au service d'Abd al-Qâdir. L'identification de « Salim Efendi » comme étant « autrefois au service de l'intendance d'Abd al-Qâdir » (*Cezâyirli Saâdetlü Abdülkâdir Efendi hazretlerinin mukaddeman kethüdalık hizmetinde*), et de la mention brève de son histoire : celle d'un « réfugié dans l'auguste sultanat et émigré à Damas » (*Saltanat-i seniye'ye dehâlet ve Şâm-ı Şerîf'e hicret etmiş olan*), est une preuve que les Ottomans connaissaient les rapports des deux hommes. Le salaire en question était vacant (*mahlûl*) ce qui confirme qu'en 1858, Ahmed Ben Sâlem était déjà décédé<sup>608</sup>. La somme de base étant pourvue « à vie » (*bâ kayıd-ı hayât*), de 500 *kurus* était revue à la hausse, car ses proches (*muteallikât*) étaient dans le besoin. L'augmentation de ce salaire de base devait atteindre 5000 *kuruş* devait être fait graduellement et surtout

<sup>606</sup> İ.DH 336.22049, 5 décembre 1855. *Seraskerleri buyurulduğu vechile Şâm-ı Şerîf'de haylıca Cezâyir muhâcirleri bulunarak bazılarıyla ulfet ve ünnsiyet olunmak münâsebetiyle olunmak şu yüzden Cezâyirli mevlânâ Saâdetlü Abdülkâdir Beyefendi Hazretleriyle miyâne-i abidânemde maârif-i hâsıl olarak*

<sup>607</sup> A.MKT.MVL 94.27, 3 janvier 1858 ; En juillet 1858, les directives au *vali* de Damas montrent que les ordres stipulés par l'assemblée sont à exécuter et à mettre en relation le Trésor, MVL 750.108.

<sup>608</sup> Si l'on se fie à la biographie du fils d'Abd al-Qâdir, le lieutenant qui prit la direction de la communauté des émigrés algériens décéda en 1273 de l'hégire, ce qui pousse la date de son décès en 1857. *Tuhfat*, p. 596-597.

que l'affaire devait être réglée sur place par le *vali* de Damas<sup>609</sup>. Nous avons évoqué, dans le chapitre dédié à Ahmed Ben Sâlem (voir 5.4) que les retrouvailles de ce personnage avec son chef sont évoquées, mais ne sont pas établies par des sources de première main. Seul Pierre Bardin mentionne les avertissements du consul de France envers un chef hostile autour duquel sont regroupés des Kabyles. Les documents ottomans de 1858 font croire que les liens se sont prolongés à Damas. Il est probable que ce soit même Abd al-Qâdir qui ait intercédé pour que la Sublime Porte soutienne davantage la famille des Ben Sâlem, étant donné la manière dont, dans les deux documents, sa position est centrale : on ne peut reconnaître ce Sâlim Efendi que par sa fonction pour Abd al-Qâdir (*Cezâyirli Abdülkâdir Efendi'nin hazretlerinin Şâm'da bulunan kethüdası Sâlim Efendi*). À la même époque, ce phénomène commençait à poindre au sujet des demandes de soutien financier par les frères d'Abd al-Qâdir, arrivés à Damas en 1857.

Le lien d'Abd al-Qâdir avec les Algériens se trouve dans ses initiatives de sédentarisation qui venaient compléter les propres initiatives de Ben Sâlem. En juillet 1856, peu avant la tournée d'Abd al-Qâdir dans la région de Jérusalem, Mahmud Nedim Paşa accusait celui-ci de s'immisçait dans les affaires locales en tentant d'interférer dans la nomination du *kaymakâm* d'Ajlûn « with a view to acquiring influence in that district »<sup>610</sup>. Rappelons que le *sancak* en question avait reçu l'empreinte des Algériens en 1851. Ahmed Ben Sâlem en avait reçu la direction dès 1848, mais n'avait pas pris tout de suite ces fonctions. Toutefois, les révélations du *vali* de Damas confirment que la région intéressait l'Émir<sup>611</sup>. La présence d'immigrés

---

<sup>609</sup> MVL 750.108.

<sup>610</sup> FO 195.519.

<sup>611</sup> Au même moment (juillet 1856), un document produit par le *Meclis-i Valâ* (I.MVL 348.15107) fait savoir que 'Ajlûn est en proie à de grands désordres provoqués par des Bédouins. Le conseil fait nommer Akil Aga, un personnage qui, selon Schölch, imposa son autorité sur la région et alterna entre le statut de brigand et d'une autorité reconnue. Dans le document cité, il est pardonné par le conseil d'Acre car il est le seul à contrôler les excès des tribus dans la zone de Tibériade. Schölch

algériens en Galilée datait d'avant son arrivée. Elle était l'œuvre surtout, d'Ahmed Ben Sâlem. Mais selon Pierre Bardin, l'installation des Algériens dans cette région de l'Empire ottoman fut renforcée par le soutien financier d'Abd al-Qâdir<sup>612</sup>. Des villages dans la Galilée avaient été entièrement fondés par des Algériens (comme Deishum, rayé de la carte en 1948, 'Ammukah, Marus...) issus de la migration accompagnant Ben Sâlem. Selon Mustafa Abbasi, le lien entre les réformes et une politique démographique servant à renforcer le caractère musulman de la région et le nombre de musulmans à Safed<sup>613</sup>. Abd al-Qâdir, bien au courant des besoins en blé des Européens par son vaste réseau de connaissance, prit en main la mise en valeur de ses terres en l'orientant vers cette culture, mais aussi par l'encouragement de la colonisation algérienne en Syrie pour l'orienter vers cette production lucrative<sup>614</sup>. Nous avons vu qu'en 1855, le consul de Beyrouth, de Lesseps, n'osait pas trop accuser Abd al-Qâdir dans une éventuelle implication vis-à-vis des migrations algériennes vers la Syrie. Le consul préférait porter le blâme sur Ben Sâlem. Une année plus tard, le voyage d'Abd al-Qâdir à Jérusalem, qui avait tant fâché le consul de France à Damas, avaient des liens directs avec les communautés algériennes installées en Galilée après la vague migratoire de 1847. La visite de Jérusalem à

---

note que Akil Aga et Abd al-Qâdir se connaissait. Abd al-Qâdir intercédait en sa faveur en 1866 lors d'un intervalle lors duquel il avait perdu la confiance de la Porte. Alexander Schölch, "The Decline of Local Power in Palestine after 1856: The Case of Aqil Aga". *Die Welt Des Islams*. 23 (1/4), 1984, p. 471. Il tire cette information d'une source anglaise, sachant qu'un consul britannique laissa courir le bruit qu'Aqil Aga était de souche algérienne (d'autres qu'ils étaient d'origine bédouine d'Égypte) ce qui permettrait de faire des liens avec la pacification de la région et de l'établissement des Algériens, soumis aux prédatons des tribus.

<sup>612</sup> Pierre Bardin, *Algériens et Tunisiens*, p. 15-16.

<sup>613</sup> Mustafa Abbasi, « The Aristocracy of the Upper Galilee: Safad Notables and the Tanzimat Reforms », dans *Ottoman Reform and Muslim Regeneration. Studies in Honour of Butrus Abu Manneh*, IB. Tauris, 2005, p. 172. Il note que les familles d'Algériens de la ville sont identifiables à leur noms 'Arabî et Dilsî. Dellys, en Kabylie, indique un lien entre les migrants accompagnant Ben Sâlem.

<sup>614</sup> Schilcher, *Families in Politics*, p. 215. « He intended to arrange that the Algerian emigrees work on these lands as share croppers. As the lands, which eventually came under his control were important wheat growing districts, it seems reasonable that 'Abd al-Qadir participated in the profitable grain export trade which was booming just as he arrived in Syria [...] Abd al Qadir's travels and the contacts he had made in France would have place him in a position to understand the importance of Syrian grains for Europe ».

caractère religieux, mais aussi la dimension d'une « tournée » éminemment politique : celle de se mettre en rapport direct avec les émigrés algériens installés<sup>615</sup>, chose qu'Abd al-Qâdir avait voulu faire seulement quelques semaines après son arrivée, mais qui avait été entravée par l'intervention d'Outrey... Abd al-Qâdir était entouré et œuvrait pour ses compatriotes, mais il n'était certainement pas l'agent d'une colonie française dans le cœur de la Syrie, que les Français, voire même Napoléon III lui-même, auraient pu espérer.

Par contre, en Algérie, bien des tribus avaient fait obstacle à l'hégémonie de l'État naissant d'Abd al-Qâdir. Il avait pu donc être un adversaire. Malgré qu'il n'avait pas de l'influence sur tous les Algériens, très peu étaient inscrits sur les listes du consulat français de Damas. Il n'y avait pas une fracture non plus au sein de la communauté entre des pros et des antifrçais. Au retour de l'Émir depuis Jérusalem, Outrey se défiait de son intervention dans les affaires algériennes en Syrie<sup>616</sup>. Sa tournée dans les régions algériennes de Galilée, au cours de son pèlerinage à Jérusalem à l'automne 1856 se produisait au moment où ses rapports étaient extrêmement tendus avec le consul de Damas. De plus, nous pouvons voir que certains litiges concernant des Algériens protégés de la France n'avaient rien à voir avec Abd al-Qâdir. C'est le cas d'une longue affaire judiciaire dans laquelle était impliqué le « caïd Süleyman de Constantine »<sup>617</sup>. Le caïd algérien provenait d'une ville qui n'avait jamais vraiment fait partie des territoires d'Abd al-Qâdir. La spontanéité avec laquelle ce Süleyman en question se tournait vers la protection d'Outrey pour réclamer justice est l'illustration d'un rapport singulier avec la France en Syrie ottomane. L'autorité d'Abd al-Qâdir ne

---

<sup>615</sup> Schilcher, *Families in Politics*, p. 215 « Almost immediately after his arrival in Syria 'Abd al-Qadir travelled to the outlying districts of 'Ajlun, Safad, Jerusalem, the Biqa' and Homs and Hama with the aim of ascertaining where the resettlement of deserted villages with Algerians would be tolerated by the Beduins and nomadic chieftains ».

<sup>616</sup> CADN, Damas 9 fol. 28 (20 octobre 1856) : Outrey évoquait ses craintes finalement peu fondées mais affirmait rester très vigilant vue la tendance d'Abd al-Qâdir « à s'ingérer dans les affaires des Algériens qui sont très nombreux ici ».

<sup>617</sup> CADN, Damas 8. 19 décembre 1856. Ordre 52.

s'y exerçait pas sur tous les Algériens. Abd al-Qâdir était le chef d'un groupe d'Algériens qui répondaient de lui, à la manière d'une faction politique. Les consuls européens notèrent confusément l'entourage direct d'Abd al-Qâdir fait de « fanatiques », « d'ennemis des Turcs » qui n'attendaient que le démembrement de l'Empire ottoman. Les Français se souciaient du pouvoir que l'Émir accumulait et pouvaient mobiliser contre les Ottomans. Outrey rapporte, à ce sujet, les inquiétudes du ministère des Affaires étrangères :

S.E le ministre des Affaires étrangères m'a exprimé quelques appréhensions qu'Abd el Kader en attirant auprès de lui les personnes hostiles au gouvernement local ne prissent une attitude de nature à porter ombrage à la Porte [...] Il parle assez ouvertement contre l'administration ottomane et en général il critique ses actes avec fort peu d'indulgence, mais pour ce qui est de devenir un centre d'opposition, il le voudrait qu'il ne le pourrait pas ». Il mettait cette attitude sur un penchant comme tous les hommes de race arabe ont une antipathie très prononcée pour les Turcs et qu'il ne dissimule peut-être pas assez ses sentiments à l'égard d'un pays dont il a reçu de nombreuses marques de bienveillance.<sup>618</sup>

Il y a là un précédent à Bursa et qui plus est, dans les mêmes termes. Un groupe d'Algériens réuni autour d'Abd al-Qâdir pouvait « porter ombrage » aux autorités ottomanes. Nous avons vu qu'il n'en été rien et que même l'influence britannique sur la Sublime Porte n'avait pas résolu à considérer Abd al-Qâdir comme une menace à travers son influence sur les émigrés algériens.

Abd al-Qâdir était certainement le parrain des Algériens. Entre 1855 et jusqu'aux événements de juillet 1860 à Damas son autorité n'est pas explicite auprès des autorités qui le concernaient le plus pour que l'on puisse parler d'un chef de la communauté des migrants, au même titre que Ben Sâlem, pour qui cela était très clair. L'autorité d'Abd al-Qâdir n'était pas une menace pour les Ottomans, comme les Français et même les Britanniques voulaient le croire. Dans un autre sens, la position

---

<sup>618</sup> CADN, Damas 9 fol. 28 (20 octobre 1856).

d'Abd al-Qâdir ne servait pas les Français qui pouvaient attendre de sa part qu'il agisse pour leurs intérêts en Syrie ottomane. Au lieu de cela, Abd al-Qâdir agissait avec la communauté des émigrés algériens avec une certaine autonomie.

## 7.6 Conclusion du chapitre

Pas une autre ville de l'Empire ottoman ne pouvait mieux accueillir Abd al-Qâdir que Damas. C'est la ville qui était la plus favorable à l'épanouissement de la carrière civile, celle d'un riche notable et d'un savant qu'il avait entamé à Bursa. C'est la raison pour laquelle il manœuvra avec diplomatie pour obtenir l'autorisation de s'installer à Damas quand il bénéficia de l'opportunité produite par le séisme de Bursa en mars 1855. Son transfert montre à quel point il était entre deux empires et devait s'accomoder des autorités françaises et ottomanes.

C'est à Damas qu'Abd al-Qâdir eut assez de champs d'action pour manifester une certaine autonomie vis-à-vis de la France. Son prestige dans la ville l'empêchait de toute façon de répondre au protocole que certains des consuls de France croyaient qu'il suivrait. L'incident du départ pour Jérusalem et son attitude à l'égard des Français pendant le voyage montre qu'Abd al-Qâdir n'entendait pas se borner au rôle passif et complaisant qu'ils lui réservaient en Syrie. Les observations de Bullad vont même plus loin et laissent apparaître l'hostilité que les consuls prêtaient à des personnages comme Ahmed Ben Sâlem. Toutefois, Abd al-Qâdir demeurait toujours délicat vis-à-vis du lien qui le rattachait à la France et ne rompait pas avec la puissance, ses liens, comme l'avait fait son lieutenant quelques années avant. En plus de toucher des subsides importants, la France demeurait, jusqu'à 1860, la voie par laquelle il communiquait avec la Sublime Porte pour en obtenir des privilèges.

En fait, Abd al-Qâdir bénéficiait du meilleur des deux mondes. Il agissait en protégé de la France et en même temps en riche notable musulman. La rapidité avec laquelle il acquit une fortune conséquente, qui lui permettait de prêter de grosses sommes d'argent à des chefs locaux dans la région de Damas témoigne de son intégration profonde dans la vie économique de la province. Grâce à sa position privilégiée, il a pu s'établir fermement à Damas, mais aussi aux alentours, en achetant des terres. Pour cela, il mobilisait toutes les personnes susceptibles de lui venir en aide. C'est pour cela qu'on le voit en arriver à demander l'aide du Khédive Saïd Paşa en 1857, la même année où les Ottomans déclinent sa demande d'acquérir certaines terres aux alentours de Damas.

La force d'Abd al-Qâdir n'a pas été qu'une implantation matérielle et économique dans son nouvel environnement. À Damas, il s'est aussi rapidement intégré à travers son influence spirituelle. Son rapport à Ibn Arabi, le saint soufi du XIII<sup>e</sup> siècle pour qui il vouait beaucoup d'intérêt scolastique, lui a permis de rayonner dans la mesure où ce saint constitue une des pierres angulaires de l'idéologie de la dynastie ottomane. De plus, c'est à Damas que sa carrière savante a pris son envol. En cela, il ressemble aux savants maghrébins qui trouvaient à Damas de quoi s'employer à l'étude et à la transmission du savoir. Abd al-Qâdir œuvra dès son arrivée dans ce domaine. En tant que responsable d'une école, il était concerné par la transformation de l'éducation produite par les réformes de l'État central, réformes avec lesquelles il ne semble pas tout à fait au diapason.

Enfin, en requestionnant le statut de chef de communauté d'Abd al-Qâdir à Damas, de nouvelles réponses sont apparues. Alors qu'il est toujours considéré comme le chef naturel des Algériens à Damas, des nuances importantes transforment en fait cette image. Tout d'abord, la documentation ottomane ne le présente pas de la sorte, excepté le rapport d'Izzet Paşa qui semble sous-entendre son autorité sur les Algériens. Ensuite, alors qu'on pouvait croire que les Français espéraient voir en lui

un cheval de Troie pour leurs intérêts, il a été nécessaire de rappeler que jusqu'en 1860, les Français se méfiaient d'Abd al-Qâdir à Damas. Il est donc anachronique d'avancer qu'il était le chef des Algériens bénis par les Français avant 1860. Par contre, ce sont plutôt ses propres actions, des actions qui sont allées à l'encontre de l'autorité française, comme le pèlerinage à Jérusalem, qui font d'Abd al-Qâdir une autorité sur la communauté algérienne.

## CHAPITRE VIII

### LES MASSACRES DE DAMAS ET L'INTERVENTION D'ABD AL-QÂDIR : LA CONSOLIDATION D'UN POUVOIR LOCAL

Ce chapitre s'entrouvre par une période noire de la ville de Damas. Celle-ci s'est rendue tristement célèbre par les pogroms qui se sont déroulés au mois de juillet 1860. Les photos prises sur les lieux du drame laissent une idée de l'ampleur des dégâts matériels. Les récits contemporains des événements donnent, quant à eux, une idée de la violence dans laquelle a sombré la ville pendant plusieurs jours. Pourtant, ces événements furent aussi l'occasion pour que s'expriment l'héroïsme, la bravoure et la chevalerie. Alors que les victimes se comptaient par milliers<sup>619</sup>, Abd al-Qâdir fit de sa maison un lieu de refuge. Aidé de ses hommes, de nombreux compatriotes, mais aussi par d'autres notables de Damas, il se porta à la défense des survivants.

---

<sup>619</sup> Brigitte Marino écrit : « [...] les massacres perpétrés en 1860 à l'encontre du quartier chrétien se soldent par d'importantes pertes humaines : environ 5000 chrétiens auraient été tués et plusieurs milliers d'autres fuirent Damas pour s'installer à Beyrouth et au Caire ». B. Marino, « Damas », *DEO*, p. 328.



Figure 8.1 – Quartier chrétien à Damas détruit ;  
photographie de Pierre Nau de Champlouis (1860)

Jusqu'à une période récente, qui voulait connaître l'action d'Abd al-Qâdir dans les événements de Damas ne pouvait le faire qu'à travers les versions des faits de Baptistin Poujoulat, mais surtout d'Alexandre Bellemare. Dans le passage final de la biographie de ce dernier, Abd al-Qâdir était un véritable héros digne d'un roman d'Alexandre Dumas. Abd al-Qâdir n'hésitait pas à haranguer les émeutiers venus devant chez lui pour exiger qu'on leur livre les chrétiens. L'émir adressait de longues réprimandes avec des « yeux qui jetaient des éclairs » à ces « fils du péché », ces « égorgeurs de femmes et d'enfants » en leur promettant qu'ils étaient sur le point de « voir un jour terrible », car la poudre allait parler. « Et vous, mes Moghrébins (sic) poursuivait-il, que vos cœurs se réjouissent, car j'en prends Dieu à témoin, nous allons combattre pour une cause aussi sainte que celle pour laquelle nous combattions autrefois ensemble ! »<sup>620</sup>. À travers ce simple passage, très populaire en France dans

<sup>620</sup> Bellemare, *Abd el-Kader*, p. 230.

les années 1860<sup>621</sup>, Bellemare pointait du doigt un tournant politique. La France impériale devait intervenir plus directement en Syrie et Abd al-Qâdir était une pièce maîtresse, une sorte de cheval de Troie. Ces perspectives se retrouvent dans l'historiographie française. Elles font continuellement fait de l'acte d'Abd al-Qâdir en 1860 l'expression d'un changement de nature qui s'était opéré à travers sa défaite et sa détention en France. Son intervention aurait été la preuve de son ralliement au christianisme<sup>622</sup>, et en définitive de son « patriotisme français »<sup>623</sup>. Ce changement était le gage de la collaboration d'Abd al-Qâdir.

Grâce à l'enrichissement des études sur les événements de 1860, la perspective sur le rôle d'Abd al-Qâdir a changé depuis les années 1990. Ce sont surtout l'apport de témoignages locaux qui ont permis de renouveler le champ<sup>624</sup>. C'est aussi des études plus fines sur les mobiles des émeutiers, par exemple, qui donnent de nouvelles explications sur les facteurs de l'explosion de violence survenue à Damas. L'historiographie européenne, surtout française, a longtemps convenu que les violences s'expliquaient par la haine religieuse. Les événements de Damas auraient succédé au Hatt-ı Hümayûn de 1856, un décret sultanien qui établit l'égalité des conditions dans un empire multiconfessionnel où, jusqu'alors, l'islam prédominait. Le fanatisme musulman des habitants de Damas aurait explosé pour s'opposer à la politique proeuropéenne de la Sublime Porte et provoqua le malheur des chrétiens. Abd al-Qâdir était donc, dans ces circonstances, une exception qui confirmait la règle,

<sup>621</sup> Bruno Étienne révèle par exemple que les scènes d'actions où l'on voit l'Émir faire face aux émeutiers était reprise mot pour mot dans une brochure spéciale éditée en 1865 par la loge maçonnique la plus influente en France (le Grand Orient de France). Étienne, *Isthme*, p. 329.

<sup>622</sup> L'abbé Jobin rapporte les paroles du Cardinal Donnet, archevêque de Bordeaux, à l'ouverture du comice agricole de Lauden, le 22 août 1860 : « Il n'est pas de lèvres chrétiennes qui ne demandent à Dieu de te faire entrer dans la famille catholique, dont tu t'es fait déjà un des plus vaillants soldats », Abbé Jobin, *La Syrie en 1860 et 1861*, Paris, Librairie de J. Lefort, 1862. p. 118- p. 119.

<sup>623</sup> Le sous-titre de Paul Azan, *Du fanatisme musulman au patriotisme français*, est directement lié à l'expression de ce changement de nature.

<sup>624</sup> Fritz Steppat, « Some Arabic Manuscript Sources on the Syrian Crisis of 1860 » in Jacques Berque et Dominique Chevallier, eds., *Les Arabes par leurs archives (XVIe-XXe siècles)*, Paris, CNRS, 1976, p. 183-191.

« un beau rayon au milieu d'une affreuse nuit ». Pourtant, les témoignages locaux, celui de l'historien orthodoxe Mishâqa ou Mohammed al-Hasibi, tout en établissant le rôle prédominant d'Abd al-Qâdir dans le sauvetage des chrétiens, relevaient aussi l'intervention d'autres notables en faveur des chrétiens. À travers le renouvellement des perspectives sur l'intervention d'Abd al-Qâdir, Leila Fawaz concluait, en 1994, que : « Of all Muslims who came to the aid of the Christians, none played a greater role than Abd al-Qâdir »<sup>625</sup>. Cette nuance faisait apparaître Abd al-Qâdir comme un notable local parmi d'autres, mais qui aurait joui d'une position privilégiée pour venir en aide au plus grand nombre de chrétiens. Jusqu'alors l'historiographie insistait sur l'identité étrangère du nouveau Damascène : il était un Algérien qui n'avait pas grand-chose à voir avec la société dans laquelle il s'était installé ; Il semble en fait qu'il ait été, au contraire, en position de force grâce à son enracinement rapide dans son nouvel environnement social et économique. Dans une ville en proie au chaos, Abd al-Qâdir assura la justice et combla un vide de pouvoir.

Abd al-Qâdir a bénéficié de ses rapports avec la France et avec les autres notables de la ville. Ceux-ci lui ont permis d'accroître son influence locale, mais aussi au niveau international puisque son geste a largement été popularisé en Europe. Pourtant, des perspectives nouvelles permettent de reconsidérer les événements dans lesquels Abd al-Qâdir s'impliqua pendant les événements et dans les mois qui suivent. Les archives ottomanes n'ont pas été utilisées jusqu'à aujourd'hui pour en faire l'analyse. Grâce à ce nouvel éclairage, les événements de 1860 apparaissent comme une période charnière, un tournant lors duquel l'autorité politique d'Abd al-Qâdir s'est étendue et consolidée grâce aux Ottomans. Pour comprendre ce phénomène, il faut se pencher sur la manière dont les Ottomans ont considéré l'implication d'Abd al-Qâdir dans les événements de 1860. Il faut aussi observer la manière dont Abd al-Qâdir lui-même

---

<sup>625</sup> Leila Tarazi Fawaz, *An Occasion for War, Civil Conflicts in Lebanon and Damascus in 1860*, Berkeley, University of California Press, 1994, p. 102.

présente les faits et expliquait son geste. La titulature qu'il employait, celle d'« Émir » est significative puisqu'elle le positionne en serviteur indéfectible de l'État. Enfin, il est important de se demander quels ont été les moyens pour Abd al-Qâdir d'agir dans les événements et la manière dont il s'est accommodé de la venue de Fuad Paşa, muni des pleins pouvoirs en Syrie ottomane. L'autorité d'Abd al-Qâdir sur les Maghrébins est un des éléments importants qui explique comment 1860 a constitué un tournant puisque le recours à ces troupes lui assurait les moyens d'être utile pour les Ottomans, mais aussi d'être craint et respecté.

### 8.1 Abd al-Qâdir en héros ottoman des événements de Damas

Des agents de l'État ottoman dépêchés pour enquêter sur les événements qui venaient d'avoir lieu à Damas avaient très vite eu vent de la « belle conduite » d'Abd al-Qâdir. Le 17 juillet, Abro Sahak Efendi<sup>626</sup> fit, depuis Beyrouth, le récit suivant au ministre de l'extérieur :

Les insurgés se répandirent ensuite dans toute la ville et y massacrèrent tout ce qu'il y avait de chrétien. On cite à cette occasion la belle conduite de l'Émir Abd el-Kader qui a sauvé plusieurs consuls ainsi que quelques familles chrétiennes en s'exposant lui-même à la fureur de la populace. Aux cris réitérés de ces furieux qui demandaient les chrétiens qui s'étaient réfugiés chez lui, il répondit par un refus énergique, en leur disant qu'ils ne les auraient qu'en passant sur son cadavre. La noble conduite de l'ancien chef des Bédouins a été suivie par un grand nombre de notables musulmans qui ont sauvé la vie à plusieurs de ces malheureux<sup>627</sup>.

---

<sup>626</sup> Selon Caesar Farah, Abro Efendi était chef du bureau de correspondance française de la Porte. Vue l'implication de la France dans la gestion de la crise, l'administrateur se trouva dans l'équipe de Fuad Paşa. C. Farah, *the Politics of Interventionism in Ottoman Lebanon, 1830-1861*, I.B. Tauris, 2000, p. 583. Kabulî Efendi, était alors chargé d'affaire au ministère des Affaires étrangères (*Hâriciye*).

<sup>627</sup> Sinan Kunalp, *Ottoman Diplomatic Documents on the « Eastern Question », Reforms and Foreign Intervention: Rumeli and Syria, 1859-1862*, the Isis Press, Istanbul, 2011, Abro Sahak Effendi à Cabouly Effendi, Beyrouth, le 17 juillet 1869, p. 99

Abro Sahak Efendi suivait Fuad Paşa et arriva quelques jours après lui en Syrie. Fuad Paşa était parti d'Istanbul le 14 juillet alors que les massacres étaient encore en cours puisqu'ils eurent lieu du 9 au 15 juillet. Les évènements de Damas étaient précédés de violence à caractère confessionnel qui s'était produit entre des chrétiens maronites et des Druzes. Fuad Paşa intervint en Syrie pour régler ces deux questions qui n'avaient pas les mêmes origines, mais qui, pour l'Europe était l'expression de la même barbarie musulmane face à laquelle Abd al-Qâdir aurait été une exception. À quelques jours du massacre de Damas, la version des faits d'Abro Sahak Efendi, un secrétaire ottoman de Fuad Paşa, concorde en de nombreux points avec le récit des consuls français et britanniques. Elle concorde aussi, le pathos en moins, avec les versions romantiques qu'en feront peu de temps après Baptistin Poujoulat, mais surtout Bellemare dont nous avons vu que l'aboutissement de la biographie était les évènements de Damas. Selon Abro Sahak Efendi, Abd al-Qâdir s'était investi, au péril de sa vie, pour protéger une population qui n'était pas en mesure de se défendre, répondant aux émeutiers par un « refus énergique, en leur disant qu'ils ne les (les chrétiens) auraient qu'en passant sur son cadavre ». Par cet acte de bravoure, Abd al-Qâdir était reconnu comme un héros. Il était qualifié cependant d'« ancien chef des Bédouins », une tournure peu élogieuse qui indique que le secrétaire ne connaissait pas beaucoup Abd al-Qâdir, et son nouveau statut qu'il avait en s'installant à Damas. En le désignant par le titre d'« Émir », Abro Sahak Efendi montrait qu'il était impliqué dans les relations avec la France au point d'en adopter les conceptions sur Abd al-Qâdir. La version qu'il donne des faits, si proches des versions françaises laisse croire qu'elle relèverait de contacts avec les autorités françaises à Beyrouth.

Quand la Sublime Porte eut vent de l'intervention d'Abd al-Qâdir, celui-ci avait déjà bien plus de prestige qu'un « ancien chef des Bédouins ». En fait, il avait toutes les qualités requises pour agir en héros travers ses origines nobles et sa carrière. La sémantique que l'on trouve dans les sources ottomanes quand il s'agit de l'intervention d'Abd al-Qâdir relève du registre de l'héroïsation. Abd al-Qâdir y est

décrit comme un justicier. Le terme, qui revient constamment, possède une forte valeur religieuse : Abd al-Qâdir est celui qui, à Damas, a « calmé le désordre » (*teskîn-i fitne*)<sup>628</sup>. Ce désordre peut se traduire par « rébellion » ou encore « sédition » et s'applique à l'encontre d'un ordre voulu par Dieu. Dans une lettre au Sultan, Abd al-Qâdir lui-même expliquait son geste comme une lutte contre le désordre, la rébellion, les « gens corrompus » (*ahl al-fasâd*)<sup>629</sup>. Ainsi, il y a entre la Sublime Porte et Abd al-Qâdir une concordance dans la formulation de ce qui s'était produit. Cette communauté de sens a pour base une religion commune.

Selon la terminologie utilisée à la Sublime Porte, Abd al-Qâdir apparaît également comme le serviteur de l'État puisqu'il a fait preuve d'« effort » (*gayret*), mais il faut souligner la dimension de « zèle » de ce terme. Est zélé qui, dans ce contexte, applique scrupuleusement les commandements de sa religion : Abd al-Qâdir s'est efforcé de défendre des populations de *zimmi*s, qui sont les protégés d'un État musulman donc de l'État ottoman. Quand il a fait son devoir, Abd al-Qâdir a donc servi son souverain, le Sultan Abdülmeçid. Encore une fois, c'est ce qu'Abd al-Qâdir soulignait lui-même dans sa lettre au Sultan : il n'avait fait que son devoir de croyant, un devoir obligatoire auquel le mérite revenait au chef de la communauté des croyants. De plus, contrairement à ce qu'Abro Sahak Efendi rapportait en terme de nombre de chrétiens sauvés : le 17 juillet 1860, il rapportait le sauvetage de « plusieurs familles chrétiennes » ; en septembre, les autorités ottomanes faisaient référence à « quelques milliers ». Il y a donc une prise en compte d'un phénomène important. Abd al-Qâdir a la dimension d'un héros pour avoir sauvé de la mort tous les chrétiens de la ville qui ont échappé au massacre» (*birkaç bin âdemi eyâdî-i*

<sup>628</sup> İ.MMS 20.864, 19 août 1860. D'autres documents reprennent les mêmes formulations : A.MKT.NZD 322.63, 26 août 1860 ; A.MKT.NZD 322.73, 27 août 1860 ; I. DH 462,30773 25 septembre 1860.

<sup>629</sup> İ.DH 462.30773, 6 septembre 1860. L'émir commence sa lettre au Sultan par le verset coranique souvent cité pour légitimer le pouvoir établi : « Ô croyants ! Obéissez à Dieu, obéissez au Messager et à ceux d'entre vous qui exerce l'autorité » (s. IV, v. 62).

*kateleden tahlîs eylemiş*)<sup>630</sup>. Ce sont les documents consulaires français qui évoquent souvent les chiffres les plus importants, jusqu'à 13 000 chrétiens sauvés du massacre<sup>631</sup>. Le consul de France Lanusse, qui a armé Abd al-Qâdir sans en avertir les plus hautes autorités de l'ambassade, avait intérêt à faire passer les actes du chef algérien pour les plus héroïques. Ses estimations ont, quelques mois plus tard, pu influencer la perception des autorités ottomanes qui devraient honorer un héros avec le plus de retentissement possible.

À la fin du mois d'août 1860, Fuad Paşa ajoutait, dans ses messages à la Sublime Porte, une dimension de plus au rôle d'Abd al-Qâdir. Cet ajout traduit les objectifs qu'ils avaient alors qu'il venait rétablir l'ordre à Damas et dans sa région. Dans sa première mention relativement tardive au sujet de l'intervention d'Abd al-Qâdir (le 24 août 1860), le Haut-commissaire ottoman n'en est pas moins éloquent quant aux « précieuses qualités de foi et d'humanité dont Sa Seigneurie (*siyâdetlü*, au sens de chérif) Abd al-Qâdir Efendi demeurant à Damas s'est évertué sans commune mesure selon l'opinion partagée à sauver la vie de nombreux chrétiens pendant les événements de Damas »<sup>632</sup>. Fuad Paşa mettait l'emphase, contrairement à la rhétorique classique de la répression et de la fitna, sur la foi et l'humanité (*diyânet ve insâniyet*) envers les chrétiens (*ahâli-i Iseviye*), thème qui serait plus en adéquation le caractère égalisateur des Tanzimat. Fuad Paşa justifiait sa mission justicière à Damas en donnant à l'État ottoman, l'aspect d'un État de droit. Ce caractère n'était pas selon

<sup>630</sup> İ.MMS 20.864, 19 août 1860.

<sup>631</sup> Voir CADN, Damas 12, 17 juillet 1860 (11000), Damas 12, 28 juillet 1860 (13 000). Le consul anglais fait d'abord mention de centaines de chrétiens. FO 78.1520 (17 juillet 1860). Quelques jours plus tard, il fait aussi état de milliers de chrétiens sauvés par l'Émir. FO 78.1520, 24 juillet 1860.

<sup>632</sup> A.MKT.UM 425.27, 24 août 1860. *Şâm'da bulunan siyâdetlü Abdülkâdir Efendi hazretleri gencîne-i fitrat-ı zâtîyesinde merkûz olan cevher-i kıymetdâr diyânet ve insâniyet iktizâsınca Şâm hâdisesinde ahâli-i Iseviye'nin muhâfazasına fevketü'l-gâye çalışub çabalamış ve pek çok cân kurtarmış oldığı cümle-i indinde muhakkak olduğundan buraya vüsûl-i acizânemde işbu eser hamiyet ve himmet meşhûdesi üzerine.* Ahmed Cevdet relève un passage de son discours qui ressemble fort à celui évoquant le geste de l'Émir « *Şâm'da diyânet ve insâniyetin hilâfına olarak zuhûr etmiş olan vak'a üzerine...*Cevdet Paşa, *Tezâkir-i Cevdet*, Tezkire 16, p. 110.

les réformateurs ottomans, en contradictions avec la loi religieuse. Au contraire, ils percevaient les réformes comme un moyen de retourner à, de « re-former » un ordre parfait sur un modèle islamique parfait<sup>633</sup>. La mission de Fuad Paşa à Damas était l'opportunité pour les Ottomans d'appliquer les réformes dans une ville sur laquelle le contrôle était difficile, étant donné que la plus grande partie du pouvoir relevait des grandes familles de notables. L'implication de ces familles dans les massacres permit aux Ottomans d'intervenir par une politique répressive qui, en définitive, permettrait à l'État d'avoir plus d'importance vis-à-vis de Damas et de sa région. Dans ces perspectives, Fuad Paşa utilisa le geste d'Abd al-Qâdir. Quand il arriva à Damas à la fin du mois de juillet 1860, Fuad Paşa réclama de rencontrer Abd al-Qâdir. Ce dernier fut le seul notable avec qui le Haut commissaire daigna s'entretenir<sup>634</sup>. Le nouvel ordre médiatisé par la justice de l'État avait besoin de figure positive, de héros autant que de coupables. Le 29 juillet, Fuad Paşa convoqua une grande assemblée. Il reprocha vertement aux notables d'avoir laissé la populace commettre autant d'atrocités. Selon Caesar Farah, Fuad Paşa citait le Coran et les hadiths qui enjoignaient à la protection des *zimmi*s, loua Abd al-Qâdir pour ses actes héroïques en appliquant les principes fondamentaux de l'islam et fit prononcer 200 sermons dans toute la Syrie à propos de l'engagement des grandes figures historiques de l'islam en faveur de la protection des non-musulmans. Il exigeait aussi que chaque membre de l'assemblée lui délivrât une liste de coupables<sup>635</sup>. Il réservait, pour beaucoup des grandes familles de Damas, un triste sort, déportant les uns, faisant pendre les autres. Les autorités militaires locales compromises dans les événements étaient fusillées de manière expéditive. Le *vali* Ahmed Paşa, accusé d'incompétence, voire de

---

<sup>633</sup> Butrus Abu-Manneh, "The Islamic Roots of the Gülhane Rescript". *Die Welt des Islams*, 34 (2), 1994, p. 173-203.

<sup>634</sup> CADN Damas 10, 1<sup>er</sup> août 1860 : Abd al-Qâdir est le seul notable avec lequel le Pacha a demandé une audience.

<sup>635</sup> Caesar Farah, *Ottoman Lebanon*, p. 611. Ces informations sont tirées du Times au 23 août 1860. La version des faits de l'historien et administrateur ottoman Cevdet Paşa. Celui-ci ne mentionne pas le geste d'Abd al-Qâdir bien qu'il cite des passages d'un discours prononcé devant l'armée et la « population musulmane » (*ehl-i Islam*). Cevdet Paşa, *Tezâkir-i Cevdet*, Tezkire 16, p. 110-111.

malveillance envers les chrétiens au moment des violences, subit un procès et fusillé quelques mois après les faits (malgré ses liens d'amitié avec Fuad...) <sup>636</sup>. L'opération de Fuad Paşa consista donc à établir un ordre nouveau à Damas dans lequel il séparait le bon grain de l'ivraie, en faisant s'élever les uns et en rabaisant d'autre. Fuad Paşa contribua donc à populariser encore plus Abd al-Qâdir dont l'entrée dans la ville en 1855 avait déjà montré sa notoriété.

L'historiographie française soulignait l'existence de mauvais rapports entre Abd al-Qâdir et Fuad Paşa, qui arriva à Damas après les événements avec les pleins pouvoirs pour rétablir l'ordre. Abd-al-Qâdir, perçu comme la nouvelle autorité en chef à Damas, ne pouvait pas s'entendre avec un rival qui entendait le soumettre. Pourtant, ces perspectives ne relèvent jamais que Fuad Paşa connaissait bien Abd al-Qâdir. Il s'était occupé du dossier quand Abd al-Qâdir tenta de se rapprocher des Ottomans. C'est Fuad Paşa lui-même qui transmet la lettre d'allégeance qui transita par Londres en 1842. Le Pacha s'était aussi occupé du transfert d'Abd al-Qâdir à Bursa en 1852. Il savait donc de quoi était faite la sphère de pouvoir d'Abd al-Qâdir, notamment à travers le rapport de ce dernier avec les Français. Depuis Damas, Fuad Paşa surveillait de près la manière dont les ambassades européennes percevaient l'intervention d'Abd al-Qâdir en faveur des chrétiens <sup>637</sup>. Dans un autre document, nous pouvons voir que le Pacha avait tout à fait réalisé le potentiel bénéfique qu'une célèbre figure musulmane venait d'acquérir, car l'action de cette dernière était

---

<sup>636</sup> Au 20 août 1860, Abro Sahak Efendi rapportait que « le procès de l'ex gouverneur Ahmed Agha et des autres officiers se poursuit par devant le conseil de guerre dont les sentences recevront leurs exécutions dès qu'elles auront été prononcées ». Kunalalp, op. cit., p. 152. Ahmed Paşa avait pourtant une brillante carrière jusqu'en juillet 1860. Süreyya ne dit rien de son exécution. « Ahmed Paşa (*nazır*) », *SOY*, p. 217 : est un des premiers à entrer dans le Mekteb-i Harbiye (1848). Se bat en Crimée. est nommée müşir-i Arabistan juste avant de devenir (aussi ?) Vali. Il se rend à Istanbul après les événements et revient. Il y est « tué » (ne parle pas d'exécution). Voir aussi Farah, *Ottoman Lebanon*, p. 613 qui rappelle qu'Ahmed Paşa avait été un ami personnel de Fuad Paşa.

<sup>637</sup> Ahmed Cevdet relève le passage du discours de Fuad à son arrivée à Damas. Celui-ci commence par évoquer les troubles sous le terme de *fitne* (*fitne*). *Buraların ahâlisi Pâdişâhımızın rizâsının hilâfına olarak bir fitne çıkarıp cidâl ü kitâle sebep olmuş ...* Cevdet Paşa, *Tezâkir-i Cevdet*, Tezkire 16, p. 110-111.

largement relayée par la presse en Europe<sup>638</sup>. Fuad Paşa utilisa spécialement l'intervention d'Abd al-Qâdir pour justifier sa mission à Damas. Pour cela, il fallait faire d'Abd al-Qâdir une sorte de lieutenant qui avait agi avant lui. Fuad Paşa intervint auprès de lui de manière favorable pour freiner les actions des Français. Il contribua donc à lui donner un statut à part, dont son entretien exclusif avec Abd al-Qâdir quand il arriva à Damas, est le signe. Ainsi, Fuad Paşa faisait du sauvetage des chrétiens d'Abd al-Qâdir l'expression des grandes réformes que l'État ottoman se donnait pour objectif.

Récompenser Abd al-Qâdir devint une question de légitimité pour les Ottomans. Fuad Paşa dut faire le nécessaire pour médailler Abd al-Qâdir selon son geste, mais aussi en fonction de ce que sa notoriété internationale représentait. À partir de 1860, Abd al-Qâdir reçut les plus prestigieuses médailles délivrées par de nombreux États européens. Il recevait également la plus haute distinction de l'État ottoman, la médaille Mecidiye de 1<sup>ère</sup> classe<sup>639</sup>. Aucun auteur, sinon Ramazan Muslu, n'ont apporté des précisions sur les récompenses par la Sublime Porte<sup>640</sup>. Systématiquement, cela apparaît comme un détail, une pièce de plus à son trophée et non la plus prestigieuse. Pourtant, si le consul de France donnait autant d'importance à la manière dont le Sultan récompensait Abd al-Qâdir, c'est qu'il y voyait le signe d'un rapprochement politique. Les photos où l'on voit Abd al-Qâdir décoré du Grand-croix d'honneur sont populaires. Il est possible que beaucoup aient oublié que cette médaille a été délivrée par la France quelques semaines après les événements de juillet 1860. Cette médaille a pu servir toutes les justifications sur le fait qu'Abd al-Qâdir s'est rapproché de la France par ce geste en faveur des chrétiens<sup>641</sup>, mais aussi

<sup>638</sup> İ.MMS 20.864, 19 août 1860.

<sup>639</sup> CADN, Damas 10, 3 septembre 1860.

<sup>640</sup> Muslu, *Emir Abdülkâdir*, p. 84-85. L'auteur fait la liste des cadeaux et médailles offerts à l'Émir, une énumération que l'on retrouve dans les biographies.

<sup>641</sup> Albert Hourani, « Ottoman Reforms and the Politics of Notables », dans W. R. Polk et R. L. Chambers, eds., *Beginning of Modernization in the Middle East : the 19th Century*, Chicago,

qu'à la suite de cet évènement, Abd al-Qâdir était le champion potentiel d'un pouvoir local au service de Français, ce qu'on se plaisait à croire en France, à travers la photographie d'un illustre musulman auréolé de prestige impérial napoléonien. C'est l'origine de la formation d'une icône que les Français cherchèrent à isoler de son contexte local. Cette perspective ne met pas en valeur l'importance de la politique de rétribution et de fidélisation de la Sublime Porte dans laquelle était entré Abd al-Qâdir après juillet 1860.

Edhem Eldem fait le lien entre le régime des récompenses de l'État ottoman et une tentative d'ottomanisation pendant les Tanzimat,<sup>642</sup>. Il faut rappeler qu'en 1860, les décorations n'étaient pas nouvelles dans l'Empire ottoman. Selon Edhem Eldem, elles sont plus le fruit d'une imitation que d'une tradition ancienne. Elles servirent d'ailleurs à honorer le service d'étrangers dans le domaine militaire. Bien des Anglais furent ainsi récompensés pour leur soutien contre la France en Égypte contre Napoléon Ier. En ce sens, les médailles manifestent un attachement à l'État souverain. Un État faisant partie du concert des nations européennes, soucieuses d'étiquette et de marquer par un signe (c'est bien la traduction du mot *nişan* pour médaille) les hommes (et plus tard les femmes) qui l'ont servi. Être sacré « Grand croix d'honneur » ne fut pas une exception faite à un musulman des plus illustres... Le Sultan Abdülmeçid l'avait reçu lui-même au sortir de la guerre de Crimée. Son discours à l'ambassadeur Thouvenel montre qu'il ne tirait pas moins de fierté qu'Abd al-Qâdir d'obtenir cette distinction. Cette « première décoration étrangère » qu'il recevait était le signe manifeste que son empire était bien « membre de la grande famille de l'Europe, qui prouvera à l'univers entier qui mérite une place importante dans le concert des nations civilisées ». Prononcé en pleine guerre de Crimée, cet

---

University of Chicago Press, 1968, p. 67. L'auteur évoque « la noblesse musulmane » de l'émir en y ajoutant cependant « le désir de gagner les faveurs du gouvernement de Napoléon III, à travers lequel ses propres plans politiques pouvaient être accomplis ».

<sup>642</sup> *Ibid.*, p. 9. Voir aussi Edhem Eldem, « Décorations », *DEO*, p. 334-335.

honneur par la France avait valeur diplomatique. La remise de cette décoration précédait d'un mois la déclaration du Hatt-ı Hümayun (18 février), le rescrit impérial qui confirmait une tendance manifestée par le Hatt-ı Şerif de 1839<sup>643</sup>. Ce dernier rétribuait d'ailleurs de grandes figures françaises avec ses plus illustres récompenses.

De plus, en ce qui concerne l'apparition d'Abd al-Qâdir sur les photos des frères Abdullah ou d'Étienne Carjat en burnous blanc décoré de nombreuses médailles, ce genre de photographie appartient à un genre classique à l'époque.



Figure 8.2 – Médaille Osmaniye de 1re classe (or et diamant)<sup>644</sup>

Les médailles exprimaient toujours la gratitude des différents États ottomans et européens en 1865. Toutefois sur ces photographies c'est surtout la médaille créée à cette époque qui était mise en valeur. Des personnalités variées, ottomanes ou non, musulmanes ou non, se faisaient photographier en arborant la médaille *osmaniye*.

<sup>643</sup> Edhem Eldem, *Pride and Privileges. A History of Ottoman Orders, Medals and Decorations*, Ottoman Bank archives and research center, 2004. p. 161.

<sup>644</sup> *Ibid.* p. 230.



Figure 8.3 – Abd al-Qâdir médaillé,  
par Étienne Carjat (1865)



Figure 8.4 – L'ambassadeur de France  
De Moustier et la médaille osmaniye,  
par les frères Abdullah (1865)<sup>645</sup>

De Moustier, l'ambassadeur de France lors du passage de l'Émir en 1865, reçut la même distinction<sup>646</sup>. Sa dimension héroïque n'apparaissait que par la multitude des médailles accrochées à sa poitrine et dont la configuration, dans la capitale ottomane, était cohérente.

<sup>645</sup> Öztuncay, *Hanedan*, p. 187

<sup>646</sup> İ.HR 213.12335 (20 avril 1865). Voir l'annexe L.



Figure 8.5 – Sultan Abdülaziz et la même médaille, par les frères Abdullah (1865)



Figure 8.6 – Le Patriarche grec Sophronios III, par les frères Abdullah (1865)<sup>647</sup>

Abd al-Qâdir est un héros ottoman des événements de 1860. Sa notoriété s'est amplifiée auprès de la Sublime Porte à travers un phénomène externe et un autre plus interne à la politique de l'Empire. Avant tout, son geste salvateur a été connu très tôt des autorités ottomanes et si ce geste a pu être minimisé, il était considéré comme un acte héroïque. D'un côté, Fuad Paşa, doté des pleins pouvoirs pour rétablir l'ordre à Damas, s'est servi de l'intervention d'Abd al-Qâdir pour en faire l'exemple d'une conduite juste. Fuad Paşa a défait l'autorité de nombreux notables compromis dans les massacres en mettant Abd al-Qâdir sur un piédestal. Ainsi, grâce à une puissante autorité ottomane venue pour appliquer le programme des Tanzimat à la lettre, c'est-à-dire détruire les privilèges des notables, Abd al-Qâdir a bénéficié d'un surcroît de prestige. Il en a bénéficié au moment même où beaucoup d'autres notables étaient éliminés ou diminués. De l'autre côté, la renommée d'Abd al-Qâdir a forcé les Ottomans à adopter leur politique de rétribution sur l'Europe, notamment de la France.

<sup>647</sup> Öztuncay, *Hanedan*, La photographie du Sultan est p. 194. Celle du Patriarche est la photo 396.

Puisqu'Abd al-Qâdir est devenu un héros en Occident, à travers son geste, les Ottomans ont redoublé d'efforts pour le récompenser. Ce dernier a donc bénéficié des plus hautes considérations de la Sublime Porte, non seulement parce que son geste répondait à l'idéal des Tanzimat, mais bien parce que ce geste pouvait être récupéré par les Européens, Français en tête, pour agir en Syrie ottomane.

## 8.2 Les débuts de l'« émiration » d'Abd al-Qâdir

À sa mort en 1883, Abd al-Qâdir était remémoré au palais d'Abdülhamid II comme le « sauveur des chrétiens de 1860 »<sup>648</sup>. Au même moment, les membres masculins de sa descendance se mirent tous à porter le titre d'« émir »<sup>649</sup>. Ils étaient désignés par ce titre parce que leur père en était honoré à titre posthume<sup>650</sup>... On pourrait croire que l'utilisation de ce titre était le produit de l'influence européenne, qui partageait une histoire commune avec les Ottomans au sujet d'Abd al-Qâdir. Les Français et les Anglais ne cessèrent de désigner Abd al-Qâdir par « émir » toute sa vie. Or, à de très rares exceptions près, Abd al-Qâdir n'était pas nommé, de son vivant, par ce titre par les Ottomans. Ce n'est donc qu'à sa mort, donc à partir 1883, qu'il fut consacré « Émir », dans le cadre d'une logique qui dépasse le cadre de nos recherches. Que les Ottomans n'aient pas souhaité lui concéder ce titre ne veut pas dire qu'Abd al-Qâdir ne se soit pas autoproclamé de la sorte auprès d'eux. C'est bien le cas à partir des événements de 1860 et c'est donc pour cela que retracer cette utilisation par les Ottomans ne peut se faire qu'en ayant conscience de celle que fit Abd al-Qâdir de ce titre une vingtaine d'années plus tôt, dans un contexte politique précis. Jusqu'à aujourd'hui, si l'utilisation de ce titre par Abd al-Qâdir lui-même est bornée, selon

<sup>648</sup> Y. PRK.AZJ 7.73. Le document semble être le premier message annonçant la mort d'Abd al-Qâdir survenu à la fin du mois de mai 1883.

<sup>649</sup> Voir le tableau généalogique de L. Schilcher, annexe A.

<sup>650</sup> Pour les premières désignations par le titre en question voir, par exemple, en İ.DH 710.72289, Y.E.E 11.23 dans *Osmanlı Belgelerinde*, p. 390-391.

des spécialistes, à la période de la guerre en Algérie<sup>651</sup> est bien la preuve que les archives ottomanes apportent de nouvelles données sur la carrière d'un personnage célèbre. Son « émirisation » par lui-même, qui sera plus tard le fait des Ottomans, a un rapport avec les événements de Damas. Ce phénomène est une des expressions de la consolidation de son pouvoir à travers un lien plus étroit avec le centre du pouvoir ottoman après juillet 1860.

Pendant la guerre en Algérie, nous avons vu (chapitre II) qu'Abd al-Qâdir utilisait le titre d'« Émir » essentiellement auprès des Puissances européennes. Ce titre était en lien avec la fonction de calife (*Émir al-Muminîn*, ou Commandeur des croyants), ce qui lui donnait la position centrale dans la guerre : celui d'un chef défendant une terre musulmane et protégeant ses sujets. Comme nous l'avons vu, Abd al-Qâdir n'utilisait pas ce titre avec tous ses interlocuteurs dans la diplomatie : par exemple, quand il avait affaire avec le Sultan du Maroc ni avec celui des Ottomans. Dans ces cas, il se présentait au contraire comme un sujet, comme un serviteur. Toutefois, après sa détention en France et son installation définitive dans les territoires ottomans, sa manière de se présenter aux Ottomans évoluait. Une lecture attentive de la signature d'Abd al-Qâdir dans ses échanges avec les autorités ottomanes nous invite à faire deux remarques : tout d'abord, Abd al-Qâdir commence à insérer le titre d'« Émir » à partir de 1860. Deuxièmement, cette utilisation correspond au moment où la correspondance d'Abd al-Qâdir vers la Sublime Porte est plus directe et plus fréquente.

Dans ses lettres aux Ottomans, alors qu'il était à Bursa, Abd al-Qâdir ne faisait pas référence à son rôle dans la guerre par une marque quelconque. Nous avons vu que c'est plutôt le moment lors duquel il commençait à faire valoir aux Ottomans son

---

<sup>651</sup> Éric Geoffroy, *Un spirituel*, p. 7. « Quant au titre « émir » il ne l'utilise plus à partir de sa période de captivité (décembre 1847) ». Les auteurs de l'ouvrage n'utilisent plus ce titre passée cette date.

ascendance chérifienne (en signant notamment par *al-Hassanî*). Pourtant, si lui ne se présentait pas directement en Émir, son traducteur le fit pour lui à Bursa. En 1854, Abd al-Qâdir réhabilitait indirectement l'utilisation du titre d'Émir dans ses lettres. Dans l'une d'elles, l'inscription « Amîr Abd al-Qâdir » était l'initiative de son traducteur, mais l'apposition de son sceau montre toute la caution qu'Abd al-Qâdir apportait à cette titulature<sup>652</sup>. Quand Abd al-Qâdir frappait à la porte de l'État en chérif, les descendants du Dey qui, servaient en tant que traducteurs, rappelaient aux Ottomans qu'ils avaient affaire à un héros de la guerre sainte. Le but de cette manœuvre épistolaire était décupler un effet charismatique. Rappelons-nous qu'en 1854, les Français commençaient à se lasser des demandes d'Abd al-Qâdir et celui-ci, qui passait beaucoup par l'intermédiaire de l'ambassade de France. Il se mit alors à demander directement les faveurs de la Sublime Porte. Cette autoproclamation, même si elle n'était pas le fait de sa propre initiative, servait le rapprochement qu'Abd al-Qâdir désirait faire avec les Ottomans.

Tableau 8.1 – Évolution de la signature d'Abd al-Qâdir de lettres destinées aux Ottomans

Année / Auto-désignation	1853	1854	1855	1859	1860	1861	1862	1863	1864	1865	Total
Nom + Patronyme (seul)	1	1	1			1					4
Références chérifiennes			2	1	4		5	1	1	3	17
« Émir »		1			4		4	1	1	1	12

<sup>652</sup> Ī.MMS 3.109, 20 décembre 1854.

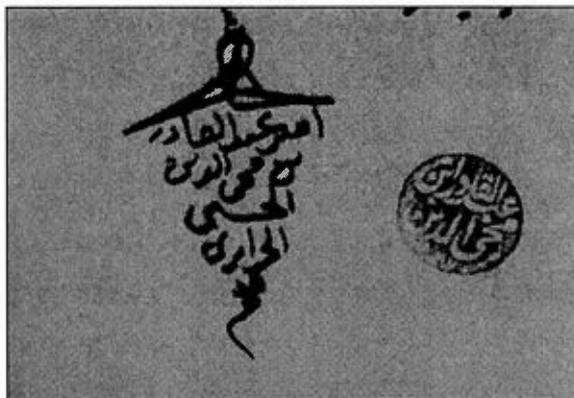


Figure 8.7 – Un exemple de signature après 1860<sup>653</sup>

Néanmoins, ce n'est que cinq années plus tard qu'Abd al-Qâdir lui-même prit l'initiative de signer par « Émir ». Le recours à cette position, qui rappelait son autorité dans la guerre sainte en Algérie, était comme le couronnement de son prestige. Il recourait à cette distinction tout juste après les événements de 1860, alors que sa renommée était devenue internationale. Abd al-Qâdir avait plus de latitude pour souligner son importance à la Sublime Porte. Rien que par sa signature, n'importe quel fonctionnaire constatait qu'il avait affaire à un chérif, mais aussi à un héros. Même s'il ne recourait pas à toute cette panoplie dans tous ses échanges avec la Sublime Porte, il faut croire qu'il avait recours à ces effets charismatiques quand la communication le nécessitait : une demande de subvention pour sa famille en est un bon exemple en 1862<sup>654</sup>. Une année plus tard, alors qu'il était à la Mecque pour effectuer le Pèlerinage, il se dénommait par un titre analogue à celui d'émir : le « serviteur de la guerre sainte » (*Khâdim al-jihâd*)<sup>655</sup>. Cette variante montre que l'utilisation d'émir avait bien cette dimension de rappel de son rôle dans la guerre en Algérie. Dans sa lettre, il faisait essentiellement appel à la Sublime Porte pour subvenir aux besoins de sa famille pendant son absence et réclamer les faveurs de

<sup>653</sup> « Amîr Abd al-Qâdir Bin Muhyiddîn al Hasanî al Jazâ'irî », I.DH 528.36491 (1862).

<sup>654</sup> I.MVL 468.21237.

<sup>655</sup> A.MKT.MHM 272.61.

l'État envers un de ses proches amis qui avait manifesté du zèle lors des événements de Damas en 1860. Le prestige n'était donc pas le seul résultat : une fois devenu notable, Abd al-Qâdir peaufinait son image de héros pour obtenir des Ottomans la satisfaction rapide et systématique à ses demandes qui devenaient plus directes et nombreuses après 1860.

Les Ottomans ne montrèrent pas qu'ils étaient influencés par la manière dont Abd al-Qâdir se désignait lui-même. Pendant les Tanzimat, le titre d'émir représentait tout ce qu'un État centralisateur entendait combattre : le partage du pouvoir avec une entité jouissant d'autonomie. Pourtant, cela n'est pas un hasard si c'est après les événements de 1860 que l'on voit les Ottomans apporter un certain crédit à l'opération de charme (n'oublions pas le lien de ce mot avec le terme « charisme » !) lancé par Abd al-Qâdir auprès de la Sublime Porte. En 1862, alors qu'Abd al-Qâdir insistait dans ses signatures sur son titre de chef, Kabulî Paşa, alors *vali* de Damas, désignait Abd al-Qâdir par le titre sur lequel il insistait pour se nommer. L'emploi systématique de son titre avait presque forcé Kabulî Paşa à le désigner par « le susdit Cheikh d'entre les renommés Émir des Arabes et de la gent bénie et savante »<sup>656</sup>. Toutefois, c'était là une exception. Celle-ci indiquerait, cependant, que les Ottomans n'utilisaient pas *consciemment* le terme d'« émir », car cela serait revenu à concéder un pouvoir autonome à Abd al-Qâdir et cela, ils lui refusaient. En cela, la question du titre d'émir est un exemple de l'application des Tanzimat dans les provinces arabes de l'Empire. Alors que le règne du Sultan Abdülhamid II ferait de toute la famille d'Abd al-Qâdir des émirs, les réformateurs des Tanzimat ne concédaient pas cette reconnaissance au principal intéressé qui s'était approprié ce titre et le revendiquait à partir de 1860.

---

<sup>656</sup> İ.MVL 468.21237, 14 juillet 1862, *Seyh-i musarun ileyh mesahir-i ümerâ-yı Arab'dan ve Ashâb-ı Fazl ve malûmatdan olub.*

À partir de 1860, Abd al-Qâdir se présentait aux Ottomans comme un « émir ». L'utilisation de ce titre dans sa signature devint systématique au même moment où l'on observe une intensification d'échanges directs avec la Sublime Porte. Les événements de 1860 permirent à Abd al-Qâdir d'avoir des contacts plus étroits avec les Ottomans, de demander davantage ; et en même temps de faire apparaître une nouvelle marque de prestige en s'autoproclamant : « Émir ». Son acte de bravoure en protégeant les chrétiens lui permit de rappeler aux Ottomans le rôle militaire qu'il joua dans la province d'Algérie. Il est possible que, dans un moment où l'intervention de la France était tellement menaçante en 1860 vue les attaches qu'Abd al-Qâdir gradait avec cette puissance, il mettait en surbrillance le fait qu'il avait été un implacable adversaire des Français. Toujours est-il que l'utilisation du terme d'émir, pour désigner Abd al-Qâdir, prit du temps. Même s'il y a dès 1862, la preuve que l'autoproclamation d'Abd al-Qâdir correspondait à un surcroît d'importance dans l'Empire ottoman, caractériser la famille et les descendants par cette épithète devait attendre la fin des Tanzimat. C'est le règne d'Abdülhamid qui consacra la vraie « émirisation » d'Abd al-Qâdir. Toutefois c'est en 1860 qu'il faut en rechercher l'origine.

### 8.3 L'État ottoman face aux « Maghrébins »

En septembre 1862, le consulat de France de Damas avertissait l'ambassade à Istanbul qu'une rumeur circulait au sujet de rapports dangereux entre Abd al-Qâdir et un Britannique nommé O'Reilly. Sous le nom de Hasan Bey, ce dernier était engagé par les Ottomans pour former des gendarmes locaux, suite aux événements de 1860. Pourtant, il était accusé de comploter avec Abd al-Qâdir pour chasser, à l'aide d'« Algériens », les Ottomans de la Syrie. Selon la rumeur, Abd al-Qâdir aurait pris le

rôle d'un roi de Syrie ou d'un gouverneur<sup>657</sup>. Même si cette rumeur était plus tard démentie par le consulat de France<sup>658</sup>, O'Reilly avait bien été rappelé à Istanbul. Cela suggère qu'une menace, réelle ou seulement potentielle, entraînait les Ottomans à agir. Abd al-Qâdir était donc considéré comme dangereux parcequ'il pouvait se doter d'une force de frappe. Ceux qui avaient épaulé Abd al-Qâdir et contribué à son opération de sauvetage si célèbre en faveur des chrétiens en 1860 étaient perçus, deux ans plus tard, comme étant peu fiables et dangereux. En fait, ce phénomène n'était pas atypique si l'on remet en question le prisme de l'historiographie française sur l'intervention des « Algériens » auprès d'Abd al-Qâdir. En fait, si Abd al-Qâdir avait bien de l'autorité sur des forces maghrébines, les Ottomans en avaient fait leur profit pour rétablir l'ordre à Damas. Abd al-Qâdir a ainsi obtenu plus de pouvoir en prenant la dimension d'une autorité militaire et il est parvenu à manœuvrer pour conserver cette position de chef d'une faction armée.

L'intervention des Algériens auprès d'Abd al-Qâdir en 1860 avait été célébrée par la France. Tout comme pour l'action d'Abd al-Qâdir, elle était le signe du ralliement indigène au « patriotisme français ». Cette force armée était considérée comme incontournable pour exécuter les plans d'un royaume arabe d'Orient. Les Zouaves avaient bien fait leur preuve en Crimée, ils pouvaient bien appuyer la France en Syrie. Loués pour leur courage et leur fougue au combat, on se souvient de l'extrait de Bellemare dans lequel Abd al-Qâdir en appelait à ses « Moghrébins (sic) » pour faire reculer les émeutiers. L'expression est d'ailleurs troublante, car elle fait référence à cette armée irrégulière en Syrie, caractérisée par ses troupes faites de populations maghrébines. Paul Azan reprenait d'ailleurs ce terme, et l'utilisait systématiquement dans son passage sur l'intervention d'Abd al-Qâdir en 1860<sup>659</sup>.

---

<sup>657</sup> CADN, Damas 22, 25 septembre 1862.

<sup>658</sup> CADN, Damas, 66, 16 octobre 1862.

<sup>659</sup> Azan, *Fanatisme*, p. 270-273

Nous avons vu que, rapidement après s'être installé en Syrie, nombre d'émigrés qui avaient suivi Ahmed Ben Sâlem avaient rejoint les rangs des *Maghârîba*, de l'armée des maghrébins. Cette armée basée sur un recrutement à caractère ethnique avait facilité leur intégration dans la province et même produite des figures d'autorité comme Ali Ben Amara qui était devenu capitaine de cavalerie, quelques mois après son arrivée. D'autres figures issues des émigrés sont identifiables dans leur participation au sauvetage des chrétiens en 1860, ce qui suggère que l'utilisation par Bellemare de « Moghrébins » n'était pas fortuite. La cavalerie des Maghariba appuya Abd al-Qâdir dans son intervention, ce qui donne à son autorité une dimension militaire. Chérif Ben Sâlem est une des figures identifiées pour avoir joué un rôle dans les Maghariba en 1860<sup>660</sup>. Si l'on se souvient, ce fils d'Ahmed Ben Sâlem avait suivi son père à Damas en 1847. Il avait, selon le consul britannique, « fait son éducation en France », ce qui inquiétait Wood, pour le rôle d'intermédiaire qu'il pouvait jouer dans l'établissement d'une hypothétique colonie française en Syrie. Il aurait cherché, selon Bruno Étienne à retourner en France après les événements de 1860. Toutefois, il fut actif pour sauver les chrétiens, dont le consul de France, qu'il escorta à Beyrouth. Le consul précisait en 1862 qu'il réclamait de l'argent à Abd al-Qâdir ce qui suggère que Chérif Aga était à son service<sup>661</sup>. Abd al-Qâdir avait repris du commandement, et même s'il était dans des habits de notables damascènes, il avait les allures d'un chef de faction dont le pouvoir se mesurait aux nombreux hommes qui répondaient de lui.

Pourtant les Ottomans tentèrent d'influencer les « Maghrébins » à travailler pour eux en mobilisant la loyauté de la famille de Ben Sâlem, dont Chérif Ben Sâlem que nous venons d'évoquer. En plein mois d'août 1860, une assemblée ministérielle statuait sur la division du salaire d'Ahmed Ben Sâlem. Si nous nous souvenons, celui-ci était

<sup>660</sup> AE, CPC Beyrouth 11 fol. 218, 24 juillet 1860.

<sup>661</sup> CADN, Damas 8, 24 juillet 1862.

mort entre 1857 et 1858, mais son salaire « à vie » avait été augmenté et prolongé, car sa famille était dans le besoin. Nous avons d'ailleurs suggéré que cela pouvait être Abd al-Qâdir qui avait intercédé pour solliciter l'attention de la Sublime Porte envers la famille Ben Sâlem. Cette fois, en août 1860, c'était non seulement la famille, mais aussi des membres influents de la communauté comme le cheikh Sadîq, qu'Ahmed Ben Sâlem avait présenté comme une illustre autorité religieuse à son arrivée à Damas en 1847<sup>662</sup>. Si l'organe qui se chargeait de mettre en œuvre les réformes Tanzimat, composé de ministres très au courant par la question des émigrés algériens, et par Abd al-Qâdir comme Halil Paşa (le vali de Bursa à l'arrivée de ce dernier), Mehmed Nûri (ambassadeur à Paris et à Londres quand Abd al-Qâdir faisait la guerre en Algérie), agissait sur une famille algérienne en pleines opérations de rétablissement de l'ordre à Damas, c'était bien pour tenter d'influer sur le cours des événements. Au même moment, d'ailleurs, la Sublime Porte prenait conscience de la renommée internationale d'Abd al-Qâdir. Sa position, avantageée par ses relations avec l'Europe, donnait à son pouvoir sur les éléments algériens des allures menaçantes.

Pourtant, malgré l'héroïsation des Algériens au service d'Abd al-Qâdir dans l'historiographie coloniale, les conceptions des autorités françaises étaient négatives envers cette population jugée hostile. Peu avant l'explosion de violence l'ambassadeur de France n'était pas du tout partant pour laisser le consul de France à Damas armer les fameux Algériens d'Abd al-Qâdir. Le 11 juillet 1860, alors que les massacres avaient déjà commencé (sans que ce dernier ne soit au courant), l'ambassadeur De la Valette cédait la responsabilité à Lanusse : si ce dernier était dans l'obligation d'armer l'Émir et les Algériens, il devait considérer le fait que « les Algériens ont quitté l'Algérie motivés autant par haine pour la domination de la

---

<sup>662</sup> İ.MVL 435.19232, 24 août 1860.

France que pour leur dévotion à Abdelkader »<sup>663</sup>. Cette défiance, et l'absence de contrôle de la France sur des forces qui viendraient pourtant à la défense des chrétiens à Damas, est perceptible dans la version des faits de l'historien issu de l'émigration algérienne, Abu Yu'la, qui écrivait sur la participation des émigrés algériens (dont il était le descendant) au début du XX<sup>e</sup> siècle. Il évoquait la loyauté et l'obéissance pour Abd al-Qâdir sans évoquer de quelconques rapports avec la France<sup>664</sup>. Abd al-Qâdir n'avait certainement pas laissé apparaître le lien qui pouvait unir son pouvoir sur ses compatriotes dans un cadre militaire avec une puissance étrangère. Pourtant, il avait sollicité le consul Lanusse plusieurs semaines avant l'éclatement de violence à Damas. Il réclama de l'argent pour l'achat de 1000 fusils afin d'armer les hommes qu'il assurait pouvoir rassembler<sup>665</sup>. Deux mois plus tard, Lanusse devait rendre des comptes auprès du ministère des Affaires étrangères pour expliquer la raison pour laquelle il avait fait armer secrètement 1000 Algériens<sup>666</sup>. Ces armes faisaient des Algériens une force irrégulière prête à être utilisée autant par le consulat de France que par les Ottomans.

À son arrivée à Damas, fin juillet 1860, Fuad Paşa eut rapidement recours aux Maghrébins qui servaient Abd al-Qâdir. Au cours de l'entrevue de la fin du mois de juillet entre les deux hommes et l'utilisation peu de temps après de ces forces d'appoint par l'État central suggère que Fuad Paşa demanda cette aide militaire en priorité. Fuad Paşa commanda à Abd al-Qâdir 200 cavaliers et 200 fantassins pour

---

<sup>663</sup> CADN, Constantinople ambassade, C247 (Microfilm) : Ambassadeur au ministère écrit qu'il ne peut pas juger de la situation à Damas.

<sup>664</sup> L'historien relevait les noms des Algériens ayant participé aux événements dans lesquels pris part Abd al-Qâdir. Les Algériens et surtout les Zwawa, avaient aidé l'Émir à défendre les chrétiens arabes de Şam contre les musulmans « non arabes », Turcs et Kurdes (*al-muslimin ghayr al-'Arab : al Atrak wa al Akrad*), un peu à la manière d'al-Hasibi et du récit ultérieur de Mishâqa. Derrière tout cela, la *fitna* avait été le fruit de l'ingérence européenne mais aussi de l'incompétence ottomane. *Tarikh al-Zwâwa*, p. 21-23.

<sup>665</sup> CADN, Damas 12, 19 juin 1860.

<sup>666</sup> CADN, Damas 12, 26 août 1860.

opérer avec les troupes ottomanes pour inspirer confiance aux chrétiens<sup>667</sup>. Toutefois, il fallait financer cette aide. Sur cette question, les Français avaient leurs mots à dire, car l'armement d'une partie de ces troupes d'appoints l'avait été par le consul. Le nouveau consul réclamait de l'argent pour maintenir en place une milice algérienne qui veillerait à la protection des chrétiens. En octobre 1860, il se plaignait n'avoir à peine de quoi nourrir les miliciens<sup>668</sup>.

L'autorité et l'influence d'Abd al-Qâdir sur des effectifs militaires algériens se manifestèrent davantage à travers une opération de désarmement lancée par Fuad Paşa. Après s'être servi des forces d'Abd al-Qâdir, le Haut-commissaire entendait confisquer les armes des héros qui avaient combattu les émeutiers. C'était une question sur laquelle Abd al-Qâdir ne fut pas prêt de céder. Le 29 novembre 1860, Wrench écrit au *Foreign Office* que les autorités ottomanes ont demandé à Abd al-Qâdir et aux Algériens de rendre les armes dans l'optique de pacifier la ville. Le consul écrit que l'Émir ne fit aucune opposition, mais qu'il était clairement contrarié et que l'affaire devait être réglée de concert avec le consul de France.<sup>669</sup> Pourtant, malgré les ordres de collecter les armes des « Maghrébins », rien n'y fit. Le consul de Hollande avait entendu dire qu'Abd al-Qâdir avait refusé de remettre au Pacha les armes des Algériens que celui-ci lui demandait. Il avait répondu que si c'était le cas, ils quitteraient la ville, et que, par consternation, les chrétiens feraient de même<sup>670</sup>. Il était en position de force pour refuser ce qu'un des plus hauts responsables de l'État ottoman lui réclamait.

---

<sup>667</sup> CADN, Damas 10, 1<sup>er</sup> aout 1860.

<sup>668</sup> CADN, Damas 13, 10 octobre 1860. Outrey au ministère des Affaires étrangères évoque la somme de 50800 piastres a été ajouté pour la maintenance d'une milice de 12 000 miliciens (? doit être 1200) qui ont défendus les chrétiens, argent distribué entre le 29 juill. et ce 10 oct. somme ne peut que les nourrir.

<sup>669</sup> FO 78.1520.

<sup>670</sup> Gross., *Ottoman Rule*, p. 40-45.

Fuad Paşa reçut même l'ordre de les y laisser au début de l'année 1861. Un document traitant de l'enquête concernant la collecte des armes est révélateur. En plus d'indiquer qu'ils pouvaient les garder en leur possession ce qui en faisait une exception (même si l'on sait que Fuad avait du mal à appliquer cette mesure, se contentant d'une interdiction dans les rues de Damas<sup>671</sup>), le document envoyé à Fuad désignait les hommes concernés par le terme de « Maghrébin » (*Magribli*)<sup>672</sup>. Ce parallèle allait faire long feu, car il arriva aussi à Kabulî Paşa, vali de Damas, à partir de 1862, de désigner Abd al-Qâdir non comme Algérien, mais bien comme Maghrébin<sup>673</sup>...

Malgré les tentatives de faire passer les réformes en accéléré dans les provinces, les Ottomans y avaient besoin toujours d'armées irrégulières, rivales entre elles, pour éviter la concentration des forces dans les mains d'une autorité puissante. Il y avait toujours cours, après 1860, ce que Dick Douwes appelle la « fragmentation de la violence ». La conscription était encore loin d'être une réalité même si Fuad Paşa avait réduit beaucoup de Damascènes à rentrer dans les rangs de l'armée ottomane, par punition. Selon Schilcher, un consul de France se moquait des forces militaires en Syrie, en 1862. Il tournait en ridicule l'état déplorable de troupes ottomanes de Damas, deux à trois mille hommes en haillons, disséminés sur toute la Syrie et qui ne pouvaient défendre « que leurs casernes ». Les vrais maîtres du pays restaient, selon le consul, les « Bachi Bouzouks », les « chefs bande »<sup>674</sup>, des mercenaires qui formaient tantôt des milices privées tantôt des groupes de bandits de grand chemin. C'était bien là décrire le genre de forces dont disposait Abd al-Qâdir, un notable

<sup>671</sup> C. Farah, *Ottoman Lebanon*, p. 664-665.

<sup>672</sup> HR.MKT 372.77, 7 avril 1861. *Şâm'da umûmen ahz-ı eslaha maddesi icrâ olundığı takdîrde Magriblerin dahi silahlarının alınması emr-i tabî'i olarak buna (?) diyecek (?) olacağı misellü hîn-i hâdise'de makân-ı makbûlesi görülenerek dahi bi't-tab' fevkü'l-âde vergüden olacıkları derkâr ol vechile beraber bunların eslaha-ı mevûdesinin kendi ellerinde biragılayarak*

<sup>673</sup> A.MKT.MHM 247.84, 26 novembre 1862.

<sup>674</sup> Linda S. Schilcher, *Families in Politics*, p. 52.

damascène qui sortait renforcé des événements de 1860. Ces événements lui permirent de rassembler ses troupes et ses rapports diplomatiques avec à la fois la France et les Ottomans lui donnèrent l'occasion de garder le contrôle sur des hommes armés.

Quand Abd al-Qâdir revint du Pèlerinage, en 1864, la cavalerie des Maghrébins s'était fait remarquer en allant l'escorter et en protégeant la caravane du Hajj. Cela eut pour effet d'éviter au gouvernement ottoman de souffrir des raids tribaux qui avaient souvent lieu à cette occasion<sup>675</sup>. La menace, même potentielle, de l'alliance entre Abd al-Qâdir et l'officier britannique (évoqué au début de ce chapitre) qui formait la nouvelle gendarmerie à Damas n'était peut-être pas si stupide que le consulat français suggérait, à la fin de l'année 1862. Les forces d'Abd al-Qâdir faisaient de lui un partenaire des Ottomans qui pouvait négocier davantage son espace d'autonomie et, au besoin, menacer de ne plus coopérer avec l'État ottoman.

Les Maghrébins ont joué un rôle clé dans le sauvetage entrepris par Abd al-Qâdir. L'historiographie coloniale française les avait transformés en une puissance docile qui obéissait, en fait à la France puisqu'Abd al-Qâdir avait agi par « patriotisme ». En fait, il s'agit bien plus d'une force armée que d'un groupe mobilisé dans l'urgence pour faire face à un péril. Bien sûr, nombre d'Algériens qui se joignirent à Abd al-Qâdir avaient probablement eu une expérience militaire, tout comme lui d'ailleurs. Néanmoins, l'action des forces maghrébines dans les opérations de sauvetage puis leur utilisation par Fuad Paşa comme auxiliaires, concernaient des hommes qui portaient les armes avant les événements de Damas. Le lien fort qui existait avec Abd al-Qâdir suggère que sa position de chef d'un groupe ethnique existait avant 1860, mais que ce trait se renforça. La collaboration avec Fuad Paşa puis le conflit qui

---

<sup>675</sup> « As for the pilgrimage of 1864, thanks to the presence of Abd al-Qâdir al-Jaza'iri, who made the pilgrimage with a sizable armed contingent of his own men, the government suffered no embarrassing raids ». Schilcher, *Hauran in Conflict*, p. 171.

éclata ensuite au sujet du désarmement traduit bien l'amplification du pouvoir d'Abd al-Qâdir au travers des événements. En quelque sorte, Fuad Paşa s'est servi d'une faction pour contrôler Damas et quand tout était pacifié il entreprit de priver les Maghrébins de leur force. L'échec de la tentative de Fuad Paşa qui résulte à la fois de la nécessité d'une force armée à Damas, mais aussi de l'ingérence de la France dans cette question, est une autre expression de la manière dont Abd al-Qâdir a bénéficié des événements de 1860 pour consolider son autorité sur la ville et sa région.

#### 8.4 Conclusion du chapitre

Le paradoxe des événements sanglants de Damas en 1860 est qu'ils ont renforcé le pouvoir d'Abd al-Qâdir. Il n'est pas seulement devenu un héros en Europe et même aux États-Unis, pour avoir sauvé du massacre de nombreux chrétiens : il est devenu un chevalier des Tanzimat. À travers sa politique de promotion et de fidélisation, la Sublime Porte a fait d'Abd al-Qâdir l'exemple de la conduite qu'un musulman devait avoir avec les chrétiens et contre la sédition. Ainsi, Fuad Paşa a mis Abd al-Qâdir sur un piédestal à Damas tout en éliminant les plus puissantes notabilités de la ville. Les médailles à lui remettre étaient, dans ce sens, une question de la plus haute importance. Celles-ci marquaient Abd al-Qâdir du sceau de l'État au même titre que la Légion d'honneur. La multiplication de récompenses offertes à Abd al-Qâdir renforce sa position intermédiaire, mais la part ottomane contribue paradoxalement à le rapprocher de la Sublime Porte. Après les événements de 1860, Abd al-Qâdir est en communication directe de manière plus fréquente, ses demandes sont précises.

1860 est le moment lors duquel Abd al-Qâdir s'autoproclame « Émir ». Ce titre qu'il emploie est tout à fait absent de la correspondance française alors que les Français continuaient de l'appeler comme tel. À travers cette fonction, qui rappelle sa position de leader dans la guerre en Algérie, il faut voir un momentum. Abd al-Qâdir estimait

qu'il pouvait manifester son importance auprès des Ottomans. Ainsi, en pleines réformes Tanzimat qui, en théorie, réduisent le pouvoir des notables, Abd al-Qâdir se singularisait. La dénomination d'Abd al-Qâdir par ce titre de la part du *vali* de Damas est l'indice de l'intégration d'une fonction symbolique, certes, mais dotée de prestige durable. À sa mort, l'« Émir Abd al-Qâdir Efendi » serait remémoré par la Porte comme le héros de 1860. Ses fils prendraient tous le titre d'émir et le lègueraient à leur tour à leurs descendants. Ainsi, la famille damascène serait perpétuellement remémorée pour ses services rendus à la fois en Algérie, mais aussi en 1860.

La capacité d'Abd al-Qâdir à venir en aide aux chrétiens en juillet 1860 l'avait été grâce à une véritable petite armée qui lui était fidèle. Celle-ci était faite de ses hommes de main, mais aussi des « Maghrébins », dont le métier des armes facilita l'opération de sauvetage. C'est donc que, même si la France a épaulé Abd al-Qâdir pour armer une partie des Algériens, une bonne partie se tenait prête à se battre. D'ailleurs, Fuad Paşa utilisa à son compte des Maghrébins, étant donné qu'i n'avait pas suffisamment de forces disponibles pour veiller sur les chrétiens. Quand après le gros des opérations, Fuad Paşa voulut faire table rase et désarmer les Maghrébins, il buta sur l'opposition d'Abd al-Qâdir qui ne tenait pas à abandonner sa position favorable de chef de faction. Le désarmement resta lettre morte et plusieurs événements ultérieurs aux évènements de 1860 permettent de croire que la garde d'Abd al-Qâdir lui assurait du prestige et un pouvoir certain de dissuasion face aux autorités ottomanes de la région de Damas.

## CHAPITRE IX

### AU CENTRE DE L'EMPIRE : LE DERNIER GRAND NOTABLE DE DAMAS (1860-1865)

L'un des portraits les plus célèbres d'Abd al-Qâdir a été photographié lors de son passage à Istanbul, en 1865. Sa représentation contraste avec la posture quelque peu naïve et complaisante d'un quiétiste replié dans la contemplation. L'historiographie française donne l'impression que la tempête de 1860 aurait laissé place à une longue accalmie jusqu'à une mort paisible presque vingt-cinq ans plus tard<sup>676</sup>. Pourtant, à 58 ans, Abd al-Qâdir n'aura peut-être jamais eu de réseau aussi vaste, de personnes à ses ordres depuis sa sortie de prison, de projets en attente et une pension aussi conséquente<sup>677</sup>.

Pendant la période de cinq années traitée dans ce chapitre, le silence des biographies françaises est significatif. Hormis sa participation au chantier du canal de Suez (surtout de l'inauguration du canal en 1869), il n'y aurait pas grand-chose à dire à part l'initiation d'Abd al-Qâdir à la Franc-maçonnerie. C'est en fait parcequ'il est devenu un notable local accompli, investi dans les affaires locales, ce qui a été soulevé, mais qui conserve certains angles morts.

---

<sup>676</sup> Étienne et Pouillon, *le magnanime*, p. 83, Dans la biographie publiée en en 2003, les auteurs notent sur le période post 1860 : « À partir de cette époque l'Émir se consacra exclusivement à des recherches personnelles et à des œuvres pieuses, en particulier le financement de l'aqueduc de La Mecque ».

<sup>677</sup> Napoléon III augmenta sa pension de 100 000 à 150 000 après les événements de 1860. P. Azan, *Du fanatisme*, p. 275.

Après 1860, Abd al-Qâdir intercédait beaucoup auprès des Ottomans pour sa propre famille, dont le traitement de cette dernière était délaissé par la France. Il intercédait également pour ses partenaires, en vue de les positionner à des places privilégiées. S'il intervint sur le chantier du canal de Suez, c'est aussi sa position confortable qui lui permettait de le faire grâce à sa position d'entre-deux, entre Ottomans et Français. De la même manière, il tenta d'agir pour l'Algérie à travers des appuis dans les deux empires. Sa diplomatie en burnous blanc fonctionnait tant qu'un Empereur aussi réticent à l'option coloniale que Napoléon III dirigeait la France. La chute de ce dernier pose la question, à travers de nouvelles perspectives, de savoir si les soulèvements dans lesquelles prirent part le fils d'Abd al-Qâdir en 1870 ont pu être l'autre face de la solution diplomatique, tentée à Paris en 1865 par l'Émir. Contrairement à l'icône pacifiée des Français le suggère, la position avantageuse d'Abd al-Qâdir à Damas lui aurait permis de s'engager, pour l'Algérie, d'une manière plus radicale à la chute de Napoléon III.

### 9.1 La famille d'Abd al-Qâdir et sa fidélisation à l'État ottoman

De toutes les dimensions de la vie d'Abd al-Qâdir, c'est bien celle des dispositions matérielles, spirituelles et politiques de sa famille dont on ignore beaucoup. Seuls les travaux de Pierre Bardin et de Linda Schilcher donnent une idée des rapports de parenté dans la famille d'Abd al-Qâdir<sup>678</sup>. Dans les biographies, Abd al-Qâdir a évidemment le premier rôle et il éclipse la fratrie et sa descendance. Pourtant, la famille d'Abd al-Qâdir devint une question sérieuse pour les autorités françaises comme ottomanes à partir 1857, date à laquelle plusieurs de ses frères vinrent

---

<sup>678</sup> Voir annexe A et B. Les deux tableaux ont le mérite de présenter des aspects différents et complémentaires de la famille de l'Émir. Bardin présente même des données précieuses sur l'âge des fils à sa mort mais aussi donne une place à la gente féminine en montrant à qui elles étaient mariées (ce qui révèle une certaine endogamie voir des alliances au sein de la communauté).

s'installer auprès de lui. Les Français les dissuadèrent rapidement d'obtenir des subventions tandis que les Ottomans prirent en charge une partie de la fratrie et finalement une fraction de la famille toujours plus large. Dans les deux cas, Abd al-Qâdir fut souvent l'intercesseur. À travers l'opportunité d'un soutien financier de la part de la Sublime, il contribua à l'ottomanisation de sa famille.

Les frères d'Abd al-Qâdir s'étaient battus à ses côtés en Algérie. Pour cette raison ils étaient considérés par la France comme des individus dangereux. Plusieurs d'entre eux partagèrent sa détention à Amboise, en France, entre 1848 et 1852. Déjà ces frères avaient dû faire l'objet d'un regroupement familial, car on ne les voit pas mentionnés dans le recensement de la suite d'Abd al-Qâdir quand il était détenu quelque temps au château de Pau, juste après son arrivée d'Algérie<sup>679</sup>. La France ne les autorisa pas à suivre Abd al-Qâdir dans son séjour à Bursa. Certains restèrent emprisonnés en France. C'est pour cela que, dès le début de l'année 1853, Abd al-Qâdir réclamait de retourner en France pour obtenir leur libération<sup>680</sup>. La lettre d'Abd al-Qâdir, traduite en ottoman, évoque 160 personnes restées en France après sa libération, ce qui est près du triple de l'état initial de sa suite emprisonnée en 1848. Abd al-Qâdir parvint à intercéder en la faveur de ses frères auprès des Français, car la plupart d'entre eux furent transférés à Bône, ville portuaire dans l'est de l'Algérie<sup>681</sup>. Pourtant, Abd al-Qâdir trouvait que leur installation à Tunis était préférable à la demi-liberté d'une résidence dans un territoire occupé. En septembre 1855, il correspondait directement avec le ministère de la Guerre pour solliciter leur transfert vers la

<sup>679</sup> A. Temimi, *lettres inédites.*, no. 10, p. 163-164.

<sup>680</sup> I.H.R 97.4749, 12 avril 1853. Notons que certains proches de l'Émir comme son neveu Abd al-Baqi sont né à Amboise (1850), voir le tableau de Schilcher qui le mentionne. (Annexe A)

<sup>681</sup> La notice du *Tarikh 'Ulama Dimashq* sur « Ahmed Bin Muhyiddîn », le frère qui se fit le plus un nom parmi les autorités religieuses à Damas (qu'on voit à droite sur la deuxième photographie) mentionne cette transition à Bône, avant de rejoindre son frère, TUD, tome 1, p. 193. Pour les photographies : < <http://quintessences.unblog.fr> > (sections chef, émirs et caïds algériens).

province de Tunisie<sup>682</sup>. Les photographies de plusieurs d'entre eux en 1856, montrent qu'Abd al-Qâdir n'obtint pas leur transfert. Les Français considéraient les frères d'Abd al-Qâdir comme dangereux. Ils étaient comme une sorte de version obscure de leur frère, des fanatiques qui le conseillaient mal et profitaient de lui<sup>683</sup>.

Pendant leur séjour à Bône, les frères d'Abd al-Qâdir étaient surveillés par la France, mais ils en étaient les pensionnaires. Plusieurs photographies en témoignent et constituent de rares preuves de cette résidence qui se plaçait sous la surveillance des Français.



Figure 9.1 – Huseyn, Saïd et Mustafa Bin Muhyiddîn, Bône (1856)

<sup>682</sup> La plupart des frères mais aussi des oncles et des cousins s'installèrent à Bône entre 1853 et 1855, certains d'entre eux après avoir été en captivité à Amboise auprès d'Abd al-Qâdir. Temimi, *Lettres inédites*, lettre 84, p. 313. (Abd al-Qâdir au Ministre de la Guerre, 30 septembre 1855).

<sup>683</sup> CADN, Damas 10, 9 déc. 1859. Le consul précisait qu'à Damas, les frères d'Abd al-Qâdir n'étaient soumis à « aucun contrôle de notre part ».



Figure 9.2 – Hassan Ben Bou Tâleb et Ahmed Bin Muhyiddîn, Bône (1856)

En 1857, ils obtinrent le droit de rejoindre Abd al-Qâdir, à la condition qu'ils renoncent à leur pension<sup>684</sup>. Au début du mois de mai 1857, c'était trente-cinq personnes de plus qui vivraient aux dépens d'Abd al-Qâdir. Cette responsabilité est une des raisons pour laquelle Abd al-Qâdir s'intéressa aux terres des alentours de Damas et en fit une option dans les négociations avec la Sublime Porte (chapitre VII). Abd al-Qâdir commença à demander l'assistance de la France pour ses frères. Il ne le faisait pas en demandant de l'argent, mais plutôt l'assistance de l'ambassade pour intéresser la Sublime Porte quant au sort de ses frères.

Ce n'est ni vers la France, ni vers les Ottomans que les frères d'Abd al-Qâdir se tournèrent en premier pour bénéficier d'aide financière. Dès le mois de décembre, les frères obtinrent droit d'accomplir le Pèlerinage à La Mecque, ce qui fut l'occasion de demander les faveurs du Khedive Saïd Paşa . Celui-ci avait déjà témoigné des

<sup>684</sup> CADN, Damas, 9 ord. 50, 14 juin 1857.

marques de sa munificence auprès des chérifs et des Oulémas auprès d'Abd al-Qâdir en 1856 qui en avaient eu vent grâce à des Maghrébins installés en Égypte<sup>685</sup>. Quelques mois après leur arrivée, en 1857, les frères d'Abd al-Qâdir étaient auprès de Saïd Paşa<sup>686</sup>. La jeune dynastie égyptienne s'entourait donc de nobles et de savants pour en retirer une part de prestiges et de légitimité. La bienfaisance égyptienne ne constitua pas la manne la plus généreuse ou bien considérée par la famille comme insuffisante, car des tentatives auprès de la France et de la Sublime Porte se multiplièrent à partir de 1859.

Un des frères d'Abd al-Qâdir, nommé Huseyn, fut le plus entreprenant de la fratrie pour s'attirer la bienfaisance de la France. Il arriva à Istanbul en mai 1859. Huseyn s'étonna du peu d'empressement que l'on réserva à l'accueil du frère de « Hadj Abd al-Kader »<sup>687</sup>. Il se plaignait d'être dans l'attente depuis plus de six mois avant d'avoir une réponse peu réjouissante au sujet de ses demandes de fonds. Les demandes étaient systématiquement refusées, que ce soient celles de la famille ou d'Abd al-Qâdir, qui intercédait pour celle-ci. Une note de l'ambassade est à ce sujet pour le moins évocatrice quand une sollicitation de plus sembla être la goutte qui fit déborder le vase...

Renvoyé par l'ambassadeur à Mr Rouet pour faire savoir au pétitionnaire que l'ambassadeur ne saurait se charger d'appuyer les demandes d'Abd el-Kader ou de ses frères auprès de la Porte et qu'ils doivent s'adresser à l'Empereur s'ils veulent encore quémander. Et d'un trait lapidaire, de finir « Remis à Outrey qui en jugera.

---

<sup>685</sup> Temimi, *Lettres inédites*, lettre 131, p. 329, 30 nov. 1856. Voir également le dernier rapport de Bullad qui évoque cette demande, p. 341 : Il informe ses supérieurs d'une « démarche qu'Abdelkader fait tenter près de S.S. Said Pasha. Le Vice-Roi d'Égypte avait paraît-il manifesté le désir des preuves de sa munificence et avait même chargé des Maghrébins établis au Caire de faire connaître ses bienveillante disposition ».

<sup>686</sup> CADN, Damas 9, ordre 53, 2 décembre 1857.

<sup>687</sup> CADN, Constantinople 7, 20 Octobre 1859. Il sollicitait notamment l'aide de l'ambassadeur pour introduire son fils auprès « de la Porte ottomane » afin de lui trouver « un emploi convenable qui lui assure des moyens suffisants d'existence ».

L'ambassadeur à la plus grande répugnance à demander de l'argent pour toute cette graine d'Abd el-Kader<sup>688</sup>.

Dès 1860, la France se retirait totalement de la subvention de la famille d'Abd al-Qâdir, laissant à ce dernier le soin de se charger des siens. Les Français laissaient l'occasion de fidéliser l'entourage d'Abd al-Qâdir, lui témoignant même un mépris qui dut être flagrant à des pétitionnaires comme Huseyn.

Huseyn trouva bien plus de sympathie auprès des Ottomans lors de son séjour à Istanbul en 1859. Il avait simultanément sollicité Français et Ottomans dès son arrivée en mai. Tout d'abord, il put subsister dans la capitale ottomane à travers une pension journalière (*yevmiye*), le temps que la Sublime Porte statua sur son cas. Cette pension s'étendit pendant la durée de son séjour dans la capitale, qui dura plusieurs mois<sup>689</sup>. Dès le mois de mai, il était aussi invité à s'établir dans la villa d'un haut fonctionnaire.<sup>690</sup> Le dossier était entre les mains d'Ahmed Rifaat, un administrateur au Trésor public expert sur les questions de généalogies chérifiennes<sup>691</sup>. Ceci montre que l'accueil favorable réservé à *Seyyid Hüseyin Muhyiddin Efendi* l'était en vertu d'une ascendance noble, que ce frère d'Abd al-Qâdir avait dû mettre en valeur dans ses demandes d'aide aux Ottomans. Il le faisait car cela constituait des raisons

<sup>688</sup> CADN, Constantinople 7, 14 mai 1860.

<sup>689</sup> A.MKT.MHM 156.12 (mai 1859) ; A.MKT.MHM 160.28 (juillet 1859 ; Notons qu'à partir du mois de septembre il est aussi qualifié par Şeyh A.MKT.MHM 165.66 (septembre 1859) ; A.MKT.MHM 171.14 (novembre 1859)

<sup>690</sup> A.MKT.MHM 156.85, 22 mai 1859. Plusieurs mois plus tard, un document mentionne qu'il est toujours établi dans le Konak de Nail Bey. Voir HR.MKT 315.27, 26 novembre 1859.

<sup>691</sup> Après avoir reçu une formation dans le domaine judiciaire, Ahmed Rifaat obtint fonctions dans le Trésor. Il a écrit des livres sur le Syndic des Prophètes comme *Ravzâtil'aziziye*. « Rifat Efendi (Topal) », *SOY* : p 1394-95 Mehmed Ali Beyhan, Rifat Efendi (Topal), DIA. Cette exigence de valider la généalogie chérifienne est précisée par O. Bouquet : cette politique généalogique « consistait à répondre aux exigences des généalogistes soucieux de barrer le chemin aux intrus et qui s'efforçait de donner à l'administration territoriale les moyens d'encadrer le statut : théoriquement ainsi que pratiquement, la condition de descendant du Prophète ne pouvait être validé que par le syndic impérial (nakib ül esraf). O. Bouquet, *Noblesses*, p. 203. Voir également l'ouvrage de Murat Sarıçık, *Osmanlı İmparatorlugunda Nakibül'eşraflık Müessesesi*, Türk Tarih Kurumu Basımevi, Ankara, 2003.

importantes pour obtenir une allocation. La Sublime Porte réservait un traitement de faveur aux descendants du Prophète<sup>692</sup>. Dès son séjour à Bursa. Abd al-Qâdir avait fait apparaître cette dimension. Nous avons vu qu'à Damas, les Ottomans le considéraient comme un chérif, ce qui lui donnait du prestige, mais aussi des droits. Il avait tout à fait pu encourager son frère à se prévaloir des mêmes justifications pour obtenir le soutien de la Sublime Porte.

C'était aussi en vertu de son statut d'émigré que Huseyn bénéficiait d'un traitement de faveur de la part de la Sublime Porte. Il avait « abandonné ses biens et ses terres pour se réfugier sous l'ombre protectrice et juste de l'auguste califat en émigrant avec neuf personnes de sa suite à Damas la noble et dernièrement, il est venu à la Demeure de Félicité (*Dersaadet*, *ndrl* Istanbul) en se faisant humble demandeur de la compassion majestueuse »<sup>693</sup>. Le prestige du statut de migrant dont s'était réclamé, plusieurs années avant lui, Ahmed Ben Sâlem était reconnu par les autorités de l'État, ce qui conférait à Huseyn une raison de plus d'être traité avec la plus grande sollicitude. Il faut dire qu'il s'adressait à des administrateurs bien au fait de la question algérienne, dont certains s'étaient occupés des dossiers des émigrés algériens ou d'Abd al-Qâdir : les deux célèbres Fuad Paşa et Ali Paşa étaient de ceux-là. Selon les ordres de la Sublime Porte, 1500 kuruş mensuels à prélever sur le trésor de la province de Damas, ce qui avait de quoi satisfaire Huseyn. Il adressa une lettre de remerciement dont la traduction est signée par « cheikh Muyiddin »<sup>694</sup>. Traduite en ottoman, cette lettre montre qu'avant de repartir pour Damas, Huseyn avait réussi son entrée à la Sublime Porte. En plus de lui octroyer un salaire, il restait invité dans la

---

<sup>692</sup> N. Vatin, « Prophète, descendants du », *DEO*, p. 992. N. Vatin note, « Les seyyid, qui pouvaient appartenir à tous les milieux, toutes les professions et tous les niveaux de fortunes, jouissaient d'un statut social considérables [...] ils pouvaient recevoir aide et allocation du sultan ou de vakf [...] et surtout, ils étaient exemptés de certaines taxes.

<sup>693</sup> Î.MMS 17.726, 29 janvier 1860.

<sup>694</sup> Î.MMS 17.740, fin février 1860. La lettre est signée Seyh Muhyiddin . Tout comme le cas de Ahmed ben Salem devenu Ahmed Salim, le *nasab* disparaît et devient un prénom. Ici, c'est uniquement le nom du père qui subsiste.

villa d'Ahmed Bey (Ahmed Rifaat) et on lui vouait une allocation de voyage pour son retour à Damas de pas moins de 5000 *kuruş*<sup>695</sup>.

C'était surtout en vertu des liens de sang qui unissaient Huseyn avec Abd al-Qâdir que la Sublime Porte prenait tant au sérieux ces subventions. Ces demandes, nous l'avons vu, faisaient l'objet de l'attention des hauts fonctionnaires de l'État. Les rapports de ces assemblées désignaient systématiquement Huseyn comme « le frère d'Abd al-Qâdir » (*Cezâyirli Abdülkâdir Efendi'nin birâderi*). Nous avons vu plus haut que Huseyn s'offusquait du peu de considération que les Français donnaient à un frère qui les concernait tant. Il obtint beaucoup plus de succès en faisant de même auprès des Ottomans, dans un registre issu d'une culture commune. La manière dont la Sublime Porte traitait la famille d'Abd al-Qâdir constitua un précédent dans les nombreux liens qui se développèrent ensuite. Dans ces échanges, Abd al-Qâdir était tellement central que l'on peut parler d'un véritable nom de famille. On le nommait en premier puis on faisait référence au lien de sang (le frère, le neveu, le fils, etc.), pour finalement connaître l'identité de la personne concernée. Cela indique que la fidélisation de la famille d'Abd al-Qâdir était considérée comme relevant de la plus haute importance.

Abd al-Qâdir désapprouva officiellement le départ de Huseyn pour Istanbul en 1859<sup>696</sup>. Selon le consul de France, Huseyn avait, contre le gré de son frère, demandé l'autorisation du *vali* pour se rendre à la capitale ottomane. Pourtant, un an plus tard, Murtaza Efendi, le neveu d'Abd al-Qâdir se rendait aussi à Istanbul. Il y bénéficierait du même traitement de faveur que son oncle Huseyn<sup>697</sup>. Il était porteur d'une longue

---

<sup>695</sup> İ.MMS 17.740.

<sup>696</sup> CADN, Constantinople 7 : 4 le 14 mai 1860.

<sup>697</sup> A.MKT.MHM 185.13, 12 juin 1860. Murtaza est signalé comme étant le frère (*birâder*) d'Abd al-Qâdir. Voir aussi A.TSF 31.22 signé par Ahmed Rifaat le 29 août 1860. Désigné par le titre chérifien de *Seyyid*, au même moment où cela est fait pour Abd al-Qâdir en évoquant sa participation dans les événements de juillet.

lettre provenant de Damas. Elle était signée par Abd al-Qâdir lui-même, ce qui laisse à penser que les succès de Huseyn avaient été encourageants. Ironiquement, la lettre d'Abd al-Qâdir était daté du même jour que le message dans lequel on fustigeait « toute cette graine d'Abd el-Kader ». Cette lettre, signé du chef de famille lui même, demandait l'aide de l'État ottoman pour ses frères<sup>698</sup>. Sa manière d'argumenter pour obtenir satisfaction nous en apprend sur son lien à l'État autant que sur ses rapports avec ses frères et sa famille au sens large. Abd al-Qâdir écrit qu'à sa sortie de détention de France, lors de son installation à Bursa, plusieurs de ses compagnons avec lui dans la guerre sainte (*ahbâbî eledhîne kânu amâmî fi'l jihâd*) étaient venus le voir. Il avait l'habitude de leur distribuer les biens offerts par la France. Lui, n'en gardait qu'un peu. Il expliquait que, quand ses frères avaient voulu le rejoindre, il n'avait pas pu accepter, par manque de ressources. Quand finalement, ils s'installèrent à Damas, ils manquaient de tout. Ils désiraient travailler la terre, mais cette activité ne leur fut pas permise à cause de leur statut (selon ses mots cela réjouirait leurs ennemis !). Ils n'avaient donc ni savoir-faire ni activité (*lehum lâ Hirfa wa lâ shughl*) simplement la science noble ('*ilm al sharîf*, ndr) religieuse). À ce moment précis il évoquait ses « six frères : Mohammed Saïd, Mustafa, Ahmed, Mustafa al-Tihâmi, Hasan et Murtaza tous *Seyyid* et tous *Efendi* (dans la traduction et aussi dans la lettre originale). Il précisait d'ailleurs que leur qualité de chérifs assurait au souverain des prières dignes de leur rang, mais il insistait sur une prise en charge complète de sa fratrie<sup>699</sup>.

La demande d'Abd al-Qâdir mit un certain temps avant d'avoir une réponse claire de la part du gouvernement. Entre temps, les évènements de 1860 produisirent un

---

<sup>698</sup> A.MKT.NZD 328.6, 21 septembre 1860. En plus de Murtaza, on évoque la distribution de 1000 kuruş chacun pour Mustafa, Hasan (qui semble être son cousin ?), Mustafa al-Thami (son beau-frère), Saïd Efendi, sur la base de leur statut de chérif. A.MKT.NZD 372.52 (16 octobre 1860). Notons l'absence de son frère Huseyn dans sa demande...

<sup>699</sup> Î.MMS 20.872-3, 14 mai 1860 (?). Mes vifs remerciements à Brahim Kerroumi pour son aide dans cette traduction.

surcroit d'attention et de prestige de la part des Ottomans pour Abd al-Qâdir. En plus de considérer que sa famille nombreuse (*kesîr-i ıyâl*) était digne de recevoir des salaires appropriés (il était question de six frères), quand ils s'occupèrent du cas de la famille en septembre 1860, les administrateurs rappelaient qu'en vertu du « service et du zèle dans les évènements » (« *Efendi-i mumâ ileyhin hızmât vakaâsına ve gayretü'd-diyâr oldığı hâlde* ») d'Abd al-Qâdir et de la participation conjointe de ses frères chacun d'eux recevrait un montant de 1000 *kuruş* mensuel<sup>700</sup>. Murtaza revint d'Istanbul en novembre 1860.<sup>701</sup>

La présence de ses frères à ses côtés obligeait Abd al-Qâdir à nouer des relations plus étroites avec la Sublime Porte. Nous avons dit que les évènements de 1860 rendirent possible des échanges plus fréquents et plus intenses entre les deux parties. La plupart des lettres qu'Abd al-Qâdir envoya, entre 1860 et 1865, concernaient des demandes de soutien pour sa famille. Ce fut le cas à la mort de son aîné, Mohammed Saïd Efendi, le père de Murtaza qui était venu à Istanbul en 1860. Le *Meclis-i Vâlâ*, l'organe de l'État impliqué dans la mise en place des réformes dans l'Empire, divisait le salaire de Mohammed Saïd et le distribua à sa famille au début de l'été 1862. Les demandes d'Abd al-Qâdir avaient été, dans ce cas, très précises. Il mêlait la Sublime Porte à l'héritage du salaire du frère décédé afin que la descendance continue à en bénéficier. Il désignait chacun des membres aptes à recevoir leur allocation. Murtaza ayant déjà son propre salaire, la mensualité de Mohammed Saïd fut divisée entre le jeune fils de 12 ans et né en France, Abd al-Baqî et deux de ses filles, Fâtima et

<sup>700</sup> İ.MMS 20.872-3, *Şâm-ı Şerîf'de mukîm Cezâyirli Abdülkâdir Efendi'nin muehhiran yanına gelmiş olan altı nefer birâderi hakkında isti'tâfi şâmil göndermiş olduğu muharrirâtı bu tarafa götürmüş olan Murtaza Efendi'ye bugün bazı münhal maâşların taksîmi uhdesinde 1500 kurûş maâş tahsis ve inâyet buyurulmuş ise de muharrirât-ı mezkûrenin bazı evrâk arasında kalmış olmasından naşı [...].mâlîye-i nezâret-i celîlesi tarafından ifâde olunduğı vechile münhal olarak elde bulunan 2000 kurûş şehriyeye ber- veche muharrer taksîm olunan maâşla fazîlesinden geçende hazînemânde edilen 8000 bu kadar kuruşdan 3000 kuruş daha ilâvesiyle mumâ ileyhin behrine biner kurûş maâş-ı ihsân buyurulması.*

<sup>701</sup> A.MKT.NZD 330.45. Il passa par Beyrouth, accompagné de 6 personnes de sa suite.

Amîna<sup>702</sup>. C'est donc toute une partie famille qui entrait dans les rouages administratifs de la Sublime Porte par l'intermédiaire d'Abd al-Qâdir.



Figure 9.3 – L'émir Mohammed, médaillé, BnF, 1865

Abd al-Qâdir est aussi celui qui fit le pont entre l'État ottoman et sa progéniture. Ses deux fils aînés sont souvent accusés, dans l'historiographie française comme étant ceux qui ont fait rompre les liens de la famille d'Abd al-Qâdir avec la France. Ils se seraient « faits pachas » et répondaient favorablement à l'appel du pied d'Abdülhamid II (r. 1876-1909), à la mort de leur père en 1883.<sup>703</sup> Pourtant, leur fidélisation par l'État ottoman avait commencé du vivant de leur père. C'est Abd al-Qâdir qui intercédait pour eux de façon régulière. En 1863, alors qu'il était dans les

<sup>702</sup> I.MVL 468.21237, 15 juillet 1862. Sur Abd al-Bâqî voir le tableau généalogique de Schilcher, *Families in Politics*, p. 216 qui montre sa date de naissance en 1850 (soit à Amboise).

<sup>703</sup> Bardin, *Algériens et Tunisiens*, voir son chapitre III « la campagne d'ottomanisation des Algériens de Syrie, p. 40-53. Étienne, *Isthme des isthmes*, p. 415 « Les deux fils aînés de l'Émir [...] seront fait « Basha » et se dissocieront de leurs frères et sœurs à la mort de l'émir ». Ce n'est pas ce que soutient Bardin qui voit plutôt le choix pour le camp des Français du troisième fils d'Abd al-Qâdir, Hachem, comme un cas exceptionnel.

villes Saintes pour accomplir le Pèlerinage, Abd al-Qâdir réclama la protection de sa famille qui était sous la responsabilité de Mohammed, son aîné et futur biographe (l'auteur du *Tuhfat*). Dans cette lettre, il avait des demandes bien précises. Abd al-Qâdir priait la Sublime Porte, de donner des ordres au *vali* de Damas ainsi qu'au Maréchal (*müşir*) pour garantir la protection de Mohammed et des siens<sup>704</sup>. Enfin, c'est aussi à travers le dossier des récompenses que l'on peut voir que l'État exerce une influence sensible sur la famille de l'Émir. Ainsi l'on voit ses fils obtenir des distinctions ottomanes en 1865, lors de leur passage à Istanbul. Le document référençant toutes les personnes décorées et leur grade évoque des neveux et des frères<sup>705</sup>.



Figure 9.4 – Muhyiddîn et la médaille *osmaniye*, par les frères Abdullah, BnF, 1865

Abd al-Qâdir a fait le lien entre sa famille et l'État ottoman. Il a contribué au développement des rapports de fidélité et de loyauté entre ses frères et la Sublime

<sup>704</sup> A.MKT.MHM 272.61, 10 août 1863.

<sup>705</sup> İ.DH 538.37370, 28 juin 1865.

Porte, puis de sa famille sur une plus grande échelle. La bienfaisance ottomane constitua la seule alternative à leur soutien, car la France montra très tôt que son seul pensionnaire était Abd al-Qâdir. Arrivés pour la plupart en 1857 auprès d'Abd al-Qâdir, ceux-ci modifiaient l'équilibre que le nouveau notable était en train de construire à Damas. La responsabilité dont il se sentait investi auprès de sa famille et compte tenu du prestige dont il jouissait, il fit appel aux Français. Le mépris visible pour cette question cruciale précipita la famille dans les bras des Ottomans, qui eux, répondirent à l'appel. Les tentatives de Huseyn sont significatives. En 1859, les portes de l'ambassade restèrent closes alors qu'il serait accueilli en véritable Pacha par les Ottomans. Son exemple serait rapidement suivi par d'autres membres de la famille d'Abd al-Qâdir. Ainsi, les Français ne purent avoir qu'une influence limitée sur les Algériens en Syrie ottomane. La mort du patriarche entraîna d'ailleurs la quasi-extinction des rapports entre la famille d'Abd al-Qâdir et la France. La bienfaisance ottomane était acquise aux membres de la famille d'Abd al-Qâdir au titre qu'ils étaient d'ascendance noble. Ils surent se justifier et obtenir le traitement de faveur réservé à leur statut. Néanmoins, ils obtenaient un traitement de faveur en vertu de leur lien avec Abd al-Qâdir. Ils se sont aussi illustrés dans le soutien qu'ils apportèrent à Abd al-Qâdir dans les événements de 1860. Toutefois, là encore, Abd al-Qâdir avait une position tutélaire. Ainsi, son nom devient comme un nom de famille reconnu par les plus hautes autorités de l'État. Le parrainage de la famille d'Abd al-Qâdir par la Sublime Porte constitue donc un élément important de l'ottomanisation de ce personnage historique.

## 9.2 Favoriser ses partenaires : le cas de Saïd al-Quwwatli

En 1860, après une vague d'exécution, Abro Sahak Efendi écrivait à Ali Paşa : « Parmi les coupables pendus, il y a des frères, des fils et parents des plus grandes

notabilités du pays. Aucun compte n'a été tenu de leur rang ou de dignité »<sup>706</sup>. Si un grand nombre des notables de Damas étaient exécutés, d'autres seraient envoyés en exil. Linda Schilcher précise que la plupart des notables exilés pour avoir participé aux massacres étaient « presque tous de la faction des Azm »<sup>707</sup>. Ce constat impliquait que les événements de Damas avaient produit un changement profond dans la politique de la ville. Les Azm étaient une famille ottomanisée qui partagea le pouvoir avec une autre faction tout au long du XVIIIe siècle jusqu'au XIXe siècle. Cette famille domina si longtemps le pouvoir qu'ils furent identifiés comme une famille locale précurseur de la Syrie nationale. Si les événements mirent un terme à une bonne partie de leur pouvoir, ils provoquèrent de nouvelles opportunités pour des notables moins favorisés par leur appartenance à l'une des deux factions rivales à Damas. C'est le cas de l'ancêtre du premier président de la République syrienne, Shukri al-Quwwatli. Son aïeul, Saïd, était un proche d'Abd al-Qâdir. L'ascension politique de ce dernier fut aussi celle de ces proches, car Abd al-Qâdir leur apporta leur appui tant au niveau local qu'auprès du pouvoir ottoman.

La mission judiciaire de Fuad Paşa, en 1860-1861, contribua à la formation d'un groupe de notable favorisé par leurs liens avec Abd al-Qâdir. Comme nous l'avons vu dans le témoignage de Abro Efendi, Fuad Paşa châtiât les coupables sans distinction pour leur rang. Il infligerait aussi une lourde amende aux Damascènes en général pour les punir de n'avoir pas agi suffisamment pour protéger les chrétiens. Comme Abd al-Qâdir s'était largement fait connaître pour son intervention en faveur des chrétiens lors des massacres, Fuad Paşa lui demanda une liste sur laquelle on verrait lesquels de ses hommes qui l'avaient aidé. Ces hommes seraient alors exemptés des mesures répressives qui étaient en cours pour faire justice à Damas. La liste dressée par Abd al-Qâdir était longue : il réclamait, dans une supplique au Sultan datée de février 1861,

---

<sup>706</sup> Kunalalp, *Diplomatic Documents*, p. 152.

<sup>707</sup> Schilcher, *Families in Politics*, p. 217.

que « 1380 pauvres et étrangers (*fuqara wa ghurabâ*) soient épargnés des sanctions punissant « la gente corrompue » (*ahl al-fasâd*) compromise dans les massacres<sup>708</sup>. Contrairement à ce qu'avait demandé Fuad Paşa , la liste était pleine de noms de « musulmans non Algériens »<sup>709</sup>. Abd al-Qâdir avait donc donné des noms de Damascènes, des notables. Fuad Paşa déclencha une enquête pour s'assurer de la fiabilité de cette liste, à vérifier si tous méritaient vraiment d'être épargnés<sup>710</sup>.

À travers la liste des exemptions Abd al-Qâdir intercédait en la faveur de nombreux locaux. Il le ferait plus tard pour beaucoup des exilés de 1860 en réclamant la grâce du Sultan Abdülaziz (r. 1861-1876). Abd al-Qâdir contribua à préserver, à Damas, une partie du tissu économique en permettant à des notables de retrouver une position sociale digne de leur rang et de participer à l'administration de la ville et à la mise en place de nouvelles infrastructures. D'autres notables, qui n'avaient pas une position très avantagée avant les événements de 1860, gravirent les échelons du pouvoir grâce à la fréquentation d'Abd al-Qâdir. Cela fut possible parce que ce dernier permit à ces nouveaux notables d'établir un contact avec le pouvoir central. Saïd al-Quwwatli en est l'exemple parfait. Sami Moubayed écrit que la famille al-Quwwatli avait renforcé son importance en se mettant au service des Ottomans dans la deuxième partie du XIXe siècle<sup>711</sup>. L'origine de ce rapprochement se trouve dans l'alliance entre Abd al-Qâdir et Saïd al-Quwwatli. Au début de l'année 1863, alors qu'Abd al-Qâdir était au Pèlerinage dans les villes Saintes, il identifiait ce notable, comme un « agent hors pair » (*kâna nazîr fawq al-'ida*) au service de Fuad Paşa lors de sa mission en 1860. À ce titre Abd al-Qâdir réclamait la médaille « *mecidiye* » de la part du gouvernement

<sup>708</sup> HR.MKT 367.96, 19 février 1861.

<sup>709</sup> CADN, Damas 37, Outrey au ministère des Affaires étrangères, 10 juillet 1861.

<sup>710</sup> Bardin, *Algériens et Tunisiens*, p. 16-17. Gross, *Ottoman Rule in the Province of Damascus 1860-1909*, Ph.D, Georgetown University, 1979, p. 40-45.

<sup>711</sup> Sami Moubayed, *Steel and Silk, Men and Women who shaped Syria 1900.2000*, Cune Press, Seattle, 2006 p. 308.

ottoman<sup>712</sup>. En 1862, le consulat de France signalait à l'ambassade que l'Émir attirait déjà l'attention sur « l'un des principaux habitants de Damas », un grand ami qui l'avait secondé dans les événements et à qui il désirait faire « obtenir un grade de la part du gouvernement ottoman »<sup>713</sup>. Quand, au passage d'Abd al-Qâdir à Istanbul, on énumérait les récompenses à donner à son entourage, Saïd al-Quwwatli était encore nommé. À titre de « proche » (*mensûb*) d'Abd al-Qâdir, il était qualifié pour recevoir cette fois, la médaille « *osmaniye* »<sup>714</sup>. L'acquisition de ce capital symbolique, d'une marque prestigieuse de l'État permit à ce notable, l'un des plus riches de la ville, d'accroître son influence. Saïd al-Quwwatli s'était enrichi grâce au commerce de longue distance à travers ses contacts qu'ils avaient dans les provinces iraqiennes de l'Empire, provinces desquelles il serait issu (Schilcher le nomme parfois *al-Baghdâdî*, de Bagdad)<sup>715</sup>.

Malgré le succès de Saïd al Quwwatli dans les affaires à Damas, qui le le permettait d'investir dans la florissante industrie textile de la région, il ne faisait pas partie de la vieille notabilité damascène, un point commun qu'il partageait avec Abd al-Qâdir. Cela l'empêchait d'avoir accès à la terre. Nous avons vu que c'était le cas pour Abd al-Qâdir jusqu'en 1858. Les modifications de l'accès à la propriété, engendrée par la loi de cette même année 1858, permirent à Abd al-Qâdir d'acheter des terres, ce que nous constatons dès 1859. Cette modification de la loi sur la propriété de la terre permit à plusieurs membres de la famille al-Quwwatli d'acquérir des terres autour de Damas, dans la Ghouta (constituée de terres cultivées autour de la ville), ce qui leur permit une ascension économique fulgurante<sup>716</sup>. À la fin des années 1860, Abd al-Qâdir continuait d'intercéder pour son ami (qu'il appelait « notre fils », *waladnâ*)

<sup>712</sup> A.MKT.MHM 272.61, 5 mai 1863.

<sup>713</sup> CADN, Constantinople 7 (famille d'Abdelkader), lettre 11, 29 mars 1862. Du consul à De Moustier, Ambassadeur de France.

<sup>714</sup> Î.DH 538.37370, 28 juin 1865.

<sup>715</sup> Linda S. Schilcher, *Families in Politics.*, p. 63, 72.

<sup>716</sup> Sami Moubayed, *Steel and Silk*, p. 308.

« *Quwwatlizâde Izzetlu Saïd Efendi* ». Il justifiait la demande de terre par le fait même que son protégé était un médaillé de l'État<sup>717</sup>. L'emprise des al-Quwwatli paraît d'autant plus vaste que des membres de la famille apparaissent sur la liste des notables aux commandes du conseil municipal de Damas en 1871<sup>718</sup>. Il faut donc croire qu'un notable, l'aïeul même d'une des plus grandes figures nationales de la Syrie, était issue des provinces irakiennes de l'Empire et devait son ascension à un autre notable, issu de la province d'Algérie (lui aussi un personnage central dans ce contexte national précis !), et tout cela à travers un élitisme nouveau de l'État ottoman.

Abd al-Qâdir est le moteur d'un renouveau politique et économique à Damas à partir de 1860. Celui-ci est le produit des effets de la modification des rapports de forces entre des notables qui bénéficiaient de privilèges grâce à l'existence d'anciens réseaux de partenaires, mais ceux-ci ont été durement touchés par la répression ottomane de Fuad Paşa . Des notables moins favorisés dans leur position à Damas, mais riches et surtout proches d'Abd al-Qâdir ont joui, en peu de temps d'une ascension sociale rapide. C'est le cas de Saïd al-Quwwatli, l'ancêtre du premier président de la République syrienne. L'histoire des rapports d'Abd al-Qâdir avec cette famille, notamment le truchement du notable algérien entre Saïd al-Quwwatli et les Ottomans, montre à quel point Abd al-Qâdir recourait à l'État central pour établir un pouvoir nouveau en Syrie ottomane. Le pouvoir acquis par ses proches, dans une période charnière, permet de mieux retracer l'itinéraire politique d'une famille importante de l'histoire nationale syrienne.

<sup>717</sup> HR.TO 451.17, 1 novembre 1868 ; A.MKT.MHM 436.25, 23 février 1869.

<sup>718</sup> Stefan Weber, "L'aménagement urbain entre régulation ottomanes, intérêts privés et participation politique : la municipalité de Damas à la fin de l'époque ottomane (1864-1918)", dans Nora Lafi (dir.) *Municipalité Méditerranéennes. Les réformes urbaines ottomanes au miroir d'une histoire comparée (Moyen-Orient, Maghreb, Europe méridionale)*, Berlin, Schwarz, 2005, p. 212.

### 9.3 Abd al-Qâdir et le canal de Suez

Abd al-Qâdir est souvent perçu comme un personnage très curieux du progrès technique en Occident. La lutte contre la France l'avait obligé à se mettre au diapason en matière d'armement, ce qui l'avait mis au contact d'ingénieurs européens. Plus tard, les Français se plairaient à lui montrer leurs plus récentes réalisations techniques<sup>719</sup>, peut-être aussi pour justifier leur supériorité qu'ils supposaient écrasante face à un chef toujours en processus de pacification... Son intérêt pour la construction du canal de Suez est souvent remarqué quand il est question de la période de sa vie après les événements de Damas en 1860. Cet intérêt pour le canal de Suez a été très souvent perçu par les biographes comme l'illustration de l'idéalisme d'Abd al-Qâdir : rapprocher l'Orient et l'Occident. Sa visite à la loge maçonnique à Alexandrie en aurait été l'expression la plus vive. Pourtant, la dimension politique de l'investissement d'Abd al-Qâdir n'a pas été suffisamment considérée. C'est le cas de son intervention directe en Égypte et des répercussions de celle-ci auprès des Ottomans et des puissances européennes. Il est aussi possible de dégager une autre signification des rapports d'Abd al-Qâdir avec Ferdinand de Lesseps. À travers le chantier du canal de Suez, Abd al-Qâdir montra qu'il était un notable très influent, un pouvoir local capable de s'étendre grâce à son autonomie produite par une position d'interstice entre des États impériaux parfois opposés.

Le canal de Suez était l'œuvre de Ferdinand de Lesseps. Il fut inauguré en 1869 et permettait de relier la mer Méditerranée à l'Océan indien. Il faut s'imaginer à quel point le commerce allait en être stimulé mais aussi à quel point l'accès au Pèlerinage allait être facilité, pour comprendre les risques pris par Abd al-Qâdir. Pour favoriser

---

<sup>719</sup> François Pouillon évoque, à ce sujet, la chose suivante : « Très curieux de modernité technologique dans le domaine de la culture, il demande, dès sa libération, à visiter l'imprimerie nationale qui avait fondu des caractères arabes pour l'édition ». François Pouillon, « Abd el-Kader », *Dictionnaire des orientalistes de langue française*, Paris, IISMM-Karthala, 2008.

sa construction, De Lesseps avait obtenu des concessions de la part du Khédive Saïd. Pour réaliser un projet si titanesque, De Lesseps devaient obtenir des appuis locaux pour assurer la protection du chantier. Comme l'écrit Michel Habart : « [...] si le premier coup de pioche ne fut donné qu'en 1859, Ferdinand de Lesseps dut bientôt recourir à l'influence d'Abd el-Kader pour en poursuivre les travaux. À cet effet, il entreprend, en 1861, le voyage de Damas »<sup>720</sup>. Abd al-Qâdir était donc considéré comme un personnage influent pour que sa dimension de meneur d'hommes soit connue pour qu'un homme d'affaires réclame son intervention dans un des plus grands chantiers de la moitié du XIXe siècle.

De Lesseps avait rencontré Abd al-Qâdir alors que ce dernier était emprisonné momentanément à Pau, juste après sa reddition de la fin 1847. Ce n'est que quinze ans plus tard qu'ils se revirent, même si la correspondance d'Abd al-Qâdir indique qu'il échangeait parfois, des lettres avec l'homme d'affaires. La visite de ce dernier à Damas, en 1861, avait pour but de solliciter l'appui d'Abd al-Qâdir dans son projet égyptien. Comme Abd al-Qâdir partageait les vues de l'entrepreneur français, la compagnie de De Lesseps ne tarda pas à lui offrir une propriété dans la région de la future Ismaïllia (du nom du Khédive Ismaïl, succédant à Saïd), à Bir Abou Ballah<sup>721</sup>. Abd al-Qâdir avait prévu de voyager en Égypte dès 1861. Il y renonçait peu de temps après, préférant se retirer momentanément de la vie publique par un voyage au Mont-Liban. Un tel voyage était prématuré. Après son intervention dans les massacres de 1860, Abd al-Qâdir était sous le feu des projecteurs, très populaire en Europe et dans l'Empire ottoman, mais il faisait face aux mesures répressives de Fuad Paşa, qui ne se priva pas d'inquiéter les Algériens et d'enquêter sur lui.

<sup>720</sup> Michel Habart dans *Vie d'Abd el-Kader*, p. 27.

<sup>721</sup> Étienne et Pouillon, *le magnanime*, p. 78-79. Habart note que l'Émir connaissait bien les aspects techniques du projet, ce qui le fait croire que cela « montre à quel point l'accord entre les deux hommes était profond » et plus loin « Manifestement désireux d'affirmer en Égypte son influence religieuse et politique et une présence concrète, L'Émir projetait la mise en valeur du domaine de Bir Abou Bellah. » *Vie d'Abd el-Kader*, p. 28.

Nous avons vu plus haut que, selon Abd al-Qâdir, le khédivé d'Égypte Saïd Paşa avait fait preuve de sympathie envers lui dès 1856. Leurs bons rapports pouvaient faire espérer à Abd al-Qâdir une assise confortable en Égypte. Le très bon accueil qu'aurait reçu Abd al-Qâdir par Saïd Paşa et la population en Égypte à son arrivée en 1863 était prometteuse<sup>722</sup>. Selon certaine version, Abd al-Qâdir se rendit même en Égypte dès la fin de l'année 1862<sup>723</sup>, tellement il avait à faire avant de se rendre au Pèlerinage. La pauvreté des sources primaires sur la période précédant son arrivée dans les Villes Saintes, ne permet pas de savoir vraiment combien de temps il passa en Égypte lors de sa carrière de notable damascène (car il avait déjà visité l'Égypte dans sa jeunesse, voir chap. I). Le consul de France avait vu l'Émir partir pour le Pèlerinage dès le mois de juin 1862. Le consul écrivait que l'Émir avait reçu l'autorisation qu'il souhaitait de la Sublime Porte à ce moment et qu'il s'était automatiquement préparé pour partir<sup>724</sup>. Dès le mois de mai 1862, Abd al-Qâdir demanda également l'autorisation de la France de faire le pèlerinage (qui devait avoir lieu en mai 1863) en précisant qu'il passerait par Alexandrie et Jedda. Les autorités françaises apprécièrent cette précaution qui concernait ce voyage dans les Villes Saintes. Napoléon III ne fit pas que de l'approuver, il en gratifia l'Émir d'une somme d'argent supplémentaire<sup>725</sup>. Une fois le pèlerinage accompli, Abd al-Qâdir restait sur place, mais vint tout de même à Jeddah pour avertir les Français de son arrivée future en Égypte et de son projet d'aller en France<sup>726</sup>. Le projet du canal de Suez lui donnait

<sup>722</sup> Habart, dans *Vie d'Abd el-Kader*, p. 27-28. Paul Azan, *Du fanatisme* 75, écrit : « Il quitta Damas en janvier 1863, resta quelques semaines au Caire, puis s'embarqua pour Djedda ».

<sup>723</sup> C'est ce que prétend I. Weismann qui écrit qu'il va au pèlerinage en passant par l'Égypte, « In 1862 'Abd al-Qâdir departed for the Pilgrimage, passing on his way through Egypt where he as a special guest to the Khedive » *Taste of Modernity*, p. 153

<sup>724</sup> CADN, Damas 16, 21 juin 1862.

<sup>725</sup> CADN, Damas 22, 22 mai 1862. La lettre du consul du 23 mai précise que la somme additionnelle s'élève à 25000 francs.

<sup>726</sup> AE, CPC Jeddah 3, fol. 91 b.

de la suite dans les idées et il se plaisait à écrire à De Lesseps qu'il convainquait ses coreligionnaires des bienfaits de cette entreprise.

Malgré sa demande d'autorisation très précoce qu'il fit aux Français pour partir pour le Pèlerinage Abd al-Qâdir ne s'y était pas rendu tout de suite. Il demandait encore aux Ottomans l'autorisation de s'y rendre, cette fois, à la fin du mois d'octobre 1862. Une lettre écrite à Fuad Paşa, écrite de la main même d'Abd al-Qâdir, date du 29 octobre<sup>727</sup>. La tournure de la demande montre qu'Abd al-Qâdir cherchait à prouver la nécessité vitale de se rendre dans les villes saintes... Dans la lettre qu'il adressait à « son éminence (lit. notre maître) Fuad Paşa » (*al-Mawla Fuâd Bâshâ*) il utilisait une tournure de style qui montrait que sa fin arrivait, qu'il avait eu les « signes de la mort » (*nadhîr al-mawt*). Dans cette courte lettre, cette justification ressemble à une manière d'accélérer la délivrance de l'autorisation de se rendre au Pèlerinage. Cela impliquerait que les tensions d'Abd al-Qâdir avec Fuad Paşa étaient encore vive et pouvait risquer bloquer ladite autorisation. Ceci est visible à travers un rapport de Kabulî Paşa<sup>728</sup> à Fuad Paşa en novembre 1862. Celui-ci retournait une lettre d'Abd al-Qâdir. Dans son rapport Kabulî Paşa revenait sur un entretien qu'il avait eu avec Abd al-Qâdir. Le vali de Damas précisait qu'Abd al-Qâdir lui avait fait part d'un écrit « confidentiel » (*bir kıta-ı arızasını lacillü't-takdîm-i mahremâne olarak*) et qu'il s'était fait pressant pour obtenir un ordre du ministère de l'intérieur<sup>729</sup>. Abd al-Qâdir s'était donc assuré que son séjour vers les villes Saintes était cautionné par les Ottomans. Ainsi, son passage par l'Égypte aurait le moins d'obstacle possible.

<sup>727</sup> A.MKT.MHM 247.89, 29 octobre 1862.

<sup>728</sup> Après un début de carrière dans le droit, Mehmed Kabulî Paşa a occupé divers postes dans la traduction et la diplomatie (Londres, Athènes) jusqu'à devenir secrétaire au Ministère des Affaires Étrangères quand nous l'avons lors des événements de Damas (il était alors Kabulî Efendi). En février 1862, il est nommé *vali* de Damas (appelé alors *Berriyetüşşam*), et chose rare, il est muté un an après dans la province voisine de Sayda pour les mêmes fonctions. Polyglotte, il était aussi le beau-frère (*bacanak*) de Fuad Paşa. « Mehmed Kabulî Paşa », *SOY*, p. 854.

<sup>729</sup> A.MKT.MHM 247.84, 2 novembre 1862.

Le retour d'Abd al Qâdir en Égypte, en 1864, ne ressemblait pas à son arrivée deux ans plus tôt. Entre-temps, le Khédive avait changé et ce dernier, Ismaïl Paşa, n'appréciait pas l'intervention d'Abd al-Qâdir dans l'affaire du canal. Il lui réserva un accueil glacial. Ismaïl Paşa répondait beaucoup plus des Britanniques, qui s'étaient lancés dans une guerre des nerfs pour empêcher les Ottomans de reconnaître la concession de De Lesseps à Abd al-Qâdir. De plus, comme l'écrit Henry Laurens, « Le domaine foncier de la compagnie, qui permettait à la France de se doter d'une quasi-colonie à l'intérieur de l'Égypte paraît un danger supplémentaire »<sup>730</sup> pour l'Angleterre. Le problème de cette colonie française c'était, une fois de plus, en utilisant des Algériens, mais, cette fois non pas en Syrie, mais en Égypte. Quand Abd al-Qâdir revint une fois de plus en Égypte, au début de l'année 1865, les Britanniques invoquèrent le risque que ne se forme un pouvoir autonome, qui leur échapperait. Ainsi, on peut voir dans les documents confidentiels du Foreign office sur la question du Canal de Suez que :

With regard to Abd el Kader's visit to Egypt, Ali Pasha told me that he had already telegraphed to Paris protesting the presence of that Emir, and demanding his immediate withdrawal from Egypt. His Highness informed me very confidentially [!] that he has received intelligence, from a reliable source, that the great object in view entertained by the Company is to establish a Colony of Algerians in the immediate vicinity of the canal<sup>731</sup>.

Ismaïl Paşa parvint à obtenir le départ d'Abd al-Qâdir après seulement quelques jours passés en Égypte. Cette mesure, si prompte, laisse apparaître la menace que représentait Abd al-Qâdir pour le nouveau khédive. L'influence sur les Algériens, mais aussi sur les Bédouins locaux et même sur la population musulmane

---

<sup>730</sup> H. Laurens, « Suez, canal de », *DEO*, p. 1111. L'auteur précise qu'en 1864, Napoléon offre son arbitrage et la compagnie doit abandonner plusieurs de ses privilèges.

<sup>731</sup> *Ibid.*, Mr Stuart to Earl Russel fol 193, 24 février 1865 - Voir également no. 370 Ali Pasha to Djemil Pasha (p. 33916 février 1865) « Le projet déjà divulgué de coloniser les terrains indiqués par la sentence des Algériens sous la suprématie d'Abd el-Kader vous impose le devoir d'insister plus que jamais que la Compagnie n'obtienne que la quantité de terrain dont elle aura réellement et strictement besoin pour la seule exploitation du canal ».

d'Alexandrie le faisait craindre pour ses intérêts et peut-être même pour sa place. Le retour d'Abd al-Qâdir si tôt après son passage de mai-juin 1864, indique à quel point il s'investissait dans le projet du canal. Les mesures prises par les Britanniques pour le faire chasser étant donné la menace de la mise en place d'une « colonie algérienne dans les environs immédiats du canal » sont le signe qu'Abd al-Qâdir passait à l'action en Égypte. Après avoir sondé les dispositions des notables locaux et d'avoir le soutien de personnes d'influence sur place, il engageait ses forces dans la lutte pour conserver son partenariat avec De Lesseps. En 1864, malgré la défiance d'Ismaïl Paşa, Abd al-Qâdir était très populaire. Le 15 juin, le consul à Alexandrie notait que le palais mit à disposition le khédive « ne désemplit pas d'Arabes »<sup>732</sup>. Abd al-Qâdir avait donc en Égypte des appuis solides qui prenaient la dimension d'un front « arabe », fait de locaux et d'Algériens qui le servaient. Les Britanniques avaient eu vent qu'Abd al-Qâdir voulait s'installer plus durablement, voire définitivement en Égypte. Le caractère obscur des intentions des deux hommes inquiétait les Britanniques qui en relevaient l'arrivée discrète du chef algérien : « M. De Lesseps, however, in order, I suppose, to intimidate the Viceroy, has just brought Abd el Kader here without any communication with the egyptian Governement; the Emir immediately after his arrival at Alexandria having been carried off to Timsah »<sup>733</sup>. Cet effet de surprise indique à quel point de Lesseps et Abd al-Qâdir savaient ce que la venue du second soulèverait auprès des autorités. Ils avaient donc besoin de temps pour continuer d'étendre l'autorité d'Abd al-Qâdir en Égypte, dans l'espoir de faire aboutir un canal menacé par l'interférence des Britanniques.

---

<sup>732</sup> Le consul de France à Alexandrie relève cette défiance à plusieurs reprises. La popularité d'Abd al-Qâdir auprès des « Arabes » est d'ailleurs ce qui semble poser problème. AE, CPC Alexandrie 33, fol. 351. Le 15 juin 1864 (fol. 359), le consul écrivait que « son palais ne désemplit pas d'Arabes » qui avaient pour lui une haute estime notamment due à son statut de descendant du Prophète.

<sup>733</sup> *Ibid.*, Mr Stuart to Earl Russel fol 193, 31 janvier 1865.

Si Michel Habart, note également que son palais attirait « un défilé ininterrompu de notabilité musulmane, juive et chrétienne »<sup>734</sup>, c'est qu'Abd al-Qâdir était célèbre depuis les évènements de 1860, mais qu'il consolida aussi, en Égypte, la construction d'un réseau transrégional et même international à travers ses liens avec la Franc — Maçonnerie. Mouloud Kebbache évoque l'initiation d'Abd al-Qâdir à la loge des Pyramides à Alexandrie, le 18 juin 1864<sup>735</sup>. Compte tenu de son autorité politique et de son poids économique, n'est-il pas permis de considérer ce rattachement à la volonté d'élargir un réseau qui prenait un virage évident avec la question de son implication dans la construction du canal de Suez ? En France, sa position envers la Franc-maçonnerie s'était quelque peu éclaircie quand il s'y rendit à l'été 1865. Elles donnent l'impression qu'une fois ses tentatives déçues en Égypte, son intérêt pour la Franc-maçonnerie était bien amoindri... À Paris, il tentait d'esquiver les invitations des francs-maçons par l'intermédiaire de son interprète, en expliquant finalement que les populations de l'Empire ottoman n'étaient pas en mesure de comprendre la fraternité maçonnique. Pourtant, ce désaveu pour la Franc-maçonnerie contrastait avec son intérêt toujours vif pour la Compagnie du canal de Suez. Il assista au conseil d'administration du 20 juillet 1865<sup>736</sup>. Ce ne serait qu'en 1869 qu'il revint en Égypte afin d'assister à l'inauguration d'un canal dont il aurait bien pu en partager le contrôle.

L'intérêt d'Abd al-Qâdir pour le canal de Suez et son investissement dans le chantier est le signe de l'expansion de son pouvoir. Contrairement à l'idéalisme naïf qu'on a souvent prêté à une figure qui aurait fait le pont entre l'Orient et l'Occident, le canal de Suez était pour Abd al-Qâdir la consécration de son autonomie qu'il avait acquise à la fois en Europe et dans l'Empire ottoman. Les efforts qu'il a déployés pour

---

<sup>734</sup> Habart relève l'hostilité très forte d'Ismaïl Paşa pour l'Émir et son anglophilie. Il note que le palais de « Messefit-Kamel » laissé à Abd al-Qâdir par Ismaïl Paşa « vit bientôt un défilé ininterrompu de notabilités musulmanes, juives et chrétiennes », M. Habart, *Vie d'Abd el-Kader*, p. 28.

<sup>735</sup> Mouloud Kebbache « Abd el-Kader et la Franc-maçonnerie française : une relation controversée », dans E. Geoffroy, *Un spirituel*, p. 95-111.

<sup>736</sup> Étienne, *Isthme*, p. 398-399.

occuper le terrain en Égypte montre aussi qu'il considérait qu'il était en mesure de s'établir grâce un accueil favorable du khédivé Saïd Paşa et de la puissance qu'il avait à travers la possibilité d'utiliser ses troupes. C'est essentiellement ses mauvais rapports avec le nouveau khédivé Ismaïl Paşa , mais surtout l'hostilité des Britanniques à voir s'établir une colonie au service des intérêts français en Égypte, qui mirent les tentatives d'Abd al-Qâdir en échec. Dans ces perspectives, ses liens avec la Franc-maçonnerie, qu'il approcha à Alexandrie en 1864, alors que tout semblait possible et de laquelle il se distanca en France alors que son initiative en Égypte était plutôt découragée, sont à considérées sous l'angle d'un certain pragmatisme.

#### 9.4 Le retour de l'Émir : la recherche d'une solution diplomatique pour l'Algérie

Quand il arriva dans la capitale ottomane, au mois de mai 1865, c'était en véritable émir. Vêtu de son burnous blanc, il arborait ses plus prestigieuses médailles. Il avait l'air du dernier chef de l'Algérie ottomane, le « serviteur du djihad », comme il se qualifia lui-même en 1863. Quand il arriva dans la capitale française, au mois de juillet 1865, c'était en véritable émir. Vêtu de son burnous blanc, il arborait les mêmes médailles qu'il portait à Istanbul, mais dans une configuration un peu différente. Il avait l'air du souverain d'un royaume arabe que Napoléon III appelait de ses vœux. Ce dernier arrivait tout juste d'Algérie quand Abd al-Qâdir se présentait à lui. À travers une même apparition à Paris et à Istanbul, Abd al-Qâdir portait les marques d'un chef algérien tout autant que les plus prestigieux insignes des États auxquels il rendait visite. Il aurait pu se présenter dans les habits du notable damascène qu'il était devenu, mais ce costume traditionnel parsemé de médailles avait une dimension diplomatique. Abd al-Qâdir n'avait pas renoncé à agir pour l'Algérie. Il se tenait constamment informé de la situation dans la province et même s'il ne pouvait pas y poser le pied, il tenta d'en influencer le destin à travers ce

voyage transimpérial de 1865. À cette époque, c'est surtout son lien avec Napoléon III qui lui permettait de croire qu'une solution diplomatique était possible pour l'Algérie.

Même loin de son pays natal, Abd al-Qâdir s'en souciait quand même. À Bursa, il suivait les nouvelles de ce qui se passait en Algérie à travers le « Moubacher » que lui transmettait le consul de France<sup>737</sup>. Abd al-Qâdir recevait aussi à Bursa de nombreuses familles arrivaient d'Algérie qui devaient certainement lui donner des nouvelles peu réjouissantes. L'un de ses plus fidèles lieutenants, Kaddour Ben Allal, y était retourné momentanément pour régler une affaire d'héritage. Selon le traducteur Bullad, qui était attaché à Abd al-Qâdir jusqu'à 1857, ce dernier éprouvait de la tristesse face au sort réservé aux biens du lieutenant qui vient d'être évoqué. Tout lui avait été confisqué par les autorités françaises. Ce genre d'histoire devait être monnaie courante quand Abd al-Qâdir était auprès des Algériens à Damas. Comme nous l'avons vu, l'immigration algérienne vers la Syrie ottomane arrangeait une partie des autorités françaises, car elle faisait de la place pour les colons<sup>738</sup>, ce qui laissait la porte ouverte à toutes les spoliations et l'impossibilité pour ceux qui partaient, de revenir un jour. Comme l'écrit Pierre Bardin, la conquête plus intérieure de l'Algérie (Djujura, Grande Kabylie) qui confrontaient l'Armée d'Afrique à des populations berbères s'achevaient en 1857 par le Maréchal Randon. Cette conquête n'occasionna pas « un brusque afflux après 1857, mais un mouvement régulier amenant chaque année, de 1857 à 1870 quelques familles à Damas »<sup>739</sup>.

---

<sup>737</sup> CADN, Brousse 1 fol. 127b-128, 11 mars 1853. En 1851, le ministre de la Guerre disait le *Moubacher* qu'il était publié quotidiennement à 1500 exemplaires en Algérie. Il était selon lui, un instrument efficace pour la liaison entre l'armée et l'administration française mais aussi pour informer les chefs de tribus. "Gouvernement et tribus arabes de l'Algérie, *Revue de l'Orient, de l'Algérie et des colonies*, 1851, p. 74

<sup>738</sup> Kamel Kateb, « La gestion administrative de l'émigration algériennes vers les pays musulmans au lendemain de la conquête de l'Algérie », *Population*, 52<sup>e</sup> année, no. 2, 1997 p. 412-414.

<sup>739</sup> Bardin, *Algériens et Tunisiens.*, p. 9.

Lors de son passage à Alexandrie en juin 1864, Abd al-Qâdir démontra qu'il était bien renseigné sur la situation en Algérie. Le consul remarquait qu'Abd al-Qâdir était au courant des soulèvements dans l'Oranais, son pays natal<sup>740</sup>. Il faut dire qu'il revenait du Pèlerinage et il ne manquait pas de Maghrébins qui pouvaient lui donner des nouvelles (au point où le consul de Jeddah s'en inquiète)<sup>741</sup>. Revenu à Damas, le consul Hecquard se rassurait en rapportant des propos d'Abd al-Qâdir qui décrédibilisait des agitateurs. Quand Hecquard lui parla du soulèvement algérien, l'Émir s'offusqua de ce manque de reconnaissance pour une puissance tutélaire qui prenait le destin de l'Algérie en main demandant au consul pourquoi ces chefs ne venaient pas en Syrie au cas où ils avaient oublié le sort des musulmans vivant sous la domination des Turcs<sup>742</sup>...

Napoléon III, avec lequel Abd al-Qâdir avait de bons rapports, n'était pas un partisan de la colonisation. On pouvait lire en 1863 dans « Le Moniteur universel » un des journaux français les plus populaires de l'époque la position de Napoléon III : « Les Indigènes, comme les colons ont un droit égal à ma protection et je suis aussi bien l'Empereur des Arabes que l'Empereur des Français »<sup>743</sup>. Ce dernier définissait l'Algérie non comme une colonie proprement dite, mais comme un « royaume arabe ». Napoléon III s'était d'ailleurs déplacé lors d'un long voyage en Algérie, dans le but avoué de calmer les révoltes qui commencèrent en 1864. Quand il arrivait au printemps 1865, les soulèvements n'étaient pas étouffés. Le geste de Napoléon III envers les indigènes permettait de croire à l'amélioration de leur condition qui s'était largement détériorée depuis l'invasion de 1830. La déclaration du *Senatus consulte*,

<sup>740</sup> AE, CPC Alexandrie 33, fol. 357.

<sup>741</sup> AE, CPC Jeddah 3, fol. 111.

<sup>742</sup> CADN, Damas 18, rapport du consul Hecquard, le 1er juillet 1864.

<sup>743</sup> Azan, *Fanatisme*, p. 276.

du 14 juillet, la loi qui devait rendre égaux musulmans et Européens d'Algérie, était le résultat d'un voyage d'un mois qu'il avait fait quelque temps avant. Ce voyage visait essentiellement à rendre effective une loi identique, datée de 1863, mais dont les gouverneurs généraux n'avaient que faire. Mac Mahon, le futur président de la République (1875-1879), était l'un d'eux. Il avait d'ailleurs plusieurs faits d'armes dans la région d'Abd al-Qâdir et dans la répression des soulèvements kabyle en 1857. Sur une photographie prise lors du passage en France d'Abd al-Qâdir en 1865, Mac Mahon et l'émir en burnous blanc posent ensemble. L'attitude hautaine de l'Ex gouverneur général d'Algérie regardant à l'opposé de son célèbre voisin algérien, l'air grave, est révélatrice. On a bien l'impression d'une distance de vues des plus singulières entre les protagonistes ...



Figure 9.5 – Abd al-Qâdir, ses proches et Mac Mahon, par Delton (1865)<sup>744</sup>

Pourtant, quand Abd al-Qâdir arriva en France, au début du mois de juillet 1865, Napoléon III l'accueillit avec les honneurs. L'empereur venait donc de passer du temps en Algérie. Il s'était convaincu de sa vision impériale qui devait rendre aux indigènes leur droit de propriété et leur liberté tout en affirmant leur loyauté à la

<sup>744</sup> [achac.com/diaporas en France/expédition coloniales et royaumes arabes](http://achac.com/diaporas-en-France/expedition-coloniales-et-royaumes-arabes), Le site précise que la photographie vient du Musée de l'Armée, à Paris.

France. Dans cette perspective, c'étaient les colons, non les indigènes qui devaient être confinés. Une telle idéologie provoquait l'ire du parti colonial, celui-là même qui s'était opposé avec tant de force au départ de l'Émir vers l'Empire ottoman. Cette vision impériale était pour beaucoup due à l'influence d'Ismail Urbain, qui avait d'ailleurs accompagné l'Empereur dans sa tournée algérienne<sup>745</sup>. Urbain avait participé à l'administration de l'Algérie en adoptant une position originale, défendant l'idée d'une « administration arabe dirigée par les Français ». Converti à l'islam et marié lui-même à une musulmane, il voulait, par son mode de vie, montrer que l'on pouvait être français tout en étant bon musulman. Après avoir exercé dans l'armée, il prit des fonctions d'interprètes principaux qui prendront de l'ampleur auprès de Napoléon III qu'il accompagna lors de sa tournée en Algérie en 1865. Il devint aussi un grand ami d'Abd al-Qâdir dont il avait partagé des moments qui le marquèrent profondément lors de la détention à Amboise. Urbain eut l'occasion de revoir Abd al-Qâdir à Paris à son retour d'Algérie.

Les retrouvailles entre Abd al-Qâdir et Ismaïl Urbain eurent lieu à Paris en 1865. Une de leur réunion eut lieu en présence de l'ambassadeur de la Sublime Porte à Paris. Abd al-Qâdir avait organisé une réception chez lui. Ce diner est rapporté par Urbain lui-même « L'Émir Abd el-Kader arriva à Paris pendant que j'y étais et je le vis plusieurs fois dans le petit hôtel qu'il occupait dans le quartier Beaujon. Je me rencontrai un jour à diner chez lui avec l'ambassadeur de Turquie, Émile Girardin, le colonel Colson, les deux frères Péreire et autres notabilités »<sup>746</sup>. Esad Safvet Paşa<sup>747</sup>,

---

<sup>745</sup> Né à Cayenne en Guyanne française en 1812, mort à Alger en 1884. Dans sa jeunesse, il est d'abord élève du Collège royal de Marseille où il se serait familiarisé avec la langue arabe et approfondie ses connaissances de celle-ci au cours d'un voyage en Égypte. Alain Messaoudi, « Ismaïl Urbain », *Les arabisants*, p. 351.

<sup>746</sup> Michel Levallois, *Ismaïl Urbain: Royaume arabe ou Algérie franco-musulmane?, 1848-1870*, Paris, Riveneuve éditions. 2012, p. 574.

<sup>747</sup> Avant de devenir un des plus importants agents des Tanzimât, Safvetî Paşa occupa les fonctions de traducteur à la Sublime Porte. Il fut le professeur de français du jeune Sultan Abdülmecid Ier. Ses

précisait davantage ce qui s'était passé lors de cette réunion dont l'Algérie avait été le sujet central. Il écrivait au ministère des Affaires extérieures (*Hariciye*) qu'Abd al-Qâdir l'avait invité à manger chez lui en compagnie d'Ismaïl Urbain « qui a servi d'interprète lors du voyage en Algérie de Sa Majesté l'Empereur ». Cette fois, l'Émir se faisait l'intercesseur de la « population algérienne » (*Cezâyir ahâlisi*). Safvet Paşa expliquait que ce qui était digne d'être honoré, selon l'Émir c'était qu'Ismaïl Urbain était le médiateur qui avait transmis et fait comprendre l'Empereur les idées les intentions bonnes au sujet de la population algérienne. Si ce dernier (Mr Urbain), selon l'ambassadeur ottoman, était gratifié d'une médaille, cette démonstration produirait un effet de rapprochement entre l'Auguste califat du Souverain par l'expression de la satisfaction et de la fierté. Safvet Paşa disait devoir se prononcer, mais que le jugement en revenait à son gouvernement. Il finissait néanmoins avec un argument qui montre tout son parti pris en faveur du traducteur qui œuvrait dans la bonne direction pour l'Algérie.

Monsieur Urbain a passé plus de trente ans établi en Algérie et s'exprime dans la langue arabe comme un autochtone avec une aisance et une élocution parfaite et étant très investi, selon ce qu'on dit, dans les relations avec l'administration de ladite population il serait approprié de concevoir de lui remettre et d'accorder selon le rang par l'approbation et le décret une médaille Medjidiye<sup>748</sup>.

Ainsi Abd al-Qâdir avait cette fois, intercédé pour une cause qu'il trouvait d'autant plus juste, qu'il y était lié par la carrière et l'histoire. Bien qu'approché par Urbain lui-même pour lui faire endosser le rôle de Roi arabe pour le compte de Napoléon, rôle qu'il avait décliné<sup>749</sup>, il n'en considérait pas moins la portée et la justesse du travail de son interlocuteur. En invitant l'ambassadeur de l'Empire ottoman à la

---

connaissances de la langue arabe était aussi ce qui le distinguait. Azmî özcan, « Saffet Mehmed Esad Paşa », *DIA* 35, p. 467-468.

<sup>748</sup> İ.HR 215.12460, 31 juillet 1865.

<sup>749</sup> Étienne, *Isthme*, p. 372. Selon Azan, c'était surtout, du fait des années, à la perte de popularité dans son pays natal qu'il avait renoncé à un tel projet ou parce qu'il serait « mis en demeure de reprendre les armes contre la France » s'il y retourner en tant que chef. Azan, *Fanatisme*, p. 276-277.

même table que le conseiller de l'Empereur Napoléon III, Abd al-Qâdir fondait une sorte de ligue anticoloniale<sup>750</sup>. Ce moment était l'heure de gloire de l'idée d'une Algérie franco-musulmane.

La défaite de Napoléon III, survenue en 1870 contre la Prusse, était la propre défaite d'Abd al-Qâdir. Ce moment constitua la fin d'un armistice. Même s'il n'existe pas de preuve formelle, c'est à travers l'itinéraire de son fils Muhyiddîn que l'on peut estimer qu'Abd al-Qâdir tenta d'agir en Algérie par la voie des armes. Habart est le premier à avoir remis en cause la version officielle française et affirme que Muhyiddîn retrouva même les fils de Hamdan Efendi et un proche de Mohammed Ben Abdallah (que l'Émir avait refusé de voir à Bursa) dans la révolte<sup>751</sup>. Bruno Étienne remet en cause la propagande française qui a très vite cherché à montrer le reniement du patriarche algérien pour son fils, très tôt dans l'année alors que lui n'a « trouvé qu'une lettre datée d'avril 1871 dans laquelle l'émir vient d'apprendre le départ de son fils... ce qui est pour le moins surprenant pour deux raisons : la première parce que nous savons par le poste de Damas que Muhyiddine est parti le 20 octobre 1870... et la seconde parce que l'émir contrôlait rigoureusement tout ce que ses fils faisaient »<sup>752</sup>. La notice de « Muhyiddîn Paşa » du *Tarikh 'Ulama Dimashq* présente des détails qui excluent une action due au coup de tête d'un jeune impétueux, décrit par l'historiographie coloniale française. L'action de Muhyiddîn était programmée depuis la Syrie et bénéficiait d'un réseau maghrébin<sup>753</sup>. L'intervention de ce fils d'Abd al-Qâdir pose la question des dispositions interrégionales de la

<sup>750</sup> Michel Levallois rapporte que la médaille Mecidiye de 4<sup>e</sup> classe fut remise à Ismaïl Urbain par l'intermédiaire d'Abd al-Qâdir. Il note aussi une récompense (le « Nichan Iftikhar ») du Bey de Tunis. Michel Levallois, « D'Amboise à Damas, rencontres et convergences entre Abd el-Kader et le saint-simonien Ismayil Urbain, dans E. Geoffroy, *Un spirituel*, p. 56. Dans son ouvrage plus récent, le même auteur note que l'Émir intercêda auprès de l'ambassadeur ottoman pour que la médaille Mecidiye soit remise à Urbain, selon ce dernier, « en récompense des services rendus aux Musulmans d'Algérie, et par suite, à l'islamisme tout entier », M. Levallois, *Royaume Arabe*, p. 574.

<sup>751</sup> M. Habart dans Churchill, *Vie d'Abd el-Kader*, p. 9.

<sup>752</sup> Étienne, *Isthme*, p. 416.

<sup>753</sup> « Muhyiddîn Pasha al-Jazâirî » dans le *Tarikh 'Ulamâ' Dimashq*, t. 1, p. 357.

*Rahmaniyya*, très présente à Damas, mais aussi dans la région qui s'était soulevée avec le plus de retentissement, avec des figures célèbres comme le cheikh al-Mokrani. Enfin, il faut remettre en cause le soi-disant fanatisme dans le geste de Muhyiddîn. Alors que la presse française le montrerait comme une pâle copie de son père, en quête de prestige, il était autant entre l'Europe et l'Empire ottoman par le simple fait qu'il suivait son père dans ses voyages. Celui de 1865 entre Istanbul et Paris (et même Londres) est le meilleur exemple. À Istanbul, Muhyiddîn recevait la médaille *osmaniye* et se fit photgraphier dans son burnous blanc. Quelques semaines plus tard, il rencontrait Napoléon III, qui lui décernait aussi une médaille. Alors qu'Abd al-Qâdir quittât la France à l'automne de la même année, il le laissa avec son frère Mohammed. C'est l'interprète d'Abd al-Qâdir, Charles Gabeau que l'on chargea de les ramener à Damas<sup>754</sup>. Abd al-Qâdir avait rapidement demandé une médaille ottomane pour le récompenser<sup>755</sup>. Lors de ce voyage en compagnie de Gabeau les jeunes fils de l'Émir prirent le soin de passer par l'Égypte<sup>756</sup>... là où leur père était devenu *persona non grata* pour le Khédivé Ismaïl. La compagnie d'un traducteur expert pouvait se révéler déterminante et servir des intérêts à distance. Toujours est-il que l'Émir, loin de renier son fils quelque peu aventurier, il intercédait pour lui, auprès de la Porte, seulement quelques années plus tard<sup>757</sup>. Il réclamait la reconnaissance d'une position équivalente à celle qui avait été donnée à Ben Sâlem,

<sup>754</sup> Militaire de formation, Gabeau avait étudié sérieusement l'arabe au lycée. Il connaissait bien Abd al-Qâdir puisqu'il avait été son attaché comme traducteur à 19 ans alors qu'il était encore prisonnier à Amboise. Il assista à sa libération et fut envoyé l'accompagner à Istanbul puis à Bursa en 1853. En 1865 le gouvernement le remis au service d'Abd al-Qâdir. Henry Carnoy, « Gabeau, Charles Hyppolithe », *Dictionnaire biographique international des écrivains*, éd. Georg Olm Verlag, 1987, p. 150.

<sup>755</sup> HR.TO 448.53, 27 août 1866. Cette demande succéda à celle d'une demande pour un autre européen, « mösyö Di Marko » dont nous ne connaissons pas l'identité. Voir

<sup>756</sup> Henry Carnoy, « Gabeau, Charles Hyppolithe », *Dictionnaire biographique international des écrivains*, Hildesheim, G. Olms, 1987. Voir également la notice sur « Muhyiddîn Pasha al-Jazâirî » dans le *Tarikh 'Ulamâ' Dimashq*, t. 1, p. 357.

<sup>757</sup> HR.TO 459.71, 2 septembre 1875. Abd al-Qâdir demande le grade de Mîr-mirân soit l'équivalent de *kaymakâm* pour son fils ; İ.DH 789.64095 24 juillet 1879. Les demandes sont du même genre mais on rappelle le grade de Muhyiddîn (*Izmîr pâyesi*).

peu après son arrivée. Inclure ses fils dans les projets de colonisation du territoire de la Syrie ottomane, auquel il prenait part de plus en plus fréquemment depuis 1860, place la famille comme héritière de sa position politique. Sa biographie, écrite par son aîné qui avec Muhyiddîn serait les plus ardents soutiens de l'ottomanisation de la famille à la mort de leur père, est bien la preuve de la cohérence d'une transmission généalogique et politique.

L'action de Muhyiddîn pose la question de la capacité de l'Émir à jauger l'échiquier politique français. En perdant un allié comme Napoléon III, c'était perdre son libérateur et son protecteur. C'était la fin de l'Algérie la moins colonialiste. D'ailleurs Il faut aussi considérer les liens épistolaires d'Abd al-Qâdir avec Ismaïl Urbain qui était le pire ennemi du parti procolonisation. Ce parti fut le véritable gagnant après la chute de Napoléon III. Urbain fut pour cela, obligé de quitter Alger dès 1870.<sup>758</sup> Il est donc possible de croire qu'il a pu renseigner l'Émir des réels dangers qui guettaient la population musulmane d'Algérie. Celle-ci connut justement une intensification croissante des expropriations de terres à partir de cette période<sup>759</sup>.

Abd al-Qâdir ne s'est jamais désintéressé du sort de l'Algérie, ni renoncé à y agir. En 1865, il profita de son prestige et de son influence pour tenter d'améliorer le sort des musulmans, largement désavantagés par les colons. En véritable diplomate, Abd al-Qâdir a stimulé la frange politique française qui s'opposait à une Algérie coloniale. Il faut voir dans ses démarches auprès de l'ambassadeur de la Sublime Porte à Paris pour obtenir une médaille pour l'un des administrateurs français le plus opposé la colonisation, la tentative d'influencer le cours des choses en Algérie alors en proie à

---

<sup>758</sup> Messaoudi, *Arabisants*, p. 352.

<sup>759</sup> Voir le chapitre de Martin Thomas « From French North Africa to Maghreb Independence: Decolonization in Morocco, Tunisia and Algeria, 1945-1956 » dans Martin Thomas, Bob Moore, et Lawrence J. Butler. 2010. *Crises of Empire: Decolonization and Europe's Imperial States, 1918-1975*. London: Hodder Education.

de graves révoltes anticoloniales. Ses bons rapports avec Napoléon III le permettaient. Toutefois, quand celui-ci était défait par la Prusse en 1870, rien ne contredit, à part la propagande de l'époque qui a imprégné l'historiographie française, qu'Abd al-Qâdir n'ait rien tenté pour secouer plus énergiquement le joug des colons en Algérie. Même s'il le fit à travers l'un de ses fils les plus proches parce qu'il avait trop à perdre en cas d'échec, il est fort probable qu'il ait aidé, du moins facilité une action armée. Le soi-disant désaveu de Muhyiddîn par son père est d'ailleurs peu crédible. Ce fils qui eut une grande responsabilité dans le tournant ottoman à la mort de son père était soutenu par ce dernier pour obtenir des terres en Syrie auprès de la Sublime Porte.

## 9.5 Conclusion du chapitre

Après les événements de 1860, le pouvoir d'Abd al-Qâdir ne fit que s'étendre et de s'épanouir. Les célèbres photographies prises en 1865 à Istanbul et à Paris donnent une idée de l'importance que prenait un notable damascène bien campé dans l'Empire ottoman et tourné vers l'Europe. Son prestige et ses contacts très étendus lui donnaient la capacité de négocier avec les États avec lesquels ils avaient des obligations mutuelles. En ce qui concerne la Sublime Porte, la puissance de son pouvoir allait à contresens de la logique des réformes Tanzimat qui devaient égaliser les statuts des sujets de l'Empire. Or, Abd al-Qâdir était devenu un personnage incontournable qui était en mesure d'être le partenaire de l'État autant que de constituer une menace.

L'intégration de la famille d'Abd al-Qâdir dans le système de rémunération ottomane fait partie des éléments qui faisaient de l'Émir un partenaire. Cette intégration constitua un puissant frein aux prétentions françaises de faire des Algériens leurs protégés. Elle limita aussi beaucoup le pouvoir de la France sur Abd al-Qâdir. La fratrie, dans le besoin, a été soutenue par les Ottomans tandis que la France ne s'en

occupa guère. Les Français préféraient s'occuper d'Abd al-Qâdir en imaginant qu'il se chargerait de son entourage. Ils manquèrent, dans une période charnière de la fondation de l'autorité d'Abd al-Qâdir en Syrie ottomane, l'opportunité de fidéliser la famille entière. Les Français laissaient ainsi les Ottomans bénéficier du prestige de la position d'un État protecteur de la famille. À la mort de l'Émir, cette fidélisation serait déterminante dans la lutte du Sultan Abdülhamid II contre l'influence de la France dans les provinces de Syrie.

Abd al-Qâdir s'implantait davantage dans la vie politique locale en y plaçant et en favorisant ses propres partenaires. Il se faisait l'intercesseur auprès de la Sublime Porte pour obtenir des médailles pour les uns, la libération de prison pour les autres. Ainsi, il avait pris sur un réseau de notables avec lesquels il avait le monopole des échanges. Les réformes des infrastructures à Damas sur cette période sont à considérer à travers le prisme de cette nouvelle génération de notables. Celle-ci était issue de l'influence d'Abd al-Qâdir, mais aussi le fruit des modifications profondes de la vie politique à travers l'exil et l'emprisonnement de nombreux notables. Il y avait, après 1860, l'existence d'une sorte de nouvelle faction de notables qui partageaient avec Abd al-Qâdir des liens qui les rattachaient à l'État ottoman.

L'implication d'Abd al-Qâdir dans le projet du canal de Suez se comprend mieux à travers la connaissance du pouvoir qu'il avait graduellement acquis à son arrivée à Damas, mais surtout après les événements de 1860. Les initiatives qu'il prend sont l'expression d'une certaine assurance, la manifestation de son autonomie politique. Même s'il buta sur l'opposition active des Britanniques à ce qu'il s'investisse dans le chantier à travers la protection des Algériens, il tissait des relations nouvelles avec la France et manifestait sa puissance auprès du pouvoir ottoman.

En 1865 Abd al-Qâdir séjourna à Istanbul au fait de sa gloire. Il marquerait durablement les représentations, habillé dans son burnous blanc. Dans le même

costume, il se rendait en France tout aussi auréolé de prestige. Toutefois, l'apparition de « l'Émir d'Algérie » n'avait certainement pas la même signification dans le contexte de la capitale ottomane et dans celle des Français. Pour le pouvoir ottoman Abd al-Qâdir avait l'aspect du dernier combattant de la guerre sainte en Algérie, l'homme grâce à qui la Sublime Porte pouvait continuer d'affirmer que l'Algérie n'était pas française, mais toujours ottomane. Pour la France, Abd al-Qâdir était ce valeureux adversaire repent et francophile, une pièce sur l'échiquier de l'Empire colonial. En 1865, Abd al-Qâdir agit pour une Algérie musulmane et tenta de favoriser une solution diplomatique pour arriver à ses fins. Le burnous blanc parsemé de médailles variées, dont la configuration changeait selon qu'il se trouve à l'Est ou à l'Ouest, en était l'expression. Pour cela, il tenta de ramener les Ottomans dans la question algérienne en consolidant le parti anticolonialiste. La perte de l'allié essentiel dans ce mouvement, Napoléon III lui-même, poussa Abd al-Qâdir à envisager de reprendre les armes. Il ne le fit pas directement, mais par l'intermédiaire de son fils qui échoua peut-être dans sa mission, mais qui ne fut certainement pas désavoué par son père. Muhyiddîn serait appuyé par son père pour acquérir de l'influence dans la région de Damas.

## CHAPITRE X

### CONCLUSION GÉNÉRALE

Tout juste cinquante ans après la photographie célèbre de l'émir médaillé en burnous blanc dans les studios des frères Abdullah, le petit fils d'Abd al-Qâdir prenait la pose à Damas. Photographié en 1915<sup>760</sup> dans son trois-pièces élégant, sa moustache à la jeune-Turc mais sans fez, on distingue sur l'image usée, conservée aux Archives du Premier ministre à Istanbul<sup>761</sup>, un homme au visage pâle, les mains dans les poches et le pied en avant, ce qui lui donne l'air serein et déterminé.

---

<sup>760</sup> Après la consultation du livre de Talha Çiçek, *War and State Formation in Syria : Cemal Pasha's Governorate During World War I (1914-1917)*, Londres, Routledge, 2016, je me demande si l'année n'est pas hicri mais rûmi, ce qui donnerait davantage 1917.

<sup>761</sup> BOA, FTG 697.

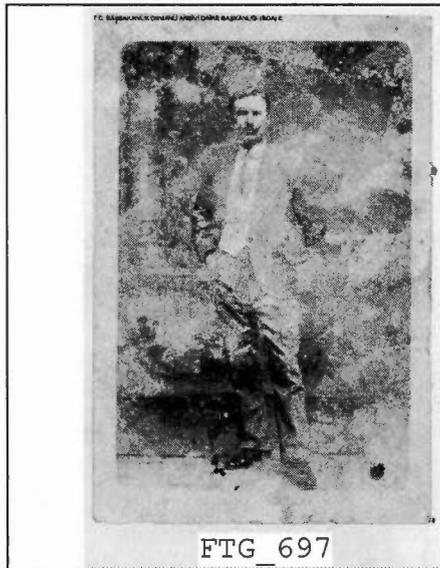


Figure 10.1  
Un autre Émir Abd al-Qâdir  
(1915)

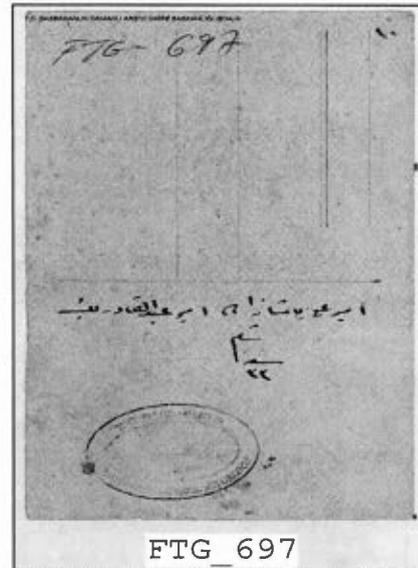


Figure 10.2 – « Emir Ali Paşazâde  
Emir Abdülkâdir Bey,  
Şâm, sene 33 »

À l'endos de la photographie on peut y trouver des précisions sur son identité : « L'Émir Abd al-Qâdir Bey fils de l'Émir Ali Pacha » (*Emir Ali Paşazâde Emir Abdülkâdir Bey*), en plus des précisions sur l'année et le lieu de la prise. Dans ces indications se trouve toute l'épaisseur de l'héritage politique d'Abd al-Qâdir dont ses descendants reprenaient le titre par lequel « l'Émir » est encore célèbre aujourd'hui. Comme nous l'avons vu, ses descendants ont rarement constitué l'objet d'étude. Les Français les ayant presque tous désavoués pour leur choix en faveur du Sultan Abdülhamid II, à la mort d'Abd al-Qâdir, les descendants héritèrent du titre d'émir autant que d'une position politique faite d'ambiguïté qui faisait toute leur force. Elle rappelait la dimension héroïque de la participation d'Abd al-Qâdir dans la guerre contre la France. Pourtant, dans cette guerre, Abd al-Qâdir n'entendit pas que de se passer de l'aide des Ottomans, il tenta de mettre fin à leur pouvoir en Algérie tout en le remplaçant par un État chérifien que certains historiens ont préféré voir comme étant les bases d'un État national arabe, ce qui est contestable étant donné l'anachronisme d'un tel projet. Par contre, l'issue de la Première Guerre mondiale à

Damas aurait bien pu consacrer la naissance d'une République arabe ou d'un Royaume chérifien, non sous le commandement de Faysal, le fils de l'Émir de la Mecque, mais bien celui de l'Émir Abd al-Qâdir Bey fils de l'Émir Ali, fils de l'Émir Abd al-Qâdir<sup>762</sup>... La fin de l'autorité ottomane sur la Syrie révélait du même coup, tout ce que la famille d'Abd al-Qâdir retirait de son lien étroit avec l'État central. Pour le comprendre, il faut nécessairement prendre en considération le processus d'ottomanisation de la famille d'Abd al-Qâdir qui entraîna l'avènement d'une dynastie d'émirs à Damas. Cette dynastie, faite de prestige et de privilèges, s'était fermement implantée en l'espace de seulement soixante ans dans la vie politique syrienne. La réussite de la famille d'Abd al-Qâdir s'explique à la fois par un vaste réseau de partenaires locaux et internationaux, mais également l'entretien de rapports réguliers avec l'État ottoman et le maintien des échanges avec la France. Chargé par Hussein, le chérif de la Mecque, de rapporter à Damas le premier drapeau d'une autorité « arabe » à Damas, l'émir Abd al-Qâdir Bey aurait lancé à Faysal : « tu es Arabe, je le suis également. Tu es descendant du Prophète, et moi aussi », montrant ainsi toute la stature et l'ambition du notable damascène. Favorisé par les Britanniques, Faysal aurait raison de son rival et imposa son autorité à Damas. Le petit-fils d'Abd al-Qâdir était abattu peu de temps après que ne flotta le premier drapeau arabe sur la ville. L'hostilité de T.E Lawrence (le célèbre « Lawrence d'Arabie ») pour les *Jazâ'ri* était trop vive, car il les trouvait trop proches des Ottomans<sup>763</sup>. La France n'était plus assez impliquée auprès de la famille pour lui venir en aide. Elle avait perdu la plus grande partie de son influence à la mort d'Abd al-Qâdir. Comme ils l'avaient fait pour Abd al-Qâdir dans la guerre en Algérie, ou vis-à-vis du canal de Suez, les Britanniques entravaient l'ascension politique d'un personnage en mesure de changer la face du pouvoir en Syrie.

<sup>762</sup> James L. Gelvin, *Divided Loyalties: Nationalism and Mass Politics in Syria at the Close of Empire*. Berkeley, University of California Press, 1998, p. 242.

<sup>763</sup> Seale, Patrick, *The Struggle for Arab Independence Riad El-Solh And the Makers of the Modern Middle East*. Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 116.



Figure 10.3  
L'émir Saïd à Damas (1920), BnF

Néanmoins, beaucoup des membres de la descendance d'Abd al-Qâdir se sont illustrés dans des carrières civiles ou militaires, dans les rangs ottomans, comme l'Émir Abd al-Mâlik, parti lever, peu avant 1910, le drapeau de la guerre sainte au Maroc alors que se refermait l'étau d'un Protectorat français sur le pays<sup>764</sup>. Ou bien comme l'Émir Khâled, qui prit part aux combats, du côté français, pendant la Première Guerre mondiale, après que son père ait fait le choix de retourner en Algérie. Devenu gênant dans une Algérie française en pleine effervescence des années 1920, l'émir Khâled s'exilait à Damas<sup>765</sup>. Son arrivée coïncidait avec le moment où beaucoup des Algériens qui s'y étaient réfugiés prenaient part à la « Grande Révolte

<sup>764</sup> Odile Moreau, *La Turquie dans la Grande Guerre : de l'empire ottoman à la république de Turquie*. Saint-Cloud, Editions Soteca, 2016, p. 157.

<sup>765</sup> Charles-Robert Agéron, « Enquête sur les origines du nationalisme algérien. L'émir Khaled, petit-fils d'Abd El-Kader, fut-il le premier nationaliste algérien ? », *Revue De l'Occident Musulman Et De La Méditerranée*, 1966, p. 22 ; 40.

syrienne », contre la mise en place du Mandat français<sup>766</sup>. L'Émir Saïd, le frère du fameux Abd al-Qâdir Bey, s'illustra dans cet épisode de l'histoire comme un élément pacificateur. Au moment où pleuvaient les bombes des Français sur Damas, il était en tête de la délégation des notables venue réclamer un cessez-le-feu aux autorités mandataire<sup>767</sup>.



Figure 10.4 – L'émir Saïd devant le portrait de son grand-père (P. Seale)

Par l'importance qu'on le voit donner au tableau de son grand-père, l'Émir Saïd apparaît comme un des chefs de file de la pérennisation de l'icône en burnous blanc garni de médailles. Trônant dans la salle de réception de la dernière maison acquise par l'Émir dans la banlieue de Damas, le tableau, issue de la photographie des frères Abdullah datée de 1865, servirait les causes les plus contradictoires.

<sup>766</sup> Adham al-Jundi, *Tarikh al-thawrat al-Suriya fi 'Ahd al Intidab al Faransi*, Damas, Matba'at al Ittihad, 1960. La présence dans les rangs insurgés comme Ataf Paşa al Jazâ'iri, qui commande les "armées des Maghrébins musulmans" (*junûd al Maghariba al Muslimin*) est révélatrice, tout comme la mention de la participation dans les combats de l'Émir Izzeddin, petit fils de Muhyiddîn. Ce dernier était le fils d'Abd al-Qâdir qui s'était illustré dans la participation dans le soulèvement de 1871 en Algérie.

<sup>767</sup> Patrick Seale, *Riad al-Solh*, p. 116-117. Michael Provence, *The Great Syrian Revolt and the Rise of Arab Nationalism*. University of Texas Press, 2005, p. 106-106.

Les brèves perspectives ottomano-centrées que nous venons d'aborder au sujet de l'itinéraire de la descendance d'Abd al-Qâdir contrastent beaucoup avec la mythification du personnage. Que ce soit l'icône coloniale d'un glorieux vaincu qui passa du « fanatisme musulman au patriotisme français », la statufication du personnage en héros national arc-bouté sur la période des combats en Algérie ou bien encore la figure d'un saint dégagé de la vie politique une fois installée à Damas, la carrière d'Abd al-Qâdir a constitué et constitue encore l'objet de schémas réducteurs qui servent des objectifs politiques plus larges. Le fort dogmatisme qui s'applique à ces perspectives a longtemps primé sur un travail positif et critique sur la vie d'Abd al-Qâdir. L'utilisation d'archives primaires pour accéder à des interprétations nouvelles ne fait que commencer, surtout quand il s'agit d'archives non occidentales, et même non françaises dans ce cas précis. La perspective ottomane qu'offrent de nombreux documents à son sujet donne accès à son itinéraire politique d'une manière aussi originale que cruciale. Le point de vue des Ottomans sur Abd al-Qâdir est original, car il met en rapport une figure musulmane connue à la fois pour son rôle politique important en Algérie et son travail sur Ibn Arabi avec un État musulman qui régnait sur l'Algérie jusqu'à l'invasion française et qui donnait à Ibn Arabi une place tutélaire. Dans leur rapports, Abd al-Qâdir et l'État ottoman partageaient une culture commune, issue d'un même développement historico-religieux. Le caractère convenu de la correspondance d'Abd al-Qâdir avec des interlocuteurs français (Bugeaud, Napoléon III, les consuls et ambassadeurs de France, etc.) lui a donné un rôle que ses biographes ont pris pour acquis sans faire apparaître les conditions de ces interactions. Ce qui apparaît plus nettement dans les relations d'Abd al-Qâdir avec les Ottomans (Hamdan Efendi, le Sultan Abdülmeçid, Fuad Paşa, etc.) c'est sa capacité à s'adapter à son interlocuteur, à partager un sens commun. Cela implique son sens aigu de la diplomatie, son art de la rhétorique. Faire d'Abd al-Qâdir un Ottoman, au même titre que l'on a fait de lui un Français ou un Algérien n'a pas de pertinence. Ce serait lui

dénier une partie de son pouvoir, celui de bénéficier d'une position médiane entre des États puissants et rivaux qui se partageait son sort.

La position d'Abd al-Qâdir vis-à-vis des Ottomans a fluctué tout autant que celle des Ottomans envers lui, rien que sur la trentaine d'années de sa carrière comprise dans le champ de cette thèse. L'itinéraire politique d'Abd al-Qâdir a pris la forme d'un processus d'ottomanisation. D'un mouvement de contestation idéologique et militaire quand il était sur les marges de l'Empire ottoman, sa trajectoire est allée dans le sens d'une participation active avec l'État central, dans la peau d'un notable influent à Damas. Les perceptions ottomanes sur Abd al-Qâdir ont aussi, nous l'avons dit, beaucoup fluctué au cours du temps. Entre la première mention de lui, dans une lettre de Hamdan Efendi en 1834 où Abd al-Qâdir faisait figure de bédouin doté d'une autorité male assurée, mais présenté à Paris comme un calife, et son passage à Istanbul en 1865 où il était immortalisé par les photographes du Sultan et décoré de la plus prestigieuse médaille décernée par l'État ottoman à cette époque, il y a une gamme assez large de nuances en terme de positions et d'impression.

Abd al-Qâdir bénéficia largement de l'invasion française pour établir un État chérifien dans la province ottomane d'Algérie. Jusqu'à qu'il appelle le Sultan Abdülmeçid à l'aide à la fin de l'année 1841, Abd al-Qâdir était en rupture avec le pouvoir des Ottomans. Bien que sa famille développa des liens avec les autorités ottomanes locales, Abd al-Qâdir se sentait appelé à faire sortir l'Algérie de l'orbite d'Istanbul à travers la construction d'un État très proche du modèle marocain basé sur un pouvoir charismatique. Les Français feront de cette contestation la preuve de la haine d'un chef arabe pour les « Turcs » sans revenir sur les causes historiques qui permirent à une famille au milieu de deux territoires, au centre d'un vaste réseau transrégional, de s'emparer de la quasi-totalité de l'Algérie pendant quelque temps. Si Abd al-Qâdir dut mettre en sourdine la révolution antiottomane qu'il lança en Algérie c'est que l'État chérifien était sur le point de s'effondrer.

Même si certains succès d'Abd al-Qâdir incitèrent les autorités ottomanes à envisager l'opportunité de l'utiliser pour chasser les Français, c'est surtout en rebelle et en usurpateur du pouvoir qu'Abd al-Qâdir était décrit à la Sublime Porte jusqu'au traité de Tafna en 1837. Véritable revers pour la souveraineté ottomane en Algérie, ce traité révélait aux Ottomans l'orientation politique d'Abd al-Qâdir, celle d'un chef autonome qui était parvenu à se débarrasser du seul officier régulier qui luttait pour le Sultan. La chute de ce dernier, Ahmed Bey de Constantine, entraîna la diffusion de la plus noire représentation d'Abd al-Qâdir. Selon le Bey déchu, Abd al-Qâdir travaillait à déraciner une hégémonie vieille de trois siècles. Son témoignage et les rapports de Hamdan Efendi donnaient aux Ottomans une idée de la politique antiottomane à laquelle se livrait Abd al-Qâdir dont le pacte avec la France avait précipité la fin de l'autorité du Sultan sur l'Algérie. Cette image négative d'un rebelle ne disparaîtrait pas complètement, même quand Abd al-Qâdir appelait les Ottomans à l'aide alors que les Français ravageaient les bases de son État chérifien naissant, quelques années plus tard. Pourtant, Hamdan Efendi s'était rallié à l'idée qu'il fallait soutenir les efforts d'Abd al-Qâdir : il était la dernière chance de conserver l'Algérie.

La capacité d'Abd al-Qâdir à mobiliser des arguments pour provoquer l'intervention des Ottomans en Algérie, alors qu'il leur avait tourné le dos pendant plus de dix années de guerre, est une preuve d'un réalisme politique, d'un pragmatisme, qu'on lui a longtemps dénié. Même si ses tentatives n'ont pas eu les résultats qu'il escomptait, la véritable allégeance qu'il a faite au Sultan ottoman l'a forcé à se définir comme un sujet de l'Empire. Pour cela, il communiquait avec les autorités de l'État, mais également avec les représentants de la diplomatie algérienne comme Hamdan Efendi. Cette figure historique algérienne est peu connue pour le rôle de traducteur qu'il prit à la Sublime Porte. Son entremise a été déterminante dans les relations entre Abd al-Qâdir et l'État ottoman. Hamdan Efendi a fait beaucoup pour faire garder la province d'Algérie (occupée par la France) à l'esprit des autorités ottomanes et à tenter de les

faibles agir en faveur d'un chef auquel il s'était mis à soutenir. Quand il rencontrait le Sultan Abdülmecid, dix ans après son appel à l'aide qui le poussa à formuler un acte d'allégeance, Abd al-Qâdir pouvait se prévaloir d'être un héros de la guerre sainte. Il en porterait les marques tout au long de sa carrière en rappelant, qu'il demeurait « émir », un titre qui faisait référence à son rôle militaire en Algérie. La visite à Istanbul a valeur de tournant puisqu'il dépendait beaucoup plus, après sa détention en France, de l'autorité ottomane auquel il devait obéir, mais aussi d'un régime de privilèges, à laquelle il avait droit par ses origines mais aussi par son statut de protégé de la France. Abd al-Qâdir était très habile et au courant de ce qu'il pouvait retirer de ses liens avec l'État ottoman. Pendant la guerre, il avait tenté de pousser les Ottomans à le soutenir par une rhétorique efficace qui incombait à des autorités musulmanes de défendre le *dâr al-islam*, mais aussi parce que l'Algérie était une province ottomane. Quand il devenait un notable à Bursa, puis à Damas, Abd al-Qâdir misait essentiellement sur les droits que lui donnait ses origines nobles de descendant du Prophète. Il poussait les siens à se prévaloir des mêmes avantages.

L'orientation d'Abd al-Qâdir vers les Ottomans était le fruit de la reconfiguration de la diplomatie algérienne, de sa réconciliation avec Ahmed Boudarba qui travaillait pour Abd al-Qâdir et de la dégradation des rapports entre ce dernier et la France. Depuis Istanbul où il donna à l'Algérie une place dans la diplomatie ottomane, Hamdan Efendi tenta d'influencer la Sublime Porte en faveur d'Abd al-Qâdir, traduisant ses lettres et relayant son allégeance qu'il mit le plus en valeur qu'il put. Toutefois, l'ascendant des Britanniques sur la politique extérieure ottomane découragea toute assistance ottomane pour Abd al-Qâdir. La même influence qui s'exerça sur le Maroc précipita la chute de l'État d'Abd al-Qâdir. La fin de la dimension internationale de la guerre d'Abd al-Qâdir se produisait au moment où il nouait des rapports plus étroits avec les Ottomans. Avant de ne mener qu'une simple guérilla face à une armée d'Afrique de plus en plus nombreuse, « Devletlû

Abdülkâdir Bey » prit furtivement les marques d'un commandant de l'armée ottomane.

Les succès de l'implantation d'Abd al-Qâdir à Damas, et auparavant à Bursa, ne peut se comprendre si l'on ne prend pas en considération la position d'entre-deux dont il bénéficiait entre l'État ottoman et l'État français, à sa libération en 1852, sans oublier le lien qu'il avait avec les Britanniques, qui lui permettait, à l'occasion, de se départir de l'autorité trop pesante des uns ou des autres. Abd al-Qâdir cherchait à tirer de ses liens davantage d'autonomie. Son habileté à naviguer entre les positions est ici patente. Pour atteindre les Ottomans, il utilisa essentiellement le canal de l'ambassade de France. Il faut croire que celle-ci disposait de moyens dont Abd al-Qâdir ne disposaient pas lui même pour obtenir la satisfaction des demandes qui nécessitaient l'autorisation ou l'appui de la Sublime Porte. À Bursa, il communiquait directement avec le Grand Vizir au moment où les autorités françaises commençaient à se lasser de ses nombreuses demandes, ou bien quand les Français n'avaient pas de prise sur une situation comme cet Algérien qui devait venir à Bursa, mais qui croupissait en prison à Beyrouth, en 1854. En arrivant à Damas, Abd al-Qâdir userait des mêmes stratégies tout en manifestant au consul de France un goût certain pour l'autonomie. Damas lui donnait des ailes, et bien qu'il ne comptait pas rompre avec la France, comme son lieutenant l'avait fait quelques années avant son établissement en Syrie, il bénéficiait d'un réseau suffisamment vaste et solide pour repousser les limites que lui assignait la liberté surveillée imposée par les Français. Le pèlerinage à Jérusalem de 1856 en est une bonne illustration. On le voit retenu par le consul alors qu'il estimait pouvoir agir à sa guise. Il partirait tout de même quelques mois plus tard, ne passait pas par le consulat de France, mettait mal à l'aise le consul britannique pour avoir rappelé l'assistance anglaise en Algérie devant le drogman Bullad. Enfin, il ne donnait pas à ce voyage une unique dimension spirituelle, comme il était prévu par le consul de France mais bien la dimension d'une véritable tournée où il visitait ses compatriotes installés en Galilée.

La capacité d'Abd al-Qâdir à constituer des réseaux variés dans différentes sphères caractérise son itinéraire politique. Dans le cadre algérien, on ne saurait ignorer ses liens locaux, avec des chefs tribaux tout autant qu'avec des membres de l'élite algéroise comme Ahmed Boudarba, qui lui donnait de l'audience auprès du gouvernement français, et qui, plus tard, l'influença pour communiquer avec les Ottomans. Ses liens avec le Maroc (avec le Roi, mais aussi les tribus de l'Est marocain), avec les puissances européennes comme l'Angleterre et évidemment avec la France lui permit de construire, sur le long terme, un pouvoir politique durable, en plus du prestige et de la renommée qu'il acquit pour son rôle dans la guerre et, plus tard grâce à son intervention dans les événements de Damas en 1860.

Dès son installation à Bursa, Abd al-Qâdir travaillait fermement à se construire un réseau que, contrairement à ce que soutiennent les biographies coloniales, un environnement dans lequel il n'était pas familier avec la langue n'empêchait pas de faire. Installé par le Sultan, Abd al-Qâdir devint un notable prospère, entouré de compatriotes qu'il mettait au travail dans sa ferme et dans l'industrie de la soie dans laquelle il investissait. Il recevait chez lui autant le vali de la province que des oulémas locaux, le consul de France, ou encore des touristes anglais auquel il laissait dégainer l'épée qu'il venait de recevoir de l'empereur Napoléon III. Il avait, pour communiquer avec l'extérieur, des traducteurs dont il voulut se servir comme intermédiaire pour installer plus fermement son pouvoir nouveau dans la région. Dans les sciences religieuses, Abd al-Qâdir s'imposa comme une autorité, et ce, dès Bursa où la ville lui réservait l'opportunité d'enseigner.

En fait, la libération d'Abd al-Qâdir en 1852 amena plus que jamais celui-ci au centre de l'attention de la Sublime Porte. Les documents, tous classés à son sujet dans les Affaires étrangères (*hariciye*), donnent l'impression d'une distance entre Abd al-Qâdir et les Ottomans. D'ailleurs, les autorités de l'État ont surtout l'air de s'adapter

aux demandes des Français quant à son importance. Son rôle dans la guerre n'est pas mis en avant. La solidarité entre Abd al-Qâdir et l'État ottoman ne peut se lire dans un épisode comme la visite du chef algérien à Istanbul, qu'entre les lignes ou à travers les témoignages de témoins oculaires : sur ce point, le fils d'Abd al-Qâdir ou l'ambassadeur britannique donnent une image d'un moudjahid beaucoup moins complaisant envers la France que les très courts passages des biographies qui évoquaient la visite d'Abd al-Qâdir au Sultan ou les impressions à son sujet dans la capitale de l'Empire. Le phénomène est amplifié, à son arrivée à Damas, par la proximité remarquée d'Abd al-Qâdir avec Ibn Arabi, un personnage dont le legs spirituel avait beaucoup de valeur pour la dynastie ottomane et qui permit à celle-ci d'ancrer son autorité sur les territoires arabes. Le séjour à Bursa est un court passage dans le temps au cours duquel, pourtant, la perception d'Abd al-Qâdir par les Ottomans change rapidement. Il est assez vite le centre de considération d'affaires plus interne, ce qui se perçoit par sa mention dans des documents du ministère de l'Intérieur (*dahiliye*) ou par les organes de l'État chargé de mettre en place les réformes. Cela donne à l'itinéraire d'Abd al-Qâdir un mouvement centrifuge dont l'État ottoman serait le centre.

Damas était, néanmoins, le lieu de prédilection où Abd al-Qâdir put déployer toutes ses capacités intellectuelles et où il pouvait exercer le plus son charisme spirituel. La ville accueillait, depuis longtemps, des Maghrébins en quête de science et leur réservait des institutions qui correspondaient à leur pratique de l'islam. De plus, quand il arriva à Damas, la ville abritait des chefs religieux algériens avec lesquels il avait un lien à travers l'autorité de son lieutenant, Ahmed Ben Sâlem. L'achat et la rénovation d'une école religieuse montraient ses intérêts importants pour l'enseignement. Ses rapports avec des oulémas proches du pouvoir ottoman donnent à son investissement dans le domaine de l'éducation une certaine ouverture aux réformes Tanzimat. La conversion de son école en une des premières institutions scolaires de l'État-Tanzimat à Damas en est le signe. Enfin, Abd al-Qâdir a intensifié

son influence spirituelle à Damas grâce à ses liens profonds qu'il partageaient avec les Ottomans à propos d'Ibn Arabi. Le mausolée de ce saint, à Damas, a toujours constitué un point d'ancrage pour la dynastie ottomans dans les territoires arabes. Abd al-Qâdir partageait donc un peu de cette sainteté et il prouveraient aux autorités centrales qu'il était l'héritier de leur saint patron à travers le travail d'édition qu'il engagerait au sujet des travaux d'Ibn Arabi.

Abd al-Qâdir pénétrait rapidement le tissu économique dans les contextes différents dans lesquels il s'est établi. Ceci était dû au statut de pensionnaire de deux États en même temps. À Bursa, nous avons dit qu'il s'était rapidement investi dans l'agriculture et l'industrie de la soie tandis qu'à Damas, une manœuvre bien menée auprès de l'État ottoman lui permit d'accéder à un capital important après son arrivée ce qui explique la rapidité avec laquelle il prêtait de grosses sommes d'argent à des chefs locaux influents dans la région de Damas, mais qu'aussi, grâce à la modification de la loi sur la propriété de la terre, il devint un propriétaire foncier en pleine expansion au terme de notre séquence, en 1865. À ce sujet, il confortait ses positions grâce aux garanties offertes par l'État ottoman, choses qu'ils faisaient pour ses enfants et qu'il ferait pour ses partenaires, comme ce fut le cas pour Saïd al-Quwwatli.

Les Ottomans prirent en compte son statut de chérif et le gratifiaient selon ce rang, ce qui donnaient à leurs relations mutuelles, des obligations partagées. Les Ottomans reconnurent aussi, dès son séjour à Bursa, qu'ils avaient affaire avec une autorité religieuse importante. Le traitement de faveur dont Abd al-Qâdir fait l'objet lors de son transfert vers Damas révèle l'attitude engageante des Ottomans à son endroit. Contrairement aux Français et aux Britanniques qui se renseignent sur les faits et gestes d'Abd al-Qâdir dans un environnement sur lequel il a plus prise et dont l'autorité grandissait dangereusement, les Ottomans favorisèrent son installation. Même lorsque son pouvoir décupla à travers les événements de 1860, grâce à la

renommée internationale qu'il acquit, mais également sur la force de frappe qu'il mettait sous ses ordres à travers son ascendant sur les Maghrébins, les Ottomans ne feront rien pour entraver son ascension politique. Fuad Paşa , lors de sa mission judiciaire visant à établir l'ordre après les massacres, consacra plutôt la reconnaissance de son statut de chef militaire en lui demandant de lui prêter main-forte. Il essaya vainement de reprendre le contrôle de la situation en essayant de récupérer les armes acquises lors des événements et en enquêtant sur la fiabilité de la liste des exemptés par Abd al-Qâdir, mais cela ne constitua pas d'entraves notoires. Abd al-Qâdir était médaillé pour son geste par Abdülmecid et le serait par son successeur. Il mourrait en étant remémoré pour son geste louable pour les chrétiens.

La mobilisation plus forte du titre d' « émir » après les massacres de 1860 indique qu'Abd al-Qâdir insistait aussi auprès de l'État ottoman sur son rôle de héros. Paradoxalement, son intervention auprès des chrétiens lui permit de rappeler son statut de vétéran de la guerre sainte. Il faut voir dans cette maximisation d'un effet charismatique, une volonté d'influencer les autorités ottomanes vis-à-vis des demandes de plus en plus fréquentes et directes qu'il faisait à la Sublime Porte. Il faut aussi songer qu'il utilisait ce titre au moment où il avait rassemblé ses troupes, en quelque sorte, à travers les événements de Damas. Son intervention l'a amené à prendre le contrôle d'une armée de Maghrébins, une armée irrégulière grossie par les réfugiés algériens en Syrie, et à garder sur celle-ci une autorité constante. Ainsi, au moment où Abd al-Qâdir se dotait d'une force militaire à Damas, il se permettait de se proclamer émir auprès des Ottomans. Toutefois, c'est au moment où ces derniers avaient le plus à craindre d'un notable de plus en plus puissant, qu'Abd al-Qâdir entra dans une nouvelle phase de son ottomanisation. Ce phénomène apparaît dans sa manière d'intercéder à la fois pour sa famille, dont il était l'intermédiaire dans la fidélisation de cette dernière par les Ottomans. Il jouait tout autant ce rôle pour de fidèles partenaires locaux comme Saïd al-Quwwatli. Abd al-Qâdir constitua, pour lui, un soutien déterminant dans son ascension politique à Damas.

Contrairement à son lieutenant, Ahmed Ben Sâlem, les Ottomans ne considéraient pas explicitement Abd al-Qâdir comme le chef des émigrés algériens jusqu'à 1860. Du moins, les références en sont très minces. La reconnaissance de l'autorité d'Ahmed Ben Sâlem avait été le produit des nécessités, en partie à cause de la pression des Britanniques pour contrecarrer l'ingérence française en Syrie qui se serait servi des Algériens pour accroître son influence. La formation d'une communauté nécessitait la désignation d'un chef, surtout quand, en 1853, un vali entendit mettre fin aux prétentions de la France sur la protection des Algériens à travers Ben Sâlem. À l'arrivée d'Abd al-Qâdir, la communauté s'était acclimatée et l'autorité d'Abd al-Qâdir si elle s'est certainement exercée sur des Algériens, était assez discrète. Le personnage jouissait d'assez d'autonomie pour que son influence sur les Algériens ne constitue ni une question ni un problème pour la Sublime Porte. En 1860, par contre, son rôle militaire faisait de lui le chef d'une milice dont les Ottomans n'avaient pu se passer pour rétablir l'ordre à Damas. En 1865, la Sublime Porte traçait un lien direct entre un des plus importants notables de Damas et la population algérienne. Cela se voit par la manière dont Abd al-Qâdir encourageait un lobby anticolonialiste en France. Il invitait, pour cela, l'ambassadeur ottoman à Paris et lui demandait d'obtenir une distinction pour l'un des plus farouches adversaires des colons en Algérie. Abd al-Qâdir était et demeurerait toujours « l'Algérien » pour les Ottomans, ce qui leur rappelait toujours son statut d'émigré, un attribut de plus à son prestige, tout comme ses compatriotes établis en Syrie qui avaient fui le joug de la France pour se réfugier dans les « Domaines bien protégés », afin de vivre selon les conditions de leur foi. C'était ainsi que l'on qualifiait, du moins, l'immigration de son frère Huseyn.

Sans déconstruire les biais des biographies coloniales, les historiens nationalistes n'ont pas pu réaliser le projet de décoloniser la figure d'Abd al-Qâdir, car ils n'avaient pas d'autre matériel pour le mener à bien. Sans déconstruire ces biais, les biographes spiritualistes contemporains ne donnent pas à Abd al-Qâdir une dimension historique

crédible non plus. La même histoire se répète sans cesse depuis maintenant plus d'un siècle, preuve de la dimension mythique du personnage, avec quelques variations de style sur le sens des récits sur sa vie. Des écrivains si tendancieux comme Paul Azan, Baptistin Poujoulat et surtout Alexandre Bellemare demeurent les grands ténors des témoignages de sa carrière. Nous avons tâché à montrer toute la portée et les limites de leurs versions des faits. Seules des études éclatées ont fait d'Abd al-Qâdir un objet d'étude capable d'évoluer et d'être enrichi par de nouvelles perspectives. Cette contribution, à travers la perspective ottomane sur la carrière d'Abd al-Qâdir, est une preuve que l'on peut apporter des éléments nouveaux sur une figure historique célèbre, même si celle-ci a été transformée en icône pour servir une variété d'objectifs. Notre démarche ne fait pas pour autant d'Abd al-Qâdir, à travers la lecture des archives d'un État qui compta beaucoup dans sa carrière, un « Ottoman », comme d'autres en ont fait un « Français » ou un « Algérien ». Cette thèse est plutôt un appel à faire de la carrière d'Abd al-Qâdir un objet, dans le cadre d'une perspective critique. Nous espérons que ce travail montre à quel point l'itinéraire d'Abd al-Qâdir, loin d'être celui d'un nationaliste, est complexe car le pouvoir de ce personnage historique s'est amplifié dans les interstices des empires. Il fut, à Damas, le dernier grand ayan de l'Empire ottoman.

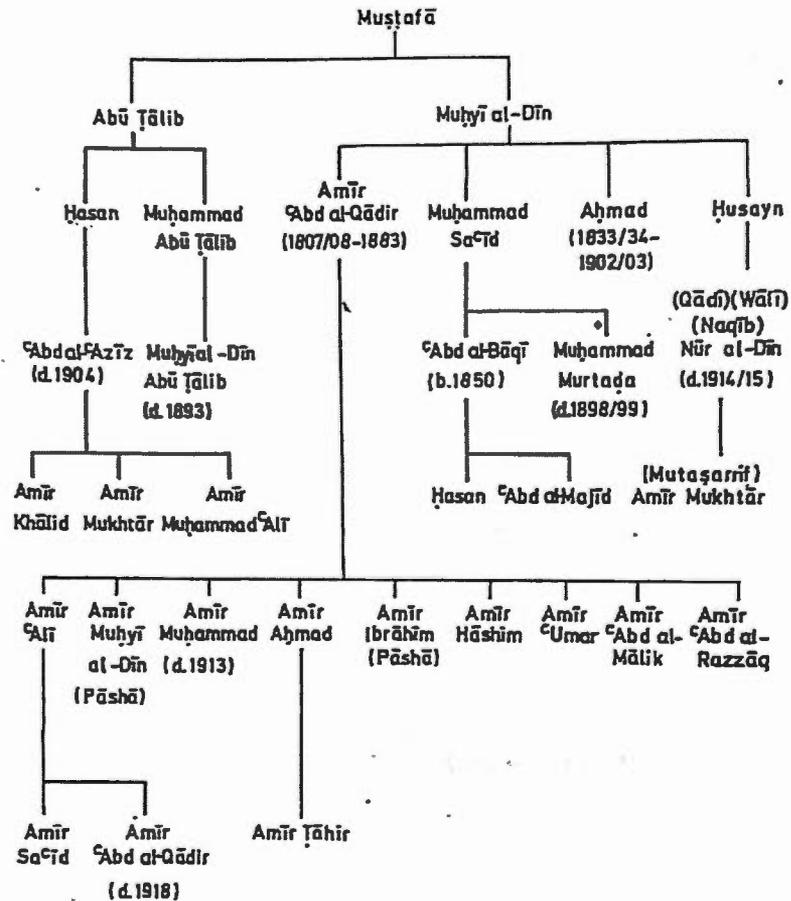
ANNEXE A

TABLEAU GÉNÉALOGIQUE DE LA  
FAMILLE D'ABD AL-QÂDIR<sup>768</sup>

---

<sup>768</sup> Linda S.Schilcher, *Families in Politics*, p. 216.

Jazā'irī Family



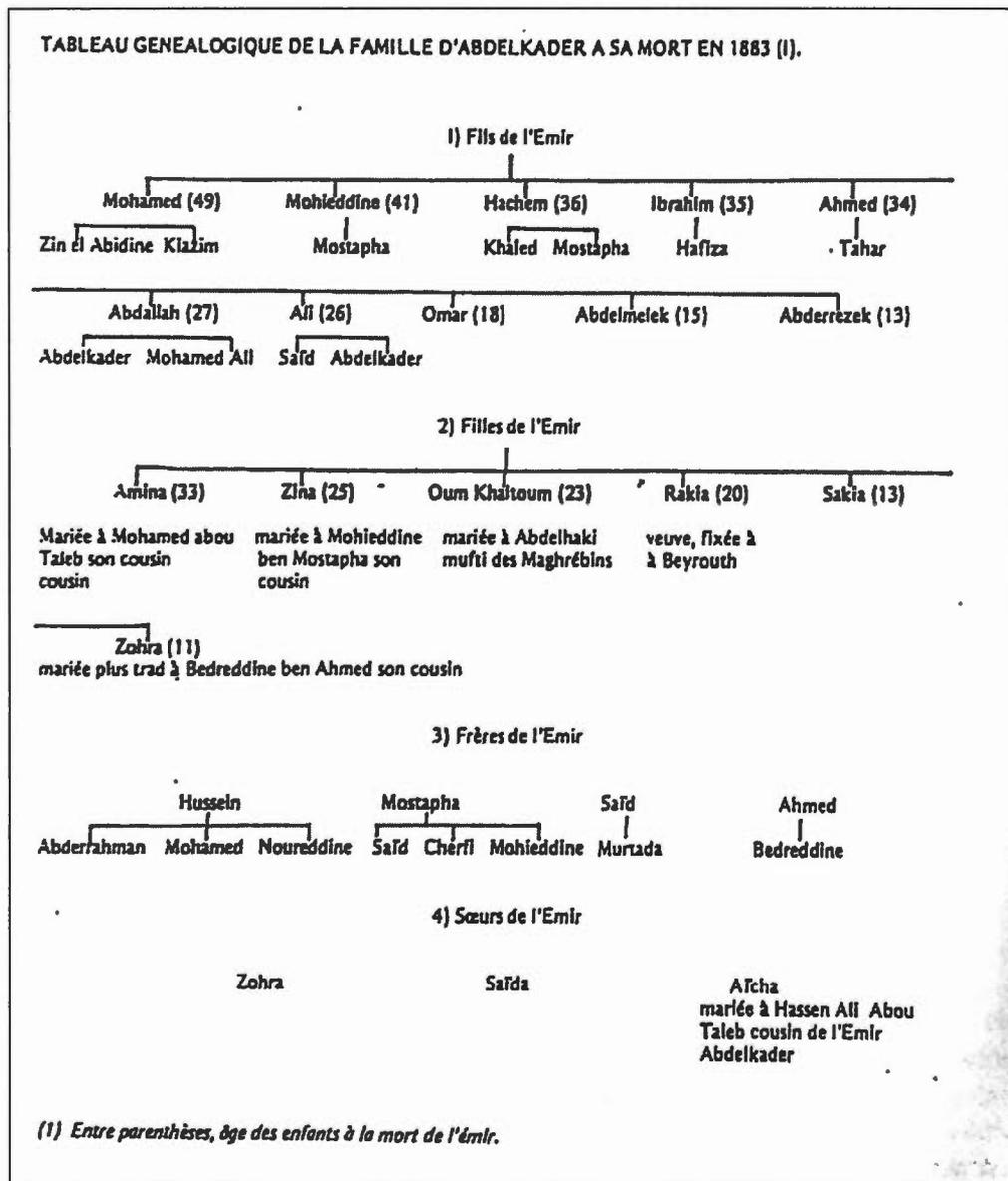
ANNEXE B

« TABLEAU GÉNÉALOGIQUE DE LA FAMILLE  
D'ABDELKADER À SA MORT EN 1883 »<sup>769</sup>

---

<sup>769</sup> Pierre Bardin, *Algériens et Tunisiens*, p. 243.

TABLEAU GENEALOGIQUE DE LA FAMILLE D'ABDELKADER A SA MORT EN 1883 (1).



## ANNEXE C

### CHRONOLOGIE DES ÉVÈNEMENTS MAJEURS INTÉRESSANTS LES AXES DE LA THÈSE

#### **1807 (ou 1808)**

Naissance d'Abd al-Qâdir fils de Muhyiddîn et de Zahra, à la Guetna près de Mascara

#### **1825-1827**

Premier pèlerinage à La Mecque. Abd al-Qâdir et son père se rendent aussi à Damas et à Baghdad. Ils passent également par l'Égypte, où ils rencontrent Mehmed Ali Paşa.

#### **1830**

**14 juin** – Les Français débarquent à Sidi Ferruch, non loin d'Alger

**5 juillet** – Alger est prise par la France

#### **1832**

Muhyiddîn, le père d'Abd al-Qâdir organise les opérations de résistance après les tentatives marocaines infructueuses. Il est nommé lieutenant (khalîfa) du Sultan du Maroc tout en coalisant les tribus locales de l'Oranais. Finalement il fait nommer son fils à la tête du djihad.

#### **1833**

Abd al-Qâdir prend Tlemcen. Il se bat contre les Français, mais réprime aussi des tribus insoumises à son autorité. Son père meurt.

**1834**

**26 février** – Signature du traité Desmichels qui reconnaît l'autorité du "commandeur des croyants".

Hamdan Hoca est à Paris, en même temps qu'Ahmed Budarba où se sont engagés des pourparlers sur le sort de l'Algérie. Hamdan se plaint des agissements de Budarba qui soutient Abd al-Qâdir en l'appelant par un titre usurpé.

**1835**

**Janvier** – Le Général Trézel succède à Desmichels à Oran. Il mène une politique plus rude.

**26-28 juin** – Abd al-Qâdir remporte une victoire sur la France à la Macta. Les Ottomans ont vent de ce succès jusqu'à Londres et s'intéressent au chef algérien. L'Émir installe sa capitale à Tagdempt.

**6 et 8 décembre** – Abd al-Qâdir initie simultanément des contacts diplomatiques officiels avec l'Angleterre et les États-Unis.

**1836**

**Printemps** – Hamdan Efendi quitte Paris où il n'a plus d'espoir de changer le sort de la province algérienne. Mustafa Reşid Paşa l'invite à s'établir à Istanbul avec son fils qui vient de se former dans la plus grande école militaire française. Hamdan prendra les fonctions de traducteur officiel pour la Sublime Porte.

**6 juillet** – Bugeaud inflige une rude défaite à l'Émir à la Sikkak

Novembre : Ahmed Bey résiste à l'assaut des Français sur Constantine.

**1837**

**30 mai** – Signature du traité de Tafna qui concède une large partie du territoire algérien à Abd al-Qâdir. Les Ottomans s'opposent fermement au traité.

**Mi-octobre** – Un deuxième assaut sur Constantine met fin à la résistance. Ahmed Bey s'échappe et poursuit la guérilla depuis le Sahara. Il dénonce les agissements de l'Émir à la Sublime Porte via ses lettres et les rapports de Hamdan Efendi.

### 1838

**Janvier** – Abd al-Qâdir tente de rallier les tribus en Kabylie. Il fait d'Ahmed Ben Sâlem son khalîfa.

3 mars – Miloud Ben Arrache se rend à Paris comme représentant diplomatique de l'Émir. Il est accompagné d'Ahmed Budarba. Rencontre avec Tevfik Paşa lors de l'entrevue avec le Roi Louis-Philippe, ce qui donne aux Ottomans des perspectives sur la situation tendue entre Abd al-Qâdir et la France.

### 1840

Premiers contacts initiés par Abd al-Qâdir avec les Ottomans. Hamdan Efendi se porte garant de son rapprochement, une position qu'il adopte de plus en plus fermement vu le retrait d'Ahmed Bey. Celui-ci se déclare favorable à une alliance avec l'Émir (1840-1841) vu qu'il se rallie à la Sublime Porte.

### 1841

**22 février** – Le Général Bugeaud prend les commandes de l'Armée d'Afrique en tant que Gouverneur général de l'Algérie. Selon lui, pour briser Abd al-Qâdir, il faut briser ceux qui le soutiennent et entame donc une politique basée sur la terreur et la terre brûlée.

**Mai-juin** – L'Émir perd successivement ses grandes villes Boghar, Thaza, Tagdemtp et Mascara

**Décembre** – Abd al-Qâdir écrit de longues lettres aux principales autorités ottomanes dont le Sultan pour les appeler à l'aide. Il fait passer ces lettres par Londres via un de ses agents anglais. Le même mois, le Sultan du Maroc écrit à son homologue ottoman

pour initier un rapprochement diplomatique. Un de ses représentants, Yusûf Bin Badr al-Dîn se trouve à Istanbul.

### 1842

**24 janvier** – Tlemcen est occupée par Bugeaud. Il accentue la pression et fait perdre à l'Émir le support d'un État qui s'était progressivement mis en place. D'un autre côté, les Français font beaucoup d'efforts pour interrompre le soutien du Roi du Maroc à l'Émir (armes, fournitures, troupes), qui est alors réduit à peu de choses. Les Anglais insistent aussi pour que ni les Marocains, ni les Ottomans n'assistent l'Émir pour que règne "l'entente cordiale en Méditerranée. Paradoxalement, c'est la première fois qu'un document ottoman l'appelle "Émir", "Bey" et le désigne par "Devletlü", titre réservé à de hautes autorités de l'État.

### 1843

**16 mai** – Prise de la Smala, la capitale mobile de l'Émir par le Duc d'Aumale. Abd al-Qâdir est réduit à des guérillas sporadiques. Les Français ont aussi pris des mesures pour décrédibiliser le djihad parmi les populations du Maghreb et les autorités religieuses.

**Avril** : dernier document ottoman pendant la période de guerre qui indique un retrait sur cette scène de l'Empire faute d'appui.

### 1847

**27 février** – Reddition d'Ahmed Ben Sâlem qui obtient de Bugeaud l'aman pour se retirer vers l'Est. Il participe à des discussions sur la réorganisation du territoire qu'il a perdu.

**13 avril** – Reddition de Muhammed Ben Abdallah dit "Bou Maza" (Ebu Maaze en turc).

**Début décembre** – Ahmed Ben Sâlem arrive à Damas accompagné de près de 500 personnes dont plusieurs cheikhs importants de la conférie Rahmaniyya. Ils sont accueillis favorablement par Safvetî Mûsa Paşa.

**23 décembre** – Abd al-Qâdir se rend aux Français avec la promesse de pouvoir s'établir à Saint-Jean d'Acre ou Alexandrie. Il sera en fait successivement détenu à Pau et au chateau d'Amboise (1848-1852).

### 1848

**Janvier** – Les Britanniques avertissent les autorités ottomanes du danger de l'installation des Algériens en Syrie et proposent de mettre en place des garanties pour obtenir leur loyauté face à la menace de la protection française.

### 1851

Premiers essais français auprès de la Porte pour l'installation éventuelle de l'Émir dans l'Empire ottoman. Ahmed Ben Sâlem obtient la position de Kaymakâm de Ajlûn. L'expérience de sédentarisation connaît certains déboires, mais les Algériens parviennent à se fixer en plusieurs colonies en Syrie. Une autre partie vie à Damas, incluant les autorités religieuses et les forces militaires.

### 1852

**16 octobre** – Louis Napoléon Bonaparte se rend à Amboise pour rendre la liberté à Abd al-Qâdir.

**Fin octobre, début novembre** – Abd al-Qâdir se rend à Paris et visite des lieux importants de l'Histoire de France, mais aussi des infrastructures moderne comme l'Imprimerie nationale. Il y fait de nombreuses rencontres.

**2 novembre** – L'ambassadeur de France contacte Fuad Efendi pour concrétiser les tractations concernant l'établissement d'Abd al-Qâdir à Bursa.

**1853**

**7 janvier** – arrivée d'Abd al-Qâdir à Istanbul. Il rencontre le Sultan Abdülmecîd et les plus grandes personnalités de l'État ottoman, mais aussi l'Ambassadeur de France. Il est désormais pensionnaire de la France (100 000 francs par an)

**17 janvier** – L'Émir arrive à Bursa où il est accueilli par Halil Paşa et le consul Rousseau. Il demande rapidement l'autorisation de retourner en France pour régler la question des Algériens restés prisonniers sur place.

**31 octobre** – À la suite d'un litige concernant les Algériens en Syrie, Ahmed Ben Sâlem marque une rupture claire avec la France. L'Ambassadeur demande son exil dans une ville de l'Anatolie intérieure.

**1855**

**28 février au 2 mars** – un séisme majeur secoue Bursa. Abd al-Qâdir demande au Grand Vizir de se rendre à Istanbul. Il obtient aussi l'autorisation de se rendre en France

**Septembre** – Il visite l'exposition universelle et obtient le droit de s'installer à Damas après avoir rencontré Napoléon III. Juste après le séisme, De Lesseps, consul à Beyrouth se plaint des agissements d'Ahmed Ben Sâlem qui attire l'émigration algérienne vers la Syrie et de ses liens épistolaires mystérieux avec Abd al-Qâdir.

**Début décembre** – Abd al-Qâdir et sa suite sont accueillis en grande pompe à Damas. Ils sont attendus par la communauté algérienne qui s'y est formée. Le Serasker Izzet Paşa dénomme l'Émir par « Cezâyirli mevlânâ Saâdetlü Abdülkâdir Beyefendi Hazretlerî », qui indique une déférence certaine pour le personnage éventuellement liée à son rapport à Ibn Arabî.

**1856**

**Début de l'Année** – Abd al-Qâdir fait l'acquisition de la "Dâr al-Hadîth", une école musulmane qui était devenue une taverne. La tractation concerne Yusuf Badr al-Din, le diplomate et savant marocain qu'il rencontra à Istanbul et accueillit à Bursa.

**Septembre** – Abd al-Qâdir effectue un pèlerinage à Jérusalem et sa région, chose qui lui avait été refusée par le Consul quelques mois plus tôt. Cette tournée a aussi un caractère politique. De nombreux Algériens installés dans les petites colonies viennent à sa rencontre.

### 1857

Première édition de l'ouvrage Futuhât makkiyya (les illuminations mecquoises) écrit par Ibn Arabî au XIIIe siècle. Abd al-Qâdir acquiert des terres autour de Damas et reçoit une importante somme d'argent par l'État ottoman.

### 1858

Publication de son livre Rappel à l'intelligent, avis à l'indifférent, traduit par Gustave Dugat et édité à Paris.

### 1860

**Mai-Juin** – Les sources ottomanes révèlent qu'Abd al-Qâdir est concerné par un projet de transformation d'écoles classiques qu'il gère en école réformée (les écoles rüşdiyye)

**9 juillet** – Pendant plusieurs jours, Damas est le théâtre d'affrontements et de massacres à caractères confessionnels. Ils font suite aux heurts qui se déroulent au Mont Liban entre Maronites et Druzes. Abd al-Qâdir était averti des dangers de la situation et participe à la défense des chrétiens de Damas avec ses hommes armés essentiellement par le consul de France. Des centaines voir des milliers de chrétiens échappent ainsi à la mort.

**Fin juillet** – Arrivée de Fuad Paşa à Damas en tant que haut commissaire. Ayant les pleins pouvoirs pour rétablir l'ordre, il rencontre personnellement Abd al-Qâdir et engage ses hommes dans des opérations de pacifications.

**7 Août** – Un décret est signé par l'État français pour remettre à Abd al-Qâdir la Grande Croix d'honneur. Les ottomans se préoccupent beaucoup de sa renommée

internationale et font en sorte de le récompenser autant. Ils communiqueront directement avec lui de manière plus fréquente.

### 1862

**Juin** – L'autorisation est donnée par la France pour qu'Abd al-Qâdir effectue un second Pèlerinage. De juin à début 1863, il n'est pas clair à quel moment il s'est rendu en Égypte et qu'il fut reçu par Saïd Paşa. Il demande encore en octobre 1862 l'autorisation à Fuad Paşa de se rendre au Pèlerinage.

### 1863

**Début de l'année** – L'Émir se trouve au Hijaz où il reste un an. Il communique avec les autorités ottomanes pour s'assurer de la protection de sa famille à Damas et la remise d'une médaille Mecidiye pour Saïd al-Quwwatî. Il se rend momentanément à Jeddah pour prévenir le Français de son arrivée en Égypte et annonce qu'il souhaite retourner en France.

### 1864

**Mai-juin** – Retour du Pèlerinage via l'Égypte. Il visite le chantier du canal de Suez et réside dans le Palais de Bir Abu Bellah. Il se rend à Alexandrie où il est notamment reçu par la loge maçonnique des Pyramides. Vive hostilité d'Ismaïl Paşa et des Britanniques au sujet de son séjour.

**Fin juin** – Abd al-Qâdir rentre par Beyrouth. Il est une nouvelle fois accueilli en grande pompe, notamment par l'armée ottomane et de nombreux cavaliers algériens qui viennent l'escorter à son arrivée.

### 1865

**Janvier-Février** – Abd al-Qâdir effectue un court séjour en Égypte, mais les Anglais obtiennent son départ, car on soupçonne de Lesseps d'utiliser l'autorité de l'émir pour installer une colonie algérienne afin de contrôler le canal de Suez.

**Mai-juin** – Abd al-Qâdir se rend avec une partie de sa suite à Istanbul. Ce passage reste célèbre à travers les photographies des frères Abdullah. L'Émir rencontre le Sultan Abdülazîz auprès duquel il demande la grâce des exilés suite aux événements de 1860.

**5 juillet** – Abd al-Qâdir arrive à Paris où il est reçu par Napoléon III et Ismail Urbain qui viennent de revenir d'une tournée en Algérie. Abd al-Qâdir donne des réceptions chez lui comme celle où est présent Urbain, des grandes personnalités parisiennes autant que Safvet Esad Paşa, ambassadeur à Paris pour la Sublime Porte. On y discute notamment du sort de l'Algérie.

**Début août** – Abd al-Qâdir se rend quatre jours en Angleterre.

**Septembre** – Il retourne à Damas en passant par Izmir où il intercédera pour les émeutiers de Jeddah de 1858. Il laisse ses deux fils en France, Muhammed et Muhyddîn sous la direction de Charles Gabeau qui les ramènera à Damas après que les frères se soient rendus en Égypte.

ANNEXE D

DES RENSEIGNEMENTS DE HAMDAN EFENDI  
SUR ABD AL-QÂDIR APRÈS LE TRAITÉ DE TAFNA

**HAT 1174.46427-B** (29/Z /1253 / 26 mars 1838) 4 juillet et 2 août 1837

1. Bu defa vurud iden vapur ile Cezâyir'den ve Marsilya'dan ve Paris'den ifade itdikleri budur ki
2. Abdülkâdir'i ümürilerin katıl itdiklerinin asli bu kadar ve Fransızlar vukû iden akd musâlahası Fransa Kralından imza olunmuşdur
3. ve Tilimsân memleketinde bulunan Fransızları Vahrân memleketine nakl ittiklerinde Tilimsân bulunan Türk ve Türklerin evladları vechan min el vücuh Abdülkâdir'in
4. tasarrufunda olmarını kabûl itmediklerinden olunca akaratlarını terk idüb Vahrân'a geldiklerinde kendülerine ve ehl-i iyalarına adam başına on Fırank
5. mahiyye tayin itmişler ve merkumlardan yirmi kimesneler Cezâyir'e ehl-i iyallarıyla geldiklerinde meskunlarını tedavük ise ne kadar iktiza iden masraflarını
6. vermekde olub Tilimsân memleketini Abdülkâdir'e teslim etdiler.
7. Cezâyir'in havalisinde bulunan Urban Abdülkâdir'in musalahasına müvafakat itmediler ve hala Fransızlar ile muharebe etmekte olduklarından
8. Cezâyir ahalisinin münafiklerinden bir adam tayin idüb merkum Musalaha'yı kabul itmelerine igva itmeğe irsal itmişler. Merkûm Urbanlar'ın müdebberleri
9. Hacc Muhyiddîn as-Sagîr nâm evliya-i kiramın neslinden olub bu musalahanın vukuunda kendüye hasıl olan infialdan hastalanub dört gün
10. zarfında vefat ittiği Abdülkâdir'i katl itmişler diyü tevatürün menşâi olması ihtimaldır. Ve merkum münâfikin ne türlü \_\_\_ ile Urbanı
11. igva ittiği Cezayir'e rucuû ettiğinden malûm olur.

12. rabiü'l-evvelin selhinde Cezâyir'de tevatür oldığa Devlet-i Aliye'nin firkatını Tunus'a gelüb halâ nizaretde imiş ve maan bir muteber Efendi gelüb
13. Devlet-i Aliye tarafından Hacc Ahmed Bey'e teveccüh etmek azmetde imiş. Ve Fransızlar Tunus üzerinden Hacc Ahmed Bey ile musalaha etmek hususunda
14. Hacc ahmed Bey'in vuku iden cevabı « kendim abd memurum Devlet-i Aliye tarafından itmeğe memuriyetinde oldukça mürahas değilim » didikten
15. Abdülkâdir'i bir Yahûdi'nin tevassutıyla iğva itdikleri gibi bu cünah nam Yahudi akd-ı musâlaha zımında Hacc Ahmed Bey'e irsal itmişler
16. Kostantine üzerine olan sui kasdlerine ittifak etdiklerinden Fransa'dan asker tedârik etmekde oldukları sahih iken Cezâyir'de bulunan
17. cenerallarına bu havadisın vurudunda aceleten iki baburını Vahrân'a irsal idüb Abdülkâdir'den olan emniyetleri muktazasınca Vahran'da
18. bulunan askerlerini Cezâyir'e celb edecekler. Ve Cezâyir'in civârının olan Urbanları iğva iderler ise Cezâyir'de olunca askerlerini Paris'den
19. gelecek askerlerine zamm idüb Kostantine üzerine varmak üzere olmaları muhakkaktır. Ve Bicaya memleketin havalisinde olan
20. bedavi dağlıları Bicaya üzerine gelüb ve \_\_ etmişler.
- en bias*
21. benim rifaatkar sultanım hazretleri
22. bu makule-i malûmat vakıyyanın vakit-i mükâmelede bazen iktiza ider
23. ihtimaliyle sahih havadisleri ifade etmeğe cürret olunmuş iken
24. münâsib buyurilür ise Devletlü efhametlü Mülkiye nazırı Efendimiz hazretlerine
25. inhâ buyurasız.

ANNEXE E

LE SOUTIEN D'ABD AL-QÂDIR DISCUTÉ A LA  
SUBLIME PORTE APRÈS SON ALLÉGEANCE

**İ.HR 17.821** (11 R 1258 / 22 mai 1842)

1. Seniü-n'nima kerim-ü'şiyema Devletlü Atifetlü Ebbehelü Efendim Hazretleri
2. Malûm-i ali buyurulduğu üzere Cezâyir'de bulunan Abdülkâdir tarafından İngiltere Devleti vükelasına bir kıta mektûbıyla mahsûs adam gönderilüb Devleti müşarun ileyh canibinden virilecek
3. cevâba intizaren merkûm Londra'da tevakkuf etmekte bulunduđı hâlde Umur-ı ecnebiye Nazırı Lord Oberdin tarafından kendüye virilen cevâbda Devlet-i Aliye için hâmil olduđı marûzatın Londra'da sefâret-i
4. seniyesine itâsı ifâde olunmuş ve merkûm marûzat-ı mezkûre-yi olvechiyle tarafına virmiş olduđına binâen olbâbda cevâb itâsı ve merkumun tevkîf ve iâdesi husûslerine dâir Londra
5. Maslahatgüzarı Fuâd Efendi tarafından vârid olan iki kıta şukka ile marûzat-ı mebûsenin tercümelere mürâsı geçen gün akdolunan Meclîs-i hâs muzâkiratı sırasında beyân ve tezkâr
6. olunarak mumâileyh Abdülkâdir'in mübarek ve muela Hakpay-ı hümayûn-i hazret-i mülûkaneye olan arızasıyla makâm-ı sadarete mersûl mektûbun fazalike mealları : şimdiye kadar Fransalu ile vukubulan
7. muharebatdan bahsiyle canib-i Saltanat seniyeden muâvenet buyurulmuş niyâz ü istidaâsından ibâret olub vakia mumâileyh hayli vaktten oralarda uğraşmakda ise de hasbü-l'vakt ve-l' hâl kendüye
8. taraf-ı Devlet-i Aliye'den muavenet olunması politikaya mugayir olduđına fâhametlü Fâs Hâkimi hazretleri tarafından bu kere nâme ile vurud iden Fakih Yusûf sözânlar bir zât görünerek kendüsiyle mülakat

9. Hâkim-i müşarun ileyh tarafından Cezâyir hakkında bazı mertebe muâvenet hususı emr ü irade Devlet-i Aliye'ye tevâfuk ider ise icrasında tereddüd olunmayacağını mumaileyh ifade idüb ancak mumailey-i mezbutü-l'ahval
10. zât olmamasıyla şayed bu babda kendüsünün tevsit olunması şayi olur canib-i ecanib toplu ise bazı makalat bihudeyi davet idecekden başka mumâileyhin Fransalı tarafından
11. talimi ile gönderilmiş dahi farz-ı mahal suretiyle olsa bile zehinlere tevarüd itmez olmadığına İngilterlü'nün Hâkim-i müşarun ileyh ile muâmelat-ı vadadiye olarak marr-ü emken mumâileyh Abdülkâdir
12. Devlet-i müşarun ileyha'ya mahsûs adam göndermiş idüğine binaen evvel emirde nezâret-i hariciye makamından İngiltere sefâretine keyfiyet bazı mertebe açılıb vakı olacak ifâde üzerine icabına bakılmış beynü-l'hazâr
13. münâsib gibi mutalaa ve tezkâr ve karâr-ı meclîs iktizasınca husûs-ı mezbûr nezâret-i müşarun ileyha tarafından sefâret-i mezkureye bi-l'vasıta ihbâr ve beyân ile vurud iden cevâbda mumâileyh Abdülkâdir'in
14. Londra'ya adam gönderdiğinden ve istiânesinden sefaretin haberi olmayub fakat bu defa mahsûsan işarıyla cevâbı celbine ibtidar olunacağı ifade ve el hâle hazihi : takvimhânede müstahdim Cezayirli Hamdân Efendi'nin
15. Fâs tarafına ve mumaileyh Abdülkâdir'in ahvâl-ı hakikiyesine malûmat kamilesi olarak malum-ı ali buyurulduğu vechiyle mumaileyhe ve Kostantiniyeli Ahmed Bey'e ara sıra yazılan mekâtib Efendi-i mumâileyh
16. canibinden terkîm itdirilmekte bulunmasıyla nezaret-i müşarun ileyha marifetiyle mumaileyhin mutalaaı dahi leda-l'istifsar mumaileyh Fakih Yusuf ile politikaya dâir Hâkim-i müşarun ileyh siparişat icrası câiz olamayacağı
17. ve mumaileyh Abdülkâdir'e dahi tahrirât-ı resmiye irsâl neşredeceği ve \_\_\_\_\_ siyle münasib olmayub fakat tarafına gelen mektubına kendüsünün icâbı vechiyle cevâb yazmasında bes olmayacağı Efendi-i mumâileyhin
18. mülakatından istifâde kılınmış ve Fuâd Efendi zikrolunan şukkalarının bir kütasında Londra'da olan adamın tevkîf ve iâdesi şukkalarını istizan itmiş olduğundan ve Sefâret-i mezkure
19. tarafından bu madde Londra'ya yazılmış idüğünden mutalaaat-ı vakıa ve canib-i Sefâretinden olunan ifade-i kefiyâtı Saâdetlü Ali Efendi'ye tahrîr dilecek cevaba ve sefârat-ı mezkure tarafından vukubulacak
20. ifâdeye göre bade icâbına bakılmak için şimdilik mumaileyh Hamdan Efendi canibinden iktisasi vechiyle mektub testir itdirilmesi ve Hâkim-i müşarun ileyh tarafına tasdir irade-i seniye-i mülukane muktazasından olan

21. cevâbname-i hümayun müsvedde kaleme aldırılıb tercümesi olarak mezkûre ve Trablûslu Abdü-l' Celil tarafında gelen arıza ve tercümesi mumaileyh Hamdân Efendi'nin azam kavaid-i diniye olan salat Cuma'da
22. kırat olunacak hutbeleri Cami müceddeden kalma alarak hutbe-ül'himem el Mecîdiye tesmiye itmiş olacağı kitabı ve istitafı şamil arzuhalıyla beraber meşmulü-l'hazz-ı şevket ifaza-ı cenab-ı cihaniyatı buyurulmak için
23. arz ü takdim kılınmış olmağla name-i hümayun-i mezkurun olvechiyle bit'tebyiz-i mumaileyh Fakih Yusuf ita ve kendüsü iade ve isra olunmuş ve merkum Abd-ül' Celil iddiaâyı sadakatle ifade-i hal daiyesinde
24. bulunduğundan arzuhâl-ı Trablûs müşiri Utufetlü Mehmed Paşa hazretlerinin subhana teala vurununda müşârunileyh itâ olunarak keyfiyatın kendüye havâlesi ve mumâileyh asdikayı daiyenden olarak
25. hizmet-i Devlet-i Aliye'de ve bu makule arabi-l'ibare evrak- varıda tercümelerinde müstahdem ve atifet ve aniyet seniye-i Cenab-ı Şahane'ye müstahikk zat olmak ve lüzumlu zavâtından olub ilm ve fazlına
26. kitâb-ı mezkur dahi delil bulunmak hasbiyle mumaileyhin memnuniyetini mucib olmak üzere on bin kuruş mikdarı atıye-i seniye itayı hususlerinde her nevechiyle emr ü irâde-i mekârim-ade hazret
27. Tacdârı müteallık şerefsudûr buyurulur ise mukatazayı celili üzere icrayı iktizalarına ibtidar olunacağı beyânıyla tezkere-i senâveri terkîm kilındığı Efendim.

ANNEXE F

SUBSTANCE D'UNE DÉPÊCHE DU CONSUL  
BRITANNIQUE DE DAMAS EN DATE DU 5 JANVIER 1848

**HR.TO 211.23**

1. Environ 400 Algériens, hommes
2. femmes et enfans [sic], sont arrivés à Damas
3. dans l'intention de se procurer des
4. terres, et de s'établir dans ce pays-ci.
5. el Seid Mehmed Ibn Salem,
6. ci-devant Chiahya d'Abdul Cader
7. est avec eux, ainsi que son fils qui
8. a fait son éducation en France, aux
9. frais du gouvernement français
10. Ils ont annoncé qu'un
11. grand nombre d'Algériens parmi les
12. Cabyles vont arriver en Syrie.
13. J'ai jugé nécessaire de
14. mettre les autorités locales sur leurs
15. garde, parce que si l'on se hâtait
16. de leur accorder la permission de s'établir
17. dans le pays, ils pourraient former peu
18. à peu une colonie française dans le cœur
19. cœur de la Syrie

20. Son excellence Saffeti
21. Pacha m'a demandé mon opinion sur
22. cette circonstance si délicate. Il m'a
23. donné copie du Bouyrouldi envoyé
24. par le Maréchal Bugeaud à Sid Ahmed,
25. fils de Sid Mohammed Ibn Salem
26. en date du mois de Mouhareem 1263.
27. La substance du Bourouldi est
28. la suivante : « J'ai reçu votre lettre par
29. laquelle vous me demander un second
30. sauf conduit. Ce manque de confiance
31. de votre part m'afflige ; mais cependant
32. je vous envoie ce second Bouyrouldi.
33. Si vous venez à nous avec votre famille
34. vous serz parfaitement bien reçu.
35. Vous êtes tout à fait libre de vous vendre
36. ou de louer vos propriétés, ou de nommer
37. un agent pour en avoir soin.
38. Je vous fais trois propositions
39. suivantes :
40. savoir : ou de rester comme gouverneur de
41. votre peuple ; ou de rester dans votre
42. pays et cultiver les terres ; ou de vous
43. retirer à l'Est ; vous pouvez choisir
44. librement une de ces trois conditions ».
45. Saffeti Pacha m'a dit qu'il a
46. taché de comprendre de ces Algériens
47. leur but secret, ou bien à quelles
48. conditions ils ont quitté les (possessions)
49. Françaises en Afrique ; mais qu'ils

50. persistent à dire qu'ils ont quitté
51. leur pays en conséquence des mauvais
52. traitemens (sic) qu'ils éprouvaient de la part
53. des Français ; qu'ils avaient de la
54. répugnance (sic) vivre sous un gouvernement chrétien.
55. qu'ils sont partis de leur
56. pays sous prétexte d'aller à la Mecque.
57. qu'ils demandent des terres et la
58. faculté de s'établir en Syrie.
59. Le Pacha désirait avoir
60. quelques
61. quelques éclaircissements sur cette question
62. de la part du consul de France ; mais
63. il a jugé impolitique de
64. s'adresser à lui.
65. J'ai représenté au Pacha
66. que l'établissement des Algériens en Syrie
67. était une question qui nécessite une
68. sérieuse considération, et dangereuse pour
69. la Sub. Porte, à moins qu'on ne fait
70. des mesures propres à empêcher la
71. possibilité ou que le gouvernement
72. français les réclame plus tard comme
73. ses sujets, ou qu'eux-mêmes réclament
74. sa protection quand ils la trouveront
75. utile pour éviter de payer les taxes
76. ou les exaction des gouverneurs, que
77. rien ne prouve que ces Algériens soient
78. exempts de toute allégeance envers le
79. gouvernement français.

80. J'ai engagé le Pacha à ne
81. prendre
82. prendre aucune résolution avant que
83. d'avoir demandé et reçu des instructions
84. de la part de son gouvernement.
85. Mais son excellence a observé que si
86. l'on ne leur donne pas à présent même
87. quelques terres, ils mourraient de faim.
88. Alors j'ai dit que dans ce cas, il faudrait
89. leur faire dire dans leur pétition par
90. laquelle ils demanderaient des terres, que
91. comme le Sultan, leur souverain légitime,
92. n'a jamais renoncé à la souveraineté
93. sur Alger, ils sont ses sujets, ils \_\_
94. payer des taxes, et lui offrent leur
95. service militaire.
96. Comme j'avais quelques
97. raisons pour supposer que le Pacha
98. voulaient (sic) envoyer ces Algériens dans
99. le Yémen, j'ai mis son Excellence
100. sur ses gardes, parce que les Français
101. prendraient prétexte de là pour insister
102. d'avoir
103. un consul à la Mecque.
104. Il n'y a pas de doute que
105. si l'on fait un bon accueil à ces
106. Algériens, plusieurs milliers les suivront
107. et alors voilà une colonie française
108. en Syrie, la protection, de la France,

ANNEXE G

BEN SÂLEM DEMANDE UNE ATTENTION SPÉCIALE  
POUR LES CHEIKHS QUI L'ACCOMPAGNENT

İ.MSM 72.2079 (16 R 1264 / 22 mars 1848)

1. Devletlü inâyetlü refetlü merhâmetlü veliüniâm Efendim
2. hakpay devletlerine kemâl feragat ve ibtihâl ve nihâyet taazîm ve iclâl \_\_ zamâne rayâneleri istidâme eyyâm-ı ümur-i devletleri davatıyla maâruzi kullarıdır ki bizim mücahidler ihvanımız
3. Husûsi için tarafımızda mevcut olan muradları Devletlü Efendimizden bir yerde mukim olmak felahat ve ziraat etmek zira efendimiz bizim felahat ve ziraatdan
4. başka sanatımız olmayub eğer devletiniz tahassun görülür ise \_\_ bir yer ikâmetde emr ihsân buyurub ve bizim sadatimizden tarîkat el-Bekriyeden
5. Meşâyih-i fuzula biri Şeyh Mehdi ve Şeyh Mübârek ve Şeyh Ahmed ve Şeyh Sadîk ulema ecilden olub dahi kendülere bir ahır yer ikametlerine emr ihsan buyurub
6. ve bizim ve kendülerin davat-i hayriye \_\_ isticlâb olunması niyâzi babında ve her halde emr ü ferman hazret \_\_ elemirindir
7. Efendim enferin adadi beş yüz kırk dokuz nisa ve rical böyle efendimizin maalûm devletleri olsam
8. Bende Ahmed Bey Ibn Sâlim Cezâyirli

## ANNEXE H

### DE LA VALETTE A « FOUAD EFFENDI » SUR LA TRANSALTION D'ABD AL-QADIR À BURSA

#### İ.HR 92.4487

1. Ambassade France à Constantinople Thérapia 2 novembre 1852
2. Monsieur le Ministre
3. Votre Excellence sait que j'ai
4. été chargé l'année dernière par mon gouvernement
5. de faire à la Sublime Porte des ouvertures
6. afin de solliciter son concours pour la translation
7. d'Abdel Kader sur un point de l'Empire Ottoman.
8. Son Altesse le Grand Vizir me fit part de l'accueil
9. favorable que sa Majesté Impériale le Sultan
10. avait bien voulu faire à nos propositions, et qu'Elle
11. avait même désigné la ville de Brousse
12. comme l'endroit qui pourrait convenir sous tous
13. les rapports à la résidence d'Abdel Kader, et
14. j'eus soin, de mon côté d'informer mon Gouvernement.
15. Assuré d'avance du bon vouloir
16. du gouvernement ottoman, Son altesse le
17. Prince Président vient de décider qu'Abdel
18. Kader serait rendu à la liberté, et autorisé à
19. se rendre en Turquie ; le dernier courrier m'a
20. apporté l'ordre de donner connaissance de cette
21. résolution au gouvernement de Sa Majesté
22. Impériale le Sultan, et de prendre, de concert avec
23. la Sublime Porte, des dispositions nécessaires
24. à l'arrivée de l'Ex Emir.
25. Abdel Kader ne cessait de solliciter la faveur de se retirer parmi ses
26. corréligionnaires. Mû par un sentiment de

27. générosité Son Altesse le Prince Président, a  
28. accueilli sa demande et mis un terme à  
29. sa captivité ; c'est l'œuvre d'un noble cœur, et  
30. son Altesse le Prince Président se félicite  
31. hautement de pouvoir l'accomplir avec le  
32. concours de Sa Majesté impériale le Sultan  
33. La France généreuse, et la Turquie hospitalière  
34. auront ensemble fait acte de magnanimité  
35. Abdel Kader a donné sur sa  
36. foi, l'assurance qu'il respecterait désormais  
37. les décrets de la Providence, et que, dans aucun  
38. cas, il ne reprendrait les armes contre la  
39. France. Son Altesse le Prince Président a  
40. confiance dans la parole de l'Ex Emir ; il  
41. sait d'ailleurs que le Gouvernement ottoman  
42. ne négligera rien pour l'entretenir dans  
43. ces sentiments, et qu'il saurait au besoin  
44. le détourner de toute résolution contraire, et  
45. cet égard, le gouvernement français ne  
46. saurait désirer d'autre garantie que la  
47. loyauté traditionnelle du gouvernement ottoman.  
48. Il sera pris d'ailleurs, par le  
49. Gouvernement français le dispositions  
50. nécessaires pour qu'Abdel Kader soit trans  
51. porté à Brousse, et qu'il puisse y avoir une  
52. position digne de son ancienne fortune.  
53. Je viens donc prier votre  
54. Excellence de vouloir bien porter cette communi  
55. cation à la connaissance du gouvernement  
56. de Sa Majesté Impériale le Sultan, et  
57. de me faire connaître s'il peut être donné  
58. suite sans délai d'une œuvre qui honorera  
59. les deux Princes qui y auront concouru.  
60. Veuillez agréer, Monsieur  
61. le Ministre, l'assurance de ma plus haute  
62. considération.  
63. Lavallette

ANNEXE I

ABD AL-QÂDIR DEMANDE À VENIR À ISTANBUL  
POUR RENCONTRER LE GRAND VIZIR ET NAPOLÉON III

**İ.HR 120.5915** (16 Ş 1271 / 4 mai 1855)

1. Utufetlü Efendim Hazretleri
2. Bursa'da ikamet üzere bulunan Cezayirli Saâdetlu Abdükâdir Efendi'nin bu aralık Dersaadet'de bulunması arzusuyla müsaade-i Seniye şayan buyurlması istidaasına dair tevarid eden tahrirâtı
3. manzur-i maali-vefur cenab-i mülukane buyurlmak için arz ü takdim kılındı mumâileyhimin müvakkaten Dersaadet'e gelmesinde bi gûne bes olmayacağına bu babda kendüsine münâsibi vechile cevabname yazılması hakkında her nevehile
4. emr ü ferman hazret şahane muteâllık buyurılıyor ise mantuk-i münifi üzere hareket-i mübaderet olacağı beyanıyla tezkîre-i senaveri terkim kılındı efendim fi 16 ş(evval) (12)71

en biais

1. Marûz çâker keminelidir ki
2. Mezbûr esâbi-i tescil olan işbu tezkîre-i samiye-i asifaneleriyle zikr olunan tahrîrât manzur-i şevketvefur
3. hazret-i şehriyârî buyurulmuş ve bu babda Efendi-i mumâileyh münâsibi vechile cevâbname yazılması muteallık ve şerefsudur buyurulan
4. emr ü irade-i seniye-i cenab tacdarı muktazayı münifinden bulunmuş ve tahrirat-ı merkume yine savb-ı sami-i Asifanelerine

5. iade kılınmış olmağı ol babda emr ü ferman hazret veli elmrindir fi 17 ş(aban) (12)71.

Traduction en dessous de la lettre en arabe de l'Émir :

1. Hâk-pây-ı mu'allâ-yı hazret-i Sadâret-penâhî'ye Abdülkadir tarafından gurre-i Receb sene [12]71 târihiyle müverrahan gönderilen Arabiyyü'l-ibâre arızanın meâli tercümesidir
2. Bâ'de'l-du'â ve'l-ensâb
3. Hazret-i vekâlet-penâhîlerini ziyâret emeliyle nâil-i şeref-i mülâkat olmak dil-hâh-ı dâ'ileri bulunmuş ve bu esnâda kesret-i meşâgil-i hidvîleri mâni' olmuş ise de
4. bu def'a zât-ı hazret-i hilâfet-penâhî ile haşmetli Fransa imparatoru li-ecli'l-mül.kat geleceği mesmû'-ı dâ'iyânem olup eğerçi sahîh ise zât-ı âsafânelerini
5. ziyâret ve müşârun-ileyh ile mül.kat için izn ü ruhsat-ı Sadâret-penâhîleri erzân buyurulması niyâz-kerde-i senâverânemdir çünkü eğerçi müşârun-ileyh ile
6. görüşmeğe varılmadığın takdîrde ahâl-i İslâm iyilik ve inâyeti ferâmuş ederler demekliği gayr-ı ba'id olmak mülâhazasıyla kâffe-i
7. İslâm'ın şânına dahi bir nâkısa kabîlinden olacağı karîn-i ilm-i hakâyık-bîn-i âsafâneleri buyuruldukda her hâlde irâde hazret-i men-lehü'l-emrindir. [gurre-i Receb sene [12]71] / [20 Mars 1855]

## ANNEXE J

### QUESTIONNEMENT SUR LA LÉGALITÉ DE L'AQUISITION PAR ABD AL-QÂDIR DE CERTAINES TERRES ATOUR DE DAMAS

I.MMS 11.440 (16 S 1274 / 6 octobre 1857)

1. Utüfetlü Efendim Hazretleri
2. Şâm-ı Şerîf'de ikâmet etmekte olan Cezâyirli Abdülkâdir Efendi'nin mukaddemâ Dersaadet'e vürûdıyla Brusa'ya i'zâm olunduğı sırada vukû bulan va'd-i âlî üzerine kendisine orada mübâyâa olunan konağın
3. aşurı harâb olunduğundan ettirilen keşfi mücibince bin bu kadar kîseye ta'mîri mütesavver iken kendisi Şam'a azîmet idüb bu hâlde orada bir konak alınmak lâzım gelmiş ve istediğı konaklara
4. ashâbı tarafından birkaç bin kîse akçe istenilerek ve bu da çokça para olarak henüz bir karârı hâsıl olamamış olduğı hâlde kendisinin bir mektubu gelerek meâlinde Şâm-ı Şerîf'e civâr
5. ma'lûmü'l-esâmî Kırâd arâzîsinin kendisine temlîk ve ihsân buyurulmasını istid'â etmiş ise arâzî-i matlûbenin mâliye-i hâzine-i celîlesinde ve defter-i hâkânîde olan kayıtlarına nazaran bazı mahallinin evkâfı
6. şerîfe dahîlinde olduğı ve vakf-ı mahallin ber vechi mülkiyyet verilmesi mugâyir-i kânûn-ı hümâyun bulunduğı anlaşılmış olmasıyla civâr-ı Şâm-ı Şerîf'de vakf olmayarak arâzî-i mîriyye-i hâliye olub olmadığın
7. Şâm-ı Şerîf Vâlisi Devletlü Paşa hazretlerinden istilâmı sûreti tahattur olunduğı esnâda Şâm-ı Şerîf havâlisinde öyle arâzî olmadığı dahî oralarda vukûfu olan bâzı zevât tarafından
8. beyân olunmasıyla bu hususa henüz bir karar verilmemişti (.) Efendi-i mûşârun ileyhe Fransa Sefâretine vurûd eden tahrîrâtında taleb eylediğı konakların alınması veya mezkûr Kırâd arâzînin verilmesi veyâhut

9. bunlara bedel-i tesviye-i umûru için kendine beş yüz bin kuruş atıyye-i seniye ihsân buyurulması hususlarını yazmış olduğu cânib-i sefâretten ifâde ve beyân olduğına ve Efendi-i müşarun ileyh gibi
10. sâhib-i haysiyyet bir zâtın tatyîb-i hâtırı ve hakkında mukaddemce vuku bulan va'd-i âlî âlînin icrâsı şân-ı meâlî-nişân-ı cânib-i tâcdârî iktizâ-yı âlisinden bulunduğuna ve konakların mübâyaası ber vech-i muharrer
11. külliyyetlü pâreye muhtâc olduğu misellü Kırâd arâzî-i matlûbenin temlîki dahî mugâyîr-i kânûn-ı olacağı anlaşıldığına mebnî gösterdiği şikk-ı sâlisin kabûl ve isâfında diğerlerine nisbetle ezher-i cihet-i ehveniyyet
12. görünmekle ol vechile Efendi-i müşarûn ileyh Şâm-ı Şerîf emvâlinde tesvîye olunmak üzere mâliye-i hâzine-i celîlesinden beş yüz bin kuruş atıyye-i seniyye ihsân buyurulması geçen gün akdolunan encûmen-i meşverette
13. münasib gibi tezekkür kılınmış ise de ol bâbda her ne vech ile emr ve irâde-i merâhîm âde-i hazret şehensâhî şeref-i efzâ-yi sünûh ve sudûr buyulur ise mantûk-ı celîlinin icrâsına ibtidâr olunacağı beyânıyla tezkîre-i senâverî
14. terkîm kılındı Efendim fî 16 Safer 1274 (6 octobre 1857)

en biais

1. Marûz çâker keminelidir ki
2. Enâm-zîb ihtirâm olan işbu tezkîre-i sâmiye-i âsifaneleri manzûr-i meâlî mevfür hazret-i pâdişâhî buyurulmuş
3. ve tezekkür ve istizân buyurulduğu vechile Efendi-i müşarûn ileyhe Şâm-ı Şerîf emvâlimden tesviye olunmak üzere hazîne-i celîle-i
4. mezkûreden beş yüz bin kuruş atıyye-i seniyye-i
5. cenâb-ı şehriyârî mkteza-yı münîfinden bulunmuş olmağla ol bâbda emr u ferman hazret-i veliyyü'l emrindir fî 17 Safer 1274 (7 octobre 1857)

## ANNEXE K

### ÉVALUATION OTTOMANE DE LA PARTICIPATION D'ABD AL-QÂDIR DANS LES ÉVÈNEMENTS DE DAMAS

#### I.MMS 20.864-1 (1 Safer 1277 / 19 Août 1860)

1. Atufetlü efendim hazretleri
2. Şâm-ı Şerîf'de ikâmet üzere bulunan Cezâyirli Abdülkâdir Efendi'nin hâdise-i ahîrede teskîn-i fitneye pek çok gayret etmiş ve birkaç bin âdemi eyâdî-i kateleden tahlîs eylemiş
3. olmasından dolayı bütün Avrupa gazetelerinde pek çok sitayiş görülmekte ve hattâ İngiltere ve Fransa Devletleri taraflarından belki bütün düvel-i sâire câniblerinden mükâfaten kendisine
4. büyük nişânlar verileceği rivâyet kılınmakta olduğuna ve çünkü ( ?) kurtarmış olduğu nüfus cümleten tebe'a-i Devlet-i Aliyye'den olduklarından başka yerlerden tasavvur olunan mükâfatların
5. vürudından evvel taraf-ı eşref-i hazret-i pâdişâhî'den hakkında bir eser-i taltîf gösterilse Avrupaca te'sîrât-ı nâfi'ayı istilzâm eyleyeceğinden başka böyle diyânet ve salâbet ile meşhûr olan
6. bir adamın milel-i gayr-i Müslime'ye vukû' bulan mu'âvenet-i fiiliyesinin takdîr-i alenîsi beyne'l-İslâm dahi bir hüsn-i ibret olacağına binâen tarafına birinci rütbeden bir kıt'a Mecîdiye Nişân-ı Hümâyûnı
7. ihsân buyurulması ve bu inâyet-i celîleyi tebşîren i'lân olunabilecek sûrette bir tahrîrat dahi yazılıb nişân-ı celîlü'ş-şân ve berât-ı âlî ile beraber Devletlü Fuad Paşa Hazretlerine gönderilerek
8. ânın vâsıtasıyla mûmâ-ileyhe irsâl olunması beyne'l-havâss münâsib gibi tezekkür olunmuş ve zikrolunan tahrîrâtın müsveddesi dahi ihtiyâten kaleme alınarak leffen takdîm kılınmış olmağla gerek

9. esâs-ı mâdde ve gerek müsvedde-i mütekaddimenin sebk ve ifâdesi haklarında her ne vechile emr u fermân-ı isâbet-beyân-ı hazret-i pâdişâhî müte'allik ve şeref-sudûr buyurulur ise muktezâ-yı münîfinin
10. icrâsına mübâderet olunacağı beyânıyla tezkire-i senâverî terkîmine ibtidâr kılındı efendim fî gurre-i Safer sene 1277

en biais

1. Ma'rûz-ı çâker-i kemîneleridir ki
2. Resîde-i dest-i tevkîr olan işbu tezkire-i sâmiye-i âsafâneleriyle mezkûr müsvedde
3. manzûr-ı âlî-i hazret-i mülûkâne buyurulmuş ve gerek esâs-ı mâdde ve gerek müsvedde-i mezkûre
4. sebk ve ifâdesi münâsib ve yolunda olmasıyla tezekkür ve istîzân buyurulduğu vechile
5. iktizâsının icrâsı müte'allik ve şeref-sudûr buyurulan emr u irâde-i seniyye-i cenâb-ı
6. şehriyârî muktezâ-yı mün.fî nden olarak müsvedde-i merkûme yine savb-ı âlî-i âsafîlerine
7. i'âde kılınmış olmağla ol bâbda emr u fermân hazret-i veliyyü'l-emrindir. fî 2 Safer sene (12)77 (20 Août 1860)

ANNEXE L

ABD AL-QÂDIR DOIT RECEVOIR LA  
MÉDAILLE *OSMANIYE* DE PREMIÈRE CLASSE

**İ.HR 213.12335** (24 Za 1281 / 20 avril 1865)

1. Ma'rûz-ı çâker-i kemîneleridir ki
2. Cezâyirli Abdülkâdir Efendi hazretlerine nişân-ı âl-i Osmânî'nin birinci rütbesi i'tâ buyurulmuş olduğundan tesviye-i bahâsının Mâliye Nezâret-i Celîlesi'ne havâlesi şerefsünuh ve sudûr buyurulan
3. emr u fermân-ı hümâyûn-ı cenâb-ı pâdişâhî mantûk-ı münifinden bulunmuş olmağla ol bâbda emr u fermân hazret-i veliyyü'l-emrindir. Fî 24 Za sene 1281

## BIBLIOGRAPHIE

### B.1 – Sources primaires

#### B.1.1 – Archives non publiées

##### B.1.1.1 – France

*Paris/La Courneuve – Archives du  
Ministère des Affaires Étrangères (A.E)*

#### Correspondance consulaire et commerciale (CCC)

- Beyrouth 5
- Damas 2, 3, 4, 5

#### Correspondance politique des consuls (CPC)-Turquie

- Alexandrie 33
- Brousse 1
- Beyrouth 9,10,11, 12, 23, 24
- Damas 2, 3, 4, 5
- Jeddah 3
- Jérusalem 5

#### Mémoires et documents

- 139, 143, 146, 147

*Nantes – Centre des Archives  
Diplomatiques de Nantes (CADN)*

Représentations diplomatiques et consulaires

- Brousse 1
- Damas 8-9-10, 12-13, 16, 18, 22, 37, 66, 71-72
- Constantinople 7, 283

B.1.1.2 – Turquie

*Istanbul – Başbakanlık Osmanlı Arşivi (BOA)*

- Cevdet Dahiliye (C.DH) 40.1971 ; 284.14153 ; 68.3352
- Cevdet Evkaf (C.EV) 1354
- Cevdet Zabtiye (C.ZB) 45.2235 ; 54.2267
- Dahiliye Nezareti Şifre Kalemi (DH.ŞFR) 3
- Hatt-ı Hümayûn (HAT) ; 22454 ; 31210 T ; 831.37528-D ; 312.18445 ; 37510 E-F-G, 37529 40955 ; 41196 ; 46419 ; 46427-B-C ; 46440-B ; 1181.46662 I 46703-K ; 46708 ; 1184.46711 ; 46740-A ; 46752 ; 46762 ; 1230.47965-B ; 1230.47966 ; 47970-A ; 55522 ; 836.37703
- Hariciye Nezareti Mektubi Kalemi (HR.MKT) 60.71 ; 65.88 ; 39.91 ; 53.69 ; 73.20 ; 84.40 ; 105.78 ; 108.93 ; 114.10 ; 125.28 ; 148.7 ; 187.37 ; 210.81 ; 315.27 ; 367.96 ; 372.77
- Hariciye Nezareti Şifre Kalem (HR.ŞFR) 3
- Hariciye Nezareti Siyasi Kalemi (HR.SYS) 6.27
- Hariciye Nezareti Tercüme Odası (HR.TO) 48.53 ; 211.23 ; 194.6 ; 222.36 ; 451.17 ; 459. 71
- Irade Dahiliye (I.DH) 28.1334 ; 50.2489 ; 57.2829 ; 336.22049 ; 462.30773 ; 528.36491 ; 538.37370

- Irade Hariciye (İ.HR) 8.386 ; 11.533 ; 17.821 ; 60.2928 ; 92.4487 ; 92.4481 ; 92.4504 ; 94.4620 ; 97.4743 ; 102.4983 ; 94.4619 ; 97.4749 ; 120.5915 ; 148.7 ; 215.12460 ; 317.13410 ; 538.37370.
- Irade Meclis-i Mahsus (I.MMS) 3.109 ; 11.440 ; 17.726 ; 17.740 ; 20.864 ; 20.872-3 ; 72.2079.
- Irade Mesail-i Mühimme (İ.MSM) 67.1930
- Irade Meclis-i Vâlâ (I.MVL) 227.7796 ; 313.13070 ; 348.15107 ; 354.15468 ; 435.19232 ; 468.21237
- Meclis-i Vâlâ Riyaseti belgeleri (MVL) 32.31 ; 31.52 ; 750.108
- Sadaret Amedi Kalemî Evrakı (A.AMD) 53.72
- Sadaret Divan Kalemî evrakı (A.DVN) 142.72
- Sadaret Mektubi Kalemî evrakı (A.MKT)195.48
- Sadaret Mektubi Kalemî Meclis-i Vâlâ (A.MKT.MVL) 8.47 ; 12.45 ; 94.27
- Sadaret Mektubi Mühimme Kalemî Evrakı (A.MKT.MHM) 132.67 ; 156.12 ; 156.85 ; 157.38 ; 160.28 ; 165.66 ; 171.14 ; 182.89 ; 185.13 ; 247.84 ; 247.89 ; 272.61 ; 247.84 ; 405.47
- Sadaret Mektubi Kalemî Nezaret ve Devair (A.MKT.NZD) 87.49 ; 219.3 ; 300.93 ; 322.63 ; 322.73 ; 328.6 ; 330.45
- Sadaret Mektubi Kalemî Umum Vilayet Evrakı (A.MKT.UM) 117.85 ; 174.47 ; 162.70 ; 216.36 ; UM 408.72

### B.1.1.3 – Angleterre

#### *Londres – Archives Nationales*

- Foreign Office (FO) 3.38 ; 3.40 ; 3.43 ; 3.44 ; 3.45 ; 78.910 ; 78.1116 ; 78.1118 ; 78.1217 ; 78.1520 ; 195.381 ; 146.445 ; 146.659 ; 185.385 ; 78.928 ; 195.479 ; 195.519 ; 226.131

## B.1.2 – Archives publiées

- Budak, Mustafa. 2010. *Osmanlı belgelerinde Cezayir*. Ankara : T.C. Başbakanlık, Devlet Arşivleri Genel Müdürlüğü, Osmanlı Arşivi Daire Başkanlığı.
- Kuneralp, Sinan. 2009. *Ottoman Diplomatic Documents on "the Eastern Question". Reforms and Foreign Intervention : Rumelia and Syria, 1859-1862*. Istanbul, Isis Press.
- Foreign Office 423. 1865. *Correspondance Respecting the Suez Canal*, printed for the use of the Foreign Office.
- Temimi, Abdeljelil. 1978. « Lettres inédites de l'émir Abd el-Kader », *Revue d'Histoire Maghrébine*, 10, p. 159-202.
- \_\_\_\_\_. 1978. « Lettres inédites de l'émir Abd el-Kader », *Revue d'Histoire Maghrébine*, 12, 1978, p. 308-343.
- \_\_\_\_\_. 1980. *Recherches et documents d'histoire maghrébine : L'Algérie, la Tunisie et la Tripolitaine, 1816-1871*. Tunis, Revue d'histoire maghrébine.
- \_\_\_\_\_. 1984. « Trois lettres de l'émir Abd el-Kader aux hommes d'État ottomans » (en arabe). *Revue d'Histoire Maghrébine*, 33-34, p. 177-181.
- Yver, Georges. 1912. *Correspondance du Capitaine Eugène Daumas, consul à Mascara (183-1839)*, Alger, Adolphe Jourdan,

## B.1.3 – Manuscrits, récits de voyage, mémoires

- Abu Ya'la az-Zawāwī, introduction de Khālidī Suhayl. 2005 (1912). *Tārīkh al-Zawāwah*. Alger, Wizārat al-Thaqāfah.
- Al-Khānī, 'Abd al-Mağīd b. Muḥammad al-, and 'Iffat Muḥammad 'Awnī Zakariyyā'. 1998. *al-Kawākib al-durriyya 'alā al-Ḥadā'iq al-wardiyya fī aḡillā' al-sāda al-Naqṣabandiyya*. Damas, Maṭba'at al-Ṣabāḥ.
- Baytar, 'Abd al-Razzaq ibn Hasan. 1961. *Hilyat al-bashar*. Damas, Maṭbū'āt Majma' al-lughah al-'Arabīyah.
- Boucher de Perthes. 1855. *Voyage à Constantinople par l'Italie, la Sicile et la Grèce, retour par la Mer Noire, la Roumélie, la Bulgarie, La Bessarabie russe, les provinces danubiennes, la Hongrie, l'Autriche et la Prusse, en mai, juin, juillet et août 1853*. Paris : Treuttel et Wurtz, Derache, Dumoulin, V. Didron.

- Cevdet Ahmet Paşa. 1986. *Tezâkir*, édité par Cavid Baysun. Ankara, Türk tarih Kurumu Basımevi.
- Jobin, Jean Baptiste. 1862. *La Syrie en 1860 et 1861, lettres et documents formant une histoire complète et suivie des massacres du Liban et de Damas...*, recueillis et coordonnés par M. l'Abbé Jobin. Lille, Lefort.
- Lewis Fairley, J., 1862. *The Ressources of Turkey Considered with Special Reference to the Profitable Investment of Capital in the Ottoman Empire*, Londres, Longman.
- Miṣāqa, Miḥāyil, trad. Wheeler M. Thackston. 1988. *Murder, mayhem, pillage, and plunder : the history of the Lebanon in the 18th and 19th centuries*. Albany, NY, State Univ. of New York Pr.
- Poujoulat, Baptistin, Poujoulat, Jean-Joseph-François. 1861. *La vérité sur la Syrie et l'expédition française*. Paris, Gaume frères et J. Duprey.
- Roches, Léon. 1884. *Trente-deux ans à travers l'Islam (1832-1864)*. Paris, Firmin-Didot.
- Scott (Colonel). 1842. *A journal of a residence in the Esmailia of Abd-el-Kader and of travels in Morocco and Algiers*. London, Whittaker.
- Stevens Wilson. 1797. *An Historical and Geographical Novel Land Interesting Details of Events Relatives to the American Captives*, Philadelphia.

## B.2 – Instruments de travail

- Carnoy, Henry. 1987. *Dictionnaire biographique international des écrivains*. Hildesheim, G. Olms.
- Diyanet Islam Ansiklopedisi*, 1998-. Istanbul : Türkiye Diyanet Vakfı.
- Encyclopédie de l'Islam*, 2<sup>de</sup> édition, Leiden : Brill, 1965-2005.
- Ferreux, Jean, Pouillon, François et Valensi, Lucette. 2001-2012. *Dictionnaire des orientalistes de langue française*, Paris, IISMM-Karthala.
- Georgeon, François ; Vatin, Nicolas et Veinstein, Gilles, *Dictionnaire de l'Empire ottoman*, Paris : Fayard, 2015.
- Hokayem, Antoine. 1988 Les provinces arabes de l'Empire ottoman aux archives du Ministère des affaires étrangères de France 1793-1918, Les librairies universitaires du Liban, Beyrouth.
- Kuneralp, Sinan. 2003. *Son dönem Osmanlı erkân ve ricali (1839-1922) prosopografik rehber*. Istanbul : İsis Press.

- Muti al- Hāfīz, Muḥammad. 1986. *Tārīḥ ulama' Dimašq : fi 'l-qarn ar-rabi ash-r al-hiğrī 1 l*. Damas, Dār al-Fikr.
- Lowry, Heath W. 2003. *Ottoman Bursa in Travel Accounts*. Bloomington, IN, Indiana University Ottoman and Modern Turkish Studies Publications.
- Mériboute, Zidane, Setty Geneviève Simon-Khedis, and Tom Woerner-Powell. 2014. *Répertoire analytique d'archives sur l'Émir Abd el-Kader (1808 - 1883)*. Saint-Egrève, Alzieu.
- Messaoudi, Alain. 2015. *Les arabisants et la France coloniale. Savants, conseillers, médiateurs (1780-1930)*. Lyon, ENS Éditions.
- Rustum, Asad (ed.) *Al-Mahfūzat al-Malikiyya al-Misriyya : Bayan bi-Wathā'iq al-Shām*, 4 vols, 2<sup>nd</sup> impression. Beirut : al Maktaba al-Bulūsiyya, 1986-1987.
- Steppat, John. 1976. « Some Arabic Manuscript Sources on the Syrian Crisis of 1860 », dans Chevallier, Dominique (dir.), *Les Arabes par leurs archives (XVI-XIXe siècles)*, Paris, éditions du CNRS, p. 187-191.
- Süreyya Mehmed. (m.1909). *Sicill-i Osmanî*. Édité par Nuri Akbayar et Seyyit Ali Kahraman. Istanbul : Ekonomik ve toplumsal Tarih Vakfı, 1996.

### B.3 – Ouvrages cités ou appuyant la réflexion

#### B.3.1 – Inspirations théoriques et conceptuelles

- Anderson, Benedict. 2006. *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Paris, La Découverte.
- Ben Driss, Karim. 2017. *Le renouveau du soufisme au Maroc : Sidi Hamza al Qâdiri Boudchich*, éditions Inspira.
- Bouquet, Olivier. 2013. *Les noblesses du nom : essai d'anthroponymie ottomane*. Turhout : Brepols.
- Burbank, Jane et Cooper, Frederick. 2008. *Empires in World History. Power and the Politic of Difference*. Princeton University Press.
- Chakrabarty, Dipesh. *Provincializing Europe : Postcolonial Thought and Historical Difference*. Princeton, N.J., Princeton University Press, 2000.
- Çiçek, M. Talha. 2016. “Negotiating Power and Authority in the Desert : the Arab Bedouin and the Limits of the Ottoman state in Hijaz, 1840–1908”, *Middle Eastern Studies*, no. 32.

- Goscha, Christopher. 2016 « Aux origines du républicanisme vietnamien. Circulations mondiales et connexions coloniales », numéro spécial : Les gauches et les colonies, *Vingtième siècle*, no. 131, (2016/3), p. 17-35.
- Guillhaume, Jean François. 1992. *Les mythes fondateurs de l'Algérie française*, l'Harmattan.
- Heyberger, Bernard. 2001 *Hindiyya, mystique et criminelle, 1720-1798*, Aubier collection historique.
- Jouhaud, Christian, Ribard, Dina, Schapira, Nicolas. 2009. *Histoire, littérature, témoignage. Écrire les malheurs du temps*. Paris, éditions Gallimard.
- Kafadar Cemal, 1995. *Between two Worlds : The Construction of the Ottoman State*, The University of California Press.
- Larcher-Goscha, Agathe. « L'inauguration du Musée d'Adran : Retour commémoratif sur l'Indochine d'avant la conquête », *Outre-mers*, tome 93, n°350-351, 1er semestre 2006. Sites et moments de mémoire. p. 103-121.
- Levi, Giovanni, 1989. *Le pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont au XVIIe siècle*, éditions Gallimard.
- Moreau, Odile. 2009. « Circulation des hommes et circulation des idées "comment se réformer pour réformer" », dans Odile Moreau (dir.) *Réformes de l'État et réformismes au Maghreb (XIX-XXe siècle)*, l'Harmattan.
- Nguyen, Phi Vân. 2015. "Les résidus de la guerre, la mobilisation des réfugiés du Nord pour un Vietnam non-communiste (1954-1965)". *Thèse de doctorat*, Université du Québec à Montréal.
- Philiou, Christine. 2011. *Biography of an Empire : Governing Ottomans in an Age of Revolution*, University of California Press.
- Rothman, E. Natalie. 2016. *Brokering empire : trans-imperial subjects between Venice and Istanbul*.
- Sahli, Mohamed-Chérif. 1965. *Décoloniser l'histoire : introduction à l'histoire du Maghreb*, Paris, François Maspéro.
- Said, Edward W. 1978. *Orientalism*. New York, Pantheon Books.
- Winter, Stefan. 2004. « Les Nusayris au regard des administrateurs provinciaux ottomans d'avant les Tanzimat (1804-1834) », *Chronos*, n° 9, p. 211-235.

## B.3.2 – Biographies et travaux sur Abd al-Qādir

- ‘Abd al-Qādir ibn Muḥyī al-Dīn, Chodkiewicz, Michel. 1982. *Écrits spirituels*. Paris, Éditions du Seuil.
- ‘Abd al-Qādir ibn Muḥyī al-Dīn al-Ġazā’irī, Penot, ‘Abd Allāh, Annestay, Jean. 2008. *Le livre des haltes*. Paris, Dervy.
- Achrati, Nora. 2007. “Following the Leader : A History and Evolution of the Amir ‘Abd al-Qadir al-Jaza’iri as a Symbol“, *The Journal of North African Studies*, 12 (2), p. 139-152.
- Al-Jazā’irī, Muhammed Basha. 1964 (1903). *Tuhfat al-zāir fī tārikh al-Jazāir wa-al-amīr ‘Abd al-Qādir. al-Taba’ah al-thāniyah*. Beirut, Dār al-yaqzah al-‘arabīyah.
- Aouli, Smaïl, Redjala Ramdane, Zoummeroff Philippe. 1994. *Abd el-Kader*. Paris, Fayard.
- Azan, Paul. 1925. *L’Émir Abd el Kader 1808-1883. Du fanatisme musulman au patriotisme français*. Coulommiers, Impr. Paul Brodard.
- Bellemare, Alexandre, Bontems Claude. 2003 (1963). *Abd-el-Kader : sa vie politique et militaire*. Paris, Bouchene.
- Blunt, Wilfrid. 1947. *Desert Hawk : Abd el Kader and the French Conquest of Algeria*. London, Methuen.
- Bouyerdene, Ahmed. 2008. *Abd el-Kader par ses contemporains : Fragments d’un portrait*. Paris, Ibis Press.
- \_\_\_\_\_. 2008. *Abd el-Kader : l’harmonie des contraires*. Paris, Éditions du Seuil.
- Bouyerdene, Ahmed et Geoffroy, Éric. 2012. *Emir Abd el-Kader : Hero and Saint of Islam*. Bloomington, Ind, World Wisdom.
- Churchill, Charles Henry. Introduction de Michel Habart. 1974. *La vie d’Abdel Kader*. Alger, Société nationale d’édition et de diffusion.
- Commings, David Dean. 1988. “Abd al-Qadir al Jazairi and Islamic Reform”, *The Muslim World*. Vol 78 (2), p. 121-131.
- Danziger, Raphaël. 1974. “Abd Al-Qadir’s first overtures to the British and the Americans (1835-1836)”. *Revue de l’Occident musulman et de la Méditerranée*, p. 45-63.
- \_\_\_\_\_. 1977. *Abd Al-Qadir and The Algerians : Resistance To The French and Internal Consolidation*. New York : Holmes and Meier.

- \_\_\_\_\_. 1981. "Abd al-Qadir and Abd al-Rahman : religious and political aspects of their confrontation (1843-1847)". *The Maghreb Review : a Bi-Monthly Journal on North African Affairs*. 6 (1/2), p. 27-35.
- Delpesch A., 1876. « Histoire d'Abd al-Qâdir par son cousin el-Hosin ben Ali », *Revue Africaine*, Volume 20.
- D'estailleux-Chanteraine, Philippe. 1947, L'émir magnanime, Abd el-Kader, l'Europe et l'Islam au XIXe siècle, Paris, J.B Janin.
- Étienne, Bruno et Pouillon, François. 2003. *Abd el-Kader : le magnanime*. Paris, Gallimard.
- Étienne, Bruno. 1994. *Abdelkader : isthme des isthmes (Barzakh al-barazikh)*. Paris, Hachette.
- Fawaz, Leila Tarazi. 2001. « Amir 'Abd al-Qadir and the Damascus 'Incident' in 1860 », dans B. Marino (dir.). *Études sur les villes du Proche-Orient XVe-XIXe siècle : Hommage à André Raymond*. Damas, Institut français d'études arabes de Damas, p. 263-272.
- Fournier, Paul. 1967. « l'État d'Abd-el-Kader et sa puissance en 1841, d'après le rapport du sous intendant militaire Massot », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*. Tome XIV, p. 123-157.
- Garnier, Pelle (éd.). 2003. *Abd el-Kader et l'Algérie au XIXe siècle dans les collections du musée de Chantilly*, Somogy, éditions d'Art.
- Geoffroy, Éric. 2010. *Abd el-Kader, un spirituel dans la modernité*. Beyrouth, Dar Albouraq.
- Kiser, John W. 2008. *Commander of the faithful : the Life and Times of Emir Abd el-Kader*. Rhinebeck, N.Y., Monkfish Book Pub.
- King, John. 1992. « Abd el-Kader and Arab Nationalism », in J. P. Spagnolo (Ed.) *Problems of the Middle East in Historical Perspective. Essays in honour of Albert Hourani*, Oxford Ithaca Press.
- Lataillade, Louis. 1984. *Abd el-Kader, adversaire et ami de la France*. Paris, Pygmalion.
- Mahmoudi, Meriem. 2012. *Les hommes de l'Émir Abdelkader : ces héros qui ne meurent jamais*. Alger, Thala.
- Muslu, Ramazan. 2011. *Emir Abdülkâdir El-Cezairi, Hayatı ve Tasavvufî Görüşleri*. Istanbul, İnsan Yayınları.
- Pouillon, François. 2012. « Du témoignage : à propos de quelques portraits d'Abdelkader en orient » *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*. 132, p. 199-228.

Sahli, Mohamed-Chérif. 1988. *L'Emir Abdelkader : mythe français et réalités algériennes*. Alger, Entreprise algérienne de presse.

Temimi, Abd al-Jalil. 1979. « L'émir Abd el-Kader à Damas (1855-1860) », *Revue d'Histoire Maghrébine*, 15-16, p. 107-115.

### B.3.3 – De l'Algérie ottomane à l'Algérie en guerre

Abu Nasr, Jamil. 1975. *A History of the Maghrib*, Cambridge University Press.

Azan, Paul. 1931, *Conquête et pacification de l'Algérie*, Paris, Librairie de France.

Bennison, Amira K. 2002. *Jihad and its interpretations in pre-colonial Morocco : state-society relations during the French conquest of Algeria*. London, Routledge Curzon.

\_\_\_\_\_. 2004. "The "New Order" and Islamic Order : The Introduction of the Nizāmī Army in the Western Maghrib and its Legitimation", 1830-73, *IJMES*, 36 (4), p. 591-612.

Berque, Jacques. 1978. *L'intérieur du Maghreb : XVe-XIXe siècle*. Paris, Gallimard.

Boyer Pierre. 1966. « Contribution à l'étude de la politique religieuse des Turcs dans la population d'Alger », *Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée*, no. 1.

Brower, Benjamin. 2012. « Just War and Jihad during the French Conquest of Algeria » dans Sohail al Hashimi, *Just Wars, Holy Wars and Jihads, Christians, Jewish and Muslims Encounters and Exchanges*, Oxford University Press, p. 221-245.

Clancy-Smith, Ann, Julia. 1994. *Rebel and saint : Muslim notables, populist protest, colonial encounters (Algeria and Tunisia, 1800-1904)*. Berkeley, University of California Press.

\_\_\_\_\_. 2001. *North Africa, Islam, and the Mediterranean world : from the Almoravids to the Algerian War*. London, Frank Cass.

Clausel Camille L. 1846. *Histoire de l'Algérie française*, Paris, H. Morel.

Cornell, Vincent. 1998. *Realm of the Saint. Authority and Power in Moroccan Sufism*, University of Texas Press,

Cory, Stephen Charles. 2013. *Reviving The Islamic Caliphate In Early Modern Morocco*. London, Routledge.

- Cour, Auguste, Kaddouri, Abdelmajid. 2004. *L'établissement des dynasties des chérifs au Maroc et leur rivalité avec les turcs de la régence d'Alger : 1509-1830*. Paris, Bouchene.
- Daumas, E., Fabar, Paul-Dieudonné. 1847. *La Grande Kabylie : études historiques*. Paris, Hachette.
- El-Mouden Abderrahmane, 2003. « les relations maroco-ottomanes : quelques grands traits d'une culture diplomatique » dans A. el Mouden (ed.) *Le Maghreb à l'époque ottomane*, Publication de la Faculté des Lettres et Sciences humaines de l'Université Mohammed V.
- Emerit, Marcel. Introduction de René Gallissot. 2002 (1952). *L'Algérie à l'époque d'Abd-el- Kader*. Paris, Ed. Bouchene.
- Feredj, Mohamed Seghir. 1999. *Histoire de Tizi-Ouzou et de sa région : des origines à 1954*. Alger, Editions Hammouda.
- Hess, Andrew. 1978. *The Forgotten Frontier, a History of the Sixteenth-Century Ibero African Frontier*, the University of Chicago Press.
- Grammont, Henri Delmas de. 2002 (1886). *Histoire d'Alger sous la domination turque : 1515-1830*. Saint-Denis, Bouchene.
- Kuran, Ercüment. 1957. *Cezayir 'in Fransızlar tarafından işgali karşısında Osmanlı Siyaseti (1827-1847)*. İstanbul, İ.Ü. Edebiyat F.
- Martin, B. G. "Opposition to French Colonialism in Algeria : 'Abd al-Qadir, His Predecessors and Rivals". *Muslim Brotherhood in Nineteenth Century Africa*. Cambridge University Press, 1976.
- McDougall, James. 2003. *Nation, Society and Culture In North Africa*. London, Frank Cass.
- \_\_\_\_\_. 2006. *History and the Culture of Nationalism in Algeria*. Cambridge, UK, Cambridge University Press.
- \_\_\_\_\_. 2017. "A World No Longer Shared". *Journal of the Economic and Social History of the Orient*. 60 (1-2) : 18-49.
- Merouche, Lemmouar. 2007. *Recherches sur l'Algérie à l'époque ottomane : la course, mythes et réalités*, éditions Bouchène.
- \_\_\_\_\_. 2002. *Recherches sur l'Algérie à l'époque ottomane, vol. 1 Monnaies, prix et revenus*, éditions Bouchène.
- Pitts, Jennifer. 2009. "Liberalism and Empire in a Nineteenth-Century Algerian Mirror" *Modern Intellectual History*. 6 (02), p. 287.
- Raymond, André. 1989 « Les provinces arabes XVI-XVIIIe siècle », dans Robert Mantran (dir.), *Histoire de l'Empire ottoman*, Fayard.

- Rivet, Daniel, 2002. *le Maghreb à l'épreuve de la colonisation*, Hachette.
- \_\_\_\_\_, 2012. Histoire du Maroc, de Moulay Idris à Mohammed VI, Fayard.
- Ruedy, John. 1992. *Modern Algeria : the origins and development of a nation*.  
Bloomington, Indiana University Press.
- Serres, Jean. 1925. *La politique turque en Afrique du Nord sous la monarchie de juillet*. Paris, P. Geuthner.
- Sessions, Jennifer E. 2011. *By Sword and Plow : France and the Conquest of Algeria*.  
Ithaca, N.Y., Cornell University Press.
- Shuval, Tal, 2000. « The Ottoman Algerian Elite and its Ideology », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 32, no. 3, Août 2000.
- Temimi, Abdeljelil. 1978. *Le Beylik de Constantine Hadj Ahmed Bey (1830-1837)*.  
Tunis, Publications de la Revue d'histoire maghrébine.
- \_\_\_\_\_. 1980. Recherches et documents d'Histoire maghrébine.  
L'Algérie, la Tunisie et la Tripolitaine (1816-1871), Publications de la revue  
d'Histoire maghrébine, vol. 3, Tunis.
- Vatin, Jean-Claude. 1983. *Les examens contradictoires. Esquisse de bilan des  
recherches sur les formations étatiques et identités nationales au Maghreb (XIXe-  
début XXe siècle)*. Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée, p. 177-  
200.
- Zarcone, Thierry. 1996. « la Qâdiriyya » dans Alexandre Popovic et Gilles Veinstein,  
*les voies d'Allah*, Fayard.

#### B.3.4 – Diasporas dans l'Empire ottoman, diaspora maghrébine et impact de l'occupation française

- Ageron, Charles Robert. 1968. *Les Algériens musulmans et la France (1871-1919)*.  
Paris, Presses universitaires de France.
- \_\_\_\_\_. 2005. *De l'Algérie française à l'Algérie algérienne : Genèse  
de l'Algérie algérienne*. Saint-Denis, Éditions Bouchene.
- \_\_\_\_\_. 1966. « Enquête sur les origines du nationalisme algérien.  
L'émir Khaled, petit-fils d'Abd El-Kader, fut-il le premier nationaliste  
algérien ? », *Revue De L'Occident Musulman Et De La Méditerranée*, p. 9-49.
- Bardin, Pierre. 1979. *Algériens et Tunisiens dans l'Empire Ottoman de 1848 à 1914*,  
Paris, Éditions du Centre National de la Recherche Scientifique,

- Brower, Daniel. 1996. « Russian Roads to Mecca : Religious Tolerance and Muslim Pilgrimage in the Russian Empire ». *Slavic Review*. 55 (3), p. 567-584.
- Buzpinar, Ş. Tufan. 1997. « Suriye'ye Yerleşen Cezayirlilerin Tabiiyeti Meselesi (1847-1900) » (The Question of the Citizenship of the Algerian Immigrants in Syria, 1847-1900), *Islam Araştırmaları Dergisi*, I, p. 91-106.
- Chachoua, Kamel. 2001. *L'islam kabyle : XVIIIe-XXe siècles. Religion, état et société en Algérie*. Paris, Maisonneuve et Larose.
- Grangaud, Isabelle. 2009. *Prouver par l'écriture : propriétaires algérois, conquérants français et historiens ottomanistes*. Genèses 74 (1), p. 25-45.
- Haddad, Mouloud. 2010. « Sur les pas d'Abd el-Kader : la hijra des Algériens en Syrie au XIXe siècle, dans Éric Geoffroy. *Abd el-Kader, un spirituel dans la modernité*. Beyrouth, Dar Albouraq.
- Kasaba, Reşat. 2009. *A Moveable Empire : Ottoman Nomads, Migrants, and Refugees*. Seattle, University of Washington Press.
- Kateb, Kamel. 1997. « La gestion administrative de l'émigration algériennes vers les pays musulmans au lendemain de la conquête de l'Algérie », *Population*, 52<sup>e</sup> année, n.2, p. 399-428.
- Khālīdī, Suhayl. 1997. *al-Ish'ā' al-Maghribī fī al-Mashriq : dawr al-jāliyah al-Jazā'irīyah fī bilād al-Shām*. Alger, Dār al-Ummah.
- Levallois, Michel. 2002. *Ismaÿl Urbain, une autre conquête de l'Algérie*. Paris, Maisonneuve et Larose.
- \_\_\_\_\_ 2012. *Ismaÿl Urbain : Royaume arabe ou Algérie franco-musulmane ? , 1848-1870*, Paris, Riveneuve éditions.
- Lory, Pierre. « L'expatriation dans la pensée musulmane classique, dans Avon Dominique et Messaoudi Alain (dir.), 2011. De L'Atlas à l'Orient musulman. Contribution à l'œuvre de Daniel Rivet, Karthala. p. 201-204.
- Meyer, James H. 2007. "Immigration, Return, and the Politics of Citizenship : Russian Muslims in the Ottoman Empire (1860–1914)". *International Journal of Middle East Studies*. 39 (01), p. 15.
- Samur, Sebahettin. 1992. "Osmanlı Devletinde Cezayir Göçmenleri ve Abdülkâdir el Cezayiri". *Erciyes Üniversitesi İlahiyat Fakültesi Dergisi*, volume 8.
- Tauber, Eliezer. 1990-1991. « The Political Role of the Algerian Element in Late Ottoman Syria ». *International Journal of Turkish Studies*, 5, p. 27-45.

Thomas, Martin. « From French North Africa to Maghreb independence : decolonization in Morocco, Tunisia and Algeria, 1945-1956 » dans Martin Thomas, Bob Moore, et Lawrence J. Butler. 2010. *Crises of empire : decolonization and Europe's imperial states, 1918-1975*. London : Hodder Education.

### B.3.5 – La Syrie de la fin de l'époque ottomane aux Mandats

Abbasi, Mustafa. « The Aristocracy of the Upper Galilee : Safad Notables and the Tanzimat Reforms », dans Zachs Fruma et Weismann, Itzhak. 2005. *Ottoman Reform and Muslim Regeneration. Studies in Honour of Butrus Abu Manneh*, IB. Tauris, 2005

Abkarius, Iskandar, Scheltema, J. F. 1920. *The Lebanon in turmoil*. New Haven, Yale University Press.

Abu-Manneh, Butrus. 1979. "The Naqshbandiyya-Mujaddidiyya in the Ottoman Lands in the Early 19th Century". *Die Welt des Islams*, 22(4), 1982, p. 1-36.

\_\_\_\_\_. 1994. "The Islamic Roots of the Gülhane Rescript". *Die Welt des Islams*, 34 (2), 1994, p. 173-203.

\_\_\_\_\_. 2001. *Studies on Islam and the Ottoman Empire in the 19th century, 1826-1876*. Istanbul, Isis Press.

Al Jundi, Adam. 1960. *Tarikh al-thawrat al-Suriya fi 'Ahd al Intidab al Faransi*, Damas, Matba'at al Ittihad.

Al-Qattan, Najwa. 2002. "Litigants and Neighbors : The Communal Topography of Ottoman Damascus". *Comparative Studies in Society and History*. 44 (3) : p. 511-533.

Commins, David Dean. 1990. *Islamic Reform : Politics And Social Change In Late Ottoman Syria*. New York, Oxford University Press.

Deguilem, Randi. 1998. "State Civil Education in Late Ottoman Damascus : A Unifying or a Separating Force ?" dans Philipp, Thomas. *The Syrian land : Processes of Integration and Fragmentation : Bilad al-Sham from the 18th to the 20th Century*. Stuttgart, F. Steiner, p. 221-250.

Douwes, Dick. 1999. "Reorganizing Violence : Traditional Recruitment and Conscription in Ottoman Syria", J. Zurcher, Erik, *Arming the State : Military Conscription in the Middle East and Central Asia 1775-1925*. London, IB Tauris, p. 111-127.

- \_\_\_\_\_. 2000. *The Ottomans in Syria : a History of Justice and Oppression*. London, I.B. Tauris Publishers.
- Émerit, Marcel. 1952. « La crise syrienne et l'expansion économique française en 1860 ». *Revue Historique*, 207,, p. 212-232.
- Farah, Caesar. 2000. *The Politics of Interventionism in Ottoman Lebanon, 1830-1861*, I.B. Tauris.
- Fawaz, Leila Tarazi. *An Occasion for War : Civil Conflict in Lebanon and Damascus in 1860*. Berkeley, University of California Press, 1994.
- Gelvin, James L. 1998. *Divided Loyalties : Nationalism and Mass Politics in Syria At the Close of Empire*. Berkeley, University of California Press.
- Hathaway, Jane et Barbir, Karl. 2004. *The Arab Lands Under Ottoman Rule : 1516-1800*. Harlow, Pearson Professional Education.
- Hourani, Albert. 1968. "Ottoman Reforms and the Politics of Notables", dans Polk, W. R., Chambers, R. L. (dir.). *Beginning of Modernization in the Middle East : the 19th Century*. Chicago, University of Chicago Press, p. 41-68.
- Gross, Max. 1979. *Ottoman Rule in the Province of Damascus 1860-1909*, PhD, Georgetown University.
- Khoury, Philip S. 1990. "The Urban Notables Paradigm revisited". *Revue Du Monde Musulman Et De La Méditerranée*. 55 (1), p. 215-230.
- \_\_\_\_\_. 1983. *Urban notables and Arab nationalism : the politics of Damascus, 1860-1920*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Khoury, Philip S et Kostiner, Joseph. 1990. *Tribes and state formation in the Middle East*. Berkeley, University of California Press.
- Kushner, David. 1986. *Palestine in the late Ottoman period : political, social, and economic transformation*. Jerusalem, Yad Izhak Ben-Zvi.
- Lewis, Norman N. 1987. *Nomads and settlers in Syria and Jordan, 1800-1980*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Makdisi, Ussama. 2000. *The Culture of Sectarianism : Community, History, And Violence In Nineteenth-Century Ottoman Lebanon*. Berkeley, University of California Press.
- \_\_\_\_\_. 2002. "After 1860 : Debating Religion, Reform, and Nationalism in the Ottoman Empire", *International Journal of Middle East Studies*. 34 (4), 2002, p. 601-617.
- \_\_\_\_\_. 2002b. "Ottoman Orientalism". *American Historical Review*, 107(3), 2002b, p. 768-796.

- Marino, Brigitte. 1997. *Le faubourg du Mīdān à Damas à l'époque ottomane : espace urbain, société et habitat (1742-1830)*. Damas, Institut français de Damas.
- Masters, Bruce Alan. 2001. *Christians and Jews in the Ottoman Arab world : the roots of sectarianism*. New York, Cambridge University Press.
- Moreau, Odile. 2015. *Monde ottoman méditerranéen et territoires arabes 19e-20e siècles*. Istanbul, Isis.
- Moubayed, Sami M. 2006. *Steel & Silk : Men and Women Who Shaped Syria 1900-2000*. Seattle, WA, Cune.
- Philipp, Thomas. 1992. *The Syrian land in the 18th and 19th century : the common and the specific in the historical experience*. Stuttgart, F. Steiner.
- Philipp, Thomas, and Birgit Schäbler. 1998. *The Syrian land : processes of integration and fragmentation : Bilād al-Shām from the 18th to the 20th century*. Stuttgart, F. Steiner.
- Provence, Michael. 2005. *The Great Syrian Revolt and the Rise of Arab Nationalism*. University of Texas Press.
- Rafeq, Abdul Karim. « The Local Forces in Syria in the Seventeenth and Eighteenth Centuries », dans Parry V.J and Yapp M.E. (dir.) *War, Technology and the Society in the Middle East*, Oxford University Press, 1975.
- \_\_\_\_\_. 1988. « New Light on the 1860 Riots in Ottoman Damascus », *Die Welt des Islams*, Series, Bd. 28, Nr. ¼,
- Rogan, Eugene. 1999. *Frontiers of the state in the late Ottoman Empire : Transjordan, 1850-1921*. Cambridge, Cambridge University Press.
- \_\_\_\_\_. 2004. "Sectarianism and Social Conflict in Damascus : The 1860 Events Reconsidered". *Arabica*. 51 (4), p. 493-511.
- Salibi, Kamal, « The 1860 Upheaval in Damascus as Seen by al-Sayyid Muhammad Abu'l Su'ud al-Hasibi, Notable and Later *Naqib al-Ashraf* of the City" », dans sous la dir. de Polk, William R. and Chambers, Richard L. 1968. *Beginning of modernization in the Middle East : the 19th century*, Chicago, University of Chicago Press.
- Schatkowski-Schilcher, Linda. « The Hauran Conflicts of the 1860s : A Chapter in the Rural History of Modern Syria », *International Journal of Middle East Studies*, 13(2), 1981, p. 159-179.
- \_\_\_\_\_. 1985. *Families in Politics : Damascene Factions and Estates of the 18th and 19th Centuries*. Wiesbaden, F. Steiner.
- Schölch, Alexander. 1984. "The Decline of Local Power in Palestine after 1856 : The Case of Aqil Aga". *Die Welt Des Islams*. 23 (1/4), p. 458-475.

- \_\_\_\_\_. 1993. *Palestine in Transformation, 1856-1882 : Studies in Social, Economic, and Political Development*. Washington, D.C., Institute for Palestine Studies.
- Seale, Patrick. 2010. *The Struggle for Arab Independence. Riad El-Solh and the Makers of the Modern Middle East*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Thompson, Elizabeth. « Ottoman Political Reforms in the Provinces : The Damascus Advisory Council », 1844-45, *IJMES*, vol. 25, no. 3, août 1993, p. 457-475.
- Weber, Stefan, "L'aménagement urbain entre régulation ottomanes, intérêts privés et participation politique : la municipalité de Damas à la fin de l'époque ottomane (1864-1918)", dans Lafi Nora (dir.), 2005. *Municipalité Méditerranéennes. Les réformes urbaines ottomanes au miroir d'une histoire comparée (Moyen-Orient, Maghreb, Europe méridionale)*, Berlin, Scharz, 2005.
- Winter, Stefan. 2016. *A History of the 'Alawis : from Medieval Aleppo to the Turkish Republic*. Princeton, Princeton University Press.

### B.3.6 – L'État ottoman et les réformes au XIXe siècle

- Akarlı, Engin Deniz. 1986. « Abdülhamid II's Attempt to Integrate Arabs into the Ottoman System » dans Kushner, D. *Palestine in the Late Ottoman Period : Political, Social and Economic Transformation*. Jerusalem, Yad Izhak ben Zvi Press, p. 74-89.
- Badem, Candan. 2010. *The Ottoman Crimean War, 1853-1856*. Boston, Brill.
- Bouquet, Olivier. 2007. *Les pachas du sultan : essai sur les agents supérieurs de l'État ottoman (1839-1909)*. Paris, Peeters.
- Bozarslan, Hamit. 2013. *Histoire de la Turquie, de l'Empire à nos jours*, Talandier.
- Buzpinar, Ş. Tufan. 2005. « The Question of Caliphate under the Last Ottoman Sultans », dans Weisman, Itzhak, Zachs, Fruma. *Ottoman Reform and Muslim Regeneration : Studies in Honour of Butrus Abu-Manneh*, Londres, I.B Tauris.
- Davison, Roderic H. 1963. *Reform in the Ottoman Empire, 1856-1876*. Princeton, Princeton University Press.
- Deringil, Selim. 1998. *The Well-Protected Domains : Ideology and the Legitimation of Power in the Ottoman Empire, 1876-1909*. London, I.B. Tauris.
- Eldem, Edhem, Goffman, Daniel, Masters, Bruce Alan. 1999. *The Ottoman city between East and West : Aleppo, Izmir, and Istanbul*. New York, Cambridge University Press.

- Eldem, Edhem. 2004. *Pride and privilege : a history of Ottoman orders, medals and decorations*. Istanbul, Ottoman Bank Archives and Research Centre.
- Fahmy, Khaled, 1997. *All the Pasha's Men, Mehmed Ali, his Army and the Making of Modern Egypt*, The American University in Cairo Press.
- Fortna, Benjamin. 2002. *Imperial Classroom, Islam, the State and Education in the Late Ottoman Empire*. Oxford University Press, 2002.
- Hanioğlu, M. Şükrü. 2008. *A Brief history of the Late Ottoman Empire*. Princeton, Princeton University Press.
- Hitzel, Frédérique, 2014. *Le dernier siècle de l'Empire ottoman*, Paris : Les belles lettres.
- Onaran, Burak. 2013. *Détrôner le sultan : deux conjurations à l'époque des réformes ottomanes : Kuleli (1859) et Meslek (1867)*. Paris, Peeters.
- Öztuncay, Bahattin. 2003. *The Photographers of Constantinople : Pioneers, Studios and Artists from 19th century Istanbul*. Istanbul : Aygaz.
- \_\_\_\_\_. 2011. *Hanedan ve kamera : Osmanlı sarayından portreler, Ömer M. Koç Koleksiyonu*. İstanbul : Aygaz.
- Quataert, Donald. « The Age of Reforms, 1812-1914 » dans Faroqhi, Suraiya ; MacGowan, Bruce, Quataert, Donald et Pamuk, Şevket. 1994. *An Economic and Social History of the Ottoman Empire, 1600-1914*, Vol. 2, Cambridge University Press.
- Somel, Selçuk Akşin. 2001. *The Modernization of Public Education in the Ottoman Empire, 1839-1908 : Islamization, Authority, Discipline*. Leiden, Boston, Brill.
- Veinstein, Gilles. 2010. « La question du califat ottoman » *Autoportrait du Sultan en conquérant*. Istanbul, éditions Isis, p. 253-268.
- \_\_\_\_\_. 2010. « Retour à Salihyya : le tombeau d'Ibn Arabi revisité », *Autoportrait du Sultan ottoman en conquérant*, Istanbul : éditions Isis.